

JEAN - PIERRE HOUSSEL

LA RÉGION DE ROANNE
ET LE BEAUJOLAIS TEXTILE
FACE A L'ÉCONOMIE MODERNE

TOME II

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE LYON II
— LE 22 JUIN 1976 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1979 -



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553410_0006

JEAN - PIERRE HOUSSEL

LA RÉGION DE ROANNE
ET LE BEAUJOLAIS TEXTILE
FACE A L'ÉCONOMIE MODERNE

TOME II



THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE LYON II
— LE 22 JUIN 1976 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1979 -



2ÈME PARTIE

LA CONFRONTATION À L'ÉCONOMIE MODERNE

Les structures économiques et sociales du XIXème Siècle, caractérisées par la symbiose de la première révolution industrielle et de la tradition manufacturière, qui continuaient à dominer la région, vont être bousculées par la crise de 1965. Alors, en effet, le vieux monde craque sous la conjonction d'éléments conjoncturels : le plan de stabilisation Giscard d'Estaing et la fin du protectionnisme. La reconstruction de l'économie est assurée essentiellement grâce à l'industrialisation spontanée, à partir d'initiatives locales. Cependant l'enclavement croissant et l'aggravation des déséquilibres avec les zones métropolitaines entraînent une diminution relative du poids de la région dans l'ensemble national.

Chapitre I

LA CRISE DE 1965, EFFONDREMENT OU NOUVEAU DEPART ?

La crise économique, ouverte au dernier trimestre de 1964, n'a vraiment été surmontée qu'en 1971 : elle a donc duré plus de six ans. Elle a été ressentie comme une catastrophe, puisqu'on peut évaluer au quart la proportion des salariés qui ont perdu leur emploi. Non seulement les grands tissages, réputés invulnérables, doivent fermer les uns après les autres, mais la récession frappe à deux reprises en 1965-1966 et en 1970, les A.R.C.T., célèbres par leur croissance à la japonaise et tête de file de la jeune et dynamique métallurgie. L'annonce en juillet 1971 de la fermeture des papeteries Navarre, qui entraîne la suppression de 600 emplois masculins fait figure de coup de grâce porté à l'économie régionale. Aucune branche d'activité ni aucun secteur géographique n'ont été épargnés. Les difficultés apparaissent ici quand elles se résolvent là et se rallument quand on croyait la situation assainie, ce qui entretient l'incertitude et empêche le retour à la confiance.

L'opinion démêle mal, en effet, ce qui est simple crise conjoncturelle, réductions ou transferts d'emplois, liés à des gains de productivité ou à des reconversions et qui sont profitables à long terme, de la liquidation d'un héritage dépassé, représenté en premier lieu par le tissage traditionnel. Le dynamisme d'affaires, créées de toutes pièces, dans telle spécialité inattendue en ^{une} localisation imprévisible, passe inaperçu, bien qu'il contribue à la diversification et au renouveau de l'industrie.

Cette évolution complexe explique que, finalement, le bilan des pertes d'emplois se limite à 3.000 postes (voir annexe 5). Bien plus la crise n'apparaîtra

pas dans les comptes de la région. En effet, entre 1966 et 1971, le chiffre d'affaires de l'industrie pour l'arrondissement de Roanne augmente à peu près régulièrement de 10% par an, soit une progression supérieure aux 6% de l'indice national, et celui des services double. Les sommes dues par l'ensemble des entreprises s'accroissent de 20% par an : cette poussée des risques bancaires traduit moins des difficultés de trésorerie que la modernisation des pratiques commerciales et un intense effort d'investissement. Paradoxalement, l'effort se relâche lorsque la crise est surmontée : en 1972 et 1973, le montant des risques bancaires est inférieur à celui de 1971 (voir tableau 2).

La crise de 1965, qui s'est manifestée par une crise longue de l'emploi, traduit en fait l'adaptation de la région aux conditions nouvelles de la production et de l'échange. Cependant, l'économie régionale rénovée conserve ses caractéristiques : prépondérance de l'industrie et, au sein de celle-ci, des industries légères de biens de consommation, qui font davantage appel à une main d'oeuvre bon marché qu'à une technologie avancée et exigeante en capitaux.

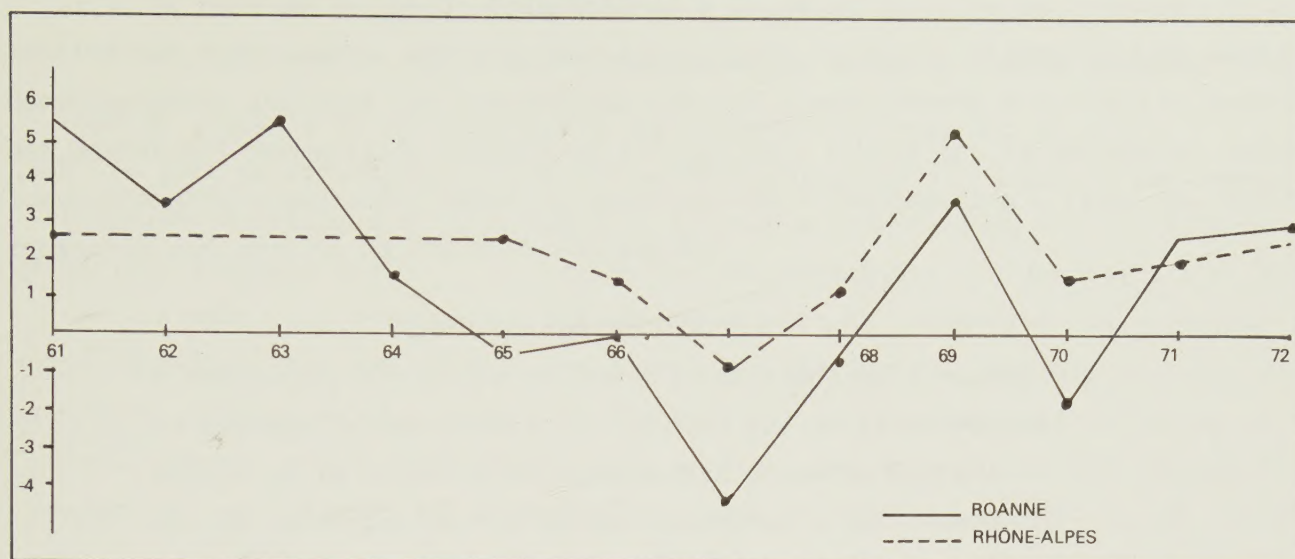
A - L'ECROULEMENT D'UN MONDE -

La surprise et le désarroi causés par l'effondrement du système traditionnel seront d'autant plus vifs qu'il paraissait indissolublement lié à la région, pour le meilleur -une forte emprise humaine- et pour le pire -la médiocrité des revenus et un faible dynamisme-. Mis en place depuis trois ou quatre générations, il avait résisté à la crise de 1930 et, depuis, toute menace de chômage avait été écartée. Il avait fini par fixer la vie sociale : il réglait les hiérarchies et avait donné naissance à de véritables genres de vie : le double salaire à la ville, l'association au sein de la même famille du travail agricole et du travail en usine à la campagne.

1 - *UNE CRISE LONGUE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL*

Alors que de 1960 à 1963, l'emploi avait progressé plus vite dans la circonscription ASSEDIC de Roanne que dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes, l'arrondissement de Roanne ainsi que les cantons de Thizy et d'Amplepuis n'enregistrent plus qu'une augmentation de 2,8% entre 1964 et 1970, au lieu de 20,8% pour Rhône-Alpes (1). Encore cette augmentation est-elle due à l'élargissement progressif à l'ensemble du secteur tertiaire du champ d'application de cet organisme. Cela n'a pas empêché la diminution des effectifs d'une année à l'autre, à l'exception de 1969, où s'est faite sentir la reprise économique consécutive aux événements de mai 1968.

Fig. 32 - Evolution comparée de l'emploi dans les ressorts de l'ASSEDIC Rhône-Alpes et de Roanne



C'est une crise de l'emploi dans l'industrie. Avec le secteur public (2) le nombre de salariés passe de 47.500 à 45.000, du 31.12.1964 au 31.12.1968, soit une perte de 5%, et diminue encore de 1.100 en 1970. Ces chiffres ne tiennent pas compte du chômage partiel qui touche 1.500 personnes en 1965 et 4.000 en 1966, pour le seul arrondissement de Roanne (3). Or, jusqu'en 1964, le manque de main d'oeuvre était considéré comme l'obstacle principal à la croissance. En 1962 et en 1963, on ne comptait en moyenne dans l'année que 72 chômeurs secourus pour tout l'arrondissement et 46 en 1964. Leur nombre atteint 157 en 1965, 178 en 1966, 334 en 1967 et passe par un maximum de 659 en 1968. A partir de 1969, il se maintient autour de 500, auxquels s'ajoutent les 150 chômeurs secourus des cantons de Thizy et d'Amplepuis. C'est un contingent incompressible, comme le montre la répartition des allocataires de l'ASSEDIC en 1967 (4). 60% d'entre eux sont des travailleurs du tissage et la plupart sont des personnes âgées (près des deux tiers ont plus de 50 ans et 41% ont entre 60 et 65 ans), qui ne peuvent pas se reconvertir. Pourtant, le taux de chômage, même en 1968 avec 1,6%, s'est toujours situé en-dessous de la moyenne française.

Sans doute, les chiffres officiels représentent mal, ici comme ailleurs, la situation réelle. Il y a d'abord les mesures prises par l'Etat. Le Fonds National de l'Emploi verse une allocation de pré-retraite, qui représente de 80 à 90% du salaire aux licenciés de plus de 60 ans. L'embauche à l'Arsenal est poussée aux moments les plus critiques : 500 hommes l'ont été entre 1965 et 1970 lors de la crise du tissage et 160 en 1972, pour pallier la fermeture des papeteries Navarre. Ensuite, les jeunes, à la recherche d'un premier emploi ne sont pas comptés comme chômeurs. Et cependant, les difficultés qu'ils éprouvent habituellement à se procurer sur place un emploi dans leur spécialité se sont aggravées. D'après les renseignements recueillis à l'Agence Nationale de l'Emploi, sur 474 jeunes sortis en juillet 1970 des établissements techniques de Roanne avec un diplôme de métallurgie,

275 sont placés le 10 Octobre 1970, dont 120 seulement sur Roanne. Il reste à la même date 90 à 100 jeunes à la recherche d'un emploi de bureau ou d'aide-comptable, surtout des jeunes filles qui ne sont pas résolues à quitter la ville et dont beaucoup seront obligées momentanément à travailler en bonneterie.

Ainsi le chômage a été atténué par l'accélération de l'exode, et pas seulement des jeunes. On se rappelle qu'entre les deux recensements de 1962 et 1968, les départs ont été aussi nombreux que les arrivées pour la population métropolitaine, à l'intérieur de l'agglomération roannaise, et que l'excédent migratoire est redevable aux étrangers. Si bien qu'on aboutit au paradoxe que, même aux moments les plus sombres, les entreprises continuent à avoir des difficultés à recruter du personnel compétent et que les licenciés finissent pas se recaser. Pourtant, le recasement n'allait pas de soi, surtout pour les salariés d'une branche aussi statique que le tissage, qui ne les avait pas préparés aux adaptations. Se recaser c'est accepter d'exercer un métier différent, souvent avec une qualification inférieure, car les emplois proposés sont le plus souvent des postes d'O.S. et que les spécialités du textile, du tisseur au gareur, ne sont pas transposables en dehors de la profession. Les plus âgés ne peuvent pas se faire au rythme industriel, comme l'a montré la statistique des chômeurs. Se recaser, c'est aussi accepter des déplacements quotidiens, du village ou de la petite ville de la soie et de la cotonne vers les centres d'activités plus diversifiées.

Au total, pas moins d'un salarié de l'industrie sur cinq a dû changer de métier. Il y a eu davantage encore de licenciés, car ils ont été choisis, autant que possible parmi le personnel à l'âge de partir en retraite, particulièrement nombreux dans les entreprises en difficultés, qui avaient cessé de recruter. On peut estimer à plus de 10.000 les emplois supprimés, dont 7.000 dans le tissage et la transformation, soit près d'un sur deux existants en 1964, 1.500 dans la bonneterie, 300 dans la confection, près de mille dans les industries semi-lourdes (fibranne, terre cuite, papier), quelques centaines dans la métallurgie et les industries diverses, sans compter le bâtiment où les fluctuations sont la règle. L'augmentation des effectifs dans la métallurgie, la confection et les industries nouvelles explique que le bilan de l'emploi ait été moins lourd. Et bien souvent, les entreprises qui se sont restructurées n'ont pas toujours pu éviter une phase de licenciements avant de réembaucher. Il en a été ainsi pour les Tissages Roannais, qui ont regroupé les principales affaires de la ville et pour Schaptex, moulinage de fibres synthétiques, qui a succédé à la filature de schappe d'Amplepuis. Bien des salariés ont été licenciés plusieurs fois avant de retrouver un emploi stable.

II - UNE CRISE DE CONFIANCE

On peut penser quels traumatismes a causés cette crise de l'emploi. Et l'actualité est bien sombre. Les journaux locaux sont encombrés d'informations aussi décourageantes les unes que les autres: tant de licenciements à l'usine X; encore des usines qui ferment; le secteur de Z à son tour touché par la récession. Aucune lueur d'espoir n'apparaît. Voici la chronique de l'hebdomadaire l'Essor du 10.2.67, consacrée aux cantons de Thizy et Amplepuis:

LA SITUATION ECONOMIQUE

A Amplepuis, l'horaire de travail est tombé à 32 heures au tissage Ferrari. Mais il y a plus grave: la fermeture totale de la Filature de Schappe est-annoncée pour la fin de mars. Une partie de son personnel a été réembauché par la direction de "Schappetex" - il s'agit d'une usine différente- on pense que d'autres personnes pourront l'être encore.

- A la suite des licenciements des Ets Peugnet à Bourg-de-Thizy, une rencontre a eu lieu à la mairie de cette commune.....

- A Cours (Rhône) la direction des Etablissements Giraud (menuiserie industrielle du groupe Gimm) a fait ^{part} de "l'abandon momentané de son projet d'installation d'une seconde unité sur le terrain de la gare de Cours : décision dictée par les circonstances actuelles dans l'industrie du bâtiment qui ne permet pas la réalisation d'investissements importants, ceci malgré l'aide apportée par la commune, et en particulier par M. le maire de Cours".

Celle consacrée à l'arrondissement de Roanne dans un numéro de mars 1968 rend le même son.

Il ne semble pas que la situation doive sensiblement s'améliorer dans l'immédiat.

Après les 110 licenciements de l'usine Dumarest, les trois licenciements de Tricot Elite, les dix-sept licenciements de chez Châtre, les cinq de chez Fayet, les vingt-quatre de chez Ben Mussa à Charlieu, les huit de chez Dicker Micchi, les trois de chez Wagnon, les cinq de chez Gouttenoire et Cie (5), -chiffres donnés par la C.F.D.T., voici que l'on apprend le licenciement de trente deux ouvriers -sur une soixantaine- aux Ets Pralus père

et fils au Coteau.

Ces établissements font la menuiserie d'appartement, l'installation et l'équipement de magasins et les meubles de pharmacies. Il semble, pourtant, que la majorité des licenciés pourra, dans ce cas particulier, être reclassée assez facilement, dans d'autres entreprises travaillant le bois.

La situation peut bel et bien paraître apocalyptique. Et les commentaires du journaliste, pourtant porté à la prudence et à la résignation par la tradition conservatrice de cet organe diocésain, se font inquiets, alarmistes et accusateurs. On lit le 9.9.67, à la suite de la fermeture d'un tissage de soie à Belmont : "Le désert roannais" n'est pas seulement une image. C'est, avec la récession du textile, la réalité de demain" et, quelques lignes plus haut : "on voudrait tout de même devant ces fermetures d'usines et ces licenciements en chaîne que la situation de l'emploi dans le Roannais commence à être prise au sérieux par les autorités responsables". Après avoir reproduit le communiqué des unions locales C.G.T. et C.F.D.T. de Thizy, à la suite de la fermeture des trois usines du groupe Willot, le numéro suivant parle de "maison qui brûle".

La crise secoue brusquement ces régions "sans problèmes", bien tranquilles. Réunions et prises de positions se succèdent. Le seul numéro, déjà cité, de l'Essor du 9.2.1967, signale une rencontre à Bourg-de-Thizy entre le député, le conseiller général, le maire, les représentants des licenciés et des syndicats; la réunion, le 31 janvier, des maires du canton de Thizy qui mettent en place "un syndicat intercommunal qui se donne pour tâche la recherche de terrains pour la création d'une zone industrielle et d'industries susceptibles de s'y établir"; une communication le 2 février à la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Lyon sur la dégradation dans les cantons de Thizy et d'Amplepuis; la réception le 3 février par le préfet du Rhône d'une délégation des maires du canton de Thizy, accompagnés du sous-préfet, du député et des représentants syndicaux, afin de demander le classement en zone critique des cantons de Thizy et d'Amplepuis. Cette revendication sera appuyée par une "marche sur Lyon" des syndicats. Le mécontentement se traduit aux élections législatives de mars 1967 par la victoire du candidat socialiste sur le député sortant U N R, maire de Tarare.

A Roanne, le débat économique est porté sur la place publique. Le rapport de la C.F.D.T. de mai 1966 met en lumière les déséquilibres régionaux, insiste sur la nécessité d'améliorer les infrastructures et d'implanter des services et des entreprises d'assez grandes dimensions, particulièrement en mécanique et en construction électrique, ce qui permettrait l'emploi de la main d'oeuvre qualifiée (6). A ce contre-modèle d'industrialisation, les milieux économiques préfèrent un contre-modèle d'image de marque : la Jeune Chambre Economique publie la brochure "Vendre Roanne". La Chambre

de Commerce rompt avec le splendide isolement. Elle pousse à la réalisation des zones industrielles, demande en vain le rattachement de l'arrondissement à l'OREAM Lyon-Saint-Etienne par lettre de son président du 10 Avril 1968 (7), fait appel à l'aide publique. Le soutien de l'appareil de l'État est le thème de la campagne du candidat UDR, qui l'emporte par 19.500 voix contre 10.500 ~~sur~~ ^{au} le député centriste sortant, maire de Roanne. Le fait que deux circonscriptions législatives sur trois aient changé de titulaire montre l'inquiétude de l'opinion. C'est dans les communes manufacturières qu'elle est la plus profonde. Ainsi, un "comité survie" se met en place à Cublize. Toute reprise semble impossible car, quand bien même des usines s'implanteraient, il n'y a ni les logements, ni les services et les loisirs capables de retenir les cadres et les jeunes. Cette prise de conscience souterraine ne sera pas étrangère à l'inhabituelle animation de la campagne pour les élections municipales de 1970.

III - UNE CRISE COMPLEXE

La crise a paru générale, parce qu'elle a été déclenchée par une conjonction d'éléments conjoncturels. Mais leur répercussion a été très inégale, en fonction du degré d'adaptation de chaque secteur de production à l'économie moderne.

1 - Les difficultés conjoncturelles

Le plan de stabilisation Giscard d'Estaing, mis en oeuvre en 1963 et qui, en fin de compte, a été maintenu jusqu'aux événements de mai 1968, a gêné l'ensemble des entreprises par les restrictions et le renchérissement du crédit, ainsi que par le ralentissement de la croissance qu'il a entraîné. Les entreprises marginales, celles dont la gestion était défectueuse, mais aussi celles qui avaient lancé des investissements furent les plus exposées. Or cette conjoncture défavorable coïncide avec la liquidation du protectionnisme, sous l'effet conjugué de la fin de la préférence impériale, et de l'abrogation des dernières mesures restrictives qui conduisent à l'établissement du Marché Commun. Les conséquences de la perte progressive des marchés coloniaux culminent à la suite de l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962. Or l'industrie textile régionale faisait encore, en 1964, 10% de son chiffre d'affaires avec la zone franc et y trouvait un débouché assuré et rémunérateur pour des articles de basse qualité, invendables ailleurs. Les branches les plus traditionnelles ne sont pas prêtes au repli sur le marché national ni à la confrontation avec les pays industrialisés.

Par contre les difficultés passagères du bâtiment, de la métallurgie et des autres industries récentes, comme le bois, ne sont imputables qu'au plan de stabilisation. L'évolution des chiffres de l'emploi montre qu'il ne s'agit que d'une pause dans le développement d'industries jeunes. Dans le coton, le tissu éponge, dont l'organisation est solide, trouve rapidement à remplacer les débouchés coloniaux grâce à

la forte expansion des articles de plage.

2 - de la récession aux crises d'adaptation

La crise sera plus sensible dans la bonneterie et le voile tergal, car ces deux branches nouvelles ou rénovées restaient encombrées de pratiques artisanales. Celles-ci ne pouvaient subsister qu'avec des marges bénéficiaires suffisamment élevées, pour dispenser de toute préoccupation de productivité et de rationalité. Au fond ces difficultés s'apparentent à celles que nous avons observées à peu près à la même époque, dans l'industrie spontanée de l'"Italie du milieu", lors du passage de la phase de croissance rapide à l'âge de maturité (8).

a) la bonneterie (voir annexe 3)

Le malaise de la bonneterie se lit dans les statistiques de la Chambre Syndicale. De 1964 à 1968, le chiffre d'affaires qui précédemment augmentait de 10% par an, a diminué de 13% en francs constants. Les emplois ont baissé de 6%, passant de 12.500 en 1964 à 11.700 en 1968. Cette réduction affecte de façon sévère les ouvrières à domicile, dont l'effectif diminue de 30%, ce qui en soi témoigne d'une rationalisation, mais touche aussi les ouvriers en usine. De septembre 1967 à l'été 68, leur nombre est passé de 8.500 à 7.600. Des annexes établies à la campagne fermement, comme à Saint-Jodard et à Saint-Romain-la-Motte. C'est alors qu'on enregistre le maximum de chômeurs et de demandes d'emploi non satisfaites, des femmes en majorité, car la bonneterie n'est plus en mesure d'absorber les licenciés du tissage.

Gênée par les restrictions de crédit, la bonneterie roannaise a été en outre touchée par la quasi-disparition des débouchés coloniaux, en particulier par la fermeture du marché algérien en 1967. Les exportations vers la zone franc sont tombées de 42 à 3 millions de francs, soit de près de 10% à 0,5% de la valeur de la production, de 1966 à 1971. La concurrence étrangère se révèle redoutable, en particulier celle des grosses entreprises italiennes et allemandes, qui pratiquent la grande série et obtiennent un rendement de 90% de la production théorique, alors qu'il n'est que de 60% à Roanne, à cause de l'éparpillement des collections. Enfin, le fully fashioned se trouve confronté à une crise de surproduction.

La bonneterie roannaise résiste moins bien^{que} la bonneterie française. Beaucoup d'entreprises cherchent à travailler en sous-traitance pour des centres extérieurs et le groupe Vitos de Troyes absorbe Anick-Robelin. Cette maison, qui avait connu une expansion fulgurante, n'a pu résister à l'échec du lancement des robes en papier, initiative qui lui avait valu son heure de gloire dans la presse. En 1971, Vitos conserve la marque commerciale, mais ferme les trois usines Roanne et La Pacaudière pour la maille, Saint-Martin-d'Estreaux pour la confection en tissé teint. La constitution en janvier 1968 entre la maison Pierron et le groupe Prouvost-Masurel

de Roubaix d'une société de vente unique, sous la marque Welcome-Pierron marque l'effort entrepris par l'industriel roannais pour atténuer la répercussion du poids des frais généraux engagés précédemment, dans la perspective d'une croissance régulière.

A part le cas d'Anick-Robelin et l'absorption de petites entreprises par des moyennes, on est frappé par la stabilité des structures et l'échec des tentatives de concertation. C'est que la génération des fondateurs toujours à la barre, n'accepte pas de cesser d'être les maîtres. Après mai 68, quand la consommation intérieure est relancée et les importations d'Italie provisoirement bloquées, on pouvait se demander si la bonneterie roannaise se maintiendrait à la place qu'elle s'était faite.

b) La disparition des artisans-tisseurs de voile tergal.

Moins que la suppression des ventes sur les marchés coloniaux, dont la part était négligeable, le ralentissement de la demande intérieure va ramener dans la fabrique de Tarare le cortège coutumier des "mortes", auxquelles pendant la période de lancement, le voile tergal avait échappé. En effet, le plan de stabilisation coïncide avec la mise en service des usines modernes construites, à partir de 1962, et en particulier de 1966 à 1969. La période de creux, habituelle à Pâques, se prolonge quatre mois en 1965 et les affaires sont très ralenties de janvier 1967 à juillet 1968 et pendant les trois derniers trimestres de 1970. Ces récessions se marquent par une diminution de 10% de la production et ne compromettent pas la croissance, car la saturation du marché intérieur a conduit les fabricants à développer l'exportation (voir annexe 4). Cependant elles vont mettre en cause l'existence des artisans-tisseurs dotés d'une demi-douzaine de métiers automatisés, qui n'avaient pas pu profiter des belles années pour s'équiper. Leur existence était précaire car le prix de façon avait été aligné sur celui des métiers automatiques : par exemple pour une "laize", c'est-à-dire une largeur de 4 mètres, il tombe de 4 francs 20 le mètre en 1962 à 3 francs.

La crise de 1967, la plus longue et la plus sévère, va être fatale aux artisans. Les voilà privés d'ordres, que les fabricants réservent à leurs usines, ou contraints d'accepter des tarifs de misère: 2,20 francs pour une laize de 4 mètres. A peu près un atelier sur deux ferme. Le nombre d'artisans immatriculés à la Chambre des Métiers de Roanne est passé de 103 à 63 à Saint-Just-la-Pendue et de 139 à 76 dans le reste de la zone, entre 1963 et 1972. Les jeunes s'embauchent pour faire équipe dans les usines de Tarare, du Coteau et de Balbigny. Ils continuent à habiter le village, où ils ont maison et jardin. Ceux qui persistent, souvent les plus âgés, savent qu'ils seront réduits à vivoter et que leur atelier ne leur survivra pas. Ils sont contraints de travailler en seconde main pour un façonnier-usiner, car leur production est trop faible pour intéresser le fabricant. Un artisan de Saint-Just-la-Pendue, qui a 7 métiers de petite et moyenne largeur, sur lesquels la pression des installations nouvelles est moins forte, se faisait en octobre 1968, en conjoncture

favorable, 1.500 Frs par mois, en passant avec sa femme 13 heures par jour sur les métiers, sans compter le "ressuïté". Quelques-uns qui avaient atteint un stade semi-industriel (une vingtaine de métiers actionnés en double équipe) pourront franchir la mauvaise passe, grâce à l'appoint temporaire de ressources complémentaires, comme ces deux tisseurs de Saint-Cyr-de-Valorges, dont l'un a élevé des cobayes et l'autre cultivé des champignons ! La crise de 1967 a même atteint temporairement les façonniers-usiniers. L'Essor du 14.7.67 fait état de 5 licenciements chez l'un d'eux à Croizet-sur-Gand et de 7 chez un autre de Chirassimont, qui employaient respectivement 15 et 20 salariés. Quelques petits fabricants cessent leur activité. Le secteur de Saint-Just-la-Pendue était touché à son tour par l'insécurité.

c) Le cas des industries diverses anciennes et des services nationalisés.

Pour les industries diverses, anciennement implantées, le ralentissement de la croissance et l'ouverture des échanges ne font qu'accélérer les exigences de modernisation. Comme elles appartiennent à des branches dont la capacité d'expansion est limitée, leur maintien ne peut être assuré que par des gains de productivité. Mais cela se traduit par des licenciements. On les constate dans les tanneries, tuileries et fabriques de crayons. La même évolution se produit dans le secteur public nationalisé. Entre 1962 et 1972, le personnel employé dans l'arrondissement de Roanne passe de 1000 à 450 pour la SNCF, de 500 à 200 pour EDF-GDF.

Les industries lourdes souffrent de l'éloignement de Roanne par rapport aux axes de communications modernes et du recul du charbon de Blanzay, dont la proximité était un avantage dans l'approvisionnement en énergie. Le groupe Rhône-Poulenc parvient à renforcer la position de "France-Rayonne", qui fournit les deux tiers de la production française de fibranne, cela au prix d'une automatisation intense, qui entraîne une réduction de moitié des effectifs : montés à 1300, ils sont tombés à 700 en 1968. Par contre l'unité de fabrication des papeteries Navarre a fermé début 1972, entraînant la suppression de 400 emplois masculins. Certes sa localisation n'avait plus de justifications économiques. C'est pourquoi elle avait été orientée vers le papier de qualité, papier glacé des couvertures de magazines par exemple. S'il avait été rénové, le matériel était ancien : deux machines datent d'avant la guerre de 1914, les deux autres d'entre les deux guerres. En 1967 seulement, on ajoute une unité moderne de papier couché. Il ne semble pas que la gestion ait été très rigoureuse. Comme le groupe était en déficit (9), victime d'ailleurs du suréquipement de la branche, l'usine de Roanne était condamnée.

3 - de la récession à la crise de structure : le tissage traditionnel

La cotonne, la soierie, la couverture classique de Cours trouvaient leur survie dans les marchés coloniaux et dans la "rente de médiocrité" que représentaient le matériel amorti de longue date et l'infériorité des rémunérations et des conditions de travail -à commencer par celles des chefs d'entreprise de petite taille-. Toutes ces affaires qui péréclitaient doucement tout en pensant pouvoir "s'en tirer", confiantes en une reprise qui les remettrait en fonds, en leur permanence qui les faisait paraître invulnérables, dans le soutien des banques pour celles qui recouraient au crédit, vont se trouver incapables de faire face aux conditions nouvelles de l'industrie textile.

a) Liquidation du passé et mutation technologique

Ces industriels désabusés ne vont pas pouvoir répondre aux exigences des marchés des pays industrialisés. Comme les besoins élémentaires sont amplement satisfaits, il faut être attentif à la mode et aux usages industriels. Nous avons montré, à partir de l'exemple des petites villes du Haut-Beaufortais comment ils s'étaient persuadés qu'il ne leur était pas possible de changer de fabrications (10). Même si le crédit n'avait pas été freiné et les prix bloqués, adaptation et reconversion n'étaient pas pensables en raison des mentalités. Agés -les deux tiers d'entre eux ont plus de cinquante ans-, volontiers autocrates, "ces chefs d'entreprises domestiques, sinon dynastiques" (11) supportent toutes les faiblesses de l'entreprise familiale. Leurs cadres, recrutés parmi les parents, ou formés sur le tas, manquent d'ouverture et ne sont pas suffisamment spécialisés pour les décharger des besognes de routine. Leur milieu professionnel, dominé par les "descendants" qui n'ont eu qu'à reprendre une affaire prospère, finit de les isoler : la conservation du passé y passe pour sagesse et toute dérogation à l'individualisme, pour folie. Le mouvement syndical, en porte à faux dans une branche en difficultés, et qu'ils se sont employés à paralyser par une attitude paternaliste, n'est pas là pour les aiguillonner. D'ailleurs, "la main d'oeuvre se rend compte de sa médiocre situation, mais juge qu'il est inutile d'améliorer ce qui est, en tout état de cause, en train de disparaître" (12). Les ouvriers se bornent à recommander à leurs enfants de prendre un autre métier, ce qui explique la désaffection dont souffre encore aujourd'hui l'industrie textile.

La fermeture, quasi totale des marchés coloniaux, consacrée par la suppression des licences d'importation en Algérie, se traduit, en 1965, par une chute brutale des livraisons, d'un quart pour la cotonne, complète pour le voile de rayonne. Une à une, les entreprises prisonnières du passé ferment ou sont absorbées, à commencer par les plus prestigieuses. On croyait la situation

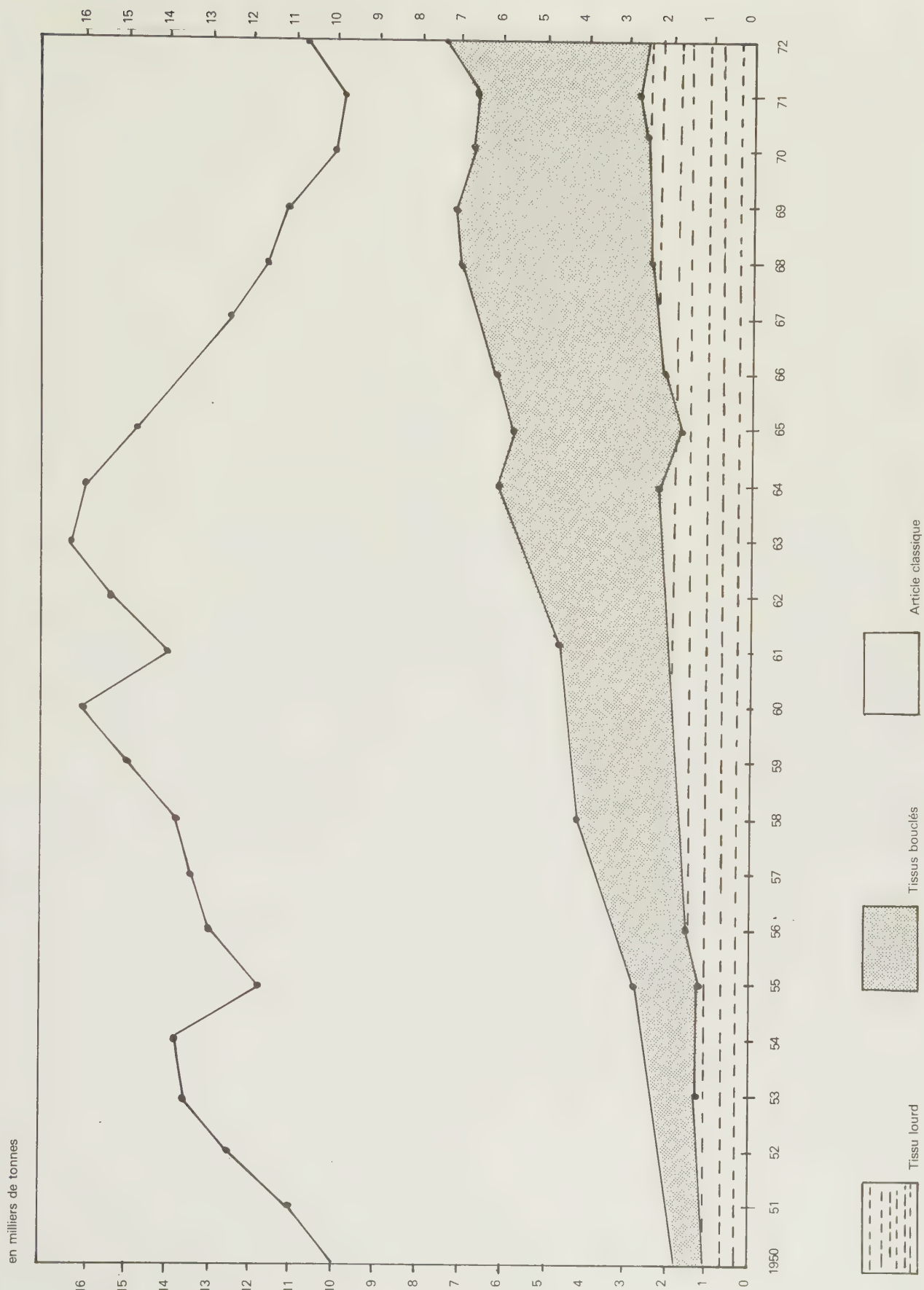
assainie lors de la reprise de Juillet 1968. Si l'on ne s'inquiète guère de la disparition des derniers rescapés, l'opinion est fort anxieuse de constater que des entreprises équipées de façon moderne et dont la politique commerciale est saine, ne puissent pas tenir et que, dans les regroupements, les mesures de restructuration ne soient pas suffisantes. 1970 est une mauvaise année : les suppressions d'emplois sont aussi nombreuses qu'en 1966. A la liquidation du passé vient se superposer la mutation technologique, que le matelas de protection d'affaires vétustes avait retardée jusque là.

Le métier automatisé était, somme toute, proche des premiers métiers mécaniques. Il ne pouvait soutenir la concurrence avec le métier automatique, qui fait tomber le prix de revient de la duité de 75 à 80 centimes anciens pour un métier qui bat à 110-120 coups-minute, à 30 centimes (11). Les entreprises disparues les premières n'avaient pas eu les moyens financiers d'en acquérir, car il coûte 2 millions et demi d'anciens francs et qu'on ne l'achète pas à l'unité : un ouvrier en surveillance quinze, un gareur en entretien 40. Mais le métier automatique est lui-même dépassé par le métier sans navette et le "non tissé" (13) qui font leur apparition vers 1968 : pour la fabrication des wassingues, un métier automatique sort 2,8 mètres à l'heure, un métier sans navette 9 mètres et le non-tissé 198 mètres ! Or le métier sans navette coûte six millions. Industrie de main d'oeuvre, l'industrie textile devient industrie de capitaux. Dans l'industrie cotonnière, on estime qu'il faut de 12 à 13 millions pour reconduire à 12 ou 15 ans un emploi et 75 millions pour créer de toutes pièces un poste de travail à trois équipes dans une unité intégrée (14).

b) L'heure de vérité de la cotonne et de la soierie.

1963 et la première moitié de 1964 avaient été pour la cotonne une période favorable. La demande intérieure, stimulée par les achats des rapatriés d'Algérie, se situe à un niveau élevé. On dépasse les 10.000 tonnes de tissus plats. La capacité de production est utilisée à plein et l'horaire est de 42 heures 30 par semaine. Mais à partir de 1964, la situation se détériore gravement : en juin 1965, l'activité est inférieure à la normale de 30%. En dépit de légères reprises fin 65-début 66 et de juillet 68 à juin 69, elle s'affaisse encore de 5% environ par an, jusqu'au second paroxysme du début de 1970 au premier semestre 1971, qui se traduit par une nouvelle chute de 30%. Au début, la baisse en tonnage est peu sensible, car les maisons accumulent les stocks d'articles classiques et renforcent l'orientation vers des articles moins élaborés comme les tissus industriels. Par la suite elle est d'autant plus forte que la modernisation passe par une plus grande utilisation de fibres nouvelles, dont la densité est inférieure à celle du coton (voir annexe 2).

Fig. 1 - DIAGRAMME DE LA PRODUCTION DE TISSUS DE COTON DANS LA RÉGION DE ROANNE-THIZY DEPUIS 1950



Les milieux professionnels insistent beaucoup sur la fermeture des marchés coloniaux. Ils en exagèrent sans doute les effets. Le temps n'est plus, depuis longtemps, où la région travaillait un jour sur quatre pour l'Outre-Mer. La fermeture de l'Indochine à partir de 1954, qui absorbait un quart de ces exportations, leur a porté un premier coup. En 1961, elles ne représentent plus que 2.000 tonnes, soit 15% du tonnage. Elles tombent à 1.000 tonnes en 1965 pour disparaître pratiquement en 1971. Une industrie vigoureuse aurait pu y remédier. Les vraies raisons de la crise sont qu'on continue à fabriquer, sur du matériel dépassé, des articles qui ne se vendent plus : le vichy, le croisé de coton, détrônés par l'imprimé, la maille, les tissus en fibres synthétiques. La contraction du marché intérieur suscite une concurrence ruineuse.

La crise a été plus sévère qu'ailleurs. Pour l'ensemble de l'activité cotonnière, y compris donc le tissu éponge et le tissu lourd qui ont continué leur progression, la diminution a été, entre 1964 et 1972, de 31% pour la région au lieu de 11% en France pour les tonnages, de 48% au lieu de 27,2% pour les effectifs, de 52% au lieu de 32% pour le nombre des métiers. Plus de la moitié des métiers existants et 70% des métiers ordinaires ont été supprimés. Et pourtant en 1972 le matériel conserve encore un certain retard, dû au maintien d'entreprises qui font encore la petite série dans le tissu éponge et l'article classique. Si l'on compare la région Rhône-Alpes, où le secteur de Roanne-Thizy assure 85% de la production et la France, le pourcentage des métiers en activité par rapport aux métiers existants est respectivement de 93 et de 80%, celui des métiers ordinaires par rapport aux métiers en activité de 40 et de 15%, celui des métiers en simple, double et triple équipe de 12, 37,5 et 50% au lieu de 4,5, 44,5 et 51% (14bis). Pour la seule cotonne, on peut admettre que les effectifs sont tombés de 4500 à 1500 et la production de 10.000 à 3.000 tonnes entre 1963 et 1971.

La crise va frapper toutes les catégories d'entreprises, des plus petites aux plus prestigieuses. Les grands cotonniers de Roanne vont être mis en difficultés dès la première phase, de 1965 à 1968. Quatre d'entre eux vont être absorbés par Dolfus-Mieg et Cie, qui les réunit dans une société nouvelle, les Tissages Roannais. On comprend que le groupe, qui avait rassemblé autour de la célèbre filature de Mulhouse ses principaux concurrents de l'Est et du Nord, comme J. Thiriez et Cartier-Bresson, ait été intéressé par la constitution d'une branche complémentaire de tissage. Or, il avait des créances sur la place qu'il fournissait en filés. En 1964, il accorde un prêt à une maison. En 1965, il prend une participation majoritaire dans la société Déchelette-Despierrez et dans les Tissages A. Bréhard, en même temps que dans la société Dupuis-Merle et Cie de Thizy, réduite à une affaire de négoce. En janvier 1967, il signe un accord avec Emile Grosse et fils, qui était en meilleure position, grâce à son important

département de linge de maison. Enfin en janvier 1968, la Société Chamussy-Grenot et Fouilland, qui conservait de solides débouchés dans la clientèle rurale et en Afrique Noire, négocie son intégration pour le 1er Janvier 1970 et fournit aux Tissages Roannais son premier P.D.G.. Pas pour longtemps, car fin 1969, D.M.C. s'associe à Texunion, groupe textile de Rhône-Poulenc, et prend 51% des actions de la Nouvelle Texunion, qui avec un chiffre d'affaires de 760 millions, devient l'un des premiers grands du textile français. Les Tissages Roannais forment la Division Tissés Teints de Texunion, dont la présidence passe à un représentant de la fabrique de doublure de Roubaix, Leclercq-Dupire, qui avait absorbé des affaires de soierie lyonnaises. Celui-ci nomme comme directeur le responsable d'une usine des Vosges (15). L'année 1970 est particulièrement difficile : le chiffre d'affaires tombe de 55 millions en 1969 à 48. Les premiers exercices avaient déjà été déficitaires et cependant les investissements sont indispensables, notamment en métiers sans navette. Par souci de rationalité, les vieux métiers sont supprimés et six usines fermées, dont tous les tissages de Roanne, où les 700 emplois ouvriers que l'on comptait encore en 1966 sont réduits à 200. Le seul tissage important qui subsiste dans la ville est celui de Destre et Cherpin, reconverti pour moitié en 1963 dans le tissu-éponge, avec 170 ouvriers. En effet, le tissage Dumarest, qui comptait 200 salariés avant la crise, ferme purement et simplement en février 1968. Il ne représentait plus qu'une part minime et peu rentable d'intérêts plus vastes. Les Dumarest fournissent l'unique exemple de cotonniers locaux devenus financiers. Ils ont placé les bénéfices réalisés dans les comptoirs de l'Indochine et subsidiairement dans le tissage de Roanne, dans deux sociétés prospères où on retrouve d'autres intérêts coloniaux et textiles : la Société Application des Gaz, dont l'usine principale, Camping-Gaz International, est à Saint-Genis-Laval, près de Lyon, et la Compagnie Industrielle et Financière d'Alais, qui gère un portefeuille de valeurs mobilières (16).

A Thizy, l'agonie de la cotonne va se faire plus lentement, mais inexorablement. Aujourd'hui l'ancienne capitale de l'article populaire contrôle moins de 300 emplois, si l'on exclut la transformation. Les "marchands de tissus" ont voulu tenir jusqu'au bout. Chacun pensait candidement que sa maison resterait la dernière, mais beaucoup ont voulu aussi assurer leurs responsabilités envers le personnel en évitant de licencier, au risque de compromettre leur patrimoine. L'étalement de la crise a amorti les répercussions sociales, mais une cession en temps utile aurait peut-être rendu possible une restructuration. Les petites entreprises ferment les premières, les plus importantes de janvier 67 à juillet 68, quand le tissage roannais est déjà regroupé. Le groupe Willot, qui avait repris les établissements Chamrion et Sirot, abandonne la partie en

juillet 67, sans pouvoir réaliser des opérations immobilières rentables, sur cette colline où on ne sait que faire des bâtiments désaffectés. La mutation technologique de 1970 se traduit par l'échec d'un nouveau-venu, qui avait pourtant créé un important tissage de tissus pour chemises en polyester. La même année, Boussac est contraint de convertir en atelier de préparation pour l'usine Jalla de Régnv, le tissage de popeline de Michaudon, qui passait quelques années plus tôt pour un établissement pilote. Dans les villages les tissages indépendants qui faisaient l'article colonial ferment l'un après l'autre et le "baron de la vallée", qui avait repris ceux qui s'égrennent le long du Mardoret, est contraint d'abandonner, à son tour, au moment de la fermeture définitive du marché algérien. En fait d'articles populaires, il ne subsiste plus que de petits tissages dans la haute vallée du Reins et les Ets Thoviste et Gouttard, qui maintiennent à Bourg-de-Thizy, la tradition des marchands de tissus. Les tissages moyens des bourgs, à Saint-Vincent-de-Reins, Saint-Victor-sur-Rhins et Montagny subsistent avec des effectifs réduits. Seuls, trois tissages d'une cinquantaine de salariés, qui s'étaient spécialisés dans les tissus de confection-mode ou le linge de table ont traversé la crise sans grands problèmes. Le pays de Thizy et ses abords ne fournissent guère plus de 500 emplois, là où il y en avait 3.000 en 1954 !

Les difficultés du tissage se répercutent sur l'ennoblissement, terme qui tend à se substituer à celui de transformation. Elles sont moins sensibles, car les façonniers les plus liés à la cotonne -le groupe Gillet-Thaon à Roanne et des affaires moyennes à Thizy- ont diversifié leur activité et ont recherché des débouchés extérieurs. Mais la plupart ont connu des exercices déficitaires et des réductions d'emploi. Elles ont été d'un quart chez Gillet-Thaon, qui a absorbé en 1967 le département transformation de Brécharde. Dans le même temps, les ateliers intégrés ont disparu, sauf celui de Chamussy, conservé par les Tissages Roannais et celui de Thoviste et Gouttard.

La cotonne s'est recroquevillée comme une peau de chagrin. Ce qui subsiste est dominé par les groupes extérieurs. La réciproque n'est pas vraie, à l'exception de Sauvegrain, allié par sa mère aux Dumarest, qui en 1953 a fermé son bureau de Roanne pour s'installer à Paris. Il a pris des intérêts dans les tissages de popeline et d'articles de sport de Gray et Baume-les-Dames, intégrés par la suite à Texunion, et est devenu président du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française. Exception isolée, comme celle des Dumarest sur le plan de la conversion. On peut aussi citer un héritier du tissage de Coutouvre fermé en 1960, qui a repris une affaire de maille à Grenoble, et les frères Van de Walle, figures de légende de Chauffailles, où ils sont arrivés de Flandre belge à bicyclette au lendemain de la guerre 1914-1918. Ils ont

réussi à faire d'un de leurs tissages une usine de transformation des matières plastiques, tout en maintenant l'autre en activité. A l'inverse, les industriels désabusés ont "accepté leur défaite", suivant l'expression de Dugrand. Les plus aisés vont vivre de leurs rentes et de leurs revenus fonciers; leurs enfants exercent des professions libérales ou exploitent des commerces, par exemple des garages. Les plus besogneux font du négoce de tissus.

La soierie, intermédiaire entre la haute nouveauté et la grande série, qui caractérise les districts de Charlieu-Chauffailles et de Panissières, va connaître une évolution semblable. Même succession de reprises, de l'automne 65 à la fin de 1966 et de l'automne 68 à la fin de l'été 69, et de paroxysmes. 1970 est ici encore "l'année terrible", mais la conjoncture prend le pas sur l'évolution technologique déjà profondément engagée dans les grands tissages de l'Isère. A la fermeture de nombreuses affaires de soyeux de Lyon et de Saint-Etienne, entraînée par la chute de maisons de haute couture parisienne, s'ajoute la réduction des exportations vers les Etats-Unis. On note aussi la même absence de réactions de la part des fabricants et des façonniers-usiniers. Pendant la crise il n'y aura pas d'investissements. Comme à Thizy, l'assainissement se fait seulement par la disparition, sans regroupements ni reconversions, d'affaires dont la solidité impressionnait. Par exemple, l'arrêt du tissage de toiles de parapluie Héraud à Belmont en septembre 1967, et à Charlieu en 1970, les fermetures de Debieesse, le plus ancien fabricant, et de Bucol, réputé pour son "bel ouvrage", avec encore cent ouvriers en 1968, que la reprise par un donneur d'ordres, Ben-Mussa, n'a pu sauver. On note parfoût la même ampleur des suppressions d'emplois : 400 sur 750 dans la région de Charlieu et 300 sur 450 à Panissières, entre 1964 et la fin de 1970. Encore ces chiffres n'enregistrent-ils pas la quasi-disparition des façonniers indépendants à domicile.

IV - LA DISPARITION DE L'HERITAGE MANUFACTURIER

En confrontant l'industrie régionale, et au premier chef une industrie textile lentement élaborée au cours des siècles, aux réalités de notre temps, la crise a remis en cause l'héritage manufacturier qui avait survécu, en s'adaptant à la première révolution industrielle.

1 - La fin de la fabrique

L'évolution récente marque la fin de la fabrique, par disparition de son personnage-clé, le tisseur à domicile. Sans doute, depuis la crise de 1930, la plupart avaient rompu tout lien avec la terre, conscients de la nécessité du choix : devenir ouvrier ou agriculteur, mais à part entière. Aujourd'hui avec ses

quelques métiers anciens, même rénovés, il ne peut pas rivaliser avec les prix de façon des usines, où chaque ouvrier surveille une vingtaine de métiers automatiques, et il n'a pas les moyens financiers d'atteindre ce niveau. Il n'y a plus qu'une quarantaine de tisseurs à domicile pour la cotonne, répartis dans la haute vallée du Reins, et deux entreprises pour leur donner des ordres : Suchel à Mardore, Gouttenoire et Deveaux à Saint-Vincent-de-Reins. Ils ne sont guère plus d'une centaine pour le voile-tergal, autour de Saint-Just-la-Pendue. Ils reçoivent la même rémunération que l'ouvrier d'usine, pour des horaires supérieurs. Ils sont âgés et n'ont pas de successeur.

Le fait le plus significatif est la désertion de la haute nouveauté dans ses bastions recherchés pour l'habileté et la conscience professionnelle de leurs tisseurs. Il y a là moins une fatalité technique qu'un fait de civilisation. En effet, les articles les plus délicats ne peuvent être faits qu'en atelier et sur des métiers à 110-120 coups minute. Les fabrications, en effet, sont particulières. La chaîne est tramée de façon lâche, puis imprimée à Lyon. On enlève ensuite les fils de chaîne et la pièce est retissée selon le motif imprimé. Pour les robes de mariage princier, le satin est imprimé et les motifs apparaissent en velours, en relief sur le fond qui a été rasé à la main dans les intervalles. Or, l'effort pour rationaliser et moderniser tout ce qui peut l'être a été tenté par un fils d'artisan de Saint-Denis-de-Cabanne. Après des études à l'école de tissage de Lyon, il acquiert l'expérience de la grande industrie, comme chef de fabrication à l'usine Boussac de Michaudon. Puis il se met à son compte : il se constitue une clientèle de soyeux, s'attache un groupe d'artisans qui ne travaillent que pour lui et construit un bureau et un atelier de préparation en 1962. Or depuis 1970, l'avenir s'assombrit. D'une part, la modification des priorités d'achat porte de moins en moins la clientèle vers le grand luxe dans l'habillement. La hausse vertigineuse du prix de la soie (17), le ralentissement, en raison du désordre monétaire, en particulier vers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, des exportations qui constituaient 80% du chiffre d'affaires, ne sont pas là pour arranger les choses. D'autre part l'atavisme ne prévaut plus sur la contagion du mode de vie ambiant. Le tisseur n'accepte plus la succession, au cours de l'année, des "coups de feu", où on travaille quatorze heures par jour et des "mortes", la succession des bonnes années où l'on "engrange" pour compenser les mauvaises. L'affaire exemplaire de Jean Chevallier ne fait plus tourner qu'une quarantaine de métiers, répartis dans une quinzaine d'ateliers; et, quand bien même les débouchés seraient assurés, trouverait-elle demain des façonniers ? Par la force des choses, la haute nouveauté passe au stade semi-industriel et se réfugie, nous l'avons vu, dans des entreprises de 30 à 50 métiers qui fonctionnent à double équipe et font de moins en moins

appel aux tisseurs à domicile. Celle du maire de Bussièrès, qui avait encore 100 métiers au dehors jusqu'en 1968, n'en a plus que 20 en 1972.

Ainsi, l'élévation générale du niveau de vie et la fin de l'autarcie condamnent les articles de luxe, inséparables de rythmes de travail irréguliers, quand ils sont liés à la mode, et du travail manuel mal rémunéré. Leur fabrication n'est compatible qu'avec des genres de vie patriarcaux dans les pays pauvres, où tout revenu complémentaire, si modeste soit-il, est appréciable. La liste est longue des produits abandonnés : le tricot aux aiguilles pratiqué jusqu'aux années 1900-1930, la broderie à la main, puis Cornély, pratiquée en ateliers dans les villages jusqu'en 1939-1950. La disparition du tissage à domicile de la haute-nouveauté coïncide avec celle de la broderie sur métier Saint-Gall : le seul "fabricant de broderie" de Tarare ferme son atelier en 1972 et confie ses métiers à des artisans de Villers-Outréaux, près de Cambrai, où l'atavisme familial s'est mieux maintenu (18). Les accords de Grenelle de 1968, qui relèvent le SMIG et étendent les prestations sociales aux travailleurs à domicile hâtent l'évolution en cours. La confection à domicile du linge de table qui était très répandue cesse, sauf dans quelques villages de montagne, où on ferme les yeux sur le "travail noir". Pour la maille, une très forte réduction du nombre de femmes faisant les finitions chez elles avait été observée en 1966-1967, au moment de la récession. Elle se continue après 1968 malgré la reprise, car les bonnetiers, pour limiter la répercussion de la hausse des charges salariales sur les prix, choisissent des modèles simples, sans fioritures.

2 - la disparition du genre de vie mixte et la désertion des campagnes manufacturières.

Depuis la crise, le textile traditionnel a pratiquement déserté les campagnes. Non seulement elles abritaient les tisseurs à domicile, mais la modernisation du tissage a amené sa concentration dans les villes. Les petites et moyennes entreprises ou les annexes établies dans les villages ont presque toutes fermé. Elles avaient conservé le matériel ancien et sortaient les articles les plus simples, soierie classique, vichy à carreaux, voile de viscose, destinés en grande partie aux colonies et qui ne trouvaient plus preneur sur le marché national. Ainsi, à Belmont, les emplois salariés dans la soierie tombent de 158 à 10. A Cublize, ont été fermés trois tissages de cotonne sur quatre et le tissage de voiles de viscose de Goujat, arrêté par Texunion en 1970. A Mardore, ne subsiste qu'un seul tissage sur sept établissements.

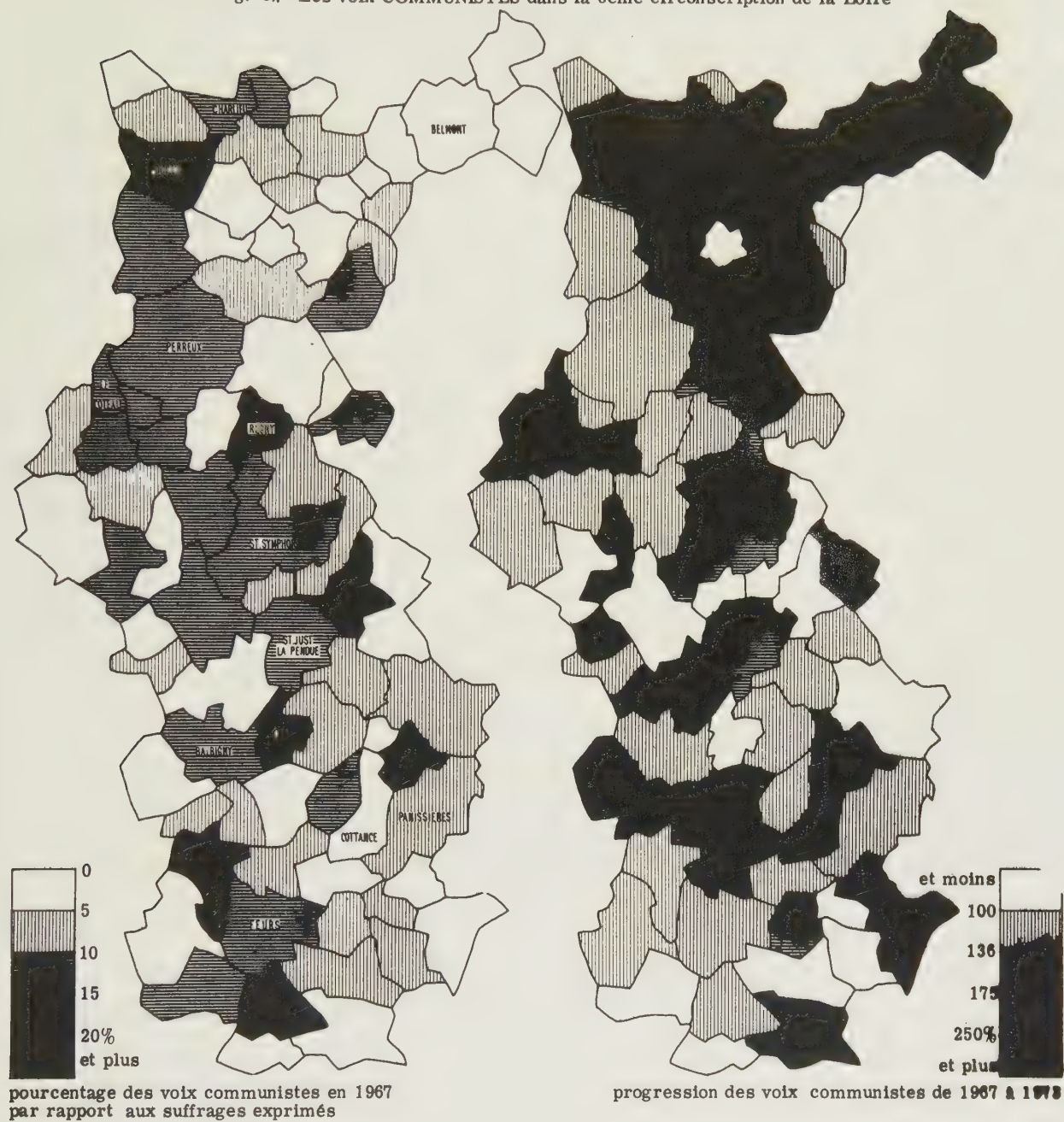
La fermeture de ces petites usines dispersées dans les bourgs et les écarts remet en cause l'association entre le travail agricole et le travail industriel pratiquée au sein de la famille, grâce à un partage des tâches entre

les générations. Le genre de vie mixte avait maintenu beaucoup d'exploitations de moins de dix hectares, peu progressives et tournées vers l'autoconsommation, non viables dans des conditions normales. Les aides familiaux, astreints à de longs déplacements, préfèrent s'installer en ville. Réduits aux seules ressources de la ferme, le chef d'exploitation, s'il n'est pas trop âgé et s'il a encore des enfants à charge, cherche à s'embaucher. Ainsi apparaît l'ouvrier-paysan stricto-sensu, avec les inévitables migrations pendulaires. Il en résulte une extensification du système de culture et une déprise humaine sur la terre.

Les campagnes manufacturières, qui avaient conservé des densités souvent supérieures à 50 habitants au km², grâce à leur nombreuse population active employée dans l'industrie, voient peu à peu désertés les écarts et les bourgs, où le secteur tertiaire se trouve hypertrophié. Sans doute quelques bâtiments désaffectés ont été réutilisés à partir de 1971 par des bonnetiers ou pour des industries diverses. Mais les villages ne s'en trouvent pas moins réduits au rôle de communes-dortoirs et les plus éloignés des centres d'emploi entrent dans la zone d'abandon. Pendant les heures de travail, seul quelque tracteur vient rompre le silence et on ne rencontre plus que des enfants et des vieillards. A Jarnosse, à mi-chemin entre Charlieu et Thizy, on ne compte plus que 325 habitants en 1971, contre 404 en 1962, dont 104 âgés de plus de 60 ans ! Quarante travailleurs partent chaque matin, soit plus de la moitié de la population active non agricole. A Lay, pour une population de 644 habitants, une centaine de personnes travaillent en dehors de la commune (19).

Le tisseur à domicile et le paysan des écarts, tour à tour employé dans une usine de taille réduite, à l'atmosphère paternaliste, et patron sur sa petite exploitation, se considéraient plus comme des travailleurs indépendants que comme des salariés et étaient bien loin de toute conscience de classe. Or ils vont se recaser dans de grands établissements appartenant à des groupes capitalistes puissants, comme Boussac à Régnv, Texunion à Saint-Jean-la-Bussière, l'usine de wagons de Balbigny et la fabrique d'ameublement Beka au Coteau, où ils se trouvent en présence d'ouvriers de la ville et de syndicats structurés, en tête desquels se place la C.G.T. Ils vont fortement ressentir leur condition de dépendance, même si cela leur vaut de meilleures rémunérations. Leur sentiment d'être prolétarisés va se traduire dans le comportement électoral de la 6ème circonscription de la Loire, qui correspond à la rive droite du fleuve, du canton de Charlieu au nord à celui de Feurs au sud. Le parti communiste y était pratiquement inexistant, recueillant moins de 10% des voix en 1967. Il ne recule pas en 1968, contrairement à l'ensemble du pays, et en 1973, il accroît son audience d'un tiers. Alors que sa progression est limitée dans les centres urbains

Fig. 34- Les voix COMMUNISTES dans la 6ème circonscription de la Loire



et ouvriers (Charlieu, Le Coteau, Régny, Balbigny et Feurs), il fait une nette percée dans les campagnes manufacturières d'hier, en particulier celles de la cotonne et de la soie, où il obtenait moins de 5% des suffrages. Son pourcentage double dans le canton de Belmont, l'est des cantons de Charlieu et de Perreux et autour de Panissières, où la commune de Cottance détient le record avec un accroissement de 350% ! La netteté du phénomène montre que le changement socio-professionnel s'est mué en changement socio-culturel.

B - AMPLEUR ET LIMITES DES TRANSFORMATIONS -

I - LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEL OUTIL DE PRODUCTION

A la crise de l'emploi qui a sévi de 1964 à 1970, se superposent paradoxalement une croissance satisfaisante du chiffre d'affaires et une croissance impressionnante des ^{pour} ~~profits~~ industriels, particulièrement à partir de l'été 1968 (20).

1 - La reprise des affaires et des investissements

L'évolution du chiffre d'affaires du secteur privé en francs constants (20) fait apparaître de 1968 à 1971 une augmentation moyenne de 15% par an. Elle est moins sensible, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre dans les services (+ 11%) que dans l'industrie (+ 16%). Il est vrai que ces trois années sont particulièrement favorables, mais entre 1966 et 1972, l'augmentation annuelle moyenne dans le secteur secondaire est encore de 12% (voir tableau 1).

Comme élément supplémentaire d'appréciation, on pense au montant des règlements de compensation : Jean Labasse y voyait une image de la "surface financière" de chaque place (21). Mais depuis lors, une partie sans cesse croissante des transactions échappe aux banques implantées localement. Les banques parisiennes et lyonnaises ont développé leur activité à leur détriment, de même que le crédit à moyen et long terme est de plus en plus traité directement par les organismes professionnels nationaux. On ne peut donc tirer de conclusions de l'apparente stagnation des règlements en compensation. Dans le ressort de la ⁽²¹⁾ Banque de France de Roanne, ils sont passés de 1470 à 1700 millions de francs, entre 1964 et 1970, soit une croissance annuelle de 2% seulement, sans commune mesure avec celle du chiffre d'affaires. Dans le ressort de la succursale de Lyon, on constate même une diminution de près de 3% en francs constants, de 1962 à 1971 !

L'évolution des risques bancaires, c'est-à-dire des engagements des entreprises et des particuliers, à la fin de chaque année, est au contraire

Tableau 1 - Evolution du chiffre d'affaires hors taxes dans l'arrondissement de Roanne

en M.f. courants	1966	1968	1969	1970	1971	1972
ind. métallurgiques	180	360	500	553	760	675
ind. textiles	750	780	955	1075	1223	1495
dont tissage et annexes	320	357	420	463	525	628
bonneterie (a)	360	360	460	530	600	750
habillement	70	63	75	82	98	117
ind. diverses anc. at.mat ^x constr.	130	135	150	182	230	204
terre cuite	30	27	30	33	53	46
cuir	12	12	16	18	23	19
papier-carton	87	97	104	131	153	139
ind. diverses nouvelles	165	195	240	290	337	373
dt.ind.al. et agr.	100	120	140	150	175	195
bois & ameublement	35	50	70	75	97	106
bâtiment et T.P.	100	110	143	160	185	230
total industrie	1.320	1.580	2.000	2.250	2.730	2.980
services	?	380	460	500	570	870
total		1.960	2.460	2.750	3.300	3.850
en M.f. 1968	1966	1968	1969	1970	1971	1972
industrie	1.385	1.580	1.870	2.100	2.370	2.380
services		380	430	435	510	700
total		1.960	2.300	2.535	2.880	3.080

Source : C. C. I. De 1966 à 1968, le chiffre d'affaires est donné pour les entreprises réalisant plus d'un million de C.A. A partir de 1968, il est donné pour toutes les entreprises, ce qui fait apparaître une augmentation de 10%. On a tenu compte dans la répartition entre les branches que le pourcentage supplémentaire n'était pas le même d'une branche à l'autre.

un indicateur fiable, car ils sont reportés au siège de la Banque de France, dans le ressort du domicile de l'emprunteur, quelle que soit la localisation de l'organisme prêteur.

Tableau 2 - Evolution des risques bancaires par grands secteurs d'activités dans l'arrondissement de Roanne (en francs constants - indice 1968 = 100)

	1951	1960	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Total	17	40	90,7	100	116	133	163	157	162
industrie	22,2	53	94,4	100	125	139	175	180	176
commerce et services	5	5	75	100	80	105	110	104	113
agriculture et stocks	2,5	8	160	100	122	160	205	125	160

On constate que les risques bancaires en francs constants ont augmenté de près de 20% par an de 1967 à 1971 (19%) et de 1960 à 1967 (18,5%). Il n'avaient augmenté que de 15% entre 1951 et 1960, mais alors les risques étaient négligeables dans l'agriculture et le secteur tertiaire. Au contraire, le taux de croissance des risques industriels, qui était de 17,2% par an entre 1951 et 1960, tombe à 7% entre 1960 et 1967, pour s'élever à 25% entre 1968 et 1969, 18% en 1970 et 33% en 1971. Ainsi les premières années de la crise et celles qui l'ont précédée, ont été une période de sous-investissement dans l'industrie.

On en a confirmation si l'on examine les dépôts et les emplois.

L'examen des règlements en compensation nous a appris qu'une forte proportion des disponibilités et des prêts échappe aux banques de la place. Mais les professionnels estiment que les affaires traitées à l'extérieur le sont dans des proportions très proches de celles traitées localement, quant aux rapports entre dépôts et emplois et à leur distribution interne. Au niveau des ordres de grandeur, il est donc possible de faire "des pesées justes avec une balance fausse".

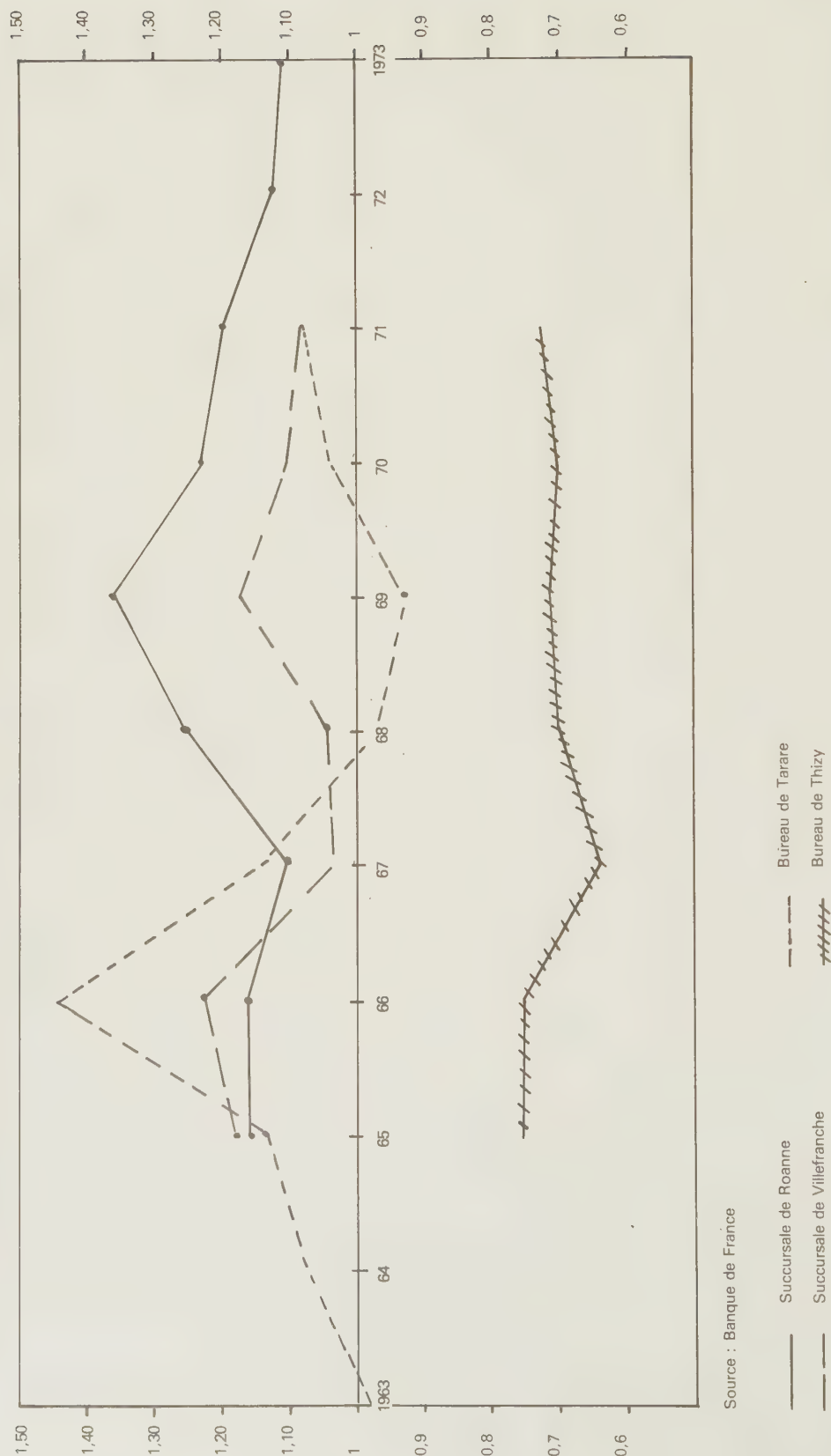
Tableau 3 - Répartition des emplois dans les secteurs de Thizy et de Roanne

	effets de comm ^{ce} Thizy-Roanne		Compt ^{es} . débiteurs Th. Ro.		moyen & long terme Th. Ro.		Court terme mobilisable Th. Ro.	
1965	60%	44%	25%	25%	5%	18%	10%	13%
1966	60	45	24	25	7	18,5	9	12,5
1967	60	40	25	28	9	23,5	6	8,5
1968	51	30	22,3	24	13	30,5	15,7	15,5
1969	57	28,5	17,3	20	14	35	11,5	14,5
1970	58	30	17,5		13	40	13	
1971	57,5	27,5	11,5		18	46	13	
1972		24				43		
1973		22				44		

Pour les cantons de Thizy et d'Amplepuis et pour l'arrondissement de Roanne, on observe la part minime des crédits à moyen et long terme et des crédits de trésorerie, face aux effets de commerce et aux comptes débiteurs, à la reprise de l'été 68 : ils ne représentent respectivement que 15 et 30% des emplois. Ensuite la reprise des investissements et des affaires est remarquable à Roanne, plus lente et moins intense à Thizy : les crédits à long terme, moyen terme et court terme mobilisable passent de 32 à 60% dans le ressort de Roanne et de 15 à 30% dans celui de Thizy, entre 1967 et 1971.

L'examen du rapport emplois sur dépôts (voir figure 35) montre un nouvel aspect de cette traduction de la crise sur le plan financier. Il fait ressortir la situation particulière des cantons de Thizy et d'Amplepuis. Ceux-ci laissent de larges disponibilités en capitaux, comme autrefois les secteurs ruraux, où on répugnait à emprunter. Ce n'est pas un signe de bonne santé, mais au contraire cela donne la mesure de l'absence de renouvellement du potentiel industriel, qui ne s'atténue qu'à partir de 1971. Au contraire, l'arrondissement de Roanne a toujours été un centre d'appel des capitaux, même aux moments les plus sombres, à cause des investissements dans les industries nouvelles ou rénovées. La courbe de Villefranche montre que la récession s'est faite sentir plus tardivement, en 1967 et 1968, et que la modernisation y a été plus régulière. La courbe de Tarare reflète la situation du voile. Elle enregistre les effets qui se contractent, des grands investissements à partir de 1966 et des difficultés de 1967-1968. ^{Partout} le rétablissement s'est accéléré à la suite des événements de 1968. Et pourtant beaucoup de craintes s'étaient élevées sur les conséquences fâcheuses que ne manquerait pas d'avoir la forte élévation du SMIG sur les industries à bas salaires, de loin les plus nombreuses. L'effort de productivité ainsi rendu nécessaire et la reprise de la consommation intérieure ont eu des effets bénéfiques.

Fig. 35 - ÉVOLUTION DU RAPPORT DÉPÔTS SUR EMPLOIS DANS LE RESSORT DES BUREAUX ET SUCCURSALES DE LA BANQUE DE FRANCE A THIZY, TARARE, VILLEFRANCHE ET ROANNE DE 1965 A 1973



L'augmentation du chiffre d'affaires et des investissements est beaucoup plus forte que la lente reprise de l'emploi et elle n'est pas affectée par les licenciements entraînés en 1970 et 1971 par la mutation technologique du tissage. C'est le signe d'une évolution des structures.

2 - Une industrie plus diversifiée à valeur ajoutée accrue

La clé du rétablissement qui s'est opéré tient dans le quasi doublement du chiffre d'affaires par emploi : en francs constants, il passe de 30.000 à 54.800 entre 1966 et 1972. L'effort d'investissement est également témoigné par le rapport ~~des~~ ^{de l'investissement} sur les chiffres d'affaires, qui monte régulièrement, de 14,5% en 1968 à 22,5% en 1972.

Tableau 4 - Les données financières du rétablissement de l'économie de l'arrondissement de Roanne.

C.A. par emploi en Frs constants	Tissage et annexes	Bonneterie	habillement	industr. diverses	bât.T.P.	Métallurgie	Total
1966-68	24.600	32.000	17.600	35.000	23.300	53.400	30.000
1972 (a)	48.500	53.000	20.000	45.500	36.700	123.400	54.800
1972, base 100 en 1966	182	166	113,5	130	158	195	183
<u>Investissement</u>							
C.A.							
1968	11,3%	16,6%	24%	13%	10,8%	20%	14,5%
1969	10	15,5	9,5	13,3	11	26	16
1970	8,5	14,7	10,5	15,5	9	30	17,4
1971	11	16	12,5	15	9,2	30	20,5
1972	12,3	12,7	7,6	16	7	37,3	22,4
moyenne 68-72	10,6	15,4	11,8	14,7	9,4	29,7	18,15

(a) en 1971 pour la métallurgie.

La diminution des effectifs dans le tissage et les annexes (-4700) et secondairement dans les industries semi-lourdes (-850) a profité à la métallurgie (+2000) et aux industries légères diverses (+ 1550 avec le bâtiment). L'essor de la métallurgie est le fait marquant de la période: sa progression est plus remarquable encore si on considère les investissements et elle est devenue la première pour le chiffre d'affaires. Au contraire on ne retrouve pas, à ce niveau, la progression constatée dans l'emploi pour les industries diverses. Les secteurs en expansion comme les industries agricoles et alimentaires, apparaissent comme des industries de main d'oeuvre, davantage dans la

tradition locale. Mis à part le cas de la fabrication du papier dont on a parlé plus haut, la diminution de l'emploi dans les industries semi-lourdes ne se répercute pas sur le chiffre d'affaires. L'effort réalisé pour maintenir leur place dans l'ensemble national par la tuilerie et la fibranne, classée avec les annexes du tissage pour les résultats financiers, font que ces industries ont connu une très forte amélioration de productivité. Il faudrait aussi revoir le bilan de l'emploi en tenant compte des emplois induits localement en nombre croissant pour les transports, le renouvellement et l'entretien des bâtiments et des équipements. Cette constatation s'étend à toutes les industries de capitaux.

Tableau 5 - Evolution de l'emploi industriel dans l'arrondissement de Roanne et les cantons de Thizy et d'Amplepuis.

indice

base 100 en 1964	tissage et annexes	bonnet. et habillem.	ind.semi- lourdes (a)	indust. diverses	Bâtiment T.P.	métallurgie sect. privé	total	Total
1968	75,7	99,9	85	109	104	110	110	95
1978	67	100,1	61,4	125	108,3	131,5	128	97
en %								
1964	30%	30,3%	4,6%	10%	9%	9,2%	16%	
1968	24	31,4	4,4	11,5	10	11,4	18,75	
1971	20,7	32,1	3,1	13	10,1	13,5	21	

(a) papier, tanneries, tuileries-céramiques

Tableau 6 - Evolution relative du chiffre d'affaires industriel dans l'arrondissement de Roanne. (23)

indice

base 100 en 1966-	Tissage et annexes	bonne- terie	habil- lement	Total textile	ind.semi lourdes	indus. divers.	Bat. T.P.	Métal- lurgie	Total ind.
1972 (a)	150	155	125	150	170	170	173	322	170
en %									
1966	22,5%	29%	6%	57,5%	10%	12,4%	7,6%	13,5%	100%
moy.71-72	20,5	24	3,5	48	7,5	12,5	7	25	100

(a) en francs constants; 1971 pour la métallurgie

La diversification de l'industrie est plus limitée qu'on aurait pu le penser. La prépondérance du textile demeure, si elle n'est plus écrasante. Il continue de représenter la moitié de la main d'oeuvre en 1972, contre 60,4% en 1964, car la bonneterie et l'habillement ont maintenu stables leurs gros bataillons. Il continue de représenter 47% du chiffre d'affaires pour les deux années 71-72, au lieu de 56,5% en 1964 (23), car le tissage, l'ennoblissement et le tricotage sont devenus, à partir de 1970, des industries de capitaux. L'importance des investissements dans la bonneterie est liée à la constitution d'un parc de machines à tricoter travaillant pour l'extérieur, alors que la part de plus en plus réduite dans le chiffre d'affaires de la confection, qu'elle soit en tissus maille et intégrée à la bonneterie, ou en tissus chaîne-trame, à laquelle on réserve le terme d'habillement, vient de ce qu'elle demeure une industrie de main d'oeuvre (24).

II - DES STRUCTURES QUI N'ONT PAS FONDAMENTALEMENT CHANGE

1 - La prépondérance conservée par l'industrie

La progression moyenne annuelle du chiffre d'affaires et de l'emploi, plus forte dans les services que dans l'industrie (elle est respectivement de 21 et de 8%, au lieu de 12,5 et de 1%, entre 1968 et 1972) est trompeuse. L'accroissement des risques, qui avait été très rapide entre 1960 et 1967, se ralentit ensuite et devient inférieur à celui constaté dans le secteur secondaire. Surtout si on observe la répartition de l'accroissement du chiffre d'affaires, on se rend compte qu'il concerne essentiellement le commerce agricole et alimentaire (+110% en francs constants de 1968 à 1972), grâce au développement des grandes surfaces, et celui des matières premières et des matériaux (+90%), alors que le tertiaire "noble", c'est-à-dire les intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie, connaît la stagnation (25). En 1972, le secteur tertiaire n'occupe encore que 20% des effectifs du ressort de l'ASSEDIC et n'assure que 25% du chiffre d'affaires. Finalement, l'industrie a encore renforcé sa position. En considérant les risques, ce qui permet de prendre en considération l'agriculture, elle intervient dans le ressort de la Banque de France de Roanne, pour 79% en 1973, contre 15% pour le secteur tertiaire et 6% pour l'agriculture, alors que les positions respectives observées en 1967 étaient de 73, 16,5 et 10,5 %. Ce que nous savons du reste de la montagne textile nous permet de lui étendre ces conclusions. En 1971, les risques bancaires dans le textile, constituent les deux tiers du total dans le canton de Tarare (26).

2 - La prépondérance conservée par les industries légères de biens de consommation.

L'industrie du Roannais et du Haut-Beaujolais reste caractérisée par la prépondérance des activités ayant recours à une main d'oeuvre abondante et habile. Ce type, qui vaut pour les opérations banales de productivité, a été appelé "modèle de Hong-Kong" par certains économistes (27), car il est considéré comme la voie normale pour les pays en voie de développement. En 1970, les valeurs ajoutées par tête qui lui correspondent s'étagent de 20.000 à entre 27 et 30.000 francs. On y trouve par ordre croissant la confection, le cuir, la literie, l'ameublement, la bonneterie, le travail du bois, les jouets, la plupart des industries alimentaires ainsi que la construction métallique. Ne trouve-t-on pas là, non seulement des activités de toujours, mais aussi celles qui ont pris le relai du tissage ? Le "modèle des pays industriels" correspond à une valeur ajoutée par tête qui va d'entre 27 et 30.000 francs jusqu'à 45.000. Il regroupe les industries de main d'oeuvre qualifiée, mettant en oeuvre une technologie poussée tant au niveau de la production que de la commercialisation. Le tissage est parvenu à ce stade, ainsi que la bâtiment en préfabriqué et certaines industries semi-lourdes comme la tuilerie. Cette catégorie, confortée par les progrès de la métallurgie, va bénéficier de l'installation de Michelin, où la fabrication a commencé en avril 1974. Enfin, le troisième modèle, dit de Téhéran -actualité oblige-, regroupe les industries de première transformation fortement capitalistiques. Il n'est représenté que par l'extraction et le traitement de l'uranium à Saint-Priest-Laprugne.

On a tenté une répartition des emplois entre ces modèles. Elle se fonde souvent sur des approximations, car il est rare que l'on dispose de la valeur ajoutée. L'observation de l'évolution est intéressante. De 1964 à 1972, le modèle de Hong-Kong a régressé de 76,5% à 64%, tout en conservant une large prépondérance, alors que le modèle des pays industriels passe de 22,5 à 35%.

Tableau 7 - Répartition des emplois selon la valeur ajoutée par tête.

modèle branche	Hong-Kong		pays industriels		Téhéran	
	1964	1972	1964	1972	1964	1972
tissage et ennoblissement: (a)	11.800	4.750	2.500	4.750		
bonneterie et confection	14.350	14.600	-	500 (b)		
métallurgie (c)	650	1.000	6.650	8.350		
ind.semi-lourdes (d)	1.300	300	1.400	1.550	450	400
bâtiment	4.300	3.700	-	1.000		
ind. diverses	4.500	5.500	300	500		

- (a) une grande partie de la main d'oeuvre des branches rénovées (coton éponge et voile tergal) est employée dans la confection
- (b) il s'agit des entreprises qui ne font que le tricotage
- (c) y compris l'Arsenal
- (d) Modèle de Hong-Kong : matériaux de construction et cuir en 1964, cuir seulement en 1972

Modèle des pays industriels : fabrication du papier et fibranne en 1964; matériaux de construction, fibranne et non tissé en 1972

Modèle de Téhéran : mine et traitement de l'uranium.

Le résultat se trouve confirmé par les classifications habituelles. Une étude de la Chambre de Commerce montre que les biens intermédiaires (pièces détachées, outillage, matériaux de construction) et les biens d'équipement (machines textiles et matériel ferroviaire) représentent 36% du chiffre d'affaires de l'arrondissement, à l'exclusion de l'Arsenal, ce qui laisse 64% aux biens de consommation (28). Enfin, une enquête de l'INSEE Rhône-Alpes, réalisée à partir de la déclaration annuelle obligatoire des chefs d'entreprise de plus de dix salariés, montre qu'en 1972, les salariés de l'industrie qui n'occupent pas des emplois de production ne sont que 22,3% dans l'agglomération de Roanne, contre 35% en France, et que le taux d'encadrement y est de 13,4 contre 24,7 à Grenoble (29). La main d'oeuvre reste donc caractérisée par la forte domination des emplois non qualifiés. Le taux de main d'oeuvre féminine, en dépit d'un léger recul, reste exceptionnel : il se maintient à 43,75% en 1973 au lieu de 45% en 1964 pour l'ensemble de la circonscription ASSEDIC. Enfin l'écart des rémunérations avec les régions métropolitaines ne s'est pas atténué.

Industries légères de biens de consommation, les industries régionales restent des industries peu exportatrices. En 1966, les exportations des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse un million représentent 18% de la production, bâtiment exclu (30). En 1973, une estimation faite pour l'arrondissement de Roanne à partir des tableaux du chiffre d'affaires de "Connaissance de la Loire" aboutit à un pourcentage de 25% (31). Le progrès n'est pas aussi sensible qu'il n'y paraît, à cause du "phénomène" ARCT. Cette firme, qui fabrique des machines à texturer les fibres synthétiques, vend à l'étranger 90% de sa production et occupe le 40ème rang des entreprises françaises exportatrices. Qu'elle rencontre des difficultés comme en 1972, le pourcentage des exportations de la région tombe à 19%. En dehors d'elle, la part des exportations n'est plus que de 11%. En fait, à l'exception de la métallurgie, les exportations touchent un nombre limité de firmes importantes.

Tableau 8 - Répartition des exportations en 1973 dans l'arrondissement de Roanne

branches et firmes	exportations (millions de francs)	% du chiffre d'affaires
métallurgie (secteur privé)	550	75%
dont A.R.C.T.	420	91%
Loirecord (Potain, Charlieu)	50	70
reste	80	40%
tissage et annexes	75	11%
dont Rhône-Poulenc (fibran- ne, Ro)	30	33%
Tissages Roannais	15	23
Linder (voile, Violay)	16	20
Jalla (Boussac, Régnv)	12	20
bonneterie et habillement	85	8,5%
dont Pierron	16	40%
Desarbre	15	40
ind. diverses	30	5%
dont Beka (ameublement)	7	11%
Boizet B. (salaisons)	5,5	33
total sans bâtiment	740	25%

La situation est la même dans le reste de la montagne manufacturière, à quelques exceptions brillantes près. L'action de France-Voiles, qui prospecte les marchés extérieurs, a porté à 50% la part des exportations par rapport à la production de voile tergal. A Panissières, deux entreprises de soierie tiennent le ruban bleu pour le textile : Dutel, pour le tissu de cravates avec 10 millions d'exportation pour un chiffre d'affaires de 11 en 1972, et l'Union des Gazes à Bluter avec 3 millions pour 7 millions. Quant aux débouchés, la situation s'est modifiée complètement, en comparaison des années qui ont précédé la crise du tissage. Les exportations sont maintenant destinées aux pays industriels, Europe Occidentale et Etats-Unis essentiellement.

Enfin, fait surprenant, la prépondérance des établissements de petite taille n'est pas remise en cause. Dans la circonscription ASSEDIC de Roanne, la répartition des salariés suivant l'importance des établissements est la suivante :

de 1 à 20 salariés,	20% des effectifs en 1964,	23,3% en 1972	(32)
de 21 à 50	" , 17,3	" , 18,8	"
de 51 à 200	" , 36,2	" , 31,9	"
de 201 à 500	" , 16,3	" , 16	"
plus de 500	" , 10,2	" , 10	"

On observe une augmentation dans les tranches inférieures à 50 salariés et un recul sensible dans celles comprises entre 51 et 200. La part des établissements de 101 à 200, où l'on trouvait la plupart des tissages, tombe de 18,8 à 15,3%. C'est une évolution différente de celle du reste de la France, où la part des tranches inférieures à 20 salariés diminue, celle de 21 à 50 se stabilise et où, au contraire, celle des établissements entre 51 et 200 augmente fortement. Le renforcement des basses tranches s'explique par la vitalité de la pratique de la sous-traitance. Alors que ce type d'organisation du travail est éliminé du tissage, il prend une importance considérable dans la métallurgie. D'autre part, l'extension aux travailleurs à domicile de la législation générale à la suite des accords de Grenelle en juin 1968 entraîne leur disparition progressive, car leur faible productivité n'est plus compensée par l'infériorité de leur rémunération. Ainsi la confection, en dehors des établissements intégrés, pour la maille, les voiles d'ameublement, le linge de table ou de toilette, tend à n'être plus assurée qu'en ateliers familiaux. On peut aussi prendre l'exemple des boîtes de crayons en plastique, qui ont remplacé les boîtes de carton confectionnées par les femmes chez elles. L'atelier de moulage, qui occupe le patron et son épouse, s'est installé en 1969 dans un tissage désaffecté, près de l'usine Conté à Régnv.

La grande industrie, telle qu'elle a été définie pour caractériser la situation avant la crise (entreprises locales ou établissements intégrés à des groupes ayant leur siège social en dehors de la région, qui occupent plus de 500 salariés ou réalisent plus de 30 millions de chiffre d'affaires) n'a pas connu un fort développement, hormis l'expansion à l'extérieur des deux grands groupes métallurgiques privés. Pour l'ensemble étudié, elle occupe sur place 16.900 emplois en 1973, au lieu de 15.800 en 1964, soit 35% des salariés de l'industrie, alors que pour la France leur proportion dépasse 50% (voir tableau 9).

Sans doute, le poids de la grande industrie est-il plus important, si l'on considère le chiffre d'affaires, ne serait-ce que parce qu'il englobe la sous-traitance. Une recension des vingt premières affaires privées de l'arrondissement de Roanne (31), montre qu'elles représentent 50% de la production

Branche et firme	siege social ou ppal. ét.	C A H I région	exter.	e'fectif	cort aff., locales région à l'extér.	cort aff., intégrés à l'extér.	Etat	aff. décentralisée région à l'extér.			
Métallurgie	Arsenal ARCT holding Potain C F M Demurger Modern'lube CEA et SLMO	Roanne Roanne La Clèy,Charl. Balbigny Roanne St.Denis Gab. St.Priest Lap.	660 460 450 78 64 42 ?	3000 3200 3000 495 57 506 412	1700 1000 1000 670	1500 1000 1000	3000	415 365 140			
Textile	Linder Godec Bedin (Rh.Pe) Tiss. Roannais Pierlon Jalla (Bousnac) Guerry-D.+SAVO Desordre	Violey Tarare Roanne Roanne Régny Roanne Roanne	85 80 80 55 55 58 4	762 670 4400 750 80 240 700	760 660 560 520 770	260 260	3300	780			
Chimie (annexe textile)	France Raye (Rh.Pc) Groupe Champier Gillet-Thaon	Roanne Tarare Roanne	*20 105 38	750 4400 660	750 550 550	450 450	750	750			
Divers	Graugeat et P. (bat.) Leschel et M. (bat.) Beke Urgex FIWA Paple Navarre Giraud (SMM)	Roanne Le Coteau St.Martin d'Es. Montagny Roanne Cours	96 28 82 64 60 60 30	950 520 565 475 500 700 300	325 270 175 300 300 300	625 200	585	585			
Total			2650 (?)	23250	8750	5950	3330	540	3300	2115	140

en valeur, pour 38,5% de la main d'œuvre en 1973.

Alors que l'attention était retenue par l'intégration aux grands groupes nationaux des affaires textiles en difficultés, les entreprises du cru continuent de contrôler 55% des emplois qui dépendent de la région.

Tableau 10 - Evolution de la grande industrie par types d'entreprises dans la région de Roanne et le Haut-Beaujolais entre 1964 et 1973

Types d'entreprises	emplois sur place				emplois contrôlés			
	1964		1973		1964		1973	
locales	6650	49%	8100	47,5%	8850	56%	13650	59%
intégrées	2900	20	3300	20	2900	18,3	3850	16,5
décentralisées	900	7,5	2100	12,5	900	5,3	2255	9,5
Etat	3150	23,5	3400	20	3150	20,4	3400	15
total	13600	100	17000	100	15800	100	23250	100

Au dynamisme de firmes de la métallurgie, comme les ARCT et Potain, et du textile, comme Linder dans le voile et Pierron dans la maille, qui ont connu leur développement après 1955, s'ajoute la promotion d'affaires récentes, particulièrement dans la menuiserie industrielle et l'industrie agricole^{et} alimentaire. Comme la pénétration des capitaux extérieurs est beaucoup moins forte au niveau de la petite et moyenne entreprise, on voit comme la région reste caractérisée par l'entreprise familiale.

3 - L'apport essentiel des entreprises locales au rétablissement de l'emploi

Il est difficile de recenser exactement les emplois venus de l'extérieur depuis la crise de 1965. Dans l'arrondissement de Roanne, il ne devait y en avoir guère plus de 2.000, avant la mise en route de Michelin en avril 1974 (600 emplois prévus avant la hausse du prix du pétrole). Ils sont essentiellement assurés par les trois usines déjà citées, parce qu'elles ont joué un grand rôle dans la réembauche des tisseurs : Béka au Coteau (585 emplois), la Compagnie Française de Matériel Ferroviaire à Balbigny (415) et Modern'Tube à Saint-Denis-de-Cabanne (365). En dehors d'elles, on trouve Gevarm, matériel de travaux publics (150) et un tissage de coton éponge de l'Isère à Saint-Germain-Laval, un moulinage de la fabrique lyonnaise à Coutouvre (120) et deux décentralisations parisiennes, les jouets Comano à Charlieu (65) et la Société de Construction de Matériel Electrique et Electronique à Saint-Martin-d'Estreaux (70). Dans le pays de Thizy, qui n'a pu assurer sa propre reconversion, à l'inverse de Cours ou de Tarare, la part des investissements extérieurs est plus

importante. Ils ont amené un millier d'emplois nouveaux, si on prend en considération des implantations plus anciennes comme Tréca à Bourg-de-Thizy en 1957 (200). A Amplepuis, le moulinage Schaptex du groupe international Burlington (200) a remplacé la filature de schappe. A Bourg-de-Thizy, se sont installées une fabrique de chaudières industrielles, SAPCA, en 1966 (60), et une imprimerie parisienne pour étiquettes et produits adhésifs, pour les groupes Pilot et Presto-France en 1970 (120 emplois). Enfin, un peu partout, dans les petites villes ou le long des vallées usinières, comme à Mardore et à Cublize, se sont installés dans d'anciens tissages, des ateliers de confection pour Lyon et Villefranche-sur-Saône, ou de petits établissements de plastique et de métallurgie. On trouve le même phénomène autour de Chauffailles et de Belmont. Au total, cela ne fait guère plus de 3.000 emplois pour la région. Notons que l'intégration et la restructuration d'affaires locales par des ^{groupes} financiers dans le textile (34) ~~se sont~~ traduites par des compressions de personnel, en particulier pour les Tissages Roannais, dont l'effectif est passé ici de 1250 à 800. Le cas de la petite teinturerie Goujat de Saint-Jean-la-Bussière, devenue la teinturerie de la division Unis Lyon-Nord du groupe Texunion, qui fournit 250 emplois est exceptionnel. On est ici il est vrai à la limite de l'intégration et de la décentralisation.

Or pendant ce temps, les grandes entreprises régionales ont poursuivi leur implantation à l'extérieur. Au millier d'emplois nouveaux créés par Potain, il faut en ajouter près de 500 par les bonnetiers dans les centres métallurgiques de Saône-et-Loire et de l'Allier (Devernois à Gueugnon, Pauporté à Saint-Vallier, près du Creusot, Cognet-Garas à Diou, près de Bourbon-Lancy) et à Montbrison, où Pierron a ouvert sa dernière annexe. Même Modern'Tube, qui s'était installé dans la région en 1960, a créé un établissement à Nevers en 1972. Et on ne compte pas les services commerciaux et administratifs que chaque entreprise importante est obligée d'entretenir à Paris. Si l'on déduit les emplois créés à l'extérieur, ce n'est donc que 1000 à 1500 emplois supplémentaires, que la région a reçus du dehors.

Or la crise de 1965 s'est traduite par une perte de 10.000 emplois. Ce sont donc essentiellement les initiatives locales qui ont ramené à peu de choses près l'industrie régionale à son niveau de 1964. Les grandes firmes, qui ont beaucoup essaimé à l'extérieur, n'y participent que pour 1500 emplois. Le "rattrapage" est dû essentiellement aux petites et moyennes entreprises (35). On distingue d'abord celles qui ont connu leur ascension entre les deux guerres et encore de 1955 à 1965, dans la bonneterie, le voile d'ameublement, le tissu éponge et déjà la métallurgie. Elles ont le plus souvent leur siège

à Roanne et à Tarare et ont à leur tête la deuxième génération du patronat, après celle des tisseurs qui avait connu ses plus belles heures de 1870 à 1890. Il y a ensuite les affaires dont l'expansion est postérieure à 1965, dans la métallurgie, les industries du bois et de l'alimentation. Elles sont plus nettement rurales et sont dirigées par la troisième génération des chefs d'entreprise. On peut appliquer à l'industrie "spontanée" régionale ce que Claude Cretin écrivait de la ville-centre : "rien n'avait désigné Roanne pour être une ville, sinon la volonté des Roannais. Cette volonté est le meilleur garant de sa pérennité" (36).

Reste donc à analyser le peu d'attirance de la région sur les entreprises extérieures, en dépit des avantages de la zone II, étendue aux cantons de Thizy, Amplepuis et Tarare à partir du 1er janvier 1970 et à la plus grande partie de l'arrondissement de Roanne, à partir du premier janvier 1972 (37). En plus des allégements fiscaux prévus dans la zone III, des primes de 12% du montant des investissements sont accordées à l'occasion de création et d'extension d'entreprises ou d'établissements industriels ou tertiaires. Le seuil de recevabilité est de 500.000 francs ou de 30 emplois pour les créations, d'accroissement d'effectifs de 30% pour les extensions, enfin de 100 personnes pour les transferts de la Région Parisienne et l'installation d'activités nouvelles dans un établissement. Or au 31/12/1973, il y avait 1.300 emplois supplémentaires prévus dans les trois ans, au titre de cette aide, dans l'arrondissement de Roanne, dont 600 pour Michelin, seule firme extérieure à en bénéficier. On peut même se demander si l'installation de l'usine de moulage de pneus, ne se serait pas faite sans cela, car la firme recherchait une ville assez importante pour fournir ce nombre d'emplois, située entre Clermont-Ferrand, son "cerveau", et l'unité de préparation de gomme de Montceau-les-Mines. Les résultats sont relativement meilleurs dans les cantons textiles du Rhône, car ils concernent 570 emplois, dont 210 amenés de l'extérieur, 120 pour l'imprimerie venue de la Région Parisienne et 90 pour la filiale de lingerie féminine établie par un soyeux. La Chambre de Commerce de Roanne a bien rendu compte de la situation. "Mais surtout nous devons constater que, hormis la société Michelin....., les autres grands investisseurs auxquels nous avons présenté nos zones industrielles, comme Berliet, la Société Nationale de Roulements, les câbles de Lyon, Saint-Gobain, n'ont fait qu'un tour de piste, car ils ont été rapidement accaparés par les régions plus attirantes du point de vue des aides et du désenclavement autoroutier" (38). Le second argument auquel nous ajouterions le déséquilibre des structures socio-professionnelles, nous paraît essentiel, car des déconcentrations se font sans aides de l'Etat, dans les régions de desserrement des métropoles.

Notons enfin que les emplois créés par les entreprises extérieures ne modifient pas la physionomie de l'économie régionale. Il n'y a pas eu de décentralisation de services et la recension des vingt premières firmes de l'arrondissement de Roanne en 1973 montre que le chiffre d'affaires par tête des entreprises locales (140.000 francs), n'est guère différent de celui des trois entreprises extérieures installées depuis 1964 (145.000) et qu'il est le double de celui des affaires textiles reprises par les grands groupes (70.000 francs).

Notes du Chapitre 1 - La crise de 1965 : effondrement ou nouveau départ ?

- (1) ASSEDIC DE LA REGION ROANNAISE (62), Statistique des établissements affiliés au 31 décembre 196. , dactylographié, annuel.
Au 31.12.1969, les trois cantons de Saône-et-Loire (Chauffailles, Marcigny, Semur-en-Brionnais) ont été rattachés à l'ASSEDIC Macon.
ASSEDIC DE LA REGION RHONE-ALPES (62), L'emploi de 1962 à 196. , statistiques annuelles.
- (2) Le secteur public est représenté par l'Arsenal de Roanne et le Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) pour les mines d'uranium de Saint-Priest-Laprugne.
- (3) Cette estimation, qui comprend les travailleurs à domicile a été donnée par les organisations syndicales, dans une conférence de presse le 28 avril 1967, in l'ESSOR du 5 Mai 1967.
- (4) ASSEDIC DE LA REGION ROANNAISE, Etude sur les allocataires en 1967, sans date, 8 pages dact. et 4 tableaux.
- (5) Il s'agit de tissages de coton (Dumarest) et de soie (Ben Mussa) et de bonneteries.
- (6) UNION REGIONALE DES SYNDICATS CFDT DU ROANNAIS (65) Situation économique de la Région Roannaise, conclusion p.27.
- (7) COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE ROANNE (59), séance du 25 Avril 1968.
- (8) JEAN-PIERRE HOUSSEL (46), Essor des villes manufacturières et industrialisation spontanée dans "l'Italie du Milieu" R.G.L. 1972 n° 4, p.375-381.
- (9) Le déficit du groupe Navarre a été de 33 millions en 1969 et de 9 millions en 1970 pour un chiffre d'affaires de 277 millions, in LE MONDE, du 2.11.1971.
- (10) JEAN-PIERRE HOUSSEL (454), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, R.G.L. 1971 n° 2, p.154-157;158-161 et 167.
- (11) CHANTAL DEROCHÉ (409), Etude des cantons de Chauffailles et de Belmont, DES, 1962, princ. la crise de l'industrie textile, p.100-110.
- (12) CLAUDE CRETIN (407), Montagny, DES 1965 p.
- (13) Dans le métier SANS NAVETTE, la trame n'est plus insérée par la navette volante, mais par divers procédés, dont le plus répandu est l'aiguille.
Les NONTISSES sont constitués par une nappe de fibres liées entre elles par des procédés mécaniques, chimiques ou par des bains de fusion relevant de la technique papetière. D'aspect semblable au papier, ils sont de bien meilleure qualité. Leur emploi se développe en fonction des progrès acquis dans leur stabilité et du goût du consommateur pour des articles bon marché, à jeter après usage.
- (14) INDUSTRIE FRANCAISE DU COTON ET DES FIBRES ALLIEES (74), n° 25, nov-déc. 1972, p.7
- (14bis) Id.- Tableaux statistiques régionaux, mai 1973.

2.- UNE PLAINE INHOSPITALIERE.

A première vue, il semble que la plaine soit favorisée : vastes étendues planes, température plus douce, sols plus riches et plus épais. Cependant, jusqu'au Second-Empire, à l'ouest du plateau de Coutouvre et de la vallée du Sornin, la plaine de Roanne a été une zone répulsive, surtout au nord de la forêt de l'Espinasse, où commence la Sologne Bourbonnaise.

a) Une plaine répulsive.

Bien qu'elle soit plus vallonnée et plus argileuse que la plaine du Forez, elle est comme elle insalubre. Un rapport au préfet de la Loire de 1854 estime à 25 000 hectares sur 48 500 la surface à drainer⁽²⁰⁾. Les sources sont rares et deviennent rapidement troubles, donc inutilisables par temps de pluie. Les routes évitent la plaine pour longer le pied de la Côte : elles sont difficiles à établir et il faut faire venir la pierre de loin. Une sorte de malaria sévit, occasionnant une forte mortalité et anémiant la population : "les bras sont rares et le petit nombre qu'on y trouve a généralement peu de force et d'énergie" lit-on dans l'Annuaire de 1854. Les étangs ont aggravé l'insalubrité : ils sont moins nombreux que dans la plaine du Forez, 168 au lieu de 629, mais couvrent cependant plus de 500 hectares dans l'arrondissement de Roanne, dont la moitié dans le canton de La Pacaudière.

Pour la période 1834-1843, l'Annuaire de la Loire révèle que le taux de mortalité est beaucoup plus élevé en plaine (30 ‰) qu'en montagne (25 ‰ et moins), le taux le plus fort étant atteint dans le canton de la Pacaudière : 31,7 ‰ (21). Se référant à une période plus ancienne, Gruner fait état de 40 ‰ en plaine et de 24 ‰ en montagne et d'une proportion de vieillards de plus de 70 ans de 1 pour 23 en plaine et de 1 pour 7 dans la montagne (22). Le mouvement naturel est négatif et la plaine a toujours été un foyer d'appel pour les montagnes voisines^(22 bis). Il s'y ajoute les migrations de manoeuvres, pendant l'hiver et le printemps, pour construire les digues, bêcher les chambons, miner la vigne, creuser les fossés. Malgré tout, on constate une inversion négative des densités. En 1801, la plupart des communes de la plaine du Forez^{ont} moins de 25 hab/km², alors que dans les Monts du Forez et du Lyonnais, elles comptent entre 25 et 50 ou plus. En 1841, le canton le moins peuplé du département est

- (25) Si on s'en tient aux statistiques de la Banque de France, leur part tomberait de 12,6 à 6,3% du chiffre d'affaires du commerce et des services ! On peut penser que l'ouverture d'une grande surface comme Record en juillet 71 a permis de connaître plus exactement le chiffre d'affaires du commerce de biens de consommation courante. En effet, il est peu vraisemblable qu'il ait pu doubler d'une année sur l'autre : il passe de 160 à 334 millions de 1972 à 1973 !
- (26) BANQUE DE FRANCE, succursale de Lyon, rayon d'action de Tarare. Ce pourcentage qui était de 74,5% en 1968, est à peu près stable en 1969 (67,6%), 1970 (67%) et 1971 (67,4%).
- (27) MAURICE BOMMENSATH et MAURICE REYNE, Une solution au conflit des matières premières, in LE MONDE, 24.9.1974, p.22.
- (28) CCI DE ROANNE (53), séance du 28.6.1973.
- (29) POINT d'APPUI, février 1974. La structure des emplois en 1972 dans la région Rhône-Alpes.
- (30) CCI DE ROANNE (53 .), Rapport établi à partir des résultats globaux de 1968, juin 1969.
- (31) CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45) publie depuis 1969 le chiffre d'affaires hors taxe, les exportations et le nombre de salariés des entreprises qui réalisent plus de 5 millions de chiffres d'affaires.
- On dispose aussi des statistiques fournies par le bureau de l'Administration des Douanes de Roanne, dont le ressort comprend l'arrondissement et les gares de Thizy, Feurs et Boën. Elles ont été publiées dans "Connaissance du Roannais". Elles donnent des indications inférieures à la réalité, car une partie des exportations est faite par les bureaux parisiens.
- (32) L'augmentation des basses tranches s'explique il est vrai en partie par l'élargissement du champ d'application de l'ASSEDIC au secteur tertiaire privé.
- (33) On compte 58.000 emplois industriels en 1973, dont 40.500 dans l'arrondissement de Roanne, secteur public inclus, 15.000 dans les cantons du Rhône et le secteur de Panissières, 3.500 pour les cantons de Saône-et-Loire et la portion de l'Allier.
- (34) Il existe un exemple d'entreprise métallurgique intégrée et restructurée par un groupe financier. Fricaut, un ancien ouvrier de chez Potain, se trouve à la tête d'une affaire importante, quand il achète en 1954, à la société Yumbo un brevet pour pelles hydrauliques. Il se retire en 1965 et cède son usine de Chauffailles à Simetho, 170 emplois en 1973, qui comme Gevarm est une filiale de Yumbo, du groupe Gévelot.
- (35) Confirmation en est donnée par le fait que les demandes de desserrement sur les zones industrielles de l'agglomération roannaise portent de façon privilégiée sur des lots de petites dimensions. Ainsi en 1973, 27 demandes sur 32, l'ont été pour des lots de 1000 à 5000 m², ce qui conduit la Chambre de Commerce à envisager la création d'une zone artisanale. In CCI de Roanne, séance du 14.6.1974, Rapport de la Commission du Développement Economique et du Tourisme.
- (36) CLAUDE CRETIN (143), Roanne, une ville moyenne, Centre d'Etudes Foréziennes, 1969, p.187.
- (37) Les cantons de Neulise, Saint-Symphorien-de-Lay, La Pacaudière et Saint-Haon-le-Châtel sont exclus de cette aide. Elle a été prorogée pour 6 mois

à compter du 1.8.1974 pour les cantons de Saint-Germain-Laval, Saint-Just-en-Chevalet, Roanne, plus la commune du Coteau. L'aide de développement régional pour les cantons du Rhône a été reconduite pour 18 mois à compter de cette même date.

(38) CCI DE ROANNE (59), séance du 14.6.1974, même rapport que (35), p.2

Chapitre II

L'INITIATIVE LOCALE A LA BASE DE LA RECONSTRUCTION DE L'INDUSTRIE

En dehors du tissage traditionnel, dont la modernisation est menée par les grands groupes financiers, la reconstruction s'est faite essentiellement grâce à l'esprit d'entreprise des hommes du terroir, avec les moyens limités dont ils disposent, tant au point de vue technologique que financier. C'est pourquoi le décalage des structures économiques par rapport aux régions métropolitaines va se maintenir. Les nouvelles activités industrielles et agricoles se caractérisent par des formes originales, propres aux régions situées en dehors des grands foyers de développement. Leur répartition prend souvent à défaut les facteurs de localisation habituellement retenus, pour privilégier les structures psycho-sociologiques héritées de la société traditionnelle (1). La situation décrite ici est celle établie au début de 1974, avant que les difficultés conjoncturelles liées à la crise du pétrole et à l'inflation aient fait sentir leurs effets.

A - LA RECONSTRUCTION DE L'INDUSTRIE TEXTILE -

L'industrie de la cotonne et de la soie, qui avait constitué le secteur en pointe de l'économie régionale, avant d'être tenue à l'écart de toute adaptation par les "héritiers", va être réorganisée par les grands groupes financiers qui ont absorbé leurs affaires. Les entrepreneurs locaux vont continuer la poursuite de l'adaptation des secteurs rénovés (tissu -éponge de haute qualité et voile tergal) et conduire la modernisation des secteurs du tissage traditionnel, dont le poids paraît trop faible pour intéresser les capitaux extérieurs (industrie de la laine et tissage de la soie). Enfin, les "fils des fondateurs" qui prennent en mains les destinées de la maille sauront faire évoluer des structures qui restaient artisanales.

I - LA MUTATION TECHNOLOGIQUE DE LA COTONNE ET DES INDUSTRIES ANNEXES ASSUREE PAR LES GROUPES EXTERIEURS

1 - la prépondérance des Tissages Roannais dans les tissus "plats"

Lorsqu'en 1970, les Tissages Roannais deviennent la division tissés teints de Texunion, le regroupement des quatre ténors d'hier sous l'égide de DMC n'avait pas suffi à assurer leur survie. On se rappelle que les premiers exercices

continuaient à être déficitaires et que celui de 1970 avait enregistré une diminution du chiffre d'affaires de 15%. L'apport des capitaux de Texunion et une restructuration complète suivant les règles du management vont se révéler indispensables pour franchir l'étape de la mutation technologique.

Il a d'abord fallu éliminer le matériel vieilli en surnombre et fermer la plupart des usines, dont tous les tissages de Roanne. Les locaux de Chamussy, rue Albert Thomas, sont utilisés à la préparation et à la teinture des filés (160 salariés). Les deux établissements extérieurs à la région, amenés par Chamussy, ont été conservés : la filature de coton cardé de Breitenbach, près de Colmar, qui avec 17.000 broches produit 1200 tonnes de filés (135 salariés); l'usine de Gueures, près de Dieppe, qui occupe 155 ouvriers à la préparation et au tissage, doté de 276 métiers à quatre navettes, le seul à travailler encore en double équipe. Le tissage dans la région est concentré dans l'ancienne usine Brécard de Pouilly-sur-Charlieu, qui fait comme à Gueures le tissu fantaisie de grande diffusion pour confection industrielle, sur 276 métiers à 4 navettes (220 salariés) et dans l'ancienne usine Déchelette d'Amplepuis (160 salariés). Dans le vieux bâtiment, on continue la tradition des zéphirs et de la nouveauté, sur 116 métiers étroits, dont 51 jacquards, alors que le bâtiment construit avant la guerre 39 a été équipé de 96 métiers sans navette à lance télescopique, travaillant sur quatre trames. Le département linge de table, qui comporte un petit atelier de confection à Roanne a été maintenu.

On a éliminé beaucoup d'articles classiques, renouvelé dessins et couleurs au gré de la mode, et ajouté des collections de tissus pour robe et pantalon féminin à celles pour chemise et blouse. On emploie pour moitié les fibres synthétiques. On soigne la qualité du service, particulièrement la régularité des livraisons et des réassortiments. La recherche technique porte sur le traitement des fibres et la teinture différentielle à la sortie du tissage, par le jeu de fils acides ou basiques. Le redressement se marque par une progression d'un tiers du chiffre d'affaires en francs constants entre 1970 et 1973 et le doublement des exportations, qui représentent à nouveau 20% de la production. L'Allemagne et les autres pays industriels ont pris la place des pays coloniaux. Les Tissages Roannais fournissent 62% des métrages de la région et 28% du tissé teint français, le reste étant réparti entre les Vosges et Mulhouse (2).

En fixant sur place un environnement de courtiers et de transformateurs à façon, ils favorisent indirectement les petites et moyennes affaires familiales qui se sont maintenues. Elles profitent de la suppression de la surproduction et du retour en vogue du vichy. Sept d'entre elles, qui ont en moyenne 80 salariés et se sont tournées vers l'article fantaisie en synthétique, ont

Fig. 36 LE TISSAGE TRADITIONNEL EN FACE DE LA GRANDE CRISE



formé un groupement d'intérêt économique (G.I.E.) Stylsept. Son but est de faciliter l'exportation vers les pays du Marché Commun, qui ne représente encore que 12% du C.A. On y trouve la "vieille garde" : Destre-Cherpin à Roanne, Déchelette à Montagny, Passot à Saint-Victor-sur-Rhins, Gouttenoire et Deveaux à Saint-Vincent de Reins, Lapalus à Thizy, Suchel à Mardore, face à un tisseur de soie reconverti : Trouillet à Chauffailles.

2 - La transformation

Le même type de structures se répète dans la transformation : prépondérance d'un groupe extérieur, vitalité des façonniers familiaux, bien équipés dans leur spécialité et qui s'adaptent vite comme Martin à Bourg-de-Thizy pour le chaîne-trame, Delorme à Roanne et Danjoux au Coteau pour la maille.

Le problème ne se posait pas dans les mêmes termes que pour la cotonne. La préoccupation de Gillet-Thaon, qui avait pris à la faveur de la crise de 1930 le contrôle d'une profession déjà regroupée, était de sauver l'important complexe de Roanne, en dépit de la chute des quantités à traiter. La démarche fut de diversifier les opérations, de s'ouvrir sur les marchés extérieurs et d'accroître la productivité. Elle sera couronnée de succès, puisque l'équilibre financier est rétabli en 1971, tout en consacrant 5% du chiffre d'affaires aux investissements. Là encore, on constate une considérable réduction du personnel, car si l'on tient compte de l'absorption de Brécard en 1967, on est passé de près de 500 emplois avant la crise, à 350 en 1973. La division teinture en fibres travaille à 65% pour le marché local (45% pour le tissage et 20% pour la maille) et à 35% pour l'extérieur, surtout la bourre pour revêtements extérieurs et fausse fourrure. La division teinture-apprêt sur chaîne-trame fonctionne encore à 80% pour la région. Ces deux divisions ont connu une diminution d'activité de l'ordre de 40% depuis 1965. Elles ont subi relativement peu de transformations et ont le personnel le plus ancien : la moyenne d'âge y est de 42 ans. La division maille qui, avec 30% du personnel, réalise 50% du chiffre d'affaires est considérée comme la branche d'avenir : on lui consacre 80% des investissements. Si elle travaille actuellement à 80% pour Lyon et la région Rhône-Alpes en dehors de la place, on pense que les proportions seront renversées, car les polyester qui demandent des traitements complexes par thermofixation doivent se substituer aux acryliques, qui se contentent de traitements simples comme le calandrage.

Rhône-Poulenc qui, par l'intermédiaire de Pricel, contrôlait déjà l'usine d'apprêt sur chaîne-trame de Thizy (une cinquantaine de salariés) intègre en 1974 les Teintures et Apprêts de la Trambouze à Sevelinges, qui tournés vers le milieu local avaient repris leur développement. Entre 1970 et 73, leur chiffre d'affaires était passé de 7 à 13,5 millions de francs et leur personnel de 120

à 135. L'ensemble du groupe assure 50% des 50 millions de chiffre d'affaires et 40% des 5.000 tonnes traitées par l'ennoblissement du secteur Roanne-Thizy, pour lequel la part des établissements intégrés (Tissages Roannais et Guerry-Duperay essentiellement) reste du tiers.

3 - Les industries annexes de la soierie et la production de fibres artificielles.

Les groupes financiers se sont intéressés à la soierie régionale tant qu'elle avait maintenu un réservoir de main d'oeuvre peu exigeante pour la préparation et la transformation. Cela a conduit à de complètes reconversions et à des établissements coupés du milieu local. Aujourd'hui la difficulté d'adapter des bâtiments anciens, de recruter du personnel dans des régions qui se vident, le handicap de transports lourds sur les routes de montagne conduisent Burlington et Texunion à se demander s'ils n'auraient pas mieux fait de préférer la plaine lyonnaise à l'ancienne filature de schappe d'Amplepuis et à la petite teinturerie Goujat de Saint-Jean-la-Bussière, pour installer respectivement, le premier son unité de texturation (250 emplois), le second la teinturerie (300 emplois) pour les doublures tissées dans ses grandes usines de l'Isère. Par contre, le transformateur-marchand (3) de Lyon, qui en 1965 a aménagé un moulinage de fils de rayonne (125 emplois dont 80 femmes), dans le vieux tissage Develey de Coutouvre est satisfait de cette localisation, plus proche des utilisateurs que les foyers traditionnels de l'Ardèche, de la Drôme et de la Haute-Loire.

Premier bastion des industries annexes, "France-Rayonne" qui a pris en 1971 le nom du groupe auquel appartient l'usine, Rhône-Poulenc-Textile, a maintenu son implantation à Roanne, alors que le remplacement du charbon par le fuel, l'éloignement des sources d'approvisionnement en cellulose et des débouchés étendus à toute la France et à l'étranger ne la justifiaient plus aujourd'hui. La survie a été obtenue grâce au doublement de la production de fibranne (120 tonnes par jour au lieu de 60 en 1948, soit 70% de la production française) et à l'installation de la plus importante unité de nontissé d'Europe, alors que la main d'oeuvre était réduite de moitié (1399 en 1950, 750 en 1973). Le nontissé, obtenu à partir de la fibranne par voie humide, suivant un brevet Neyrpic utilisé pour la première fois, est entré en fabrication en 1972. La production (2200 tonnes en 1973) doit être portée à 6.000 tonnes par an (4).

Devenus des industries de capitaux, le tissage du coton et les industries annexes du textile n'ont persisté qu'en passant sous la coupe des grands groupes financiers. Le groupe lyonnais Gillet-Thaon, par l'intermédiaire de Rhône-Poulenc-Textile et de ses holdings se taille la part du lion. Par l'intermédiaire de Texunion, il détient 49% des Tissages Roannais et la teinturerie de Saint-Jean-la-Bussière. Il contrôle avec Gillet-Thaon 50% de l'ennoblissement du secteur de Roanne-Thizy et possède "France-Rayonne". Notons que la concentration financière n'implique en rien l'intégration technique et géographique entre les dif-

férentes divisions et filiales. La teinturerie de Saint-Jean-la-Bussière ignore la production des Tissages Roannais, qui conservent les usines d'Alsace et de Normandie, pourtant plus proches des divisions de Texunion qui ont leur centre de gravité dans le Nord et dans l'Est.

II - LE ROLE PREPONDERANT DES ENTREPRENEURS LOCAUX DANS L'ADAPTATION DU RESTE DU TISSAGE.

On n'a pas assisté à de tels bouleversements et semblable mainmise des groupes extérieurs, dans les autres secteurs du textile. Cela ne surprend guère pour ceux dont la rénovation a été continue comme le coton éponge et le voile tergal. Cela surprend davantage dans la laine et la soie, dont la rénovation prise en mains par les entrepreneurs locaux, plus tôt pour la première que pour la seconde, s'est accompagné de nombreuses disparitions.

1 - la poursuite de l'adaptation du tissage rénové.

Les secteurs du tissage du coton autre que la cotonne sont eux aussi marqués par la prépondérance des firmes intégrées. Guerry-Duperay, la seule affaire familiale de cette importance qui subsiste, continue de faire cavalier seul pour les tissus lourds. Sa progression est régulière : 1500 tonnes en 1953, 2200 en 1964, 2600 en 1973. Le tissage est à Vinay en Isère. La transformation et le siège social qui occupent également 200 ouvriers sont à Roanne, où le tissage a été fermé en 1954. La confection de vêtements ouvriers, confiée à une filiale, Savo, qui utilise 20 à 25% de la production de tissus se trouve à Montceau-les-Mines, où elle emploie 265 personnes.

a) la stabilité du tissu éponge.

Si le tissu éponge est dominé par un groupe extérieur, c'est le résultat d'une implantation ancienne. Boussac a racheté, on s'en souvient, l'usine Jalla de Régný en 1936, mais c'est entre 1955 et 1960 qu'il l'a agrandie et modernisée pour en faire la grande unité qui sort 30% de la production nationale, soit 220 tonnes par mois, dont le quart à l'exportation. Comme pour l'ensemble du groupe, il n'y a guère eu de modifications avant 1973 (5), quand, par souci de rentabilité, la fabrication a légèrement diminué en quantité et a été orientée vers des articles plus élaborés, ce qui a entraîné une réduction des effectifs de 900 à 800. Le tissage de popeline de Michaudon, arrêté en 1970, abrite maintenant la préparation (70 personnes), ce qui a entraîné la fermeture de l'établissement de Dunières, en Haute-Loire. Le tissage ainsi que le blanchiment et la teinture, qui ont bénéficié de gros investissements s'effectuent à Régný (450 emplois).

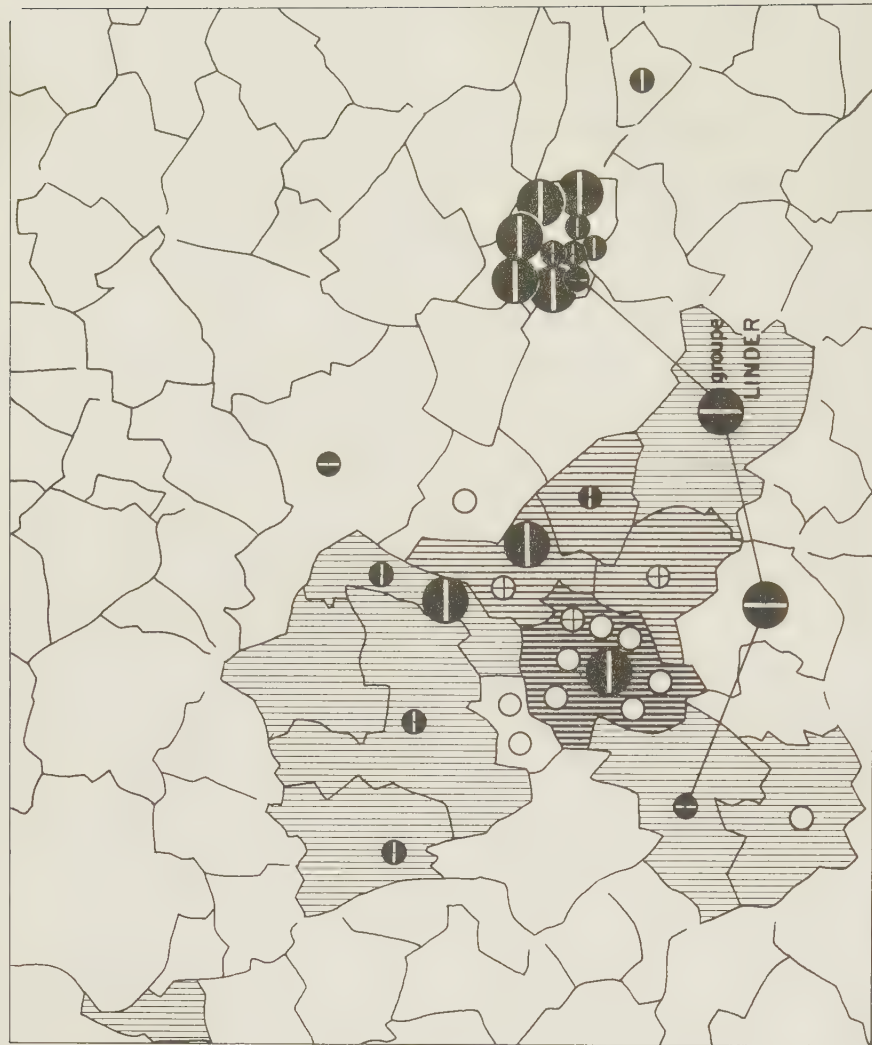
La confection est répartie entre Michaudon (20 ouvrières), Lay (45), Saint-Germain-Laval, Saint-Just-en-Chevalet et Régný (entre 65 et 85 ouvrières). La part de Jalla dans la production régionale, qui était de 50% en 1967, a augmenté à cause de la fermeture de l'établissement de Renaison de la Cotonnière de Moislans (Somme), en mai 72, en dépit de son rattachement à Descamps-Demeestère, intégré à la division linge de maison de Texunion, et de Gotheron à Roanne, en mai 1970, une affaire familiale qui a eu compté 200 salariés.

La prépondérance de Boussac n'empêche pas la vitalité des petites et moyennes affaires familiales, spécialisées dans l'article mode ou de haute qualité, dont l'écoulement ne présente pas de difficultés. Les trois plus importantes : Delorme à Roanne, qui a ouvert une annexe à Belmont en 1965, (100 emplois dans chaque établissement), Giraud à Riorges (40) et Bignon à Belmont (70) qui a installé sa confection à Montceau-les-Mines (50) et la préparation dans un tissage désaffecté de Combre en 1970 (10), ont réalisé en 1973 la moitié du chiffre d'affaires de Jalla. Mais il semble que la grande période d'expansion du tissu éponge, qui a coïncidé avec la crise de la cotonne soit passée.

b - La fabrique de Tarare à l'âge industriel.

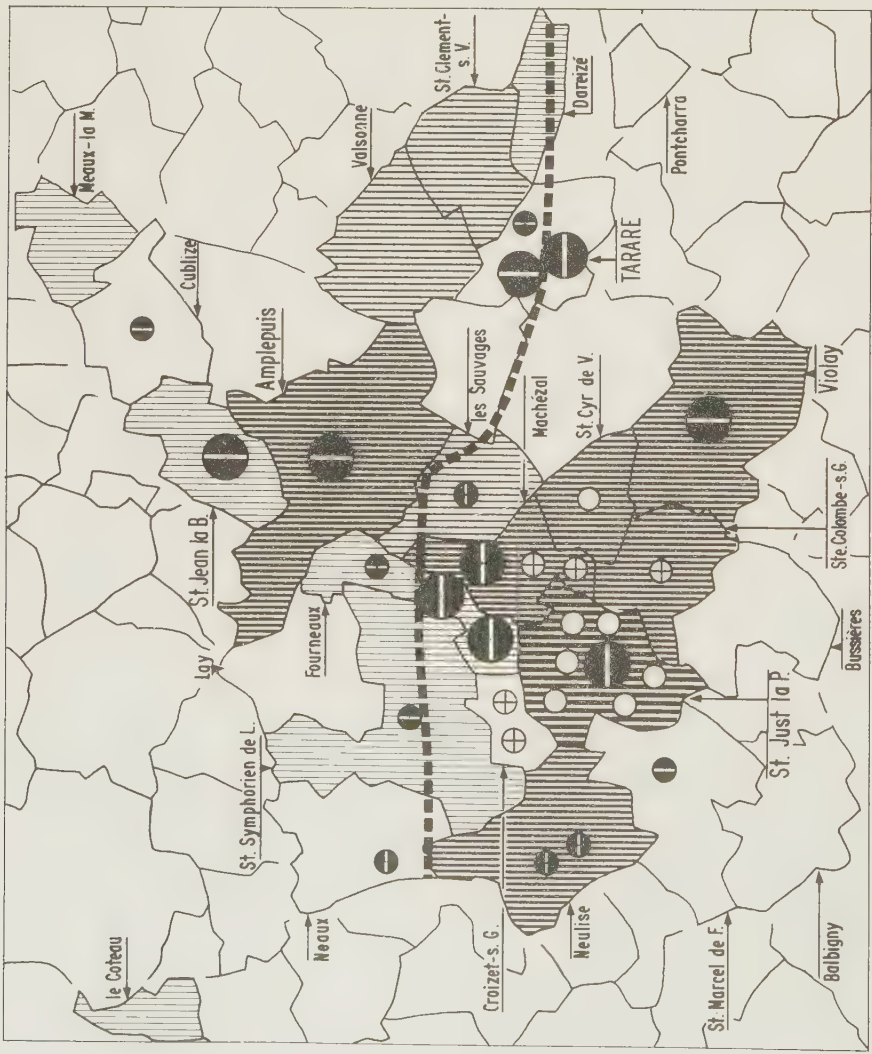
- Le voile tergal : expansion dans la diversification et grâce à l'exportation (voir annexe 4).

En 1969, la production des voiles de Tarare a repris sa progression au rythme annuel de 8% : elle est passée de 75 à 100 millions de m² en 1973. Pourtant le marché national du rideau s'est ouvert largement aux importations de voile transparent sur métier Rachel, plus léger et meilleur marché, et de voile scandinave, de texture lâche, en gros fils de couleur voyante, mi-transparent, mi-opaque ce qui permet de se passer d'une tenture. La fabrique locale s'est adaptée à la situation nouvelle. La part des voiles-tergal est tombée de 75 à 50% au profit des voiles en autres polyesters (6), meilleur marché, destinés à la consommation intérieure (de 10 à 15%) et surtout des voiles tergal-lin, passés de 10 à 25%, dont l'aspect est proche du voile scandinave, baptisé "rustique" pour en faire oublier l'origine. Quatre des principales maisons ont abordé la fabrication de ce dernier qui représente maintenant 10% de la production locale (7), sur métiers à forte productivité. Si les ventes en France se stabilisent à 2.000 tonnes, l'expansion repose sur les exportations, qui absorbent 50% de la production. L'association France-Voiles a la tâche de les favoriser. Elles sont destinées pour 45% à l'Amérique du Nord, où les Etats-Unis devançant de peu le Canada et pour 45% à la CEE, dont la moitié vers l'Allemagne. A côté du voile, certaines firmes maintiennent des fabrications



— VOILE de RAYONNE = seulement autour d'AMPLEPUIS
— VOILE d'AMEUBLEMENT = reste de la zone

FIG. 37 LA CONCENTRATION DU TISSAGE DU VOILE
DANS LA FABRIQUE DE TARARE
APRÈS LA CRISE DE 1967

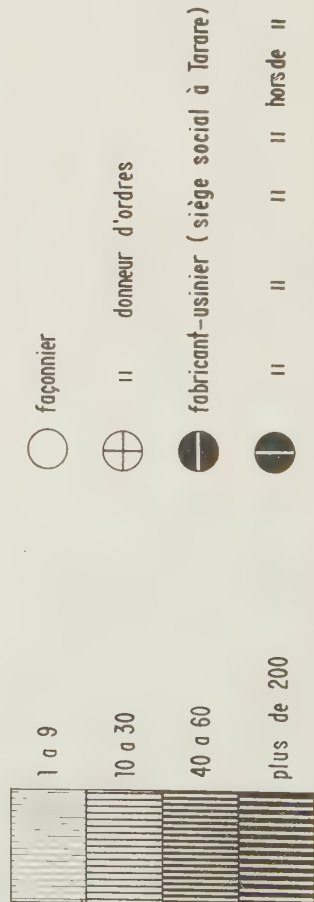


au NORD = VOILE D'ALGÉRIE
au SUD = VOILE D'AMEUBLEMENT

1972
automatisés - métiers - automatiques

USINES

ARTISANS



différentes, comme le linge de table ou les tissus fins. Les premiers métiers automatiques commencent à être remplacés et Godde-Bedin a doté son usine de Mulhouse de métiers sans navette, maintenant qu'est résolu le problème des li-sières.

Cette expansion se fait dans le cadre des structures mises en place depuis 1966 : transformation des fabricants en industriels, élimination à terme des artisans-tisseurs. La fabrique de Tarare repose sur une dizaine de moyennes entreprises, de 50 à 250 salariés, et sur deux grandes : Godde-Bedin, la seule filiale d'un groupe extérieur, en l'occurrence Rhône-Poulenc-Textile (105 millions de chiffre d'affaires) et Linder (85 millions). L'expansion de la firme de Violay continue. Après Châtelard, elle a absorbé Giron-Demollière. Elle a construit un nouvel atelier de confection à Bussièrès et, pour ne pas être en reste avec sa rivale, projette la construction d'une teinturerie intégrée. Par contre, les petits fabricants ont cessé de monter des métiers et certains ont disparu. Les usiniers-façonniers de Saint-Just-la-Pendue et des villages voisins ont au contraire renforcé leur position. Ils sont parvenus à porter la discussion des tarifs en réunion paritaire avec les donneurs d'ordres et, pour affirmer leur indépendance, cinq d'entre eux se sont mis à leur compte pour une part symbolique de leur production.

- La transformation : nouveaux marchés et conversion.

Le textile à Tarare (8), c'est aussi la transformation qui occupe encore le tiers de la main d'oeuvre de la branche, soit 1400 personnes. C'est l'héritage de l'époque où les tissus venaient de toute la France pour être teints et blanchis à cause de la pureté des eaux de la Turdine. On retrouve une structure de type cotonnier, avec la prépondérance d'un holding, toujours aux mains d'une famille de la ville, les Héritiers de Hippolite Champier, et la vitalité de moyennes entreprises, travaillant surtout pour le voile, comme G. Thivel et Martin, qui vient de s'agrandir sur la zone industrielle.

Le groupe Champier avec 1500 salariés, constitué en 1850 à partir d'une modeste entreprise, s'est fortement développé entre les deux guerres, où il a absorbé de nombreuses affaires locales et acquis les actuels établissements Dolbeau à Bourgoin, spécialisés dans l'impression sur tissus vestimentaires (450 emplois). En tant qu'ennoblisseurs, les Etablissements Réunis (100 salariés) et la Société Anonyme des Teintureries de la Turdine (670) ont dû adapter leurs activités pour conserver une place de façonnier qui déborde du cadre local. En effet, la teinture et l'impression du voile n'occupent qu'une centaine de personnes. Ils traitent 70% du marché national du blanchiment de la gaze à pansements, dans l'usine de la route de Violay (70 emplois). L'essentiel de l'activité des

usines de la route de Lyon et de la route de Paris repose sur le traitement de la maille pour les tricoteurs de Roanne, sur celui des tissus de coton et de synthétiques, et sur l'impression de tissus d'ameublement. La constitution d'un groupement d'intérêt économique avec un filateur et un tisseur permet de passer de gros marchés avec l'administration et l'étranger. On ne néglige pas non plus les techniques nouvelles, comme le contre-collage de nontissé sur tissus pour revêtements muraux.

La composante la plus originale et la plus dynamique du groupe est sans conteste la société "B.A.T., applications et revêtements plastiques". La transformation des plastiques est un prolongement direct de l'ennoblissement, depuis la substitution des résines synthétiques aux apprêts naturels à base de fécule, d'amidon et de cellulose. En effet, quand on passe une couche épaisse de résine, on a un tissu enduit; quand la couche est plus épaisse, on a un tissu composite, comme le simili-cuir; quand on ôte le support textile, on a une feuille de plastique. Les Champier ont joué un rôle de pionnier en ce domaine : en 1936, un des associés crée l'une des premières unités de France à enduire les toiles de vinyle, dans une ancienne blanchisserie, ce qui explique le sigle B.A.T., qui signifie : Blanchisserie et Apprêt de Tarare. Mais le développement ne se fera vraiment qu'après 1947, quand l'usage des résines, appliqué depuis longtemps aux Etats-Unis, s'étend à l'Europe Occidentale. Au début, leur fabrication est encore peu courante et B.A.T. profite de la proximité des établissements de pointe de la chimie lyonnaise. De 20 en 1947, l'effectif monte à 70 en 1950, 220 en 1955, 310 en 1960 et 400 en 1964. En 1966, on passe de la phase de croissance rapide à la phase d'organisation. Le personnel est stabilisé à 380, dont 60 à l'annexe d'Amplepuis. La production de l'ordre de 600 tonnes par mois, ce qui en fait la 6ème affaire nationale, est exportée à concurrence de 12%. Elle se répartit pour moitié entre tissu et carton enduits et d'autre part revêtements de sol de qualité, comme le taraflex. Le service de recherche, sous la direction de cinq ingénieurs, est essentiel pour maintenir un taux de croissance de 10% par an. Elle se fait au rythme de l'autofinancement, qui absorbe 5% du chiffre d'affaires, car la société tient à rester une affaire familiale.

2 - La laine à Cours : l'adaptation spontanée d'une industrie traditionnelle

Cours demeure un foyer non négligeable d'industrie lainière, puisqu'il fournit 50% de la bourre d'effilochage, 30% des couvertures et 50% des tissus d'entretien fabriqués en France. Il présente dans la région l'originalité d'être un foyer intégré à partir du traitement de la matière première que sont les déchets; de réaliser des tonnages considérables : 20.000 tonnes de bourre, 8.000 tonnes de produits finis, ce qui équivaut à la production cotonnière du secteur

de Roanne-Thizy; l'originalité enfin d'avoir limité la diminution de l'emploi, passé de 2000 avant la crise de 1930 à 1300 aujourd'hui. Tout cela a été réalisé sans modification profonde des fabrications, à l'inverse de Tarare, et sans bouleversement des structures, qui continuent à être caractérisées par les petites et moyennes entreprises familiales autochtones, à l'inverse de Roanne.

Tableau 1 - Répartition des effectifs ouvriers dans l'industrie de la laine (juillet 1974)

	Nombre d'entreprises			Nombre de salariés
	Total	moins de 50 salariés	de 50 à 170 salar.	
Cours				
-effilochage	4	4		65
-t.d'entretien et nontissé	6	3	3	400
-couvertures	7	3	4	530
Pont-Trambouze				
-effilochage	1	1		10
-T.d'entr. et nontissé	1	1		10
-couvertures	1		1	100
Thizy-Marnand				
-effilochage	1	1		15
nontissé	1	1		15
-couvertures	1		1	150
Total	23	14	9	1300

La seule pénétration extérieure a été l'installation en 1941, dans une usine désaffectée, d'Etienne Motte, de la célèbre famille des lainiers du Nord, désireux de s'établir en zone libre. Si son entreprise est la première de la place, avec 170 emplois et 13,5 millions de chiffre d'affaires, elle n'est pas disproportionnée et elle vit de moins en moins à l'écart (9). Ce bilan est assez surprenant pour la petite ville la plus élevée du Haut-Beaujolais, où les sapins côtoient les usines, isolée à l'amont de la vallée de la Trambouze. C'est une première illustration du phénomène montagnard, où l'esprit d'ingéniosité et de décision explique l'adaptation constante et le renouvellement de l'aventure industrielle dans un milieu difficile.

Cours a eu aussi ses patrons-héritiers, peu enclins à évoluer avec leur temps. La fermeture en 1965 du marché algérien, qui absorbait la moitié des exportations leur a été fatale. Les dernières entreprises traditionnelles ont cessé leur activité en 1970 et 1973; parmi elles, Poizat, qui avait été la plus importante. Mais d'autres générations ont pris le relais. La décolonisation n'a fait

qu'accélérer l'abandon progressif de la couverture, de médiocre qualité, primitivement la couverture "de traite", faite à partir de chiffons et troquée dans les comptoirs des colonies, d'où son appellation. Le fier slogan "Cours couvre le monde" n'est plus de mise, mais la place a pu s'imposer sur le marché extérieur. Deux entreprises ont ouvert des usines dans les anciens pays importateurs : Thion en Algérie et Poyet de Pont-Trambouze qui emploie 500 ouvriers à Tananarive.

Le renouveau de l'effilochage, c'est-à-dire la transformation des chiffons en bourre, n'est pas le moins surprenant. Jusqu'en 1965, ce fut une activité artisanale, au mieux semi-industrielle, destinée à fournir la "laine régénérée" utilisée sur place. Les débouchés extérieurs se sont considérablement amplifiés, pour la matelasserie, les sièges d'automobile, les plaques d'insonorisation, les tapis de sol, au point que la consommation locale ne représenté plus aujourd'hui que le dixième. Les anciennes affaires se sont modernisées : ainsi Guérin à La Ville, avec 30 salariés, a vu sa production décupler de 50 à 500 tonnes par mois depuis 1955 et a ajouté une teinturerie. Des chiffonniers en ont monté de nouvelles. On en compte six aujourd'hui, employant une centaine de salariés. L'effilochage a tous les caractères d'une industrie lourde, tant par les tonnages que par les investissements nécessaires. L'apport des chiffons et l'expédition de la bourre représentent un trafic de près de 40.000 tonnes, qui s'effectue par camions. Il a fallu cent millions de francs de matériel pour une affaire de 8 ouvriers. Les machines nouvelles (dépoussiéreuses, effilocheuses, presses) ont été mises au point en 1968-1969 par une usine de Cours, qui a acquis le monopole mondial de sa spécialité.

On ne fabrique pratiquement plus de couvertures en laine régénérée, destinées en dernier ressort aux collectivités. L'éventail va maintenant du bel article moyen en laine mélangée d'acrylique, à l'article pure laine. Les établissements Motte ont joué un rôle certain dans cette évolution. Mais la grande affaire est actuellement le tissu d'entretien : chamoisine et surtout la toile à laver, le wassingue. Le nontissé y compris, il représente 6.000 tonnes par an, contre 2.000 aux couvertures. Quatre entreprises, Motte et trois petites, ne font que la couverture. Quatre importantes font les deux. Deux petites et deux grandes, Plasse et Thion, ne font que le tissu d'entretien. Il a été introduit vers 1920 dans la plupart des usines comme activité complémentaire pendant la morte saison. A partir de 1930, il devient pour certaines, la fabrication exclusive. La demande a longtemps augmenté rapidement. Elle aurait plutôt tendance à se stabiliser, mais Cours profite de la fermeture de petits établissements, un peu partout en France. Le wassingue est fabriqué avec la bourre, mais le coton pur est employé pour les

articles nobles, comme les sorties de bain, enduites de caoutchouc, dont la vente est aisée. Thion et Plasse ont été les premiers de la région à s'intéresser au nontissé. Ils se sont associés pour monter deux ateliers, le premier à Thizy dans un tissage Boussac en 1967, avec trois industriels d'autres régions, le second à Cours dans un local neuf en 1970. Ils ont été imités par deux effilocheurs qui ont ouvert une troisième unité. Le nontissé représente 15 à 20% du tissage traditionnel, mais comme la productivité est très grande, il n'emploie qu'une soixantaine de salariés. Les débouchés n'augmentent pas à un rythme aussi rapide qu'on pourrait le penser.

Les usines se sont profondément transformées. On tâche d'aménager des salles spacieuses et fonctionnelles dans les vieux bâtiments de granit en hauteur, quand ils ne sont pas remplacés par des constructions basses en parpaings. On a renouvelé les cardes, les canneteuses, les installations de teinture; on a des grazes électroniques et les métiers sans navette, fabriqués par une entreprise de la ville, sont maintenant les plus nombreux. Les gains de productivité auraient entraîné une compression de personnel plus sévère, si la clientèle ne recherchait pas une présentation plus soignée. C'est particulièrement vrai pour les tissus d'entretien. Le wassingue, d'abord gris, fut successivement blanc, puis en couleurs; maintenant on le demande imprimé. Il faut le livrer plié ou en lots sous plastique, ce qui multiplie les manipulations, qu'effectuent les femmes.

3 - Cette soierie qui ne veut pas mourir.

La fabrique lyonnaise délaisse les petits ateliers au matériel vieilli qui subsistent. Le tissage, abandonné à l'atavisme local, ne va cependant pas disparaître. Malgré la fermeture de la plupart des établissements et la diminution de moitié des tisseurs salariés, dont le nombre ne dépasse guère le millier, la production a été maintenue en quantité et en chiffre d'affaires. La petite nouveauté se maintient à Charlieu et dans quelques villages autour de Panissières comme Montchal et Essertines-en-Donzy, pour quelques petites affaires familiales, qui ont modernisé leur matériel; elles comptent rarement plus d'une quarantaine de tisseurs. A Amplepuis, le tissage Ferrari emploie encore 140 personnes, mais l'indémaillable et le jersey constituent l'essentiel de son activité. Les mêmes structures se retrouvent dans la haute nouveauté. Le degré de mécanisation est fonction de la perfection que l'on recherche. On utilise le métier conventionnel à 120-140 coups-minute, qui sort sept à huit mètres par jour, pour les copies d'ancien destinées aux monuments historiques ou aux palais officiels, comme chez Lorton à Charlieu. Mais le métier sans navette, dans ses adaptations actuelles, se prête aux articles délicats et fait bon ménage avec la mécanique Jacquard. Le matériel le plus moderne possible, la recherche de l'article spécial, l'indépendance par rapport aux intermédiaires sont les conditions de survie.

La réponse apportée à ces exigences a bouleversé les hiérarchies antérieures. Le président du Syndicat des Soieries Lyonnaises (pour les faconniers) a dû fermer en 1972 son usine de Saint-Just-d'Avray (70 ouvriers), après celle d'Amplepuis, ce qui accentue l'abandon du secteur de la Haute-Azergues. Les 5 ou 6 tissages à façon de Bussières et Rozier-en-Donzy, qui travaillent en double équipe sur du bon matériel, sont très sensibles aux soubresauts de la conjoncture. Par contre, un ancien tisseur de voile d'Algérie de Fourneaux s'est reconverti, avec succès, dans la robe du soir et la robe de mariée, en soie naturelle et fils métallisés, pour la haute couture parisienne. Il achève la construction d'une teinturerie qui préserve les techniques les plus délicates délaissées par les grandes affaires, en association avec un spécialiste lyonnais chassé par l'expansion urbaine. L'ensemble va employer 70 personnes. La plus belle aventure a été réussie à Panissières par les frères Dutel, des ouvriers qui se sont mis à leur compte. Ils ont fait la conquête du marché américain qui absorbe 90% de leur production de tissus pour cravates. Ils ont racheté un petit tissage à Vizille et doublé leur chiffre d'affaires entre 1969 et 1971, où il est de 11,3 millions, avec 107 salariés. Mais les mesures de défense du dollar de l'été 1972 remettent en cause cette fulgurante ascension.

Beaucoup plus stable apparaît l'Union des Gazes à bluter, qui allie la tradition, le déterminisme géographique au modernisme. Le tissage à bras de la gaze de soie naturelle pour tamiser la farine fut, jusqu'en 1952, le fait de 350 paysans-tisseurs des Monts du Lyonnais, entre la plaine de Feurs et les Monts de Tarare, à cause du degré hygrométrique favorable à cette altitude. Avec l'apparition des fibres synthétiques, la gaze peut être tissée sur métier automatique et trouve d'importants débouchés en dehors de la meunerie, pour les filtres destinés à l'automobile, l'industrie chimique, la transfusion sanguine et pour les tissus à imprimer. La famille Martinod supprime deux établissements à Lyon et Montauban et concentre la fabrication à Panissières, où est construite en 1956 une usine aveugle à air conditionné, qui abrite 68 métiers automatiques (10). Les derniers tisseurs à bras, qui travaillaient pour le tiers-monde, ont disparu dernièrement. Les 90 tisseurs en usine du début sont maintenant 120 et les exportations représentent 40 à 50% de la production. Refuge des vieilles fabrications, Panissières l'est encore avec le travail du lin, que continuent un tissage d'une centaine de métiers pour serviettes et nappes et une affaire de confection et de négoce spécialisée dans le linge pour collectivités, le tout représentant une centaine d'emplois.

III - LA MAILLE ET L'HABILLEMENT A L'AGE DE MATURITE ?

De l'automne 68 à l'automne 73, la maille et l'habillement connaissent une nouvelle phase de croissance, puisque leur chiffre d'affaires en francs constants augmente de 10% par an environ. Mais contrairement à l'âge d'or de 1955 à 1964, cette croissance se fait dans une relative stabilité de l'emploi. Cette évolution se rapproche assez bien de celle constatée pour les villes manufacturières de l'"Italie du milieu". Elles ont connu à partir de 1962 une crise d'adaptation, qui traduit une augmentation de la capacité de production plus rapide que celle de la demande -ce qu'on a constaté pour la maille de 1964 à 1968- et une augmentation plus rapide du coût de la main d'oeuvre que de la productivité. Roanne a connu ce problème avec la forte augmentation du SMIG consécutive aux accords de Grenelle en Juin 1968. Les solutions italiennes ont été l'abandon de la production courante, qui incorpore beaucoup de main d'oeuvre pour une faible valeur ajoutée, et la recherche de la productivité la plus élevée conciliable avec l'impératif de flexibilité, qui fait la force des entreprises familiales dans le domaine de la mode (11). La maille s'est engagée dans cette voie, avec la modernisation des entreprises de plus de cent salariés qui sont les "locomotives" de la place, et avec la constitution d'un secteur indépendant de tricotage. Mais la bonne marche des affaires n'est-elle pas due avant tout à une conjoncture générale exceptionnellement favorable ?

1 - Les bonnetiers-confectionneurs entre la tradition et le progrès.

Les entreprises de plus de cinq millions de chiffre d'affaires continuent de représenter l'élément le plus solide et le plus dynamique du groupe roannais, fort de ses 13.000 salariés distribués entre 300 maisons. D'après "Connaissance de la Loire" (12), elles sont une trentaine en 1972 comme en 1969. Elles font 60% du chiffre d'affaires et rassemblent 55% de la main d'oeuvre en 1972, ce qui marque une progression. Deux entreprises ont consolidé leur avance : Désarbre, dans le jersey de luxe (40 millions de C.A. et 700 salariés) et Pierron (55 M. de C.A. et 750 salariés), dans l'article de bonne qualité, qui s'est dotée d'une organisation de services exceptionnelle pour la place; elle est devenue le seul maître de la société commerciale Welcome-Pierron fondée en association avec le groupe Prouvost en 1968. La norme se situe entre 150 et 300 salariés, 5 et 20 millions de chiffre d'affaires : il s'agit donc d'entreprises moyennes. L'écart se creuse entre elles et les petites entreprises, qui tiennent par les qualités personnelles de leur patron et la faiblesse des frais généraux. A l'intérieur du groupe de tête, une certaine tendance à la concentration se fait jour, moins par la disparition pure et simple d'affaires non rentables, que par leur intégration sous une forme peu voyante. Le dirigeant d'une affaire saine s'arrange pour

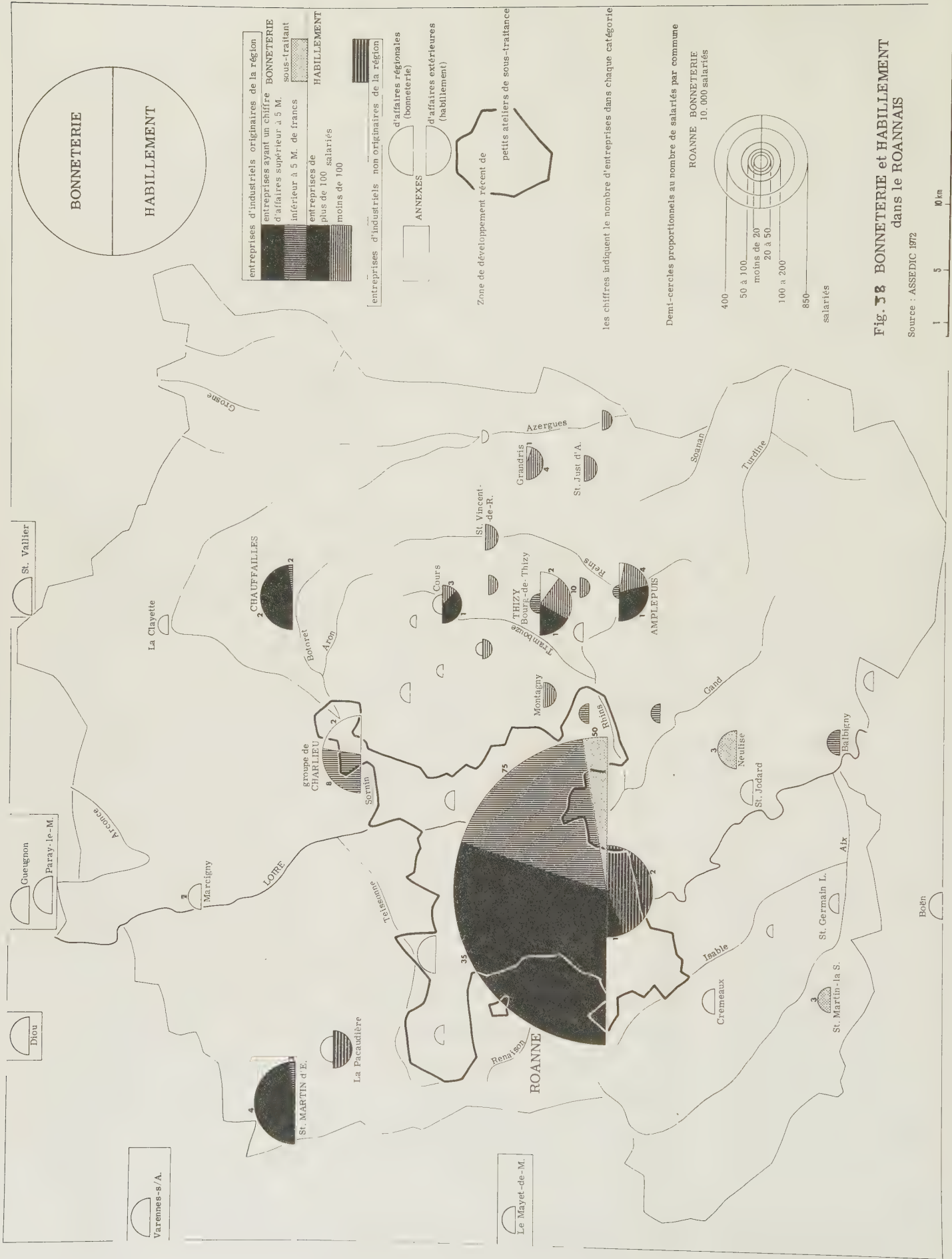
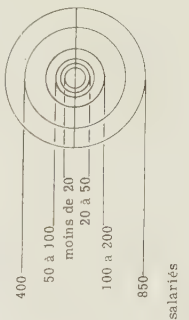


Fig. 38 BONNETERIE et HABILLEMENT dans le ROANNAIS

Source : ASSEDEC 1972

les chiffres indiquent le nombre d'entreprises dans chaque catégorie

Demi-cercles proportionnels au nombre de salariés par commune



maintenir en activité une affaire en difficulté, en cautionnant les prêts bancaires et en lui rabattant du travail, jusqu'à ce qu'elle se remette à fonctionner de façon autonome. Ainsi se sont constitués un groupe Vigne et, plus discrètement, un groupe Le Gaillard. On constate aussi la vitalité de la sous-traitance. D'assez nombreux ateliers de tricotage et de confection ont été ouverts par d'anciens contremaîtres, particulièrement à la périphérie immédiate de l'agglomération roannaise.

C'est un moyen de remédier au tassement des effectifs dans l'agglomération, et à la disparition progressive du travail à domicile (1350 ouvrières en 1973 contre 2200 en 1968). L'autre moyen est d'ouvrir des annexes de plus en plus loin, dans la montagne manufacturière de La Clayette à Rozier-en-Donzy ou dans de petits centres comme Boën-sur-Lignon où s'est installé Pierron et Diou, entre Digoin et Bourbon-Lancy, où Cognet-Garas a profité de la présence d'une fonderie de moules de boîtes à vitesse qui occupe 800 hommes. Roanne, cependant, conserve la part du lion en concentrant 10.000 salariés. Deux centres secondaires autonomes se renforcent : Saint-Martin-d'Estreaux et Chauffailles. Un troisième se constitue autour de Charlieu, à partir de petites affaires comme celles que l'on rencontre isolées, à Balbigny et Saint-Symphorien-de-Lay. Hors le cas particulier de Chauffailles, où des tisseurs de soie se sont lancés en 1936 dans l'indémaillable et la lingerie féminine, les bonnetiers des bourgs, héritiers des fabricants qui donnaient à tricoter à la campagne, sont le plus souvent spécialisés dans le vêtement de dessus pour enfants, de la naissance à six ans. C'est peut-être que la main d'œuvre occupe une part plus importante dans le prix de revient. Enfin deux petits centres de sous-traitance se consolident dans la montagne à Neulise et Saint-Martin-la-Sauveté, avec une forte proportion d'ouvrières à domicile.

L'orientation vers le prêt-à-porter se renforce. Cependant, la petite pièce a très bien repris dès les premiers mois de 1971, aussi bien pour le fully-fashionné, que le coupé-cousu, moins sensible à la concurrence de l'Italie et de l'Extrême-Orient. Parallèlement, la qualité moyenne continue à s'améliorer. On continue à distinguer suivant le type d'articles fabriqués :

- les entreprises qui font l'article de luxe, menées par Desarbre et Goutille;
- celles qui font l'article de bonne qualité et l'on trouve derrière Pierron, beaucoup d'affaires solides, bien gérées, dont la rentabilité est certaine;
- celles qui font l'article bon marché, davantage orienté vers la petite pièce.

Même dans cette catégorie où l'on pratique encore la vente sans facture, la part de l'article de cavalerie diminue. Ce sont les affaires qui ont le moins évolué tant pour le matériel que pour les méthodes. A côté des petites maisons, on en trouve deux importantes : Lewinger, qui occupe la troisième place après Pierron et Desarbre, et Griffon Frères.

Tableau 2 - Les types d'entreprise de la bonneterie roannaise

Catégorie d'articles	Entreprises représentatives	C.A. 1973 base 100 en 1969	C.A par salarié en 1973 (francs)	% des exportations
luxe	Desarbre	150	60.000	40%
bonne qualité	Pierron	160	73.000	40
	Devernois	145	45.000	12
	Cognet-Garas	250	60.000	20
	Marc Griffon	200	100.000	15
bon marché	Lewinger	150	60.000	-
	Griffon frères	82	40.000	-
tissu au mètre	Louis Goutille	185	185.000	-
	Guzy-Flug	?	430.000	20
moyenne des entr. de + 5 M.C.A.		143	60.000	15

Source : Connaissance de la Loire (45), tableau des chiffres d'affaires

Sur le plan des structures, on se trouvait à un tournant. La génération des pionniers, empiriques par nécessité, car c'étaient souvent des self-made-men qui avaient "tout dans la tête et rien d'écrit", disparaît. Elle cède la place aux enfants, plus familiers des méthodes modernes de gestion et enclins à une certaine concertation. La notion de concurrence, de secret de fabrication s'estompe. On visite fréquemment les usines des collègues et on leur confie du travail à un moment de soudure difficile. Un G.I.E. pour faciliter les exportations vers l'URSS et avoir accès aux marchés de l'État, GROFEXBO (Groupement des Fabricants Exportateurs de Bonneterie) a été constitué entre quatre entreprises moyennes "de tête". Mais les limites de l'évolution sur le plan commercial sont cependant vite atteintes : on constitue toujours des "collections-musée" et il est difficile de parler de spécialisation dans un "créneau" bien déterminé. Sur le plan de l'équipement par contre, beaucoup de matériel nouveau et bien adapté est entré. En dépit de cela, les bonnetiers roannais restent de gros artisans. Peuvent-ils être autre chose, puisqu'ils n'ont ni les moyens, ni l'intention, par attachement à l'entreprise "à taille humaine", de faire la grande série et qu'il leur faut conserver la souplesse nécessaire pour suivre les fluctuations de la mode ?

2 - L'essor d'un secteur nouveau : la maille au mètre.

Une poussée spéculative, comme en a tant connu la bonneterie roannaise dans le passé, fait apparaître, entre 1969 et le milieu de 1971, un secteur nouveau, celui du tricotage pour la vente de tissu au mètre. En quelques années, Roanne devient avec plus de 500 métiers circulaires, dont 200 jacquard, le centre de loin le plus important de la région Rhône-Alpes et se trouve, sur le plan national, à égalité avec Paris.

L'affaire démarre timidement en 1965-1966. A partir de 1969, il y a un engouement pour la maille dans la confection, à cause de son prix peu élevé et de ses qualités de confort. Elle conquiert des domaines jusque là réservés au chaîne-trame, comme le costume pour homme et le pantalon féminin. Ici l'initiative vient des soyeux lyonnais, qui imposent cette conversion à leurs confectionneurs et sollicitent la place de Roanne. Or des techniciens et des contremaîtres, pour lesquels l'avenir était pratiquement bouché dans la bonneterie classique, attendaient l'occasion de se mettre à leur compte. Cette nouvelle génération d'entrepreneurs voient les perspectives offertes avec des yeux d'industriels et investissent hardiment en ayant recours au crédit et au leasing, en dépit du coût du matériel : un métiers circulaire à forte productivité vaut 15 à 18 millions en uni, 25 millions en jacquard. L'affolement de la demande en 1971 les sert, car les prix de façon et de vente sont très élevés, alors que les frais sont réduits pratiquement aux investissements. Ils en profitent pour doubler leur parc. D'autre part, les bonnetiers roannais placent chez eux des machines qui tournent pour plusieurs donneurs d'ordres, ce qui assure une utilisation à plein de la capacité de production et de la main d'oeuvre. Comme il faut un technicien et trois tricoteurs pour trois métiers et que l'équipe fait les 3 x 8, on compte un homme par métier.

Ce secteur nouveau, qui réalise dès 1971 le quart du chiffre d'affaires de la maille, n'emploie pas plus de 500 salariés masculins, dans une vingtaine d'entreprises de dimensions réduites. Les plus importantes en effet font plus de 10 millions de chiffre d'affaires avec une quarantaine de métiers. On distingue les façonniers des fabricants, qui vendent directement aux confectionneurs et aux grands magasins. Quelques bonnetiers-confectionneurs d'implantation récente, comme Jean Girard, Louis Goutille ou Vigne ont considérablement développé chez eux le tricotage.

Ces structures souples vont permettre à la place de bien se comporter, en face de la crise violente que connaît le tissu au mètre à partir de l'été 1971. On retrouve là l'évolution caractéristique en dents de scie de la bonneterie à ses débuts. L'engouement pour la maille avait précédé l'adaptation

indispensable de la confection, quant aux méthodes et au matériel. La clientèle qui éprouve de nombreux déboires est vite réticente. Or pour se faire servir pendant la période d'euphorie, les confectionneurs avaient commandé au delà de leurs besoins et les tricoteurs avaient investi à tour de bras. Il en résulte une forte surproduction et un chômage sévère au niveau des grosses affaires. En Allemagne, les industriels qui avaient précédé le mouvement avaient monté de très grandes usines. Pour tenter de tenir, ils écoulaient au prix du filé leurs stocks énormes, ce qui désorganise un peu plus le marché. En France, toutes les affaires montées par les groupes financiers sont en difficultés, aussi bien l'usine de Saint-Quentin du groupe Prouvost que Tricots-France à Colmar. Le cotonnier vosgien Isidore André, qui s'était reconverti, dépose son bilan. Le groupe Burlington, renonce à doubler l'unité de 40 métiers installée à Argis, près d'Ambérieu. Ces grosses affaires se révèlent fragiles en périodes incertaines, car elles livrent en grande série dans un délai de quatre mois. Ce délai est trop long pour le confectionneur, toujours dans la crainte d'un renversement de tendance. Au contraire, les petites maisons de Roanne répondent sur le champ à la commande, car le patron qui "sent" le marché constitue des stocks de filés dans les contextures et les coloris à la mode. Aussi la place tourne-t-elle encore à 85% de sa capacité. Mais c'est une période de repli. Les prix ont diminué de façon considérable. Les investissements sont stoppés, ce qui retarde l'introduction du métier électronique, qui vaut entre 30 et 40 millions pour un jacquard et qui exige de repenser la fabrication. Quelques affaires qui faisaient l'article bon marché ont dû s'arrêter.

Le développement du tricotage élargit les besoins de la place, tant en filés, en matériel textile que pour la transformation. Mais il n'a pas donné lieu à la promotion de ces secteurs annexes, ce qui aurait permis à Roanne de devenir un centre intégré et de diversifier ses activités. Si les agences de matériel se sont multipliées, il continue de venir de Troyes et de l'étranger. Les firmes ont du reste été gravement atteintes par la crise de la maille au mètre. Les ARCT ont dû prendre une participation chez Lebocey, mais cela n'apporte rien à l'industrie locale. Une grande partie de la production supplémentaire de tissus est ennoblie à Lyon et Tarare, en attendant que Gillet-Thaon réalise son programme d'équipement. Roanne n'a le monopole national que pour une spécialité rare, l'estampage des films en acier pour métier jacquard. L'atelier, établi par un technicien parisien, s'est doté en 1973 d'un petit ordinateur pour traduire le dessin sur le film.

Si l'on se réfère aux évolutions les plus poussées constatées dans les villes manufacturières d'Italie (11), on se rend compte des limites des transformations de la bonneterie roannaise. La spécialisation des entreprises est

est à peine ébauchée. Les services à la profession et les industries auxiliaires ne se sont pas développées. Enfin la centralisation parisienne rend impensable la tenue d'une foire internationale, comme l'organisent Carpi dans la même branche et Vigevano pour la chaussure.

3 - *L'habillement (13) ou la modernisation d'une conversion limitée.*

On retrouve dans les industries de substitution au tissage traditionnel le phénomène des aires homogènes signalé pour celui-ci. A l'aire de la bonneterie roannaise, se juxtaposent sans interpénétration celles de la confection dans le pays de Thizy et autour de Villefranche. Sa présence à Roanne est en effet due à des initiatives extérieures.

La confection à Villefranche a pris une importance relative comparable à la bonneterie roannaise. Elle représente près du quart du chiffre d'affaires et, pour une agglomération de 25.000 habitants, elle contrôle 4.000 emplois, ce qui implique un taux d'activité féminine très élevé (42%). La comparaison peut être poursuivie au niveau des structures : on note la présence d'un peloton de tête d'une quinzaine de moyennes entreprises familiales, dont aucune ne dépasse 300 ouvriers et entre lesquelles la concertation ne va pas jusqu'à une véritable spécialisation. La profession a elle aussi connu sa crise d'adaptation, un peu plus tôt, dans les années 60-65, quand devant la concentration de la distribution, la fermeture des marchés coloniaux et l'évolution du marché intérieur, elle est passée du vêtement de travail au sportswear (jeans, blouson). Cette incursion sur les rives de la Saône nous rappelle que par la place qu'y tient le textile, Villefranche se rattache au Haut-Beaujolais, par une chaîne complexe de mutations qui ont conduit du marché des toiles à l'habillement, par l'intermédiaire de la transformation et du négoce des doublures. On voit aussi que la confection occupe une place modeste dans le pays de Thizy, avec un millier d'emplois pour 25.000 habitants.

Elle souffre toujours de n'avoir pas intéressé, au début du siècle, les marchands de tissus de Thizy, qui l'ont abandonnée à leurs subordonnés, employés, tisseurs, représentants, entrepreneurs certes, mais sans grands moyens. La plupart d'entre eux ont su passer entre 1950 et 1958 de la fabrication artisanale à la fabrication industrielle "au paquet" et, dans les années 60, de l'article utilitaire (chemise de travail, blouse et tablier) à l'article fantaisie en chemiserie et prêt-à-porter féminin, en particulier la robe. Mais trois entreprises seulement ont pu franchir le seuil des cent salariés, qui permet de constituer des affaires solides, dotées des services indispensables, tant pour la création que sur le plan commercial. Ainsi la

vingtaine de petites affaires, essentiellement thyzerotes, qui reposent sur l'omniprésence d'un patron Maître-Jacques, voient leur importance se restreindre : en 1973, elles n'occupent plus que 500 personnes au lieu de 750 sept ans plus tôt. Déjà en 1958, Laurent qui avait été le premier à faire la chemise de nylon, n'avait pu surmonter la crise de croissance provoquée par son intuition et avait dû fermer son entreprise.

Au contraire, les trois affaires qui ont franchi le cap prennent une importance croissante. Il s'agit de Guillermain à Thizy, passé de 100 à 140, de la chemiserie Colas à Cours, passée de 90 à 130 emplois et de Biolay pour la robe à Amplepuis, passée de 60 à 200 emplois et qui a dépassé en 1973 les 20 millions de chiffre d'affaires. Ces deux dernières ont pu profiter des primes de la zone II. Elles se sont dotées d'un matériel ultra-moderne et installées dans des bâtiments nouveaux. Leur production est considérable : 3.000 chemises par jour pour la première et 200.000 robes par an pour la seconde, soit 4% du marché national.

En dépit de leur progression, le pays de Thizy, la vallée de l'Azergues attirent les ateliers des confectionneurs de Villefranche et de Lyon, comme Revel qui s'installe à Thizy en 1971 pour la lingerie féminine. Ces annexes ne dépassent guère les 30 ou au maximum 50 ouvriers, car l'exode limite les possibilités d'embauche. C'est ainsi que, faute de main d'oeuvre, une importante affaire de Grandris, la maison Chanfray, qui avait été une des premières à faire l'article de sport, a dû se transporter à Orange en 1971, car ses effectifs étaient tombés de 250 à 50 ! Il ne reste plus pour attester la tradition cotonnière de ce village que deux confections d'articles pour les administrations et les personnes âgées, de 30 et 50 salariés.

La confection à Roanne ne doit rien au milieu local, à l'exception de la chemiserie Magnin-Ronzier-Mignard, créée au début du siècle pour l'article de Thizy et qui connaît une nouvelle expansion depuis qu'elle s'est adaptée à la demande actuelle: elle réalise aujourd'hui 5 millions de chiffre d'affaires avec 100 ouvriers. Deux usines importantes ont été installées après la Libération, dans des tissages désaffectés, par des industriels étrangers à la région, à la recherche de main d'oeuvre. Le premier est un confectionneur alsacien qui a dû abandonner son établissement proche d'Haguenau en 1939. Il s'est installé en 1940 à Ambazac, à vingt kilomètres de Limoges, et en 1947 à Roanne, où il transporte le siège social. Mavest atteint le niveau de la grande entreprise avec 45 millions de chiffre d'affaires et près de 100 salariés, dont 55% à Ambazac pour le pardessus et le complet et 45% à Roanne pour la gabardine, la veste légère et de sport. La seconde affaire

a été montée par un agent publicitaire parisien qui, en 1946, a l'intuition du marché qui va s'ouvrir au vêtement de sport en synthétique. Misant sur la mode et la publicité, elle ne craint pas de proposer des prix élevés. La progression véritable commence en 1965. La marque Olympic partage aujourd'hui avec Faisalp le premier rang en France pour l'article de sports d'hiver et s'impose aussi pour la collection d'été. La direction générale est à Paris. L'unité de Roanne emploie plus de 300 salariés recrutés pour 40% à l'extérieur de l'agglomération et cherche à atteindre les 400. Un atelier a été monté à Thiers. Le manque de main d'oeuvre constitue un goulot d'étranglement. Ce fut également vrai jusqu'en 1973, pour Mavest, qui frète chaque jour un car au départ de Feurs, à 40 km. de Roanne.

B - L'ESSOR DE LA METALLURGIE -

En 1936, la métallurgie ne représentait que 3% du chiffre d'affaires de l'industrie privée dans l'arrondissement de Roanne : elle en représente 25% aujourd'hui. Avec l' Arsenal cette fois, elle n'offrait que 2.000 emplois pour l'ensemble de la région : elle en offre plus de 10.000 aujourd'hui, sans compter les 3.200 emplois que les entreprises locales ont créés au dehors. Elle compte trois des plus importantes affaires de la métallurgie française : le premier arsenal du Groupement Industriel de l'Armement Terrestre, le premier producteur mondial de grues, avec Potain; et avec les Ateliers Roannais de Constructions Textiles (ARCT), le premier exportateur de matériel textile.

Alors qu'avant la guerre de 1939, les entreprises locales et l'Arsenal vivaient, la métallurgie régionale connaît à partir de 1955 une expansion impressionnante. Cette expansion ne doit pas grand chose aux décentralisations et s'opère suivant des formes adaptées aux faiblesses de la région. Deux petites affaires vont connaître un développement à la japonaise, grâce à la conquête d'une avance technologique, qui leur confère un monopole dans un secteur en expansion : les machines à texturer les fibres synthétiques pour les ARCT, les grues pour Potain. Les opérations simples de mécanosoudure et de montage effectuées sur place sont accessibles à une main d'oeuvre sans formation spéciale. Or elle est libérée en grand nombre par la modernisation de l'agriculture et du tissage. Il y a parmi elle, beaucoup de travailleurs indépendants de tradition, aides-familiaux sur la ferme paternelle, artisans, qui n'ont cessé de se mettre à leur compte. La sous-traitance, encouragée par les entreprises "locomotives", car elle éponge les à-coups d'une croissance précipitée et irrégulière, va leur en donner

les moyens; par la suite, ils assurent partiellement leur autonomie par des fabrications propres. Ainsi se met en place autour des grandes firmes, une nébuleuse d'entreprises moyennes et de petits ateliers, où un artisan ou un ancien ouvrier tente l'aventure. Ce schéma apparaît de façon particulièrement nette au nord de la région, qui s'organise autour des deux grandes usines Potain de matériel de levage et de bâtiment, de La Clayette et de Charlieu. La situation est plus complexe dans la zone roannaise, où l'on ne parlait pas de la "table rase".

I - LE DECOLLAGE DANS LES ANNEES 55

La Région de Roanne est restée jusqu'à la guerre un bastion textile entouré de régions métallurgiques : la région stéphanoise et ses avant-postes de la plaine de Feurs au sud; le bassin du Creusot et ses prolongements occidentaux (Génélard, Perrecy-les-Forges, Gueugnon), à la rencontre du vieux foyer nivernais (Fourchambault, Imphy, Bourbon-Lancy) au nord; la région lyonnaise à l'est, la zone de coutellerie thiernoise à l'ouest. Bastion irréductible, où tous les atouts semblent voués à l'échec. Et pourtant elle n'en manquait pas : la proximité des centres d'approvisionnement, les besoins de l'industrie locale, la situation d'abri qui, pendant les guerres, la fait choisir pour les fabrications d'armement.

Les choses vont se modifier à partir de 1939, mais très lentement d'abord. Jusqu'en 1955, il n'y a que 75 emplois créés chaque année en dehors de l'Arsenal. A partir de 1955, on en compte 300. Les germes semés précédemment et qui semblaient ne devoir donner que des fruits secs vont se révéler comme autant de pôles de développement. Des initiatives qui hier tournaient court vont conduire à des réussites éclatantes, parce qu'elles sont bien adaptées au milieu local et que, dans la conscience collective, l'engouement se porte sur la mécanique.

Tableau 3 - La croissance de la métallurgie dans la Région Roannaise.

Emplois	1936	1955	1965	1973	emplois créés par an	1936 1955	1955 1965	1965 1973
Arsenal	1000	2400	2625	3075		70	25	82
secteur privé	1750	2100	5050	7450		75	295	303
aggl. roan.	4450	1500	2600	3500		60	110	112
reste de la région	300	600	2450	3950		15	185	191
dont décentra- lisations			400	1050			40	80
Total	2750	4500	7700	10600		145	320	385

1 - Monolithisme textile et étouffement des atouts jusqu'en 1939

L'industrie textile se borne à faire appel aux gareurs et aux artisans locaux -forgerons, mécaniciens, chaudronniers-, dont l'ingéniosité est souvent remarquable, pour les réparations courantes ou la construction d'une pièce. Les quelques entreprises qui s'agrandissent atteignent rarement la cinquantaine de salariés et sont fragiles. Une seule affaire, qui répond au départ aux besoins de l'industrie céramique régionale, parvient à devenir le premier fournisseur français. Il s'agit des établissements Renou, fondés en 1896, qui se lancent déjà dans l'engineering, installant complètement des usines. Ils ont, en 1930, 250 ouvriers, répartis entre Roanne (150) et Charlieu (100). Mais ils ne survivent pas à leur cession en 1936 à un polytechnicien parisien, qui abandonne la spécialité, ce qui conduit à leur déclin.

La guerre 1914-1918 avait ouvert des perspectives autrement brillantes. On a vu comment l'arsenal gigantesque, conçu par Citroën, pour approvisionner en obus le front, a été mal accueilli par le patronat, et s'est contenté, entre les deux conflits, d'occuper le personnel nécessaire à l'entretien du matériel et des bâtiments. L'usine de munitions Borie et le grand atelier de réparations de wagons, également au Coteau, ne survivent pas à la cessation des hostilités et cette greffe stéphanoise ne se prolonge que dans une petite usine de limes et outils à main, qui disparaît en 1970 (14). Cependant l'annexe de la forge de Nogent-en-Bassigny installée à La Clayette s'enracinera.

Absence de traditions et monolithisme textile entraînent une sorte de phénomène de rejet. On est en présence d'un quasi désert technologique, à cause de la médiocrité de l'équipement, de la rareté des techniciens et plus simplement d'hommes qui ont le "coup de main", et éprouvent de l'intérêt pour le travail du métal.

2 - 1939-1955 : La consolidation de ce qui existe.

Le choix de l'Arsenal en 1952 pour la fabrication en série de blindés et le développement d'une usine d'outillage ancrent la métallurgie à Roanne. Si limitées que soient les retombées de cette première génération d'établissements qui vivent "en vase clos", il va en résulter une familiarisation avec le travail du métal et l'installation à leur compte de salariés.

a) une activité en temps de paix pour l'Arsenal : la construction en série des blindés.

A la veille de la drôle de guerre, l'Arsenal avait connu une nouvelle

flambée : il a compté jusqu'à 13650 emplois au moment de l'armistice. Cette flambée est aussi vite retombée que la précédente puisque sous le régime de Vichy, il ne conserve plus que 1100 personnes (15). La paix revenue, il continue de chercher sa voie tant bien que mal, dans des fabrications civiles (tracteurs, machines-outils), jusqu'à ce que le Groupement Industriel des Armements Terrestres (G.I.A.T.) lui confie en 1952 la réparation et la construction en série de blindés, dont l'étude est réalisée aux A.M.X. d'Issy-les-Moulineaux. Pour la première fois, en dehors des conflits, l'Arsenal, qui prend le nom d'Ateliers de Construction de Roanne, (A.R.E.) (16), reçoit une vocation précise, dans une branche d'"avenir", car l'Etat-Major veut réagir contre les carences dénoncées en son temps par le colonel de Gaulle. L'A.R.E. est chargé du châssis et du montage, alors que la tourelle qui porte l'armement est fabriquée par l'Arsenal de Tarbes. La première série mise en route est celle de l'AMX 13, constituée par le char de 13 tonnes et ses dérivés (poseur de pont, canon automoteur, dépanneur-niveleur, char anti-aérien, véhicule porteur de missiles, transporteur de matériel protégé des retombées nucléaires...).

C'est pour Roanne l'assurance de conserver un établissement doté d'un parc de machines exceptionnel par leur nombre, leur diversité et leur avance technique et de renforcer les effectifs à qualification élevée : sur les 2400 salariés de 1955, on compte 36 ingénieurs et cadres, 178 techniciens, 2.000 ouvriers dont plus de la moitié d'O.P. (17). Leur formation est assurée depuis 1946 par une école d'apprentissage qui conduit au CAP ou au brevet de technicien et qui reçoit des promotions d'une cinquantaine de jeunes.

En 1967, est lancée la série AMX 30, char de 36 tonnes qui développe 750 chevaux, polycarburant, qui fait 65 km/heure sur route, gravit des rampes de 60% et franchit des gués de quatre mètres. La cadence de production est de 18 par mois. En décembre 1972, est lancée une nouvelle série, l'AMX 10, char de 12 tonnes, plus mobile et complètement amphibie. A la faveur de chacune de ces mises en fabrication, des créations d'emplois sont faites : 300 en 67 et 200 en 73, qui coïncident, la première avec la crise du textile, la seconde avec la fermeture de la papeterie Navarre. L'ARE est ainsi devenu le premier établissement de la Région Roannaise et le premier arsenal de France pour l'effectif employé. A la fin de 1973, il avait fabriqué près de 2000 chars AMX 13 et 1100 chars AMX 30 et reconstruit 3000 engins blindés. Le chiffre d'affaires se répartit à 65% pour le neuf (dont 55% pour l'AMX 30), 30% pour la réparation, 5% pour les pièces détachées et les fabrications civiles. Les exportations étaient de 10% en 1970 et 71 et se sont accrues depuis.

L'accroissement du chiffre d'affaires, passé de 170 à 700 millions de francs entre 1965 et 1973, n'a pas été accompagné par une augmentation correspondante de la main d'oeuvre. Il est redevable à un recours de plus en plus important aux achats et à la sous-traitance, qui forment 85% du C.A., dont 36% en provenance du GIAT. La région ne fournit que 10% des approvisionnements, ce qui représente 200 emplois pour le secteur privé.

Cela montre la limite des "retombées". Sans doute l'ARE continue-t-il son rôle d'établissement-pilote, en mettant à l'essai les machines les plus perfectionnées, comme les 34 machines à commande numérique qui fonctionnent actuellement et en testant des procédés nouveaux, comme la grosse soudure à plasma sous gaz neutre (18). Mais l'écart est trop grand avec la métallurgie roannaise naissante pour que celle-ci puisse en profiter. De même, malgré les dispositions prises pour renforcer l'appel à la région pour les approvisionnements depuis la crise du textile, celle-ci n'intervient que pour 35% dans la sous-traitance du châssis, au niveau des techniques les moins élaborées (mécanique simple et tôlerie), contre 50% pour la région stéphanoise. De toutes façons, l'intégration à la région est gênée par le statut d'établissement militaire, quelle que soit la bonne volonté des responsables. Cela est vrai également au niveau du personnel. L'Arsenal ne joue pas le rôle de pépinière de techniciens et d'entrepreneurs qui pourrait être le sien. En effet, y entrer est en quelque sorte pour le métal, l'accès à une aristocratie, car il bénéficie des avantages des ouvriers d'État, en particulier la sécurité de l'emploi, et il ne cherche pas à en partir. Le "turn over" ne porte que sur une dizaine d'ouvriers par an, ce qui est négligeable, et un tiers des partants choisit l'enseignement, comme professeur technique adjoint.

b) le développement de la fabrique d'outillage Demurger.

On peut assimiler, sous l'aspect de la faiblesse des relations avec le milieu local, le cas de l'Arsenal à celui d'une fabrique d'outillage fondée en 1920, qui va connaître entre 1945 et 1955 un remarquable développement. Les établissements Demurger ont été montés par un ingénieur des Arts et Métiers qui avait travaillé à l'usine d'armement Borie au Coteau. Résolu à se mettre à son compte, il choisit une fabrication peu pratiquée en France, celle des lames de scies à métaux. Par la suite, il ajoute les machines à scier et les clés de serrage. La localisation à Roanne n'est pas un handicap, car on peut atteindre un haut niveau de qualité grâce à un bon équipement, à un laboratoire de recherche et à l'encadrement solide d'une main d'oeuvre sans formation particulière. L'amélioration de la productivité, après les deux voyages d'études aux Etats-Unis en 1948 et 1955 du fils du fondateur, une politique commerciale avisée fondée sur la réputation des marques (Ultra-Record pour les lames de scies, Eternum pour l'outillage) valent à la firme une rapide expansion. Entre 1945 et 1955, le personnel passe de 100 à 400 et la

production va encore longtemps doubler tous les six ans. Avec 570 salariés en 1973, dont une centaine d'O.P. et de cadres, la firme produit les deux tiers des lames de scies en usage sur le marché français, soit 7% de la production mondiale, et un millier de machines à scier (19). Mais au moins autant que l'Arsenal, elle vit en vase clos. Elle ne fait rien fabriquer sur place, alors qu'elle est en relations avec Saint-Etienne pour la mécanique et avec Thiers pour la forge des outils. Elle fait appel de façon privilégiée à la main d'oeuvre originaire des campagnes, pour laquelle est arrangé en 1927 un horaire de 6 à 14 heures. Cet horaire qui permet la double journée est encore en pratique aujourd'hui, mais plus pour le "travail noir" que pour les travaux des champs. La possibilité de ressources d'appoint n'engage guère à rechercher une amélioration de sa situation professionnelle.

c) l'impact, limité mais certain, des premiers établissements.

Il ne faut pas cependant mésestimer l'impact qu'ont eu ces établissements. On remarque en effet que l'essor de la métallurgie a d'abord été le fait de l'agglomération de Roanne (voir tableau 3). Le rôle de l'Arsenal a certainement été primordial par son ancienneté, par le nombre et par le prestige des ouvriers d'Etat. Prestige mêlé d'envie et de dénigrement, comme en témoignent les multiples anecdotes sur leur inactivité, thème de choix du folklore local, héritage du temps où l'Arsenal cherchait sa voie. Il a formé des générations de métallos, qui bricolent chez eux, pour le voisin, sont observés par les enfants. Sans doute les Cités de Mably, où habitent les spécialistes venus de toute la France et de l'étranger, est une ville dans la ville, mais l'Arsenal a aussi recruté à la campagne et la familiarisation avec le travail du métal s'étend de proche en proche. En 1970, sur les 3000 salariés, le cinquième réside hors de l'agglomération, dont plus de 200 autour de Charlieu, une centaine dans la Côte, tandis que les cantons de Thizy et d'Amplepuis fournissent des contingents importants d'apprentis (20).

A une époque exceptionnelle, l'Arsenal a connu une vague de départs. C'est en 1945-1946, où les jeunes, au retour du maquis, supportent mal le rythme trop bien réglé du travail et ne croient plus en un établissement, revenu à l'incertitude des conversions en temps de paix. Ils vont mettre à la disposition de la métallurgie naissante de bons professionnels et quelques-uns vont se mettre à leur compte. Après avoir tenté leur chance dans le matériel textile, on les retrouve aujourd'hui à la tête de moyennes entreprises de tôlerie et de mécanique de précision. En 1955 encore, mais c'est un cas isolé, un technicien et un ingénieur quittent la vieille maison pour créer une affaire de construction spécialisée, appelée à un grand renom, la SETIC. On retrouve ce genre d'initiatives, quand une entreprise décline ou ferme et, à ce titre, la crise apparaît comme libératrice d'énergies. C'est le cas de Renou que deux frères, dessinateurs industriels, vont quitter pour se mettre

demeurent, après le retour à Reims en 1950 de l'entreprise de matériel textile qui s'était repliée au moment de l'exode, dans les locaux de l'ancien atelier de réparation de matériel de chemin de fer à voie étroite. Ils vont former le noyau autour duquel va se constituer la métallurgie germanoise.

3 - La croissance à la japonaise des "entreprises-locomotives" à partir de 1955.

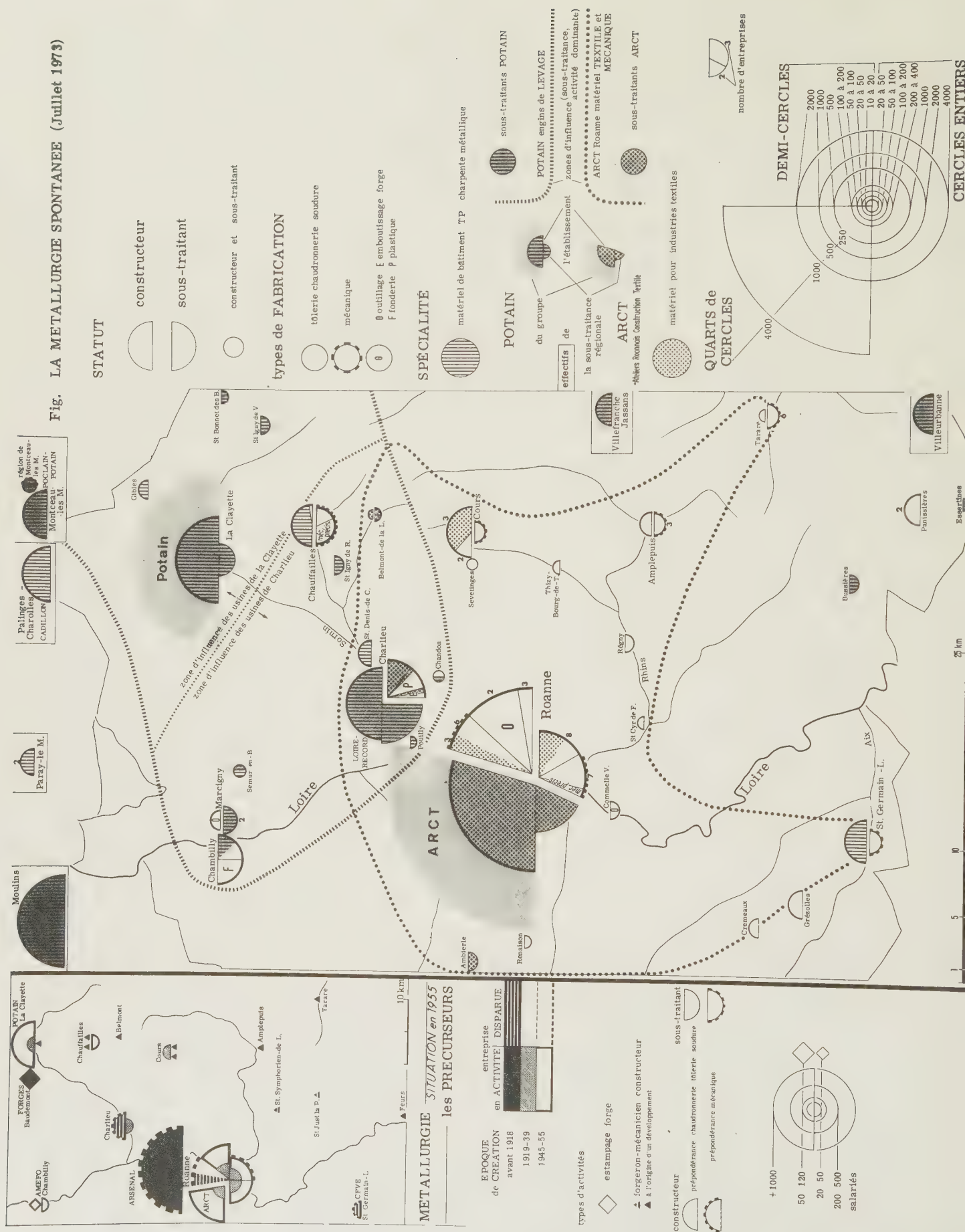
Cette lente préparation, d'origine allogène le plus souvent, va frayer la voie à l'irruption de la métallurgie spontanée à partir de 1955. Celle-ci s'appuie sur la croissance fulgurante des A.R.C.T. à Roanne et de Potain à La Clayette. Entreprises artisanales au départ, elles atteignent ou dépassent 400 millions de francs de C.A. en 1973. Ce n'est pas un phénomène propre à la région. On trouve en France des réussites plus remarquables encore, comme Moulinex à Alençon et Poclain à Plessis-Belleville, village voisin de Beauvais, qui font un chiffre d'affaires respectivement double et triple du leur (21). On trouve des exemples semblables en Europe Occidentale, dans les régions de transition entre l'économie traditionnelle et l'économie moderne : ainsi, dans l'"Italie du milieu", le trust de l'électro-ménager constitué par Zanussi dans le Frioul et le complexe qu'a monté Lamborghini au nord de Modène (22).

L'essor de ces petites entreprises, qui ont su conquérir jusqu'au monopole, un "créneau" laissé libre par la grande industrie est particulièrement bénéfique pour leur environnement. Elles mettent en pratique des techniques simples, accessibles à une population sans formation et souvent encore sans tradition. Elles suscitent un processus d'imitation par l'exemple qu'elles donnent à ceux qui se considéraient hier comme les égaux des grands patrons d'aujourd'hui. Elles en donnent les moyens par la sous-traitance qu'elles fournissent et encouragent. L'apparition, à une quarantaine de kilomètres de distance, de deux pôles de croissance de l'importance des ARCT et de Potain, pour ce qui est une petite région à l'échelle nationale, est l'élément majeur de l'importance prise par la métallurgie dans la Région Roannaise, à partir de 1955.

a) les A.R.C.T.

En 1922, un ingénieur des Arts et Métiers, descendant d'une famille protestante de Valence, Elisée Crouzet, monte à Roanne les Ateliers Roannais de Constructions Textiles. C'est un établissement modeste d'une vingtaine d'ouvriers qui, comme bien d'autres dans la ville, répond aux besoins locaux. Il produit des bobinoirs et des cannetières pour le coton. Mais très tôt,

Fig. LA METALLURGIE SPONTANEE (Juillet 1973)



les ARCT vont se tourner vers les fibres nouvelles. En 1925, ils adaptent leur matériel à la viscose et commencent à travailler pour l'extérieur. Ils sont bien placés pendant la guerre, pour mettre au point et fabriquer en grand la gamme complète de matériel de préparation polyvalent, capable d'utiliser les fibres artificielles, dont a besoin l'industrie régionale. Ils ont 250 ouvriers à la Libération et adaptent alors ce même matériel aux fibres synthétiques, ce qui leur permet de se maintenir : ils ont plus de 300 salariés en 1955.

- une position de monopole.

Le tournant décisif va être pris en 1956 avec la construction de la première machine à fausse torsion. Les ARCT ont désormais trouvé leur voie royale que suit avec beaucoup de clairvoyance, de sens commercial et d'aptitude technique, le second fils du fondateur, Henri Crouzet, qui est à la tête de la maison depuis 1929. Cette voie, c'est le matériel pour la texturation, qui consiste à fabriquer avec des fibres chimiques, des filés ayant l'apparence frisée des fibres naturelles. On peut y parvenir par le moulinage classique, mais cela revient très cher. On avait observé -et des brevets avaient été pris en France entre les deux guerres- qu'on arrivait à ce résultat, en donnant une fausse torsion à un fil multifilaments de fibres artificielles et en la fixant à la chaleur, mais la frisure disparaissait au premier lavage. Or avec les fibres synthétiques, qui sont thermostables, non seulement la frisure demeure, mais on obtient des longueurs deux à trois fois supérieures, des volumes dix fois plus importants qu'à l'état libre, donc le maximum d'effet couvrant. Mais ce "fil-mousse" utilisé pour les bas et les chaussettes ne convient pas pour les articles qui ne doivent pas se déformer. Les recherches aboutissent à la sortie en 1960 de la "F.T.F.", avec laquelle on parvient à contrôler l'élasticité, grâce à la succession de deux torsions en sens opposé fixées par la chaleur, ce qui assure le maintien du tissu : c'est la fibre Lycra utilisée par exemple pour les maillots de bain. En 1968, est créée en collaboration avec la firme suisse Heberlein de Zurich et Saint-Gall, une broche maintenue par deux aimants dans un champ magnétique, qui tourne sans frottement ni usure, donc sans perte d'énergie, à raison de 10.000 tours-minute, au lieu de 4.000 pour la F.T.F. (23).

Cette avance technique, sans cesse accentuée, repose sur un atelier de recherches et de construction de prototypes de 60 personnes. Cela ne représente en 1970 que 4% du personnel, alors que la moyenne dans la métallurgie française est de 9%. Il est vrai qu'il est épaulé par un service technico-commercial, plus étoffé que la moyenne nationale: 8% y compris les monteurs, au lieu de 6%. Celui-ci est chargé des essais sur les machines

de série pour répondre aux problèmes posés par la clientèle. Cependant, les fabrications réalisées en usine sont relativement simples puisque la fonction de production, dans cette industrie de pointe, emploie un pourcentage de main d'oeuvre un peu plus élevé que le taux français, (78 au lieu de 76,3%), avec il est vrai une plus grande place au service des méthodes (7,4 au lieu de 5,4%) (24).

La maîtrise technologique conduit au monopole sur un marché en expansion très rapide, puisque les fibres synthétiques qui représentaient 25% de la consommation textile en 1960, en constituent 50% en 1973. En 1970, le constructeur américain Leßona s'est retiré du marché et il ne subsiste plus que quatre concurrents en Europe, dont Scragg à Manchester, qui exporte en URSS. Le petit industriel de Saint-Pierre-sous-Aubenas, vingt fois moins important, sera finalement absorbé, pour constituer une filiale, la SOTEXA. Les ARCT équipent l'industrie nationale, en particulier les deux usines de préparation des chaînes du groupe Rhône-Poulenc Textiles, situées à Lyon et à l'Arches dans les Vosges. Mais plus de 80% du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation. Ils sont à ce titre la 40ème entreprise française, ce qui vaut à Henri Crouzet de siéger au conseil d'administration de l'Institut de Développement Industriel (I.D.I.). En 1971, ils ont absorbé 87% des investissements dans la texturation aux Etats-Unis, où ils ont installé en 1966 une filiale commerciale et un magasin de pièces détachées, ARCT Incorporated, à Grensboro, dans le district cotonnier de Virginie. En 1973, derrière les Etats-Unis qui représentent encore 30% des ventes à l'étranger, contre la moitié en 1971, on trouve l'Italie et les pays du Marché Commun, l'Extrême-Orient, l'Europe de l'Est, l'Amérique du Sud, l'Inde et le Proche-Orient.

La production a augmenté très vite jusqu'en 1969. Alors a été atteint le rythme de 100 machines fausse torsion par mois, qui est le rythme actuel en période normale. Mais on observe de très fortes variations, qui peuvent aller du simple au double, d'une année à l'autre. Elles sont inhérentes à un marché dépendant de la conjoncture internationale et sensible à la concurrence, car ce n'est pas une tâche aisée que de sortir toujours la machine qu'il faut au moment voulu. C'est ce que montre l'évolution du C.A. en millions de francs constants depuis 1968 :

1968 : 220 M.f.	1971 : 440
1969 : 335	1972 : 245
1970 : 310	1973 : 330

Avec un C.A. de 460 millions de francs courants en 1973, les ARCT étaient la 12ème entreprise de la région Rhône-Alpes. Vingt ans plus tôt, il n'était que de 5 millions !

La situation de monopole permet de vendre à un prix très élevé : la machine à fausse torsion et son équipement sont facturés 300.000 Frs en 1970. Ainsi est réalisée une valeur ajoutée extrêmement forte (166 millions en 1973), soit près du double de celle de l'Arsenal pour un C.A. de 30% inférieur, soit encore 10 millions anciens par salarié, trois fois plus qu'à l'Arsenal. Le cash-flow, où les bénéfices sont aussi importants que les amortissements et les provisions, est de 13%.

Ces moyens financiers considérables ont permis la constitution d'un groupe puissant de matériel textile qui compte 2800 salariés en 1973. Les ARCT se sont d'abord attachés à contrôler les entreprises concurrentes de matériel de préparation. La SOTEXA, dont il a été fait mention, produit avec 340 salariés 12 machines fausse torsion par mois et du matériel de moulinage. Réunis à partir de 1960, les étcs. Pain-Bourgeas de Valence et Fougéirol aux Ollières en Ardèche, dont les installations ont été transférées en 1968 à Valence, forment l'Atelier de Construction Bourgeas-Fougéirol (A.C.B.F.) qui occupe 220 salariés.

Dans le souci de diversifier leur production, les ARCT ont absorbé en 1969 la Société de Construction Mécanique de Stains, une filiale de Rhône-Poulenc, spécialisée dans le matériel de filature (filières et étirages). L'usine de la banlieue parisienne, qui employait 500 ouvriers a été transférée à Roanne. Enfin ils se sont intéressés au tissage, en prenant une participation de 34% dans la société Verdol. Cette vieille affaire lyonnaise, réputée pour ses mécaniques jacquard, a élargi sa gamme aux métiers sans navette et aux retordeuses. En 1973, elle compte 400 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 60 millions, dont 85% à l'exportation. A la demande de l'I.D.I., les ARCT ont pris, en 1973, une participation de 5% chez Lebocey à Troyes, premier constructeur français de métiers à tricoter (1200 salariés), qui lors de la crise de la maille au mètre a connu de sérieuses difficultés.

Les investissements se font par autofinancement. En 1970, est construit, sur un terrain de 80.000 m² acquis dans la zone industrielle de l'Arsenal, un bâtiment de 10.000 m² où se fait l'usinage, alors que l'essentiel de l'assemblage se fait à l'usine de la route de Charlieu et que le centre directionnel se trouve à l'usine-mère, rue Cuvier. L'ensemble de Roanne occupe 1700 salariés en 1973, répartis entre 550 cadres, techniciens, agents de maîtrise et employés et 1150 ouvriers, dont les deux tiers sont considérés comme professionnels. En bonne année, 70 ouvriers sont recrutés parmi les jeunes sortis du lycée technique avec le C.A.P. L'usinage, qui consiste en tour, fraisage et rectification, concerne le carter, qui correspond à la carrosserie des automobiles. Les O.S. sont chargés du travail répétitif sur machines pointées et l'assemblage est effectué essentiellement par soudure. Les

spécialités délicates, comme le montage électronique et l'équilibrage des broches n'occupent encore qu'un personnel réduit. Les pièces délicates sont faites à l'extérieur. Elles correspondent aux achats proprement dits, ce que l'usine ne fait pas elle-même et commande sur modèle, à la différence de la sous-traitance stricto-sensu, ce que l'usine peut faire, mais préfère donner au dehors, en raison de la surcharge de la capacité de production. Les approvisionnements ont correspondu en 1973 à plus de 100 millions de francs, soit près du quart du C.A. Ils concernent, en ordre décroissant, les broches qui viennent de Suisse; toute la construction électrique, depuis les moteurs fournis par la C.E.M. à Lyon, jusqu'aux transformateurs, régulateurs, tableaux de bord, qu'on se procure à Paris, Lyon et Grenoble; les roulements et la visserie acheminés de Saint-Etienne et de la vallée de l'Arve; la fonte, les profilés d'aluminium, les laminés d'acier qui proviennent de la région stéphanoise; les tôles, les traitements de surface.

Les ARCT font reposer largement leur croissance sur les approvisionnements : en 1967, avant l'absorption de l'usine de Stains et pour une production inférieure d'un tiers, l'effectif était déjà de 1150. Ils n'ont pas cherché à installer à Roanne les fabrications qui relèvent de la mécanique de précision ou de l'électronique. Ils ont fermé leur fonderie, estimée insuffisamment rentable. De même ils font systématiquement appel à la sous-traitance pour épouser les à-coups de la demande.

- Une influence sur la région, qui repose moins sur les approvisionnements que sur les salariés directs.

Aux achats, la part de la région est faible et intéresse au plus fort de l'activité 200 salariés pour des opérations simples : un peu de fonderie, davantage d'injection plastique, de découpage et de tôlerie. Elle est plus importante pour la sous-traitance qui, en période normale, occupe également 200 ouvriers à l'usinage et à l'assemblage. On s'adresse à peu près exclusivement à elle, sauf pour l'outillage, quand la demande ne presse pas trop, car la proximité favorise la modification fréquente du détail des ordres, rendue nécessaire par l'évolution très rapide des fabrications. Mais elle ne forme que le tiers de la sous-traitance aux périodes de presse, où on fait appel aux centres lyonnais, grenoblois, stéphanois et, à un moindre degré, à Thiers, Clermont-Ferrand et Nevers.

A Roanne, ils s'adressent à des maisons solides auxquelles ils assurent un volant de travail ou, de préférence, à des entreprises qui sont dans leur dépendance presque complète, comme Manceaux et la Tôlerie Industrielle Roannaise, qui avaient en 1973 100 et 40 ouvriers. Ces entreprises ont une existence fragile: elles embauchent quand elles ont des commandes et licencient quand elles n'en ont plus. Elles recrutent aisément un personnel jeune, car elles paient au rendement. Il leur est difficile de se rendre autonomes,

eux et leur confient des façons difficiles, en petite série, qu'il reviendrait trop cher de faire chez eux. Depuis 1971, les ARCT ont leur propre sous-traitant, la Société Mécanique de Charlieu (125 salariés), qu'ils ont installée dans une fabrique de jouets. Ils ont encouragé l'établissement de petites entreprises d'une trentaine de salariés, comme Plasti-Industrie à Ambierle et la fonderie installée à Belmont par un de leurs fournisseurs de Saint-Jean-d'Ardières, près de Belleville-sur-Saône. En dehors de la métallurgie, ils font faire des caisses dans les Monts de la Madeleine, mais les "retombées" concernent surtout le bâtiment et les transports routiers.

En fait l'impact des ARCT sur le milieu roannais réside principalement dans la présence d'une main d'oeuvre directe bien rémunérée, assurée de l'avenir et qui a pu jouer ainsi un rôle syndical de pointe. Les salaires supérieurs de 15% environ à ceux de la métallurgie roannaise, se rapprochent de ceux de la Région Parisienne et sont bien supérieurs au salaire moyen perçu dans le Roannais. Outre l'intéressement qui représente : des sommes non négligeables, les avantages sociaux sont considérables. Ils sont gérés par le Comité d'Entreprise, alimenté par un versement patronal de 2,75% du montant des salaires et un versement ouvrier de 1%. Ses réalisations, citées en exemple, contribuent à l'image de marque d'entreprise d'avant-garde sur le plan national et d'ilôt privilégié sur le plan régional. Elles comprennent une caisse mutuelle d'assurance-maladie avec des centres de soins gratuits en optique et chirurgie dentaire; une caisse d'entr'aide; un club omnisports de 800 personnes; des centres de séjour de vacances aux Deux-Alpes et en Haute-Loire; l'organisation des mercredis d'enfants; un centre culturel et de loisirs luxueux doté d'un animateur permanent; un restaurant enfin, qui a rendu possible la journée continue depuis le 1er janvier 1972. Quant au contrôle de la vie de l'entreprise, le Comité n'est pas une simple chambre d'enregistrement et la commission de formation et de perfectionnement a un rôle réel. La puissance des syndicats est certaine. Les ouvriers sont syndiqués à 90% environ. La CGT recueille 80% des voix, face à la CFDT, dont l'influence n'est pas négligeable. Leur combativité n'est pas sans rappeler celle du syndicat cotonnier à la fin du XIX^e Siècle et déborde du cadre de l'entreprise. La "Voix des ARCT" est le bulletin CGT de la métallurgie roannaise. Et en 1968, ils ont joué un rôle actif dans la généralisation de la grève: ils ont envoyé des délégations dans les usines du pays noir stéphanois, où la précarité de la situation économique incitait les ouvriers à la prudence, comme à la bonneterie la plus isolée de la campagne roannaise.

Tout cela leur vaut un grand prestige dans le monde ouvrier et attire la méfiance du patronat. Il est bien certain que beaucoup d'affaires qui

envisageaient une décentralisation à Roanne dans la métallurgie s'inquiètent du climat social et du niveau de rémunération dans les deux principales affaires de la place : les ARCT et l'Arsenal.

b) Potain

Très proche des ARCT par le type de fabrication et la réussite technologique, la société Potain en diffère sensiblement de par ses origines et son environnement foncièrement ruraux (25).

- Un paysan qui devient industriel.

Faustin Potain est "un paysan qui s'est fait ouvrier, puis artisan, puis industriel". Né à La Clayette en 1898, dans une famille d'agriculteurs, il fait son apprentissage de maçon à la sortie de la communale; puis, après le service militaire, il entre en 1920 comme ouvrier chaudronnier aux Forges. Il apprend les bases du travail du métal qu'il va appliquer à sa première expérience professionnelle : le bâtiment. En 1928, en effet, il s'installe à son compte avec deux compagnons et fabrique du matériel pour la maçonnerie : seaux, brouettes, tréteaux et déjà des sapines, simples treuils qui sont les ancêtres de la grue. Son ingéniosité le conduit en 1929 à déposer un brevet pour des liens d'échafaudage en métal, qui remplacent avantageusement les cordages peu sûrs qui reliaient les perches de sapin, puis à mettre au point une gamme de sapines perfectionnées. Les difficultés économiques de la grande crise le conduisent, comme les tisserands-colporteurs de jadis, à parcourir toute la semaine les environs pour vendre sa production. Sa femme tient la permanence à l'atelier et assure la gestion. Il a une trentaine de salariés à la veille de la guerre, qui arrête l'activité du bâtiment. Il lui faut se reconvertir dans l'armement, pour le compte de son grand voisin du Creusot, Schneider. Avec les moyens du bord et deux équipes qui travaillent douze heures durant, il parvient à expédier quatre wagons de bombes de 120 kilos par semaine. Il survit pendant l'occupation, en s'adaptant aux besoins du moment: il fabrique des fours à charbon de bois, des poêles à sciure, des gazogènes. Mais en 1945, il reprend une de ses activités d'avant-guerre : le matériel de levage pour le bâtiment et les travaux publics. C'est une intuition de génie, à la veille d'une époque où la construction va connaître un grand développement, que de se lancer dans cette branche qui en est à ses balbutiements.

La grue moderne, qui succède au treuil, relève d'une technologie récente, élaborée par les Allemands entre les deux guerres. Ils mettent au point la grue à tour, à flèche relevable, de 10 à 100 tonnes-mètres. Sa construction est introduite en France par Lobe, un monteur de la maison Wolff, qui installe deux grues à Lyon pour l'entreprise Pitance. Le jeune israélite,

inquiet de la montée du nazisme, entre chez Weitz, société de matériel de bâtiment, d'origine alsacienne, installée à Gerland après 1870, où il crée la division des engins de levage. Il a l'idée de passer de la grue à tour, qu'il faut déplacer, à la grue télescopique, où un chariot distributeur se déplace le long de la flèche. En 1940, la maison Richier absorbe Weitz et en 1955, contrôle 70% de la production française de grues. Elle a alors pour principal concurrent, Pignon qui, venu acheter chez Richier, s'est fait expliquer les procédés de fabrication et sort toute la gamme dans son usine de Belley. Derrière lui, on trouve Boillot-Pétolat à Dijon, intégré aujourd'hui au groupe S.E.B. et enfin Potain, qui vient d'atteindre les 250 ouvriers. En 1970, alors que Richier en difficultés a été racheté par Ford, c'est au tour de Potain de fournir 70% de la production française. Il est à la tête du premier groupe mondial avec 3000 salariés, y compris ceux des agences.

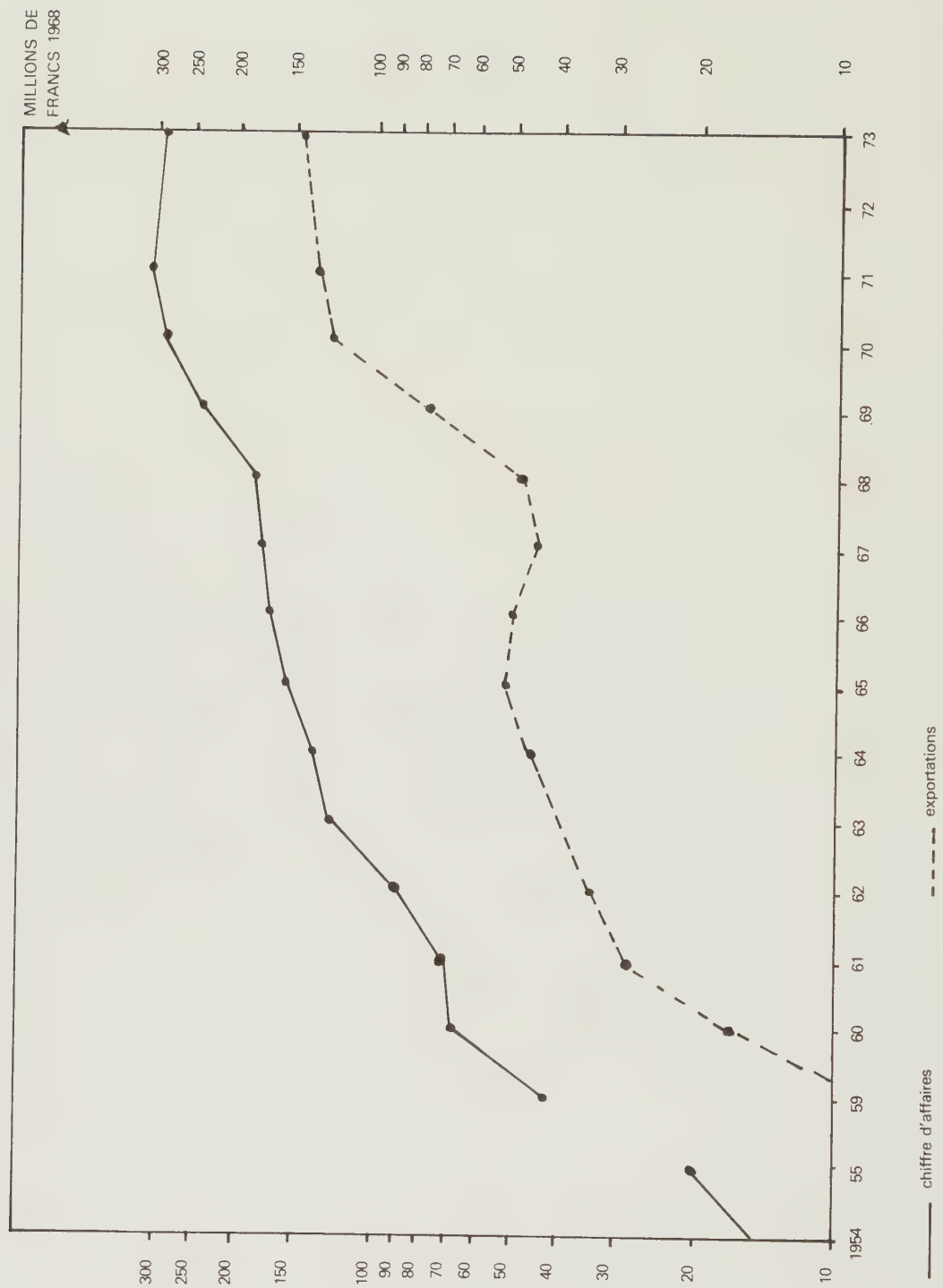
- La conquête d'une position de monopole (1955-1970).

Cette étonnante ascension trouve ses secrets dans la transition réussie de l'artisanat à la grande industrie et dans l'implantation rurale.

De l'atelier d'origine sont hérités des structures légères de type familial et l'esprit d'équipe partagé par les ouvriers. Ils se sont longtemps conservés jusqu'à ce qu'après 1970, s'imposent l'obligatoire éclatement et la normale "fonctionnarisation". Tout repose sur trois personnes : Faustin Potain pour les relations commerciales, sa femme pour les finances et Jean Noly pour le technique. C'est un dessinateur industriel, ancien élève de l'école professionnelle La Martinière à Lyon, originaire de La Clayette et qui aspirait à y retourner, quand Potain l'engage en 1946. Célibataire, il va se consacrer passionnément à son métier et se révéler chercheur inventif et remarquable organisateur. Le "trio de départ" saura, au fur et à mesure des besoins, s'entourer des compétences nécessaires, le plus souvent originaires des maisons concurrentes. Car il fallait atteindre la maîtrise qui assure le monopole.

Le service de recherches comprend actuellement 50 personnes. Animé par Jean Noly, il va être à la pointe des techniques nouvelles. Les apports essentiels portent sur le montage rapide grâce aux vérins hydrauliques en 1957; sur les progrès de la télécommande grâce au dispositif "Record-Control" en 1961; sur l'augmentation de la puissance maximum qui passe de 140 tonnes-mètres en 1960, à 200 entre 1961 et 1966 et à 350 en 1970; l'allongement de la flèche de 40 mètres en 1960 à 70 mètres en 1971. L'amélioration du rapport qualité-prix est obtenue par la recherche de l'optimum d'allègement des charpentes. Sur le plan de la fabrication, en dépit d'une production qui se fait en petite et moyenne série, voire à l'unité, car il faut répondre aux exigences particulières de l'utilisateur, on s'attache à la standardisation des pièces détachées et à la rationalisation des méthodes.

Fig. 40 - ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE POTAIN DE 1954 A 1973



Le technico-commercial n'est pas en reste. Un excellent service après-vente est mis en place très tôt, avec un magasin de pièces de rechange à La Clayette et un réseau d'agences en France. La première est établie à Paris en 1952. La prospection des marchés étrangers est entreprise systématiquement dès 1955. Elle s'accompagne d'une adaptation à la législation en matière de sécurité, dans le cas de l'Allemagne, ou aux particularités des techniques de construction dans les pays anglo-saxons, où la grue est installée sur le bâtiment et monte en même temps qu'il s'élève. Les exportations augmentent régulièrement jusqu'en 1965, où elles représentent le tiers du C.A., puis à nouveau après 1969, pour atteindre 51% en 1973, dont la moitié vers l'Allemagne Fédérale.

La qualité de l'organisation est une chose, mais Potain n'aurait sans doute pu s'imposer si aisément sans les caractéristiques propres de la main d'oeuvre rurale, dure à la tâche et peu exigeante. Les campagnes voisines de La Clayette vont la fournir en abondance. Or les charges salariales représentent la moitié du prix de revient des grues. C'est pourquoi les pays à niveau de vie élevé comme les Etats-Unis préfèrent les importer. Certes les aides familiaux venus des fermes voisines, qui sont de loin les plus nombreux, n'ont pas de formation technique. Mais beaucoup sont employés dans l'assemblage et la soudure s'apprend en une semaine. Pour l'usinage, ils sont formés sur le tas. Les premiers professionnels viennent moins des forges de La Clayette que des mines de charbon de la Chapelle-sous-Dun, réouvertes pendant la guerre et fermées en 1960. Par la suite, on en recrute comme chefs d'équipe à Lyon, à Saint-Etienne et au Creusot et on les retient en leur procurant des logements confortables. En 1961 est créée une école, qui conduit au CAP des promotions d'une vingtaine d'apprentis. Aujourd'hui la main d'oeuvre est considérée comme la meilleure du groupe. La direction s'accommode d'une "certaine lenteur d'exécution", que compense "le bon esprit" de cette main d'oeuvre jeune et stable, "courageuse, intelligente, qui s'adapte facilement". Les premières équipes d'ouvriers vont travailler "comme des sauvages", à l'image de la direction. Elles construisent les bâtiments nouveaux pendant les congés payés. Les salaires n'ont pas de peine à être plus élevés que ceux pratiqués à la terre ou dans le tissage. Pendant longtemps, la préoccupation des conditions de travail et des réalisations sociales passe au second plan. En 1967 encore, on fait 47 heures et demie par semaine. La CGT s'implante tardivement et le pourcentage d'adhérents reste faible.

- L'obligatoire éclatement : une croissance trop forte pour le bourg d'origine.

Avec des charges salariales restreintes et d'autre part des prix de

vente élevés que l'avance technologique permet d'imposer, l'entreprise dégage des marges bénéficiaires très fortes, qui sont autoinvesties pour répondre à l'accroissement de la demande. SARL en 1950, elle devient société anonyme au capital de 600.000 nouveaux francs, porté par étapes à dix millions en 1965. Le C.A. augmente de façon particulièrement rapide entre 1959 et 1963 et entre 1968 et 1970. Il est multiplié par quinze en francs constants entre 1955 et 1970 (voir figure) !

Alors que les ARCT ont réalisé autour de Roanne l'intégration du matériel de préparation des fibres synthétiques, la petite bourgade de La Clayette, située au pied des Monts du Charo lais et que l'on n'atteint que par des routes tortueuses, ne peut faire face aux exigences d'un grand groupe national. L'agence de Paris va attirer le siège social et la division exportation, pour lesquels on construit en 1964 de vastes bureaux à Chevilly-Larue, à proximité de l'aéroport d'Orly (90 salariés). Longtemps retardée, la décision de transférer le siège administratif à Lyon-Ecully est finalement prise en 1971. Il occupe aujourd'hui 240 personnes, ce qui a entraîné une centaine de départs de La Clayette. Sans parler des contraintes de situation, le développement de l'usine-mère se heurte à des contraintes de site. Les installations actuelles sont une agglomération illogique de bâtiments établis de bric et de broc, au fur et à mesure de l'acquisition de parcelles sur le versant sud en pente raide d'un affluent du Sornin. Il y a enfin le goulot d'étranglement de la main d'oeuvre. Les effectifs, qui s'élevaient déjà à 600 en 1967, pour atteindre un maximum de 800 en 1972, proviennent pour l'essentiel d'un rayon de 30 km. Mais le Brionnais et les monts du Charollais continuent de se dépeupler. Aujourd'hui les trois quarts des ouvriers résident à La Clayette et dans les environs immédiats. Trois cars de cinquante places partent chaque matin de Paray-le-Monial, Chauffailles et Matour.

L'usine de La Clayette, qui fabrique les grues-tours lourdes ne réalise plus que 18% du C.A. du groupe. Dans les perspectives d'expansion qui étaient celles de 1973, on prévoyait de lui réserver les fabrications complexes (mécanismes, automatismes, prototypes), à cause de la qualité technique des ouvriers, qui comptent 50% d'C.P. La construction des charpentes et le montage devaient être répartis entre les établissements de Jassans, bourgade jumelle de Villefranche sur l'autre rive de la Saône, et de Montbrison, en cours d'installation.

Potain a d'abord cherché à s'implanter dans la région, mais Roanne fait figure de repoussoir à cause des hauts salaires de l'Arsenal et des ARCT et du militantisme syndical. Le choix se fixe sur Charlieu, en septembre 1956, où l'on mise sur la crise de la soierie. Mais le travail convient mal aux tisseurs, déjà âgés et habitués à un métier qui requerrait plus d'attention que

de force physique. Ils cherchent un autre emploi, au bout de deux ou trois ans. Aussi l'essor de l'usine est-il tardif, mais il dépassera les prévisions. Il tient à la réussite de la grue légère mobile à flèche distributrice, qui fait abandonner l'autre fabrication prévue, celles des bétonnières. Envisagée pour 200 à 300 emplois, la société Loirecord, filiale à 99% de Potain, qui n'avait que 100 salariés en 1961, en compte 500 en 1973, auxquels il faut ajouter plus de 300 emplois procurés à la sous-traitance régionale. Dès 1964, il a fallu faire appel aux étrangers : on en compte 80 aujourd'hui, des portugais pour la plupart. Et très tôt, la main d'œuvre d'origine agricole s'est substituée aux tisseurs. En 1970, sur 340 salariés, 40% venaient de la périphérie de Charlieu : 15% des communes limitrophes, 15% des cantons de Belmont et de Perreux et 10% du Brionnais (20). En 1967, est construite une usine neuve de 10.500 m², portée à 16.000 m² en 1973, sur la commune de Saint-Nizier. Au cours du premier semestre de 1973, la production moyenne mensuelle a été de 175 machines, qui vont jusqu'à 60 tonnes-mètres. Loirecord a réalisé la même année le tiers du chiffre d'affaires du groupe.

Les premiers déboires avaient conduit à rechercher la proximité de Paris ou des grands axes de communication. En 1959, est acquis à Moulins un terrain de 80.000 m², sur lequel s'élève une unité consacrée aux grues-tours de dimension moyenne, jusqu'à 180 tonnes-mètres. Elle est devenue la première du groupe avec 830 salariés en 1973, après en avoir compté 300 en 1964 et 500 en 1967. Puis les nouvelles implantations sont attirées vers l'est et, d'abord, dans le bassin du Creusot qui a toujours été un centre important de sous-traitance pour La Clayette et qui disposait d'un surplus de jeunes ouvriers qualifiés. En 1966, est installée sur la zone industrielle de Montceau-les-Mines, Potain Poclain Matériel, filiale à 50% des deux constructeurs, qui allie les techniques de levage de l'un à celle de l'hydraulique haute pression de l'autre. P.P.M. est devenu aujourd'hui le premier producteur français de grues de manutention automotrices, avec 600 salariés et un C.A. de 90 millions en 1973, dont 45% à l'exportation, dirigée pour plus de la moitié sur l'Allemagne. L'affaire est maintenant dirigée par Poclain, qui détient 75% du capital. Potain et Poclain ont constitué en outre le holding C 2 P, où ils sont l'un et l'autre minoritaires, qui est surtout une structure de concertation et d'information. En 1972, enfin, Potain s'est installé sur l'axe rhodanien. A Villeurbanne, Acomat (150 emplois) produit des grues routières pour chantiers, alors que l'usine de Jassans, ouverte en 1973 (100 emplois) est le propre sous-traitant de La Clayette pour les charpentes des grues lourdes.

La moitié du chiffre d'affaires du groupe n'en continue pas moins de se faire dans le nord de la Région Roannaise. Comme il s'agissait d'une zone

agricole et peu peuplée, la fabrication des engins de levage et de bâtiment est vite devenue une activité omniprésente, soit par l'attraction de la main d'oeuvre vers les deux usines de La Clayette et de Charlieu, soit par l'éveil de l'esprit d'imitation, mis en confiance par une croissance ininterrompue pendant vingt ans.

II - LA CONSTITUTION DE REGIONS METALLURGIQUES (voir figure 39)

1 - La région nord : la monoindustrie du matériel pour le bâtiment.

L'industrie régionale du matériel de bâtiment, gravitant autour de Potain, emploie 2500 salariés, dont la moitié pour les trois cantons de Marcigny, Semur et La Clayette. Pour ce secteur, où la tradition manufacturière n'a jamais vraiment pénétré, il s'agit pratiquement de monoindustrie. En effet, les autres branches en dehors du bâtiment ne fournissent que 500 emplois, dont la moitié dans la confection d'implantation récente : les bonnetiers de Roanne ont mis à profit le déficit en emplois féminins. A Chauffailles, la métallurgie occupe aujourd'hui deux fois plus d'hommes que le textile. Dans l'agglomération de Charlieu, où s'interpénètrent à égalité l'influence de Potain et les influences roannaise et extérieure, avec 650 emplois dans chaque cas, elle fournit les deux tiers des emplois masculins (26).

a) l'industrialisation spontanée d'une région fortement agricole.

Potain a introduit la construction de matériel de bâtiment, dans une région parfaitement vierge de tradition métallurgique, mais aussi particulièrement réceptive.

Parfaitement vierge, à l'exception des Forges de La Clayette, dont on a vu le rôle au début de la carrière de Faustin Potain. Elles demeurent un établissement important, par la qualité de leurs pièces estampées en aciers spéciaux et la diversité de leur gamme, qui va de quelques grammes au quintal. Elles viennent de connaître une forte expansion : depuis 1955, les effectifs sont passés de 72 à 175 et le chiffre d'affaires du premier semestre de 1974 est égal, en francs constants, à celui de 1968 (10 millions). Mais les Forges ont peu de liens avec la région : leur intégration dans le groupe Creusot-Loire, par l'intermédiaire de Marine-Firminy est déjà ancienne; elles s'approvisionnent dans la région stéphanoise et la sous-traitance locale est inexistante; enfin elles travaillent pour l'ensemble du marché national. Sans doute, la main d'oeuvre ressemble fort à celle des usines Potain, particulièrement à celle de Charlieu : elle est jeune (34 ans d'âge moyen), d'origine agricole proche (45% des salariés résident en dehors de La Clayette et de Baudemont), comporte 20% d'étrangers et est formée surtout d'O.S. Le niveau technologique

poussé des fabrications les rend difficilement imitables : on ne connaît que deux ouvriers à avoir monté un atelier dans les environs.

- "une main d'oeuvre en or"

La région était particulièrement réceptive. Si le sud autour de Charlieu et de Chauffailles a une ancienne tradition manufacturière, le règne du textile y était moins exclusif que dans le "coeur" thizerot et tararais. Quant au Brionnais et à la Sologne Bourbonnaise autour de Marcigny, ils étaient restés purement agricoles. Les paysans-ouvriers n'ont jamais été très nombreux, à cause des structures relativement satisfaisantes ou de l'attachement à la condition d'emboucheur et il n'en reste pratiquement plus aujourd'hui. Les ouvriers sont essentiellement des jeunes en surnombre sur l'exploitation familiale. Cette main d'oeuvre se révèle excellente, car elle est habituée à l'effort physique, qu'il faut fournir pour manipuler le métal. De plus, elle est attirée par la mécanique. On sait que la motorisation est pour les hommes de la terre un symbole de promotion et qu'ils sont pratiquement obligés de réparer par eux-mêmes le matériel. Le paysan s'occupe mieux de son tracteur que le citadin de son auto.

La "mécanique" se trouve entourée de prestige, même si la différence des salaires avec le textile n'est pas aussi forte qu'on aurait pu le supposer. En 1960, à Chauffailles, la moitié des métallos ne gagne pas 500.000 francs par an. Le salaire moyen du soudeur est le même que celui du tisseur : 38.750 francs par mois. Celui d'un O.P., du tourneur par exemple, est de 46.600 Frs (27). En juillet 1973, la rémunération horaire moyenne chez un sous-traitant de Loirecord est de 6,50 francs, alors que le SMIC est à 5,20 f. Il est vrai que l'ouvrier est au rendement et cherche à faire en huit heures ce qui est prévu pour dix. Ce salaire peut paraître suffisant, voire inespéré, à des gens habitués à de faibles revenus. Leurs dépenses sont réduites, car ils habitent jusqu'à leur mariage la ferme paternelle, découvrant ou retrouvant le genre de vie mixte. Plus tard, ils restaureront une maison abandonnée ou construiront sur un terrain donné par les parents, avec l'aide d'amis. Pour tout ce qui peut être produit localement, la nourriture ne revient pas cher : le congélateur est d'usage courant et on prend le temps de faire son cidre avec les pommes que les propriétaires ne ramassent pas.

Cette main d'oeuvre possède pour le patron une précieuse qualité -et nous avons vu que ce fut une des causes de la percée de Potain-, c'est d'avoir "bon esprit", d'être peu exigeante et peu revendicative. En effet, ses besoins sont encore modestes et elle n'a pas de tradition syndicale ni la conscience d'appartenir à la classe ouvrière. Il va sans dire que tout est fait pour que rien ne vienne troubler ces bonnes dispositions. On veille

à ce que les unités restent à "taille humaine"; on évite le seuil de 500 salariés dans les grandes entreprises et on retarde autant qu'on le peut celui des 50, qui rend obligatoire le comité d'entreprise dans les petites. Les dispositions de sécurité sont difficiles à contrôler dans des ateliers dispersés et bien des soudeurs omettent de porter les lunettes qui les gênent, pour aller plus vite. La rémunération au rendement permet de tirer parti de la vitalité d'une main d'oeuvre jeune. Et on sait bien que celui qui a commencé comme ouvrier devient souvent le patron le plus exigeant. Le cas de ce forgeron de Chauffailles, qui a monté une affaire de mécanique de précision, est exceptionnel. Dès 1960, précédant la législation, il fait participer les ouvriers au chiffre d'affaires; il tient des réunions d'information et il organise des cours du soir (27).

- le matériel de bâtiment, une activité qui se prête à l'esprit d'entreprise.

L'ouvrier fait preuve dans son travail de l'intérêt qu'il apporterait à sa propre affaire. En effet, le fait d'être salarié apparaît comme une solution d'attente, à ces travailleurs indépendants de coeur, que sont ces fils d'agriculteur, de tisseur à domicile, de commerçant ou d'artisan. Ils ont une arrière-pensée tenace, celle de se mettre à leur compte. La sous-traitance est là pour leur faire gravir la première marche, celle qui doit les mener à la diversification des marchés et à la mise en place d'un secteur de fabrications propres, afin de n'être pas dans la dépendance de la marche des affaires d'un donneur d'ordres unique. La réussite dépend des qualités personnelles et de la formation préalable de celui qui tente l'aventure. L'ouvrier a plus de mal à acquérir son autonomie, que l'artisan qui a été confronté aux problèmes de gestion. L'association avec un comptable, un représentant de commerce est une bonne solution, mais rarement pratiquée. La réussite dépend aussi de la politique du donneur d'ordres : il faut que la marge bénéficiaire soit suffisante, mais à l'inverse un contrat avantageux peut donner une fausse sécurité.

Les fabrications ne doivent pas être trop complexes pour être accessibles à des gens qui n'ont d'autre formation que l'école primaire et l'ingéniosité à bricoler. Or la construction des engins de levage, une fois que l'on se procure les moteurs et les mécanismes de télécommande, s'apparente à un travail de mécano-soudure simple et qui n'est pas précisément minutieux. Alors on voit apparaître des formes d'organisation, qui sont plus du ressort de la débrouillardise avec les moyens du bord que d'une technologie raffinée. Certains se sont mis à leur compte sans savoir lire un dessin industriel. On ne trouvait au départ guère plus de 10% de professionnels par rapport à

l'effectif total. Les ouvriers travaillent avec une forme, pièce terminée qui sert de modèle, ou avec un mannequin, gabarit pour percer des trous. On n'a pas commencé autrement chez Potain. Les choses s'améliorent à la longue. Le fondateur envoie son fils au lycée technique. L'apprentissage se fait sur le tas. On organise des cours du soir au cours complémentaire, ébauche de la section technique que l'on trouve aujourd'hui dans les CEG ou CES de Chauffailles, Cours, Saint-Germain-Laval, Panissières. Les "dons" et le temps font le reste. L'usine-mère de La Clayette a aujourd'hui la main d'oeuvre la plus qualifiée du groupe Potain.

b) les anciens de Potain : des constructeurs à l'origine de centres secondaires.

Elle fut bien sûr le point de départ. Pourtant, à l'origine, à cause de son caractère pionnier, elle trouve peu de répondants indigènes à ses besoins en sous-traitance : quelques ouvriers qui se sont mis à leur compte, quelques artisans, mécaniciens et charrons, dans un rayon de trente kilomètres. L'essentiel, soit l'équivalent de 300 emplois, est encore réparti en 1964 à égalité entre deux entreprises allogènes : Cothenet à Montceau-les-Mines et AMEFO à Chambilly, bourg jumeau de Marcigny, sur l'autre rive de la Loire. Cothenet est une ancienne usine de chaudronnerie, où sont assemblées les différentes pièces composant le châssis des grues mobiles et les ogives des grues pour parcs de stockage. AMEFO, qui résulte de la fusion de la fonderie d'aluminium et de l'atelier de construction de compresseurs, installés par des parisiens en 1946, travaille à 80% à l'assemblage des grosses grues (28). Cependant, les premiers ouvriers ou artisans à s'être lancés dans la sous-traitance vont souvent se retrouver à la tête d'affaires de moyenne importance qui exploitent un créneau laissé libre par Potain. C'est ainsi que la métallurgie s'implante à Charolles, Chauffailles et autour de Charlieu.

Charolles, à 20 km. au nord de La Clayette, le type même de la sous-préfecture endormie qui ne se réveille que le jour du marché, va voir se développer la firme Cadillon. En 1973, elle occupe 300 salariés répartis entre l'usine-mère, spécialisée dans la grue télescopique de petite dimension et l'annexe établie en 1964 à Palinges, à 15 km. au nord, sur la Bourbince, qui fait déjà partie du bassin du Creusot. Elle sort les bétonnières de 120 à 230 litres de capacité et le petit matériel (moto-treuil, échafaudages, pièces de soutènement), qui sont connus sous la marque Champion. Des accords de commercialisation ont été établis avec Potain. Dans la période difficile ouverte en 1974, ils risquent de faire place à l'intégration pure et simple : les fabrications de Charolles seraient transférées à Charlieu, alors que Palinges serait développée.

A l'origine de la reconversion de Chauffailles, on trouve la figure pittoresque de Jean Fricaud. Entré comme ouvrier chez Potain en 1937, bientôt contremaître, il établit en 1941, dans un local désaffecté du vieux centre textile, le petit atelier qu'il avait ouvert à La Clayette. Avec une dizaine d'ouvriers, il fait des fabrications adaptées à cette période de pénurie : plaques de chaussure à semelle de bois, baguettes métalliques pour sacs à provisions, pétrins mécaniques, car on se remet à faire son pain... En 1943, il fait des pièces détachées pour Potain, puis assure l'assemblage et se transporte dans une usine plus spacieuse. L'année 1954 marque le tournant de l'affaire. Il a alors une cinquantaine d'ouvriers. Il abandonne Potain pour Yumbo et construit pour le compte de cette société, à laquelle il achète un brevet italien, de petites pelles hydrauliques. C'est le succès. En 1962, il livre entre 40 et 50 machines par mois et emploie 170 ouvriers. Il a agrandi les bâtiments, renouvelé le matériel. Mais inquiet pour lui et ses fils de se trouver dans l'obligation de passer au stade de la grande entreprise, il prend sa retraite et cède son affaire à Yumbo. Sous la raison sociale de Simetho, l'établissement de Chauffailles fabrique les chenilles pour les pelles hydrauliques montées à Genas, près de Lyon, sur les châssis construits à Saint-Germain-Laval. Simetho va subir les fluctuations des groupes auxquels Yumbo va être rattaché. Elle est d'abord reprise par Gévelot, la manufacture d'armes de Bourg-Les-Valence, qui cherche à diversifier ses activités (29). Mais, en 1970, Yumbo est rachetée par International Harvester, dont le nom apparaît maintenant en grandes lettres insolites au milieu des vieux tissages. Simetho souffre au début de la restructuration, puis retrouve le nombre d'emplois de 1962. Si Jean Fricaud a abandonné les grues et les pelles, c'est que ce terrien avait une passion : le bateau. En 1952, il construit le premier voilier mixte à coque d'acier. La renommée vient quand Bernard Moitessier, le navigateur solitaire, lui commande le Joshua, qui franchit le Cap Horn. Comme il est difficile de Chauffailles de rejoindre un fleuve, il construit les ateliers Meta à Tarare...où l'on n'est qu'à 30 km. de la Saône. Ses fils complètent la production de bateaux de plaisance par la sous-traitance de pièces difficiles. Ainsi peuvent-ils rester, avec une vingtaine de salariés, "de grands artisans".

Boffet, dont le père, forgeron, réparait avec quelques compagnons les pièces de métiers et les socs de charrue, se met à travailler pour Potain. Lui aussi s'oriente dans une voie originale, la mécanique de précision : trains d'atterrissages, boîtes à vitesse, pièces pour centrales nucléaires, prototypes pour la Monnaie... Il dispose d'un outillage perfectionné et a contribué à l'organisation de cours du soir. L'effectif est passé de 50 salariés en 1960 à 87 en 1973. Deux sous-traitants qui travaillent l'aluminium ont monté, l'un une fabrique de jouets restée au stade artisanal, l'autre une fabrique de casseroles qui n'a pu dépasser celui de la petite entreprise (30). On relève enfin cinq entreprises de mécanique générale, postérieures à 1960, qui

comptent une quarantaine de salariés, et dont l'activité repose sur le travail pour La Clayette et Loirecord.

Charlieu va lui aussi être concerné. A Saint-Denis-de-Cabanne, les établissements Vito, qui font les bétonnières pour chantiers individuels et les échafaudages tubulaires, emploient 66 salariés et envisageaient la construction d'une nouvelle usine. Un agriculteur d'Ambierle, qui avait appris le maniement du tour en Allemagne pendant le S.T.O., s'installe d'abord à Charlieu avant de bâtir un local neuf plus vaste, sur la commune de Chandon. Il complète la sous-traitance pour Loirecord, par des fabrications propres, d'après ses propres brevets : tailleuses de haie, dispositif pour verser le sable dans les bétonnières. Il a une cinquantaine d'ouvriers.

c) Les sous-traitants de Loirecord et la structure en nébuleuse.

Lorsque Loirecord va se développer à partir de 1964, elle se trouve dans un milieu habitué à ce type de fabrications, puisque l'usine de La Clayette fonctionne à plein depuis une dizaine d'années. Si la filiale de Charlieu achète au loin toutes les pièces relevant d'une technologie complexe : mécanismes hydrauliques et électriques, roulements, essieux..., elle confie en sous-traitance autant de mécano-soudure qu'elle en réalise en usine, soit l'équivalent de 350 emplois. Cela s'explique par plusieurs raisons : le désir que l'unité de production ne dépasse pas 500 personnes, chiffre atteint avec l'encadrement; la difficulté de trouver un millier de salariés sur Charlieu et sa région ; la nécessité de rentabiliser des équipements comme les chaînes de traitement, qui ne peuvent l'être que pour de grandes quantités. Loirecord a cherché à remplacer le recours aux régions de Saint-Etienne, du Creusot et d'Angoulême, nécessaire au début et lors des périodes de pointe, comme le premier semestre 1973, par la sous-traitance régionale qu'elle organise systématiquement. Elle assure l'essor de petites entreprises chargées de la fabrication exclusive d'une pièce. Par exemple, la mâture intérieure (ce qui est télescopé) est confiée aux ateliers de Semur-en-Brionnais, et la mâture extérieure (ce qui sert à la translation) aux établissements Jean de Marcigny. Elle fournit les fers, les plans, l'assistance technique et le sous-traitant se borne à l'apport de la main d'oeuvre. L'aire de recrutement est ainsi élargie aux campagnes autour de Marcigny et, au delà de l'aire de Roanne que l'on évite, aux campagnes manufacturières de la soie de BussièrespPanissières (voir tableau 4).

Tableau 4 - Les principaux sous-traitants de Loirecord en juin 1973

Localité	Désignation	date de création	nombre de salariés	dont pour Loirecord
Marcigny	Ateliers de la Loire	193.	40	30
	Jean	1960	65	65
Chambilly	AMEFO	1946	240	50
Semur en Brionnais	Ateliers du Brionnais	1962	50	30
Chandon	Poyet	1950	50	30
Pouilly-s/ Charlieu	Mont	1960	15	6
St-Igny-de- Roche	Ateliers de Calodon	1971	30	30
Essertines- en-Donzy	Terrade	1965	70	70
Bussièrès				
Total			560	310

Le dynamisme de Loirecord a repoussé vers l'est, dans le bassin du Creusot et jusqu'à la Saône, avec l'unité de Jassans, la zone d'influence de l'usine de La Clayette. La sous-traitance induite localement n'est cependant pas absente et elle a introduit la métallurgie dans les Monts du Charollais, où deux petites affaires sont apparues ces dernières années. A Saint-Bonnet-de-Joux, chef-lieu de canton à 15 km. à l'est de Charolles, un jeune qui a eu l'expérience des différents services chez Potain, s'est installé avec l'aide de la direction et a 40 salariés. A Saint-Bonnet-des-Bruyères, à une quinzaine de km. à l'est de Chauffailles, l'atelier monté par un ancien ouvrier de Cadillon, en compte quinze.

Pour le sous-traitant réduit à n'être qu'un fournisseur de main d'oeuvre, la tentation est grande de satisfaire exclusivement à la demande du donneur d'ordres, ce qui limite l'effet d'entraînement. C'est l'option de Jean, un savoyard qui a tenu un garage au Maroc avant de s'installer à Marcigny, et de Terrade, un serrurier de Feurs, passé de la petite réparation à la tôlerie industrielle. Le cas, cependant, n'est pas général. Vérizay, à Saint-Bonnet-de-Joux, a pris un brevet pour des appareils à traiter la vigne. Aux Ateliers du Brionnais, à Semur, fondés par deux anciens ouvriers de La Clayette, qui avaient travaillé aussi à Lyon, Roanne ou Chambilly et qui se sont associés à un employé de banque et à un représentant de commerce, la sous-traitance

ne représente que 40% du C.A.. Ils construisent une grue à pieds rétractables, que le petit entrepreneur peut transporter en camion d'un chantier à l'autre. Mais Potain qui a réalisé dans ses bureaux d'études le modèle qu'ils ont conçu, a déposé le brevet et se charge de la commercialisation. Le reste de leur C.A., soit 20% est fourni par les bâtiments agricoles et industriels métalliques et cette branche est appelée à s'accroître. Les associés de Semur se sont mis à l'école de voisins qui ont acquis une notoriété certaine dans ce domaine, comme Boucau et Grosbeau, un ancien sous-traitant de Potain et de Cadillon, à Paray-le-Monial, et Pisone, un ancien directeur de chez Grosbeau établi à Gibles, à 6 km. à l'est de La Clayette.

Petits et grands constructeurs font appel à des artisans, qui peuvent avoir quelques compagnons, pour l'outillage et les petites séries. Loirecord a recours à une dizaine d'entre eux, à Charlieu et dans la montagne, au Cergne par exemple. Les Ateliers du Brionnais en font travailler quatre dans le canton de Marcigny. Ce sont de jeunes ouvriers qui ont acheté un pas de porte de garagiste ou de forgeron et qui assurent aussi les réparations ou la fabrication des balcons et portails qu'on leur commande. Ainsi se complète la nébuleuse de la sous-traitance, autour de chaque grande entreprise, dont l'aire de rayonnement est délimitée selon la proximité géographique.

2 - L'agglomération roannaise et les centres isolés : une plus grande diversité.

Hors de la zone nord, la métallurgie est moins homogène et plus inégalement répartie. Elle est concentrée dans l'agglomération roannaise, qui regroupe 7.000 emplois, avec sa zone de diffusion. A côté, on ne trouve que de petits centres de métallurgie spontanée. Il faut faire une place à part aux établissements décentralisés, qui apparaissent comme surimposés au milieu local. A leur niveau, la différence de nature d'industrie est assez secondaire, puisque les entrepreneurs extérieurs à la région ont surtout recherché la disponibilité d'une main d'oeuvre peu exigeante.

a) l'agglomération roannaise et ses satellites : un complexe qui s'élabore ?

Le poids de la métallurgie roannaise est bien supérieur à celui de la zone nord, pour la main d'oeuvre, mais encore plus pour le chiffre d'affaires, à cause de valeurs ajoutées et de salaires plus élevés (31). En même temps, elle est plus diversifiée dans ses possibilités, avec l'équilibre entre la mécanique et la tôlerie-chaudronnerie, ainsi que dans ses fabrications, avec deux dominantes en dehors de l'armement : le matériel textile et l'outillage. Tout cela s'explique par une histoire qui, pour être récente, s'appuie sur un passé plus long et par la présence de plusieurs pôles de développement.

Le premier pôle est l'Arsenal et nous n'y reviendrons pas. La métallurgie spontanée est dominée par les ARCT, qui, à eux seuls, représentent autant d'emplois (1700) que les autres entreprises privées, à l'exclusion de la fabrique d'outillage Demurger, dont nous avons vu les particularités. Leurs effectifs, qui ont doublé depuis 1955, se répartissent à peu près également entre les maisons qui sont à titre principal constructeurs et celles qui se consacrent surtout à la sous-traitance et à l'entretien. Leur croissance a été parallèle à celle des ARCT et on a assisté au passage de petites affaires dans la catégorie moyenne, entre 50 et 150 salariés.

Tableau 5 - Evolution de la répartition par taille des petites entreprises métallurgiques dans l'agglomération de Roanne.

Nbre de salariés	Nbre d'entreprises	de 5 à 10	de 11 à 50	de 51 à 100	de 101 à 150	Nbre d'entrep	Nbre de salariés
1955		8	10	2	-	20	500
1973		7	14	7	2	30	1130

Sources 1955 - La région Roannaise (48), carte n° 19
1973 - ASSEDIC

Les raisons de cette croissance apparaissent dans les besoins nouveaux en sous-traitance offerte à la région par l'Arsenal et les ARCT. Ils s'ajoutent à la nécessité constante d'entretenir l'important parc de machines de l'industrie locale, sans parler des aménagements courants de chaudronnerie et tuyauterie. On trouve là l'origine de bien des entreprises anciennes et certaines se sont maintenues dans ce registre. C'est le cas pour les installations de chauffage de Poussereau et de Lecq et Lefevre (17 et 48 emplois), de Marijon pour la réparation des moteurs électriques (20) et surtout de Besson, pour la rectification et l'échange standard des moteurs, qui a monté deux ateliers à Lyon et à Saint-Etienne (90 salariés et 9 millions de C.A.). Après la Libération, la Chambre Syndicale des Tisseurs avait même monté une société chargée de l'entretien des usines, la Mécanique Générale, qui survit aujourd'hui grâce à la production de monte-charges (27 emplois). Mais le plus souvent, l'entretien, comme la sous-traitance, sauf dans le cas signalé des entreprises trop dépendantes du donneur d'ordres, en l'occurrence les ARCT, sont la marche-pied vers les fabrications propres.

Bien des nouveaux-venus, dont la plupart sont des ouvriers sortis des ARCT, ont pu ainsi accéder à la maîtrise de leur affaire. Parmi les

constructeurs, la plus belle réussite est celle de la SETIC, fondée en 1955 par un ingénieur et un technicien de l'Arsenal. Ils exploitent d'abord le brevet d'une machine à plier en zigzag le coton hydrophile, puis surtout celui d'un bobinoir à double torsion pour les câbles métalliques. Cet appareil est fort demandé à l'étranger, surtout en Europe de l'Est, ce qui a valu à la SETIC l'Oscar de l'Exportation en 1966. L'entreprise se borne aux études et au montage. Elle fait fabriquer les pièces à Roanne, sauf pour les plus compliquées qui sont commandées à Saint-Etienne ou à Chambilly pour la fonderie, ce qui représente davantage d'emplois au dehors qu'à l'usine (45 salariés). Le chiffre d'affaires a doublé depuis 1969 : il est de 13,5 millions en 1973, dont 9 à l'exportation. D'autres petites entreprises exploitent un brevet-maison, qui leur vaut un quasi monopole dans leur spécialité. C'est le cas d'Orty (8 millions de C.A. et 50 emplois) et de Malbrunot (35 emplois), pour les abattoirs de volailles, ou encore Chalumeau et Ducros pour un générateur à air propané, utilisé par Gaz de France (15 emplois) (32). A ces fabrications ingénieuses liées au hasard des inventions, s'ajoutent les constructions héritées des besoins de l'industrie locale. La SOMIP (anciennement Renou), a relancé les concasseurs qui déchiquettent non plus seulement l'argile pour la céramique, mais les engrais, les déchets, ce qui leur a permis de réduire à 40% la part du C.A. demandée à la sous-traitance (65 emplois). Les éta. Vincent (60 salariés) font le matériel pour fabriquer les agglomérés pour la construction. On trouve aussi pour l'industrie textile d'anciennes maisons : deux petites affaires, l'une pour les peignes à tisser, l'autre pour les dévidoirs (13 et 21 emplois) et une assez importante, Barriquand, qui fabrique des encolleuses, des machines pour teinture et apprêt, dont la commercialisation est assurée par les ARCT (125 emplois). Des machines pour teinture et apprêt, on est souvent passé aux cuves en acier inoxydable. C'est le cas de Deleu, qui s'est agrandi dans une ancienne teinturerie de l'Hôpital-sur-Rhins (20 emplois) et des Constructions Soudées au Coteau (53), où une entreprise de Pont-Sainte-Maxence (Oise), spécialisée dans la soudure radiographiée, a repris les ateliers laissés en 1960 par une société de matériel de teinturerie de Flers-les-Lille, installée en 1940. Elles font des cuves pour l'industrie chimique ou alimentaire, la construction atomique et exportent vers l'Europe de l'Est. Enfin dans le domaine de la tôlerie, les éta. Sigoure, montés dans les années 50 par un ancien ouvrier de l'Arsenal emploient 140 ouvriers, dont 40 dans l'annexe récemment ouverte à Crémeaux, à la production de lampadaires et de cuves à mazout.

Parmi les sous-traitants, plusieurs ont atteint un renom qui dépasse le cadre de la région. La SO.RO.ME. atteint un niveau technique partagé par cinq ou six entreprises en France, pour les pièces pour l'aéronautique et l'électronique et elle s'est fait une spécialité des appareils de mesure de force (75 emplois). Créés à la même époque (1950), mais par un ancien des ARCT et non plus de l'Arsenal, les Ets Thinard sont recherchés pour le taillage des engrenages (35 emplois). Etabli plus récemment, un autre ouvrier des ARCT, Woloszyn monte les prototypes en tôlerie et chaudronnerie. Ces cas sont exceptionnels. La plupart des sous-traitants répondent aux besoins de la place et forment un réseau hiérarchisé qui s'étend de façon diffuse à toute la zone qui va de la Côte Roannaise à Cours et Tarare, d'ouest en est, et de Marcigny et Charlieu à Saint-Germain-Laval du nord au sud. On trouve sur les marges des établissements importants, comme AMEFO à Chambilly ou Coquard à Saint-Germain-Laval, qui ne travaillent pas exclusivement pour elle. A Charlieu, la croissance de Loirecord n'a pas étouffé l'influence roannaise qui contrôle 300 emplois, avec la récente annexe des ARCT (185 salariés), une affaire d'estampage antérieure à la 2ème guerre mondiale (une cinquantaine), et surtout, les ets. Tixier, créés en 1950 par un représentant de commerce et qui font les pièces plastiques destinées à la construction mécanique. Ils sont donc passés de 50 à 125 salariés de 1968 à 1972, bien qu'un de leurs ouvriers ait monté à Ambierle en 1967 "Plastic-Industrie", qui en compte 35. Puis on trouve de petites entreprises, d'une vingtaine de salariés en chaudronnerie, comme Liébra à Régnay et d'une dizaine en mécanique, comme à Renaison, à Charlieu et à Cours. Enfin on trouve l'ouvrier qui s'est mis à son compte. Seul, ou avec un ou deux compagnons, il reçoit souvent les ordres de petits constructeurs, qui sont eux-mêmes sous-traitants. Ainsi la SOMIP passe des ordres à un de ses anciens ouvriers qui travaille seul sur deux tours, dans sa cave à Roanne, à un autre établi dans une grange, avec son père, à Ronno, près d'Amplepuis, et à deux ateliers, l'un à Marcigny, de 4 personnes, installé par un ancien de Potain, l'autre de 12 personnes en Saône-et-Loire.

La métallurgie roannaise, l'Arsenal mis à part, connaît les mêmes faiblesses structurelles que celles du nord de la région. Elle est très dépendante des marchés étrangers et se cantonne dans des fabrications simples, qui tiennent plus de la construction métallique que mécanique. On fait venir de l'extérieur moteurs et appareillage électrique et électronique, faute d'ouvriers qualifiés et parce que l'équipement est incomplet : on y trouve peu de tours verticaux et on ne peut y faire de rectification de pignon. Mais la vitalité des petites et moyennes entreprises assure la solidité de la métallurgie spontanée à Roanne. Son implantation serait plus fragile, si elle était limitée aux seuls ARCT. D'autre part, petites et moyennes entreprises offrent une

gamme de fabrications et de possibilités techniques qui se complètent. Une douzaine d'entre elles viennent de prendre conscience de l'intérêt qu'elles auraient de collaborer, afin de concourir à des offres de marché importants en France et à l'étranger et se sont constituées en G.I.E. (33). Signalons enfin que la chambre syndicale de la Métallurgie Roannaise signe ses propres conventions collectives, sur la base d'une grille de salaires supérieure à celle du reste du département de la Loire.

b - trois centres autonomes

A l'intérieur de la zone de sous-traitance roannaise, trois centres indépendants se sont dégagés : Panissières, Saint-Germain-Laval et Cours, situés aux deux extrémités de la montagne manufacturière. Panissières a su se donner une spécialité : la caravane, sans avoir pu encore s'imposer au plan national. L'idée vient d'un mécanicien, Léon Notin, mais son affaire subit des fluctuations (63 emplois). Un de ses ouvriers s'est tourné vers les remorques - magasins pour forains et son affaire connaît une croissance régulière : elle a 50 salariés et a réalisé 3,6 millions de C.A., dont 20% à l'exportation en 1973.

A Saint-Germain-Laval, la métallurgie est devenue de loin le premier employeur, avec 240 salariés contre 75 dans le textile. Elle s'est implantée dès 1950, mais regarde plus vers Saint-Etienne que vers Roanne. L'affaire la plus importante peut apparaître autant comme une décentralisation que comme une reconversion. GEVARM, filiale de Gévelot (29) s'est installée en effet en 1950 dans les locaux laissés libres par la société de matériel textile de Sedan, qui s'y était repliée pendant la guerre. Elle fabrique d'abord pour le compte de Yumbo, qui finit par être intégré au groupe, les châssis des pelles hydrauliques. L'établissement prospère, passe de 2400 à 8200 m2 couverts, de 50 à 200 salariés, jusqu'à la reprise par International Harvester de Yumbo, en 1970. Gevarm est alors privé de son principal débouché et il y a 27 licenciements en 1971. La diversification de la sous-traitance en mécano-soudure et hydraulique pour l'industrie des travaux publics et la construction de tracteurs spéciaux à chenilles (un tracteur-vigneron sous licence achetée à Creusot-Loire et un petit tracteur pour paysagistes) assurent la reprise : on compte aujourd'hui 180 emplois, plus 60 à l'usine de Saint-Etienne, où on fabrique surtout des armes. Gevarm a réalisé 17 millions de C.A. en 1973. La 2ème affaire est locale, puisqu'elle associe un directeur de coopérative agricole, Coquard, qui lui a donné son nom, au propriétaire d'un tissage qui venait de fermer et à son fils, ingénieur de Centrale. Elle se spécialise dans la sous-traitance des pièces lourdes, pour l'Arsenal de Roanne et les centrales atomiques. Elle compte 60 ouvriers. Les techniciens sont venus au départ de Saint-Chamond et elle a ouvert une annexe à Saint-Etienne. La présence de ces établissements a fourni l'encadrement d'O.P., qui a facilité le développement

de l'entreprise industrielle de bâtiment (portes et persiennes), montée par un serrurier du village, à Grézolles, à quelques km. à l'ouest de Saint-Germain (60 emplois).

A Cours, la métallurgie qui occupait une cinquantaine d'emplois en 1955, en fournit aujourd'hui plus de 300. C'est maintenant un centre non négligeable de construction de matériel textile, grâce à l'ouverture progressive aux marchés national et international d'affaires familiales, artisanales au départ, qui répondaient aux besoins particuliers de la place. L'entreprise Laroche, montée par un forgeron en 1892, s'est orientée vers la préparation à la filature des déchets textiles (effilocheuses, batteuses, dépoussiéreuses), ce qui lui confère un monopole. De 1924 à 1960, où elle a 40 salariés, elle passe du marché local au marché français. Depuis qu'en 1963, elle prospecte les pays anglo-saxons, elle se développe très rapidement. En 1973, elle a 110 salariés à Cours et 30 dans une annexe pour le découpage, près de la gare de Roanne. L'entreprise Kapps, fondée en 1918, par un alsacien qui a repris un atelier, prend son essor après 1939, quand elle se spécialise dans les machines à filer à gros numéros, et surtout en 1968, quand elle acquiert une licence italienne de métiers à tisser sans navette. Entre 1968 et 1973, le nombre de salariés monte de 15 à 90, bien qu'elle sous-traite dans la région la moitié des pièces nécessaires, et le chiffre d'affaires augmente de 2 à 13 millions. On trouve encore cent salariés répartis entre trois ateliers de sous-traitance, dirigée pour une bonne part sur Lyon, d'implantation récente dans deux cas. Enfin en 1970, pour répondre aux besoins de l'usine de menuiserie standardisée, a été établie une fabrique d'huissierie métallique (30 salariés).

Notes du Chapitre II - L'INITIATIVE LOCALE A LA BASE DE LA RECONSTRUCTION
de L'ECONOMIE

- (1) JEAN-PIERRE HOUSSEL (15), Les comportements dans le passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne en pays développé, in L'ESPACE GEOGRAPHIQUE, n° 3, 1972, p.167-176.
- (2) TEXUNION INFORMATION (75), n° 5, déc. 1972, p.10-15.
- (3) le transformateur-marchand achète le fil à la filature et le revend façonné à la demande aux tisseurs.
- (4) L'usine Rhône-Poulenc-Textile de Roanne in CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), n° 26, 15 Août 1972, p.189-192
- (5) Il y a eu de nombreux articles dans la presse consacrés aux difficultés du groupe Boussac, par exemple Josée Doyere, L'avenir du groupe Boussac, in LE MONDE du 31.3.1974 et Alain Jemain, L'affaire Boussac, in ENTREPRISE, n° 968, 29.3.1974, p. 56-65.
- (6) Les autres polyesters sont importés ou sont des filés fabriqués par Rhône-Poulenc, mais qui ne présentent pas les qualités requises pour obtenir la consécration "tergal". Depuis 1968 surtout, ils sont récupérés par les mouliniers et revendus façonnés à Tarare.
- (7) Les industriels de Tarare ont évité de fabriquer le voile sur métier Rachel, qui concurrence directement le voile tergal. Le voile rustique est fabriqué à Pontcharra, dans un ancien tissage repris par Noxtex, filiale commune à la S.A.T.F. et à un petit fabricant; à Tarare par Thivel et Godde-Bedin et à Violay par Linder.
- (8) y compris les communes limitrophes, Pontcharra, les Olmes et Saint-Forgeux.
- (9) Les établissements Etienne Motte Fils et Cie n'adhèrent cependant pas au Syndicat de l'Industrie Lainière de Cours.
- (10) JEAN MOLLIE, (118), L'évolution du tissage de soie dans la région Rhône-Alpes, mémoire de maîtrise, oct. 69, p.
- (11) JEAN-PIERRE HOUSSEL (16), Essor des villes manufacturières de l'habillement et industrialisation spontanée dans "l'Italie du milieu", RGL, n° 4 1972, princip. p. 378-381.
- (12) CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), Tableau des chiffres d'affaires des entreprises de la Loire, depuis 1969.
- (13) On emploiera le terme plus usité de confection, alors que le terme exact est "habillement", puisqu'il s'agit de chaîne-trame.
- (14) Il s'agit des établissements Massardier, au Coteau.
- (15) Deux publications d'entreprise donnent une documentation précise :
G.I.A.T., sans date (1974) ni pagination
A.R.E., sans date (1974) 20 p.
- (16) Les arsenaux sont désignés par la lettre A (ateliers) suivie de la première et de la dernière lettre du nom de la ville. Ainsi, AMX = Ateliers d'Issy-les Moulineaux; ARE = Ateliers de Roanne.

(49)

- (17) Comité d'Expansion du Département de la Loire, la Région Roannaise, 2ème partie, analyse des structures de base, 1961, 48 p., princ. p. 18.
- (18) Le gaz est chauffé à 3.000 °, jusqu'à une production d'ions telle que le métal est volatilisé.
- (19) CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), Les établissements Demurger, n° 32, février 1974, p. 186-187.
- (20) C.R.E.S.A.L. (60), Relations internes et externes de la Région Roannaise, 255 p., Oct. 1970, 2ème partie, les relations issues de la main d'oeuvre.
- (21) ENTREPRISE, La force de frappe de l'industrie française, classement, n° 982, 4 juillet 1974, p.66.
- (22) JEAN-PIERRE HOUSSEL (46), p. 370-381
Sur Zanussi, BRIGITTE PROST, Le Frioul, région d'affrontements, thèse de doctorat, Imp. Louis-Jean, Gap, 352 p., princ. p.
- (23) ELYANE HOSATTE (443), Les industries métallurgiques à Roanne, mémoire de maîtrise, juin 1970, 126 p., princ. p. 54-77.
- (24) JEAN-MARIE NARBOUX (449), Le tertiaire industriel à Roanne, mémoire de maîtrise, mai 1971, 106 p., princ. p. 52.
- (25) On a utilisé les publications d'entreprise suivantes :
- La 15.000 ° grue Potain, 8 p., 1964
 - MONITEUR-ARGUS, n° 7, 1965, Le portrait du mois : Faustin Potain, 12 p. (extraits)
 - Connaissez-vous Potain ? 1972, 4 p.
- (26) Pour Chauffailles et l'agglomération de Charlieu (c'est-à-dire Charlieu, Saint-Nizier et Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne et Chandon), il s'agit toujours de l'emploi industriel, sans le bâtiment.
- (27) CHANTAL DEROCHE (409), Etude des cantons de Belmont et de Chauffailles, D.E.S., 1962, p.104.
- (28) MONITEUR-ARGUS, n° 7, 1965, Faustin Potain, p.7.
- (29) Le groupe Gévelot comprend d'autres filiales, comme Moynot pour les pompes et Guetner, pour la fonderie d'aluminium sous pression (l'usine de Pontarlier fabrique des carburateurs pour automobiles). Voir CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), Gévarm, n° 34, 15-9-1974, p. 192-193.
- (30) CHANTAL DEROCHE (403) p. 128-136.
- (31) Pour la métallurgie, on n'a pas retenu les n^{os} INSEE correspondant à la réparation "domestique", comme les garages (264), la réparation de cycles et motocycles (267) et la réparation d'installations et d'appareils électriques (289). Cela représente pour l'agglomération de Roanne 450 emplois environ sur un total de 3877 en 1973.
- Pour la zone nord, on évalue le chiffre d'affaires à 250 millions, dont 200 pour les établissements Potain. Pour l'agglomération de Roanne, les C.A. fournis par la C. C. I. et Connaissance de la Loire conduisent à l'estimer à 1300 millions, dont 660 pour l'Arsenal, 460 pour les ARCT, 65 pour Demurger et plus de 100 pour les autres entreprises.

- (32) le générateur insuffle de l'air dans le propane, pour lui donner des qualités proches du gaz de houille, ce qui facilite le transport et la distribution. L'un des fondateurs est un ancien ouvrier d'entretien de l'usine à gaz de Roanne.
- (33) On trouve parmi elles, la SOMIP, la SOROME, la Société d'Electro-Mécanique, Lecq et Lefèvre, les Constructions Soudées, Rectification de la Loire (Besson), Vincent, Thinard, Woloszyn, Malbrunot, Poussereau et Thivend à Charlieu, Vito à Saint-Denis-de-Cabanne, Terrade à Bussières.
- le GIE a pris le nom d'"Association pour l'Activité Industrielle de la Région de Roanne", section mécanique.

C - LE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DIVERSES ET LA PERCEE DE L'INDUSTRIE SPONTANNEE.

A l'essor de la métallurgie à partir de 1955, correspond le développement des industries diverses de transformation. Dans la région ASSEDIC, la croissance de l'emploi se rapproche de celle du secteur privé de la métallurgie : de 4800 à 6400, au lieu de 4600 à 6800, entre 1964 et 1973. Parallèlement, leur part dans le chiffre d'affaires de l'arrondissement de Roanne augmente aussi vite que le C.A. de l'ensemble de l'industrie : + 125% de 1966 à 1972. On observe aussi le renforcement du bâtiment, dont l'effectif salarié augmente de 18% dans la région ASSEDIC et de 130% dans l'arrondissement de Roanne en dehors de l'agglomération. Au contraire, on assiste à la stagnation des vieilles industries de pondéreux (céramiques, cuir, papier) dont la part tombe à 3% de l'emploi et de 10 à 6% du chiffre d'affaires.

La faiblesse des industries de transformation avant 1955 est paradoxale pour une région de main d'oeuvre habile et peu exigeante. D'autant plus que la position centrale de Roanne rachète largement les inconvénients de l'éloignement des grands axes de communications, inconvénients limités en l'occurrence par la faible incidence du coût des transports sur le produit fini. Comme nous l'avons relevé précédemment pour la métallurgie, cette faiblesse était une nouvelle manifestation du monolithisme textile, particulièrement marqué en dehors de la ville-centre, qui rassemblait presque toutes les industries diverses. Or elle n'occupe plus aujourd'hui que la moitié des effectives qui y sont employés.

En effet la croissance observée récemment n'est pas redevable aux industries anciennement implantées, mais à des initiatives nouvelles, le plus souvent d'origine rurale. On constate un phénomène semblable pour le bâtiment : à sa stabilisation dans l'agglomération de Roanne, s'oppose son dynamisme en dehors d'elle. Enfin les décentralisations, dans lesquelles nous inclurons celles qui ressortent de la métallurgie, tant l'emporte le caractère d'industrie de main d'oeuvre, ont pris une certaine importance là où la reconversion du textile s'est le plus mal faite.

I - PERMANENCE ET INERTIE DES INDUSTRIES DIVERSES ANCIENNES

Industries de transformation des matières premières locales, comme la terre cuite et la tannerie, ou industries de manutention et de petite transformation comme le crayon et la papeterie, ces activités souvent antérieures à la mécanisation du tissage du coton, n'ont pu se maintenir que par un effort de restructuration, parfois imposé de l'extérieur. Mais comme elles appartiennent à des branches où la demande est stable et qu'elles souffrent des faiblesses inhérentes à la succession des générations dans l'entreprise familiale, leur importance relative ne fait que diminuer : de 40% du chiffre d'affaires de la ville en 1900, leur part pour l'arrondissement de Roanne est tombée à 20% en 1936 avec le bâtiment, et sans lui à 7,5% en 1972 (1).

1 - Les industries pondéreuses : tannerie et céramique

Tannerie et terre cuite sont de vieilles industries de terroir, toujours aux mains des familles qui les ont fondées. Industries de pondéreux, elles utilisent une main d'oeuvre de manoeuvres longtemps mal payés et peu stables, composée aujourd'hui d'étrangers pour les deux tiers dans les tuiles et briques et dans le travail de "rivière" en tannerie (2). Mais la comparaison s'arrête là. La céramique, qui bénéficie de l'accroissement et de la diversification de la demande ainsi que de rapides progrès techniques, évolue davantage que la tannerie.

La tannerie roannaise est l'héritière des petits ateliers dispersés le long des rivières aux eaux pures. Des trois entreprises qui se sont modernisées au XIX^e Siècle, la plus récente, fondée en 1884, a fermé en 1953. Le grand mérite des deux autres est d'avoir maintenu la production de la place à 4.000 tonnes par an, soit 5 à 6% de la production nationale, dans une branche en régression, à cause de la concurrence du plastique. 225 tanneries sur 300 ont disparu depuis 1945 et l'on connaît les difficultés du groupe le plus important, les Tanneries du Puy. Ici, les Tanneries du Centre (110 ouvriers et 10 millions de C.A.) font le cuir à semelle et le cuir de dessus. Les Tanneries Fortier-Beaulieu Jeune (130 ouvriers et 15 millions de C.A.) y ajoutent une spécialité qui date de l'essor du tissage, les cuirs pour métier à tisser (manchons, fouets de chasse, courroies). Elle représente encore 15 à 20% du C.A. et est exportée à 80%. Les exigences du cuir industriel ont fait préférer les bêtes rondes des abattoirs de Bressuire et d'Orléans, à l'approvisionnement en charolais. Les bâtiments et le matériel sont anciens. Les investissements ne représentent qu'un pour cent du C.A. La productivité augmente lentement et la main d'oeuvre représente toujours 20 à 25% du C.A. Elle a peu diminué depuis 1930, où elle était de 400 pour les 3 usines. Les salaires des ouvriers de fabrication sont un peu au-dessus du SMIC. L'industrie de la chaussure, introduite par une entreprise de Nancy (Claude et Cie, 150 ouvriers en 1927), installée ici pendant la guerre 14-18, ne s'est pas maintenue.

La terre cuite a un passé prestigieux : de la poterie romaine à la faïence du XVIII^e Siècle, sans oublier les fours à feu de bois pour la brique entretenus par des gens venus du Nord et de la Creuse. Cette réputation trouve son origine dans les qualités de l'argile : elle est peu gélive grâce à l'absence de calcaire, plastique et résistante au feu grâce à sa forte teneur en alumine, résistante grâce à sa forte teneur en silice libre. Aux trois qualités d'argile, la terre à brique, la terre à potier de Marcigny, qui se moule facilement, et la terre à grès de Parigny, correspondent les trois spécialités qui se sont conservées, en se concentrant, en se modernisant ou en se transformant radicalement. La tuile et la brique continuent de marquer le paysage par les carrières et les vastes installations souvent désaffectées. Il existait encore en 1930 dix tuileries industrielles et quelques tuileries artisanales, qui occupaient un millier d'ouvriers. Beaucoup ont fermé au moment de la grande crise (3). L'expansion reprend à la Libération et les techniques nouvelles pénètrent rapidement, comme l'étirage sous vide, qui donne à la pâte une bonne plasticité, et les séchoirs à chambres et à tunnels qui remplacent les séchoirs à air libre aux multiples ouvertures. Mais les premiers fours à tunnel pour la cuisson continue sont installés seulement en 1963. Ce retard aurait pu avoir des conséquences graves si une restructuration

ne s'était opérée en 1970. Les deux sociétés Cancalon, qui exploitaient chacune une usine au lieu-dit les Tuileries de Mably, de part et d'autre de la route de Paris, fusionnent. La nouvelle société ferme l'usine ouest et l'usine de Saint-Germain-Lespinasse, rachetée à la société de négoce de matériaux de construction qui l'avait acquise. Elle agrandit la tuilerie est et construit à proximité, en association avec le self-made man italien, qui en 1951 avait repris la tuilerie de Pouilly-sous-Charlieu, une briqueterie moderne sous la raison sociale de Roanne-Briques. Tout cela permet à Roanne de retrouver sa place sur le marché régional, dans un rayon de 200 km. pour la tuile et de 100 km. pour la brique. Aujourd'hui, la région produit annuellement 4.000 tonnes de tuiles, soit 4,5% de la production nationale; 12.000 tonnes de briques, dont les deux-tiers à Roanne-Briques et l'autre tiers à Iguerande, pour les briques de galandage, soit 1,5%; enfin 7.000 tonnes de boisseaux de cheminée, en grande partie exportés, à Pouilly-sous-Charlieu et à Briennon, soit la moitié de la production nationale. De 1960 à 1970, la productivité a plus que doublé et continue d'augmenter de 6 à 7% par an, grâce à des améliorations de détail, dans la manutention principalement. Comme la demande n'augmente guère, la main d'oeuvre qui fait pourtant les 3 X 8 est réduite à 330 salariés. Sa part dans le prix de revient est tombée de 50 à 60% avant 1963, à entre 35 et 45% selon les fabrications. Les ouvriers sont logés en cités et les salaires sont nettement au-dessus du SMIC.

On sait que le groupe Porcher, constitué à partir de la fonderie ardennaise de Revin, a repris en 1952 l'usine de pots et de tuyaux en grès Picard au Coteau, dernier représentant des faïenciers roannais, pour approvisionner en appareils sanitaires le centre et le sud-est de la France. Elle occupe aujourd'hui 250 ouvriers, dont la moitié d'étrangers qui habitent les villages voisins, et réalise 25 millions de C.A., soit le dixième du groupe. Si la carrière de Parigny est toujours utilisée, l'essentiel de l'argile vient des Charentes par wagons. Pour la poterie, au contraire, c'est une famille du pays qui a maintenu la tradition à Marcigny. Il restait trois ateliers, qui employaient entre 5 et 20 personnes au début du siècle. L'un d'eux va devenir en 1910, la manufacture Henry, qui s'équipe d'une machine à vapeur. Elle persévère pendant la période entre 1935 et 1950, quand la poterie paraît périmee. De 50 ouvriers en 1950, elle passe à 135, ce qui la classe parmi les cinq plus importantes usines françaises et sa production qui était de 1.000 tonnes par jour en 1950 a quadruplé. Elle a monté trois fours à tunnel en 1960, 65 et 70, ce dernier fonctionnant au gaz. La poterie culinaire, qui a longtemps fait jeu égal avec la poterie horticole, se développe actuellement très vite : elle représente 80% du C.A. et trouve des débouchés à l'exportation.

2 - Les industries de petite transformation.

On en a vite fait le tour, car elles ne fournissent guère plus d'un millier d'emplois. L'industrie du crayon remonte à l'installation en 1855, sur une chute du Rhins à Régny, de la principale usine de la société qui exploite le brevet déposé par Nicolas-Jacques Conté en 1794. Aujourd'hui elle ne représente plus que 20% de l'activité du groupe Blanzky-Conté-Gilbert. L'usine Corgié, à Roanne, fondée en 1922, a une importance équivalente : une centaine de salariés, 5 millions de C.A. et le cinquième de la production française en crayons graphite et de couleurs.

La transformation du papier tire son origine de la présence de papeteries. Une société parisienne installe en 1891 une manufacture d'enveloppes. Elle est intégrée en 1951 au groupe Navarre, qui avait monté en 1935 sa propre unité de fabrication. Cette activité continue à se développer malgré l'arrêt de la production du papier. Elle comprend une unité de coupage à façon (80 salariés), la division enveloppes (550 emplois) qui fournit plus de la moitié de la production française et la division cahiers et agendas (225 emplois). Le personnel est essentiellement féminin et la valeur ajoutée est très faible : la part des charges de main d'oeuvre est de 20% pour les enveloppes et de moins de 10% pour les cahiers. On constate semblable évolution à la vieille papeterie de Villerêt (50 salariés), qui se survit dans la fabrication... de serpentins et confettis.

Une entreprise particulièrement dynamique, la SOROPA, dont le chiffre d'affaires a doublé de 1972 à 1974 et qui occupe 70 personnes, résulte du transfert à Roanne d'une affaire de négoce parisienne, en 1940. Maintenu comme filiale pour la distribution du papier dans l'ex-zone libre, elle est devenue indépendante en 1970 et a développé la transformation (découpage du papier en bobines, bobinettes et rouleaux de tickets, production de papier autocopiant sans carbone), qui représente aujourd'hui 20% du C.A. de l'industrie du papier et carton dans l'arrondissement.

Les industries alimentaires n'étaient représentées que par quelques moulins d'importance locale, quelques petites biscuiteries, distilleries et fabriques de boissons gazeuses sur les sources d'eau minérale. Plus importante a été la confiserie Favier-Millat à Roanne, qui eut 12 millions de C.A. et occupa jusqu'à 120 personnes en 1970, sans compter les embauches temporaires à l'approche de Noël pour emballer chocolats et "papillottes". Après la mort du "père Favier", elle fut intégrée en 1972, en même temps que les chocolats Revillon de Lyon, au groupe laitier Bongrain, connu par ses fromages à pâte molle comme "le Caprice des Dieux". Des erreurs de gestion et les frais consécutifs au transfert dans le tissage Déchelette au Coteau, entraînèrent une quarantaine de licenciements en 1972.

Notons encore quelques affaires de tabletterie (plateaux de bois et de métal, souvenirs pour pèlerinage et villes d'eau, glaces fantaisie) montées pendant la guerre 14-18, alors que les importations d'Europe Centrale étaient arrêtées. La maison Germonde emploie toujours une cinquantaine de personnes à Charlieu, mais l'atelier de Semur-en-Brionnais d'égale importance a été fermé en 1951. Il y a enfin quelques affaires de jouets sans grande importance, sauf l'usine Devillaine, également à Charlieu qui avait encore 150 salariés en 1968 et dut fermer en 1971.

Les industries diverses qui se sont enracinées témoignent d'une remarquable permanence, mais d'une inertie non moins étonnante, dans la mesure où elles n'ont pas été des pôles de développement, à l'inverse même du tissage, auquel se sont substitués la bonneterie, la confection, le tissu éponge et le voile tergal. Au contraire, les industries pondéreuses comme la tuilerie et la tannerie n'ont pas donné naissance à un secteur aval, ou bien celui-ci tourne très vite court et se réfugie dans l'article traditionnel dans le cas du papier. Les industries "historiques" de petite transformation n'explorent pas les voies nouvelles. Le crayon ne s'est pas prolongé dans le stylo - bille, ni la tabletterie dans le plastique. On peut rapprocher cette incapacité de mutation des vieilles industries du cas stéphanois, souvent décrit pour la bicyclette, qui a laissé à d'autres régions le cyclomoteur. La diversification de l'industrie après 1955 n'a pas grand chose à voir avec ces vieilles racines.

II - LE RENFORCEMENT DU BÂTIMENT -

Le bâtiment et les travaux publics fournissent 20 emplois pour mille habitants, ce qui est inférieur presque de moitié au taux français. Cela ne surprend pas pour une région qui ne connaît ni le grand tourisme ni une forte croissance urbaine. Il n'empêche que depuis la crise de 1965, les effectifs ont augmenté de 18%, ce qui est supérieur à la moyenne du pays. Cette situation relativement favorable tient à la présence de deux grandes entreprises, dont l'une de dimension nationale pour la construction industrialisée, qui travaillent en grande partie hors de la région. Localement elles exercent une situation de monopole pour le gros oeuvre et la maçonnerie, ce qui gêne le développement normal des petites et moyennes entreprises générales. Cela se ressent dans la stagnation de l'emploi dans l'agglomération de Roanne, malgré le développement de la construction depuis 1966. Au contraire, on assiste à la multiplication et même à l'essor grâce à l'association, d'affaires artisanales dans les zones de desserrement des villes et dans certains secteurs de tradition manufacturière.

Fig. 14. LES SALAIRES DU BATIMENT EN 1973 ET L'EVOLUTION DES PAYS 1965

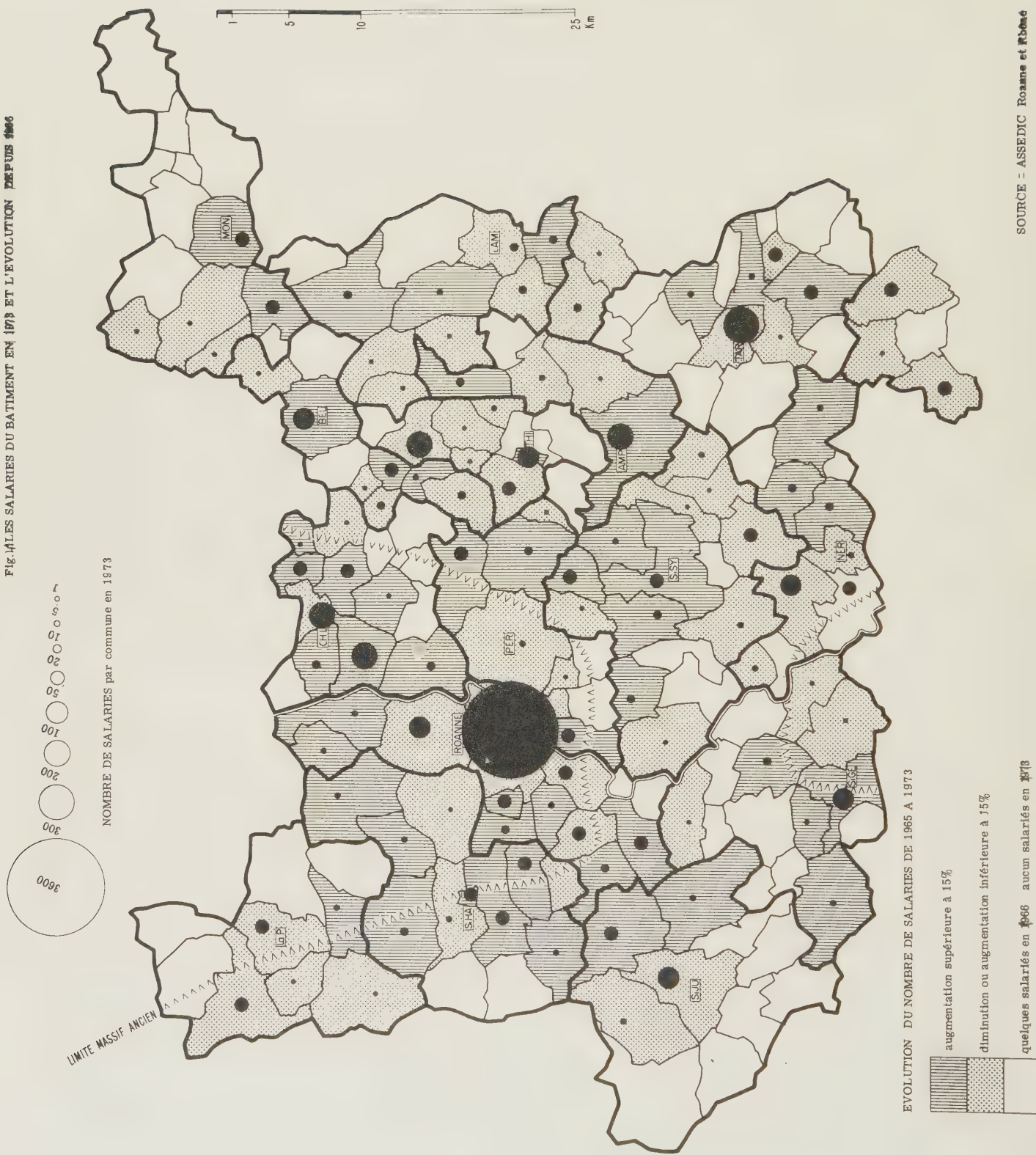


Tableau 6 - Evolution de la répartition des salariés du bâtiment (4)

Nombre de salariés	1966	1973
aggl. de Roanne		
- grandes entr. (G.P et L.M.)	1.555	1.450
- autres entreprises	2.120	2.220
reste région ASSEDIC	1.025	1.865
Total	4.700	5.535

1 - une entreprise de dimension nationale dans le secteur industrialisé

L'entreprise Grangette et Passager fait à elle seule, plus du tiers du chiffre d'affaires de l'arrondissement, soit 100 millions en 1973, dont les deux tiers dans le secteur industrialisé, sur marchés publics répartis entre six régions de programme : Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté, Auvergne, Limousin, Centre.

Née de la fusion en 1929, à l'occasion de la construction des Papiers Navarre, d'une entreprise de béton armé (Grangette) et d'une entreprise de maçonnerie (Passager), elle a une activité locale, jusqu'à ce qu'en 1957, elle soit une des premières en France à opter pour la construction industrialisée. Elle devient alors entreprise générale, livrant clés en mains et faisant travailler des sous-traitants pour le second oeuvre. Elle applique les procédés de préfabrication, mis au point par l'ingénieur Barest, qui consistent à faire assembler par des monteurs des éléments préfabriqués, approchés par les engins de levage (panneaux de façade avec encadrement des portes et fenêtres, éléments de plancher, d'escalier...). Avec cinq autres entreprises, elle fait partie de GIPROBA (Groupement Interprofessionnel pour la recherche et l'amélioration de la technique des procédés Barets), qui dispose d'un bureau d'études à Paris et répartit entre ses membres les marchés publics, en fonction de la proximité géographique. En effet, l'Etat fait appel le plus possible à la construction industrialisée, plus économique. Il l'étend des HLM (concours de 1957), à l'Education Nationale (concours de 1963) qui en sera le fer de lance et l'a en quelque sorte popularisée par les innombrables constructions scolaires, toutes semblables, avec leurs façades en panneaux de graviers roses. Puis il l'étend aux centres des impôts (concours de 1970), à la santé (concours de 1970 pour les unités de soins normalisés) et aux foyers pour travailleurs migrants (concours de 1971).

L'apport du secteur industrialisé a entraîné un très fort accroissement du C.A. qui, en francs 1963, toutes taxes comprises, s'élève de

4 millions en 1957, à 27 en 1963, 50 en 1967 et 70 en 1973. La main d'oeuvre passe de 400 en 1957 à entre 800 et 1000 dix ans plus tard, suivant la saison et la conjoncture. Elle n'augmente plus depuis 1967 en raison des progrès de la productivité : en 1973, il ne faut plus que 28.000 heures pour construire un CES 600, au lieu de 45.000 en 1967. Les chantiers ont tendance à se déplacer vers l'est. En 1967 on les trouvait surtout dans la région stéphanoise, le Puy-de-Dôme, où l'agence de Clermont-Ferrand faisait 30% du C.A., l'Allier et la Saône-et-Loire. Actuellement, l'entreprise essaye de se renforcer sur l'axe rhodanien. Il en résulte un changement d'organisation. Les deux agences autonomes de Roanne et de Clermont-Ferrand sont remplacées par les quatre centres de travaux de Roanne, Clermont-Ferrand, Chalon-sur-Saône et Lyon, alors que le siège social au Coteau se charge maintenant de la gestion et des études.

Mis à part la fonction directionnelle, l'entreprise a peu de liens avec sa région d'origine, qui fournit une part modeste de son activité. Les panneaux lourds viennent des établissements Morin, à Gilly, au nord de Digoin, qui exploitent des gravières le long de la Loire. Les ouvriers recrutés sur place pour la durée du chantier logent dans des baraquements temporaires. Depuis 1967 ce sont pour les trois quarts des étrangers; les portugais, qui étaient les plus nombreux depuis 1967, sont progressivement remplacés par des turcs, des marocains, et tunisiens. On retrouve la région roannaise au niveau de la sous-traitance pour le second oeuvre, mais de façon non exclusive et finalement assez faible : une cinquantaine d'emplois. Grangette et Passager, à la recherche d'entreprises, qui appliquent les normes du travail industrialisé, en a retenu une de Roanne pour l'électricité et une de l'Hôpital-le-Mercier, au nord de Marcigny, pour la menuiserie. Mais pour le chauffage et le sanitaire, elle s'adresse à une maison du Creusot et pour les gros marchés de peinture, aux agences de Dôle et de Lyon de la quatrième affaire française en la matière, la SAGEX.

2 - le monopole des grandes entreprises roannaises sur le gros oeuvre et la percée des entreprises artisanales en dehors de l'agglomération

Pour le dernier tiers de son activité, Grangette et Passager continue de pratiquer la construction traditionnelle (5). Elle se trouve à égalité avec une autre entreprise roannaise, Leschel et Millet (650 salariés en 1968, 500 en 1973, avec 30 millions de C.A.). Celle-ci, fondée également au début du siècle, comporte un important secteur de travaux publics, centré sur l'assainissement et l'adduction d'eau; elle a une importante agence au Chambon-Feugerolles, près de Saint-Etienne. Toutes deux travaillent pour moitié hors de la région, ce qui ne les empêche pas de réaliser 80% du chiffre d'affaires de l'arrondissement pour la maçonnerie et le béton armé et d'enlever, souvent

associés, les gros marchés publics et privés. Cette position de monopole est encore renforcée par le contrôle de Grangette et Passager, sur la principale société qui exploite les gravières de la Loire: elle fournit 80% des 200.000 tonnes de matériaux qu'on en retire. Notons qu'à cette extension des grandes entreprises roannaises en dehors des limites de la région, répond le quasi-monopole des grandes entreprises nationales comme Alsthom ou régionales comme la Compagnie Téléphonique Forézienne, qui ont toutes deux une agence importante à Roanne, pour les installations électriques et électroniques complexes.

Derrière les deux grandes, on ne trouve que de petites entreprises de 15 à 50 ouvriers, réduites à une activité locale, et qui n'ont pas pu se développer. Il y a eu d'assez nombreuses faillites depuis 1966. Cela explique que dans l'agglomération de Roanne, en dépit de la vitalité des entreprises de second oeuvre, dont quelques unes dépassent les cent salariés, l'emploi augmente lentement, et qu'il diminue dans les centres secondaires comme Charlieu et Saint-Just-en-Chevalet, où il est passé respectivement de 203 à 143 et de 116 à 93, entre 1966 et 1973.

Cependant, à une certaine distance de Roanne, on assiste au développement rapide de la branche, là où il n'y avait que quelques artisans de village. C'est particulièrement vrai dans la Côte Roannaise, entre Changy et Villemontais, où le nombre de salariés est passé de 45 à 133. Certes la multiplication des résidences principales y a été rapide, mais elle ne le fut pas moins dans la plaine, où on constate pour huit communes de la rive gauche (6), un accroissement beaucoup plus faible, de 127 à 159 salariés. C'est que, sur ce site de côteau, l'emporte la maison individuelle très soignée pour laquelle les entreprises de la ville sont moins bien placées. Plus inattendu encore est l'essor du bâtiment dans certains secteurs de la montagne manufacturière, où les constructions neuves sont peu nombreuses autour de Saint-Symphorien-de-Lay et, dans le Haut-Beaujolais, à Cours et dans des bourgs comme Belmont et Le Cergne. Comme il s'agit d'artisans locaux qui traitent des chantiers extérieurs et comme la main d'oeuvre étrangère est pratiquement absente à l'origine, cet essor apparaît comme un transfert de l'esprit d'initiative autrefois accaparé par le textile. Dans le Haut-Beaujolais, il prend une forme originale en s'appuyant sur l'association. A Cours, trois entreprises de création récente, une de maçonnerie, une de plâtrerie et l'autre d'électricité, se sont groupées pour enlever des adjudications d'HLM à Roanne, Belleville-sur-Saône et Tarare. Elles ont respectivement aujourd'hui 96, 51 et 28 salariés. A Belmont deux maçons, un menuisier-charpentier, un plombier et un électricien ont fondé une entente artisanale, sous l'appellation de "La Maison Beaujolaise". Ils ont commencé par restaurer de vieilles fermes, puis quand elles sont devenues rares, à partir de 1967,

ils se sont mis à construire des maisons neuves de cachet rustique, principalement dans la Côte Roannaise et la vallée de l'Azergues. Dès 1969, ils doivent faire appel à des étrangers. En 1973, ils occupent une cinquantaine de salariés.

III - L'APPARITION DE NOUVELLES INDUSTRIES, UN FAIT SPECIFIQUEMENT RURAL

L'industrie agro-alimentaire fait travailler aujourd'hui près de 1700 personnes pour l'ensemble de la région, alors qu'elle n'en occupait guère plus de 500, concentrées dans l'agglomération roannaise, en 1955. L'industrie du bois en occupe un millier, alors que l'on ne trouvait que quelques scieries artisanales. L'essentiel de cette croissance s'est fait à la campagne et dans les petites villes, à partir d'initiatives locales, qui ont tiré profit du déterminisme géographique (présence de forêts ou climat favorable à la salaison), mais qui l'ont aussi transgressé. Les autres industries spontanées ne comptent guère que quelques centaines de travailleurs et ne favorisent pas particulièrement Roanne.

1 - les industries agricoles et alimentaires

Hormis quelques moulins et quelques boulangeries ou charcuteries, dont la réputation dépasse leur village, le secteur tient en 1955 une place bien modeste et spécifiquement urbaine. On trouve à Roanne deux laiteries et une torréfaction de café, qui répondent aux besoins de la population, et aussi l'importante chocolaterie, qui comme la distillerie de Thizy, doit son implantation à la réussite d'un homme. Au mieux, ces affaires ont profité de la croissance générale de la consommation, mais elles ne sont pas à l'origine des initiatives nouvelles, que l'on doit aux négociants et aux artisans des bourgs.

La salaison occupe aujourd'hui plus de 500 salariés et réalise un C.A. de 80 millions. A l'origine, on trouve les charcutiers réputés de la montagne, car à 600-800 mètres d'altitude, les conditions climatiques sont excellentes pour le séchage naturel du jambon et du saucisson. Ils se contentaient de tuer les cochons du pays et la fabrication restait artisanale et familiale : une des fabriques les plus anciennes, fondée en 1905, ne faisait travailler que cinq personnes à la veille de la guerre de 1939. Il en allait tout autrement dans les Monts du Lyonnais, où Saint-Symphorien-sur-Coise était déjà une petite capitale de la salaison, surtout grâce à la présence d'Olida, qui avait racheté en 1928, une entreprise locale centenaire et qui comptait 150 ouvriers en 1939 (7). Ici, les boutiques vont se transformer à partir de 1955 en petites usines et grandir avec la croissance de la demande, particulièrement forte en été, période des vacances et des piques-niques. On compte

aujourd'hui quatre moyennes entreprises entre 80 et 100 salariés et entre 15 et 20 millions de C.A., établies à Panissières (avec une annexe établie en 1973 à Villechenève), Violay, Mardore où a été conservée une sécherie, alors que l'usine a été transférée près du Coteau, et enfin Charlieu. Il y a aussi cinq ou six petites affaires, d'une ou de quelques dizaines de salariés, qui tentent leur chance. Il faut faire venir les porcs des élevages intégrés des régions limitrophes, particulièrement de l'Allier. Dans l'agglomération de Roanne, on trouve quelques marchands de porcs qui se sont faits salaisonniers.

C'est plutôt par le biais de l'élevage intégré, que le négociant s'est fait industriel. C'est le cas d'un volailler de Monsols, ce bourg perdu aux confins des Monts du Beaujolais et du Charolais. Il pousse les agriculteurs dans un rayon de 50 kilomètres, à monter des poulaillers et passe contrat avec eux; il constitue son propre élevage de dindes. En 1966, il ouvre un abattoir moderne de 250 m² qu'il complète quelques années plus tard par un atelier de découpe et de préparation de 640 m². Il occupe plus de cent salariés, dont une vingtaine d'étrangers. La vente en l'état de poulets ne forme plus que le tiers du chiffre d'affaires, à égalité avec les rôtis de dindes, popularisés par la publicité sous la marque "Père Dodu", et avec les préparations. Le même processus de déclin de l'élevage à la ferme pousse M. Morlat, l'un des nombreux marchands de Saint-Martin-d'Estreaux, qui était un centre important du commerce des porcs pour l'est du Bourbonnais, plutôt que de voir décliner son activité, à monter en 1957 une fabrique d'aliments du bétail. Cette initiative est à l'origine du complexe ORGEX, qui réalise 100 millions de C.A. L'usine d'aliments du bétail est la plus importante de la région, avec une production de 60.000 tonnes par an, absorbés pour les deux tiers dans les départements de la Loire, de l'Allier et de Saône-et-Loire. Très automatisée lors des transformations de 1971, elle n'emploie plus que 90 salariés. Pour assurer une base de ventes garanties aux farines, la firme constitue deux groupements de producteurs, l'un de porcs, l'autre de poulets de chair liés par contrat avec elle. La difficulté pour ces derniers d'être rémunérés à un prix convenable pousse ORGEX à construire en 1963 un abattoir de volailles. Celui-ci emploie 80 ouvriers et, comme les éts. Laurent de Monsols, sort des produits de plus en plus élaborés. Il traite trois millions de poulets et 400.000 dindes par an, commercialisés sous la marque CALA. La société s'est dotée d'une station expérimentale, qui porte sur les volailles et la sélection porcine. Elle propose en outre depuis 1961, aux éleveurs, par l'intermédiaire d'Eurolab, des produits para-vétérinaires et phyto-sanitaires. De l'intégration verticale, notre^{ex-} marchand de porcs passe à l'intégration horizontale. En 1966, il participe pour moitié à la Société Saint-Vite, du nom du village du Lot-et-Garonne, proche de Fumel, où est construite une usine d'aliments

du bétail, qui vend sous la marque ORGEX. Les circonstances économiques récentes ont remis à l'étude le projet de construire deux nouvelles unités à la périphérie ouest de l'aire de vente (8). A plus petite échelle, quelques menuisiers, comme celui de Saint-Vincent-de-Boisset, se sont reconvertis dans la fabrique d'aliments du bétail. Un marchand de produits agricoles de Régný, qui s'était d'abord intéressé à la dessiccation de la luzerne, a transféré sur le terroir de Saint-Priest-la-Roche, pour éviter les nuisances, une usine de dessiccation de fumier, très automatisée et de forte capacité (9).

On trouve encore des boulangers à l'origine de biscuiteries : deux petites affaires récentes (5 à 6 emplois) à Bellerroche près de Belmont et à Saint-Denis-de-Cabanne et deux affaires plus importantes (100 emplois à elles deux), antérieures à la guerre de 1939, à Renaison, l'une spécialisée dans les cakes, l'autre dans les biscuits à la cuiller. Hormis le complexe "élevage-viande", plus commercial qu'industriel, établi par un petit agriculteur à la périphérie de Roanne (10), l'initiative paysanne est absente. On aurait pu la trouver par le biais des coopératives et, dans ce pays montagneux de petites exploitations, spécialement par le biais de coopératives laitières. Mais la Coopérative de Roanne qui commercialise les trois quarts de la production du Roannais, n'a jamais fait plus que la pasteurisation, même avant son intégration à l'Organisation Régionale Laitière Coopérative (ORLAC) en 1962. Il existe quelques petites laiteries industrielles, l'une à Riorges, qui ravitaille l'agglomération en lait et produits frais (45 salariés) et des beurreries-fromageries à la périphérie est, dont la plus importante est l'Essor Laitier de Balbigny (50 salariés et 20 millions de C.A.). Seule la Coopérative de Tarare sauve l'honneur. Son importance n'est pas négligeable, puisqu'elle ramasse 25 millions de litres de lait par an, soit les deux tiers de la collecte de la Coopérative de Roanne, qui sont fournis par un millier de producteurs répartis entre Amplepuis, la vallée de l'Azergues et Bussières. Elle en traite 60% et expédie le reste sur l'usine de poudre de lait de Mâcon-Bellerroche. Créée en 1941 pour faciliter les exigences du ravitaillement, elle commence la transformation en fromage en 1951, quand sont apparus les premiers excédents. Elle se tourne vers les produits régionaux de qualité, fromages à pâte molle comme les cailloux, le rustic, le tarare-crème. Elle évite ainsi la concurrence des grandes entreprises soucieuses de production intensive et peut rémunérer le lait à un prix supérieur à celui généralement pratiqué. Elle emploie plus de 80 salariés.

2 - le développement des scieries en montagne et l'essor inattendu de la menuiserie du bâtiment.

Les premières transformations du bois sont souvent la seule source

d'emplois, en dehors de l'agriculture, dans les communes les plus élevées des Monts de la Madeleine et des Monts du Beaujolais. Là encore, les années 55 marquent un tournant, favorisé par les disponibilités de plus en plus grandes en bois d'oeuvre, grâce à la mise en coupe des surfaces reboisées, particulièrement des premières plantations de sapins douglas, qui trouvent ici des conditions particulièrement favorables à leur croissance. Alors que la saboterie et la boissellerie achèvent de disparaître, beaucoup de petites scieries, fixées sur une chute d'eau, vont se moderniser, se mécaniser, accroître leur capacité et se lancer dans la transformation : caisserie, parqueterie, charpente, bois de coffrage. Une concentration s'opère. Les établissements de 5 à 15 salariés ne sont pas rares. Les établissements plus importants (une quarantaine de salariés) correspondent à des fabrications plus élaborées : rouleaux pour les câbles à Belmont, étales de boucher ou mobilier de jardin à Saint-Just-en-Chevalet. L'esprit d'imitation et d'émulation a laissé peu de place aux initiatives extérieures. La plus grande scierie, celle de Saint-Nizier d'Azergues, qui traite 3.000 m³ de bois par an et occupe 50 ouvriers, est une exception : elle appartient depuis 1933 à un marchand de bois des environs de Villefranche-sur-Saône (11). Auparavant, les grands établissements se situaient dans la plaine : c'est le cas de celui du Coteau, fondé en 1802, le seul qui subsiste dans l'agglomération de Roanne. Il transforme en charpente, parquets, agglomérés, des bois venus de Haute-Loire et du Puy-de-Dôme (22 salariés). La scierie et les premières transformations fournissent aujourd'hui 500 emplois, regroupés pour l'essentiel dans quelques villages : Saint-Just-en-Chevalet et Saint-Priest-la-Pugne pour les Monts de la Madeleine; Poule, Claveisolles et Saint-Nizier pour le Haut-Beaujolais.

Les autres industries du bois n'ont que peu de rapports avec la proximité de la matière première. L'ameublement "indigène" est représenté dans les villes, par quelques petites entreprises, tout juste sorties du stade de l'artisan ébéniste. La plus importante est une fabrique de meubles de style à Balbigny qui occupe une cinquantaine de salariés. Ce n'est pas là l'essentiel. Notre région, qui ne présentait pour cela aucune prédisposition, est devenue, avec l'Ouest, un des principaux centres français d'une activité nouvelle : la menuiserie industrielle de bâtiment. A la construction traditionnelle, correspond le menuisier qui fabrique et qui pose. En même temps que la construction moderne impose des modèles standardisés, l'artisan tend à n'être plus que poseur. Son importance comme fabricant recule très rapidement et la menuiserie industrielle, pratiquement inconnue en 1950 fournit 30% du marché national en 1970 et 40% en 1974. La croissance est très rapide : elle atteint des taux annuels de 20 à 30%. Son organisation est originale : elle est en majeure partie aux mains de groupements d'artisans de petites villes ou de

villages. Le groupe dispose de services techniques et commerciaux communs, ce qui permet à chacun de ses membres, spécialisé dans une fabrication propre, de dominer les problèmes de conception et de gestion et d'utiliser les méthodes industrielles.

L'initiateur de la formule est un menuisier de Cluny, Bardon, qui en 1951 a réuni treize entreprises de sa connaissance, réparties à peu près dans toute la France, dans l'Ouest, le Nord, l'Est, les Alpes du Nord, ainsi qu'à Dijon et Cours. Le Groupement Industriel de Manufactures de Menuiseries (G.I.M.M.) s'est doté de la plus grande scierie européenne de bois exotique, qui débite 60.000 m³ par an, à Nantes, et livre au même prix toutes les usines du groupe. Il représente aujourd'hui le tiers du marché national et exporte 25 à 30% de sa production, surtout en Allemagne et en Autriche. Or, l'entreprise Giraud de Cours est devenue l'une des plus importantes du GIMM et lui a donné son second P.D.G., au moment du transfert du siège de Cluny à Tassin-la-Demi-Lune, près de Lyon. Avant l'entrée dans le GIMM, la menuiserie de Cours, fondée en 1919, occupait une cinquantaine d'ouvriers dans la pose et la fabrication et utilisait les feuillus de la Nièvre et de la Haute-Savoie, ainsi que les résineux locaux pour la charpente. Depuis 1951, elle a connu une croissance annuelle de 20%, portée à 35% depuis 1969. Il y a aujourd'hui deux unités de production, de 120 salariés chacune, où l'on travaille en double équipe. Celle de Cours sort 300 portes d'entrée par jour et celle de Pont-Trambouze, ouverte en septembre 1973, assure le débit et le séchage du bois venu maintenant de Marseille, à raison de 1000 à 1500 m³ par mois et la fabrication des portes isolantes. Complété par un dépôt des produits GIMM, livrés dans un rayon de 60 à 80 km., par un bureau de techniciens détachés à Lyon pour les chantiers de l'agglomération, l'ensemble représente 300 emplois.

L'exemple des Giraud donne l'idée à quelques uns de leurs confrères du Roannais de constituer leur propre groupement. Ainsi trois menuisiers de l'agglomération roannaise et des environs, un autre de l'Hôpital-le-Mercier, au nord de Marcigny, qui va être le premier P.D.G., fondent en 1970, la Fabrication Industrielle de Menuiserie Artisanale (FIMA)^{groupe}, auquel va se joindre bientôt un artisan de Tence (Haute-Loire). Ils font appel comme directeurs à des techniciens lyonnais qui ont travaillé chez GIMM et installent les services, d'abord dans un tissage désaffecté du Coteau, puis dans un autre plus vaste à Montagny, en juin 1971. Les cent ouvriers de fabrication des cinq associés sont 250 en 1974 et, pour répondre à la demande, on recrute cinq confrères d'autres régions à Saint-Genest-Malifaux, au pied du massif du Pilat, à Olliergues, au sud de Clermont-Ferrand, à Luxeuil (celui-ci fournit les volets et châssis de sapin), enfin à Condom, ce qui assure un fret de retour aux camions

qui revenaient à vide du Sud-Ouest. On recourt en outre au travail en sous-traitance, pour une soixantaine d'emplois. Comme le siège social et le dépôt central de Montagny occupent une soixantaine de personnes, le groupe fournit 600 emplois, sans compter les dépôts et les chantiers de pose développés par certains associés. Le chiffre d'affaires est passé de 8 millions en 1970 à 75 millions en 1974. FIMA est devenu le second groupement de menuiserie industrielle, avec 10% de la production, loin encore derrière GIMM (35%), mais il devance la SAFERM, dont le siège est à Challans (Vendée) et M.I.C. 2000. L'accès à la dimension nationale pose le problème du maintien du groupe dans la mouvance régionale : il est possible que les services centraux soient transférés à Lyon.

Les autres industries spontanées apparaissent bien modestes, voire inexistantes. Dans l'agglomération roannaise, on relève une fabrique de jouets en plastique créée par un épicier en gros (30 emplois) et une parfumerie, montée par un détaillant, qui a acquis une certaine importance (10 millions de C.A. et 70 salariés). En dehors de l'agglomération, ce sont les deux imprimeries d'Amplepuis et de Saint-Just-la-Pendue, qui retiennent l'attention. Cette dernière surtout, fondée après la guerre de 14 par un tisseur, qui pensait déjà à faire autre chose, occupe 100 personnes. Elle imprime, entre autres, les journaux pédagogiques de l'enseignement primaire, ce qui ne fait pas l'affaire des P.T.T., obligés de faire cheminer de lourds camions sur les routes tortueuses.

IV - LES CREATIONS EXOGENES

Le bâtiment, dans ses implantations récentes, l'industrie agro-alimentaire et l'industrie du bois, se trouvent aussi bien dans les zones agricoles, qu'au nord et au sud de la montagne manufacturière. C'est le même type de répartition que la nouvelle métallurgie, à la différence que celle-ci s'est fortement développée dans l'agglomération roannaise. La main d'oeuvre libérée par le textile et la modernisation des exploitations agricoles est sollicitée sur place. Quelques deux mille emplois seulement se sont trouvés disponibles pour les industries qui se décentralisent dans notre région. Elles recherchent des fabrications de biens de consommation qui ne demandent pas de formation technologique particulière, une main d'oeuvre non qualifiée, bon marché et habile, comme celle qu'utilise le textile. C'est pourquoi elles vont s'implanter dans les zones de crise profonde, là où la rénovation a tardé ou ne s'est pas faite, en particulier dans la région de Thizy (voir figure 42)

Au rang des créations extérieures, il faut porter la mine d'uranium de Saint-Priest-Laprugne. Création de l'Etat sur un site imposé par la nature,

elle a en commun avec les décentralisations d'avoir fixé une partie de la population excédentaire, mais de rester étrangère au milieu local.

1 - la mine d'uranium de Saint-Priest-Laprugne

C'est un cas unique dans la région d'intrusion de la civilisation technicienne et urbaine, dans la société traditionnelle, intrusion d'autant plus brutale qu'il s'est agi d'une montagne isolée aux confins des Monts de la Madeleine, des Bois Noirs et de la Montagne Bourbonnaise, où la terre livrait chichement ses richesses. Il y avait certes un passé minier: la mine de cuivre de Charrier, exploitée depuis 1866 et fermée en 1953 avait occupé 150 ouvriers; la source d'eau minérale du même hameau eut son heure de célébrité. Mais la mine d'uranium va entraîner des bouleversements bien plus profonds, à cause de l'importance des moyens mis en oeuvre, de l'arrivée de nombreux étrangers et du versement de salaires qui paraissent fabuleux. En quelques années, un vaste ensemble industriel, des villas, des H.L.M. surgissent à la limite de la forêt et au milieu des prés verdoyants (12).

Les recherches géologiques entreprises par le Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.), dès sa création peu après la seconde guerre mondiale, aboutissent à l'exploitation dès 1948, au sud de la Montagne Bourbonnaise, à Lachaux (Puy-de-Dôme) de gisements superficiels de parsonite. Ils sont épuisés en 1956, mais la laverie continue à fonctionner pour traiter le minerai extrait de Saint-Priest-Laprugne, jusqu'à la mise en route des installations sur le nouveau gisement (13). En effet la prospection commencée en 1950 dans les Bois Noirs aboutit en 1956 à la mise en évidence d'un filon de quartz contenant plusieurs milliers de tonnes d'uranium, dans un minerai de pitchblende, à teneur moyenne voisine de 1,5%/100. Les deux puits d'extraction, profonds de 200 et 400 mètres, affleurent à 800 mètres d'altitude, sur le versant de la haute Besbre, sur le flanc nord du Puy de Montoncel, à 3 km. à l'ouest du bourg de Saint-Priest-Laprugne. Ce gisement se révèle le troisième en importance : en 1967, il a livré 300 tonnes d'uranium, contre 400 pour la Vendée et 500 pour le Limousin. Les travaux sont menés par la division du Forez du CEA de mai 1958 au printemps 1960. L'ensemble minier comprend les bâtiments du carreau, les silos de stockage, la laverie; le triage électronique, qui élimine 8 à 20% de stériles de plus de 3 cm. de calibre; le concassage à 450 microns, qui transforme le minerai en pulpe, envoyée par pompage à l'usine de traitement chimique, installée à 600 mètres de là sur des pentes moins raides. Le CEA a confié la gérance de l'usine de traitement chimique à la Société Industrielle des Mines de l'Ouest (SIMO). Elle appartient à égalité à des fonds publics (C.E.A. pour 10% du capital et Caisse des Dépôts et Consignations pour 40%)

et à la Société Kuhlmann, qui en assure la direction générale et technique. Constituée en 1956 pour traiter les minerais de Vendée -d'où son nom- à l'usine de l'Escarprière, elle a été chargée du traitement des minerais du Limousin (usine de Bessines en 1958) et des Bois Noirs (14). L'usine de Saint-Priest-Laprugne, terminée en 1960, n'utilise plus les résines et les solvants, mais un procédé nouveau, qui permet d'aboutir à un produit beaucoup plus élaboré. La pulpe en solution, attaquée par l'acide sulfurique, est précipitée à la chaux. L'uraniat de chaux concentré, qui contient 15 à 30% d'uranium, est repris par l'acide nitrique. Après une nouvelle concentration, on obtient une solution de nitrate d'uranyle très pur, à 400 grammes par litre. L'expédition est faite en containers, par camion jusqu'à la gare de Roanne, puis par train jusqu'à l'usine de Malvezi, près de Narbonne, où a lieu un dernier affinage (15).

Le complexe minier emploie 450 personnes, soit 330 à la mine, dont 14 ouvriers au fond et 120 au jour, 140 à l'usine de la SIMO et une dizaine de prospecteurs. Plus de la moitié viennent de l'extérieur : les quinze ingénieurs, la plus grande partie des techniciens, agents de maîtrise et mineurs, que l'on a fait venir des mines de charbon de l'Allier et de Lorraine, et même d'Italie. Les environs, surtout la Montagne Bourbonnaise, ont fourni une dizaine d'électriciens et de mécaniciens, et la masse des OS et des manoeuvres. En 1963, la moitié d'entre eux habitent toujours leur hameau. L'âge moyen est peu élevé : entre 35 et 40 ans (16). A partir de 1970, les effectifs diminuent légèrement : d'une dizaine au traitement chimique, grâce aux gains de productivité, d'une trentaine à la mine. Cela est dû à la remise en cause de la politique du C.E.A.. Le programme de réalisations pour les piles et l'armement est en voie d'achèvement et la filière française à uranium naturel, graphite et gaz, est fortement critiquée en raison de son prix de revient élevé, à un moment où la diminution spectaculaire du prix du fuel redonnait l'avantage aux centrales classiques. En 1969, la production d'uranium naturel en France a diminué de 38% par rapport à 1968. La crise du pétrole et le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire n'auront pas de répercussions à Saint-Priest, car le gisement est en voie d'épuisement. La fin de l'exploitation est prévue pour fin 1978 ou 1979. Elle entraînera la fermeture des installations de la SIMO, car on n'a pas découvert de filons suffisamment proches, pour qu'elles continuent à être rentables. La civilisation technicienne disparaîtra aussi brutalement de ce canton des Monts de la Madeleine qu'elle s'y était introduite.

2 - les décentralisations -

Tableau 7 - Les décentralisations non textiles

Localisation	Raison Sociale	Provenance	Date d'impl.	Nb're salariés		C.A. Export		Nature des fabricat.
				1965	1973	en M.f.	1973	
St.G.Laval	Gevarm	Valence	1950	170	170	12	-	métallur.
Bg. Thizy	Tréca	Lyon	1957	210	250		(10%)	ameublem.
St.Denis de Cabanne	Modern-Tube	Paris	1960	200	360	35	3	"
Le Coteau	Beka-France	Belgique	1961	300	580	80	8	"
Balbigny	CFMF	Paris	196.	200	415	75	50	métallur.
Chambost Allières	Cincinnati CH	Lyon	196.		100			"
Bg.Thizy	SAPCA	Lyon	1966		50			métallur.
Thizy	Massilly	Paris	1967		40			"
Bg.Thizy	Presto-France	"	1969		120			imprimerie
Cublize	Vacoplas	"	1971		50			trsft.plas
Charlieu	Comano	"	1971		65	14	1,5	jouets
St.Martin d'Estreaux	SCMEE	"	1971		70			métallur.
Roanne	Michelin	Clermont-Ferrand	1973		300			pneumatiques

L'examen de ce tableau montre bien la différenciation entre deux périodes, de part et d'autre de la grande crise de 1965. Avant 1965, se sont implantés dans toutes les zones où la réduction de l'activité du tissage créait des disponibilités d'emploi, (Saint-Germain-Laval, Thizy, Charlieu, Roanne, les contreforts des Monts de Tarare), des établissements appelés à couvrir tout ou partie du marché français, créés par des grandes entreprises nationales et étrangères. La société de literie industrielle Tréca transfère en 1957 son usine de Lyon destinée à desservir la moitié sud de la France, qui ne pouvait plus s'étendre. Le groupe métallurgique belge Béka, qui possède une importante tréfilerie à Zwevegem, au sud-ouest de Gand, était soucieux de diversifier ses activités. Il reprend une petite affaire de meubles de salon (canapés, fauteuils), qui avait pris naissance dans l'Aveyron, à Espalion et à Séverac-le-Château, et cherchait à s'implanter solidement au centre de la France. La fabrique de meubles métalliques Modern-Tube, établie par un cheminot

stéphanois aux Lilas en 1948, est vite à l'étroit dans l'atelier banlieusard. Elle se développe rapidement, après son installation dans deux anciennes usines de soierie, à Saint-Denis-de-Cabanne et elle est intégrée en 1969, dans le holding Deville, créé par les dirigeants de la fonderie ardennaise. La Région de Roanne est donc recherchée pour sa situation centrale et la proximité de Lyon, mais, comme on l'a vu, ce sont le peu d'empressement des industriels locaux et l'insuffisance des structures d'accueil qui freinent alors les décentralisations. Après 1965, en dépit des primes de la zone II et de la construction de zones industrielles, la région n'attire plus que des établissements d'une cinquantaine de salariés, détachés de moyennes entreprises à peu près exclusivement parisiennes. Elles se fixent pour la plupart dans le pays de Thizy. L'arrivée de Michelin, qui semble contredire ce schéma, constitue un fait particulier.

Le point commun à ces deux phases est la recherche d'une main d'oeuvre peu qualifiée, ce qui se traduit sur le type de production. Les classifications suivant la nature de la matière travaillée n'ont guère de significations : l'INSEE classe Modern-Tube, qui a un atelier de sellerie, dans la métallurgie et Beka ou Treca, dont la maison-mère est une tréfilerie, dans l'ameublement. Au fond, on peut distinguer les industriels qui recherchent une main d'oeuvre capable de force physique et celles qui recherchent une main d'oeuvre habile. Au premier cas, appartiennent les établissements faisant de la construction métallique lourde, comme Gevarm et la Compagnie Française de Matériel Ferroviaire (C.F.M.F.), qui monte à Balbigny des wagons spéciaux de marchandises (wagons-citernes, wagons-trémies...), exportés en grande partie en Allemagne. C'est pourquoi, comme chez Potain à Charlieu, les tisseurs de Saint-Just-la-Pendue et de Bussières font de plus en plus place aux jeunes en surnombre sur les exploitations agricoles de la plaine de Feurs et du sud du plateau de Neulise (17). Le second cas, de loin le plus important, renforce la catégorie des industries diverses de biens de consommation, qui se substituent partiellement au textile. Elles recrutent au début beaucoup d'anciens tisseurs, qui se sont habitués rapidement aux normes du travail automatisé. Il en va ainsi pour les trois gros établissements d'ameublement. Tréca a recruté parmi les tisseurs de Thizy; Beka parmi ceux de Roanne, de Montagny et de la rive droite du plateau de Neulise; Modern-Tube parmi les tisseurs de soie du groupe de Charlieu. Il en va ainsi également pour les établissements installés depuis 1965 à Thizy et dans les bourgs textiles voisins, pour l'unité de décolletage installée par Cincinnati-Chomienne à Allières et pour les ateliers de jouets ^{jadis} dispersés dans la région parisienne, que la société Comano a regroupés à Charlieu, dans deux usines de soie désaffectées. La Société de

Construction de Matériel Electrique et Electronique (C.M.E.E.), attirée à Saint-Martin-d'Estreaux, par la fermeture de la confection Robelin, a eu bien du mal à trouver dans ce fief de la bonneterie, les femmes employées à la fabrication de composants électromécaniques et de sous-ensembles. En dehors de l'agglomération de Roanne, en raison de l'attraction qu'elle exerce, la pénurie de main d'oeuvre se fait sentir très vite, quand les entreprises se développent, car les campagnes agricoles et manufacturières se dépeuplent. C'est pourquoi Modern-Tube, qui fait venir 160 de ses 360 salariés, de 30 communes réparties dans un rayon de 20 km., a dû construire en 1973, hors de la région, à Nevers, sa nouvelle usine pour les fabrications de grande série, le meuble de bureau de haut standing restant à Saint-Denis (18).

L'implantation de Michelin à Roanne en 1973 semble renouer avec l'attraction des grands établissements comme avant 1965. En fait, la firme, qui a su profiter des avantages de la zone II et de ceux concédés par la municipalité, n'avait guère d'autre choix. Où trouver en effet ailleurs qu'ici, entre le "cerveau" de Clermont et l'usine de Montceau-les-Mines, établie en 1969 et qui comprend les installations de préparation de la gomme (1500 salariés), une agglomération capable de fournir 600 emplois pour une unité de moulage ? En fait, il ne semble pas que le seuil des 300 salariés embauchés fin 1973 doive être dépassé de si tôt, car la crise du pétrole a réduit fortement la vente des pneus haute performance qui y sont fabriqués.

Les initiatives extérieures ont apporté à l'industrie régionale 3000 emplois sur les 13.500 emplois nouveaux non textiles. Leur apport, quantitativement limité face à l'industrie spontanée, n'a rien de spécifique sur le plan qualitatif. En effet, elles ne relèvent pas d'une technologie poussée et les O.S. forment les gros bataillons : chez Michelin par exemple, on ne prévoyait que 90 ouvriers professionnels, principalement dans l'entretien, sur 600 salariés. Et l'essentiel du "tertiaire industriel", dans la recherche, les services commerciaux, la direction générale, reste attaché aux sièges sociaux. Cependant, avec les industries spontanées, elles concourent aux progrès de la diversification et de la masculinisation, ainsi qu'à une plus grande dispersion de l'industrie à l'intérieur de la région.

V - LA PERCEE DE L'INDUSTRIE SPONTANEE

La crise de 1965 a malmené les industries apparues au moment de la première révolution industrielle et dont beaucoup n'ont été sauvées que par leur absorption par de grands groupes capitalistes. Elle a accéléré la modernisation des activités nées, depuis l'entre-deux-guerres, de la reconversion, dans le cas de la bonneterie et de la confection, où de l'adaptation, dans le

cas du voile tergal et du tissu éponge, du tissage traditionnel. Ce mouvement s'est encore poursuivi depuis la crise, avec l'industrialisation de l'effilochage à Cours et le développement de la maille au mètre à Roanne. Les difficultés du tissage, déjà sensibles dès 1955, ont été compensées par l'éclosion de la génération contemporaine d'industries nées d'initiatives du terroir, métallurgie, travail du bois, industries agro-alimentaires... auxquelles nous réserverons l'appellation d'industries spontanées. Elles ont la grande originalité, par rapport aux précédentes, de ne pas être des industries textiles, ce qui améliore l'équilibre de l'emploi entre les sexes et permet une diffusion de l'industrie en dehors de ses fiefs traditionnels.

1 - un renouvellement sensible du milieu industriel

a) une poussée d'emblée très forte

Associées aux industries décentralisées dont elles sont très proches, les nouvelles industries représentent déjà 28% de l'emploi industriel, alors que les industries anciennes n'en forment plus que 38%, au lieu de 50% en 1964. Si on se réfère aux industries contrôlées par les capitaux locaux, les industries spontanées représentent 21,5% de l'emploi et les industries traditionnelles pas plus du tiers.

Tableau 8 - Evolution de l'emploi (secteur privé) par type d'industrie dans la région ASSEDIC de Roanne, entre 1964 et 1973, bâtiment exclu.

	1964			1973		
	1	2	3	1	2	3
ind.anciennes	20200	17100	3100	14600	10300	4300
-Tissage & annexes	15300	13400	1900	10100	6700	3400
-ind.diverses (a)	4900	3700	1200	4500	3600	900
bonneterie & confection	13800	13800		14000	14000	
ind. de dévelop. récent	6300	4800	1500	9800	6700	3100
-ind.spontanées	4800	4800		6700	6700	
-décentralisations	1500		1500	3100		3100
Total	40300	35700	4600	38400	31000	7400

(1) total (2) ind.locales (3) ind.contrôlées par capitaux extérieurs à la région

(a) on a compté dans les industries diverses anciennes la métallurgie pour 400 emplois

Source : ASSEDIC Roanne

Leur importance est encore plus sensible si l'on considère le chiffre d'affaires, puisqu'elles représentent 35% du C.A. industriel de l'arrondissement de Roanne, soit plus que les industries anciennes, qui en

constituaient encore 44% en 1966. Si on écarte les affaires contrôlées par les capitaux extérieurs, les industries spontanées représentent toujours 34,5%, contre 37,8% à la maille et à l'habillement et 27,7% seulement aux industries anciennes.

Tableau 9 - Evolution du C.A. industriel du secteur privé dans l'arrondissement de Roanne de 1966 à 1972, bâtiment exclu.

M. francs 1968	1966			1972						
				1			2			3
ind. anciennes	520	45,6%		975	34,25%		645	27,7%		330
- tissage			320			675			425	250
- ind. diverses			200			300			220	80
bonneterie & confection	330	32,8%		870	30,75%		870	37,8%		
ind. récentes	290	25,6%		1000	35%		800	34,5%		200
- ind. spontanées			180			800			800	
- décentralisations			110			200				200
Total	1140			2845			2315			530

(1) Total (2) ind. locales (3) ind. à capitaux allogènes

Sources : Ch. de Commerce de Roanne et Connaissance de la Loire (45).

En vingt ans, les industries spontanées ont donc conquis une place très forte. C'est le propre des entreprises jeunes, dans la phase de rapide croissance. Cela tient au dynamisme des patrons-fondateurs. Les plus entrepreneurs d'entre eux, les Crouzet, Potain, Morlat, Giraud... constituent la troisième génération de capitaines d'industries qui succèdent à celle des tisseurs de 1870, les Bréchar, les Poizat...et à celle des bonnetiers et des fabricants de voile, les Piéron, les Linder... Ces anciens techniciens ou ouvriers dans la métallurgie, commerçants ou artisans dans les industries diverses, ont su, dans les cas les plus brillants, acquérir une parfaite maîtrise commerciale et technique, pour occuper jusqu'au monopole, les créneaux judicieusement choisis, compatibles avec leurs possibilités technologiques et financières, dans des secteurs en très fort développement. Cela les autorise à pratiquer des prix de vente bien supérieurs aux prix de revient (19). Les problèmes de gestion d'une grande entreprise et les problèmes de succession commencent juste à se poser : en 1973, Henri Crouzet a transformé en holding la direction familiale et la veuve de Faustin Potain a transféré à Lyon la direction générale qui se trouvait toujours à La Clayette.

b) l'atténuation du déséquilibre de l'emploi suivant les sexes

Le taux d'emploi féminin dans l'industrie a reculé de 46 à 43%, entre 1964 et 1973, dans la région ASSEDIC de Roanne. Le nombre de salariés est resté stable chez les hommes à 24.400 alors qu'il a diminué de 1500, soit de 7%, chez les femmes. Cette diminution est particulièrement marquée dans les régions à prépondérance textile : -17% dans les cantons de Thizy et d'Ampel- puis, - 10% dans l'agglomération de Roanne, alors que l'emploi masculin a augmenté de 22,5% dans le reste de l'arrondissement, où les industries récentes ont particulièrement progressé.

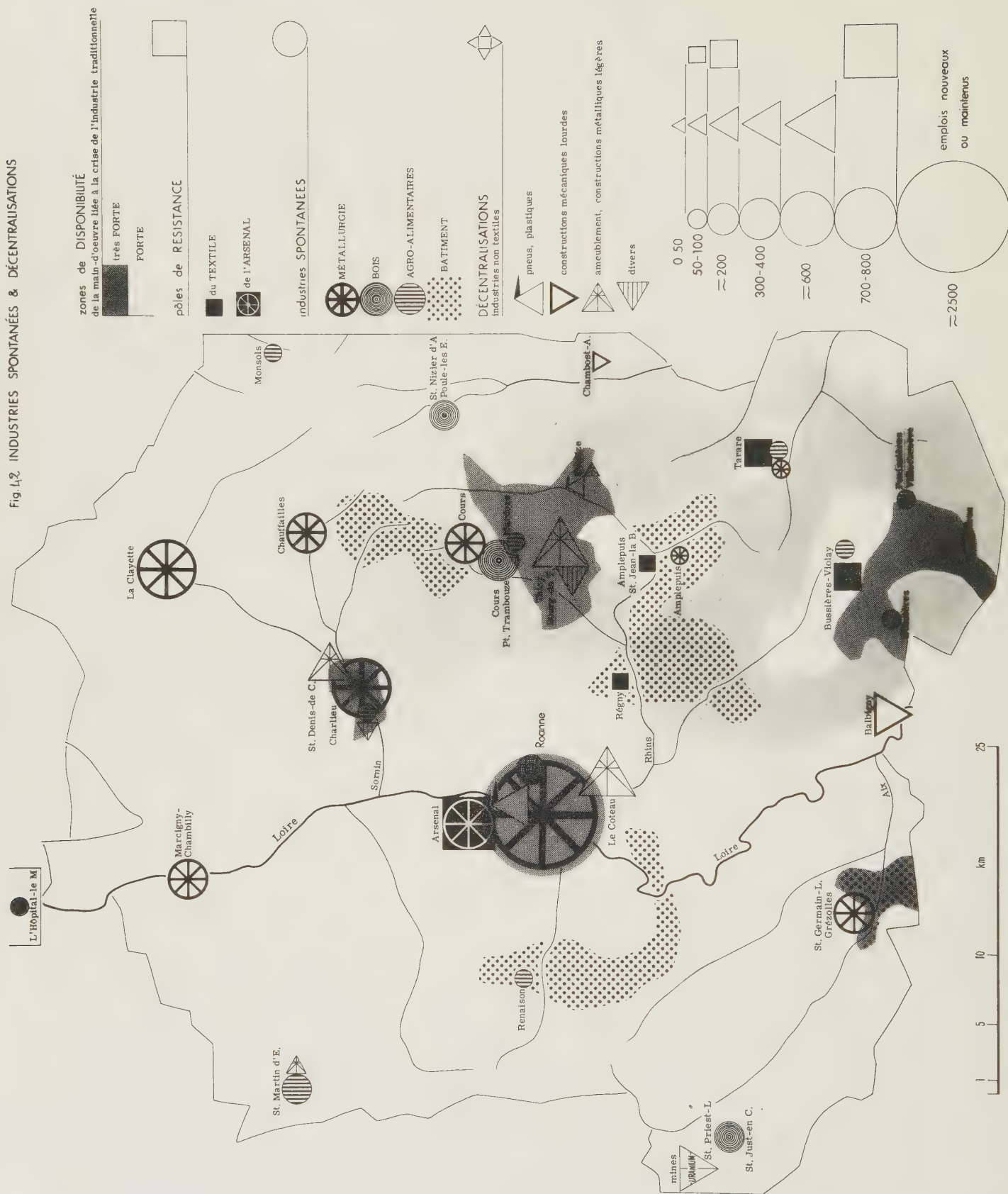
En effet, l'emploi féminin est important dans le tissage où les effectifs ont diminué de 40%. Son pourcentage a même légèrement augmenté, de 46,5 à 47,2%, malgré la généralisation du travail de nuit, qui est réservé aux hommes, car les opérations annexes, comme la confection et le conditionnement, tiennent une place accrue. L'emploi féminin est quasi exclusif dans la maille et l'habillement (82%), où les effectifs n'ont augmenté que de 3,6%. Au contraire, l'emploi masculin est prépondérant dans les branches en développement rapide, avec des taux de 90% dans la métallurgie et de 75% dans les industries diverses.

c) l'atténuation des déséquilibres dans la répartition spatiale

Les industries de la deuxième génération (bonneterie, confection, voile tergal, tissu éponge) s'étaient implantées dans les vieilles régions textiles, dont elles avaient assuré la rénovation. Leur développement avait encore renforcé l'opposition, entre les campagnes manufacturières de l'est et l'agglomération roannaise d'une part, et les campagnes agricoles du nord et de l'ouest, d'autre part.

La crise de 1965 va remettre en cause cette opposition. Les difficultés du tissage ont éliminé les entreprises qui n'avaient pas évolué, alors que la modernisation de la bonneterie et de la confection s'accompagne de la stagnation de l'emploi. Les décentralisations ne font qu'atténuer la diminution d'activité des zones les plus touchées. Au contraire, les industries dynamiques que sont les industries spontanées répondent à des critères d'implantation qui n'ont rien à voir avec la tradition textile. Ce sont parfois des déterminismes naturels, comme pour les salaisons et la transformation du bois en montagne. C'est la présence d'établissements précurseurs qui familiarisent avec le travail d'une matière nouvelle, comme dans le cas de la métallurgie, et l'innovation^{se} propage en tâche d'huile par imitation. Ce sont enfin les facteurs psychologiques, sociologiques, démographiques, sur lesquels repose l'esprit de risque et d'entreprise. L'industrie spontanée délaisse le pays de

Fig. 1.2 INDUSTRIES SPONTANÉES & DÉCENTRALISATIONS



Thizy (20), coeur textile, prisonnier du passé et favorise l'agglomération de Roanne et la périphérie de la zone manufacturière, à partir de bourgs et de petites villes comme Cours, Chauffailles, La Clayette, Charlieu au nord, Violay et Panissières au sud. Aussi, bien qu'atténué, le contraste demeure entre la rive gauche et la rive droite, où les centres d'entraînement, comme Saint-Martin-d'Estreaux et Saint-Germain-Laval sortent peu nombreux.

Tableau 10 - Evolution de l'emploi industriel selon le degré de monoactivité textile et selon la place des capitaux extérieurs à la région (secteur public compris).

	Nb. emplois industriels			% emplois dans le textile			% emplois contrôlés de l'extérieur	
	1964	1973	évolution	1964	1973	évol.	1973	id. - % 1964
aggl. de Roanne(a)	27.750	26.825	- 3,5%	58%	41%	-14%	25,5%	+ 6,5%
reste arrond.	11.100	12.750	+ 15	69,5	43	-26,5	17	+ 6
cantons Thizy et Amplepuis	8.200	6.950	- 18	82,5	70	-12,5	25,3	+ 17,3%
	1966	1973	évolut.	1966	1973	évolut.	1973	id. - % 1966
aggl. Thizy (b)	2.111	1.994	- 5,5%	78%	68%	- 10%	37%	+ 17
Ampl.St-Jean la B.	1.969	2.115	+ 7	83	75	- 8	33	+ 13
aggl. Cours (c)	2.730	2.241	- 18	82	65,5	-16,5	-	-
" Tarare (d)	5.196	5.197	=	77	78,3	+ 1,3	6,7	=
Violay	542	588	+ 23	76	76	=	-	-
aggl. Charlieu (e)	2.947	3.092	+ 1,5	51	36,5	-14,5	24,3	+ 13,3
St-Germain Laval	302	433	+43,3	21	19	- 2	60	- 22,5

(a) y compris l'Arsenal

(b) Thizy, Bourg-de-Thizy, Marnant

(c) Cours, La Ville, Pont-Trambouze

(d) Tarare, Pontcharra, Saint-Forgeux, Les Olmes. Chiffres de 1966 et de 1971

(e) Charlieu, Pouilly/Ch., Saint-Nizier, Chandon, Saint-Denis-de-Cabanne

Source : ASSEDIC Roanne et Lyon

Le tableau 10 montre la corrélation entre l'éloignement de la monoactivité textile, avec le dynamisme industriel d'une part et son caractère endogène d'autre part. Elle s'observe de façon remarquable au niveau des divisions administratives de la région ASSEDIC de Roanne, en dépit du caractère sommaire de ce découpage. Le déclin est sévère dans les cantons de Thizy et

d'Amplepuis, qui conservent un taux de 70% dans le textile, alors que les entreprises extérieures contrôlent actuellement le quart des emplois, au lieu du douzième en 1964. La situation est plus stable dans l'agglomération de Roanne, où la part des industries non textiles est passée des 3/5 aux 2/5 et où l'influence des capitaux extérieurs, beaucoup plus anciennement implantés, a cru modérément. Le reste de l'arrondissement de Roanne connaît une évolution largement positive, qui correspond à un repli relatif de la place du textile, deux fois plus rapide que dans le reste de la région et au plus faible développement des initiatives exogènes.

Il faut certes nuancer^{selon} la nature de l'industrie textile. On voit en comparant Tarare et le pays de Thizy, s'opposer la zone du voile, où le taux de monoactivité a été stable et est actuellement le plus élevé, et les zones de tissage traditionnel qui accusent l'effondrement de ces activités. La diminution de l'emploi total, tertiaire compris, entre 1964 et 1973 (21), est de 18% à Cours et de 14,2% à Thizy. Le recul aurait été plus marqué sans les décentralisations à Thizy, type de la place qui ne s'est pas reconvertie, à la différence de Cours, qui est le seul centre industriel important, resté entièrement aux mains des entrepreneurs locaux. Amplepuis semble contredire les corrélations établies puisqu'à une croissance de 14% du nombre total des salariés entre 1964 et 1972, correspondent la résistance du textile et la pénétration des capitaux extérieurs. C'est que ceux-ci se sont surtout investis dans des secteurs nouveaux en expansion: la texturation et l'ennoblissement des fibres synthétiques. L'exemple de Saint-Germain-Laval est original. La monoindustrie textile a disparu dès 1950, car les tissages ont fermé très tôt. L'installation précoce d'entreprises extérieures, où la métallurgie (Gevarm) l'emporte fortement sur la confection (Jalla, Griffon), a entraîné un redémarrage de l'initiative locale, qui s'est étendue aux environs, comme on l'a vu avec la fabrique de serrurerie de Grézolles.

2 - des industries ubiquistes

a) une dispersion déconcertante

La dispersion de l'industrie, en dehors de ses points d'ancrage d'avant la crise, favorise les zones rurales. C'est ce que montre également le tableau⁶: alors que le poids de l'agglomération roannaise reste stable, que le pays de Thizy, où les petites villes rassemblent 82,5% de la population, est en net repli, le reste de l'arrondissement de Roanne connaît un essor certain. Or ce développement n'est pas redevable au groupe urbain de Charlieu, le seul qui avec 10.000 âmes environ, s'élève au dessus des bourgades de 2.000 habitants. L'exemple de La Clayette montre que le phénomène n'est pas propre à l'arrondissement de Roanne.

Les industries spontanées de la 3ème génération ou les rejets tardifs de la deuxième génération ont fleuri dans les bourgs sans tradition industrielle marquée, comme La Clayette bien sûr ou Saint-Martin-d'Estreaux, avec Orgex et les nouvelles bonneteries nées de l'imitation de Cognet-Garas, et même dans les villages, comme Grézolles et Violay, devenu un pôle de développement, avec Linder, le n° 2 du voile de Tarare et une salaisonnerie. Ces industries ont fleuri aussi dans les petites villes et les bourgs de la périphérie du cœur textile, comme Cours, Chauffailles, Panissières. Une seconde auréole, jalonnée par Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Balbigny, Saint-Germain-Laval, a profité davantage des déconcentrations d'entreprises régionales ou extérieures. Ce sang nouveau a permis à ces centres, autant qu'à l'agglomération de Roanne, de compenser les coupes sombres qui ont eu lieu dans les activités traditionnelles.

Les localisations nouvelles sont pleines d'imprévu. Il est courant qu'on soit obligé d'abattre un pan de montagne pour agrandir l'usine. Qui aurait pensé que Cours, bloqué au fond de la vallée de la Trambouze, aurait été des trois petites villes du Haut-Beaujolais, celle qui ait pu accomplir seule sa mutation ? Qui aurait pensé que Violay, le village le plus élevé de l'arrondissement de Roanne, au flanc de la montagne de Boussuivre, qui atteint 1.000 mètres, allait connaître un tel dynamisme ? La raison première en est dans l'esprit d'entreprise de quelques uns de leurs habitants. Encore faut-il qu'ils aient pu se jouer du milieu géographique ! L'électricité, présente partout, fournit l'énergie. L'obstacle majeur aurait pu être la difficulté des communications. La voie ferrée est supprimée à Cours, en 1969, quand s'amorçait la reprise. La route départementale de Violay à Tarare dégringole de 400 mètres en 8 kilomètres. Mais les camions se jouent du verglas et des virages et assurent partout à bon compte les livraisons, même de pondéreux. Les transports routiers ont été le moyen de fixation de l'industrie spontanée, là où l'esprit d'entreprise l'a implantée.

b) les transports routiers, auxiliaires de la déconcentration.

L'industrie ne souffre guère d'avoir recours à la route, qui assure souplesse, rapidité et des tarifs concurrentiels. La hausse du prix du carburant n'a pas entraîné de baisse de trafic. Les entreprises de transports routiers sont consultées avant qu'une affaire de l'extérieur prenne la décision de s'installer. Elles ont grandi au rythme de l'industrie spontanée et ont avec elle beaucoup de caractères communs.

L'exemple de Cours est particulièrement révélateur à cet égard. Le trafic est de 72.000 tonnes, ce qui est considérable, comparé à l'estimation de 200.000 tonnes pour toute l'agglomération de Roanne en 1970 (22). Plus de

la moitié repose sur l'effilochage, véritable industrie lourde, avec un peu plus de 20.000 tonnes aux arrivages pour les chiffons et un peu moins pour la matelasserie. Puis viennent le bois pour Gimm, les filés et, aux expéditions, les couvertures et les machines. "Ce sont les industriels qui nous ont fait évoluer" reconnaît le patron de la première entreprise, les Transports Joseph Vallier, qui font plus de la moitié du trafic et dont l'activité a doublé tous les dix ans. La maison, fondée en 1900, assurait les services réguliers de voyageurs avec Charlieu, le dévagonnage du charbon à la gare et le ravitaillement en vins du Beaujolais, ce qui était loin d'être négligeable ! Peu à peu les camions remplacent les chevaux. En 1929, elle obtient une licence de zone longue pour Paris (23). Maintenant, elle étend son activité à toute la France. Pour les groupages, trois camions partent quotidiennement, un 20 tonnes sur Paris, un 10 tonnes sur Lyon et un 5 tonnes sur Roanne. Des camions complets sont affrétés, des 20 tonnes pour la matelasserie, des semi-remorques pour le bois. Le souci de ne pas rouler à vide conduit à des voyages triangulaires ou à la recherche d'un fret de retour. Le camion qui amène de la matelasserie dans le Nord, est rechargé pour la Bretagne, d'où il ramène des chiffons à Cours, ou à destination des usines de Voiron ou de Vienne. Le camion qui transporte des couvertures dans l'Ouest, rapporte du bois de la scierie de Nantes pour G.I.M.M. Des semi-remorques sont loués à l'année à l'usage exclusif d'industriels : GIMM et Presto-France, l'imprimerie de Bourg-de-Thizy. Enfin l'entreprise est sortie des limites de la région. Associée à son principal concurrent, Transpocours, qui fait un gros tiers du trafic de la place, elle a monté une société d'affrètement à Nantes, qui livre le bois de la scierie GIMM aux usines du groupe.

On trouve des entreprises du même genre à Roanne, dans d'autres petites villes, voire dans un simple village. La maison Guillermin, à Sainte-Colombe-sur-Gand, travaille beaucoup pour Beka et pour Fima. En cinq ou six ans, elle est passée de 5 à 25 camions. Comme on l'a observé chez Potain, les qualités de la main d'oeuvre jeune, d'origine agricole, ont largement contribué à l'expansion du secteur. C'est parmi elle que sont recrutés la presque totalité des chauffeurs -on en compte 22 chez Vallier pour 33 emplois-. Avisés, résistants, ayant la passion de conduire, ne plaignant pas leur peine, ils sont satisfaits de salaires qui apparaissent élevés : 2.800 francs par mois, plus 45 francs par jour de frais de déplacement, dans une entreprise. Certains sont tentés de se mettre à leur compte. Pour commencer, ils achètent un camion et travaillent avec un bureau de frêt.

c) l'espace rural n'est pas maudit.

Lorsque l'on considère la diminution de la population rurale depuis 1866 et la désindustrialisation des zones manufacturières traditionnelles (24),

on est tenté de penser que les campagnes sont condamnées à la seule activité agricole. Sans parler de pays étrangers comme la Scandinavie, la Suisse, l'Allemagne, l'"Italie du Milieu" et les Etats-Unis, l'essor des industries nouvelles dans le Roannais rural montre que le déclin du secteur secondaire n'est pas une fatalité.

Cependant les conditions sont défavorables à l'industrialisation. Nous rappellerons la vétusté du logement, la difficulté de conserver sur place les jeunes et les cadres. Les petites communes ont en outre, des charges locales très lourdes. En effet, comme le revenu imposable par habitant y est plus faible qu'en ville à cause de la faiblesse de la patente, le nombre des centimes additionnels est plus élevé. Un rapport du sous-préfet de Roanne a montré qu'à chiffre d'affaires égal, une boulangerie-pâtisserie vendant au détail paie une patente de 1.200 francs dans les deux plus petites communes de l'aire du S.D.A.U., au lieu de 693 francs à Roanne (25). Le poids de la fiscalité locale repose de plus en plus sur la patente, à cause de la baisse de valeur des contributions foncières et de la côte mobilière. Ceci est dû au vieillissement des immeubles et à l'extensification de l'agriculture, liées au dépeuplement. A Cuinzier, la patente qui représentait en 1961, 48,46 f. sur 92,67 f., soit 42,8%, représente 54,40 f. sur 99,01, soit 55% après la révision de 1962. Enfin la législation de l'aide à l'industrialisation n'est pas favorable aux zones rurales. Le seuil de recevabilité de trente emplois pour une création ou de 30% d'augmentation des effectifs pour une extension est trop élevé pour les petites entreprises. Les industries agricoles et alimentaires sont exclues du bénéfice de la prime (26).

Les réussites qu'a connues l'industrie spontanée dans ce milieu rural, que forme à notre avis l'ensemble de la Région de Roanne et du Haut-Beaujolais, tiennent à la réceptivité de l'environnement humain à l'initiative d'un entrepreneur. Elles s'expliquent par une démographie et des facteurs socio-psychologiques localement favorables. Mais ces réussites ponctuelles ne remettent pas en cause les déséquilibres structurels et n'empêchent pas que l'écart continue de se creuser avec les régions métropolitaines.

Notes Chapitre II C - LE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DIVERSES ET LA PERCEE DE
L'INDUSTRIE SPONTANEE

- (1) Ch. Lesourd (445) L'adaptation d'une ville à la fonction industrielle, étude de Roanne, DES., 1940, p.90.
Chambre de Commerce de Roanne, Industries de la circonscription en 1936, Archives, 1 p. dactylographiée.
- (2) Le travail en rivière consiste à passer des peaux en poil salées aux peaux en tripe. On le distingue du travail en sec : tannage, retannage, nourriture.
- (3) Ont alors fermé six tuileries industrielles : celles de Veuve Cancalon à Roanne-Le Mayollet, de Boiron à Riorges-Le-Pontet, les deux tuileries de Pouilly-sous-Charlieu et celles de Chambilly et d'Artaix.
- (4) Les chiffres du tableau 6 sont obtenus à partir des données de l'ASSEDIC, confrontées aux renseignements fournis par Connaissance de la Loire (45) car les grandes entreprises déclarent, suivant les années, le nombre total de salariés ou celui employé dans les chantiers de l'arrondissement.
- (5) La construction traditionnelle n'utilise pas systématiquement les éléments préfabriqués et ne livre pas clés en mains. Le chiffre d'affaires par salarié y est inférieur de moitié à celui de la construction industrielle : 5.000 francs au lieu de 10.000 francs en 1973.
- (6) Il s'agit de Saint-Germain-l'Espinasse, Noailly, Saint-Léger, Ouches, Lentigny, Villerest, Saint-Jean-le-Puy.
- (7) René Valette, Saint-Symphorien-sur-Coise, p.204-236, princ. p.214-216, in Université de Saint-Etienne, Les villes du Massif Central (468), 1971, 462 p.
- (8) Etablissements Orgex, in Connaissance de la Loire, n° 35, 15 nov. 1974, p.117-119.
- (9) René Fillon, L'usine de traitement du fumier de Saint-Priest-la-Roche, in l'Essor, décembre 1974
- (10) Jean-Pierre Houssel (453), Ville moyenne et agriculture : l'exemple de Roanne, RGL n° 4, 1970, p.405-407.
- (11) Françoise Crouzet (408), St-Nizier-d'Azergues, mémoire annexé de D.E.S., 1966 p.29-33.
- (12) Remarquable analyse sociologique de cette implantation d'"une usine en pleine campagne", in Roger Daille (8), Enquêtes et Pastorale , 1962, p.105-112.
- (13) Jean Canard, Promenade à Saint-Priest-Laprugne, 1958, p.67-72.
- (14) SIMO, brochure d'entreprise, sans date ni pagination (12 p.)
- (15) R. Bodu et R. Gautier, Le traitement des minerais d'uranium du Forez, p.107-120, in Annales des Mines, novembre 1962.
- (16) Marc Lacouture, L'ensemble minier de Saint-Priest-Laprugne, Mémoire annexe de D.E.S., in Revue d'Auvergne, tome 77, 1963, n° 4, p. 163-167.

- (17) En 1970, sur les 82 ouvriers qui habitent à plus de 5 km. de l'usine (sur 284), 32 viennent de la montagne manufacturière et 52 des campagnes agricoles. D'après CRESAL (60), Relations internes et externes de la Région de Roanne, oct. 1970
- (18) Sur 360 salariés de l'usine de Saint-Denis-de-Cabanne, en juillet 1974, 200 habitent à Saint-Denis, 85 à Charlieu et dans les communes limitrophes, 50 à et autour de Chauffailles, 20 dans le canton de Belmont. (Renseignements fournis par la Direction).
- (19) Sur la phase de rapide croissance, Jean-Pierre Houssel (46), Essor des villes manufacturières..., RGL 1972, p.375-378
 Un bon exemple d'industrie spontanée dans une petite ville en milieu rural est donné dans : A. Coustaury, Déclin et vitalité en Ardèche : la région du Cheylard, in RGL, vol.49, n° 3, 1974, p. 211-239, princ. p.221-228
- (20) A l'époque où Thizy était une petite capitale, on parlait à bon droit du pays de Thizy, pour les cantons de Thizy et d'Amplepuis et quelques communes limitrophes des cantons voisins. Voir Denise Tiller (126), Le Rhône sous-développé, DES 1967
- (21) Ces chiffres sont plus caractéristiques que ceux de 1966 à 1973, utilisés dans le tableau 10, parce que les difficultés du tissage traditionnel étaient sensibles avant même 1964
- (22) CRESAL (60), Les transports de marchandises au départ et à l'arrivée dans l'agglomération de Roanne, 1970, p.64-65
- (23) Tout camion de plus de six tonnes de poids en charge, soit 3,5 tonnes de charge utile, fait l'objet d'une licence de camionnage urbain, de zone courte pour un parcours jusqu'à 150 km., de zone longue au delà.
 Depuis 1945, dans le cadre de la coordination rail-route, la délivrance de licences de zone longue est bloquée.
- (24) Jean-Pierre Houssel, Evolution récente et perspectives du canton de Saint-Symphorien-de-Lay, in Connaissance du Roannais (46), 1er trimestre 1972, p.20-30
- (25) Préfecture de la Loire, Etude sur le regroupement des communes de l'agglomération de Roanne, avril 1971 62 p., princ. p.49, La fiscalité locale est envisagée dans l'état antérieur à la réforme qui a pris effet au 31/12/1973
- (26) Le Rapport sur l'industrialisation en milieu rural, in Le Monde, 7 Janvier 1975, p.36, insiste particulièrement sur ce point.

Chapitre III

UNE RENOVATION MOINS MARQUEE DE L'AFRICULTURE

La place de l'agriculture dans la région apparaît bien modeste, si l'on s'en tient à la brutalité des chiffres. Elle est en tout cas inférieure à ce qu'elle est dans l'ensemble du pays. Pour l'arrondissement de Roanne, la population agricole représente 20% de la population totale en 1962 (30.500 sur 152.000) et 15% en 1970 (94.000 sur 160.000 environ). Les actifs agricoles sont 13.000 en 1970. Si on tient compte de ceux, exploitants ou aides-familiaux qui exercent une activité extérieure, et des personnes âgées, cela ne fait que 6 à 7.000 unités de travail humain (U.T.H.) (1), soit l'effectif de la métallurgie dans le secteur privé, la moitié de celui maintenu dans le tissage, à peine le dixième de la population active. Le revenu agricole final du département a été de 462 millions en 1971. Celui de l'arrondissement peut être estimé à un peu plus du tiers (2), soit 160 millions, c'est-à-dire moins de 5% du chiffre d'affaires total dans le secteur privé. Rappelons que le chiffre d'affaires des ARCT a été de 525 millions en 1971, ce qui correspond à une valeur ajoutée de 166 millions. En fait, si on retire les ressources complémentaires tirées d'autres activités, l'agriculture maintient à peine 10 habitants au km², et procure un revenu par travailleur inférieur au SMIC. Ce bilan doit rester présent à l'esprit, car l'on est toujours tenté de présenter la région comme un modèle d'équilibre entre l'agriculture et l'industrie.

Soumise plus qu'associée à l'industrie, l'agriculture reste encombrée de traits du passé, tant dans les structures agraires, les systèmes agricoles que par le faible degré d'organisation professionnelle. Pourtant, elle a connu une incontestable évolution technique. Celle-ci est plus marquée dans la montagne et la demi-montagne, encore fortement humanisées et qui s'orientent vers l'intensification laitière, que dans la plaine fossilisée par l'élevage charolais.

A - LA PREPONDERANCE DE L'AGRICULTURE DE TYPE TRADITIONNEL -I - *REMARQUES METHODOLOGIQUES SUR L'UTILISATION DES DONNEES STATISTIQUES*

La masse de statistiques collectées par les Directions Départementales et Régionales de l'Agriculture devrait amplement satisfaire nos besoins. Mais leur utilisation possible est moins étendue qu'il n'y paraît, autant à cause de leur base géographique que de la nature de l'information. Les résultats des études annuelles ou spéciales, établies par sondage, ne sont valables qu'au niveau du département (3). Celles qui se prêteraient à une étude régionale, grâce au caractère très localisé des données, comme l'enquête sur la coopération agricole, souffrent de la règle du secret statistique qui interdit de publier les résultats en dessous de 4 unités (4). Cela nous prive de renseigner

champ d'étude, assez aisément repérables. Ne restent donc directement utilisables que les recensements généraux de l'agriculture de 1955-56 et de 1970-71, qui descendent au niveau de la commune. On peut ajouter pour la Loire, l'enquête au dixième de 1963-64, complétée à l'initiative de la Chambre d'Agriculture de Saint-Etienne par un second échantillon de communes de même valeur, ce qui la rend crédible au niveau de la petite région agricole (P.R.A.). Ses résultats sont précieux, car ils permettent de jeter un pont entre les deux recensements de 1955 et de 1970. L'enquête communautaire de 1967-68 a bien été effectuée également au cinquième, mais les résultats ont été établis au niveau de la grande région agricole (6), qui regroupe les petites avec plus ou moins de bonheur. Ainsi la G.R.A. Monts du Lyonnais, qui comprend les P.R.A. Monts du Lyonnais, Plateau de Neulise et Côte Roannaise, constitue un ensemble peu cohérent.

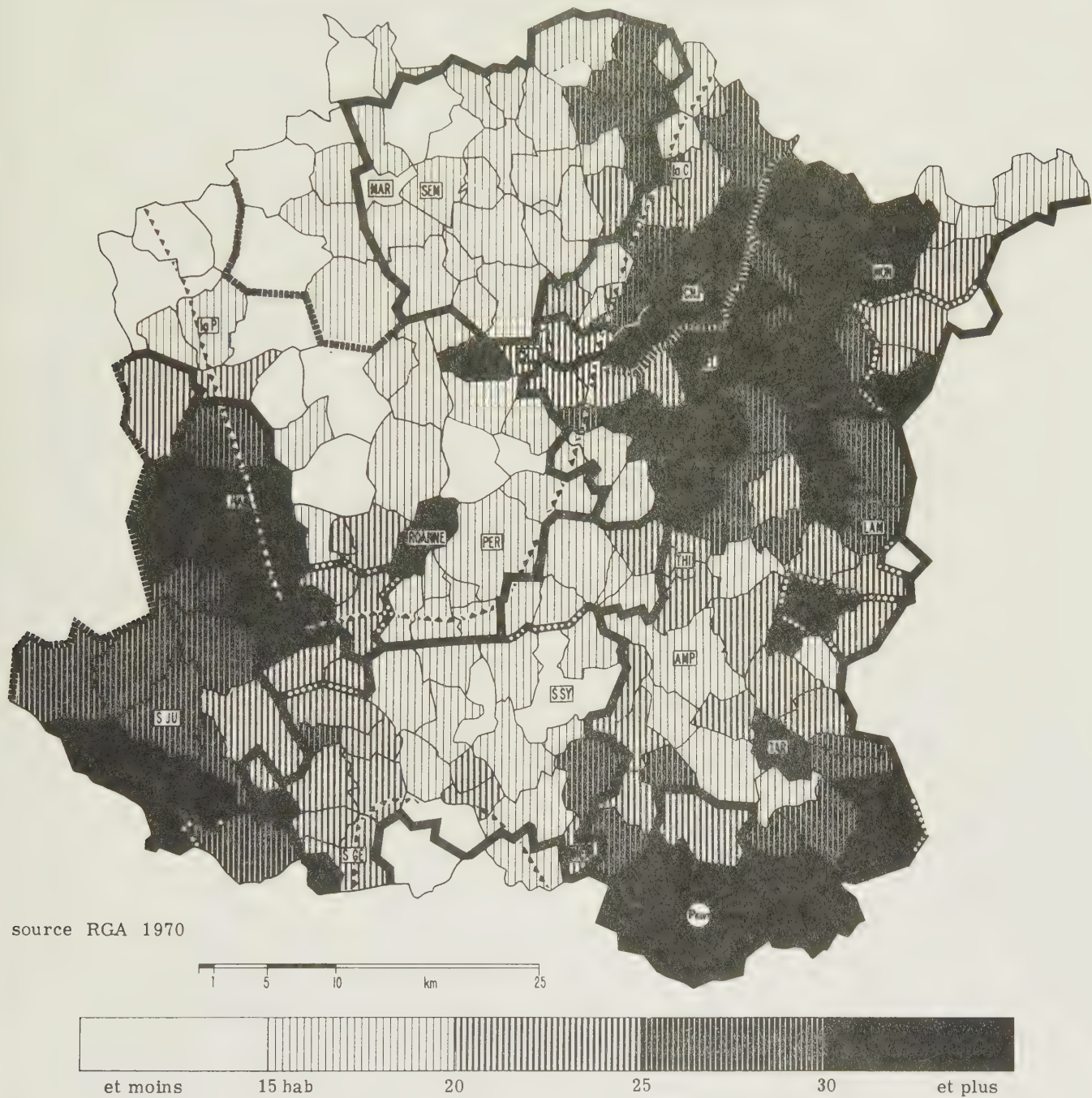
1 - Le cadre géographique : la petite région agricole

Les bouleversements techniques n'ont pas été tels que la notion de pays ait perdu chez nous toute sa valeur. Or la correspondance entre P.R.A. et unités, naturelles, voire historiques dans certains cas, telle qu'elle a été établie en 1946 par le Ministère de l'Agriculture et l'INSEE, est en général satisfaisante. Dans la Loire et la Saône-et-Loire, le découpage a été effectué avec beaucoup de soin, puisqu'il différencie les unités originales que constituent la Côte Roannaise, le Brionnais, le Plateau de Neulise, des unités plus vastes que sont les Monts de la Madeleine, la Sologne Bourbonnaise et les Monts du Lyonnais. Il appelle cependant quelques remarques.

L'inconvénient majeur pour notre travail est l'intégration des monts du Beaujolais et des monts de Tarare dans la P.R.A. des Monts du Lyonnais, car les oppositions ne sont pas seulement d'ordre physique, avec un relief beaucoup plus disséqué au nord qu'au sud, mais d'ordre humain, entre la montagne manufacturière et le "hiatus textile" des monts du Lyonnais. La comparaison des caractères essentiels pour chaque partie, que nous avons effectuée pour le département du Rhône montre la vigueur des contrastes (voir tableau 4). Il faut aussi noter le caractère artificiel introduit par les limites départementales. La partie montagneuse des cantons de La Clayette et de Chauffailles est attribuée au Charolais, parce qu'elle est en Saône-et-Loire, alors qu'elle se rattacherait assez logiquement à une P.R.A. des Monts du Beaujolais. De même c'est la limite de la Loire et de la Saône-et-Loire qui fixe la séparation entre les P.R.A. Plaine de Roanne et Sologne Bourbonnaise. Or nous savons bien que la Sologne Bourbonnaise commence effectivement au nord de la marche constituée par l'ancienne forêt de l'Espinasse.

Au niveau de l'attribution des communes à telle ou telle P.R.A. on retrouve l'insoluble problème des finages situés à cheval sur des terroirs différents.

Fig. La densité de population agricole par hectare de S. A. Utilisée en 1970



pour les limites se reporter à la fig.

C'est le cas des grandes communes de la Côte Roannaise comme Ambierle, disposées à la fois sur les monts de la Madeleine, la côte et la plaine de Roanne, et celui des communes de contact entre les monts du Beaujolais et la plaine de Roanne, entre Coutouvre et Chandon. On se doute de la complexité de la situation avec les casiers du Brionnais : Dyo, Saint-Germain, Saint-Symphorien-des-Bois, Amanzé se trouvent en majeure partie sur une avancée du socle ancien et se rapprochent davantage des Monts du Charolais que du Brionnais, auxquels elles ont été rattachées, ce que montre bien la carte des densités de la population agricole (voir figure 43).

Tableau 1 - Altitude et délimitation des petites régions agricoles

Région agricole	altitude des points (a)			dénivellation (ra)		
	chef-lieu	le + bas	le + haut			
Mts de la Madeleine	649 m.	350 m.	1292 m.	427 m.		
Plateau de Neulise	482	200	850	174		
Mts du Lyonnais (Loire)	561	300	1004	713		
dont Belmont	525	425	750	325		
Commune contestée					classification officielle	proposée
Saint-Martin-la-S.	650	430	850	420	P.Neulise	Mts Madelein.
Montagny	530	352	570	218	Mts Lyonn.	P.Neulise
Pradines	420	350	430	80	"	"
Régny	350	330	474	144	"	"
Combre	477	350	495	145	"	"
St.Victor/Rhins	450	424	558	134	"	"
Bourg-de-Thizy	460	360	580	220	"	"

(a) pour les régions agricoles, il s'agit de l'altitude et de la dénivellation moyennes.

Source - Ministère de l'Agriculture, R.G.A. 70, Enquêtes communales Loire et Rhône, tableau 1

L'attribution de Saint-Martin-la-Sauveté est contestable : sa situation à l'ouest de la faille de la Côte, la rattache aux Monts de la Madeleine. L'examen de la carte géologique et des altitudes comparées montre que Montagny, Combre, Bourg-de-Thizy, Pradines, Régny, Saint-Victor-sur-Rhins, attribuées aux Monts du Lyonnais

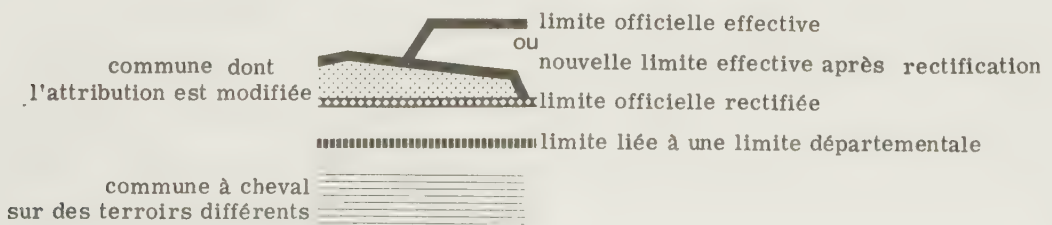
Fig. 44 LES PETITES REGIONS AGRICOLES



..... limite du socle ancien

..... limite Sud-Est de
la SOLOGNE BOURBONNAISE

LIMITES des petites régions agricoles



fort plutôt partie du Plateau de Neulise. Enfin le recul récent de la vigne fait que l'on n'hésiterait plus à rattacher aujourd'hui Ouches, Lentigny et Villierest à la Plaine de Roanne, ni St-Jean-St-Maurice au Plateau de Neulise. Dans le département du Rhône, les limites sont critiquables, quand elles sont calquées sur celles du canton. Cela concerne les marges orientales des Monts du Lyonnais. On leur a restitué les communes des cantons de Beaujeu, de Villefranche et du Bois d'Oingt rattachées à tort au Beaujolais Viticole et on a fait l'opération inverse pour Saint-Romain-de-Popey, canton de Tarare. (voir figure 44)

2 - Ce qu'on peut demander aux statistiques

Les résultats par commune et petite région agricole ont l'inconvénient de donner des valeurs moyennes, globales, d'atténuer les oppositions ou les simples différences qui existent d'un village à l'autre et, plus fondamentalement encore d'une exploitation à l'autre, puisque, dans les régions de transition entre l'agriculture moderne et l'agriculture traditionnelle, le rôle de l'initiative de l'individu et du groupe est irréductible (7). Nous avons la chance, si l'on peut dire, de nous trouver en présence d'une région homogène dans sa relative indifférence en face des techniques nouvelles. Chaque commune a quelques exploitations progressives noyées au milieu des exploitations-retraites, des exploitations traditionnelles, petites ou grandes. De même, les quelques villages progressifs sont noyés dans les zones d'indifférence (8). Dans ces conditions, la comparaison des résultats entre petites régions agricoles permet de dégager les facteurs de diversité des systèmes agricoles que sont les conditions naturelles, les structures d'exploitation, ainsi que les modalités de l'évolution perceptible à partir de 1955. Comme c'est la date du premier R.G.A., on peut mesurer l'importance de la mutation.

Les données statistiques brutes doivent être élaborées en unités conventionnelles pour pouvoir être comparées. A partir de l'utilisation du sol, on établit le coefficient d'intensivité selon le modèle de Klatzmann (9). La conversion des têtes de bétail en UGB permet de connaître la densité du cheptel par ha. de SAU ou de SFP. Les travailleurs à temps partiel doivent être ramenés en fractions d'UTH ou de P.A.T. Cela permet d'établir le rapport fondamental SAU par UTH. Il faut bien sûr accepter une marge d'imprécision dans ces notions calculées à partir des données des recensements et des enquêtes. En effet, sous la même rubrique "veau d'élevage de moins d'un an", on trouve le veau de lait, le broutard charolais, le baby-beef engraisé à l'auge, dont la correspondance en UGB est différente. Et comment calculer en toute certitude le nombre d'UTH ? On aurait moins besoin de ces notions pour juger de l'intensivité d'un système, si les statistiques fournissaient des

renseignements qualitatifs, comme les rendements et les revenus, à une échelle plus fine que les évaluations faites au niveau du département. Les travaux de comptabilité et de gestion suppléent à cette carence, mais les regroupements sont faits par types de production et rarement par région agricole. Cet inconvénient est limité pour la Loire, car les exploitations viande sont concentrées dans la plaine de Roanne et que les exploitations laitières, soit en plaine, soit en montagne, sont assez homogènes au nord et au sud du département. Encore faut-il avoir à l'esprit que les exploitations qui donnent leur comptabilité en gestion sont très peu nombreuses (150 sur 18.500 dans la Loire en 1970) et se situent au-dessus de la moyenne.

Quand on est parvenu à dégager ce qui caractérise chaque région, encore faut-il revenir à la réalité, en reconstituant les différences qui existent entre "cantons ruraux" et d'une exploitation à l'autre. Heureusement, en dehors des cas d'espèces, elles s'ordonnent autour d'un nombre réduit de types que la monographie permet de décrire à partir d'exemples représentatifs. On les isole assez aisément à partir d'un certain stade de familiarisation avec le milieu.

Par l'étude statistique et l'observation directe menées en parallèle, le risque est moindre de tomber dans les deux déformations possibles de la recherche, bien définies par Jean Boichard : considérer l'agriculture d'une région comme un secteur d'activité homogène, dont rend suffisamment compte l'étude statistique; étudier le comportement des agriculteurs à travers les multiples cellules de base que sont les exploitations, ce qui conduit à privilégier les exploitations d'avant-garde sur les fermes en difficultés (10). Le recours conjoint aux deux méthodes nous paraît indispensable, même à l'échelle de la région de programme et du pays entier, car si l'appréhension des types d'évolution ne vient pas diriger l'examen des statistiques et en pondérer les résultats, on tombe vite dans l'exercice de style.

II - LA TONALITE DOMINANTE : DES AGRICULTEURS PLUS PROCHES DU PAYSAN QUE DE L'ENTREPRENEUR.

En 1965, le Centre de Gestion des exploitations agricoles de la Loire a tenté l'évaluation du revenu agricole par petite région. Cela permet de constater que l'arrondissement de Roanne ne se différencie guère du reste du département. Le produit brut par ha. de SAU est légèrement inférieur (673 francs au lieu de 760) et la valeur ajoutée par UTH légèrement plus forte (6450 francs au lieu de 6130) (11). Or le département de la Loire reflète la situation de la majeure partie des campagnes françaises. En 1971, le revenu brut par ha. y est de 15% supérieur à celui de l'ensemble du pays (4522 francs au lieu de 3922 francs), tandis que le revenu brut par UTH est

inférieur de 23% (15.100 f. contre près de 20.000 f.) (12). On sait que les régions d'agriculture moderne ont la plus forte productivité et se concentrent toujours davantage. Les chiffres témoignent donc de la médiocrité de l'agriculture régionale et de sa dégradation progressive par rapport à la moyenne nationale.

1 - une agriculture de la France moyenne

La Loire compte beaucoup de petites exploitations familiales, où la densité de travailleurs reste forte, les investissements limités et qui se consacrent par nécessité aux spéculations animales sous-rémunérées. En 1971, la surface moyenne est de 14,7 ha, contre 20 en France. On compte 7 PAT pour 100 hectares de SAU, contre 10 en France, mais les cultures spéciales sont très réduites. La production animale fournit 78,8% de la production agricole finale, au lieu de 57,2% dans l'ensemble du pays.

Le décalage technique s'exprime dans la comparaison pour 1973 des statistiques annuelles du Ministère de l'Agriculture :

Rendement en q ^x / ha.	Loire	France
blé	38	46
orge	33	49
maïs-grain	46	54
pomme de terre	200	237
pré naturel de fauche	35	48
prairie temporaire	45	64
maïs fourrage	500	500
Nombre de bovins par ha de S.F.P.	0,86	0,76
" de porcins	0,32	0,35
production de lait par vache laitière (litres)	3150	3120
Engrais chimiques		
kilos d'éléments fertilisants par ha.	83	165
rapport N.P.K.	1 - 2,05 - 1,2	1 - 1,2 - 1

Pour la production végétale, les rendements sont dans l'ensemble de 20% inférieurs à la moyenne nationale (égaux pour le maïs fourrage, inférieurs d'un tiers pour l'orge et le foin des prés naturels). Pour la production animale, les rendements et les densités sont semblables, mais bien au-dessous de ce que peuvent assurer les normes actuelles. La consommation d'engrais est inférieure de moitié et le rapport entre l'azote, l'acide phosphorique et la potasse, qui tend à se rapprocher de l'unité, reste, dans la Loire, fortement déséquilibré.

Enfin, la mentalité traditionnelle continue de marquer la personnalité de base. Cela se ressent au niveau de l'attachement à la terre et de la permanence de l'individualisme. On ne compte que neuf communes remembrées dans le département et l'esprit d'association est peu développé : il n'y a sur le plan de la commercialisation par exemple, que 10 groupements de producteurs et 26 organismes collectifs, soit trois fois moins que dans le Rhône. Or "la vitalité des institutions nouvelles aux caractères communautaires affirmés", qui ont marqué la mutation agricole, est "comme une sorte de baromètre, qui renseigne sur les chances de salut d'une région" (13). A ce titre, l'arrondissement de Roanne est encore plus mal partagé que le reste du département. Bien qu'il couvre 38% de la surface de la Loire, on n'y trouve aucune commune remembrée. Sur les 23 CETA du département, il n'en compte que cinq et encore deux sont situés à la périphérie sud. Le taux de coopératisme, c'est-à-dire le nombre d'adhésions à une coopérative de commercialisation rapporté au nombre de chefs d'exploitation de plus d'un hectare, est très bas. Il se situe entre 10 et 25%, alors que dans la plaine et les monts du Forez, il est déjà entre 25 et 50% et qu'il peut dépasser 100 dans les régions progressives ou de vieille implantation coopérative (14). Trois groupements de producteurs seulement y ont leur siège social. Les survivances du genre de vie traditionnel sont attestées par l'importance relative qu'y conserve la pratique de l'échange du blé : elle concerne en 1970 61% de l'ensemble du département, (4400 quintaux sur 7230), pour 16,7% seulement de la collecte (26.500 quintaux sur 160.000) (15).

2 - Plaine et montagne, zones d'indifférence

Le Roannais et le Beaujolais Textile se sont donc comportés en face de la mutation comme des "zones d'indifférence ou d'imitation très lente"(8). Et cela se vérifie autant pour la plaine d'effondrement prolongée au nord-ouest par le Brionnais, que pour les massifs anciens qui l'encadrent. Cette disposition se retrouve d'ailleurs dans le sud du département de la Loire, où les Monts du Forez à l'ouest, le Sillon Houiller et les Monts du Pilat au sud, les Monts du Lyonnais à l'est, entourent la plaine du Forez.

a) la dualité des structures

La dualité entre la plaine et la montagne (voir tableau 2) ne vient pas seulement des conditions naturelles, mais des structures d'exploitation héritées du passé. On se rappelle que les parties basses ont été désertées à cause des fièvres jusqu'au second Empire, alors que les reliefs ont longtemps retenu les hommes. En 1970, la Plaine de Roanne conserve une densité de population agricole (15), (voir figure 43), inférieure de moitié à celle

Tableau 2 - L'opposition des structures d'exploitation entre la plaine et la montagne : l'exemple de l'arrondissement de Roanne

1-Str. sociales agraires	Plaine Roanne	Côte de Roanne	Mts de Madeleine	Plateau Neulise	Mts Lyonnais Loire	con Belmont
Nb.exploitations 1955	2860	1397	1325	2243	4319	708
1964	2310	1050	1060	1810	2260	
1970	1717	795	906	1572	1929	367
S.moy./expl ^{on} 1955	14,9 ha	14,7	8,7	13,75	11,3	7,8
1964	17,9	15,9	9,6	15,5	13,4	
1970(a)	22,5	14,3	11,6	18,5	14,6	14,3
% expl.de -20 ha: 1955	74,8 %	78,3	90	78,25	87,8	
1964	68,7	74,7	81	73	83	
1970(a)	56,2	77,3	82	63	79	81
% S.expl. -20 ha 1964	28%	50	60	43,4	65	
1970	19,6	56	47,6	32,5	54,4	56,3
% SAU en FVD 1964	41%	67,5	58,5	64,7	54	
1970(a)	43,3	67,1	58	57,7	55	
2-Pop.agr.et actifs agr.						
D ^k .pop.agr/km ² SAU 1964	19,75	26,2	36	25,3	31	
id.landes exclues 1964	20	33,5	41,7	27,4	33,3	
id/km ² SAU ^e 1970(a)	16,25	25	26	19,8	27,5	29,3
nb.ha SAU/UTH 1964	12,4	9,4	9,6	11	8,1	
%chef expl.+50 ans 1970	52,6%	53	55,7	50,5	45,7	51
" -35 ans 1955	10,8	7,4	12,4	11	20	
% chefs exploitation à tps complet sur 1964	62%	63	47	66	79	
exploitation 1970	57,8	62,8	50,2	68,7	69,1	71,8
à 1/4 tps " 1970	21,7	16,2	27,4	15,5	13,3	
avec act.ext ^{re} ppale 1970	18,5	12,1	23	13,3	13	20,4
de-5ha av.act.ēxt. à agricult 1964	31	29	38	37	48	

(a) S.A.U. en 1955, S.A.U.e (utilisée = SAU-sols et cour-landes pâturées) en 1970

Sources - INSEE, Ministère de l'Agriculture, R.G.A. de 1955 ()
 - D.D.A. Loire, Où en est l'agriculture dans le département de la Loire ?
 (M1) pour 1963
 - D.D.A. Loire, Résultats du recensement de l'agriculture (38), 1971

Tableau 3 - La diminution du nombre des exploitations de 1955 à 1970

Taux moyen annuel en %	Pl. Roa.	Brion- nais	Côte Roan.	Mts M.	Pl. Neul.	Mts L. (Loire)	con Belm.	Mts L. (Rhône)	MALT (a)	Loi- re	Fran- ce
de 1955 à 1963	-2,5	-	-3,4	-2,5	-2,3	-2,6	-	-	-	-2,2	-2,1
de 1963 à 1970	-3	-	-2,5	-2	-1,9	-2,1	-	-	-	-3,1	-2,8
de 1955 à 1970	-2,7	-2,35	-2,8	-2,2	-2	-2,5	-3,3	-2,4	-3,3	-2,4	-2,5

(a) MALT = cantons de Monsols, Amplepuis, Lamure, Thizy

de la montagne, où elle dépasse 30 hab. au km² de SAU, si l'on exclut les landes pâturées. La surface par UTH est de 12 ha. en plaine, de 8 ha. en montagne et de 10 ha. sur le plateau de Neulise. Pourtant, la population active agricole n'est pas plus vieille en montagne, et l'on trouve dans les Monts du Lyonnais une structure d'âges exceptionnellement jeune en 1955. La montagne est caractérisée par la petite exploitation familiale en faire-valoir direct. La surface moyenne comprise entre 11 et 15 hectares suivant les petites régions, reflète bien la réalité, puisque 75 à 83% des exploitations ont moins de 20 hectares et couvrent en 1964 entre la moitié et les deux tiers de la SAU. Dans la plaine de Roanne au contraire, les petites exploitations d'une dizaine d'hectares au plus, les "locateries", souvent en faire-valoir direct, s'opposent aux "domaines" d'une quarantaine d'hectares, détachés des grandes propriétés et exploités le plus souvent, jadis en métayage et aujourd'hui en fermage. Les trois quarts des exploitations ont moins de 20 ha., mais ne couvrent que le quart de la SAU.

Ces oppositions se sont encore renforcées depuis 1955. Mis à part la Côte Roannaise qui enregistre un recul de 30%, la population agricole a diminué un peu plus vite de 1964 à 1970 dans la Plaine de Roanne (-18,5%) qu'en montagne (-16% dans les Monts du Lyonnais et de la Madeleine). Le taux annuel de diminution des exploitations agricoles est légèrement plus élevé de 1955 à 1970 dans la plaine de Roanne que le taux national, et l'on constate ici, comme en France, une diminution plus rapide depuis 1965, à l'inverse de la montagne (tableau 3). Le pourcentage d'exploitants à temps partiel a continué à augmenter dans la Plaine de Roanne et les Monts du Lyonnais, alors qu'il s'est stabilisé ou a diminué ailleurs.

b) La montagne tenue à l'écart de l'agriculture progressive

L'agriculture de montagne pouvait évoluer entre le type I défini dans "La France sans paysans" (17), où dominent les petites exploitations traditionnelles et le type II où l'emportent les exploitations progressives. Elle est restée de type I, en dépit de la présence de quelques foyers d'évolution au sud et du dégagement récent d'exploitations viables. Ce n'était pas une fatalité comme le fait ressortir la comparaison entre le nord et le sud de la P.R.A. Monts du Lyonnais dans le Rhône. Le nord, qui correspond à la montagne manufacturière (cantons de Monsols, Lamure, Thizy, Amplepuis et Tarare) s'oppose à la région "privilegiée" que sont devenus les Monts du Lyonnais proprement dits. On y pratique une agriculture intensive, résolument spécialisée dans le lait, avec un recours important au hors sol, pour les porcs en particulier. Un réseau serré d'associations vivantes (CETA, CUMA, groupements

de producteurs, "nurseries" coopératives de veaux) regroupe une proportion suffisamment forte d'exploitants pour que le dynamisme l'emporte.

Tableau 4 - L'opposition entre le nord et le sud de la P.R.A. Monts du Lyonnais (Rhône)
d'après le R.G.A. 1970

	Haut Beaujolais et monts de Tarare	Monts du Lyonnais
surface totale	72.300 ha.	44.500 ha.
S.A.U.	38.750	28.600
population agricole	9.080	11.230
densité par ha. S.A.U.	23,5	39,2
S.A.U./S.totale	53,5%	64,3%
terres labourables/SAU	17,3 %	36 %
céréales/T.L.	41,8 %	50 %
cult. fourragères/T.L.	36,8 %	34,2 %
autres cultures/T.L.	18,8 %	15,8 %
S. toujours en herbe/S.A.U.	74,3 %	70,4 %
coeff. intensivité (9)	109	138
nb. bovins/ha.S.A.U.	0,7	1,1
vaches laitières/bovins	55 %	71,5 %
nb. porcs/ ha.S.A.U.	0,12	0,47
nb. brebis-mères	6600	3000
nb. caprins	5250	1700

c) La plaine fossilisée par l'élevage charolais.

On peut étendre à la plaine de Roanne et à la Sologne Bourbonnaise, ce que Jean Boichard écrivait du Nivernais d'entre Loire et Allier. "Bien plus qu'aux régions voisines du Massif Central cristallin et parcellé, c'est aux plaines cérélières de la Région Parisienne que ressemble cette contrée. Certes, on y fait de la viande, au lieu d'y faire du blé. Mais comme en Brie, Valois et Vexin, nous sommes ici dans une zone caractéristique du capitalisme agraire, où l'on voit s'associer une grande propriété plus ou moins absentéiste et une grande exploitation où le fermage domine largement" (18).

Pourtant, les exploitants des domaines étaient restés en 1955 des paysans : un tableau du RGA de 1955 révèle que 4,2% seulement des exploitants avaient effectué dans l'année plus de 500.000 francs de dépenses techniques, pour le matériel, le bâtiment et les frais de vétérinaire. On est toujours loin aujourd'hui de l'entreprise agricole, en dehors de l'aristocratie des emboucheurs et éleveurs de reproducteurs et de quelques modernes exploitants laitiers. La fidélité aux pratiques extensives de l'élevage charolais a écarté toute transformation profonde. Malgré une marge brute à l'hectare double de celle de la S.T.H., les labours n'occupent que le cinquième de la surface utilisée. Ils sont d'ailleurs interdits par la plupart des baux. Le nombre de bovins par hectare de S.A.U. ne dépasse pas l'unité. Les améliorations foncières sont inexistantes : il y a 440 hectares drainés et 112 hectares irrigués, contre 5.350 dans la plaine du Forez. Le revenu agricole calculé par le Centre de Gestion de la Loire, à partir de la comptabilité de dix exploitations produisant de la viande n'est que de 434 francs par hectare en 1971. (19). Si le système se conçoit en grande surface, car "il est toujours plus commode de vivre en économisant ses peines, quand on dispose d'un vaste capital foncier", comme le remarque J. Boichard (18), il se maintient contre toute logique, en petite exploitation familiale, spécialement dans le Brionnais où les exploitations de 5 à 35 ha. forment les 4/5 des exploitations de plus de 5 ha. et occupent 45% de la S.A.U. Le revenu agricole par UTH tombe à moins de 700 francs par mois (34). Ce système, ^{qui passe} toujours pour apporter prospérité et prestige, s'est maintenu en dépit de la modification des conditions économiques qui l'avaient justifié.

Les pays d'élevage charolais se retrouvent aujourd'hui dans les campagnes traditionnelles de type I, alors que dans la plaine du Forez, l'évolution partie des riches chambons gagne les médiocres varennens. Elle a accueilli le maïs-grain et s'affirme de plus en plus comme la grande région céréalière du département : avec 30% de la surface emblavée, elle a assuré en 1970, 70% de la collecte, dont 35% pour le blé et 90% pour le maïs (15). Le coefficient d'intensivité dépasse aujourd'hui celui des Monts du Lyonnais et la densité d'UGB par ha. de S.F.P. a pour le moins rattrapé : celle de la plaine de Roanne.

(voir tableau 5)

.../...

Tableau 5 - Les différences d'intensité du système agricole entre la plaine de Roanne et la plaine du Forez.

	Plaine de Roanne	Brionnais	Plaine du Forez
surface totale	52.400 ha.	40.000 ha.	75.800 ha.
population agricole	6.600	5.600	10.400
densité par ha. SAUE	16,5	17,5	20
SAUE/S.totale	76%	80,3%	76%
terres labourables/SAUE	21,4 %	11,7 %	46%
céréales/SAUE	10,5 %	5,5 %	26,5 %
maïs-grain/SAUE	0,75 %	0,66 %	8,3 %
cultures fourragères/SAUE	7,7 %	4,8 %	15 %
S.T.H. / S.A.U.E.	77 %	87,3 %	52,7 %
coefficient d'intensivité (9)	117	105,5	157
nb.bovins/ha.SAUE	1	1,06	0,73
" /ha. SFP	1,1	1,1	0,92
% vaches laitières/bovins	14%	7,3%	53%
nb.porcins/ha. SAU	0,22	0,15	0,42

3 - le poids des forces traditionnelles

On pourrait ajouter aux exemples des monts du Lyonnais et de la plaine du Forez, celui de la côte du Forez, qui a réussi autour de la coopérative de Trélins, la conversion de son vignoble alors que celui de la Côte Roannaise décline. A partir de situations proches, le Roannais et le Beaujolais Textile se sont montrés beaucoup moins dynamiques que les pays voisins du sud. Si les handicaps des structures de base n'ont pas pu être bousculés, cela tient pour une bonne part à l'influence conservée par les courants de pensée traditionnels, représentés ici par les organisations du Sud-Est.

a) les limites de l'influence professionnelle à long terme de la J.A.C.

Si nous considérons les exploitations concernées par deux institutions qui ont accompagné la mutation agricole, les CETA et la gestion de la comptabilité, on est frappé à la fois par leur petit nombre et leur concentration spatiale (voir figure 45)

Tableau 6 :- L'implantation des CETA et des exploitations en gestion comptable en 1970, dans l'arrondissement de Roanne (20).

Région agricole	CETA	expl on en gestion	de 10 -20 ha.	de 20 à 30 ha.	de 30 à 55 ha.	de 55 à 80 ha.	+ de 80 ha.	indéter minées
Monts de la Madeleine	2	6	3	1	1	1	-	-
dont sud	2	4						
Côte Roannaise	1/2	2	2	-	-	-	-	-
Plaine Roannaise	1 1/2	28	-	8	11	-	5	4
dont S.O	1 1/2	17	-	2	8	-	4	3
" s ^r Charlieu	-	8	-	4	3	-	-	1
Plateau de Neulise	-	7						
dont rive droite		7	-	2	5	-	-	-
Monts du Lyonnais	3	8						
dont sud	3	8	5	3				

La majeure partie de l'arrondissement n'est pas concernée. La plupart des exploitations du sud de la plaine de Roanne qui ont leur comptabilité en gestion, disposent de grandes surfaces et se sont toujours rapprochées de l'agriculture d'entreprise. Le développement autonome de la paysannerie intéresse seulement cinq foyers situés dans la montagne ou à la périphérie de la plaine : le secteur de Charlieu, l'est du plateau de Neulise, les contreforts des monts de Tarare, le sud des monts de la Madeleine et le sud de la côte Roannaise. Or ce sont autant de points forts de la Jeunesse Agricole Chrétienne dans ses belles années, entre 1940 et 1950-55, comme le montre la figure 45 (21).

Une solide implantation jaciste apparaît une condition nécessaire, comme l'indique à contrario le vide de la plaine. C'était pourtant une région de forte pratique religieuse, mais l'élevage charolais assurait une sécurité telle que les jeunes n'attendaient plus grand'chose d'une réflexion solidaire. Curieusement, la JAC était davantage présente dans la partie bourbonnaise déchristianisée : c'est la réaction militante d'une minorité, qui peut difficilement entraîner la masse. La J.A.C. n'a pas beaucoup mordu non plus sur les villages de paysans-ouvriers de la Côte ni aux environs de Roanne, où

l'avenir semblait devoir passer plus par la ville que par les champs. Mis à part le secteur de Saint-Just-en-Chevalet, trop isolé pour accueillir des idées nouvelles, la zone de diffusion de la JAC correspond à la montagne et à la demi-montagne, à forte pratique religieuse et où les jeunes, nombreux sur de petites exploitations familiales, sont inquiets pour le lendemain. Les inégalités de répartition dans le détail s'expliquent par le plus ou moins grand rayonnement des aumôniers ou des militants.

Mais la présence de la JAC n'est pas une condition suffisante au "décollage" de la paysannerie traditionnelle. Dans les campagnes manufacturières, où l'attention était dispersée entre la terre et le métier, la réussite agricole est limitée à quelques individus, noyés dans le milieu. C'est ce qu'atteste l'absence de CETA dans les secteurs de Charlieu et de Saint-Symphorien, en dépit du nombre relativement élevé d'exploitations en gestion. Dans le canton de Belmont, pays par excellence du genre de vie mixte, l'absence d'initiatives locales est manifeste. Des équipes suffisamment nombreuses pour constituer des centres pionniers ne se sont vraiment dégagées qu'à la périphérie méridionale : au sud de la Côte Roannaise, avec le CETA de Villemontais; au sud des Monts de la Madeleine, avec les CETA de Crémeaux et de Saint-Martin-la-Sauveté; au contact des Monts du Lyonnais, avec les CETA de Violay, de Panissières et de Saint-Martin-Lestra. Les zones progressives satisfont tout un complexe d'exigences : des régions chrétiennes, une population agricole dense et jeune, l'influence de la ville ni trop sensible ni trop lointaine, l'absence de ressources de complément. On pense à la parabole du semeur, à la semence qui tombe le long du chemin, sur le sol pierreux, dans les épines et, enfin, dans la bonne terre... L'ampleur de ces restrictions montre bien la force de la tradition.

b) un fief du Sud-Est.

Le comportement reste dicté par l'environnement de "région blanche". Le "Journal de Roanne" de Louis Mercier s'est prolongé après la Libération sous un nouveau titre, "Le Pays Roannais". Il a éliminé ses concurrents et est pratiquement le seul journal à être lu dans les campagnes. Si l'Union du Sud-Est n'est plus depuis 1940 "Union des syndicats agricoles" (22), elle continue de faire sentir son influence. En effet, elle a reconstitué ses services dans le cadre régional après la Libération, tout comme la Coopérative de Landerneau, alors que les organisations concurrentes se créaient ou se reconstituaient dans le cadre du département. Dans ses fiefs, elle est omniprésente avec les caisses locales des Mutuelles Incendie et Accidents dans chaque village; les guichets de la Caisse Régionale du Crédit

Agricole, doublée depuis 1966 par ceux de la Caisse d'Economie du Sud-Est (23); les dépôts de la Coopérative Agricole, au moins dans chaque chef-lieu de canton. Prenant en compte l'exode rural et les mutations professionnelles, elle met à la disposition des anciens exploitants et aides familiaux qui travaillent à la ville, ses organismes de crédit et une mutuelle-maladie, la S.M.C.A. Ce réseau dense et vivace, intimement lié à la vie sociale et très décentralisé, distille l'idéologie de l'Union, restée très proche de celle des fondateurs, à l'inverse de la Coopérative de Landerneau qui a été prise en main par les agriculteurs qui ont accepté l'évolution.

L'Union du Sud-Est, tout au moins jusqu'à ces dernières années, car la disparition des vieux exploitants risquait de lui faire perdre sa clientèle, refusait toute concession à la mutation et se voulait le recours des paysans dépassés par le progrès, ces "braves petits" exploitants familiaux, qui sont le rempart de la stabilité politique. Elle veille avec un soin jaloux à la conservation de chacune de ses branches (24), afin de garantir le pluralisme et de se protéger contre la mainmise de l'Etat, toujours considéré comme l'hydre tentaculaire qui menace les libertés. La coopérative ne commercialise que "des produits qui ont fait leurs preuves", ce qui derrière le louable souci d'éviter à l'utilisateur de faire les frais de l'expérimentation, signifie aussi le peu d'empressement, voire l'hostilité face aux techniques nouvelles, comme la prairie temporaire ou l'ensilage. L'Union s'est peu avancée dans le domaine des coopératives de vente et des groupements de producteurs. Il y a certes dans cette attitude une méfiance légitime envers les grands organismes comme l'ORLAC, où l'adhérent risque de n'être plus qu'un numéro, privé de la possibilité d'exercer un contrôle réel. Mais on y trouve aussi l'attachement à la conception libérale, selon laquelle la coopérative doit se borner à un rôle de témoin, face aux excès du secteur privé. Pour l'Union du Sud-Est, l'agriculteur n'a pas à sortir de son rôle de producteur ni à prendre des initiatives pour contrôler la commercialisation de ses produits. Par attachement à l'individualisme, elle répugne à la règle de l'apport total et considère les règles de discipline de production et de mise en marché comme un premier pas vers l'étatisation. Le Sud-Est accepte de patronner des accords avec les négociants, comme dans le cas du groupement porcin de Charlieu, pour faire bénéficier les agriculteurs de services et de garanties qu'ils ne pourraient obtenir individuellement, dans la mesure où ils n'ont pas à observer de contraintes. Cette conception fait du paysan un mineur, auquel on concède des responsabilités de second ordre, comme la gestion d'une caisse locale d'assurance, mais qui a toujours besoin de tuteurs. Elle persiste jusqu'à nos jours autour de lui l'atmosphère de la société ruralo-chrétienne, "où l'Eglise, le chatelain ou le gros propriétaire

terrien assurent la cohésion d'un régime agraire de type individualiste, où chaque ferme s'isole derrière ses haies", au milieu de ses terres, suivant la description qu'en a faite Michel Barnaud pour le Charolais et le Brionnais (25). Cette atmosphère ne prédispose pas le paysan à prendre son destin en mains.

Or le Roannais et le Beaujolais Textile demeurent un fief du Sud-Est. Les mutuelles sont présentes partout. La Caisse Régionale de Crédit Agricole l'emporte dans le Brionnais et le Haut-Beaujolais. La Coopérative Agricole se trouve pratiquement sans autres concurrents que les négociants privés. Ses dépôts sont parmi les plus importants de l'Union. Charlieu est le second avec plus de 5 millions de C.A. pour l'exercice 1972-1973. Derrière lui on trouve Roanne- Le Coteau avec 4 millions, La Clayette et Chauffailles avec plus de 2, Saint-Martin-d'Estreaux, Marcigny, Bourg-de-Thizy, Tarare avec un million et demi, Amplepuis et Saint-Just-en-Chevalet avec le million, sans parler des plus petits. La Coopérative Blé-Approvisionnement de la Loire, ouverte à la modernisation et qui s'est organisée à la Libération à partir de la plaine du Forez, commence juste à pénétrer dans l'arrondissement de Roanne. Elle a ouvert un dépôt en 1967 à Saint-Germain-Lespinaisse et un second au Coteau en 1973. Elle est bien implantée sur les marges méridionales : Saint-Germain-Laval, Feurs, Panissières, Boën-sur-Lignon.

Le poids du passé s'exprime dans la difficulté à mettre en place un syndicalisme agricole moderne. Ce n'est pas que les leaders de qualité manquent. L'arrondissement fournit de nombreux responsables départementaux, à commencer par Claudius Piot, président de la FDSEA de 1966 à 1975, parvenu cette année au terme de son mandat et qui est resté fidèle aux conceptions du CNJA des origines (26). Mais le dialogue est difficile avec des exploitants âgés, installés sur des surfaces trop petites et qui n'ont pas été préparés à la mutation. La tendance majoritaire à la FDSEA depuis 1966 n'a jamais pu présenter de liste aux élections à la Chambre d'Agriculture dans l'arrondissement de Roanne (27). En 1974, la liste qui rassemble des candidats attachés à l'esprit du Sud-Est, a continué à l'emporter avec 55% des suffrages exprimés, et 28% des inscrits. Or, les résultats dans le reste du département vont contraindre son leader à quitter la présidence de la Chambre d'Agriculture de la Loire, et, par là même, la présidence de l'Assemblée Permanente des Présidents de Chambres d'Agriculture, comme il avait dû quitter en 1966 la présidence de la FDSEA. Celui-ci, Pierre Collet, est éleveur sur un domaine d'une soixantaine d'hectares à Pouilly-les-Nonains, à quelques km. à l'ouest de Roanne. Comme René Blondelle, auquel il succéda, il a le don de ne rien dire qui puisse faire douter de sa solidarité d'intérêts avec le paysan le plus démuné. Or s'il fut choisi par les céréaliers

pour succéder à un céréalier, c'est qu'il conciliait en sa personne, les agriculteurs du sud de la Loire, qui sont parvenus à s'imposer sur le plan syndical, et les entrepreneurs du centre du Bassin Parisien, auquel le rattachent et le conservatisme et le capitalisme commercial et foncier qui caractérise l'élevage charolais.

Les deux listes qui s'opposent à la sienne représentent les laissés pour compte de l'agriculture. Elles recueillent chacune 21% des suffrages. Le MODEF est surtout implanté dans le canton de La Pacaudière, c'est-à-dire le Bourbonnais rouge, où il a 38% des voix, et dans les secteurs où les paysans-ouvriers sont nombreux, comme la Côte Roannaise et autour de la mine de Saint-Priest-Laprugne. L'autre liste, dite de "La Propriété Agricole", strictement locale, ne cache pas son caractère réactionnaire. Elle est hostile à toute forme d'intervention de l'état ou de la profession, qui limite le droit de propriété et l'individualisme du chef d'exploitation. Elle a mené des campagnes contre les projets de remembrement, les SAFER, les groupements de producteurs. Hostile au progrès technique, elle se fait le chantre de la culture biologique. Ses voix sont à peu près également réparties dans tout l'arrondissement.

III - UNE INCONTESTABLE EVOLUTION

Cependant les exploitations qui nous apparaissent aujourd'hui traditionnelles sont bien différentes de ce qu'elles étaient avant la mutation. La motorisation, l'augmentation de la production et l'installation dans l'économie de marché se sont généralisées. Si les transformations n'ont pas été suffisantes pour assurer dans la plupart des cas, surtout à partir de 1964, le franchissement du seuil de l'entreprise viable, il ne faudrait pas en conclure que la moyenne agriculture française ait été une agriculture immobile.

1 - l'évolution des structures foncières

a) le faible accroissement de la surface moyenne

Le nombre des exploitations a diminué du tiers à la moitié entre 1955 et 1971. La plupart des exploitations restent cependant de petite taille. La S.A.U.E. moyenne est inférieure à 15 ha. dans la montagne et légèrement supérieure à 20 ha. dans la plaine. L'accroissement a été d'autant moins sensible que le point de départ était bas : le contraste est encore accentué entre la plaine et la montagne.

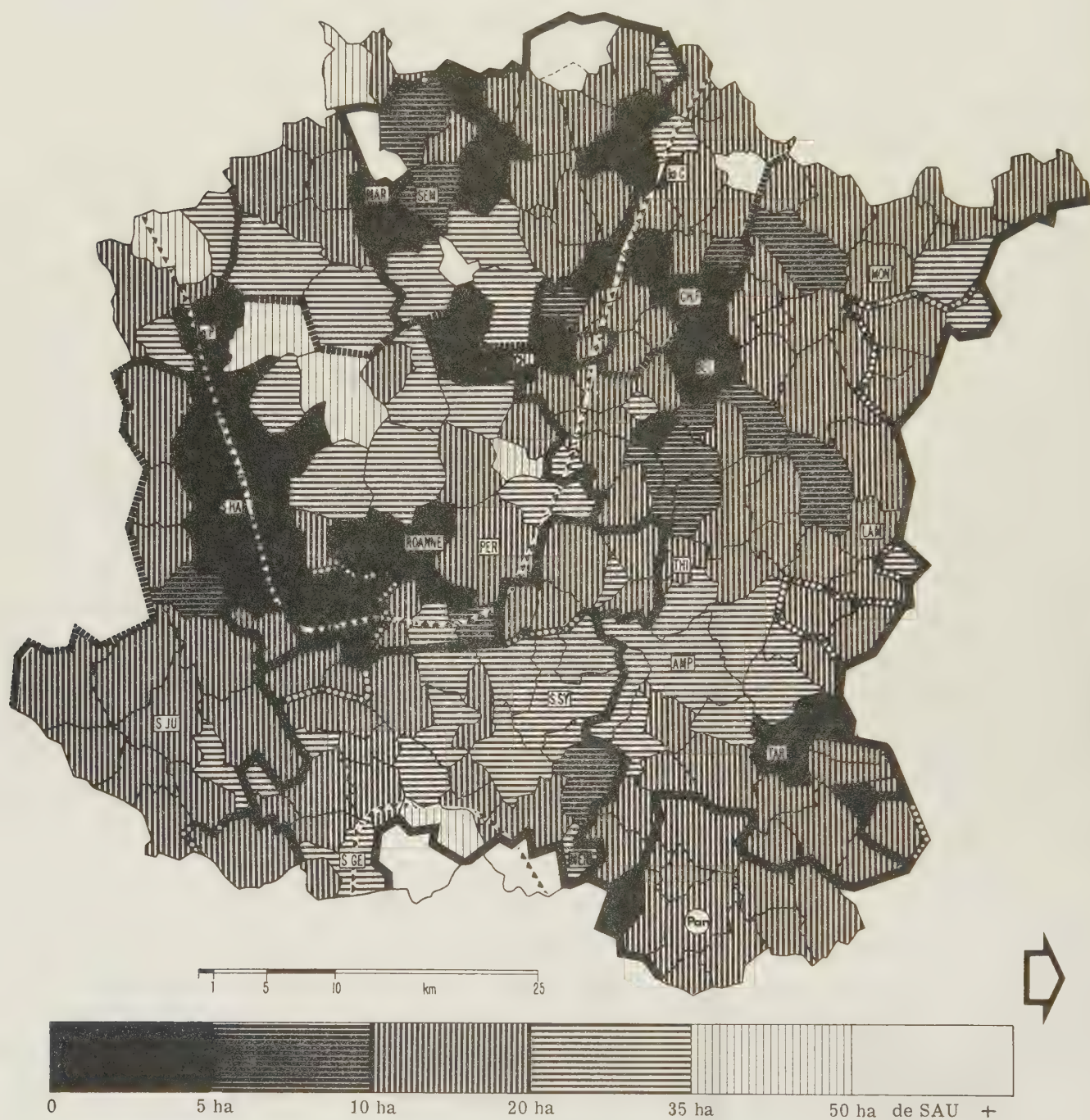
Tableau 7 - Diminution du nombre des exploitations et augmentation des surfaces entre 1955 et 1970

	diminution du nb. des exploitat.	S.A.U.E. my.(1970)	différence / 1955	S. occupée par expl.+20 ha. (1970)	différence /1955
Plaine de Roanne	40%	22,5 ha.	+ 7,6 ha	71,6%	+ 8,4%
Brionnais	34	20,8	+ 7	72,1	
Plateau de Neulise	30	18,5	+ 5	67,5	+ 10,9
canton de Belmont	47	14,3	+ 6,5	43,7	+ 10,6
Monts de la Madeleine	32	14,3	+ 1,6	44	+ 6

C'est la plaine de Roanne qui connaît la plus forte augmentation de surface moyenne. Elle possédait les meilleures structures de départ et le taux de disparition des exploitations a été l'un des plus élevés. Il n'est dépassé que dans la montagne manufacturière à genre de vie mixte, dont le canton de Belmont est un bon exemple. Bien qu'il approche de 50%, la surface moyenne n'est encore que de 14,3 ha. La faible augmentation en taille enregistrée dans les Monts de la Madeleine vient de l'abandon d'un quart de la surface cultivée en 1955 et du changement de référence : la SAUE ne tient pas compte des landes non paturées ni des friches. Les exploitations de plus de 20 hectares couvrent maintenant plus des deux tiers de la surface utilisée en plaine, mais encore moins de la moitié en montagne. Dans l'ouest des Monts de la Madeleine et pour la quasi-totalité des Monts du Lyonnais et du Charolais, le groupe des exploitations de 10 à 20 ha est à la fois le plus nombreux et celui qui occupe la plus grande surface.

La comparaison de la répartition des exploitations classées selon la taille, montre que dans la montagne, il y a peu de très petites exploitations et pas de grandes. Dans la plaine, la courbe de 5 en 5 ha est bimodale avec une diminution régulière du groupe de 0 à 5 ha à celui d'entre 25 et 30 ha, avec un nouveau maximum entre 35 et 40 ha. L'importance conservée par les exploitations inférieures à 5 ha s'explique par la proximité de la ville qui facilite les mouvements pendulaires des paysans-ouvriers. La médiane située dans le groupe de 30 à 50 hectares correspond au domaine, avant les regroupements actuels. Le seuil des 30 hectares constitue d'ailleurs en 1964, le niveau au-dessus duquel le taux de succession apparaît positif, ou ce qui revient au même, le minimum de surface que les agriculteurs considèrent alors comme viable (28).

Fig. Taille des exploitations agricoles 46 A - groupe d'exploitations le plus nombreux



B - groupe d'exploitations occupant la SAU la plus forte



Tableau 8 - Répartition comparée du nombre d'exploitations classées selon la taille en ha en 1970, dans les Monts de la Madeleine et la Plaine de Roanne

en %	- 2 ha	de 2 à 5	de 5 à 10	de 10 à 20	de 20 à 50	de 50 à 100	100 et +
Plaine de Roanne	10,4	12,5	13,3	20	33,9	8,7	1,2
Mts Madeleine	2,7	9,6	25,6	39,5	22,3	0,3	-
différence	+ 7,4	+2,9	-12,3	-19,5	+ 10,4	+ 8,4	+ 1,2

L'évolution depuis 1955 a renforcé les caractéristiques originelles.

Dans les Monts de la Madeleine, le nombre d'exploitations a baissé dans toutes les classes de taille, mais la diminution a surtout frappé les toutes petites (moins de 5 ha) et les grandes (plus de 50 ha). Dans la Plaine de Roanne, le nombre d'exploitations a diminué jusqu'à 30 ha, d'autant plus rapidement qu'on s'éloigne de ce seuil, et a augmenté au delà. C'est maintenant le groupe des exploitations de plus de 50 ha qui occupe la plus grande surface. Il en va de même dans le Brionnais, alors que dans le Plateau de Neulise, fidèle à sa position intermédiaire, c'est celui de 20 à 35 ha (voir figure 46).

Tableau 9 - Evolution comparée du nombre d'exploitations selon la taille entre 1955 et 1970.

	- de 2 ha.	de 2 à 5	de 5 à 10	de 10 à 20	de 20 à 50	de 50 à 100	100 et +	Total
Mts Madeleine								
Différence								
- en nb.absolu	- 31	- 69	- 56	- 163	- 66	- 14	-	- 400
- en %	- 40	- 44	- 20	- 30	- 24	- 85	-	- 30%
- des taux de 1970 et 1955	- 1,4	- 3,5	+ 3,35	+ 0,6	+ 1,7	- 0,7	-	-
Plaine de Roanne								
Différence								
- en nb.absolu	- 366	- 271	- 271	- 203	- 24	+ 137	+ 18	- 1038
- en %	- 64%	- 54,5	- 54	- 34	- 4	+ 850	+ 450	- 40%
- des % 1970, 1955	- 8,4	- 5,2	- 4,7	=	+ 12,1	+ 5	+ 1,2	

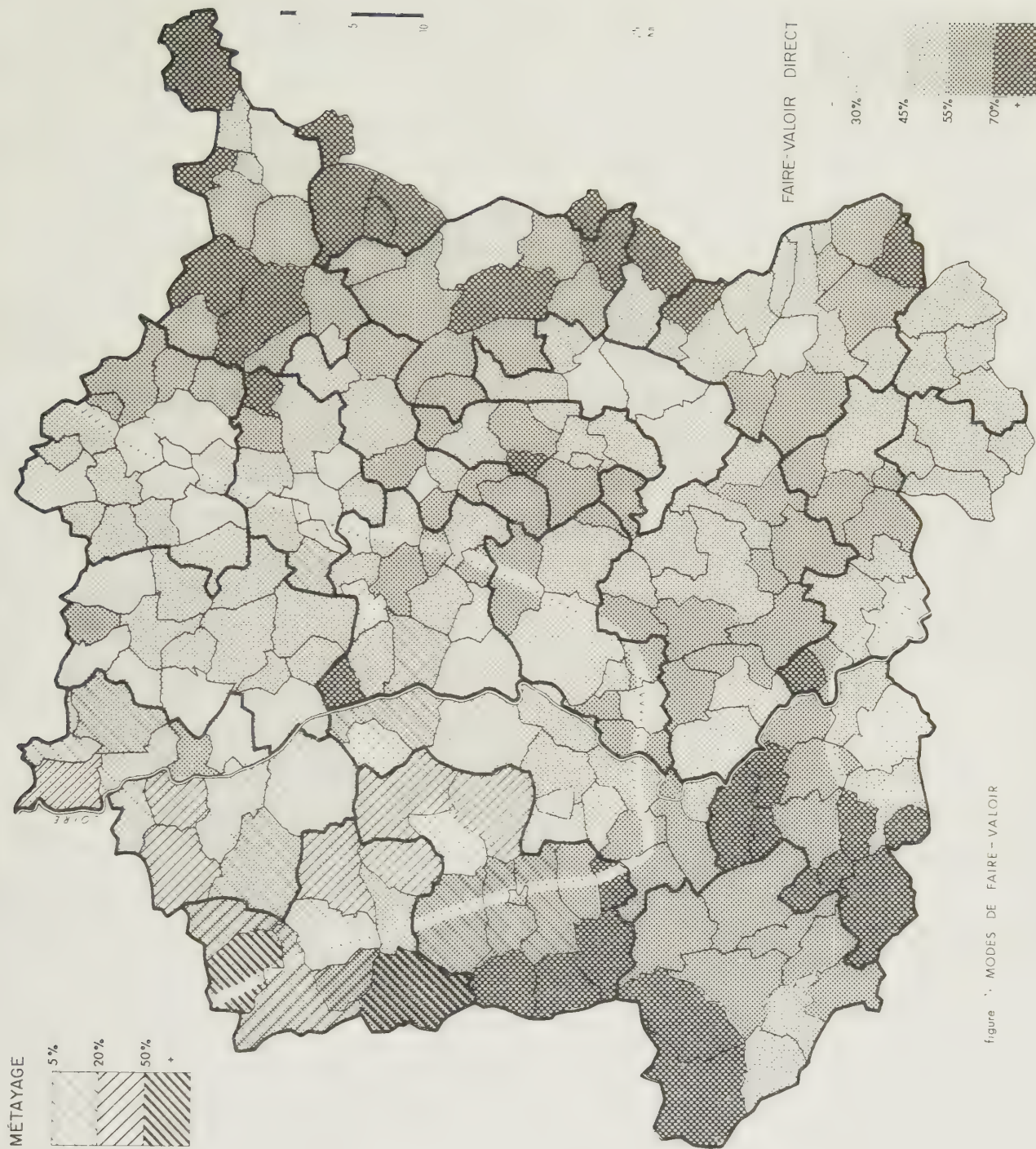


figure 1. MODES DE FAIRE-VALOIR

La concentration des exploitations s'est accompagnée d'une légère augmentation de la surface en faire-valoir direct (F.V.D.), là où le faire-valoir indirect était important : elle est de 2,3% dans la Plaine de Roanne, où il intéressait 59% de la S.A.U. en 1955 et de 1% dans les Monts du Lyonnais, pour 46% de la S.A.U. A l'inverse, on note une diminution de la part de S.A.U. en F.V.D., qui est de 0,5% dans la Côte Roannaise et les Monts de la Madeleine et atteint 7% sur le Plateau de Neulise, où le F.V.D. domine. On constate en effet l'extension des modes mixtes, avec achat de terre au propriétaire non exploitant par le fermier et prise en location par le propriétaire en F.V.D. des surfaces de ceux qui se retirent. Mais la répartition spatiale des modes de faire-valoir s'est peu modifiée entre 1955 et 1970 (voir tableau 2 et figure 47). Le faire-valoir direct l'emporte dans la montagne et le plateau de Neulise (plus de 55% et même plus de 70% de la SAU à la périphérie); sauf à proximité de Roanne et des petites villes manufacturières, où la bourgeoisie locale a acheté de la terre. La plaine de Roanne et la Sologne bourbonnaise, de part et d'autre de la forêt de l'Espinasse, sont des pays de grande propriété, avec propriétaires résidents là, non résidents ici. Depuis le statut de 1946, beaucoup de métayers ont choisi d'être fermiers. Le métayage ne constitue plus de 20% de la SAU que dans neuf communes seulement et plus de la moitié dans une seule.

En fait, toute évaluation sur la part réelle exploitée en faire-valoir direct est bien théorique. Il y a les locations verbales et surtout, depuis 1968, s'est développée la vente d'herbe, c'est-à-dire la cession de l'herbe sur pré au printemps pour une campagne. D'après une enquête de la section fermage de la FDSEA, en 1974, ce phénomène concernait au moins 3% de la SAUE de l'arrondissement de Roanne et jusqu'à 10% dans les communes péri-urbaines, où domine l'élevage charolais. Ce système est avantageux pour le propriétaire, qui n'est pas lié par un bail régulier. Il peut fixer chaque année le prix selon la loi de l'offre et de la demande et vendre à tout moment en terrain à bâtir, ce qui explique pourquoi la vente d'herbe est plus fréquente autour des villes. A la recherche du profit maximum, le preneur n'entretient pas la prairie. C'est souvent un maquignon, un boucher, ou encore un gros exploitant qui peuvent ainsi tourner la législation des cumuls. On comprend l'inquiétude des exploitants familiaux devant l'extension d'un système qui les éloigne de la maîtrise de leur outil de travail : la terre (29).

Fréquemment, le noyau de l'exploitation est formé de terres d'un seul tenant autour des bâtiments. Ce sont les acquisitions actuelles, au fur et à mesure des terres libérées qui accroissent le morcellement et peuvent conduire à un véritable éclatement, particulièrement en système herbager.

Le parcellement s'est atténué par échanges, mais là encore les contrastes entre la plaine et la montagne se sont accentués. Il ne constitue un problème que dans les Monts de la Madeleine et la montagne manufacturière. Dans la plaine, des blocs continus d'une dizaine d'hectares ne sont pas rares, d'autant plus que le bétail charolais doit disposer de vastes enclos. Les Monts du Lyonnais ont toujours eu de bonnes structures et c'est une des explications à l'essor qu'y a connu la nouvelle agriculture.

Tableau 10 - Le parcellaire d'exploitation en 1965

% d'exploitations	d'un seul tenant	morcelées (a)	très morcelées (a)	S.moyenne des blocs de culture (b)
Monts du Beaujolais C ^{on} de Belmont	12%	60%	28%	1,6 ha.
Monts de la Madeleine C ^{on} de St-Just-en- Chevalet	12,7	60,6	26,7	2,1
Plateau de Neulise C ^{on} de St-Symphorien de Lay	28,5	60	11,4	4,9
Monts du Lyonnais C ^{on} de Feurs (monts)	62	26,4	11,6	3
Plaine de Roanne C ^{on} La Pacaud. (nord)	22	67	10	7,5
C ^{on} Roanne (plaine)	30	52	18	5

(a) il s'agit de réponses subjectives données par l'exploitant

(b) bien entendu, la surface moyenne des blocs de culture varie avec la taille de l'exploitation. En dessous de 5 ha, elle est de 1,3; au dessus de 50 ha, elle est de 10,4 dans le canton de Roanne (plaine)

Source : Chambre d'Agriculture de la Loire (54), Inventaire des Exploitations agricoles du canton de ... , 1966. •

Favorisé par l'Indemnité Viagère de Départ, on note depuis 1964 un rajeunissement sensible des exploitants, particulièrement marqué dans la Plaine de Roanne (+ 2,8% de moins de 35 ans et -4,2% de plus de 65 ans par rapport à 1955), mais sensible aussi dans les Monts de la Madeleine et le Plateau de Neulise (respectivement + 1,3, - 3,9 et + 1,4 et - 1,2%). Les monts du Lyonnais dans la Loire continuent à avoir les structures par âges les plus favorables, mais l'écart s'est considérablement réduit. Avec la Plaine de Roanne, il n'est

plus que de 2,7% au lieu de 9,8% en 1955, pour les moins de 35 ans.

Tableau 11 - Evolution de la répartition des exploitants par grands groupes d'âges

Age des chefs d'exploitations (en %)	Plaine Roanne	Brionnais	Côte Roann.	Monts Madeleine	Plau Neulise	Monts du Lyonnais Loire	Rhône
- 35 ans 1955	18,1	12,8	12,4	7,7	11	20	11
1964	8	7	8	6	10	13	11
1970	12	8	7,4	7,1	11,4	12,7	11,4
+ 35 ans 1955	72,7	74	78	85,0	70	48	48
1964	78	77	77	77	78	72	77
1970	78,5	77	77,4	78,1	78,8	72,7	77,5

1.1. Concentration au profit des exploitations viables depuis 1964

Les années 64-65 marquent aussi l'entrée dans une nouvelle phase de modernisation. Dans les premiers temps, la marge de progrès était telle que l'agriculteur pouvait suivre la modernisation sur de petites surfaces. L'application des recommandations d'un C.E.T.A. en matière d'intensification fourragère permettait de doubler le revenu agricole en quelques années et le recours temporaire au hors sol fournissait les moyens pour franchir le seuil des investissements nécessaires. Il ne va pas en être de même plus tard. Les crises des élevages contractuels, la dégradation relative des prix agricoles une fois résorbé le déficit de l'après-guerre, font que l'accroissement de la valeur ajoutée tient maintenant aux économies d'échelles. Or l'utilisation rationnelle des moyens de production demande de grandes surfaces ou au moins de fortes disponibilités en capitaux. La programmation menée en 1964 par le Centre de Gestion de la Loire sur l'avenir des exploitations agricoles du plateau de Neulise en 1985, aboutit à la conclusion que le passage d'un taux de diminution du nombre des exploitations de 2 à 3% entraînerait une augmentation de revenu agricole de 15 à 20% à l'est de la Loire, où la S.A.U. par U.T.H. est de 10, 5 ha et de 50 à 60% à l'ouest, où la S.A.U. par U.T.H. est de 15,4 ha. On voit bien l'importance essentielle prise par un potentiel de départ suffisant (30). C'est ce que soulignent les études des économistes réunies par J. Boichard dans son article "Systèmes agricoles et structures d'exploitation en France" (31). Un fort produit par hectare n'est plus réservé aux petites surfaces. En 1967, en polyculture-élevage, il est de 1300 francs pour un niveau de 10 ha de SAU par UTH et de 1100 francs pour 55 ha. Si le revenu agricole (34) par ha. est supérieur dans le premier cas (900 f. au lieu de 450 f.), il n'en est plus de même, et de loin, pour le revenu agricole par UTH (9.000 francs

au lieu de 24.750 f.). En 1969, le coût de revient réel d'un litre de lait tombe de 150 centimes pour une production annuelle de 20.000 litres, soit 7 vaches laitières à 2.900 litres- la lactation moyenne observée en France- à 60 centimes pour 80.000 litres, soit 20 vaches laitières à 4.000 litres. On peut pallier le manque de surface au départ par un niveau d'instruction élevé ou de fortes disponibilités en capitaux, mais ces conditions sont tout aussi sélectives au sein des agriculteurs issus de la paysannerie. En résumé, le seuil des exploitations viables s'est déplacé et l'évolution est cumulative. Les exploitations viables sont condamnées à s'agrandir et ce sont les seules à pouvoir le faire. Elles assurent déjà l'essentiel de la production et ce sont elles qui façonnent l'agriculture de demain.

Or on ne peut demander aux recensements agricoles qui s'en tiennent à des différenciations quantitatives, certes utiles, comme la classe de taille, de les dégager. Heureusement, cette catégorie est assez bien représentée par les exploitations qui donnent leur comptabilité en gestion. Il est difficile d'avoir des séries qui se suivent, puisque l'agriculteur n'accepte cette sujétion que pendant quelques années, mais les centres de gestion définissent des groupes homogènes. On peut comparer leur évolution sur une longue période, même si les unités composantes ne sont plus les mêmes. Il faut bien sûr prendre les résultats obtenus comme des ordres de grandeur (32). On peut se rendre compte ainsi de la concentration de la terre qu'opèrent les exploitations viables (voir tableau 12). Alors que la surface moyenne par exploitation a augmenté de 10% en montagne et de 20% dans la Plaine de Roanne et le Plateau de Neulise, entre 1963 et 1970, elle double au niveau des exploitations laitières familiales suivies en gestion. Elle passe de 15 ha. en montagne et demi-montagne en 1963, à 30 ha. en coteau et demi-montagne en 1973, alors qu'est signalé en 1971 un groupe à 36 ha. de moyenne en "situation difficile", c'est-à-dire en montagne. L'exploitation à 2 UTH est devenue la norme et la SAU par UTH a augmenté de 50%. L'exploitation familiale laitière en plaine a connu une évolution parallèle : elle se situe en 1973 à un peu moins de 30 ha, avec le même rapport de SAU par UTH : une quinzaine d'ha. Au contraire, on ne constate pas d'augmentation sensible pour les exploitations laitières à grande surface, où l'augmentation de productivité de 50% a permis de réduire de 3 à 2 le nombre d'UTH, donc de se passer d'un salarié. Pour l'exploitation viande en grande surface, le maximum longtemps maintenu à 30 ha par UTH est aujourd'hui dépassé. Il s'en suit la réunion de deux ou plusieurs domaines, à la suite de la reprise par le propriétaire exploitant des fermes qui se trouvent libérées ou par achat. La concentration est souvent accompagnée de la constitution de G.A.E.C. familiaux ou d'associations de fait.

Tableau 12 - Evolution des structures et des résultats économiques des exploitations traitées en gestion par groupes, dans la Loire

A - Exploitations familiales, à dominante laitières situées en demi-montagne

	1963	1967	1972	1973
surface	15,2 ha	18,1	28,5	30
nb. UTH	1,60	1,65	1,8	2
SAU/UTH	9,5 ha	10,9	15,6	15,2
rev.agr./ha	780 f.	890	1080	920
rev.agr.net/ha			53	-248
rev.agr./UTH	7430 f.	9750	16800	12900

B - Exploitations laitières en plaine (Plaines du Forez et de Roanne)

	en surface moyenne				en grande surface			
	1969	1971	1972	1973	1963	1967	1972	1973
surface	19,6 ha	21,6	23,3	27,5	64,5	80	61,5	62
nb. UTH	-	1,85	1,4	1,7	3,7	3,4	2,2	2,3
SAU/UTH	-	13 ha	16	16	18	23,5	27,5	26,5
rev.agr./ha	-	1540 f.	1640	1300	-	-	1230	1145
rev.agr.net/ha	-	-	650	165	-	-	610	445
rev.agr./UTH	-	-	18000	20400	-	-	33800	29600

C - Exploitations produisant de la viande situées en plaine (Plaine de Roanne surtout)

	1963	1967	en S. moy.		en gde. S.	
			1972	1973	1972	1973
surface	63,5 ha	66,5	41	41	118	118
nb.UTH	2,2	2,3	1,5	1,5	2,6	2,2
SAU/UTH	29 ha	29	26	26	45	46,4
rev.agr./ha	830 f.	1030	635	700	645	535
rev.agr.net/ha	-	-	-35	- 13	380	230
rev.agr./UTH	5200 f.	6800	16500	17400	29000	25675

// = changement d'échantillons - = nombre inconnu ou non significatif

A - de 1963 à 1967, série de 22 exploitations situées pour la plupart en montagne et demi-montagne ; 1972 et 1973, groupes d'exploitations laitières en "situation intermédiaire entre plaine et montagne", c'est-à-dire plateau de Neulise et zones marginales des massifs.

B - de 1963 à 1967, série de 5 exploitations de 2 UTH
de 1969 à 1971, série de 7 "exploitations laitières de faible dimension situées dans des conditions favorables"
1972 et 1973, deux groupes d'exploitations situées en plaine.

C - de 1963 à 1967, série de 6 exploitations charolaises avec polyculture
1972 et 1973, deux groupes d'exploitations.

Sources - Centre de Gestion des Exploitations de la Loire, Résultats de gestion de l'exercice 1967, 1971, 1972 et 1973

2 - L'augmentation du capital d'exploitation et l'installation dans l'économie de marché.

Le recours au crédit et l'abandon progressif de l'autoconsommation ont profondément modifié les attitudes envers l'argent. Ils peuvent être suivis grâce aux statistiques du Crédit Agricole et à la comptabilité du groupe d'exploitations en gestion.

a) l'essor du Crédit Agricole

bleau 13 - Evolution de l'activité du Crédit Agricole dans l'arrondissement de Roanne.

Année	Nb. bureaux	Nb. succursales	Nb. comptes	Montant en M.f.1963		Répartition des prêts		
				Dépôts	Prêts en cours	C.T.	M.T.	L.T.
1945	1	-	-	1,7	-	10%	72%	18%
1952	1	2550	-	-	3,6	8	68	24
1957	1	3700	-	-	9,75	-	-	-
1960	2	-	3330	4	-	-	-	-
1963	2	3600	-	11	34,5	17,6	62,4	22,2
1967	5	5900	11150	32,5	92,3	7,8	71	22,2
1970	7	6900	17360	38,5	107	6,8	75,6	17,7

M.f. = millions de francs; CT = court terme, MT = moyen terme

L.T. = long terme

- = pas de renseignement

Source : Crédit Agricole de la Loire : archives du siège social, Saint-Etienne

Comme dans toute la France, l'activité du Crédit Agricole a connu dans l'arrondissement de Roanne une remarquable progression. En 1945, il n'existait que le bureau de Roanne; en 1959, a été ouvert celui de Charlieu; en 1964, ceux de La Pacaudière et Saint-Symphorien-de-Lay; enfin en 1970 et 1971, ceux de Balbigny et du Coteau. De 1952 à 1970, le montant des dépôts a été multiplié par 20 et celui des prêts en cours par 30, en francs constants. Certes ce mouvement de fonds repose de plus en plus sur les ruraux qui ne vivent pas du travail de la terre et il n'est pas possible de délimiter leur part. On sait que le décret du 8.6.1959 a permis aux caisses locales d'accorder des prêts à moyen terme pour les habitations principales aux non-agriculteurs résidant dans les communes. Cependant tels qu'ils sont, les chiffres montrent la généralisation de l'usage du chèque et du recours au crédit parmi les agriculteurs. Le nombre des sociétaires est une donnée

précieuse, car cette qualité est réservée aux agriculteurs et aux professions para-agricoles: elle concernait un peu moins d'un exploitant sur quatre en 1952 et s'étend pratiquement à tous en 1970. La Caisse d'Epargne cesse d'être le seul établissement financier fréquenté par les paysans : en 1959, les dépôts des bureaux ruraux sont cinq fois supérieurs à ceux du Crédit Agricole, alors qu'en 1967 il y a égalité (33).

On peut dégager les deux grandes périodes de gonflement du recours au crédit par les agriculteurs. Ce sont les années 1955, 56 et 57, qui correspondent à l'acquisition du premier tracteur et les années 1964 et 65, qui correspondent à la reconstitution du troupeau laitier à la suite de la prophylaxie contre la tuberculose. Ces constatations sont recoupées par l'évolution de la répartition des risques agricoles dans les risques totaux enregistrés par la Banque de France de Roanne: leur part passe de 0,1% en 1951 à 1,3% en 1960, 10,6% en 1967 et 6,1% en 1973.

b) les enseignements des comptabilités d'exploitation.

L'étude des comptabilités des exploitations en gestion (34), qui correspondent assez bien -nous l'avons vu- aux exploitations viables, permet de suivre l'utilisation des moyens financiers. Nous l'avons menée pour les deux types de systèmes agricoles les plus répandus. De 1961 à 1973, le capital d'exploitation par hectare en exploitation laitière familiale de demi-montagne augmente de 50% en francs constants, ce qui, compte tenu du doublement de la surface moyenne pendant le même temps représente son triplement au niveau de l'exploitation. L'augmentation est particulièrement sensible dans les années 63-64, à cause du renouvellement du cheptel vif et de la modernisation des bâtiments d'élevage, ce qui entraîne l'apparition de ce poste. Cela se traduit par le quasi doublement des dettes entre 1963 et 1967. Le taux des capitaux propres passe alors par un minimum de 71% et l'endettement atteint, pour la première fois, le niveau du revenu agricole par hectare. Dans les exploitations viande, le capital d'exploitation reste en 1973 inférieur de 20% à celui de l'exploitation laitière familiale. Mais sa croissance pour tardive qu'elle ait été, fut très forte (+ de 200% en 2 ans) et régulière. Elle s'est accélérée avec la période de conjoncture favorable des prix, comprise entre octobre 1971 et mai 1973. La répartition montre la diminution relative des frais financiers (crédit d'emboche) et de matériel, au profit de la modernisation des bâtiments d'élevage au niveau des grandes surfaces, et de l'acquisition de cheptel vif, grâce au plus fort chargement des prairies.

Tableau 14 - Evolution du capital d'exploitation et des charges par hectare.

en f/ha	en expl.lait. de demi-montagne				en expl. viande			
	1961	1963	1967	1973	1961	1963	1967	1973
capital d'explo ⁿ								
en f. constants	2280	2450	3513	5600	1400	1600	2200	4350
en f. 1963	2420	2450	3200	3600	1530	1600	2000	2800
dettes en f.1963	//	523	935	790		400	600	620
% de capitaux propres	//	78,5	71%	78%		75%	70%	78%
Répartition du capital								(a) (b)
- circulant	//	10%	9%	9%		18%	13%	11% 13%
- bâtiment	//	-	11%	11%		-	10%	4% 13%
- cheptel vif	//	60%	53%	53%		53%	50%	69% 58%
- matériel	//	30%	27%	27%		29%	27%	16% 16%
charges de structures		265	365	530		{ 770	{ 920	410 540
" variables		510	610	770		{	{	65 110
% charges sur produit brut		43%	48%	64%		80%	75%	60% 68%

Pour la définition des échantillons, voir tableau 12.

(a) moyenne surface ; (b) grande surface

Source : Centre de Gestion des Exploitations de la Loire, Résultats de gestion des exercices 1965, 1967, 1973

Les charges variables que l'on peut affecter aux productions (engrais, semences, traitements, aliments du bétail, frais d'élevage, travaux pour tiers) sont depuis très longtemps très élevées en exploitation laitière, ce qui explique le haut niveau auquel se sont maintenus les prêts à court terme. Les charges de structure ont toujours été très fortes en grande exploitation viande avec polyculture, mais ce niveau est maintenant atteint par les exploitations laitières, où il a augmenté très vite. Aujourd'hui le rapport charges sur produit brut se tient entre 60 et 68% : cela signifie qu'il faut réaliser 3 francs de recettes pour obtenir 1 franc de revenu agricole. La part du revenu dans le produit brut est en constante diminution d'année en année. De 1963 à 1973, elle est passée pour l'exploitation laitière familiale et la moyenne exploitation viande de la moitié au tiers. Pour maintenir son revenu, l'agriculteur doit augmenter la surface et intensifier la production.

3 - Le progrès technique.

C'est le progrès technique qui permet d'accroître les rendements et la productivité. Il a porté essentiellement sur la motorisation, l'augmentation de la production fourragère et l'intensification de l'élevage.

a) motorisation, mécanisation et utilisation des engrais

Compte tenu de l'importance de la surface toujours en herbe, le Roannais est aujourd'hui surmotorisé. L'acquisition de tracteurs s'est faite tardivement : il n'y en avait pratiquement pas en 1955. La grande période se situe entre 1955 et 1958, mais le parc a encore augmenté de moitié de 1964 à 1970, au lieu du tiers seulement dans l'ensemble du pays. La plus grande densité par rapport à la SAU se trouve dans la montagne manufacturière, où les chevaux étaient rares en 1955. Ici, comme dans les Monts de la Madeleine, on est passé pratiquement de l'attelage de boeufs au tracteur.

Tableau 15 - La progression de la motorisation dans l'arrondissement de Roanne.

circonscription	chevaux 1955	Nombre par exploitation tracteurs			Nombre de tracteurs pour 100 ha de SAU	
		1955(a)	1963	1970	1955	1970
Plaine de Roanne	0,85	0,17	0,40	0,68	2,1	2,9
Pl ^{au} de Neulise	0,70	0,13	0,38	0,72	2,5	3,7
Côte Roannaise	0,40	0,07	0,20	0,40	2	3,6
Mts Lyonnais (Loire)	0,40	0,12	0,36	0,66	2,8	4,4
Con Belmont	0,18			0,66		5,3
Mts Madeleine	0,21	0,10	0,30	0,56	2	3,6
France	0,90	0,10	0,50	0,84	3,3	3,8

(a) pour la Loire, % des exploitations ayant utilisé un tracteur.

Sources : R.G.A. 1955, 1970: D.D.A Loire (44) Où en est l'agriculture de la Loire ? 1966

L'équipement en machines adaptées est incomplet et n'a suivi qu'avec retard. La modernisation des bâtiments a été peu poussée. L'installation de la traite mécanique n'existe en 1970 que dans une exploitation sur dix dans la Côte Roannaise et les Monts de la Madeleine, une sur huit dans la Plaine de Roanne, il est vrai dominée par l'élevage pour la viande, alors que la moyenne pour le département est d'une pour quatre.

La motorisation a entraîné l'abandon ou la mise en herbe des terres très pentues, que l'attelage de boeufs, qui verse moins facilement que le cheval, permettait seul de labourer. Au contraire, le tracteur facilite la remise en exploitation des terres délaissées sur les surfaces en faible

déclivité. De 1955 à 1970, la SAU a augmenté de 4,7% dans le Brionnais, mais diminué de près de 15% dans les Monts du Beaujolais et la Côte Roannaise, de 25% dans les Monts de la Madeleine. Sur le Plateau de Neulise, elle a diminué de 10,3% entre 1955 et 1963, mais augmenté de 10,7% entre 1963 et 1970.

L'emploi des engrais n'a pas fait de progrès considérables depuis 1967-1968, où la consommation par ha. restait inférieure de moitié à la moyenne française. Le Centre de Gestion qui suit en demi-montagne un échantillon cohérent d'exploitations laitières n'enregistre pas d'augmentation sensible compte tenu de la hausse des prix : la dépense par ha. est de 94 francs en 1963, 98 f. en 1967 et 149 f. en 1973. Les prairies permanentes qui constituent la majeure partie de la surface fourragère, sauf dans les exploitations laitières de plaine, continuent de ne recevoir que des apports insuffisants de scories phosphoriques. Cependant les fumures sur céréales se rapprochent de la normale et l'équilibre azote, acide phosphorique, potasse est à peu près atteint en plaine.

Tableau 16 - La consommation d'engrais dans les exploitations en gestion en 1973.

groupe d'expl ^{ons} culture	expl. laitières 1/2 montagne	expl. laitières plaine	viande grande surf.	viande moy. surf.
S. fourragère (1) (2)	145 f. 1-1,7-0,8	220 f. 1-0,9-0,8	110 f.	90 f. 1-1,6-1,3
blé (1) (2)	314 f. 1-2-1,2	317 f. 1-0,8-0,9	-	-
maïs-grain (1) (2)	- -	416 f. 1-1,05-0,95	-	-

(1) dépense en francs/ha

(2) équilibre N P.K

- pas de renseignement (culture peu pratiquée)

(a) rubrique spéciale pour la Plaine de Roanne

Source - C.G.E.A.C. (55) Résultats de gestion 1973, p. 14 et 16

b) la simplification du système agricole et l'évolution vers la monoculture de l'herbe.

Le système agricole restait caractérisé par un grand nombre de cultures, à la fois pour acheter le moins possible à l'extérieur et pour répartir les risques. Le carré de vigne est abandonné par les jeunes et la surface a reculé entre les deux recensements de moitié dans le Brionnais, des deux tiers dans la Plaine de Roanne, le Plateau de Neulise et les Monts du Beaujolais.

Elle a pratiquement disparu des adrets des Monts de la Madeleine. La pomme de terre, qui a été une culture très pratiquée sur le socle ancien, n'a cessé de décliner depuis 1950-53, à cause de la concurrence du Nord, puis de la fermeture des féculeries, celle de Feurs en particulier. On n'en conserve plus qu'une vingtaine d'ares pour la consommation familiale. On renonce au seigle pour la paille, au blé pour l'échange. On abandonne progressivement les cultures fourragères sarclées très exigeantes en main d'oeuvre : le maïs de pays, dont on donnait les tiges en vert, la betterave, le topinambour qui ne se conserve pas et qu'il faut arracher au fur et à mesure des besoins. Elles sont remplacées, dans les exploitations progressives, par la prairie temporaire et, depuis 1970, par le maïs fourrage, avec ensilage de l'herbe. Dans les exploitations contrôlées en gestion en 1973, la surface fourragère, dans le groupe laitier de demi-montagne est constituée à raison de 66% par la prairie permanente, de 13% par la prairie temporaire, de 11% par le maïs fourrage et de 10% par les cultures sarclées; dans le groupe laitier de plaine, la répartition est la suivante : 45%, 36, 15 et 4%; dans le groupe viande : 86,5%, 8, 3,5 et 2%. On voit le maintien du caractère extensif des exploitations viande et, dans le groupe laitier, les progrès plus rapides de la prairie temporaire et du maïs-fourrage en plaine qu'en montagne. Le recul des labours a porté surtout sur les céréales, comme le montre le tableau 17. Entre 1955 et 1970, leur superficie a diminué de 60% dans les Monts du Beaujolais, de moitié dans les Monts de la Madeleine et le Plateau de Neulise, de 40% dans la Côte Roannaise, de 36% dans la Plaine de Roanne et de 15% dans le Brionnais, où le point de départ était très bas. Cette évolution s'explique aisément si l'on compare leur marge brute (34) par hectare, avec celle de la surface fourragère principale, telle qu'elle ressort des comptes de gestion de 1973. En demi-montagne, elle est de 1900 francs pour la S.F.P. mise en valeur par l'élevage laitier, au lieu de 1000 ou 1100 f. pour le blé ou l'orge. En exploitation viande, la différence n'est que de 250 francs au profit du blé, alors que la prairie temporaire ne demande pratiquement pas de soins. En plaine, la marge brute du maïs (2200 f.) est équivalente à celle de la surface fourragère en exploitation laitière : on comprend l'extension des emblavures constatée depuis 1970, là où le rapport S.A.U./U.T.H. est élevé (35). Le recul des surfaces en céréales ne s'est pas traduit par une diminution de la production, l'emploi de nouvelles variétés et l'utilisation correcte des engrais ont entraîné un quasi doublement des rendements. En 1961, dans le canton de Belmont, ils n'étaient encore que de 17 quintaux par ha. pour le blé, 15 pour le seigle et 20 pour l'avoine. En 1973, pour les exploitations en gestion de la demi-montagne, ils sont de 31 pour le blé et l'orge. Pour celles de la Plaine de Roanne, ils sont passés de 23 pour l'orge et 28 pour

le blé en 1963 et 1964, à 34 pour l'orge, 42 pour le blé et 64 pour le maïs en 1973 (35). La plus grande partie de la récolte sert à la nourriture des animaux.

Tableau 17 - Evolution de la répartition de la SAU de 1955 à 1970

% S.A.U.	Brionnais		Pl ^e Roanne			Pl ^{au} Neulise			Mts Madeleine			M.A.L.T.	
	55	70	55	64	70	55	64	70	55	64	70	55	70
S.T.H.	84	83,6	62	70	75	65	65	76	61	64	65	68,5	81
céréales	7	5,5	15,5	16,6	10	14,3	14,5	10,1	17	15,3	14,3	14	6
cult. fg.													
et sarcl (a)	6,4	6,2	14,5	16	11,4	19,5	14	12,8	19,5	17	19,5	15	10

a) le recensement de 1955 ne distingue pas les cultures sarclées non fourragères (pommes de terre)

M.A.L.T. = cantons de Monsols, Amplepuis, Lamure, Thizy (nord des Monts du Beaujolais)

Sources : R.G.A. 1955, 1970 - D.D.A., Où en est l'agriculture de la Loire? déc.1966.

L'orientation animale de l'agriculture a donc continué à se renforcer comme le montre l'examen des modes d'utilisation du sol. Ils se répartissent dans la région entre les trois types définis ci-dessous (36) :

M.U.S.	S.T.H.	céréales, p.de t.	cult.fourragères
herbager	plus de 70%	moins de 20%	moins de 15%
fourrager	de 50 à 70%	moins de 20%	de 15 à 20%
herbager-polyculture	de 50 à 70%	de 20 à 30%	moins de 15%

En 1955, seul le Brionnais est de type herbager, les autres régions étant toujours du type herbager-polyculture. En 1970, la Plaine de Roanne et le Plateau de Neulise ont rejoint le Brionnais dans le type herbage et les Monts de la Madeleine et du Beaujolais sont entrés dans le type fourrager. Les types d'élevage bovin constituent aujourd'hui le critère fondamental de différenciation des systèmes agricoles. Nous les avons établis d'après la formule préconisée par le Service de la Région Bourgogne de la Statistique Agricole du Ministère de l'Agriculture, qui s'est spécialisé dans les problèmes de l'élevage charolais. Il ne retient pas la distinction entre vache laitière (VL) et vache reproductrice (VR), car les élevages développent de plus en plus une production de viande bovine jeune à partir de souches laitières croisées en charolais (37). Il propose la grille suivante fondée sur le rapport vaches (V) sur total bovins (B) :

	$\frac{V}{B} >$	0,66 :	orientation laitière (L)
0,5	$< \frac{V}{B} <$	0,66 :	" mixte avec production laitière (ML)
0,33	$< \frac{V}{B} <$	0,50 :	" " " viande (MV)
	$\frac{V}{B} <$	0,33 :	" d'embouche (E)

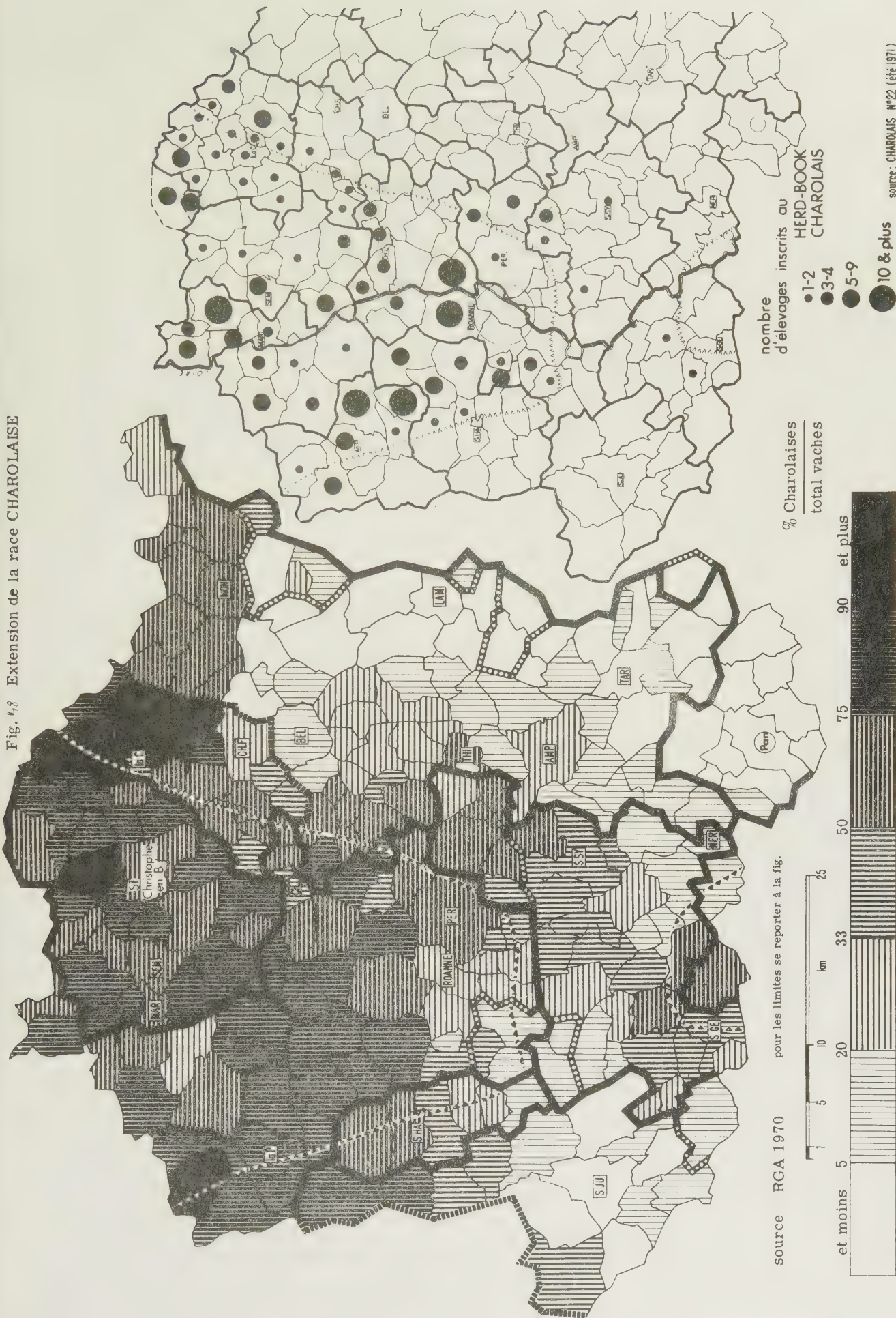
Tableau 18 - Evolution du type d'élevage bovin de 1955 à 1970

région	$\frac{V}{B}$ 1955	$\frac{V}{B}$ 1970	$\frac{VL}{vaches}$ 1970-	type 1955	type 1970
Brionnais	0,31	0,40	0,18	E	E
Plaine de Roanne	0,32	0,41	0,34	E	MV
Côte Roannaise	0,70	0,57	0,66	L	ML
Monts Madeleine	0,63	0,57	0,78	ML	ML
Pl ^{au} Neulise	0,70	0,53	0,70	L	ML
Mts Beaujolais (MALT)	0,67	0,60	0,79	L	ML

Sources : R.G.A. 1955 et 1970

En dépit du ratio obtenu, nous conservons l'orientation d'embouche au Brionnais, car l'augmentation du nombre de vaches porte sur les reproductrices et traduit l'évolution bien connue de l'élevage charolais de l'embouche (38) vers le type naisseur-engraisseur, à cause de la difficulté de se procurer des maigres. Ailleurs, la place de l'élevage laitier s'est accentuée là où l'élevage d'embouche dominait (cas de la plaine de Roanne) et on constate l'inverse dans les Monts du Beaujolais, les Monts de la Madeleine, le Plateau de Neulise et la Côte Roannaise, où dominait l'élevage laitier. Il ne faut pas demander aux résultats au niveau de la petite région agricole de donner autre chose que la tendance d'ensemble. Toute spécialisation -et c'est particulièrement vrai pour l'élevage bovin- correspond aujourd'hui à un comportement individuel, au niveau de l'exploitation, commandé largement par le rapport UTH/SAU, puisque pour une surface équivalente, la marge brute est estimée en 1969 à 800 francs par U.G.B. en charolais et à 1300 f. par U.G.B. laitier, selon les comptes de gestion de 1969 (39). En fait, dans la Plaine de Roanne, les exploitants progressifs sur de petites surfaces ont choisi l'élevage laitier, alors qu'en demi-montagne, au-dessus de 40 hectares, l'exploitant se tourne vers l'élevage charolais (voir figure 48). D'autre part, il faut tenir compte de la conjoncture. Depuis 1968, le type dominant dans chaque P.R.A. a eu tendance à se renforcer, contrairement à l'évolution constatée entre les deux recensements. Le prix du lait a été très mal rémunéré de

Fig. 48 Extension de la race CHAROLAISE



1967 à 1971 (voir tableau 20), alors que celui de la viande montait en flèche. La partie "flottante" du cheptel des exploitants non spécialisés de la plaine et de la demi-montagne est passée du lait à la viande. Au contraire, en montagne, les exploitations viables renforcent l'orientation laitière, qui est pour eux la plus rentable. C'est pourquoi, à l'intérieur de l'aire de ramassage de la Coopérative Laitière de Roanne, on constate depuis 1965 une évolution très sensible. En 1965, la plaine dans sa plus grande partie, l'est du Plateau de Neulise et l'ouest des Monts du Beaujolais assuraient 45% de la collecte, contre 38,7% aux Monts de la Madeleine, à la rive droite du Plateau de Neulise et au nord des Monts du Forez, (voir figure 49). En 1970, ces pourcentages sont inversés : 37,7 contre 47,4%, alors que l'apport de la Côte Roannaise et des communes de la plaine autour de Roanne s'est stabilisé, de 16,3 à 16,9%. Depuis lors, la part du secteur de ramassage de Saint-Thurin, qui englobe le sud des Monts de la Madeleine et le nord des Monts du Forez s'accroît de 1% chaque année (40).

c) l'intensification de l'élevage.

Les petits élevages ne tiennent pas une place considérable : la région dans son ensemble compte 40.000 porcs, 25.000 ovins, 12.000 chèvres. Partout l'élevage fermier qui pourvoit à l'autoconsommation^{et} permet quelques ventes a décliné. Le troupeau porcin a reculé dans la montagne manufacturière et le Brionnais. Il n'a connu un accroissement des trois quarts, comparable à celui des Monts du Lyonnais et de la Loire entre 1955 et 1970, que dans le Plateau de Neulise. Les ateliers naisseurs et engraisseurs qui s'y sont développés sont souvent de petite taille et ont échappé à une intégration rigoureuse. Le nombre d'ovins a diminué dans les Monts de la Madeleine, comme dans les Monts du Forez, à cause de la disparition des petits troupeaux, mais a augmenté dans le Brionnais et la plaine de Roanne grâce à la constitution d'élevages spécialisés. On trouve deux fois moins de chèvres en 1970 qu'en 1964, sauf dans la vallée de l'Azergues et autour de Roanne, où des exploitations se sont tournées vers la vente du lait à la coopérative de Tarare ou la vente directe du fromage. L'élevage industriel des volailles est peu important. Lors du recensement de 1970, on n'a compté qu'une soixantaine de poulaillers de poules pondeuses avec 100.000 unités et une centaine pour le poulet de chair avec 300.000 unités. Ils ont été plus nombreux dans les années soixante, quand on recherchait un appoint financier nécessaire à la modernisation. Beaucoup ont été abandonnés, en raison des crises multiples de mévente. Aujourd'hui à côté des petits ateliers autour des villes, pour la vente directe, les élevages de 2 à 12.000 pondeuses et de 5 à 15.000 poulets de chair sont groupés autour des abattoirs de Monsols et de Saint-Martin d'Estreaux, qui se ravitaillent d'ailleurs largement en dehors de la région. Les autres

organismes intégrateurs (firmes privées d'aliments du bétail et C.B.A. de Feurs) ont passé quelques contrats avec de grands exploitants de la plaine, qui trouvent dans le hors sol le moyen d'occuper à temps plein un salarié, ou lorsque l'exploitation familiale doit faire vivre les ménages du père et du fils : c'est le cas à Saint-Priest-Laprugne où l'on trouve huit élevages de poulets de chair et autour de Chauffailles, pour la production d'oeufs.

Tableau 19 - Evolution du cheptel de 1955 à 1970

Régions en %	bovins			vaches			VL	porcins	ovins	chèvres
	55/70	55/63	63/70	55/70	55/63	63/70	63/70	55/70	55/70	63/70
Brionnais	+ 43	-	-	+ 122	-	-	-	+ 2	+ 75	-
Plaine Roanne	+ 54	+ 36	+ 13	+ 98	+ 120	- 7	-16,6	+ 43	+ 75	+ 6
Plateau Neulise	+ 96	+ 50	+ 25	+ 43	+ 50	+ 3	- 14	+ 95	+ 13	- 50
Côte Roannaise	+ 57	+ 50	+ 4,5	+ 22	+ 40	- 13	+13,3	+ 68	+110	- 42
Monts Madeleine	+ 35,5	+ 40	- 5,5	+ 24	+ 23	+ 3	-18,5	+ 38	- 50	- 45
M.A.L.T.	+ 35	-	-	+18,5	-	-	-	- 8	+ 33	-

Sources : voir Tableau 17

L'essentiel est l'élevage bovin: le troupeau laitier apporte de 60 à 75% du revenu dans les exploitations laitières suivies en gestion en 1973 et le troupeau charolais de 60 à 70% dans les exploitations viande. La comparaison entre les deux recensements de 1955 et 1970, tous les deux effectués en hiver, fait ressortir une importante augmentation en quantité. Le cheptel a doublé dans le Plateau de Neulise, augmenté de moitié dans la Côte Roannaise, la Plaine de Roanne, le Brionnais et d'un tiers dans les Monts de la Madeleine et du Beaujolais, où la disparition des petites étables se fait sentir. Le nombre moyen de bovins par exploitation a généralement plus que doublé : il est passé de 9 à 26 dans la Plaine de Roanne (dont de 3 à plus de 9 pour les vaches), de 8 à 22 dans le Brionnais (dont 2,5 à 9 vaches), de 6 à 16 sur le Plateau de Neulise (dont de 4 à 9 vaches), de 6 à 13 dans les monts du Beaujolais et de 6 à 10,5 dans les Monts de la Madeleine, avec de 4 à 6 vaches dans les deux cas. Il ne faut certes pas accorder de valeur absolue à ces rapports, car les chiffres de 1955 étaient vraisemblablement sous-estimés et la comparaison devrait porter sur les U.G.B. : or, pour la viande, on produit des bêtes de plus en plus jeunes.

L'élevage charolais n'a pas connu de transformations profondes en dehors de la disparition de l'embouche pure. Mis à part les cas peu nombreux d'élevages à l'auge, il continue de reposer sur la prairie permanente, seulement

améliorée par des apports plus importants d'engrais. La densité d'U.G.B. par ha de S.F.P. reste faible : 0,7 vraisemblablement en 1955, 0,9 entre 1963 et 1970. Elle a augmenté plus rapidement depuis la hausse des cours de la viande : elle est de 1,1 en 1973 pour les exploitations suivies en gestion.

Les progrès de l'élevage laitier sont beaucoup plus sensibles. Ils concernent à la fois la quantité et la qualité du troupeau. La densité moyenne d'U.G.B. dans les exploitations laitières de la Loire suivies en gestion est maintenant de 1,2 par ha. de S.F.P. en demi-montagne et de 1,40 en plaine. Le rendement moyen par vache laitière est passé dans les mêmes exploitations de 3050 litres en 1963-65 à 3.600 litres environ en 1973 (35). Ces résultats fort honorables ne sont le fait que d'une minorité. Pour les cantons de Mon-sols, Amplepuis, Lamure et Thizy, en 1970, la moyenne des lactations est estimée à 2800 litres, soit moins que la moyenne nationale, qui était de 3.000 litres en 1967 alors qu'elle était de 3.750 litres pour les exploitations sou-mises au contrôle laitier (41). Il y a pourtant un progrès d'ensemble, puisque la lactation moyenne était inférieure à 2.000 litres en 1955 et que le nombre des vaches laitières a fortement augmenté.

Tableau 20 - Evolution des livraisons à la Coopérative Laitière de Roanne (URCVL exclue)

exercice du 1.4 au 31.3	nb.li- vres	quantité (M.l.)	taux mat grasses (g/l)	litrage /expl ^{on}	densité km parcouru	frais ramass. l./km	prix au producteur cent. : cent.1966 courants		
1960-61	544	-	36,95				33,88	40,80	
1961-62	558	5,8	37,05	28,5		3,90	35,05	40,60	
1962-63	712	7	37,32	27,5		3,77 ^{cent.}	38,47	41,5	
1963-64	1038	11,1	37,66	32		3,51	39,91	42,4	(a)
1964-65	1300	12,85	37,80	28		3,84	42,09	43	(b)
1965-66	1384	15	38,16	31,64		3,54	43,20	44	
1966-67	1500	19,5		35,6		3,34	45	45	
1967-68	1724	23,3	38,30	37	24,2	2,98	45,23	44,8	
1968-69	1880	27,7	37,90	40,4	28		44,65	42,8	(c)
1969-70	1775	26,8	37,47	41	27		48,69	41,50	
1970-71	1782	25,7	37,29	39,4	27		51,85	43,2	
1971-72	1760	30	37,49	46,5	32,5		59,45	46	(d)
1972-73	1738	30,7	37,3	48,5	33	3,10	63,50	44	
1973-74	1680	31,9	37,37	52	34,5 (40 en 74-75)	3,59	65,05		

- (a) rattachement coopérative Cours
(b) sécheresse
(c) rattachement du secteur ouest d'Unilever
(d) début équipement froid à la ferme

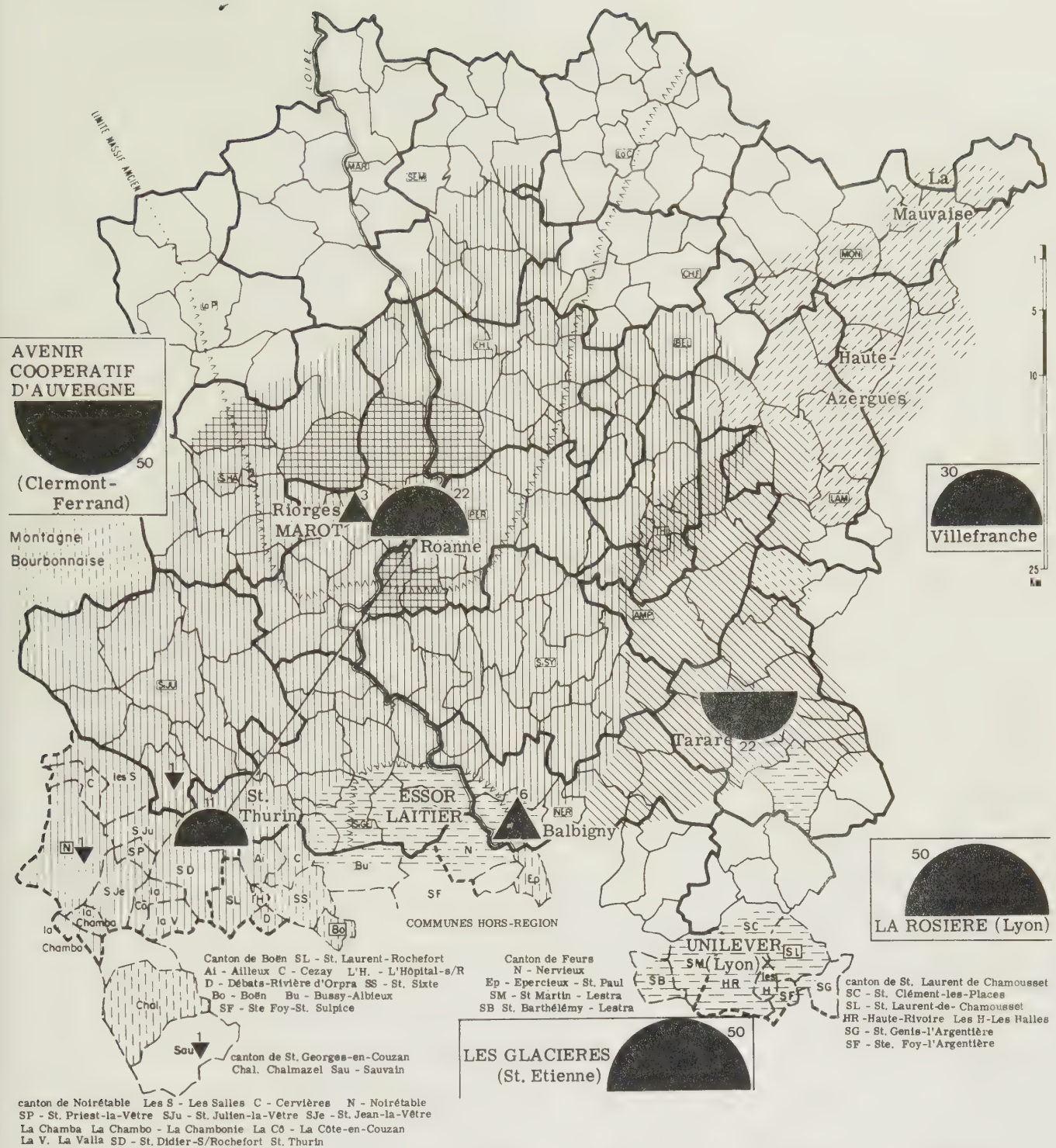


Fig. LES AIRES de RAMASSAGE DU LAIT

Les statistiques des coopératives sont les seuls éléments précis qui nous permettent de suivre l'évolution de la production dans notre région. Pour la coopérative de Roanne, dont l'aire de ramassage déborde largement l'arrondissement, la collecte est passée de 6 millions de litres en 1961, au moment de la réorganisation consécutive à une semi-faillite et du rattachement à l'O.R.L.A.C. (42), à près de 28 millions en 1969 et à 32 millions en 1973, après une période de repli liée à la baisse du prix réel du lait entre 1967 et 1971. Pour la coopérative de Tarare, elle est passée de 2,5 à 15 millions de litres en 1970, dont 5 par l'intermédiaire des syndicats laitiers rattachés à l'U.R.C.V.L. (43) et à 25 millions en 1973, ce qui témoigne d'une densité bien plus forte, puisque l'aire de ramassage centrée sur le bassin d'Amplepuis est bien moins étendue (voir figure 50 et tableau 20). La courbe ascendante de la collecte est bien sûr liée à l'augmentation du nombre des livreurs, passé de 550 en 1961 à 1700 en 1973 à Roanne et de 350 en 1955 à 850 à Tarare. Cela est dû au déclin des ramasseurs privés, mais essentiellement au passage de l'autarcie, avec fabrications fermières dont l'excédent est vendu, à une spécialisation croissante. Elle s'établit au fur et à mesure de l'extension du circuit de ramassage (44) : entre 1964 et 1968, le kilométrage parcouru chaque année passe de 700.000 à un million, pour la coopérative de Roanne. L'adoption du froid à la ferme, par l'acquisition d'un tank réfrigérant, dont l'essentiel du coût est remboursé par une retenue sur les livraisons, renforce l'orientation prise. La coopérative de Tarare a achevé l'équipement de sa zone en 1970. Celle de Roanne, qui a commencé à partir de 1970 par les exploitations les plus importantes opère actuellement l'équipement systématique par secteur (45). Le litrage quotidien fourni en moyenne par coopérateur entre 1961 et 1973 est passé de 30 à 52 litres à Roanne et de 20 à 55 litres, de 1950 à 1970, à Tarare. Il faut bien sûr tenir compte dans cette augmentation de l'élimination des petites étables : le nombre des livreurs directs à Roanne est tombé de 1880 à 1680 entre 1968 et 1973. Cependant, il subsiste encore 300 livreurs de moins de 30 litres par jour, ce qui correspond à 3 à 4 vaches au plus.

L'accroissement de la production laitière est dû au progrès de l'alimentation et à une meilleure conduite du troupeau. Le tableau 21 montre qu'à l'élevage laitier dominant, correspondent dans la S.T.H. une forte proportion de prairies de fauche particulièrement soignées, et une proportion de cultures qui peut atteindre 40% de la S.A.U.E., à peu près également réparties entre les cultures fourragères et les céréales.

Tableau 21 - Répartition de la surface fourragère principale en 1970 (les circonscriptions sont classées en fonction de l'intensification laitière croissante).

Circonscription en % de la SFP	SHT fauchée	STH non fauchée (a)	cult. fg.et sarcl.	cult. fg. sarcl.	prair. artif.	prair. tempo- raire	maïs fge	cult.fg. céréale	S.F.P. (ha)	en % SAUE
Brionnais	22	72	6	0,9	2	3	0,1	1	30.000	93
Plaine Roanne	39,2	60	10,8	1,8	3,5	5	0,5	0,88	39.900	88,5
c ^{on} Belmont	42,2	51,8	6	1,2	3,3	2,4	0,2	0,85	4.430	92,5
c ^{on} Chauffailles	30	60,3	9,7	1,7	0,8	6,6	0,6	-	7.000	90
Plau Neulise	36	50,7	13,3	2,8	4	5	1,5	1,06	23.765	80
monts du Beau- jolais (Rhône)	40	50	10	1,5	1,5	5,5	1,5	1,05	29.250	87
Côte Roannaise	35	50	15	3,2	5,4	5,7	0,7	0,9	6.600	60
Mts Madeleine	44,4	32,2	23,4	2,5	7,4	13,1	0,5	1,02	8.100	81
Mts Lyonnais c ^{on} St-Symphor. s/Coise	48	33,2	18,8	1,8	6,3	5,3	3,1	1,2	9.450	78

(a) Dans la STH non fauchée, les landes et parcours sont compris pour le cinquième de leur superficie réelle.

Source : R.G.A. 1970

L'intensification fourragère est liée aujourd'hui à l'extension de la prairie temporaire et du maïs fourrage pour l'ensilage. Celui-ci qui permet la bonne conservation des unités fourragères nécessite le travail simultané de quatre tracteurs :

- un pour tirer l'ensileuse,
- un pour recevoir le fourrage coupé,
- un pour faire le va-et-vient entre le champ et le silo,
- le dernier pour tasser l'herbe dans le silo-tranchée.

L'exploitant familial ne peut le pratiquer qu'en association, par entr'aide ou à l'intérieur d'une CUMA ou d'une banque de travail. A cause des frais qu'il occasionne et du refus de l'individualisme qu'il implique, l'ensilage n'est pratiqué que par un petit nombre. Les études de gestion prévisionnelle réalisées par la Coopérative d'Élevage du bassin Lyonnais montrent que le maïs fourrage est la culture fourragère qui dégage la plus forte marge brute par hectare (46). Sa progression a été retardée un temps par l'orientation de la recherche agronomique vers la dessiccation de la luzerne : ce fut une réussite technique, mais que son coût de revient rendait impraticable. A la fin des années 60, on se penche sur le mode de culture du maïs ensilage : variétés, date des semis, densité. Les expériences conduites en montagne par la SOMIVAL amènent à la conclusion que sa culture est possible jusqu'à 650 mètres, avec

des variétés précoces à semer début mai en situation bien exposée (47). On voit l'avance prise par les Monts du Lyonnais, où le maïs fourrage couvre déjà 3% de la S.F.P. lors de la campagne 1969-1970. L'intensification est liée également à l'utilisation de concentrés à base de farines, d'autant plus économiques qu'ils sont préparés à la ferme, à partir de céréales récoltées. La comptabilité des exploitations de la Loire suivies en gestion établit le lien entre le rendement laitier et le complément en concentrés. Pour les exploitations de demi-montagne, le rendement est de 3.000 litres pour 710 kilos de concentrés par vache et par an; pour les exploitations de plaine en grande surface, le rendement est de 4.000 litres pour 926 kilos. "Si de ces rendements laitiers, lit-on dans les Résultats de gestion de 1973, on recherche l'équivalent en lait que représente la valeur des concentrés consommés, on parvient à des rendements "corrigés" proches de 3.000 litres, assez voisins entre les groupes" (48).

L'herbe cultivée coûte cher. Pour qu'elle soit rémunératrice, elle doit être donnée à des "transformatrices" de qualité. Cet effort a été mené à bien, grâce d'abord à la généralisation de l'insémination artificielle, puis d'une façon radicale en 1964-65, au moment de la prophylaxie contre la tuberculose, par le remplacement des bêtes "de pays", dont beaucoup réagissaient, par des laitières de souche contrôlée. La "race de pays" était constituée à partir de races locales, modifiées au hasard des croisements. Dans les monts du couchant, on trouvait la "race de montagne" mélange de ferrandaise, originaire d'Auvergne, mince et rustique, caractérisée par ses longues cornes, de brune des Alpes et de charolais pour la force, et dans les monts du Beaujolais on trouvait les "jaunes", qui avaient beaucoup de sang charolais. On aboutissait à des animaux aptes au travail, mais à faible rendement en viande et en lait : quelques litres seulement par jour, ce qui est peu, même s'il est riche (49).

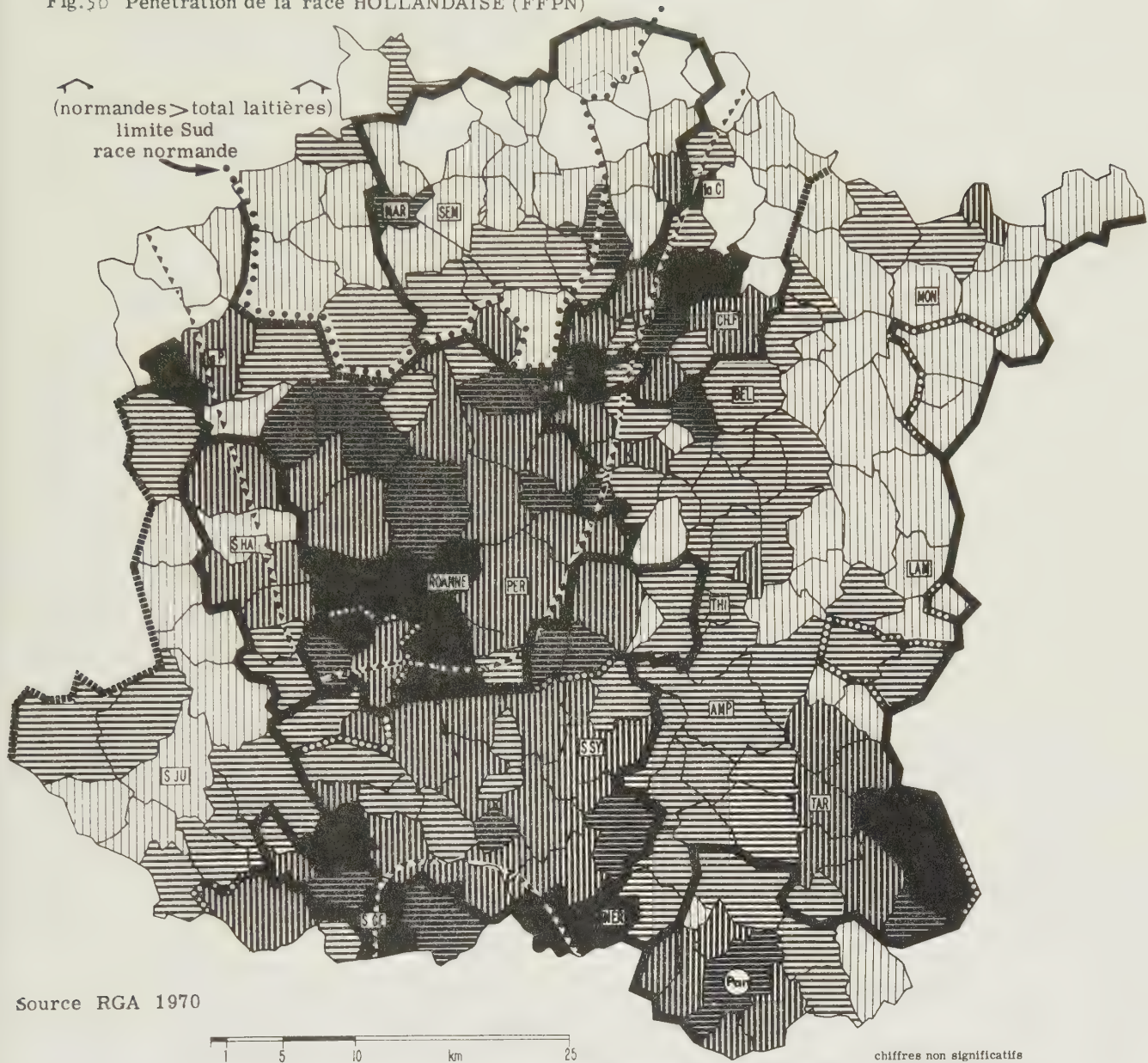
Tableau 22 - Répartition du troupeau de vaches laitières ou de vaches reproductrices selon les races, d'après le R.G.A. de 1970.

race région	FFPN	% des V.laitières pie rouge	autres (a)	% V.reprod. charolaises
Plaine de Roanne	51	31	18	97
Côte Roannaise	46	34	20	85
Plateau de Neulise	41	39	20	95
Centre Mts Beau- jolais (b)	19	71	10	81
Monts Madeleine	17	20	63	71

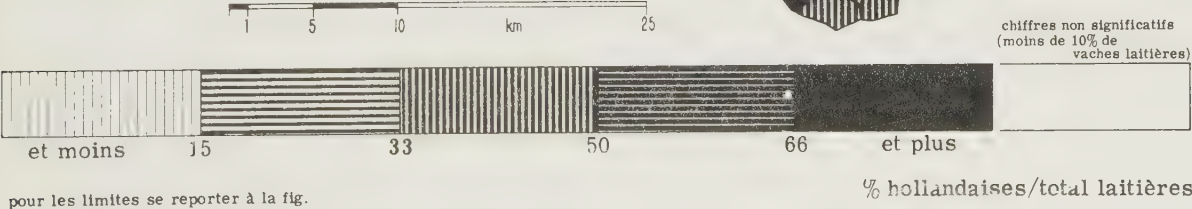
(a) autres races, métis, "race du pays"

(b) cantons de Lamure, Amplepuis et Thizy.

Fig.50 Pénétration de la race HOLLANDAISE (FFPN)



Source RGA 1970



Le troupeau actuel se partage à peu près également entre la hollandaise, officiellement la Frisonne française pie noire (FFPN) et la pie rouge de l'est, formée de plusieurs rameaux, dont les mieux représentés ici sont les montbéliardes et, secondairement, l'abondance. En simplifiant, la hollandaise, réputée exigeante et meilleure laitière est la race de plaine, alors que la pie rouge, qui passe pour meilleure transformatrice dans des conditions difficiles et meilleure bouchère quand elle est sacrifiée, est la race de la petite exploitation familiale en montagne et demi-montagne. En fait, le choix tient largement à des traditions d'étable. Les champions de la pie rouge disent que la supériorité laitière de la pie noire n'est due qu'à une sélection plus poussée, tandis que l'on constate sur la figure 51 la montée en altitude de la pie noire, qui n'est vraiment exclue que de la Haute Azergues et du nord des monts de la Madeleine.

Comme l'indiquent les tableaux 19 et 22, le troupeau laitier a diminué en nombre et en valeur génétique, ces dernières années, à cause de l'importance des croisements industriels en charolais et du nombre élevé des vaches croisées, utilisées comme reproductrices et traites à l'occasion. Ainsi, dans les monts du Beaujolais, durant l'exercice 1969-1970, 31% seulement des 4584 montbéliardes inséminées artificiellement l'ont été en race pure, de même que 22% des 554 abondances et 44%, dont 18% en holstein, des 1574 FFPN, tandis que 70% des 3188 diverses l'ont été en charolais (50). Cela s'explique par l'augmentation de la surface moyenne des exploitations et l'avantage conjoncturel que les cours de la viande avaient pris sur le cours du lait : en 1972, un veau de huit jours croisé charolais était vendu 1000 francs ! Ce mouvement, qui s'atténue aujourd'hui, constituait une menace, en l'absence d'un courant compensatoire suffisant d'achat de génisses laitières.

Toutes ces transformations techniques, qui ont modifié le visage de l'agriculture régionale, se sont accompagnées de l'abandon de bien des traits traditionnels de la mentalité du paysan. Ils ont fait place à des habitudes nouvelles envers le marché, envers l'argent, envers la "science" véhiculée par l'écrit ou les "gens de la ville"; à des habitudes nouvelles aussi, dans la vie de tous les jours, au niveau de la consommation et des loisirs, au niveau du comportement envers la femme, l'enfant et les parents. Ces attitudes nouvelles que l'on a pris l'habitude de dénommer "urbanisation des mentalités" (51), ont touché à un moment ou à un autre, en dehors des plus âgés et des zones sclérosées d'élevage charolais, la quasi totalité des exploitants. Cela montre l'ampleur et la généralisation de la mutation qu'ont connue, depuis 1955, même les campagnes de médiocre agriculture.

NOTES CHAPITRE III A : L'AGRICULTURE

(1) Les sigles suivants sont utilisés :

P.R.A. : petite région agricole

G.R.A. : grande " "

S.A.U. : surface agricole utile : terres labourables, prés permanents, vignes et vergers, jardins.

S.A.U.E. : surface agricole utilisée (c'est la SAU, moins le sol des bâtiments et des cours et les landes et friches non productives).

S.T.H. : superficie toujours en herbe

S.F.P. : surface fourragère principale (S.T.H.+ plantes sarclées fourragères + cultures fourragères, c'est-à-dire prairies temporaires et artificielles et fourrages annuels comme le maïs fourrage)

F.F.P.N. : française frisonne pie noire, race laitière dite communément hollandaise

U.G.B. : Unité de Gros Bétail. Equivaut à une vache de 500 kilos produisant 3.000 litres de lait

C.E.T.A. : Centre d'Etudes Techniques Agricoles

C.U.M.A. : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

G.A.E.C. : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

S.A.F.E.R. : Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural

S.O.M.I.V.A.L. : Société de Mise en Valeur Auvergne-Limousin

F.N.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

F.D.S.E.A. : " Départementale " " "

C.N.J.A. : Centre National des Jeunes Agriculteurs

M.O.D.E.F. : Mouvement de Défense des Exploitations Familiales

J.A.C. : Jeunesse Agricole Chrétienne

J.A.C.F. : " " " Féminine

U.T.H. : Unité de Travail Humain

P.A.T. : Personne-Année Travail

équivalant à un travailleur effectuant 300 jours ou 2600 heures de travail, par an.

(2) Maxime RODINSON, Centre de Gestion des Exploitations Agricoles de la Loire, (C.G.E.A.L.) (56), Essai de comptabilité du secteur agricole (exercice 1965), 16 p. et 12 tableaux, sans date, tableau 1.

(3) La liste des enquêtes pour le région Rhône-Alpes est disponible au SERVICE REGIONAL DE STATISTIQUES AGRICOLES, S.R.S.A., 55, rue Mazonod, Lyon.

(4) S.R.S.A. RHONE-ALPES, La Coopération agricole dans la région Rhône-Alpes, d'après les résultats du Recensement Général de la Coopérative Agricole de Lyon, 1966, 4ème tr. 1971, 113 p.

(5) Cette enquête a fait l'objet d'une publication au niveau départemental et au niveau de chaque canton.

D.D.A. DE LA LOIRE (44), Où en est l'agriculture de la Loire ?, Chambre d'Agriculture, Saint-Etienne, déc. 1966, 78 p.

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA LOIRE (C.A.L.) (54), Inventaire des Exploitations agricoles du canton de

(6) Le S.R.S.A. RHONE-ALPES a publié à partir de cette enquête :

La structure des exploitations agricoles en 1967, premiers résultats, sans date, 136 p.

et des études particulières, dont les résultats sont parfois critiqués à cause de la nature de l'échantillon-maître, comme :

Situation successorale et perspectives du nombre d'exploitations, déc. 1970, 92 p. et annexes.

- (7) Jean-Pierre HOUSSEL (45), Les comportements dans le passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne en pays développé, p.169-172
- (8) Nous reprenons ici les classifications d'André FEL (44) dans Les Hautes terres du Massif Central.
- (9) J. KLATZMANN, La localisation des cultures et des productions animales, 477 p., thèse lettres, Paris, 1955, p.25-26.
Le coefficient d'intensivité prend pour référence la S.A.U. et affecte l'indice 150 aux céréales et aux cultures fourragères, 400 aux plantes sarclées, 500 à la vigne, 1000 aux cultures fruitières et florales.
- (10) Jean BOICHARD (3), Systèmes agricoles et structures d'exploitation en France, 1974, princ. p. 89 et 93-94.
- (11) Ouvrage cité note 2. Dans l'arrondissement de Roanne, on a regroupé le Plateau de Neulise, la Plaine de Roanne, la Côte Roannaise et les Monts de la Madeleine, qui y sont tout entier contenus. Dans le reste du département, on a par commodité laissé la partie de la région Monts du Lyonnais comprise dans l'arrondissement. Si on avait eu les données exactes pour l'arrondissement, l'écart entre celui-ci et le reste du département aurait été plus réduit.
- (12) S.R.S.A. RHONE-ALPES, Bulletin de statistique agricole, n° 3, 1974, Les comptes de l'agriculture de la région Rhône-Alpes, p.77.
- (13) Pierre TOULAT, Ange BOUGEARD, Joseph TEMPLIER, Les chrétiens dans le monde rural, Le Seuil, 377 p., 1962, p.43.
- (14) Richard SCEAU, La coopération agricole dans la région Rhône-Alpes, in R.G.L. n° 3, p. 259-296, 1972, carte p.264-265.
- (15) OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES, Archives de la section de la Loire.
- (16) La population agricole est la population des ménages dont le chef est un actif agricole.
- (17) Michel GERVAIS, Jean WEIL, Claude SERVOLIN, Une France sans paysans, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Société, 128 p., 1966.
- (18) Jean BOICHARD § 3, Quelques éléments de la vie rurale entre Loire et Allier, R.G.L. 1962, p.271.
- (19) C.G.E.A.L. (55), Résultats de gestion de l'exercice 1972, p.17
- (20) Les C.E.T.A. qui existent en 1970 sont d'implantation ancienne. Le C.E.T.A. de la Côte Roannaise a ses adhérents répartis entre la Côte (Villemontais) et la Plaine (Lentigny, Ouches).
Les exploitations en gestion diffèrent beaucoup d'une année à l'autre. En dehors de celles qui font partie du réseau de la C.E.E. et sont rémunérées pour cela, c'est une sujétion telle que l'exploitant ne s'y maintient que le temps nécessaire à avoir un bilan utilisable. Mais leur localisation ne varie guère.
- (21) La carte de l'implantation de la J.A.C.F. en 1945 a pu être établie grâce à l'obligeance de Mme André Petitbout, née Marinette Brunelin, qui a été responsable de la Fédération de Roanne et qui m'a communiqué ses carnets de réunions. L'implantation de la J.A.C. (masculine) était fort voisine.
- (22) Lors de la constitution de la Corporation Paysanne en 1940, tous les anciens syndicats agricoles ont été dissous. A la Libération, l'unité de la représentation agricole a été maintenue dans le cadre de la F.N.S.E.A.
Sur le rôle régional du Sud-Est pendant la période précédente, voir Livre I p.156-157.
- (23) La Caisse Régionale de Crédit Mutuel du Sud-Est n'avait plus de bureaux dans la Loire depuis la Libération. La Caisse d'Economie, créée en 1913, a été remise en activité en 1966, quand un décret a donné un droit de regard à la Caisse Nationale de Crédit Agricole sur les Caisses Régionales. Elle s'est installée à Roanne, Feurs et Saint-Etienne.

- (24) Ce souci est poussé jusqu'à retarder la fusion des différentes mutuelles (incendie, accidents, grêle, mortalité du bétail) en une caisse multi-risques, fusion rendue possible par les décrets de 1966.
- (25) Michel BARNAUD (135), Le Charollais, pour que ses habitants construisent et maîtrisent leur avenir, 68 p. 1974, p.36. Michel Barnaud est animateur à la Chambre d'Agriculture de Saône-et-Loire.
- (26) Claudius Piot est né en 1923 dans une famille nombreuse d'agriculteurs à Saint-Galmier (Loire). Etabli sur la petite exploitation de 9 hectares de ses beaux-parents dans les Monts de la Madeleine, à Luré, de 1949 à 1956, il reprend à cette date en association avec son frère une ferme de 50 ha. à Saint-Symphorien-de-Lay.
- (27) Les représentants de la Chambre d'Agriculture sont élus au suffrage universel, ce qui donne la majorité aux exploitants âgés. Les responsables du syndicat sont choisis par cooptation, à chaque échelon, ce qui donne l'avantage aux exploitants dynamiques. Le mode de désignation différent explique la différence de la représentation.
- (28) Daniel RODINSON (58), Les exploitations agricoles de la Plaine Roannaise, p.9-10. Le taux de succession est le rapport du nombre de fils de plus de 15 ans et de gendres travaillant sur l'exploitation par le nombre de chefs d'exploitation de plus de 55 ans. L'enquête a été effectuée par l'Association Nationale de Migration et d'Etablissements Ruraux (ANMER) en 1964.
- (29) La législation des cumuls fixée par une loi de 1963 soumet à l'autorisation de la commission départementale des structures agricoles, présidée par le préfet, et composée de représentants de l'administration et de la profession,
- la possibilité d'exploiter au-dessus d'un seuil fixé à 50 ha. pour le département de la Loire; dans les faits, on n'examine les dossiers qu'au delà de 64 ha.
 - la possibilité d'exploiter quand il y a cumul de professions, comme dans le cas du boucher, du marchand de bestiaux ou du patron d'une conserverie...
 - l'acquisition de la terre au moment du démantèlement d'une exploitation, si l'exploitation démembrée n'atteint pas un minimum de 5 ha (dont 1,3 ha de vigne) dans la Côte Roannaise, et de 7 à 10 ha dans les autres P.R.A.
- Les organisations professionnelles sont intervenues trois fois au cours de ces dernières années pour faire respecter la législation des cumuls et le statut du fermage dans l'arrondissement de Roanne. Il s'agit de l'affaire B. à Vougy-Nandax (achat de prés par un marchand de bestiaux) en 1969, de l'affaire pour agrandissement grâce aux "ventes d'herbe" à Bully, d'un exploitant de Pouilly-les-Nonains, en septembre 1974 et de l'affaire Ch. pour cumul à Saint-Vincent-de-Boisset, qui est portée devant les tribunaux depuis plus de trois ans. On peut suivre les faits dans l'hebdomadaire "Paysan de la Loire".
- (30) Daniel RODINSON (57), Recherche sur l'avenir des exploitations du plateau de Neulise en 1985, C.G.E.A.L., déc 1985, p.31
- (31) Jean BOICHARD (3) Systèmes agricoles et structures d'exploitation en France, p.123-130.
- (32) C.G.E.A.L. (55), Résultats de gestion de l'exercice ..., depuis 1963. voir notes du tableau 12.
- (33) Evolution des dépôts par bureau, Archives de la CAISSE D'EPARGNE DE ROANNE.
- (34) Les principales définitions de comptabilité agricole utilisées sont :
- CAPITAL D'EXPLOITATION : c'est le capital (sauf la valeur des terres) dont dispose l'exploitation au moment de la clôture de l'exercice. Il comprend les moyens de production suivants : bâtiments, plantations, matériel et parts sociales, cheptel vif, stock, banque et caisse.

PRODUIT D'EXPLOITATION ou produit brut : il correspond à la somme du produit des différentes activités de l'exploitation.

Il est égal à : ventes + autoconsommation familiales + variation d'inventaire - achats d'animaux.

CHARGES REELLES : toutes les charges d'exploitation effectives (charges de structure y compris les amortissements + charges proportionnelles).

CHARGES DE STRUCTURE : elles concernent la structure de l'entreprise agricole et ne peuvent être affectées à des productions (frais généraux et charges d'équipement).

CHARGES VARIABLES ou CHARGES PROPORTIONNELLES : on peut les affecter aux productions :

- aliments, travaux par tiers, vétérinaire, frais d'élevage...

- engrais, semences, traitements, travaux par tiers...

REVENU AGRICOLE : produit brut - charges réelles

REVENU NET : revenu agricole - charges calculées

MARGE BRUTE : produit de l'activité - charges proportionnelles de l'activité.

[35] C.G.E.A.L. (55), Résultats de l'exercice 1973, p.10-16

[36] Cette classification est adaptée de la grille Poitevin due au Laboratoire d'Economie Rurale de Grignon.

[37] Les vaches laitières sont des vaches dont le lait est principalement destiné à la vente ou à la consommation humaine. Les vaches reproductrices sont des vaches dont le lait est destiné principalement aux veaux.

[38] Rappelons que la définition régionale de l'embouche est l'engraissement des maigres sur prairie. Sur cette question, voir en particulier, Michel SIVIGNON (164), Elevage et embouche en Charolais-Brionnais, p.357-379, in R.G.L., 1960, n° 4.

[39] COMITE DE DEVELOPPEMENT DES MONTS DU BEAUJOLAIS, comparaison des marges brutes d'une charolaise et sa suite d'une part, et d'une montbéliarde et sa suite d'autre part, in D.D.A. DU RHONE, (47), Propositions pour le plan d'aménagement rural du nord-ouest du département du Rhône, M.A.L.T., tome 2, p.12 C

[40] Archives de la COOPERATIVE LAITIERE DE ROANNE.

[41] D.D.A. DU RHONE (47), M.A.L.T., p.10 C

[42] L'O.R.L.A.C. (Organisation Régionale Laitière Agricole) regroupe les coopératives de Lyon (La Rosière) Saint-Etienne (Les Glacières), Villefranche et Grenoble (Dauphilait). Celle de Roanne y est associée, mais conserve son autonomie. L'usine de fabrication des pâtes fraîches est située à Estressin, dans la zone industrielle de Vienne. Les produits ^{sont} commercialisés sous la marque Yoplait, commune aux groupements régionaux de coopératives.

[43] L'U.R.C.V.L. (Union Régionale des Coopératives de Vente de Lait) discute les contrats des syndicats de producteurs de lait avec les acheteurs, qui peuvent être des coopératives comme ORLAC ou des négociants privés comme Unilever. Elle a été fondée après la seconde guerre mondiale par le président Aurion, qui a pris l'initiative de la construction de l'usine de poudre de lait de Saint-Martin-Belleroche près de Macon, qui transforme les excédents saisonniers.

Les syndicats de producteurs qui vendent à la Coopérative de Roanne sont celui de la Montagne Bourbonnaise (140 producteurs et 1,4 million de litres) et ceux des communes de la plaine et des Monts du Forez.

[44] En montagne, le passage au hameau du camion de la coopérative est la condition de la spécialisation. A défaut, on est tenu à continuer la fabrication du beurre et du fromage, qui sont achetés à bas prix par l'épicier au cours de sa tournée.

[45] L'installation du froid à la ferme permet une diminution des frais de ramassage de 30% et des horaires moins contraignants pour le producteur.

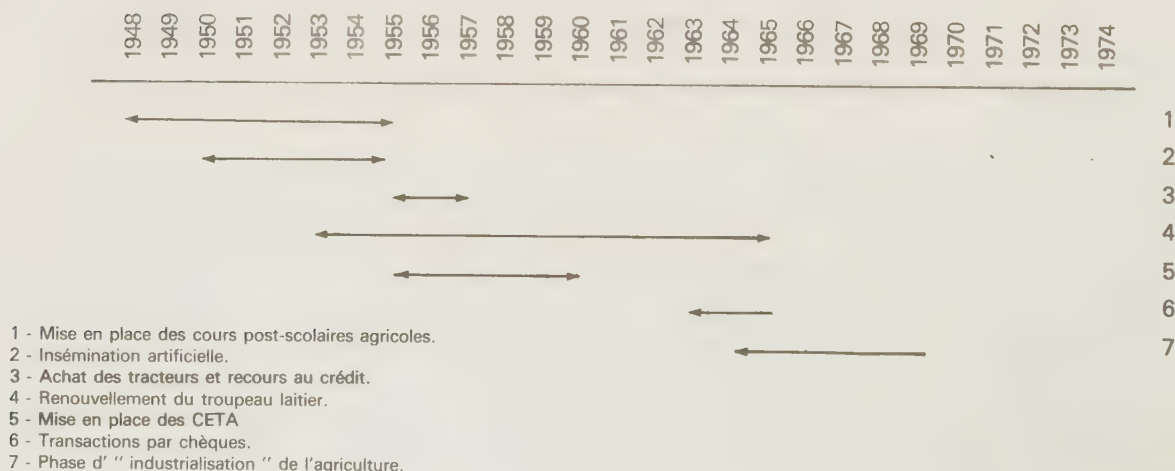
- (46) D.D.A. DU RHONE (47) M.A.L.T., p.10 C
- (47) SOMIVAL, PRODUCTION VEGETALE, La culture du maïs pour l'ensilage, 1971, 16 p. dact., et Premiers Commentaires sur le résultat des expérimentations de maïs ensilage conduites en Combrailles en 1971, 15-2-1972, 8 p. dact. + annexes.
- (48) C.G.E.A.L., Résultats de gestion de l'exercice 1973, p.12.
- (49) Le remplacement des races de pays par les races spécialisées se traduit par une diminution du taux de matière grasse, comme le montre le tableau 20 (à partir de 1968).
- (50) D.D.A. DU RHONE (47), M.A.L.T., p.10 C.
- (51) Placide RAMBAUD, Société rurale et urbanisation, Paris, Ed. du Seuil, 1967, 317 p. et E. JULLIARD, Essai de mise au point des indices à utiliser pour une étude comparée en France, Centre de Recherches Universitaires, Groupe d'Etude de l'Urbanisation des Campagnes, déc. 69, 3 p. dact.

IV - LES MODALITES DU DEVELOPPEMENT.

Comment se fait-il alors que dans le Roannais et le Beaujolais textile, comme dans une grande partie de la France, des transformations techniques et mentales profondes se soient traduites sur le plan matériel par des résultats aussi médiocres ? Les rendements sont inférieurs à la moyenne nationale. Le revenu moyen par exploitation dans le département de la Loire en 1974, a été un des plus bas de France : 11.000 francs par an; le revenu du travail par U.T.H. familial, dans les exploitations suivies en gestion, que nous avons volontiers confondues avec les exploitations considérées comme viables, a été en 1973 de 11.000 francs dans le groupe laitier de demi-montagne et de 13.500 dans le groupe viande en surface moyenne, qui sont les deux types les plus répandus. C'est que les blocages structurels, essentiellement d'ordres naturel, foncier, financier et intellectuel chez nous, sont venus à bout d'une volonté de changement contrainte le plus souvent à ne rester qu'à l'état d'ébauche et de velléité. Il faut en effet avoir toujours à l'esprit les handicaps avec lesquels la paysannerie française aborde à la fin de la seconde guerre mondiale, après trois quarts de siècle de stagnation, le passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne (1). Ces handicaps sont particulièrement accusés pour l'agriculteur de montagne "véritable prolétaire du XXIème siècle", selon l'expression de René Dumont. Il connaît la misère matérielle : dans la région, il doit vivre, le plus souvent, avec sept bêtes et treize hectares. Il connaît la misère culturelle : "on était ratatiné sur le plan humain", dit un dirigeant agricole actuel.

Le développement au sein de la paysannerie a connu deux périodes. La première qui va jusqu'en 1965 environ, donc jusqu'aux années antérieures à la crise du textile, est marquée par un progrès généralisé, dont les étapes se sont succédées dans le temps comme le montre la figure 51. Périodes d'adoption des principales transformations.

Fig. 51 PÉRIODE D'ADOPTION DES PRINCIPALES TRANSFORMATIONS



L'adoption des normes du moment, compte tenu d'un retard certain par rapport à d'autres régions, a été facilitée par l'influence des cours agricoles publics, qui furent suivis dans la Loire par la quasi totalité des fils d'agriculteurs. Mais la capacité de transformation a tourné court devant l'intensification fourragère. Compte tenu des conditions locales, elle est le seul système qui, au cours de la seconde période, permet l'élévation du niveau de vie. Elle apparaît, à l'égal de la mécanisation, comme un nouveau degré dans l'industrialisation de l'agriculture, degré au moins aussi difficile à franchir à cause des moyens financiers et de la rigueur de gestion qu'elle exige. Elle n'a été accessible qu'à une minorité de novateurs, qui ne correspondent pas forcément aux agriculteurs les plus aisés. On sait que les éleveurs de la plaine n'ont pas ressenti le besoin de cette mutation. Et les exigences nouvelles du développement passent par une acculturation. Or celle-ci n'a vraiment été ménagée que par la Jeunesse Agricole Catholique, dans la montagne, au lendemain de la guerre. Quand les anciens de la J.A.C. ont été suffisamment nombreux, ils ont mis en place les associations qui expérimentent les techniques nouvelles. La révolution fourragère a été préparée dans les CETA à partir de 1955.

I - La généralisation des progrès de base et l'action des cours post-scolaires agricoles (1955-1965)

L'effort public de vulgarisation est réduit à peu de choses avant 1955. La Direction des Services Agricoles (D.S.A.) est présente au chef-lieu de département et dans chaque arrondissement, un ingénieur et quelques techniciens font fonctionner une école d'hiver. La vulgarisation, essentiellement individuelle, ne touche que 5% des exploitants. C'est déjà mieux qu'avant la guerre où il n'y avait qu'un professeur d'agriculture par arrondissement. Comme toujours en pareil cas, l'initiative privée supplée les carences de l'Etat, ouvrant des écoles d'agriculture, comme celle des salariés de Ressins à Nandax, entre Roanne et Charlieu et offrant des cours par correspondance comme ceux du Sud-Est.

Le décret de 1954 sur la vulgarisation la dote de taxes parafiscales levées par les Chambres d'Agriculture et introduit la profession dans son organisation. Chaque groupement qui a recours à un technicien est subventionné. L'Etat implante des foyers de progrès, en l'occurrence à Roanne et à Charolles, et des zones-témoins, avec représentation des organisations professionnelles dans les conseils d'administration. Mais les moyens sont limités et il faut trouver le biais pour se faire accepter par un milieu encore réticent.

On l'a trouvé dans l'arrondissement de Roanne, grâce aux cours post-scolaires agricoles que fréquentent dès 1953, de 14 à 17 ans, pratiquement tous les jeunes qui vont rester à la terre. Une loi de 1942, prévoyait trois années de cours agricoles après l'école primaire, donnés par des instituteurs pourvus d'un Certificat d'Aptitude Agricole. Le Directeur des Services Agricoles de la Loire, Jean Combe, s'est appliqué à en tirer tout le parti possible. Il trouve sur place une équipe d'enseignants de grande valeur, tous fils de paysans et passionnés par leur tâche (2). L'instituteur part chaque jour dans un village différent, où se retrouvent, tous âges confondus, les enfants des environs, dans une salle mise à sa disposition par la municipalité. Il dispose de locaux mieux équipés au centre du secteur, qui comprend de cinq à 15 communes et compte en moyenne 90 jeunes. Si l'élève réussit à 17 ans le certificat post-scolaire agricoles et s'il parvient à convaincre son père d'accepter de se passer de lui pendant cinq mois, il suit l'école d'hiver, fixée en 1954 à Chervé, sur la commune de Perreux, limitrophe de Roanne et du Coteau. A partir de 1955, on arrive peu à peu à l'enseignement permanent. Les élèves, regroupés dans les cinq centres de Chervé, Saint-Germain-l'Espinasse, Saint-André d'Apchon, Saint-Germain-Laval et Saint-Symphorien-de-Lay, suivent trois à quatre jours de cours par semaine et peuvent présenter le Brevet d'Apprentissage Agricole et le Brevet Professionnel. Il est maintenant possible de les y préparer car les promotions sont moins fournies, à cause des départs déjà nombreux vers les villes.

L'enseignement est fondé sur les centres d'intérêt, dictés par le rythme du travail à la ferme suivant les saisons et aussi par les événements de la vie agricole : foires, concours, réunions des groupements. On rappelle sans cesse les notions de base, afin de faire saisir le lien de cause à effet, qui doit se substituer à l'atavisme des pratiques admises sans critiques. Tout naturellement, le jeune qui passe la plupart de son temps sur l'exploitation associe ses parents à ce qu'il apprend, par l'intermédiaire du cahier d'observations et des essais qu'il mène (nouvelles variétés, fumures, contrôle laitier, analyse des sols, travail de la vigne...). L'enseignement devient ainsi vulgarisation pour les adultes, d'autant plus que les instituteurs sont secrétaires ou techniciens de groupements et qu'ils organisent des démonstrations et des voyages d'études. Leur action est complétée par celle des professeurs d'enseignements ménager agricole - on en compte trois dans l'arrondissement - qui restent un trimestre par village. Elles apprennent aux jeunes filles l'enseignement ménager et les tâches qui sont du ressort de la fermière (basse-cour, laiterie) et organisent des veillées pour les femmes. On a souvent remarqué que l'adoption d'un régime alimentaire équilibré datait de leur passage. Cette organisation cesse avec la loi de 1962, qui organise l'enseignement permanent. L'école d'hiver devient lycée agricole et les cours ménagers ambulants se fixent également à Chervé en

1955, pour devenir collège. Les autres vont fermer les uns après les autres; le dernier, celui de Saint-Germain-Lespinnasse subsiste jusqu'en 1970.

Cet enseignement, qui touche la plupart des familles, a bénéficié de la durée et de l'enracinement. Il va modifier sans bruit et pour une dépense minime, le comportement conformationnel des agriculteurs jeunes et vieux. Dans les Monts de la Madeleine par exemple, l'utilisation des engrais progresse; le blé des Dômes, variété nouvelle à paille courte, et l'orge remplacent le seigle bourru. Mais le résultat majeur est l'amélioration de l'élevage, en même temps qu'il se spécialise vers le lait, alors qu'il était tourné précédemment vers la production des jeunes bêtes pour la viande. Cette orientation est beaucoup mieux adaptée à la petite exploitation, grâce au plus fort revenu par hectare et à la rotation courte des capitaux qu'elle permet. L'effort prioritaire porte sur l'amélioration et le renouvellement du troupeau. Observations et explications ont abouti à un retournement d'opinion en faveur de l'insémination artificielle, qui faisait au début l'objet de critiques acerbes. On le mesure à l'essor de la Coopérative d'Insémination Artificielle installée dans la plaine du Forez, près de Montrond, et l'une des premières à fonctionner en France, dès mai 1947. En 1948, il y a 5.000 vaches inséminées dans la Loire et quelques cantons limitrophes, 15.000 en 1950, 50.000 en 1955, 120.000 en 1965. La clientèle est formée essentiellement par les agriculteurs de la montagne et les petits exploitants de la plaine, à l'exclusion des éleveurs du charolais. Ils font inséminer en race frisonne et montbéliarde pour les laitières et, en charolais à concurrence de 80% pour le veau de boucherie. Parallèlement, une action est menée pour l'introduction de la pie rouge de l'Est. En collaboration avec les services agricoles, Roanne est choisie en 1953 comme lieu du concours national de cette race et des voyages d'achat sont organisés en Côte d'Or. Les jeunes éprouvent l'intérêt du contrôle laitier pour la sélection du bétail et le pratiquent chez eux. Enfin leur attention est attirée sur le contrôle sanitaire : désinfection des étables et surtout lutte contre la septicémie, la fièvre aphteuse, la tuberculose et la brucellose. Les lois sur la prophylaxie de 1960 sont bien acceptées dans le Roannais, où des groupements dans ce but sont établis dans de nombreuses communes. A l'inverse, dans certains secteurs des monts du Lyonnais ou de la plaine du Forez, l'abattage des animaux qui réagissent, et qui constituent parfois jusqu'à la moitié du troupeau, a entraîné un malaise agraire encore sensible en 1967 (3). Dans les faits, on ne peut séparer les résultats obtenus par l'enseignement post-scolaire de l'ensemble des actions de vulgarisation menées par l'Etat et la profession. On assiste à une floraison de groupements, même s'ils sont moins actifs et moins variés ici que dans des régions voisines. Une vingtaine de

———— C.U.M.A. ont été créées dans l'arrondissement de Roanne. Le syndicalisme a mis en place des sections spécialisées de producteurs. Au niveau de la vie quotidienne, les associations familiales ont organisé un service d'aides familiales rurales et installé des congélateurs collectifs. L'impact de cette vulgarisation populaire est spécifique d'une époque, où le retard technique était tel que l'acquisition des connaissances de base permit la rupture avec l'agriculture traditionnelle, sans apports financiers particulièrement onéreux. Mais suffisait-elle au "décollage" ? D'abord l'action des cours post-scolaires publics n'a pas été sensible partout. L'idéologie cléricale et conservatrice du Sud-Est qui règne dans une grande partie de la région était un obstacle. La valeur des hommes a fait que leur diffusion s'est étendue à presque tout l'arrondissement de Roanne, à partir de la diagonale laïque qui va de La Pacaudière à Saint-André d'Apchon. Mais la montagne manufacturière leur a échappé, sans que partout les Maisons Familiales, implantées souvent plus tardivement à Amplepuis, Lamure et Feurs, aient pu jouer un rôle équivalent. D'autre part, les exploitants qui pratiquent l'élevage charolais, et pas seulement dans le Brionnais, n'éprouvent pas le besoin de remettre en cause le système. Car encore faut-il que le jeune amené dès la troisième année "à prendre conscience de ses responsabilités futures d'exploitant, de membre du syndicat et enfin de citoyen du village et du monde" (2) trouve suffisamment de compréhension auprès des adultes ou ne se heurte pas, comme en montagne, à des structures qui empêchent de poursuivre la croissance. Or dans bien des cas, les difficultés de commercialisation sensibles dès 1955, l'augmentation plus rapide des coûts de production que celle des produits agricoles, les crises répétées de la viande, du lait, du hors sol, sans parler de l'impossibilité d'acquérir des terres pour s'agrandir réduisent, à peu de choses les progrès réalisés sur le plan de la productivité.

II - le passage à l'agriculture d'entreprise limité à une minorité.

A partir de 1965, le temps n'est plus où l'on peut continuer à vivre sur de petites surfaces en "rapetassant" l'agriculture traditionnelle au coup par coup, grâce à l'adoption de ces techniques simples qui se font pratiquement sans investissements et qui rapportent un bénéfice immédiat : la suppression des cultures non rentables, l'utilisation judicieuse des engrais, l'insémination artificielle, la prophylaxie. Dans cette région où, en dehors des chambons, on ne peut pratiquer la grande culture végétale, l'intensification laitière s'impose en dehors des grands domaines d'embouche pour accéder au stade de l'exploitation viable, mises à part les spéculations inusitées qui ne peuvent être adoptées que par le petit nombre.

4) les conditions nouvelles du développement.

L'intensification laitière n'est accessible qu'aux agriculteurs aisés et, au moins, ouverts à la modernité. Or la vulgarisation tend à re-devenir individuelle et à ne plus concerner que les novateurs.

- le seuil de l'intensification fourragère

La production intensive de fourrages est le point de départ de transformations en chaîne. Elle exige beaucoup de matériel de culture et de récolte, en particulier pour le chantier d'ensilage qui demande la collaboration de trois exploitants au moins. L'herbe cultivée coûte cher et doit être valorisée par un cheptel de qualité : il faut poursuivre la sélection et acquérir de nouvelles bêtes. Force est d'abandonner la petite étable sombre, soit pour la stabulation libre avec hangar paillé ou bâtiment fermé à logettes, soit pour la stabulation entravée à stalles courtes. Dans ce cas, la chaîne de curage ou les claies de bois, à travers lesquelles le lisier tombe dans une fosse, facilitent la corvée de nettoyage. On ajoute la salle de traite, avec le pipe-line qui conduit le lait au tank réfrigérant. Ces installations nouvelles, vastes et claires, construites en parpaings et couvertes en fibrociment signalent d'emblée dans le paysage les exploitations modernes. Certes, on perçoit des subventions de l'Etat et l'agriculteur et sa famille, aidés par les voisins à charge de revanche, se font à l'occasion maçons ou charrons, bricoleurs en tous genres, mais les débours restent importants.

Pour rentabiliser le matériel, amortir les emprunts, on est contraint à une "fuite en avant" permanente : augmenter le troupeau, la surface cultivée, le matériel... Les problèmes ne se posent plus du tout de la même façon. Cette cascade d'investissements et cette continuité dans l'effort exigent des surfaces suffisantes et un véritable esprit d'entreprise, qui repose sur des connaissances techniques universelles et sur une gestion rigoureuse. Bref, cela exige des conditions matérielles et intellectuelles, qui ne sont accessibles qu'aux plus favorisés.

- une vulgarisation de plus en plus personnalisée, mais de moins en moins populaire.

Or c'est l'époque où la vulgarisation cesse d'être à la portée de tous. L'enseignement est concentré dans quelques écoles et les techniciens tendent à être accaparés par les plus entreprenants.

Les cours post-scolaires agricoles cèdent la place à un enseignement permanent. Le collège mixte de Chervé a 150 élèves, le lycée agricole en a 300 et l'école d'agriculture de Ressins qui rassemble enseignement court et long, 215. Mais ces établissements sont fréquentés par une majorité d'enfants de la ville et le plus grand nombre des fils d'agriculteurs se destinent au

tertiaire agricole, de l'ingénieur à l'employé de garden-center. La plupart des jeunes qui restent à la terre passent par les Maisons Familiales. Leur implantation se renforce avec l'obligation scolaire jusqu'à seize ans, car comme elles continuent à pratiquer l'alternance, le père peut bénéficier de la main d'oeuvre de ses enfants, deux semaines sur trois, tout en touchant les allocations familiales. Elles comptent en général trois classes de vingt élèves qui se succèdent, encadrées par une directrice et deux monitrices. Dans l'arrondissement de Roanne, on trouve celles de Saint-Germain-Lespinasse pour les garçons et de Vougy pour les filles et en dehors, celles de Semur-en-Brionnais, Amplepuis, Lamure-sur-Azergues, Saint-Romain de Popey et Feurs. On sait le caractère d'avant-garde qu'ont eu leurs méthodes pédagogiques, dégagées de la routine scolaire. Leur remarquable insertion dans le milieu et leur mobilité, leur permettent de répondre sur le champ aux nouveaux besoins qui se font jour : ainsi une section d'ouvriers-forestiers s'est ouverte récemment à Lamure. Mais en dépit de la possibilité de continuer au delà de seize ans, dans les Instituts Ruraux d'Education et d'Orientation, comme celui de Bully, à l'est de Tarare, cet enseignement est forcément succinct à cause du peu de temps disponible et du niveau de formation des moniteurs. Or il est donné à des jeunes, dont près de la moitié viennent des classes pratiques et de transition. Est-ce suffisant pour diriger demain une exploitation ? Jean Mouillère déplorait déjà dans "Paysans" en 1958 que les cours post-scolaires dussent abandonner à 17 ans des jeunes désavantagés par la pauvreté de leurs moyens d'expression et qui n'ont pas encore la maturité pour s'élever à une compréhension large et nécessairement complexe de la gestion (2). Cette préoccupation est plus actuelle que jamais. Jean Boichard montre que les exploitations qui ont le système agricole le plus rentable sont tenues le plus souvent par des hommes ayant "un enseignement général supérieur à la moyenne" (4).

Et il ajoute : "l'innovation ne vient plus comme autrefois des personnalités extérieures à l'agriculture ou situées sur ses marges, mais d'une élite professionnelle d'un haut niveau technique". La vulgarisation est à un tournant. Elle s'est modifiée dans ses structures. A la suite du rapport Cormorèche, secrétaire général actuel de la F.N.S.E.A., du 27 avril 1965, le décret du 4 octobre 1966 l'a confiée à la profession par l'intermédiaire du Service d'Utilité Agricole Départemental (S.U.A.D.), auprès duquel les représentants de l'Etat (5) n'ont plus qu'un rôle consultatif (6). Elle s'est modifiée dans ses méthodes. Les actions de masse ne "paient" plus. On n'implante plus de zones-témoins, comme celles de Belmont en 1961 et d'Amplepuis en 1964, où l'on distribuait des crédits aux agriculteurs qui s'inscrivaient

pour un plan de développement technique de quatre ans, car les résultats n'ont pas été toujours évidents. Les stages des Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles pour Adultes (C.C.F.P.P.A.), donnés à Roanne, ne sont assidument suivis que par un petit nombre de personnes ouvertes (7). Certes, on s'efforce d'aller au devant des besoins non exprimés, pour se rapprocher des "laissés pour compte". Ainsi la conseillère agricole de la Plaine de Roanne tâche de réunir les fermières pour étudier avec elles l'adaptation des productions vendues sur les marchés, telles le fromage de pays, qui peuvent apporter un complément de ressources non négligeable. Cependant les techniciens tendent à être accaparés par les sollicitations des agriculteurs modernes, pour leur propre compte ou celui de leurs groupements. Ceux-ci n'hésitent plus à faire appel directement aux administrations et au secteur privé : "aller à la ville fait partie des fonctions du chef d'exploitation" dit M. Jollivet, à propos des pionniers des Combrailles (8). D'ailleurs, de plus en plus, les subventions d'équipement seront accordées sur présentation d'un plan de développement établi au moyen de la gestion prévisionnelle.

2) le rôle de la JAC, instrument de promotion collective.

La répartition des exploitations qui ont accédé à la seconde phase de modernisation est déroutante. Les emboucheurs, qui représentaient en 1955 l'agriculture capitaliste et commerciale, étaient trop attachés à leur système pour envisager d'en changer. La révolution fourragère a été préparée par les C.E.T.A., qui s'implantent entre 1955 et 1960, en dehors de la plaine, dans la montagne et la demi-montagne, au sein de l'authentique paysannerie. Leurs animateurs sont très souvent passés par la Jeunesse Agricole Chrétienne (J.A.C.), entre 1940 et 1955. Or nous l'avons vu, les lieux où elle s'est développée n'apparaissaient pas au départ comme les plus favorisés. Si beaucoup de foyers de la J.A.C. ne sont pas devenus des foyers d'innovation, en revanche, il est bien rare que tout foyer d'innovation n'ait pas à sa base des anciens de la J.A.C. En effet, pour accéder à cette seconde phase complexe et totale de la mutation, il fallait être prêt psychologiquement et c'est la J.A.C.^{qui}, dans notre paysannerie de chrétienté, a été l'instrument de la nécessaire promotion collective.

- la JAC, élément d'acculturation

Dans le cadre de cet ouvrage, nous ne pouvons que nous borner à un bref éclairage, qui ne prétend pas être une contribution à l'histoire de la J.A.C. D'ailleurs la région s'y prête moins bien que d'autres où son influence a été beaucoup plus profonde et générale, comme les monts du Lyonnais. Mais même ici où son développement se heurtait à des réticences, cet éclairage fondé sur les témoignages des militants locaux nous a paru s'imposer,

afin de rendre compte de cette "géographie pleine de surprises" introduite par les comportements.

Les agriculteurs qui ont fondé les C.E.T.A. et apporté un esprit nouveau dans les organisations agricoles, avaient alors une trentaine d'années. Ils étaient nés entre 1920 et 1930, c'est-à-dire qu'ils appartiennent à la deuxième génération de la J.A.C. La première, celle qui a participé au congrès de Paris en 1939, doit beaucoup aux "abbés démocrates". Ceux-ci, qui s'inspirent de Marc Sangnier, veulent favoriser l'expression et la représentation de tous les intérêts, par l'éducation civique du peuple par lui-même et en donnant aux travailleurs la responsabilité effective de leur activité. Ils étaient nombreux au petit séminaire de Charlieu (9). Par la force des choses, qui fait que la prise de conscience professionnelle débute chez les plus favorisés -des typographes pour le syndicalisme ouvrier aux fermiers du centre du Bassin Parisien pour le syndicalisme agricole-, la J.A.C. s'implanta d'abord dans la plaine, où l'embouche était prospère. On ressentait le besoin de formation et les jeunes issus des exploitations aisées ou particulièrement doués, étaient en mesure de la recevoir. Ils seront les responsables de demain. Ils vont assurer la relève dans les mouvements mis en place par le Sud-Est et s'imposent petit à petit, au fur et à mesure que se multiplient les organisations professionnelles. Syndics de la Corporation, ils forment les cadres du syndicalisme après la Libération : ainsi, dans la Loire, Pierre Collet de Pouilly-les-Nonains et Louis Mercier de Coutouvre, respectivement président et secrétaire général de la F.D.S.E.A.. Comme on l'a vu, ils ne remettent pas en cause l'esprit traditionnel. "Ils adoptent un certain nombre d'idées sociales et de techniques nouvelles, les adaptent à la société hiérarchique, et les diffusent d'une manière très paternaliste, ce qui évite les coupures entre les anciens et les nouveaux...Ainsi le système en place, ayant digéré les innovations, put se maintenir", constate Michel Barnaud (10).

Bien différente va être la J.A.C. des "belles années", entre 1940 et 1950. Elle répond à une explosion de besoins plus qu'à un plan concerté. Les jeunes, coupés de la ville par la guerre, très nombreux dans les régions de petite exploitation familiale, se retrouvent seuls devant leurs problèmes de loisirs, de formation personnelle et professionnelle, d'avenir. Ils prennent conscience de l'état d'infériorité qui est le leur et, dans cette période de pénurie, où l'évolution technique est stoppée, c'est le manque de culture qui leur est le plus sensible. Ils n'ont été à l'école que six mois par an, de la fin du ramassage des pommes de terre à la fenaison et, une fois l'école quittée à douze ans, avec ou sans le certificat d'études, ils n'ont plus de



FIG. 52 IMPLANTATION DE LA J.A.C.F. EN 1945 DANS LA FÉDÉRATION DE ROANNE

contacts avec l'écrit. Leur détermination à ne plus accepter de vivre comme avant se fait jour dans les régions les plus pauvres. L'implantation de la J.A.C. se modifie : la plaine l'ignore pratiquement, alors qu'elle gagne la montagne et le plateau de Neulise (voir fig. 52). A partir de 1942, la présidence de la fédération du Roannais, détenue auparavant par des militants de la plaine -François Petit de Saint-Nizier-sous-Charlieu qui a pour vice-président, Pierre Collet, puis Jacques Mainaud de Vougy-, passe à André Petitbout, fils d'un meunier de Crémeaux, dans les Monts de la Madeleine jusqu'en 1946, puis à Michel Bouchet de Saint-Priest-la-Roche et à Claudius Desormière, fils d'un sabotier de Saint-Symphorien-de-Lay. Les Monts du Charolais sont une région de forte implantation et Michel Collaudin de La Clayette, futur président du C.D.J.A. de Saône-et-Loire et qui est actuellement membre du Bureau de la Fédération Nationale Bovine, a été responsable fédéral de Saône-et-Loire.

L'équipe jacistes se constitue de façon quasi spontanée à partir d'un besoin précis. Le plus souvent, on se réunit chez l'un ou chez l'autre avec le vicaire, pour essayer de comprendre les exercices proposés par les cours du Sud-Est, qu'on est bien incapable de faire seul. Peu à peu se dégagent des militants. Ils se réunissent au village où ils sont les plus nombreux. Les secteurs qui correspondent à un canton ou à une fraction de canton sont regroupés en zones, qui correspondent à la petite région naturelle, puis en fédérations, qui correspondent à l'arrondissement ou au département, enfin en régions. A ces jeunes, riches de leur seule expérience, on va proposer une pédagogie fondée sur l'analyse des faits, qui se décomposent en trois temps : voir, juger, agir. Les réunions se font sur le thème de la campagne d'année. "Elle a pour but, trouve-t-on dans le cahier de notes d'une responsable, de transformer et de servir le milieu. Pour cela, il faut le connaître et le pénétrer par l'enquête. Les activités suivront et incarneront la campagne". Quand l'équipe fonctionne bien, on organise chaque année, dans le secteur, d'autres activités qui répondent à des besoins permanents : les journées rurales, pour acquérir les connaissances techniques; la fête de la terre, avec ses défilés de chars, ses jeux scéniques, l'organisation d'une kermesse; la retraite pour la formation religieuse; éventuellement un centre de préparation au mariage. Cela permet de toucher beaucoup de monde. Toujours les jeunes sont amenés à s'exprimer, à agir ensemble, à considérer la dimension collective. La formation des militants est particulièrement soignée. Dans les sessions, on s'adresse à eux comme à des adultes cultivés. On leur brosse de grandes fresques de l'histoire économique et sociale, on les initie à la théologie et au commentaire de la Bible, comme on les conduit visiter des expositions. On leur fait prendre la parole en public, composer

des vers, diriger une réunion. Ils prennent une grande part dans l'animation du mouvement. Avec l'aumônier fédéral, ils déterminent à trois ou quatre l'orientation des activités de l'année. Souvent ils montent à Lyon ou à Paris. Ainsi Claudius Piot qui a été à la tête de la F.D.S.E.A. de la Loire de 1966 à 1975, est entré à la J.A.C. à 14 ans, en 1937, deux ans après avoir quitté l'école primaire. Il a été responsable du secteur de Saint-Galmier, puis de la fédération du Stéphanois de 1946 à 1948, ensuite jusqu'à son mariage et son installation comme exploitant, membre de l'équipe du Sud-Est et rédacteur du journal "Jeunes Forces rurales", ce qui l'amène à passer trois jours par mois à Paris. André Vial de Saint-Jean-la-Vêtre, village situé entre Noirétable et Boën-sur-Lignon, fut secrétaire général de la J.A.C. de 1950 à 1953, puis président de l'Action Catholique de la Jeunesse de France (A.C.J.F.) jusqu'à la crise de 1962. Autre voisin, Michel Debatisse, secrétaire général de la J.A.C. de 1953 à 1957, originaire de Palladuc, sur le versant auvergnat des Bois Noirs. Les aumôniers fédéraux sont également des personnalités remarquables, souvent destinées à de hautes responsabilités : ainsi le père Vial, qui occupa ce poste dans la Loire de 1938 à 1943, est évêque de Nantes. Ainsi à travers l'aspect confessionnel et au delà de lui, la J.A.C. a été un instrument de formation populaire et une pépinière de militants. Elle insiste sur la connaissance des situations concrètes, la recherche de solutions adaptées, la dimension collective, la nécessité de l'engagement, l'insertion de la foi dans la vie de tous les jours, le souci de l'épanouissement de la personne. Elle en donne les moyens : l'analyse de cas, l'accès à la culture, l'esprit d'association. Certes dans les thèmes développés, on retrouve l'esprit de l'époque, avec l'exaltation du patriotisme et des valeurs paysannes, ainsi que ses tabous, en particulier la sexualité sur le plan moral et le marxisme sur le plan politique. Mais une nouvelle mentalité se dégage peu à peu, qui repose sur le refus de la fatalité, des routines qui paralysent, du paternalisme des notables. La J.A.C. n'a pas distribué des connaissances ni des compétences, mais elle a formé des adultes enracinés dans la masse, débarrassés de complexes et de préjugés, réceptifs, curieux de tout.

Pour apprécier ce qu'a pu être son rôle "de levain dans la pâte", il faut se souvenir que les militants ne furent jamais très nombreux -une quinzaine par secteur- pendant les "belles années" et que celles-ci ne durèrent guère plus d'une décennie. A partir de 1950-1955, la J.A.C. devient "plus animatrice que maîtresse". Elle reste un centre de réflexion de militants, mais elle n'est plus en contacts étroits avec l'ensemble des jeunes, d'ailleurs de moins en moins nombreux. La mobylette et l'auto leur permettent de se déplacer pour leurs loisirs. L'Etat et les organismes

professionnels -à commencer par le C.N.J.A., qui en est souvent l'émanation- remplissent les fonctions auxquelles elle avait suppléé. D'autre part, l'émancipation des responsables au niveau des rapports entre spirituel et temporel crée des tensions avec la hiérarchie. Le Mouvement Rural de la Jeunesse Catholique (M.R.J.C.), qui prend la suite de la J.A.C., cherche sa raison d'être entre la voie classique et l'engagement politique, ce qui va créer bien des dissensions et des réserves et l'affaiblir considérablement.

- la réussite professionnelle des anciens de la J.A.C.

Les anciens de la J.A.C. ont maintenant remplacé les notables à la tête de leur profession. Ils n'y seraient pas parvenus s'ils n'avaient pas réussi à rendre viables les exploitations paysannes qu'ils ont reprises en mains. Il existe une seconde catégorie d'exploitations viables, celles où le rapport SAU/UTH est assez élevé pour permettre un revenu suffisant grâce à l'embouche. Mais eux, sont les véritables novateurs, avec une poignée d'exploitants d'origine urbaine. Ils pensaient à un développement collectif grâce à l'association. "Il faut, répond Etienne Perrier, président du C.E.T.A. de la Montagne de Boussuivre, peu de temps après sa création, le 20 Août 1961, à l'ingénieur en chef de la D.S.A. de la Loire, que le C E T A de Violay réussisse à changer pas mal de routines, à effacer pas mal de préjugés. Les paysans de chez nous veulent vivre comme les autres et ne plus être considérés comme des arriérés ou des laissés pour compte. Il nous manque beaucoup d'instruction et de connaissances techniques, mais beaucoup font effort pour en sortir". En fait, leur réussite a rarement dépassé le cercle des militants. Cette évolution était prévisible. Les anciens de la J.A.C. étaient trop peu nombreux en face de notables traditionnels et d'une masse vieillie ou désarmée devant le progrès. Beaucoup ont été absorbés par le milieu. Il est déjà significatif qu'une partie assez importante d'entre eux ait pu franchir le seuil et imposer leur point de vue d'exploitants d'origine paysanne. Ils avaient pour eux la passion de leur métier. Ils lui reconnaissent le mérite de pouvoir continuer à être dans le monde contemporain, des producteurs modernes, indépendants et responsables, sur des structures familiales. Aussi ne lui demandent-ils pas la richesse, pourvu qu'il leur assure une aisance correcte. Ils avaient aussi pour eux d'être ouverts à tous ceux qui recherchaient le progrès technique, techniciens et exploitants. Dans la profession, ils ont collaboré mais l'occasion se présenta rarement, avec les vieux militants socialistes et laïcs, comme le père Bost à Crèmeaux, dont l'élection à la Libération, comme président du syndicat agricole, eut beaucoup de retentissement et qui a été le fondateur du C.E.T.A.. Ils eurent davantage l'occasion de collaborer avec la poignée de pionniers de la plaine. Il s'agit des fils de propriétaires fonciers, élevés en ville, donc peu marqués par

les traditions locales, qui par amour de la terre, ou parce que leurs études avaient été interrompues par la guerre, ont repris progressivement les domaines précédemment donnés en location. Ceux-ci, étrangers au milieu, ne recherchent pas de fonctions représentatives, mais participent efficacement à des organismes techniques, dont nos nouveaux dirigeants leur laissent volontiers la responsabilité. Il en est ainsi pour le Centre de Gestion des Exploitations Agricoles de la Loire, fondée en 1961 à Roanne par le fils d'un professeur de la Faculté de Médecine de Montpellier, revenu à Saint-Germain l'Espinasse; pour la Fédération Départementale des CUMA, présidée par le fils d'un marchand de couleurs de Roanne installé à Pouilly-les-Nonains; et pour le Syndicat des Producteurs de Lait Cru, mis sur pied par le fils d'un professeur de philosophie à la Faculté de Lyon, revenu à Vougy (11)!

- les belles années des C.E.T.A. (vers 1955, vers 1975) (12).

Nos fils de paysans vont trouver dans les Centres d'Etudes Techniques Agricoles la structure d'évolution qui leur convient. Chaque C.E.T.A. groupe une dizaine ou une quinzaine d'exploitants de 30 à 50 ans qui, avec l'aide d'un technicien, "réapprennent le métier" et expérimentent les techniques nouvelles. Ils les adaptent aux conditions locales, grâce aux parcelles d'essai, ce qui a fait dire que les C.E.T.A. ont été la courroie de transmission entre le laboratoire et la ferme. Leur implantation est calquée sur celle des foyers de J.A.C., à l'exception de celui de Saint-Germain-Lespinasse, animé par les pionniers de la plaine extérieurs au milieu et qui ne fut d'ailleurs pas le plus actif. Elle ne se fit pas plus tard que dans l'ensemble de la France, où ils se multiplient entre 1952 et 1960. Le C.E.T.A. de La Clayette fut constitué en 1953, celui de Saint-Martin-la-Sauvété en 1954, celui de Crémeaux en 1955, celui de la Côte Roannaise, sur Villemontais et Lentigny, en 1956, celui de Panissières enfin, d'où sont issus l'année suivante ceux de Violay et de Saint-Barthélémy-Lestra, en 1958. Les C.E.T.A. du sud furent créés, comme beaucoup de ceux des Monts du Lyonnais et celui de la côte du Forez, avec le concours du directeur de la Maison Familiale de Mornant, ce bourg du Plateau Lyonnais, où René Dumont comme théoricien et Pierre Chazal, comme technicien, firent faire les premiers pas à la révolution fourragère (13). Pierre Chazal fut appelé par tous les C.E.T.A. de la région. Avec eux, il reprend les techniques de base de la culture de l'herbe : comment établir une prairie temporaire sur une terre ou une vieille prairie, comment obtenir de bons rendements de blé, après retournement de la prairie, grâce à la variété Etoile de Choisy et à l'apport d'engrais au moment du tallage. Voici le compte-rendu d'activités du C.E.T.A. de Panissières en 1958 :

- 5 Janvier : réunion ^{trimestrielle} constructive
- 12 février : exposé de Pierre Chazal sur la culture de l'herbe
- 12 mars : exposé du vétérinaire sur les premiers soins à donner à une bête malade
- 16 avril : exposé du vétérinaire sur la technique du pâturage et discussion sur les quatre silos-tranchées en construction
- 16 mai : visite dirigée par Pierre Chazal autour de Vienne : prairies temporaires, champs de blé ensemencés en Etoile de Choisy et en Vaillant, ensilage.
- en juin, juillet, septembre et octobre, réunions et examens de parcelles expérimentales sur les mêmes sujets
- 10 décembre: exposé de Pierre Chazal sur l'alimentation de la vache laitière.

Le choix de la formule d'ensemencement la mieux adaptée n'est pas une petite affaire : elle dépend des terroirs et des techniques et est remise en cause constamment. A Saint-Martin-la-Sauveté, entre 600 et 800 mètres et en position d'abri, on adopte successivement le ray grass, puis le dactyle, puis le maïs précocé, lequel est trop grand et provoque l'inappétence, pour s'arrêter sur le mélange ray grass d'Italie -trèfle violet avec un peu de lotier et le mélange dactyle tardif-luzerne, pour ceux qui ensilent. Progressivement, on avance dans l'engrenage commencé avec la culture de l'herbe : choix entre races laitières, contrôle laitier, stabulation libre ou entravée, ensilage, comptabilité, recherches de terres nouvelles... C'est ce que montre le rapport d'activités du C.E.T.A. de Crémeaux en 1966, pour sa onzième année de fonctionnement. Les dix adhérents se réunissent chaque mois. Les essais de culture constituent toujours le menu ordinaire. On constate ainsi la supériorité du trèfle violet Goliath pour l'association avec le ray grass, celle de l'avoine noire de Moyencourt et de l'orge d'hiver Ager. Mais les problèmes fonciers passent au premier rang des préoccupations. La démonstration de défrichage d'une lande de douze ans, où genêts et buissons atteignaient de 1,50 m. à 2 mètres, par le passage du giro-broyeur et du rotavator a attiré 250 personnes. Le voyage à Aix-la-Fayette, commune de montagne du Puy-de-Dôme qui a été remembrée, a eu 30 participants. Quant au C.E.T.A. de Violay, il a étudié la même année l'élevage des chèvres pour la vente directe du fromage et cette spéculation, si elle n'a pas été adoptée par le groupe, parce qu'elle se révèle finalement moins rentable que l'élevage laitier, a permis à quelques exploitants de tirer parti de terres médiocres et mal exposées.

c) de la vulgarisation de groupe à la recherche d'un système agricole personnalisé.

Les C.E.T.A. ont prouvé leur efficacité. Grâce à la révolution fourragère menée à son terme, le revenu agricole progresse considérablement. Le troupeau a augmenté, on obtient couramment 4.000 litres par vache laitière

et de bons rendements en céréales. Mais au bout d'un certain nombre d'années, les membres du C.E.T.A. n'ont plus rien à s'apprendre et celui-ci tourne à vide. En effet, on en arrive actuellement à des systèmes agricoles personnalisés. Le novateur sait ce qu'il veut, va au devant de l'information, sollicite une vulgarisation amenée à se faire "à la carte" (4). Son guide est la programmation linéaire effectuée pour le centre de gestion. On confie à l'ordinateur les données qui concernent les personnes (disponibilités en temps et goûts de l'exploitant et de ses aides éventuels) et celles qui concernent l'exploitation (surface, nature, particularités des parcelles, état des bâtiments, cheptel vif et mort existant, contraintes de toutes sortes). On lui propose diverses solutions et il choisit la plus rentable. Au lieu de se trouver devant une grande variété de choix, le novateur est condamné chez nous, au moins au départ, à cause de la faible surface dont il dispose ou des conditions de la montagne et de la demi-montagne et, souvent des deux raisons à la fois, à la culture de l'herbe et à l'élevage laitier. Les tableaux de gestion prévisionnelle établis en 1970 par le Comité de Développement des Monts du Lyonnais montrent que le plus fort revenu agricole est obtenu par l'élevage laitier avec culture de l'herbe (14). En effet, les spéculations auxiliaires à forte utilisation de main d'œuvre (élevages hors sol ou cultures à revenu élevé par hectare comme le tabac, les petits fruits, les légumes de plein champ, conseillées à titre d'essai par les techniciens) aboutissent à des accumulations de travaux au même moment, qui obligent à un recours onéreux à des salariés temporaires (tableau 23 A). D'autre part, comme la productivité du travail augmente en même temps que le nombre de têtes, on s'aperçoit que le revenu agricole par UTH est d'autant plus élevé que la part de la marge brute vaches laitières dans la marge brute totale est plus forte (tableau 23 B). Or le chargement à l'hectare de surface fourragère est proportionnel à la part en maïs fourrage, jusqu'à atteindre 2,5 UGB, là où la pente ne contraint pas à la prairie permanente, ce qui est considérable. (tableau 23 C).

A l'intérieur de l'orientation dominante, chaque exploitant construit son propre système. La part de la surface fourragère dans la surface agricole utilisée est plus ou moins étendue. La conduite du troupeau est différente : généralement les petites exploitations ont beaucoup de vaches laitières, les moyennes font une part importante à l'élevage des génisses, les plus grandes font plus ou moins de viande. Il est rare que l'on ait éliminé toute autre spéculation. A la limite, chaque cas est particulier. A côté de la donnée fondamentale que constitue le rapport S.A.U./U.T.H., interviennent des facteurs à première vue secondaires, comme les rentes de situation, le parti que l'exploitant peut tirer de ses bâtiments en les "bricolant", ses

aptitudes personnelles enfin. Ce point n'est pas à négliger. L'éleveur de porcs en hors sol qui a choisi d'être naisseur plutôt qu'engraisseeur justifie sa décision en disant qu'il y réussit mieux. L'agriculteur de montagne "aime les bêtes", mais "ne sait pas faire" de la viande.

D'autre part, le système agricole n'est pas fixé une fois pour toutes. Il dépend de l'évolution des techniques et de la conjoncture. La maîtrise de la culture du maïs fourrage a d'abord favorisé la spéculation laitière, alors que la hausse des cours de la viande de l'automne 71 à mai 1973 a pu la remettre en cause, en incitant à engraisser des taurillons à l'auge. Mais ce sont les modifications du rapport S.A.U./U.T.H. qui constituent le facteur le plus important. Quand l'agriculteur peut augmenter la superficie et qu'il n'a pas à rechercher un fort revenu par hectare, il préfère ménager sa force de travail, avoir des loisirs, prendre des vacances, en pratiquant l'embouche. C'est le cas des exploitants qui ont pu s'agrandir et dont les enfants sont élevés et ont quitté la terre. Ainsi, le président du syndicat des producteurs de lait cru de l'agglomération de Roanne s'est converti à la culture du maïs et à l'engraissement à l'auge.

Les novateurs qui ont choisi des spéculations en dehors de la dominante laitière sont rares. Quelques élevages hors sol, quelques élevages de chèvres en montagne, des élevages de moutons de ci, de là, particulièrement sur les replats secs à l'abri de la chaîne des Mollières, autour de Valsonne. Il y a aussi le lot des spécialisations rares : un élevage de cailles à Sail-les-Bains; le fils d'un paysan de Thel, dans la haute vallée du Reins, s'est lancé dans les plantes d'ornement... Parfois, on demande au commerce et au tourisme de venir au secours de la médiocrité du revenu agricole. La rente de situation qu'offre la ville, c'est le plus souvent encore, le toujours actuel panier apporté au marché du bourg, qui entretient la "bricole" et la sujétion des fabrications à la ferme. Mais elle a pu être exploitée habilement, quand elle donne lieu à un atelier de produits de fabrication artisanale (poulets de grain, fromages du pays ou charcuterie à l'ancienne...) qui sont livrés à domicile à une clientèle attitrée. Le sens des affaires aidant, un orphelin qui a débuté petitement se retrouve à la tête d'une centaine d'hectares avec un atelier spécialisé dans le fromage de chèvres, d'une boucherie grande surface et d'une entreprise de travaux publics; à Saint-Vincent-de-Boisset (15). Le tourisme paysan a fait une entrée timide, sous la forme d'aires de pique-nique avec vente de produits de ferme, encouragées par la Chambre d'Agriculture du Rhône, et surtout, dans l'arrondissement de Roanne, avec une dizaine d'auberges rurales qui servent des repas simples à partir des produits de l'exploitation (charcuterie, fromages, fruits, vins...). Celles-ci doivent beaucoup au rayonnement de l'auberge de la Césardre, à Marcilly-le-Pavé, rebaptisée pour la bonne cause Marcilly-le-Château, au pied

Tableau 23 - Rôle de l'élevage laitier et du maïs fourrage dans l'augmentation du revenu agricole dans les Monts du Lyonnais d'après les plans de développement en gestion prévisionnelle.

A - Supériorité de l'élevage laitier sur les systèmes mixtes

Surface ha	Main d' oeuvre en U.T.H.	Système de Production	Augmentation du revenu/U.T.H.
8	1	vaches	+ 7.086 F.
	1	vaches + porcs + Fraises	+ 5.573 F.
12	1	vaches	+ 6.196 F.
	1	vaches + Fraises	+ 7.367 F.
	1	vaches + porcs + Fraises	+ 4.506 F.
16	1	vaches	+ 9.371 F.
	1	vaches + Fraises	+ 6.641 F.
	1	vaches + porcs + Fraises	+ 8.157 F.
	2	vaches	+ 7.370 F.
	2	vaches + porcs + Fraises	+ 8.550 F.
30	1	vaches	+ 7.506 F.
	1	vaches + porcs + Fraises	+ 6.925 F.
	2	vaches	+ 9.290 F.
	2	vaches + porcs + Fraises	+ 9.420 F.

B - Rôle de l'élevage laitier dans l'amélioration du revenu

Commune du siège de l'exploitation	N° de la solution	Revenu agricole par U.T.H.	% Marge VL dans marge brute totale	Nombre de vaches
St-Galmier (Loire)	10	27.580 F.	54	60
	12	19.220 F.	50	86
	14	14.080 F.	31	58
	16	17.530 F.	42	85
Pomeys (Rhône)	1	23.060 F.	57	25
	3	28.090 F.	75	45
	7	30.250 F.	89	59

C - Composition de la surface fourragère et chargement.

Commune du siège de l'exploitation	N° de la solution	% S. T.H. dans S.F.P.	% maïs fourrage dans S.F.P.	U.G.B. par ha S.F.P.
Saint- Galmier	10	7,5	15,9	2,24
	11	0	54	2,38
	16	0	58	2,50
Pomeys	1	59	9	1,24
	4	56	25	1,72
	7	55	28	1,82
	17	56	19	1,57

Source : Comité de Développement des Monts du Lyonnais, Saint-Symphorien-sur-Coise.

entre les quatre membres du C.E.T.A. de la commune, qui ne disposaient que de 70 hectares. Bien vite elle a fourni un revenu supérieur à celui de l'agriculture (16). Jean Verdier, qui en a eu l'initiative, a fondé une association départementale de tourisme rural. Cette association a élaboré une véritable philosophie des relations à créer entre paysans et citadins et recherche l'intégration de toutes les activités pouvant concourir à ce but : connaissance des curiosités, hippisme, artisanat, vente de produits, camping, gîtes ruraux... En fait, si un seul véritable complexe rural s'est établi autour de Boën-sur-Lignon, la réussite de l'association est dans la multiplication des auberges : elle en a facilité la création, en mettant à la disposition des nouveaux-venus les leçons de l'expérience. Très vite, elles ont connu le succès. On y va pour les repas du week-end, mais de plus en plus pour les fêtes de famille. A l'origine de leur constitution, on trouve une modification de l'équilibre antérieur, soit à la suite de l'installation d'un enfant sur l'exploitation, soit pour rembourser l'emprunt contracté lors de l'achat de la ferme qui s'est trouvée mise en vente, soit à cause du déclin de l'activité artisanale et de l'insécurité des revenus de l'élevage des porcs, dans le cas des moulins.

L'ouverture des auberges rurales est un bon exemple à la fois des réussites qu'obtient la promotion collective et des limites de son rayonnement : une exploitation par canton seulement est concernée. Au niveau plus général de la modernisation du système agricole, on estime qu'elle touche 20% des exploitations, ce qui ne veut pas dire qu'il y ait un pourcentage équivalent de réussites, c'est-à-dire d'exploitations qui soient sorties de l'agriculture de paysans et entrées dans l'agriculture d'entreprise. En dehors d'elles, les exploitants achèvent leur existence comme ouvriers-paysans ou attendent d'avoir soixante ans pour bénéficier de l'indemnité viagère de départ, sur des exploitations qui suivent de plus en plus difficilement le progrès. Leur nombre encore considérable, à cause des structures démographiques héritées du passé, fait encore illusion sur la brutalité du mouvement de dégagement en cours et qui va se prolonger une vingtaine d'années. On a une vue plus juste de la concentration en train de s'opérer quand on dénombre village par village les exploitations viables, destinées à être reprises : on n'en trouve qu'une sur six ou sept.

III- la terre réduite à ses seules ressources.

La brutalité du dégagement occasionnée par le passage de l'agriculture de paysans à l'agriculture d'entreprise, dans ces campagnes restées longtemps surpeuplées est aggravée par la disparition des ressources de complément. Ne revenons pas sur la suppression du genre de vie mixte dans la montagne manufacturière à la suite de la crise textile de 1965. Signalons pour

mémoire le maintien à l'état de reliques de la garde d'enfants de l'Assistance Publique dans les Monts de la Madeleine. La source essentielle de revenus complémentaires est aujourd'hui le travail en usine de l'ouvrier-paysan, dont le R.G.A. de 1971 marque bien l'extension (voir tableau 2). Mais dans la plaine et la côte de Roanne où il est le plus répandu, il concerne des hommes âgés qui le pratiquent depuis l'avant-guerre ou 1955. Le mouvement est le même ici que dans le reste de la France. A la deuxième génération, on constate un refus systématique du jeune pour le travail de la terre, qui rapporte moins que des heures supplémentaires ou le "travail noir" dans sa spécialité (17).

Les ressources de complément traditionnelles n'ont pas été remplacées par des formes adaptées à notre temps, comme le tourisme paysan et l'exploitation de la forêt dans les hauts massifs.

4) la diffusion de la résidence secondaire, envers du tourisme paysan.

On a vu que si intéressantes que soient les expériences de tourisme paysan dans la région, elles restent très peu nombreuses. Il n'y a rien de comparable avec ce que l'on trouve dans le Tyrol et, plus récemment, dans une grande partie de l'Allemagne (18). Par contre, les citadins n'ont pas manqué de fréquenter ces campagnes verdoyantes et pittoresques à deux pas de chez eux. Mais ce mouvement ne laisse que des miettes aux paysans, car il se fait dans le cadre de la résidence secondaire. Une étude de 1965 (19) montre déjà l'importance de la reprise des maisons abandonnées dans les cantons de Tarare, Amplepuis et Thizy, puisqu'elle concerne une maison sur cinq, soit une densité double de celle constatée en France, de 4 au km². Les lyonnais constituent les deux tiers des résidents secondaires, l'autre tiers étant formé d'habitants de Tarare et de Thizy. Il s'agit d'un public peu fortuné d'ouvriers professionnels, de petits fonctionnaires ou commerçants, car les riches industriels et les membres des professions libérales se sont installés plus près, dans les monts d'Or et les monts du Lyonnais, ou à la mer ou au ski. Ils ont commencé à s'implanter dans le canton de Tarare, puis ont passé le col des Sauvages. En quelques années, le prix d'une maison est passé d'entre 400.000 à un million, à de 1 à 5 millions. Des cas de spéculation sont observés, comme des achats de hameaux à l'abandon, dont les maisons sont revendues retapées. Dès 1962, on trouvait difficilement des maisons pas trop délabrées et on commençait à construire des maisons neuves. Aujourd'hui, la marée des Lyonnais a débordé les monts du Beaujolais : ils se sont installés sur le piémont occidental des monts de Tarare, où on trouve par exemple 91 familles à Bussières, dans le Briannais et la Sologne bourbonnaise. La multiplication des résidences secondaires, non seulement apporte peu de choses aux gens du pays, mais complique le problème foncier, en faisant augmenter le

prix de la terre et en gelant une partie de la S.A.U., car chaque résidence s'entoure en moyenne d'un hectare de terrain.

- a) une forêt riche de potentialités, mais mal intégrée à l'agriculture, dans les hauts massifs (20).

La forêt ne tient une place considérable que dans la montagne (voir tableaux 24 et 25). Dans la plaine et le plateau de Neulise, elle n'occupe que 10% de la surface totale et est encore composée surtout de bois de feuillus sur les fortes pentes. Le seul grand massif est la forêt de Lespinasse, avec 440 ha (21). Elle a toujours été aux mains de grands propriétaires : la famille de Noailles, qui l'a cédée en 1924 à la Société des Houillères du Bassin de la Loire; le Conseil Général de la Loire l'a reprise en 1969. Aménagée d'abord en taillis sous futaie de chênes à la révolution de 18 ans, les Houillères en avaient commencé la conversion en futaie de pins sylvestres pour la production d'étais de mine.

bleau 24 - Extension de la forêt et composition des peuplements.

g. Forestière	S. totale	S. forêt	T ^x bois	%feuillus	chênes	hêtres	%conifères	pins sylv.	sapins	épicéas	douglas
Roanne	42.000ha	3.450	8,8	99%	83%	1,5	1	-	-	-	-
Neulise Loire	61.000	6.900	11,4	75%	57%	3	25	13,5	5	1,5	3
s Beaujolais L.	12.500	4.550	36,4	25%	6%	-	75	22	30	0,8	1,2
Rh.	80.000	35.700	44,5	39	//	//	61	//	38	//	15
rez	67.800	29.250	43,5	27	11	7	73	16	37	11,2	5

bleau 25 - Production actuelle et possibilités d'accroissement

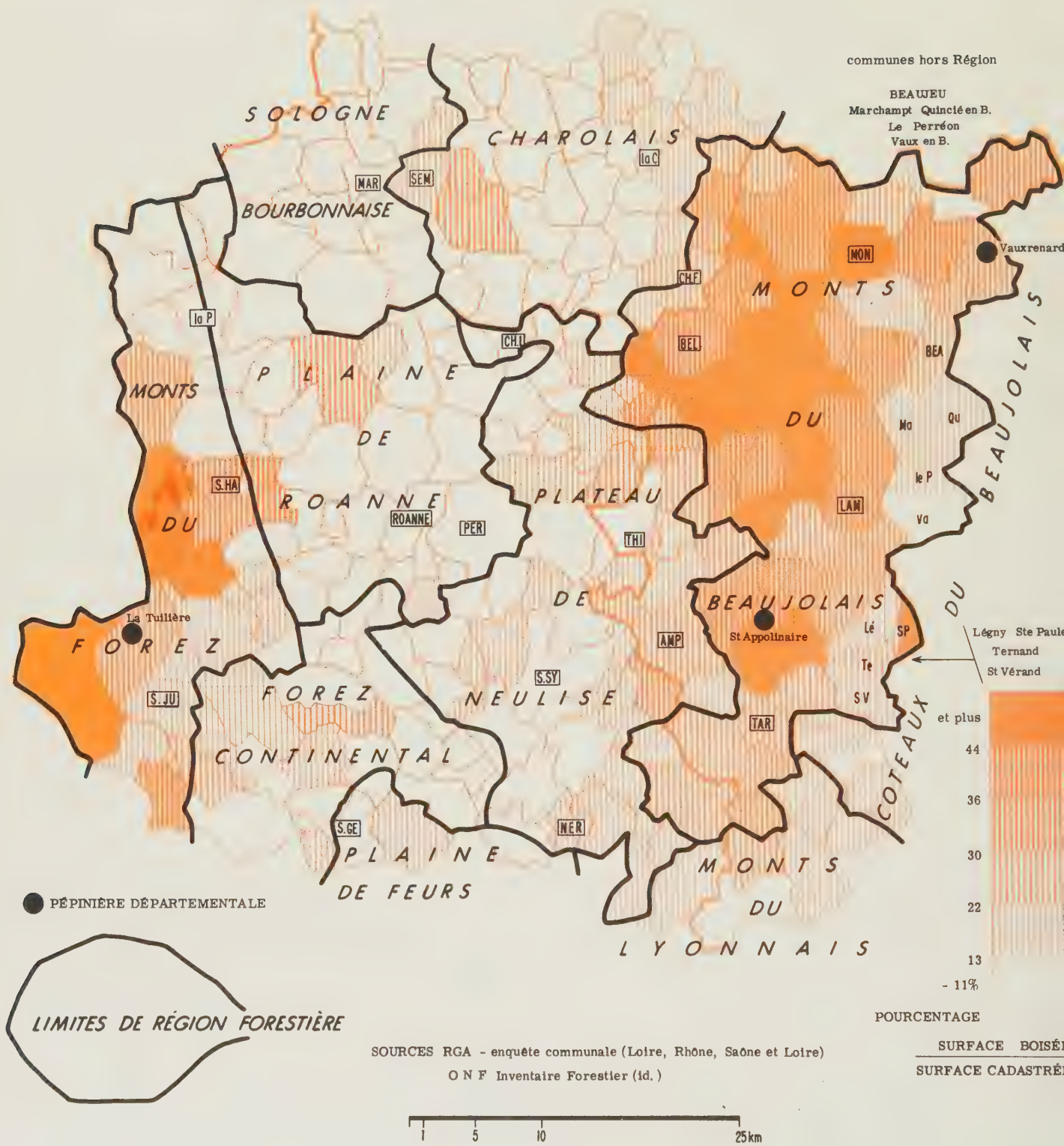
g. Forestière	Prélèvement ligneux (m ³)				en % surf. forêt enrésimée				% S. totale en landes
	bois d'oeuvre	dt. conif.	bois ind.	dt. conif.	accr. naturel m ³ /an	jeunes rebois.	rebois. timbre poste	nement naturel	
Roanne	-				3	//	//	//	1%
Neulise Loire	6000 m ³				2,7	6%	2%	6%	2,3
s Beaujol. Loire	5000				6	40	20	3	//
Rhône	88500	87000	15500	15000	-	21,5	-	-	8,2
rez	65500		10000		4,3	15	4	2	30

urces : Inventaire Forestier National, Loire, 1970

" Centre Régional de la Propriété Foncière, Rhône, 1970

Direction Générale de la Protection de la Nature, Étude du prélèvement ligneux, moyenne 1965,66,67.

FIG. SURFACES BOISÉES ET RÉGIONS FORESTIÈRES



On pourrait penser à un équilibre agro-sylvestre-pastoral dans les hauts massifs des Monts de la Madeleine et du Beaujolais, où la forêt couvre au moins 50% du sol. Les conditions naturelles sont exceptionnelles, puisqu'avec le douglas on connaît le rendement-record pour la France de 20 m³ par ha. et par an. Mais l'exploitations rationnelle n'en est qu'à ses débuts et elle est rendue difficile par l'éparpillement de la propriété qui, pour la plus grande part, échappe aux paysans.

- la décomposition de l'économie traditionnelle et l'extension récente de la futaie de résineux dans les monts du Beaujolais.

Le massif forestier du Beaujolais est bien placé pour la production du bois. D'abord par son étendue : il couvre 40.000 ha. et peut encore s'étendre aux dépens des 7.000 ha. de lande; ensuite par son accès facile et l'altitude modérée qui n'oblige pas à interrompre l'exploitation en hiver à cause de la neige. Enfin, les conditions écologiques sont remarquables : des précipitations élevées de 800 à 1200 mm, régulièrement réparties pendant la saison de végétation, des sols bruns acides souvent profonds et frais. A lui seul, le massif fournit 80% de la production du département du Rhône, avec près de 100.000 m³ de bois d'oeuvre de conifère, dont 80% en sapin et épicéa et 20% en douglas, ce qui correspond aux possibilités réelles du peuplement. La production de feuillus est négligeable. Il n'existe aucun marché pour les grumes qui se vendent à un prix extrêmement bas, sans qu'il soit possible, au fond, de savoir si on peut produire à altitude moyenne du bois de qualité convenable. Le taillis, qui domine, est sans intérêt économique. Et pourtant les feuillus couvrent près de 40% du massif et en représentaient la quasi totalité il y a à peine un siècle. C'est dire l'extension et la modification du paysage végétal qu'il vient de connaître (22).

La forêt naturelle était une chênaie mixte sur les pentes, avec châtaigniers, charmes, noisetiers jusqu'à 700 et 800 mètres, sapins et épicéas à partir de 600 mètres; sur les sommets, elle était constituée par l'association du hêtre et du sapin, que l'homme a privilégiés à tour de rôle. Au XVI^e siècle, le Bois d'Ajoux est une forêt de hêtres, dont le bois est recherché pour la tournerie et le charbon de bois; c'est aujourd'hui une sapinière "naturelle" de 2.000 hectares. La forêt primitive a été défrichée, surtout aux XVII^e et XVIII^e siècles, où la population augmente rapidement pour atteindre un maximum de plus de 100 habitants au km² dans la première moitié du XIX^e siècle. Ce qu'il en restait est traité partout où elle est accessible, en taillis pour fournir le bois de feu, abattu tous les cinq, dix ou quinze ans, sauf quelques baliveaux laissés pour la construction; à ce régime, le chêne s'impose, car c'est l'arbre qui résiste le mieux à la coupe. La transformation de cette "forêt domestiquée" en futaie de résineux a pour cause l'avènement de la houille et l'abandon du bois comme combustible, seule raison d'être du taillis.

Elle a été accélérée par l'exode rural. Elle s'est faite par enrésinement naturel, de pins sylvestres dans les parties basses et de sapins plus haut, et par plantations qui ont commencé au début du XIX^e siècle. Un grand propriétaire du Charolais, le comte de Rambuteau décide de replanter en résineux. Ses voisins du Rhône, séduits par les résultats obtenus, l'imitent et reboisent les landes : le comte du Sablon à Claveisolles, le comte de Saint-Victor à Ronno, et du Sordet à Saint-Igny-de-Vers. Le Conseil Général du Rhône se préoccupe très tôt de la question. Dès 1860, date de la première loi sur la restauration et la conservation des sols en montagne, il accorde des subventions et, de 1863 à 1881, il crée trois pépinières départementales, dont deux dans les monts du Beaujolais. Elles produisent actuellement ^{par an} un million de pieds fournis gratuitement, qui permettent le reboisement et l'enrichissement de 250 à 300 hectares. A partir de 1922, le Conseil Général, sous l'impulsion de son président Laurent Bonnevey, qui représente le canton de Lamure, crée par acquisition de landes une forêt départementale de 1250 hectares, dont l'extension se poursuit dans le but d'obtenir des ensembles bien groupés. Grâce à ces actions relativement peu coûteuses (500.000 francs en 1968), le département du Rhône est, en dépit de sa faible surface, l'un des premiers pour le reboisement : la surface de la forêt est passée de 25.000 ha. en 1872 à 30.500 en 1912, 34.500 en 1929, 42.000 en 1952 et 70.000 en 1966. Les monts du Beaujolais à eux seuls en constituent à peu près la moitié, pour le quart seulement de la surface totale. Les étapes du reboisement sont confirmées par les résultats de l'enquête du Centre Régional de la Propriété Forestière, menée suivant la méthode des points, sur la couverture aérienne de l'Institut de Géographie Nationale de 1965.

Tableau 26 - Age des peuplements de conifères dans les Monts du Beaujolais (Rhône)

Surface probable	semis naturels et plantations	de 20 à 40 ans	de 40 à 60 ans	de 60 à 80 ans	plus de 80 ans & coupes	total
sapin/pectiné	4.210 ha	1.545 ha	3.180 ha	2.920 ha	1.630	13.485ha
douglas	4.035	1.105	170	-	-	5.310
autres	770	485	570	150	-	1.975
total	9.015	3.195	3.920	3.070	1.630	20.770

Les peuplements antérieurs à 1885 sont peu étendus. Le grand essor des plantations date des années 1900, où les propriétaires de surface modeste se mettent à en faire, et s'accélère après la guerre de 1914 à cause de la dépopulation.

Leur rythme a diminué de 1925 à 1945, à cause de la crise économique et de la guerre. Mais l'extension la plus rapide -en fait le doublement en vingt ans- accompagne l'abandon rapide des campagnes depuis 1955. Entre 1958 et 1968, les terres qui ont obtenu des subventions du Fonds Forestier National et des dégrèvements fiscaux, occupent plus de 5% de la surface cadastrée ; les plus forts pourcentages correspondent aux communes où la densité tombe en dessous de 40 hab. au km² et où la population a diminué de plus de 10% entre 1954 et 1962 (23). Pour se prémunir contre les excès, toutes les communes sauf Mardore, La Chapelle de Mardore et Pont-Trambouze ont réglementé les boisements comme les y autorisent les décrets du 13.6.1961 et du 13.4.1962 (24). Actuellement, le canton de Lamure présente des signes de saturation, alors que les cantons de Monsols, Beaujeu et Tarare, aux marges du coeur textile, font apparaître les possibilités maxima de reboisement sur les landes et d'enrichissement de peuplements de feuillus.

Tableau 27 - Répartition par canton des surfaces boisées, des landes et jeunes reboisements dans les monts du Beaujolais

Canton	S. boisée	taux de boisement	% S. en conifères	jeunes reboisements	Landes
Lamure/Az.	9.550 ha	52,5%	70%	2.300 ha	1.100 ha
Monsols	7.500	39	60	950	1.600
Amplepuis	3.200	34,2	70	//	//
Beaujeu	6.850	31,9	40	1.450	2.200
Tarare	6.500	31,7	45	1.550	2.000
Thizy	2.350	26,5	49	//	//

Source : Inventaire Forestier simplifié du Rhône, 1966, tableaux 8 et 9.

Au début, le sapin est associé dans les reboisements à l'épicéa, au mélèze et aux pins. Mais ces espèces étrangères donnent des déboires : l'épicéa pourrit du pied et on le réserve aux sols très humides et aux crêtes ventées; le mélèze craint les fortes chûtes de neige. A partir de 1925, on va leur préférer le douglas, qui s'est généralisé grâce à l'action de particuliers comme Laurent Bonnevey. Comme le sapin, cet arbre originaire de la côte pacifique d'Amérique du Nord trouve ici des conditions optima de développement et ne craint pas les maladies. Il donne un excellent bois de charpente, mais s'il se vend 10% moins cher que le sapin, à cause de noeuds nombreux qui occasionnent des pertes au menuisier, sa croissance est plus rapide : sa révolution est de 60 ans au lieu de 80. On lui réserve les stations ensoleillées et chaudes où le sapin vient moins bien. Actuellement, la production des pépinières est formée pour 50% par le douglas, 40% par le sapin et 7% par l'épicéa.

- L'exploitation gênée par la prédominance de la petite propriété foraine.

La futaie de conifères demande des élagages artificiels et des éclaircies, afin de réduire le nombre de tiges, de 4.000 à la plantation à 400 lors de l'exploitation. Ainsi "jardinée", elle donne dans des conditions moyennes un rendement supérieur à 10 m³ par ha. et par an. En 1969, le bilan mené par l'Office National des Forêts sur une section de 6,5 ha. de la forêt départementale d'Avenas fait apparaître un revenu net de 550 francs à l'hectare. Or le m³ de bois rond valait alors 60 f. et le m³ de bois d'oeuvre 150 f. sur pied (25). Les prix sont passés en 1974 pour ce dernier par un maximum de 300 f. et se stabilisent en 1975 à 250 f. et 120 f. pour le bois d'industrie. La forêt rapporte plus que la prairie. Cependant le rendement moyen n'est actuellement pour l'ensemble du massif que de 1 m³/ha/an, soit dix fois moins que le rendement potentiel. 40% de la forêt sont encore en feuillus. La moitié des peuplements de conifères sont trop jeunes pour être exploités. La futaie jardinée est très peu pratiquée : l'absence d'élagages et d'éclaircies réduit le rendement à 3 ou 4 m³ par ha. et par an. Mal conduite, la forêt est aussi mal exploitée. Beaucoup de petits propriétaires émigrés à la ville ignorent bien souvent l'emplacement de leurs bois et c'est un villageois qui les avertit de l'existence d'arbres abattus par un chablis. C'est en ce sens que l'on a pu dire que la neige et le vent sont les principaux agents de l'exploitation forestière. On tire rarement parti des bois ronds, bois d'éclaircies et d'élagages qui pourrissent sur place au lieu d'être écoulés comme bois d'industrie pour la trituration (agglomérés, pâte à papier). Les acheteurs sont à la recherche de gros volumes et le Centre Régional de la Propriété Forestière a beaucoup de mal à leur garantir, car il faut réunir l'accord d'une multitudes de petits propriétaires dispersés. Cependant la flambée récente des cours du bois a provoqué un regain d'intérêt. La Maison Familiale de Lamure a créé une section de formation de bûcherons et une coopérative pour l'écoulement des bois ronds a été constituée également à Lamure.

L'émiettement de la forêt privée gêne l'exploitation rationnelle. La forêt soumise (état, département, communes, grands établissements publics) ne représente que quelques %. D'après l'étude menée en 1969 par le Centre Régional de la Propriété Forestière à partir de documents cadastraux, les propriétaires de plus de 25 ha. possèdent 3.700 ha, soit 11% et les forêts d'un seul tenant de plus de 50 ha ne couvrent que 2.127 ha, soit 7%. En fait, la grande propriété représente le tiers de la surface, car le grand propriétaire a des biens sur plusieurs communes. La propriété nobiliaire reste importante autour du col des Echarmeaux (du Sablon, d'Harcourt, d'Albon) et à Ronno (compte de Saint-Victor). Il s'y ajoute les domaines constitués par les scieurs et le cas original de la Société Civile Immobilière Rurale et Forestière

constituée en 1936 par le groupe Champier, qui domine l'ennoblissement (teinturerie, impression, apprêt) à Tarare. Les formes qu'il possédait, soit entre 600 et 700 ha. sont alors boisées, puis à partir de 1952, les terres disponibles dans les Monts de Tarare, sur les communes de Saint-Marcel-l'Eclairé, Tarare, Violay, Affoux et Joux, sont systématiquement achetées pour aboutir aujourd'hui à un domaine homogène de 1.000 ha.

Partout ailleurs dominant les petites parcelles et la petite propriété. A Ranchal, une enquête du Centre Régional de la Propriété Forestière a dénombré pour 900 ha de bois 505 propriétaires; soit 1,80 ha. en moyenne, et près de 1.500 parcelles, soit 0,6 ha. en moyenne. La répartition des comptes est la suivante : 136 de moins de 0,5 ha, 109 entre 0,5 et 1, 99 entre 1 et 2, 120 entre 2 et 5, 39 entre 5 et 10, un de 12 et un de 20 ha. La plupart appartiennent à des gens originaires du pays, mais qui se sont établis en ville. En effet, au moment des héritages, les enfants qui ne restent pas sur l'exploitation reçoivent les bois ou les parcelles de champs et de prairies les plus éloignées, qui se boisent naturellement ou qu'ils reboisent. L'exploitant se trouve réduit à quelques morceaux de bois de feu, et à quelques parcelles de conifères de production médiocre, car la forêt n'apparaissait pas, sur des exploitations déjà trop petites, comme une source suffisante de revenus pour mériter un traitement suivi de plantations et d'éclaircies. A Saint-Nizier d'Azergues, on considère en 1965 que le produit moyen d'un hectare de forêt est de 3.500 francs (4 à 5 m³ par an, à 70 f. le m³). Pour que ce revenu représente un appoint sensible (2.000 francs), il faut au minimum 7 ha. Or près de 40% des exploitations (37 sur 94) ont moins de 10 ha de surface totale, sur lesquels il n'y a pas plus de 2 à 3 hectares de bois. Les quelques exploitations qui ont plus de 10 ha de bois ont tendance à diminuer les labours au profit de l'herbe et de l'arbre. Mais l'exigüité des parcelles gêne le boisement, à cause de la règle des 4-8 mètres, autant que la mise en herbe, à cause des pertes de temps en déplacements et du coût de la clôture électrique (26). Comme le remembrement, par attachement à la terre, n'est pas souhaité et que ses résultats, à cause de l'importance de la petite propriété foraine seraient hypothétiques, il faut attendre que la déprise humaine conduise à une lente restructuration foncière. Aussi l'orientation prévisible est l'intensification laitière, puis, dans une perspective plus lointaine, l'association de la forêt et de l'élevage extensif pour la viande. Il n'y a donc actuellement qu'un nombre limité d'exploitations qui peuvent subvenir par les coupes aux investissements lourds en matériel et bâtiment. Certes la forêt offre des possibilités de travail complémentaire à la mauvaise saison, comme bûcherons et débardeurs, pour le compte de l'exploitant forestier, qui est souvent en même temps scieur. Mais c'est un travail pénible, assuré de plus en plus à titre principal, car il demande un équipement coûteux.

On ne compte pas plus de 10% de paysans-bûcherons dans les villages forestiers.

- le cas des monts de la Madeleine.

La complémentarité de la forêt et de l'agriculture n'est guère meilleure dans le second massif forestier que constituent les monts de la Madeleine (13.200 ha), qui avec le canton de Noirétable (6.600 ha) forment l'essentiel de la région forestière du Forez (29.000 ha). La répartition de la propriété y est très voisine : place encore plus négligeable des forêts soumises, place secondaire de la grande propriété nobiliaire (10%), généralisation de la petite propriété qui serait plutôt moins morcelée et moins foraine, mais d'après le RGA de 1971, la surface moyenne des bois et forêts par exploitation n'est que de 3 ha. Dans un village des Noës, 30 familles sur 31 possèdent des bois, et la plupart des lots sont de 2 à 5 ha.

La différence entre les monts de la Madeleine et les monts du Beaujolais tient surtout à la répartition des peuplements (voir tableaux 24 et 25), c'est-à-dire à la nature et à l'histoire. On trouve sur les crêtes de grandes sapinières et la belle hêtraie de la Forêt d'Assise; plus bas des reboisements anciens d'épicéas au milieu des hêtres et des bouleaux; plus bas encore, le taillis de chêne rouvre exploité jadis en courte révolution, où l'on observe une vigoureuse régénération de sapins; enfin autour des villages, de grandes étendues de landes, inégalement reboisées de jeunes épicéas et douglas ou gagnées par le pin sylvestre. Les formations naturelles sont plus étendues grâce à l'altitude plus élevée et aux moindres défrichements, car la densité n'a jamais dépassé 40 hab. au km². Le taillis de chêne, forêt domestiquée intégrée à l'exploitation, a occupé moins de place. Les reboisements n'y ont pas été aussi anciens ni systématiques, peut-être à cause de l'impulsion moins vigoureuse donnée par le Conseil Général de la Loire. Enfin l'importance des landes témoigne de la brutale déprise humaine depuis une vingtaine d'années. Ne pouvant plus pratiquer le genre de vie mixte, ne sachant ou ne pouvant pas tirer parti du tourisme et de la forêt, la masse des exploitants laissés pour compte ne peut compter que sur les ressources tirées de petites surfaces. Rappelons que le revenu moyen annuel de l'agriculteur de la Loire a été en 1974 de 11.000 francs, un des plus bas de France.

III - du malaise actuel à l'avenir compromis.

La situation n'est guère plus brillante pour une partie des exploitants qui tentent l'aventure de l'agriculture d'entreprise. Surtout quand ils sont jeunes, ils sont fortement endettés et à la merci des accidents de conjoncture qu'ils ressentent plus durement encore. Ce sont eux qui prennent la tête des mouvements de protestation. Dans ces conditions, il est normal que la position du syndicalisme agricole soit dure et que l'on puisse redouter

pour un avenir proche une brutale déprise humaine.

4) un syndicalisme agricole dur.

La détérioration des cours des productions animales depuis la seconde moitié de 1973 a provoqué de violentes réactions : aux manifestations pour la terre, se sont ajoutées en 1974 des grèves de livraison de lait, en particulier à Balbigny. Pour avoir été plus localisées qu'en Bretagne, elles ont moins frappé l'opinion, mais la Loire a pu être considérée comme un terrain de choix des luttes agraires (27). En même temps la dégradation du niveau de vie s'est traduite par une radicalisation du syndicalisme agricole.

Il est aux mains de novateurs, pour la plupart issus de la paysannerie et passés par la J.A.C., qui progressivement se sont substitués aux conservateurs, en prenant le contrôle, on se le rappelle, de la F.D.S.E.A. en 1965 et de la Chambre d'Agriculture en 1974. A la tête d'exploitations rentables, ils restent conscients des difficultés vécues par le plus grand nombre. Leur position est originale en ce sens que, restant fidèles à la direction de la FNSEA, ils s'en démarquent nettement. Ils ont pris position en faveur de l'organisation des marchés, ne craignant point de revendiquer des "offices" pour le lait et la viande, alors que le terme continue de faire peur en milieu paysan. En bonne logique, ils ont appelé en termes à peine voilés à voter pour le candidat de gauche aux élections présidentielles : "Mais soyons logiques et ne démolissons pas par notre bulletin de vote ce que nous demandons au syndicalisme d'obtenir" (28).

Pourtant, ils viennent d'avoir fort à faire pour conserver le contrôle des instances départementales, face à la tendance "paysans-travailleurs". Ils avaient tenu à partager avec elle les responsabilités, contrairement à ce qui se passe sur le plan national et dans beaucoup de départements voisins. Cette tendance est fortement implantée non seulement au C.D.J.A., ce qui est fréquent, mais aussi à la Fédération Départementale des Producteurs Laitiers, dirigée par un agriculteur du nord de la plaine du Forez, Marcel Louison. Au début de 1975, en même temps que sur le plan national, les paysans-travailleurs se constituent en syndicat autonome, ils présentent leurs propres listes dans la Loire, où ils parviennent à entraîner des personnalités modérées, comme un vice-président de la F.D.S.E.A. et le président de la Fédération bovine. La controverse s'étale largement dans les colonnes de "Paysans de la Loire" et se présente comme le heurt de deux conceptions du syndicalisme, les paysans-travailleurs rejetant la concertation avec les pouvoirs publics et la participation des exploitants aux coopératives. En dépit du caractère révolutionnaire de leur programme, la lutte a été serrée pour la Fédération Laitière, où la liste de la majorité ne l'emporte qu'avec 60% des suffrages, le 5 février.

La victoire sera plus large pour le renouvellement le 26 février du conseil d'administration de la F.D.S.E.A., où elle recueille 321 voix contre 135 sur 458 présents et 535 convoqués à l'Assemblée Générale (29).

2) la perspective d'une brutale déprise humaine.

Les tensions qui s'expriment aujourd'hui vont se traduire dans les prochaines années par une très forte déprise humaine, alors que la campagne apparaît toujours comme remarquablement entretenue, contrairement à bien des régions de montagne, comme les vallées alsaciennes des Vosges et certains secteurs des Alpes et des Pyrénées. On se rappelle qu'une exploitation sur six ou sept seulement a des chances d'être reprise. Pour prendre l'exemple d'une petite région, on peut s'appuyer sur l'étude prospective à l'horizon 1985, tentée pour les monts du Beaujolais par la S.E.D.I.A.C. en 1968, qui a vu ses résultats confirmés lors de l'élaboration du Plan d'Aménagement Rural des cantons de Monsols, Amplepuis, Lamure et Thizy (M.A.L.T.) en 1972 (30). Si l'on se fonde sur le taux de diminution du nombre d'exploitations constaté en ce moment (de 2 à 3% par an), il devrait passer de 1715 en 1970, contre 2800 en 1955, à 1250 en 1985. Parallèlement, la population agricole qui était de 9500 en 1955 et de 7300 en 1970, serait de 5500 en 1985. Dans ces conditions, la moitié des agriculteurs continuerait à vivre sur moins de 20 hectares, puisque la répartition comparée des exploitations classées selon la taille serait la suivante :

	1970	1985
moins de 10 ha	600 (35%)	200 (16%)
de 10 à 20 ha	650 (38%)	400 (32%)
de 20 à 50 ha	420 (25%)	500 (40%)
plus de 50 ha	30 (2%)	150 (12%)

Mais compte tenu des seuils de rentabilité calculés sur la base des conditions de production actuelles, la survie de la plupart des exploitations serait impossible. Le Centre de Gestion du Rhône prévoit une diminution de l'ordre de 70%, soit 550 exploitations, et une population agricole de 2500 personnes, ce qui ferait tomber sa densité à 5 au km². On ne pourrait conserver la première hypothèse que par une multiplication des exploitations novatrices reposant sur l'exploitation de la forêt et la production de viande charolaise ou ovine en altitude; sur l'élevage laitier intensif avec engraissement de veaux ou de taurillons, de 20 à 40 ha; sur l'élevage laitier complété de spéculations à forte valeur ajoutée pour une utilisation minimum du terrain et maximum de la main d'oeuvre, comme les chèvres, les volailles en hors-sol, la culture du tabac, l'agro-tourisme, au-dessous de 20 ha. Cette solution serait mieux adaptée au maintien de la vie sociale et à la sauvegarde du milieu naturel.

Mais pour qu'elle puisse être réalisé, il faudrait "une prise de conscience de la situation agricole actuelle, une dynamique interne permettant des actions en commun et la formation des agriculteurs, la recherche de financements extérieurs".

Le Comité de Développement, qui a pourtant à son actif des réalisations réussies de promotion collective, est assez sceptique. Son opinion est en effet la suivante : "Si ces efforts ne pouvaient être consentis, il apparaît préférable de s'orienter vers la baisse de 70% du nombre des exploitations et de mettre en place des actions permettant de l'accompagner : restructuration du foncier, formation des jeunes agriculteurs destinés à l'exode". Cette conclusion peut s'appliquer à l'ensemble de la région, compte tenu des particularités de la plaine.

C - LES INEGALITES SPATIALES DU DEVELOPPEMENT.

Nous avons vu se dégager deux types d'évolution : la plaine fidèle à l'élevage charolais et peu perméable à la transformation du système agricole; la montagne contrainte par la dureté des conditions naturelles et l'exiguïté des surfaces à évoluer. Si bien que le visage actuel de la montagne tient, pour une large part, aux conditions de diffusion du progrès au moment crucial de l'achèvement de la révolution fourragère, alors que la plaine continue à se diversifier en pays modelés par les particularités du milieu naturel et humain.

I - Le rôle décisif de la promotion collective dans l'inégal développement en montagne.

1) la disparition d'un système agricole accompli.

La montagne et la demi-montagne sont restées au moins jusqu'en 1955 des bastions de la paysannerie et, à l'est, du genre de vie mixte. Le système agricole ayant assimilé le remplacement de la jachère par les cultures sarclées, y atteint une sorte de perfection, en équilibre avec la nature. Il permet de nourrir une famille sur une exploitation d'une quinzaine d'hectares, en limitant au maximum les achats à l'extérieur. Les particularités locales ne remettent pas en cause l'unité fondamentale. On peut prendre comme exemple l'exploitation sise sur un replat dominant la vallée du Rouchain, à 650 m. d'altitude, au village du Fournier, commune d'Arcois, dans les monts de la Madeleine, peu avant la mort du père de l'exploitant actuel, en 1955. Il vit avec son épouse, son fils âgé d'une trentaine d'années et une fille également célibataire; la soeur aînée a épousé un jardinier et habite Roanne. Sur les 27 hectares en faire-valoir direct, il y a 14 ha. de bois, landes et pâturages. Les bois sont constitués par une futaie de douglas et des taillis coupés tous les trente ans jusqu'à la guerre, pour faire des fagots destinés aux boulangers. Les landes à bruyères et à rochers sont peu à peu abandonnées. Les pâtures sont les vieilles prairies autrefois fauchées à la main, qui se couvrent de genêts et où on envoie les vaches jusqu'à la fenaison. Les cinq hectares de prés occupent le fond de la vallée et donnent 5 tonnes de foin à 0,45 unité fourragère l'hectare. Ils sont irrigués entre la rentrée des bêtes fin octobre et la fenaison. On y étale des scories de déphosphoration, du plâtre et de la chaux. On passe la herse pour éparpiller les taupinières et enlever les feuilles et les branches transportées. Sur les huit ha. de labour, on pratique l'assolement classique sur quatre ans : pomme de terre ou topinambour qui reçoivent une fumure de scories et de potasse, céréales, trèfle, céréales. Le seigle couvre plus de la moitié de la surface

en céréales, il donne plus de grains (18 q^x/ha) et de paille que le blé et l'avoine. On ne peut conserver la prairie artificielle plus d'un an, à cause du développement rapide du chiendent sur ces sols légers. Le blé sert en partie à faire le pain qui est cuit à la ferme. Le reste des céréales est *craté* pour les animaux. Jusqu'à la guerre, on n'avait pas de boeufs et on attelait à la fois quatre des six vaches. On vend les veaux de lait à deux mois et demi, à 130-135 kilos et une quinzaine de porcs engraisés aux pommes de terre et au petit lait. Le beurre et les fromages mi-vache mi-chèvre sont échangés à l'épicerie de Renaison. Enfin, on exploite en commun avec le gendre une vigne sur la Côte, à six kilomètres à vol d'oiseau.

Le genre de vie traditionnel va subir plus ou moins tôt, suivant le plus ou moins fort isolement, la confrontation à l'économie moderne. La croissance continue aggrave le déséquilibre des revenus par rapport à la ville et expose à un exode rural brutal. En effet, il n'y a d'exploitations viables en petite surface, que grâce à l'élevage laitier intensif qui repose sur la culture de l'herbe. Celui-ci est l'aboutissement de toute une progression personnelle et professionnelle, que le jeune exploitant moyen n'a pu acquérir que grâce à la promotion collective. Son inégale diffusion rend compte de toute la gamme des transitions que l'on peut observer entre les secteurs d'abandon et les rares secteurs progressifs.

2) la gamme des transitions

Les zones privilégiées à vie associative intense et où la mutation a concerné un nombre suffisamment important de petites et moyennes exploitations, pour assurer une mise en valeur rationnelle sans bouleversement des structures sociales agraires, ont une localisation périphérique et leur développement a coïncidé avec la mise en route des C.E.T.A., à l'imitation des foyers voisins. Le C.E.T.A. de La Clayette, le plus ancien de la région puisqu'il date de 1953, a rayonné sur l'ouest des monts du Charolais. L'agriculture progressive des monts du Lyonnais a gagné le flanc sud-ouest des monts de Tarare, avec un certain retard, puisque les C.E.T.A. y ont été constitués entre 1958 et 1960. Elle a établi une antenne au sud des monts de la Madeleine, avec les C.E.T.A. de Saint-Martin-la-Sauveté et de Crémeaux, installés en 1954 et 1956. Mais elle n'a vraiment conservé ses caractères originels que dans la première commune, qui constitue aujourd'hui un centre autochtone de rayonnement, à l'avant-garde des techniques nouvelles dans les monts du Couchant. Le renouveau qu'on connaît plus récemment le bassin d'Amplepuis et le sud-est du plateau de Neulise repose sur un nombre limité d'exploitations viables, qui se dégagent rapidement de la masse des exploitations traditionnelles et

s'agrandissent à leurs dépens. Dans le bassin d'Amplepuis, ce mouvement est lié à la promotion collective menée par le Foyer de Progrès, suivant les formules mises en pratique au temps des C.E.T.A., au moment de la disparition du genre de vie mixte entraînée par la crise du textile de 1965. Ici les exploitations progressives ne sont pas encore celles qui étaient au départ les plus favorisées, à l'inverse de ce que l'on constate autour de Saint-Symphorien-de-Lay, où la diffusion du maïs fourrage a été le progrès décisif, attendu jusqu'en 1970.

- le développement communautaire au sein des petites exploitations : Saint-Martin-la-Sauveté.

Saint-Martin-la-Sauveté est relativement privilégié par les conditions naturelles, grâce aux terrains sédimentaires du houiller qui se décomposent bien, disposés en pente douce vers 700-800 m. à l'adret des monts de la Madeleine. Mais l'état de l'agriculture, remarquable par rapport aux communes voisines, ne peut s'expliquer seulement par cela. En effet, la production moyenne par vache laitière est passée de 2.500 à 3.500 litres de 1965 à 1974. Les achats de matériel agricole en 1965 ont été compris entre 8 et 12.000 francs pour les 60 exploitations "viabiles", soit de deux à trois fois plus que dans les environs. Les progrès réalisés se diffusent par la suite aux alentours : prairie temporaire, prophylaxie, ensilage, culture du maïs, drainage. Bien que Saint-Martin ait une position excentrique, son maire est le président de la C.U.M.A. d'ensilage, qui est le principal organisme d'intervention de la Rénovation Rurale pour les monts du Forez, par l'intermédiaire du G.I.R.A.F. (31). Cette CUMA, fondée en mars 1971, compte 450 adhérents et a réalisé 3700 heures d'ensilage en 1973. Son but est de stopper l'exode des agriculteurs par la culture fourragère, en les faisant bénéficier grâce aux subventions de 75% la 1ère année, 50% la 2ème année et 25% la 3ème année, qui lui sont accordées, de prix de revient équivalents à ceux de la plaine du Forez. Enfin, par son équipement, Saint-Martin est devenu un village-centre : il dispose d'un dépôt de la C.B.A. depuis 1961 et d'un bureau temporaire du Crédit Agricole (32).

Ce développement n'a pas bouleversé le cadre social antérieur. Entre les deux recensements de 1955 à 1971, le nombre d'exploitations passé de 196 à 139 n'a pas diminué plus qu'ailleurs et la surface moyenne reste faible : 15,4 au lieu de 11,3 ha. C'est la petite exploitation, en faire-valoir direct pour 70% des terres, qui continue de dominer. En 1971,

55 exploitations, soit 40%, ont moins de 10 ha et se répartissent 17% de la SAU

44	-	31%	de 10 à 20 ha	-	30%	-
33	-	23%	de 20 à 35 ha	-	39%	-
7	-	5%	de 35 à 51 ha	-	14%	-

En fait, la plupart des exploitations d'une dizaine d'hectares sont des exploitations-retraite. Les agriculteurs âgés ne prennent pas l'I.V.D., car ils bénéficient avec leur conjoint de la retraite à 65 ans et sont aidés par leur fils, ouvrier à Saint-Germain-Laval, Grézolles ou Boën-sur-Lignon. Cela ne permet pas de s'agrandir à la génération des 50 ans, que l'on trouve à la tête des exploitations "viabiles", qui ont 20 ha en moyenne.

Foyer de forte pratique religieuse, de démocratie locale vécue au niveau de la municipalité et de nombreuses associations, ayant conservé les coutumes d'entraide et d'hospitalité, la commune a su concilier le genre de vie traditionnel et l'agriculture novatrice. En fait, même au niveau de l'exploitation de pointe, la vie de tous les jours reste rude. La maison rurale est inchangée avec, à l'étage, le balcon orné ouvert sur le midi, mais le confort élémentaire n'est pas assuré : pas de chauffage central dans les vastes pièces, peu d'appareils électro-ménagers et le tracteur creuse des sillons boueux dans la cour non goudronnée. On continue de tuer le cochon à Noël et les jambons sèchent dans la cheminée. Cette maman de trois enfants déjà grands voudrait bien adopter le petit de l'Assistance placé chez eux. Le fils aîné n'est pas resté sur l'exploitation, car elle n'aurait pas suffi pour deux ménages et qu'on a hésité à se lancer dans l'élevage industriel du porc. Et pourtant, le père peut difficilement tirer d'avantage de ses 22 ha morcelés et en forte pente. Il y a 7 ha de pins d'Italie et de landes; les prairies permanentes sont réduites à 3 ha; les prairies temporaires couvrent 9 ha et les céréales, 3. Jusqu'en 1971, il n'a pas osé utiliser l'ensileuse de crainte de verser et, pendant l'hiver 71-72, il a drainé 1 ha, ce qui lui a permis d'augmenter d'autant les labours. Grâce à l'ensilage de la luzerne et du maïs, il a pu supprimer la betterave et la topine qui donnent beaucoup de travail et passer de 8 à 10 vaches laitières, qui sont au contrôle laitier et donnent 4.000 litres par an. Il élève en outre 4 génisses, les veaux de lait vendus à 120-160 kilos, 14 brebis et 3 truies. Il a un tracteur de 45 C.V.

La modernisation de l'agriculture est l'oeuvre d'un homme et d'une équipe. L'homme, c'est André Bartholin, qui a été maire à 32 ans et a donné sa démission en 1971, après deux mandats. Il fut à l'origine de tous les groupements et de toutes les associations : il a commencé l'ensilage en 1964 avec une machine qu'il a fait venir de Neulise, distant de 30 km., et la culture du maïs, à la pioche, en 1968. L'équipe dont il fut l'un des animateurs et qui a été suffisamment nombreuse pour que le progrès s'enracine, rassemble une vingtaine d'agriculteurs nés entre 1920 et 1925, qui ont été ensemble à

l'équipe de football, à la J.A.C., aux cours du soir donnés par l'instituteur. C'est parmi eux qu'ont été recrutés les membres du C.E.T.A. et ils forment le noyau des 38 exploitants qui pratiquent l'ensilage (20 en 1972) et le contrôle laitier (17). Ils expriment ainsi l'esprit commun qui les anime : "se sauver tous ou pas du tout par une intensification et une rationalisation du travail, sans que celui-ci prenne un aspect inhumain, comme dans le centre du Bassin Parisien".

- le dégagement d'exploitations viables grâce à la promotion collective : le bassin d'Amplepuis.

Le bassin d'Amplepuis est devenu une région de forte production laitière. La vulgarisation agricole y a été tardive comme dans l'ensemble du Haut-Beaujolais, à cause du relief et du genre de vie mixte qui s'est maintenu jusqu'en 1965. L'apport des salaires industriels prolongeait l'existence de toutes petites exploitations, tournées vers l'autoconsommation dans le cadre de la famille patriarcale et à l'écart de la spécialisation par les ventes faciles sur les marchés des bourgs. La crise du textile les condamne et on pouvait s'attendre à l'extension rapide des friches, des forêts et des prairies permanentes aux dépens des labours. Celles-ci sont recherchées par les bouchers et les négociants, comme ce marchand de bestiaux de Cublize qui s'est constitué une propriété de plus de 100 ha.

Or la campagne reste bien tenue et la terre est très recherchée. L'action patiente du Foyer de Progrès d'Amplepuis a rejoint le désir des jeunes qui, ayant connu le travail en usine, ont choisi l'agriculture. La formation technique, commencée dans les années 60 et favorisée par l'établissement de la zone-témoin en 1964, concerne la culture du blé, la prairie temporaire et l'élevage laitier. Les étapes suivantes sont la gestion, puis dès 1967, la culture du maïs fourrage, enfin la fourniture à la demande de plans de fertilisation, de stabulation et de gestion prévisionnelle. La formation technique est complétée par l'incitation à l'association qui compte à son actif les banques de travail et la vente publique de génisses. La banque de travail est un prolongement de l'entr'aide traditionnelle, plus respectueuse des individualités que la C.U.M.A. Dans la C.U.M.A. en effet, le matériel appartient à la coopérative, qui fait effectuer les travaux par des ouvriers salariés. Dans la banque de travail, le matériel appartient en tout ou partie à chaque associé, qui effectue lui-même les façons, ce qui a l'avantage de réduire les coûts et de multiplier les contacts. Le règlement se fait par compensation des unités de compte, qui font intervenir les dépenses d'utilisation et d'amortissement de l'instrument considéré. Il y a

en général équilibre, ce qui réduit à peu de choses les débours en espèces. La première banque de travail a été constituée en 1964. Il y en a quatre actuellement, à Amplepuis, Ronnou, Ouroux et Chênelette, qui groupent une quarantaine d'associés. La vente publique des génisses prêtes à vêler permet de rentabiliser au mieux, en court-circuitant les intermédiaires, l'élevage de reproductrices de souche montbéliarde, complémentaire de la production laitière, sur des surfaces trop petites pour entretenir un gros troupeau. Elle s'effectue sur catalogue à Amplepuis, le premier samedi d'octobre, depuis 1967.

La transformation du Foyer de Progrès en Comité de Développement des Monts du Beaujolais (33) n'a pas modifié le style d'interventions. Car avant la promulgation de la loi de 1969 sur la nouvelle organisation de la vulgarisation agricole sur la base des petites régions, on avait pris conscience ici de la nécessité de considérer la logique de l'évolution d'ensemble et de prévoir les infrastructures. Le Comité de Développement a tout naturellement formé avec les forestiers le groupe de travail agriculture-forêt pour l'établissement du Plan d'Aménagement Rural (P.A.R.) des quatre cantons de Monsols, Amplepuis, Lamure, Thizy (M.A.L.T.). Les objectifs retenus reprennent les grandes lignes de l'action passée : sélection du bétail, intensification fourragère, gestion prévisionnelle, rationalisation de l'exploitation forestière (34). Actuellement, le Comité met en place un centre coopératif d'élevage des génisses et se charge de l'enquête demandée par la coopérative de Tarare sur l'évolution présumée de la production laitière. En effet si la réduction du nombre des exploitations conduisait à l'élevage extensif pour la viande, les investissements envisagés dans le cadre de la progression actuelle seraient inutiles.

Parmi la cinquantaine d'exploitations qui collaborent activement à son action, on distingue celles qui peuvent difficilement s'agrandir et qui poussent au maximum l'intensification fourragère et les exploitations d'altitude qui se livrent à l'élevage laitier sur prairies permanentes restaurées. Caractéristique du premier type est l'exploitation des deux frères Manein, située à 600 mètres d'altitude, entre Amplepuis et le col des Sauvages. Ils ont repris en 1963 la ferme de 35 ha. tenue par le père, qui continue d'y travailler. Il faut donc faire vivre trois ménages sur 42 ha., car ils n'ont trouvé que 5 ha. supplémentaires de prairies à louer et 2 ha. de landes à acheter; ces landes ont été transformées en prairie temporaire après passage du rotavator. La surface se répartit à peu près également par tiers entre les prairies permanentes sur les fortes pentes, les prairies de fauche là où le tracteur peut passer, mais pas les grosses machines, et les terres cultivées où se succèdent deux ans de maïs fourrage, un an d'orge et deux

ans de prairie temporaire. Le matériel en propre n'est constitué que par la traite électrique et des "bricoles", tandis que leur part dans la banque de travail comprend 1 tracteur de 50 chevaux, 1 semoir à maïs, 1/2 épandeur d'engrais, 1/8 de presse et 1/10 d'ensileuse. L'exploitation nourrit 27 vaches laitières montbéliardes, 8 génisses de 2 ans, 10 génisses d'un an et 10 génisses de l'année, soit 1,2 U.G.B. par ha. Elle a eu en 1973 un revenu brut de 130.000 francs, dont 93.000 pour le lait et 37.000 pour la vente de six génisses et d'une quinzaine de veaux de huit jours. L'importance du revenu tiré du lait s'explique par le bon rendement (4700 l/an) et par la vente directe à Amplepuis de la moitié de la production, à un prix bien plus avantageux (1 f.) que celui versé par la coopérative (0,67 f.). Mais le niveau de vie n'est pas à la mesure de la qualité du travail ni du temps passé (14 heures par jour sauf un dimanche sur deux et 3 à 4 jours de vacances par an). En plus de ce qui est prélevé pour l'autoconsommation, chaque frère reçoit 1.200 f. par mois et le père moins de 1.000 francs. Il est vrai qu'un gros effort d'investissement est envisagé, devant la perspective de prendre en location dix hectares pour augmenter le troupeau et de construire une stabulation entravée.

L'exploitation de Mongrand représente un type laitier montagnard plus extensif. C'est tout ce qui reste du hameau de Grandris, le premier que l'on trouve après la forêt, en descendant du col de la Cambuse. Vers 1900, il était peuplé de 50 ménages de paysans-tisseurs qui ne disposaient guère de plus d'1 ha. chacun. Les terres ont été regroupées à la veille de la guerre de 1939 en trois exploitations. Il n'en subsiste plus qu'une, qui a racheté en 1952 et 1962 les deux autres, et dispose de 63 ha de S.A.U. et de 15 ha de bois. Le gendre, qui la dirige depuis son retour de captivité en 1944, a été le premier agriculteur du village à acquérir un tracteur. Progressivement, il a abandonné les cultures, retourné les prairies, drainé, mis en herbe. Le cheptel est composé de 25 vaches pie noire qui donnent 3200 litres de lait par an, de génisses de remplacement et de veaux vendus à la boucherie à 3 mois et 180 kilos. L'alimentation du troupeau est complétée en hiver par du maïs ensilé, acheté dans la "plaine", c'est-à-dire à Amplepuis (80 tonnes en 1972). Le père et le fils qui reste sur l'exploitation ont construit par eux-mêmes les nouveaux bâtiments : hangar, fenil et stabulation libre.

- le dégageant tardif d'exploitations viables lié à une technique nouvelle : l'est du plateau de Neulise.

Le plus souvent, les exploitations progressives se trouvent au nombre de quelques unités par village, juxtaposées aux exploitations traditionnelles, qui disparaissent les unes après les autres, pour céder la place aux reboisements à la périphérie des finages et à l'élevage charolais adopté

par les exploitations de taille suffisante. En effet, l'élevage laitier à base fourragère correspond à la fois à une nécessité d'intensification liée à un rapport U.T.H./S.A.U. élevé et à la maîtrise de techniques difficiles à acquérir. Beaucoup de petits exploitants perméables au départ à la promotion collective se sont découragés en cours de route. Le C.E.T.A. de Crémeaux qui comptait 26 exploitations lors de sa création n'en avait plus que dix en 1966. Il faut des conditions particulièrement favorables à l'adoption d'une technique nouvelle, pour que l'évolution vers l'extensif soit bloquée. C'est ce qui se produit depuis 1970 dans l'est du plateau de Neulise, avec la forte expansion du maïs fourrage. Elle s'explique par les conditions favorables qu'y rencontre sa culture grâce aux altitudes modérées, aux larges croupes aux sols suffisamment profonds, grâce aussi à la présence d'exploitations moyennes, aux terres bien groupées autour de leur siège. Jusque là, l'évolution avait été lente. Certes l'élevage laitier s'était substitué à la production de maigres, mais les techniques évoluaient lentement. On ne comptait que quelques chantiers d'ensilage d'herbe : celui auquel participaient les frères Piot de Saint-Symphorien-de-Lay regroupait cinq exploitations distantes de huit kilomètres à vol d'oiseau d'un hameau d'Amplepuis à Machezal ! Les bons résultats obtenus grâce au maïs fourrage font rapidement tache d'huile et les précurseurs prennent l'initiative de créer la C.U.M.A. du Gand, qui rassemble maintenant une centaine d'exploitations dans le canton de Saint-Symphorien-de-Lay. En quelques années, les nouveaux bâtiments d'élevage se sont multipliés. L'évolution a gagné le sud-est de la plaine de Roanne, où l'on compte deux à trois chantiers par commune. Par contre l'ouest du plateau de Neulise, où la surface moyenne des exploitations est plus forte, ne voit pas se dégager de voie nouvelle autre que l'élevage charolais. On se rend compte de la complexité des relations entre taille des exploitations et progrès agricole. En l'absence de promotion collective, une région homogène de petites exploitations est condamnée à la stagnation, mais la présence d'un grand nombre d'exploitations de bonne taille accélère l'extensification par l'élevage charolais !

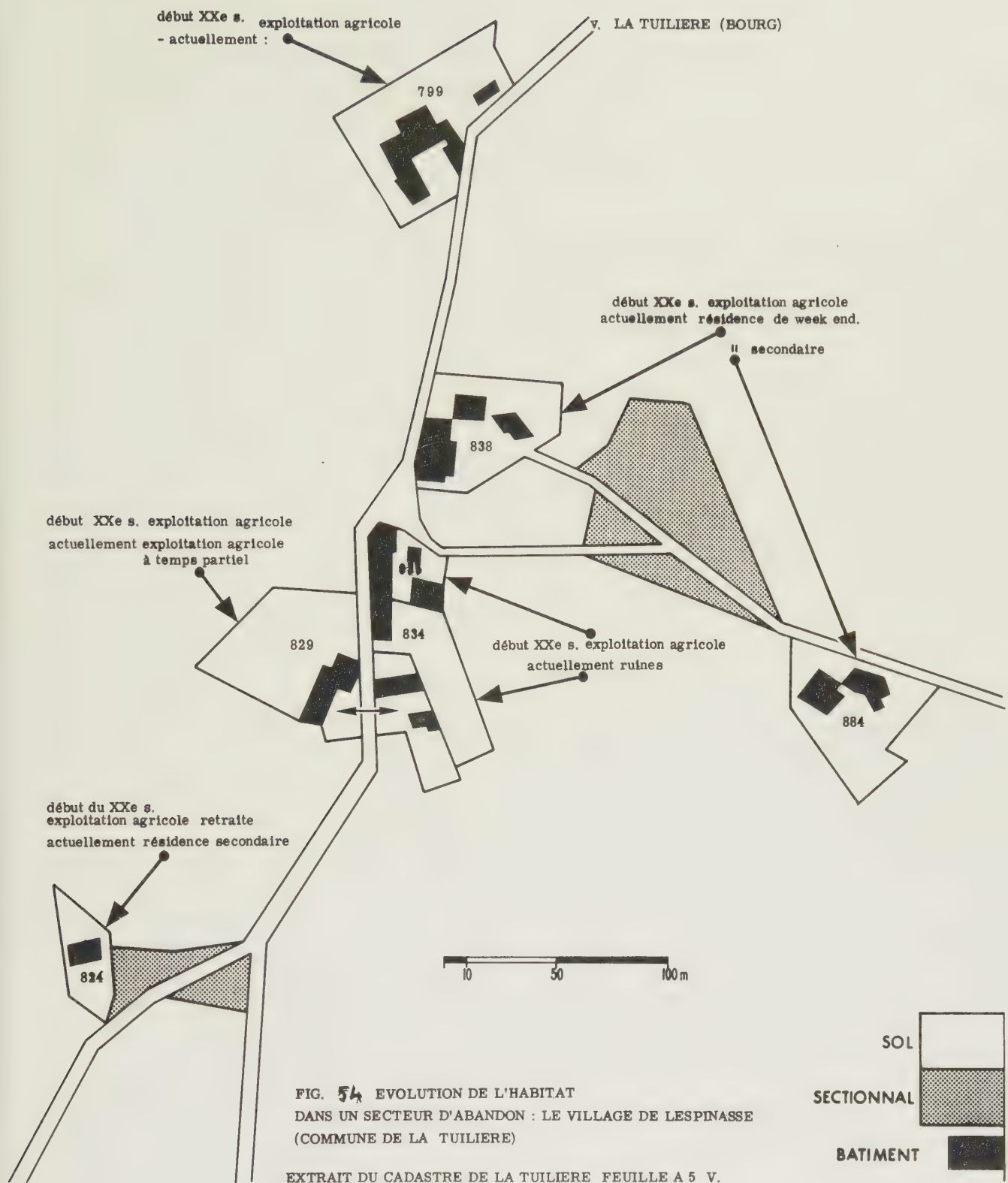
- les secteurs d'abandon

En fait, l'ensemble des facteurs naturels, sociaux et humains interviennent. Là où leur conjonction est particulièrement défavorable, la confrontation à l'économie moderne conduit à l'abandon. C'est le cas des montagnes disséquées et surpeuplées comme le nord des monts de la Madeleine et la vallée de l'Azergues, où l'isolement a gêné la pénétration des idées nouvelles, où la petite taille des exploitations rend difficiles les investissements, où l'équilibre qui permettait la subsistance était parvenu à un

point d'achèvement tel qu'il était difficile de le modifier. Pourtant il y a des paysans qui ont cherché, individuellement comme ils en avaient l'habitude, à s'adapter. On peut prendre l'exemple de la situation actuelle de l'exploitation du Fournier **à Arcon**, décrite précédemment dans son état antérieur à 1955. Le fils célibataire qui l'a reprise a maintenant la cinquantaine. Il a préparé et réussi en 1965 le Brevet d'Apprentissage Agricole, afin de bénéficier de prêts spéciaux du Crédit Agricole, ce qui n'est pas un mince mérite quand on a quitté l'école depuis plus de 25 ans. Il a ajouté aux 13 ha. de S.A.U. dont il disposait, 2,5 ha. de prés de fauche. Dans l'assolement, il a réduit les cultures sarclées, betterave et pomme de terre, au profit de la prairie temporaire (trèfle violet, ray grass, dactyle). Il a eu la sagesse de conserver l'attelage de boeufs plutôt que de céder à la tentation du dispendieux tracteur qui aurait été sous-employé. Mais il s'est doté d'une motofaucheuse, d'une faneuse et d'un engrangeur. Le cheptel comprend maintenant, outre les deux boeufs, six vaches laitières, une génisse, trois chèvres, ainsi que les cinq veaux de lait de 2 mois et demi et les dix porcs gras vendus chaque année, ce qui fait une bonne densité pour la montagne de près de 0,9 U.G.B. par ha. Il commercialise directement les bêtes aux bouchers de Renaison. Il a été longtemps gêné pour écouler le lait. Sa mère et sa soeur le transformaient en beurre et fromage échangés à l'épicier, jusqu'à ce que le camion de la coopérative desservît le hameau. Mais le revenu ne dépasse pas mille francs par mois. La mère continue à faire le pain. L'exploitation ne sera pas reprise et il n'y a pas à s'en étonner.

C'est ainsi que des "villages" vont disparaître purement et simplement de la carte. Le mouvement s'est réalisé brutalement depuis une quinzaine d'années dans le nord des monts de la Madeleine. On se rappelle que la population, stable depuis la Révolution, a commencé à décliner au début du siècle. Mais si la main d'oeuvre n'était plus pléthorique, il restait suffisamment de bras pour tenir les nombreuses exploitations. La déprise va se révéler à la suite de l'accélération des départs sur Roanne et de l'intrusion de la civilisation technicienne, avec l'ouverture de la mine de Saint-Priest-Laprugne, qui propose sur place des salaires qui paraissent invraisemblablement élevés (35). Les fermes n'abritent plus guère que des célibataires. Les plus âgés, qui ne trouvent personne pour les aider, sont obligés de se retirer prématurément.

C'est le cas du "village" de Lespinasse, à 2 kms à l'ouest du bourg de la Tuilière (36). Les sept maisons qui le composent, soit deux exploitations-retraite, dont une sert déjà de résidence secondaire, et cinq exploitations de 12 à 25 ha., sont toutes habitées à la fin de la seconde guerre mondiale; mais on ne trouve déjà plus que deux ménages avec



respectivement un et cinq enfants. Aujourd'hui la population est tombée de 22 à 5 personnes et il ne reste que deux maisons habitées en permanence. Il y a encore dans la première un jeune qui travaille avec son père, pour lequel le débardage du bois constitue l'occupation principale (voir tableau 28, n° cad.829). L'autre est la seule véritable exploitation agricole qui subsiste, mais plus pour longtemps, car le frère et la soeur célibataires qui la tiennent vont bientôt avoir l'I.V.D. (n° 799). De la famille de cinq enfants, il ne reste plus au pays qu'un fils célibataire, maçon à Saint-Just-en-Chevalet, qui revient chaque week-end (n° 838). Une ferme, qui a dû être laissée en 1960, a été rachetée comme résidence secondaire par un entrepreneur parisien (n° 884). Enfin deux maisons sont en ruines (n° 834 et 835). Des terres ont été données en location. D'autres sont utilisées comme pâtures à génisses ou plantées en résineux. Les pâtures se couvrent de ronces, de genêts ou se boisent naturellement. La solitude comparée à l'animation de jadis est pesante et il arrive à l'agricultrice d'envier sa voisine, obligée de s'engager à 60 ans à Roanne comme employée de maison et qui est maintenant dans un confortable foyer de retraite (n° 884).

Tableau 28 - L'évolution des propriétés bâties de Lespinasse (commune de la Tuilières.

n° matrice cadastr.	destination de l'habitation		S. non bâties: corresp ^{dte}	
	primitive	actuelle	1961	1975
799	expl.agr.	expl. agr.	26,4 ha	26,1 ha
804	- retraite	résidence 2 ^{re}	0,5	0,5
809	- agr.	expl.tps.partiel	14,5	13,5
834	- retraite	ruine	0,6	0,6
835	- agr.	ruine	14,5	6,6
838	- agr.	résidence fin de	28,2	7
884	- agr.	résidence ^{semaine} 2 ^{re}	12	8

II - Le maintien de l'élevage charolais traditionnel et la conservation des nuances entre pays dans la plaine.

La plaine a été gagnée progressivement du XVIII^e siècle à l'entre-deux guerres à la spéculation commercialisée et spécialisée que représente l'élevage charolais. Longtemps ^{envié} car il apportait l'aisance sans beaucoup de peine, il ne procure plus aujourd'hui qu'un revenu médiocre en - dessous de 40 ha. Cependant les exploitants qui s'en sont libérés, qu'ils se recrutent parmi les petits, à la recherche d'un fort revenu à l'hectare demandé à l'intensification laitière, ou parmi les plus aisés, tentés récemment par

la grande culture céréalière, ne sont encore qu'une minorité. Aussi les variations locales des conditions naturelles, directement perçues dans un système "où l'on se contente de regarder pousser l'herbe", comme celles des structures sociales agraires et des traditions, continuent-elles à diversifier en pays, que distinguent de fines nuances, l'espace dominé par la pesante pratique de l'élevage du "blanc" sur prairies naturelles.

4) un système extensif qui se perpétue.

Nous ne reviendrons pas sur les caractères de la race charolaise ni sur ceux de ce système d'élevage bien souvent décrits (37). Nous insisterons sur la lente évolution, perceptible depuis les années 1955, qui marquent ailleurs le début de la mutation.

L'étude de Daniel Rodinson, consacrée à l'avenir des exploitations agricoles de la Plaine Roannaise, atteste la prépondérance de l'élevage charolais sur prairie. Etablie sur les bases de l'enquête par sondage de 1963, elle lui attribue 53% des exploitations et 77% des surfaces (dont 53% avec un mode d'utilisation du sol herbager et 24% avec un mode mixte herbager-céréales ou plantes sarclées), contre respectivement 36% et 21% pour l'élevage laitier, 11 et 2% pour l'élevage sans bovins, qui concerne de petites exploitations à chèvres et brebis (38).

- l'éleveur "moyen".

L'exploitation-type choisie par la même étude n'est pas l'exploitation moyenne difficile à définir, mais un modèle "normatif, qui ait quelque chance de rencontrer l'adhésion des cultivateurs" (39). C'est une exploitation "considérée comme viable, représentative du groupe 30-45 ha., caractérisée actuellement par le système de production herbager-charolais". Elle dispose de 37 ha. de S.A.U. et occupe le père et le fils à temps plein et la mère, 60 jours par an, soit 2,2 U.T.H. La S.A.U. est ainsi répartie : 27 ha. de surface toujours en herbe et 10 ha. de labours, dont 1 ha en topine et betterave fourragère, 3 ha de prairie temporaire, 40 ares de pomme de terre, 3 ha de blé, 2 ha d'orge et 50 ares d'avoine. Le troupeau charolais est constitué en hiver d'un taureau, de 9 mères, 2 génisses de renouvellement, 6 châtcons de plus de deux ans, 8 jeunes de 1 à 2 ans, 8 jeunes de moins d'un an ou broutards (40). Il fournit 60% du produit brut : on a vendu au cours de l'année agricole 1963-1964, une vache de réforme, 4 châtcons de 30 mois et 2 châtcons de 36 mois. On voit que l'élevage est intermédiaire entre le type naisseur et l'emboûche : on pousse les produits aussi loin qu'on le peut. Le reste du troupeau est formé par un cheval, 2 vaches laitières, 2 truies qui donnent chaque année 20 porcelets et 4 porcs gras, 50 volailles. La vente des porcs, les surplus de beurre, fromages et produits de basse cour, que la fermière apporte au marché du bourg, fournissent l'argent frais

... les dépenses courantes, en dehors des grosses rentrées d'argent au moment de la vente des "blancs". La part de l'autoconsommation, qui compte aussi le blé pour l'échange, les pommes de terre, n'est pas négligeable. Le matériel comporte un tracteur de 30 chevaux, qui ne dispense pas du cheval, une charrue, une barre de coupe, un cultivateur, un râteau-faneur, une remorque, un semoir, pour une valeur de 20.000 francs. Il ne dispense pas du recours aux entreprises de travaux agricoles pour 1.200 francs.

Toujours en 1963, le produit brut se monte à 23.400 francs, les charges à 14.900. Le revenu agricole ne dépasse pas 8.500 francs, soit 700 francs par mois, 320 francs par U.T.H., moins que le S.M.I.G. Le revenu net se solde par un déficit de 12.800 francs. On comprend que la plupart des exploitants ne tiennent pas à mettre leur comptabilité en gestion, de peur de connaître la vérité. Cette faiblesse du revenu s'explique par le caractère extensif de l'exploitation. Le plein emploi des travailleurs n'est pas assuré. Les charges proportionnelles sont seulement de 150 francs par hectare, dont 38 francs seulement pour les engrais. Aussi la densité d'U.G.B. n'est que de 0,8 par hectare. Les rendements sont peu élevés : 2.000 litres par vache laitière et pour les céréales 20 quintaux par hectare pour le blé et l'orge et 15 pour l'avoine.

- l'aristocratie des éleveurs-naisseurs de reproducteurs et des emboucheurs.

Ce n'est sans doute pas le bénéfice réel actuel qui explique le renom des éleveurs-reproducteurs, qui forment l'aristocratie du charolais. Leurs animaux inscrits au Herd-Book se partagent les prix aux grands concours de la race : concours départementaux dont les plus importants sont dans l'ordre ceux de Moulins, Nevers, Charolles, Saint-Amand-Montrond, Montluçon, Roanne qui est devenu le seul concours officiel de la Loire après fusion avec celui de La Pacaudière en 1959, Boussac et Autun; concours national de Paris et international de Vichy. Les élevages inscrits représentent moins du dixième des élevages charolais. Dans le département de la Loire, on n'en compte en 1975 que 91 pour le livre A et 21 pour le livre B (41). C'est une caste plus limitée encore qu'il n'y paraît, car il n'est pas rare de trouver plusieurs domaines sous le même nom. En dehors de quelques moyennes exploitations familiales, il s'agit d'un petit nombre de familles d'origine aristocratique ou bourgeoise, unies entre elles par des mariages et qui parfois s'intéressent au négoce. Fiers de leur notoriété, de leur réseau de relations, ils sont volontiers paternalistes envers les autres éleveurs, qu'ils n'ont jamais encouragés à sortir de la tradition. Ils n'ont pas grand mal à s'en distinguer par leur prestige qui s'étale les jours de concours et dans l'impressionnant spectacle qu'offrent les vastes étables, aux portes surmontées des médailles décernées en guise de prix, et où s'alignent impeccablement les rangées de

dos blancs classés par âge. Ils s'en distinguent aussi par les réceptions offertes dans le manoir, par des signes extérieurs de richesse comme l'automobile de luxe et par l'affectation de ne pas s'occuper directement des animaux en présence de tiers.

Mais le renom coûte cher. Une exploitation d'une centaine d'hectares dispose de 4 à 5 taureaux primés et d'une cinquantaine de mères. L'objectif est de vendre le plus possible de reproducteurs, veaux de 8 mois, génisses de 30 mois, qui atteignent des prix très élevés : 30.000 francs pour un broutard. Il est rare qu'ils forment plus du quart du troupeau, les autres animaux étant conduits "à la mort". Si leur proportion est trop élevée, l'équilibre financier du domaine n'est pas assuré. En effet, les frais sont très élevés : salaires des ouvriers, achat d'aliments augmentés des rations spéciales données aux champions présentés aux concours. L'évolution n'est pas favorable à cet élevage de prestige. L'écart réel entre les bêtes inscrites et celles qui ne le sont pas justifie de moins en moins cette surprime. A partir de 1912, des syndicats d'élevage se sont constitués dans les villages et ont permis aux petits éleveurs de faire saillir leurs vaches par des géniteurs inscrits. D'autre part, le Herd-Book fonctionne sur un nombre restreint d'animaux qui sont poussés, ce qui fait perdre à la race de sa rusticité et augmente sa fragilité. Des troupeaux constitués en dehors de son contrôle comme en Vendée, n'ont rien à envier au cheptel sélectionné. Aussi des éleveurs inscrits se rendent-ils compte de la vanité de cet honneur dispendieux et leur nombre a diminué d'un tiers dans la Loire depuis 1965, ce qui ramène au chiffre de 1959. L'espoir des grandes familles repose dans l'exportation. Un syndicat, fondé dans ce but en 1921, avertit les adhérents des commandes et sélectionne les meilleures bêtes. Mais après les succès obtenus dans les années 65, les résultats actuels sont modestes : 328 animaux de la Loire ont été exportés entre 1965 et 1975 (42), (voir fig.48).

L'équilibre financier est d'autant plus difficile à réaliser que l'on hésite à déroger au mode d'élevage traditionnel. Nous prendrons l'exemple d'un domaine d'embouche inscrit, situé près du confluent du Sornin et de la Loire à Saint-Pierre-la-Noaille, en 1974. Il comprend 145 hectares de prés, qui descendent les côteaux formés des terrains du secondaire et six hectares de labours sur les chabons de la Loire. Le propriétaire, âgé, gère un second domaine à Villarest, au sud de la Loire, qui appartient à sa mère. Sa femme est la soeur d'un éleveur du Donjon, à une quinzaine de km. à l'ouest de Marcigny, qui a obtenu le premier prix au concours national de Paris en 1975. Le domaine de Saint-Pierre est exploité par un fils qui sort d'une école d'agriculture et par deux ouvriers agricoles. Ceux-ci touchent 900 francs par mois et disposent d'avantages en nature : un jardin, une vache,

une truie, des pommes de terre et deux pièces de vin. Le matériel comprend deux tracteurs de 40 et 52 CV., un épandeur de fumier, des plates-formes et une machine à tailler les haies. Le cheptel compte 170 U.G.B. environ. L'embouche pure a cessé pendant la dernière guerre et on hiverne le troupeau depuis 1945. Dans l'étable d'Iguerande, gardée par un agriculteur retraité, sont mises les bêtes à l'engrais : 20 châtrons d'un an, 15 mâles de 2 ans, 15 mâles de 3 ans et une quinzaine de vaches de réforme. Dans les deux étables de Saint-Pierre, dont l'une vient d'être agrandie et dotée de chaînes de curage, il y a les reproducteurs : 55 vaches-mères, 16 génisses de 2 ans, 25 génisses de 1 an et 3 taureaux. Sur les 50 veaux nés chaque année, on garde les plus beaux éléments, en particulier les huit veaux inscrits en moyenne par la commission du Herd-Book qui passe en août, alors que les autres sont vendus comme broutards. On complète le troupeau par une quinzaine de broutards achetés en août et par six châtrons de trois ans achetés chaque printemps. L'objectif est de vendre des animaux gras de trois ans. La période difficile est l'hiver, où les bêtes sont nourries avec les produits de l'exploitation : paille, foin, plus un peu de farine pour les vaches; au mieux elles conservent leur poids. Elles sortent sur prés entre mars et le 10 avril selon les années. Les prairies reçoivent relativement peu d'engrais : 7 à 800 kilos de scories tous les 4 ans et de la chaux de novembre à janvier, un peu d'azote en mai, si l'herbe est lente à démarrer. Même dans ce beau domaine on continue à garder une vache laitière et des volailles.

- évoluer ou disparaître.

La rentabilité est de plus en plus difficile à assurer, en raison de la progression du coût des charges plus rapide que celle de la viande. En francs 1961, le cours vif du kilo de viande de boeuf dans le département de l'Allier est passé de 0,75 f. en 1946 à 1,55 en 1951, 2,20 en 1961 après être descendu à 1,30 f. de 53 à 55, à 3,30 f. en 1968 et 4 f. en 1971 (43). Il y a donc eu une période de croissance rapide (+ de 15% par an) jusqu'en 1962, puis une période de croissance lente de 1952 à 1962 (+5%), plus modérée depuis (+9%). En contre-partie, l'équivalent de la journée d'hiver de l'ouvrier agricole non nourri est passé de 4 kilos de viande en 1945 à 11,5 kilos en 1971. Parallèlement, les fermages se maintiennent à un taux hors de rapport avec le revenu réel : 150 kilos de viande, soit 630 f. par ha. en 1971, pour une embouche de très bonne qualité. L'élevage traditionnel se maintient grâce à l'attachement à un travail fort peu manuel, dont l'essentiel réside dans l'habileté à saisir le moment où les bêtes doivent être mises dans un pré ou en être retirées. "Par rapport au paysan, le cas de l'emboucheur n'est pas sans analogie avec celui du vigneron, dont l'activité

est également en marge de l'agriculture" (44). Le petit exploitant dissimule un sous-emploi effectif en faisant la tournée des foires chaque jour de la semaine et l'homme du Herd-Book savoure son genre de vie aristocratique. Jusqu'à ces dernières années, l'éleveur charolais ne voulait pas considérer la logique des faits. Une rencontre avec René Dumont, s'étonnant d'un usage aussi extensif d'une terre aux fortes richesses potentielles, tourna vite au dialogue de sourds (45).

L'augmentation du revenu passe par trois conditions : une nouvelle conception de la sélection de la race, une nouvelle conduite du troupeau et l'intensification fourragère. La sélection menée par le Herd-Book s'est attachée aux qualités bouchères et a négligé les qualités de mère de la femelle. Le taux de fécondation est inférieur à 80%, c'est-à-dire que plus d'une fois sur cinq, malgré un taux de naissances gémellaires plus élevé que dans les autres races (3% au lieu de 0,5%), l'entretien d'une vache n'aboutit pas à la production d'un veau. Le taux de fécondation (nombre de vaches pleines pour 100 vaches mises au taureau) descend souvent au-dessous de 90%, de même que le taux de réussite des veaux (nombre de veaux sevrés pour 100 vaches pleines). D'autre part, beaucoup de vaches ne fournissent pas les 2500 litres nécessaires au démarrage correct du veau et les pertes sont élevées. Comme on ne s'est pas préoccupé de la conformation du bassin, les accidents au vêlage sont de l'ordre de 15% : il est fréquent de rencontrer des mères avec une ou plusieurs cicatrices de césariennes. C'est la SOMIVAL qui, dans la station de testage du Breuil, près de Bourbon-l'Archambault, s'est attachée à ces problèmes et le Herd-Book est bien obligé de prendre en compte cette initiative. La finalité de l'élevage charolais traditionnel étant la production de bêtes grasses de 3 ans et plus, implique une coûteuse immobilisation de capitaux. Nécessité faisant loi, les animaux sont vendus de plus en plus jeunes, comme en témoignent les fluctuations spectaculaires du cheptel de boucherie observées dans le département de la Loire. De 1967 à 1973, le nombre d'animaux de 24 mois et plus est tombé de 16.400 à 4.500, alors qu'entre 12 et 23 mois, il est passé de 2.300 à 9.800 et, en-dessous de 12 mois, de 13.600 à 20.650 (46). Mais la solution du baby-beef ou du taurillon, sacrifié à 12-14 mois après avoir été engraisé à l'auge un hiver, n'est pratiquée que dans la plaine de Roanne proprement dite. On retrouve le problème de l'intensification fourragère. La surface en céréales a diminué avec le recul de l'autarcie. Certes, la densité en U.G.B. par ha. a augmenté : elle est passée de 0,6 en 1945 à 0,8 en 1963 et approche actuellement de 1. Cela s'explique par un début d'extension des prairies temporaires et une amélioration des prairies permanentes. Le contrôle du plan d'eau, mené jusqu'à la guerre de 1914 à l'aide de fossés, puis abandonné à la suite de la raréfaction de la main d'oeuvre, a été repris à partir de 1950 grâce aux engins

mécaniques. Mais il n'y a pas encore de véritable action d'hydraulique agricole, alors qu'à cause du mâchefer, des mouilles et de la structure limoneuse du sol, beaucoup de terres sont condamnées à la prairie permanente. Les cartons des services départementaux du Génie Rural sont pratiquement vides sur ce point et le profilage des sols qui a modifié l'aspect des Dombes n'a été tenté qu'au stade expérimental par les exploitants membres du C.E.T.A. du Roannais (47). On met davantage d'engrais, ce qui correspond à une dépense qui varie entre 80 f. par ha. dans les exploitations en retard à 200 francs dans les exploitations de pointe. Mais des techniques comme le pâturage rationné ou le contrôle de croissance restent ignorées par le plus grand nombre.

Des progrès certains ont accompagné les mesures favorables à l'élevage prises à partir de 1971 (48) et la hausse aussi spectaculaire que temporaire des cours de la viande bovine, passés de 4,20 f. en 1971 à plus de 5 f. le kilo en 1972. Le chargement accru des prairies s'est trouvé limité par la difficulté de se procurer des jeunes. Aussi engraisse-t-on de plus en plus des veaux croisés de charolais et de race laitière, pie rouge ou pie noire: des robes brunâtres et grisâtres se mêlent au blanc pur. Il y a eu un début de développement du maïs et de l'ensilage : on a vu retourner des prairies considérées comme les meilleures embouches. Parallèlement, pour la première fois depuis les années vingt, de nouvelles étables ont été construites. Mais ces transformations n'ont intéressé que quelques domaines tenus par des jeunes et ont été ralenties par la chute des cours consécutive à la clause de pénurie prise en avril 1973, qui a rendu possible les importations en provenance des pays tiers. Le système extensif se maintient à l'intérieur de structures plus vastes, dues à l'agrandissement des domaines moyens à la suite de l'abandon des petites exploitations, au regroupement des plus grands et à la place toujours plus importante tenue par quelques gros marchands de bestiaux. Il progresse même, comme nous l'avons vu, dans la demi-montagne. Les véritables transformations qui s'opèrent dans la plaine se font par l'adoption de systèmes nouveaux : grande culture céréalière et surtout, élevage laitier.

- une rente de situation : la proximité du marché de Saint-Christophe-en-Brionnais.

Il serait surprenant que dans le contexte de l'élevage charolais, les nouvelles structures de commercialisation de la viande par coopératives et groupements d'achat, réalisant le circuit court, aient pris une importance considérable. Cependant leur place n'est pas inférieure à ce que l'on trouve dans le reste du pays (49). Pionnier en la matière fut la S.I.C.A.R.E.V. (S.I.C.A. Régionale Elevage-Viande), dont le siège est à Montrond-les-Bains.

Elle commercialise 10% des animaux abattus dans la Loire, soit plus de 2.000 tonnes. Elle a un nombre respectable d'adhérents, 1 éleveur sur 5, dont la moitié se recrute dans l'arrondissement de Roanne. A son exemple et par crainte qu'elle devienne trop puissante, une association concurrente s'est constituée en 1972 et a réuni 200 adhérents : c'est la Coopérative de Production de Bovins Loire-Allier (C.P.B.L.A.), dont le siège est à Saint-Pierre-Laval, petite commune de l'Allier, limitrophe de Saint-Martin d'Estreaux. En Saône-et-Loire, fonctionne la Charollaise, dont le siège est au Creusot. Elle résulte de la fusion de cinq organismes de type coopératif et commercialise chaque semaine 200 animaux fournis par ses adhérents. On constate que les groupements qui ont pris pied dans la plaine de Roanne et le Brionnais n'en sont pas originaires, à l'exception de la C.P.B.L.A.. Ils assurent un rôle de témoin face au marché privé. Ils paient suivant le poids réel et non pas à l'estime et ont revalorisé les bêtes difficiles à écouler, comme les vaches maigres ou "saucisses". Mais ils n'ont pas réussi à imposer la règle de l'apport total.

La réticence naturelle des éleveurs face à l'innovation, leur individualisme et l'habileté des marchands de bestiaux ont maintenu la supériorité de la commercialisation privée. Son originalité est qu'ici 80% des animaux destinés à la boucherie se vendent sur les marchés, précisément sur celui de Charolles, le samedi, pour les veaux et le petit bétail et, surtout, celui de Saint-Christophe-en-Brionnais, le jeudi, pour toutes les catégories de bovins. Celui-ci est devenu, derrière les grands marchés sur les lieux de consommation, comme La Villette et Lyon-La Mouche, le plus important marché établi sur les lieux de production, à égalité avec Fougères et Partenay, avec près de 100.000 têtes amenées par an, depuis 1970, contre 20.000 entre 1928 et 1954 et 60.000 de 1960 à 1964. Il a détrôné les autres foires et marchés voisins, grâce à sa position au centre de la zone d'origine d'élevage du charolais et aux travaux d'équipement considérables consentis par la municipalité de ce petit village de 490 habitants : parcs à bestiaux, quais d'embarquement, parkings. Il remplit bien sa fonction, qui est de mettre en relations dans de bonnes conditions les deux parties. On y trouve et on y écoule toutes les qualités. Le marché des veaux broutards, pratiquement inexistant il y a une dizaine d'années, atteint actuellement près de 30.000 têtes. Outre les bouchers des environs qui prennent quelques bêtes, les acheteurs sont des commissionnaires qui enlèvent plusieurs dizaines, voire une ou quelques centaines de têtes, destinées aux abattoirs de Lyon, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, du Nord et du Sud-Est. On trouve aussi les "belges", c'est-à-dire les marchands du Nord, et les "italiens", à la recherche de broutards et de maigres à engraisser, surtout à l'automne. L'offre est constituée pour un quart par des lots importants venus surtout des départements

éloignés : Nièvre, Allier, Indre, Creuse et même Vendée. Pour les trois quarts, il s'agit de lots d'une à trois bêtes venus d'un rayon d'une quarantaine de kilomètres. Pour le petit producteur qui apporte lui-même sa bête ou la confie à un voisin, la proximité du grand marché est une véritable rente de situation. Il gagne de 50 à 100 francs sur le prix que lui offrirait le maquignon et il bénéficie des avantages propres à ce type de marchés, par opposition à ceux situés près des abattoirs sur les lieux de consommation : pas de nécessité de passer par un commissionnaire, pas de frais de tir le bétail. On peut ramener la bête si on estime préférable d'attendre des cours plus avantageux : il n'en coûte que 10 francs de droit de place et 15 francs de frais de transport. Ainsi ce marché traditionnel d'esprit, mais adapté parce qu'important, renforce la persistance d'une spéculation désuète.

La présence de ce marché de taille nationale explique aussi que les gros marchands de bestiaux de la région se classent parmi les plus importants de France. On en compte une demi-douzaine autour de Marcigny et de Roanne, qui traitent plusieurs centaines de bêtes par semaine. En hiver, ils sont les maîtres du marché de Saint-Christophe ; les entrées varient alors entre 1 et 2.000, par opposition à l'été et l'automne où l'on en compte plus de 4.000. Les bêtes qu'ils ne vendent pas immédiatement aux chevillards : les bêtes de consommation, sont mises en réserve en attendant des cours meilleurs, sur les prairies qu'ils possèdent ou "louent" en vente d'herbe, soit une ou plusieurs centaines d'hectares. De cette fonction d'adaptation de l'offre à la demande, on est passé à l'engraissement. Ainsi Coiffard de Marcigny fait passer 2.000 bêtes par an sur les prairies de la plaine inondable de la Loire, divisées en enclos dotés d'abris, où on les nourrit de tourteaux de lin. Il confie aussi des bêtes en pension, dans la région jusque dans la montagne (5 et dans l'Aisne où elles sont engraisées à l'auge. Ou bien, on s'est orienté vers la fourniture à l'Italie de jeunes à engraisser : veaux de huit jours rassemblés par les rabatteurs dans les pays d'élevage laitier, en particulier le Forez, broutards et maigres. C'est là l'origine du développement rapide d'un marchand de bestiaux de Vougy, aujourd'hui à la tête de deux sociétés, la S.C.A.B. et Roger Mazille, qui ont réalisé en 1972 un chiffre d'affaires de 78 millions, soit près de trois fois celui de la S.I.C.A.R.F.V., dont 60 à l'exportation. Ils ont commencé en 1967 par vendre à la Yougoslavie des charolais qui sont à l'origine, par croisement avec les races du pays, des "blonds" qui les concurrencent aujourd'hui. Comme le marché italien s'est beaucoup réduit, cette activité est relayée par celle de marchand-abatteur. Les bêtes achetées pour 40% à Saint-Christophe et dans la région, pour 30% dans les autres grandes foires de charolais et de limousins et pour le reste, pour complément de qualités, aux marchés de Gap, Rodez et Parthenay, sont

conduites à l'abattoir de Saint-Etienne. Les quartiers arrière sont échangés en Allemagne contre des quartiers avant, qui sont expédiés dans l'Italie et le Midi. Le commerce de bestiaux pour les besoins locaux n'est que secondaire, car l'éleveur choisit plutôt directement à la ferme, les reproducteurs et les bêtes à engraisser qu'il recherche.

2) une division en pays toujours sensible.

L'indifférence de l'éleveur de charolais aux techniques nouvelles et, partant, aux foyers d'où aurait pu se diffuser le progrès, maintient sensibles les nuances entre la plaine de Roanne, le sud-est de la Sologne bourbonnaise intégré au Roannais et le Brionnais. Ce ne sont certes pas tout à fait les mêmes qu'avant 1955. Aux disparités anciennes apportées par les conditions naturelles et les structures sociales agraires, s'ajoute le degré de persistance des archaïsmes et la pénétration inégale de systèmes plus intensifs. A la plaine, nous rattacherons un autre pays de monoproduction qui se sclérose : la Côte Roannaise et son vignoble en forte rétraction.

- la plaine de Roanne.

Au sud de la forêt de Lespinasse et des collines calcaires qui annoncent le Brionnais, commence la plaine de Roanne proprement dite. Son relief est peu homogène, entre les terrasses de la rive gauche, enrichies localement par les venues marno-calcaires, le plateau argileux de la rive droite, le couloir des Chambons de la Loire et le golfe de terrains secondaires de la basse vallée du Sornin. Son unité vient de l'ancienne coexistence de la petite propriété en faire-valoir direct et des domaines afferchés par les grands propriétaires résidents, ainsi que du rôle joué par les ferments industriels et urbains, à partir de Roanne et de Charlieu. Ces facteurs en ont fait la partie la plus évoluée.

Nous nous contenterons de mentionner les formes d'agriculture péri-urbaine (production de lait cru, maraîchage, présence d'un atelier de poulets de ferme ou de fromages), d'ailleurs relativement modestes, autour de Roanne et de Charlieu (51). La plaine de Roanne se singularise de l'ensemble par la place qu'y tient l'élevage laitier et la grande culture céréalière. La recherche d'un plus fort revenu à l'hectare a posé le problème de l'extension des labours à des sols qui demandent un aménagement hydraulique. Les solutions s'orientent davantage dans l'entretien et le creusement de fossés que dans les tentatives, expérimentées par les C.E.T.A., de labour chimique, grâce à un produit qui décompose la végétation, le paraquat, et de profilage des sols à l'exemple des Dombes. Ce sont les exploitants à la recherche de ces systèmes plus intensifs que l'on trouve à la tête des organisations professionnelles : groupements techniques, où on a déjà noté l'influence des héritiers des grands domaines qui ont choisi la terre, et depuis peu,

syndicalisme : un exploitant familial de Mars, président d'une C.U.M.A. pour l'ensilage du maïs, a remplacé en 1973 en emboucheur renommé de St-Nizier-sur-Charlieu comme délégué de la F.D.S.E.A. pour le canton de Charlieu.

Pour toute la P.R.A. Plaine de Roanne, l'élevage laitier intéressait en 1963, d'après les travaux de Daniel Rodinson (38) plus du tiers des exploitations pour le cinquième de la superficie. Ces proportions sont plus fortes pour la plaine de Roanne proprement dite, comme le montra la carte sur le pourcentage de vaches charolaises dans le total des vaches. L'élevage laitier est lié à la petite exploitation : pour la P.R.A., la surface moyenne d'une exploitation en système laitier est de 13 ha. contre 28 ha. en système charolais. Mais c'est dans le sud qu'on a eu davantage l'idée de rompre avec ce dernier, quand le rapport U.T.H./S.A.U. est élevé. La progression de la production laitière a été particulièrement sensible de 1965 à 1968, années où le cours du lait a augmenté en francs constants. La progression de la collecte qui a été alors de 50% dans l'aire de ramassage de la Coopérative de Roanne a été plus élevée dans les deux divisions qui englobent une partie de la plaine de Roanne : 70% pour le "Charollais" avec le canton de Charlieu, et 80% pour la "Côte Roannaise", avec les communes de plaine des cantons de Roanne et Saint-Haon-le-Châtel. L'élevage laitier s'accompagne de l'intensification fourragère par substitution de l'assolement prairie temporaire-céréales aux vieilles prairies. Nous prendrons l'exemple de deux exploitations de la rive gauche, l'une au sud autrefois occupée par le vignoble et l'autre au centre.

L'exploitation de 18 ha. de P. Gaume, président du Comité de Développement de la Plaine de Roanne, a été jusque vers 1930 un grand domaine viticole. Les vignes arrachées ont été mises en herbe. La nécessité d'intensifier a conduit à se spécialiser dans l'élevage laitier. Les prairies de rivière ont été améliorées pour la fauche. Les vieilles prairies ont été retournées au rotavator ou, dans les endroits trop humides, traitées au paraquat. Le seigle, le colza, la pomme de terre et la topine ont été abandonnés. On pratique un assolement céréales (orge surtout) pendant deux ans, prairie temporaire (deux ans de ray grass ou cinq ans de mélange dactyle luzerne). L'exploitant et sa femme ont construit eux-mêmes en grande partie la stabulation libre et la salle de traite, qui abritent une douzaine de frisonnes qui donnent 4.000 litres par an et une dizaine de génisses. A Saint-Romain-la-Motte, une jeune cultivateur qui a milité au C.D.J.A., reprend en 1961 une ferme de 17 ha. laissée à l'abandon par des exploitants âgés. La comptabilité confiée au Centre de Gestion le persuade de la nécessité de passer de la charollaise à la frisonne. Il retourne 8 ha. de vieilles prairies sur lesquelles il procède à l'assolement : 1 an de plantes sarclées (betterave et maïs fourrage), 2 ans de céréales et 5 ans de prairie temporaire. Il passe de 0,8 à 1,2 U.G.B. par ha. en prenant une centaine de poules

par an suivant un contrat passé avec la C.B.A. et peut vendre du blé qui donne 50 quintaux à l'ha. En 1967, il achète une exploitation herbagère de 25 ha., ce qui lui permet d'élever les génisses et d'engraisser les vaches de réforme et quelques châtrons. Ce dernier exemple montre que dans la plaine, contrairement à la montagne où l'élevage laitier est la seule spéculation possible, on joue tantôt sur lui, tantôt sur l'embouche, suivant les cours et le rapport S.A.U./U.T.H.

Les terrasses de rive gauche ont une tradition céréalière particulièrement affirmée sur les venues marno-calcaires. A Saint-Romain-la-Motte, la production est importante. En dehors des six exploitations laitières, les autres se sont spécialisées dans le baby beef engraisé à l'auge et on trouve quelques élevages de porcs. Autrefois on vendait les boeufs à 3 ans et on conservait quelques vaches laitières qui, avec les volailles, fournissaient l'essentiel du panier amené au marché. La grande culture végétale commence à faire la conquête des chambons. L'exploitation de M. Madinier à Vougy, héritier de fermes qu'il a reprises progressivement, compte 100 ha. qu'il cultive avec un ouvrier agricole. Les terres sont réparties à peu près à égalité entre les terrasses argileuses de la rive droite, de plus en plus laissées en prairie et la plaine alluviale de plus en plus consacrée aux céréales : 40 ha. de maïs pour l'ensilage et le grain et 10 ha. de blé et d'orge. On vend beaucoup de grain, récolté par une entreprise de travaux agricoles. Les veaux blancs sont gardés jusqu'à 2 ans et engraisés en hiver à l'auge pour être vendus à 24-25 mois. On peut engraisser de 12 à 15 bovins avec 3 ha. de maïs. On ne fait pas le baby beef qui se commercialise plus difficilement et dont la finition coïncide avec les semis de maïs.

L'essentiel reste bien sûr l'élevage charolais sur prairies, avec la hiérarchie : reproducteurs et anciens emboucheurs du bas Sornin, éleveurs moyens et locatiers de plus en plus contraints à s'embaucher comme ouvriers. Le système classique a atteint son optimum au nord de la plaine argileuse de rive droite, comme le montre l'exemple de l'exploitation du maire de Chandon, sise au hameau de la Croix-Leigne, visitée en 1970. Elle compte 36 ha. dont 26 ha. de prairies permanentes sur les terres les plus humides et 10 ha. de labours, dont la moitié en prairie temporaire, le reste en céréales et plantes sarclées. Le troupeau compte 2 vaches laitières, 15 vaches blanches, 15 génisses et châtrons vendus suivant les disponibilités en fourrage à 18-20 mois ou à 3 ans. En 20 ans, le cheptel a augmenté de 50% grâce aux engrais et à la prairie temporaire.

- la Sologne Bourbonnaise (52)

Elle se singularise par ses pentes plus accusées, ses sols maigres et humides sur les sables argileux, l'isolement des métairies au milieu des

prés, des étangs et des bois. Les conditions de vie ont longtemps été aggravées par la dureté des contrats de métayage consentis pour le grand propriétaire absentéiste, par le régisseur ou surtout par le fermier-général (53). Certes, depuis la fin de la guerre 1914-1918, la diminution de la pression démographique avait atténué la concurrence entre preneurs, mais les baux continuaient à comporter de nombreuses clauses qui limitaient la liberté d'exploitation, par exemple en matière d'épandage d'engrais. Rares aussi étaient les intermédiaires préoccupés d'améliorer le cheptel, comme l'a fait le dernier fermier-général de Saint-Martin d'Estreaux, aujourd'hui âgé de plus de 70 ans, qui a introduit des bêtes de souche. Après la loi de 1946, qui donne la liberté de choix, presque tous les métayers ont opté pour le fermage. Les structures d'exploitation ne sont pas mauvaises : celles qui font vivre un ménage ont actuellement entre 30 et 45 ha. ou plus et les terres sont bien groupées autour des bâtiments. La tradition des luttes sociales, plus que les conditions de vie actuelles, explique que le pays reste un "pays de mission" et un bastion rouge. Déjà, pour les élections locales, les candidats de gauche ne sont plus élus. Depuis 1970, le conseiller général de La Pacaudière est un modéré, représentant des propriétaires fonciers à la Chambre d'Agriculture... qui fait valoir les solidarités paysannes. La Sologne Bourbonnaise est, contrairement à la plaine de Roanne, un pays rural sans industrie jusqu'au développement récent des formes spontanées. Elle est victime d'une forte dépopulation qui en fait une zone d'abandon. Les agriculteurs sont restés très individualistes, sauf autour de Saint-Martin, où quelques pionniers ont lancé les coopératives d'ensilage de Saint-Pierre-Laval et d'Arfeuilles, ainsi que la coopérative de Producteurs de Bovins Loire-Allier, concurrente de la S.I.C.A.R.E.V.

L'association, encore embryonnaire, pallie mal le manque de bras et l'isolement. L'évolution récente se marque par la concentration des exploitations et l'intensification charolaise. Le système agricole ancien reposait sur l'élevage charolais, pour la vente de châtorns entre 2 et 3 ans, les volailles surtout en Saône-et-Loire et les porcs surtout autour de Saint-Martin, nourris avec les produits des champs, qui couvraient le quart des terres. L'élevage dans chaque exploitation de poules, mais aussi de dindes et d'oies pour Noël explique l'importance passée des marchés de Marcigny le lundi, Lapalisse, Jaligny et Varennes-sur-Allier, achalandés par les paysans et par les coquetiers, qui avaient des rabatteurs, généralement des épiciers, qui pratiquaient l'échange. L'élevage fermier a pratiquement disparu : on ne commercialise plus d'oeufs à Marcigny, alors qu'il s'en vendait encore 20.000 par semaine en 1965. Il en est de même pour l'élevage porcin. Chaque exploitation avait 3 ou 4 truies, qui fournissaient 50 à 60 porcelets, que les marchands de bestiaux vendaient aux fructières de Savoie où engraisaient

chez eux au riz, aux pommes de terre et aux topines. Ces élevages n'existent plus que sous forme de poulaillers et porcheries industriels, plus nombreux ici que dans le reste de la région. Ils se sont surtout prolongés dans le négoce et l'industrie modernes. On sait qu'Orgex, grosse unité d'aliments du bétail, abattoir de volailles et à la tête de groupements de producteurs, a été créé par un marchand de porcs de Saint-Martin. A Lapalisse, plusieurs coquetiers se sont associés pour construire un abattoir de volailles, qui commercialise sous la marque S.A.P.C.A. A Pouilly-sous-Charlieu enfin, le petit-fils d'un coquetier établi en 1880 a créé en 1960 un centre de conditionnement, qui a traité en 1973, 1,8 à 2 millions d'oeufs par semaine et réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions. C'est la 8ème ou 9ème affaire française et elle emploie 32 personnes, mais elle n'a pratiquement plus d'attaches régionales, aussi bien pour les fournisseurs que pour les débouchés.

Le bétail blanc tend à être aujourd'hui l'unique spéculation. On suivra l'évolution d'un domaine, par l'exemple suivant qui a ceci de particulier de faire une place de plus en plus grande aux cultures, alors que l'emporte ailleurs l'élevage sur prairie avec réduction des labours. Cela s'explique par la personnalité de l'agriculteur, qui a fréquenté l'hiver les cours du Foyer de Progrès de Roanne. En 1960, ses parents lui cèdent leur ferme de 23 ha., sise au Petit-Briau, hameau de Saint-Martin. Le cheptel est alors composé de 20 bêtes charollaises non inscrites, dont 6 à 8 vaches, et de 3 à 4 truies avec leurs porcelets, parfois engraisés. Six hectares de terre sont en culture, dont 1 1/2 ha. en cultures sarclées (topine, pomme de terre et betterave) et 4 1/2 en céréales (blé, orge et toujours du seigle pour la paille). Les prés sont bien entretenus, chaulés et reçoivent des scories tous les quatre ans. Aujourd'hui, l'exploitation a 48 ha., grâce à la prise en location de locateries de 4 à 10 ha. devenues libres et on pense acheter à un million l'ha. grâce à la SAFER, 16 1/2 ha. tirés d'une grande propriété convoitée par un marchand de bestiaux, ce qui permettra au fils aîné de rester. Les labours sont poussés partout où les mouilles et les fortes pentes n'empêchent pas le passage du tracteur. On fait 2 à 3 ha. de blé, 1/2 ha. de pomme de terre et de betterave, 2 ha. de maïs fourrage introduit en 1972 et la prairie temporaire avec ensilage pratiquée depuis 1966. La mévente de la viande a fait qu'en 1974, on a semé 3 ha. de maïs pour le grain. Le cheptel est passé à plus d'une soixantaine de blancs, dont 20 vaches inscrites. On vend des baby beef et des veaux reproducteurs.

- le Brionnais

Le Brionnais a conservé son originalité, de par son relief compartimenté et la volonté de ses habitants, méfiants envers l'étranger, conscients de la réputation de leur terroir, même si cette réputation confine aujourd'hui à la légende et revient cher : les fermages sont trois fois supérieurs à ceux

du Charolais granitique. La richesse de jadis est attestée par les gentilhommières carrées à fronton et au toit pointu à quatre pans, par le porche voûté en pierres qui donne accès à la cour où se dispersent les bâtiments, par les meubles cossus de la salle commune. C'est ici que l'embouche sur prairies s'est le mieux conservée dans ses formes traditionnelles. Cela ne va pas sans archaïsmes, du lourd silex qui retient la barrière aux pratiques magiques encore en usage pour soigner les animaux. Les fortes densités de bétail que l'on peut observer çà et là sont dues à la richesse exceptionnelle de certains sols, sans qu'il faille négliger cependant les progrès constatés depuis quelques années. Mais le bilan financier est souvent désastreux, surtout dans les petites exploitations qui restent nombreuses.

Voici une ferme de bonne taille à Sarry : 60 ha. en deux groupes de grandes parcelles, tenus par deux U.T.H. (le fils et les parents). Elle ne compte que 3 ha. de culture (blé, pomme de terre, betterave) et 47 ares de vigne. Le cheptel blanc se compose de 2 taureaux, 35 vaches reproductrices, 60 jeunes. Il y a aussi 3 normandes et le porc pour la consommation familiale. 60 à 70 bêtes sont gardées en hiver, nourries au foin et à la paille. Quelques veaux sont vendus à 10 mois, les autres sont poussés jusqu'à 30. Le développement de l'industrie a rendu la main d'oeuvre quasi introuvable. Il a fallu recourir à l'emprunt pour moderniser l'étable (rail à fumier, épandeur), et se mécaniser; et par nécessité, on fait les gros travaux en équipe.

La ferme du Breuil est la seule à subsister dans ce hameau d'Oyé, qui avait 53 habitants au début du siècle et n'en compte plus que 3 aujourd'hui : l'exploitant célibataire qui a été ouvrier agricole jusqu'en 1953, sa vieille mère et sa tante. L'ampleur de la dépopulation fait penser aux villages de paysans-tisseurs de la montagne manufacturière. L'exploitation a 15 ha., morcelés en parcelles de 35 à 70 ares. 4 ha. sont des biens de la famille; 5 ont été achetés en viager et six sont loués à divers propriétaires. A part les 15 ares de vigne et les 20 ares de jardin, tout est en herbe : 5 ha. de prés de fauche et 10 ha. de prairies, fumés, irrigués par rigoles à la fin de l'hiver et drainés en automne. Le cheptel se compose d'une vache normande et d'une truie, d'un taureau, de 13 vaches reproductrices et de 10 jeunes. On garde chaque année une génisse de remplacement et un châtren et on vend les broutards en octobre, pour payer les loyers à la Saint-Martin. Le manque de main d'oeuvre a fait abandonner les cultures, a contraint d'acheter tracteur, faucheuse et presse et de recourir à l'entraide. Les recettes atteignent 20.000 francs, mais le revenu net ne dépasse pas 10.000 francs, une fois payés les fermages, les achats d'engrais, de paille et de foin pour l'hiver, les prêts du Crédit Agricole.

L'évolution est, on le voit, rapide chez les exploitants pas trop âgés. Le vieillissement des exploitants et la dépopulation laissent présager des changements brutaux. Déjà, quelques jeunes ont acquis, en s'endettant, des domaines d'une centaine d'hectares, sur lesquels ils retournent les prairies et sèment du maïs destiné à l'ensilage. Ce qui est objet de raillerie aujourd'hui peut bien être la réalité demain.

- la Côte Roannaise : le déclin d'un vignoble (54)

Qu'est devenu le vignoble privilégié, le plus grand de l'intérieur du Massif Central, à une époque d'engouement pour les vins de pays de qualité ? Pour une appellation en V.D.Q.S. obtenue en 1953 pour 986 ha., soit un potentiel minimum de 20.000 hl, si l'on estime à 500 ha. la surface des vignes en production et 40 hl. le rendement moyen, la quantité de vins labellisés n'a jamais dépassé 5.000 hl. et est tombée à moins de 1.500 hl. dès 1969. La Coopérative ouverte à Renaison en 1957 pour une capacité de 15.000 hl., grâce à des conditions généreuses offertes par la Chambre d'Agriculture, n'a jamais traité plus de 9.000 hl. et a vu le nombre de ses adhérents tomber de 425 en 1957 à 70 en 1970. Elle a fermé ses portes en 1972 et abrite aujourd'hui les réserves d'une coopérative du Languedoc. La surface en vigne est passée de 4.000 ha. en 1914 à 2.000 en 1945, à 1.786 d'après le cadastre viticole levé de 56 à 58 et à 614 d'après le R.G.A. de 1970. Actuellement, 100 ha. disparaissent chaque année. On le comprend aisément, lorsque l'on sait que les petits propriétaires qui dominent depuis la suppression des grands domaines dans les années 1910, sont pour la plupart des paysans-ouvriers ou des exploitants âgés. Les déclarations de récolte de 1956 à 1958 font état de 50 vigneron entre 3 et 6 ha. et de 540 entre 1 et 3 ha. de vigne. En 1964, sur les 42% d'exploitants qui ont moins de 5 ha. de S.A.U., 38% ont une activité extérieure et 35% ont plus de 65 ans. La Côte Roannaise, en dépit de la présence de communes de plaine où la vigne s'est étendue lors des années de prospérité, est la petite région agricole de la Loire, dont le pourcentage d'exploitants âgés et d'exploitants ayant une activité extérieure est le plus élevé.

L'évolution a été bien différente dans le vignoble des Côtes du Forez, moins étendu avec 1100 à 1200 ha. en 1958 et moins connu. Ici, une poignée de vignerons a pu résoudre collectivement les problèmes de commercialisation, grâce au succès de la cave coopérative de Trélins. Créée en 1962 pour une capacité de 10.000 hl., elle a traité 5.300 hl. en 1968 et a fait accepter des disciplines de livraison aux 170 coopérateurs, dont 110 totaux. Elle a entraîné une revalorisation du prix de vente, qui a profité à tous, adhérents ou non. Le vin qui valait 37 centimes le litre en 1961, a été acheté en 1968, 0,90 f. pour le vin de consommation courante et de 1,20 f. pour

le V.D.Q.S.. Ce dernier est expédié par citernes à des négociants de toute la France ou vendu directement en bouteilles. Les jeunes exploitants replan- tent, mais l'avenir du vignoble dépendra de la reprise des parcelles actuel- lement tenues par les petits vigneronns âgés ou paysans-ouvriers.

Comment peut-on expliquer que la société de petits propriétaires de la Côte Roannaise n'ait pas pu donner naissance comme celle de la côte du Forez, à une équipe dynamique suffisamment nombreuse et écoutée pour pro- mouvoir le vignoble ? On peut penser à deux réponses qui se complètent : l'in- fluence dissolvante de la proximité de Roanne qui offre de fausses facilités et a détourné de la spécialisation viticole, ainsi que l'incapacité à s'or- ganiser collectivement. Pendant une période qui coïncide avec celle de l'ac- tion des cours post-scolaires, le niveau technique tombé très bas à la fin de la seconde guerre mondiale s'est relevé, sur le plan des connaissances au moins. Car le manque de moyens a empêché, dans la plupart des cas, de moder- niser le matériel de viticulture et de vinification et d'adopter les plan- tations de vignes hautes à grand écartement qui permettent d'augmenter la productivité, grâce à l'utilisation du tracteur normal, sans diminution de rendement. En effet, la petite exploitation traditionnellement en polycul- ture, peut difficilement faire vivre un ménage. Le Centre de Gestion estime en 1965 le produit brut à 24.000 francs, avec pour principaux postes le vin (3 ha. à 40 hl. vendus 1,20 f. le litre, soit 14.400 f.) et le lait (6 va- ches à 2700 litres vendus 0,47 f., soit 8.500 f.) et le revenu agricole à 13.750 f. pour une exploitation de 12-13 ha., avec 3 ha. de vigne, 2 ha. de culture et 7 ou 8 ha. de prés. Or 60% des exploitations ont moins de 10 ha. Les jeunes exploitants sur de petites surfaces, au lieu de se spécialiser dans la vigne, vont travailler en usine à Roanne, qui n'est distante que de 10 km. du centre de la Côte. Les agriculteurs âgés, sans successeur, conti- nuent ce qu'ils ont toujours fait. Les façons sont insuffisantes, les négo- ciants abandonnent la région, les parcelles à l'abandon se multiplient. Le climat est au pessimisme. Les départs prennent l'allure d'un véritable exode et pourtant toute restructuration foncière est pratiquement impossible. La liquidité de la terre est freinée par le reboisement, la friche sociale (55). On conserve ses lopins par attachement et surtout, dans l'espoir de la manne, si on parvient à les vendre comme terrain à bâtir. Les premières résidences secondaires sont apparues en 1955 et depuis 1960 c'est une véritable éclosion de résidences principales. La Côte est prisée par les Roannais pour son point de vue et son ensoleillement et les villages du centre font maintenant partie de la grande banlieue.

En face des tentations de la ville, il aurait fallu un puissant cou- rant communautaire pour sauver à temps la situation. Mais l'individualisme

était fortement ancré. Les achats en commun de matériel et le recours aux C.U.M.A. sont plus rares encore que dans la plaine. La confiance exagérée en la valeur de son vin, de son terroir, avait fait écarter en 1935 la demande d'appellation et, en 1936, un projet de coopérative à Saint-André d'Apchon. L'idée est relancée par le président de la Chambre d'Agriculture, dont le domaine d'embouche est proche du coteau. On ne peut refuser des conditions aussi favorables, puisque le remboursement est prévu en trente ans, mais la cave de Renaison n'a pas été le fruit d'une volonté commune. L'esprit de clocher fait que la localisation^a portée à discussion et les erreurs techniques de construction montrent que les intéressés n'ont pas été consultés. La cave a été construite en plaine, alors qu'ils auraient recommandé un site à flanc de coteau comme en Beaujolais, où elle est enterrée et où le raisin descend par gravité. Beaucoup vont livrer la partie la plus médiocre de la vendange, en particulier les hybrides, d'autant plus qu'au début la qualité n'intervient pas dans le règlement ! Faute de volume suffisant, on rogne bientôt sur les dépenses de fonctionnement. Le sursaut de 1970, quand le Conseil d'Administration impose la règle de l'apport total, arrive trop tard : la collecte est tombée à 2.000 hl.

Les autres groupements, comme l'Association Viticole Roannaise, n'ont pas eu une action suffisamment énergique, car pendant longtemps ils ont été tenus en mains par des notables. Pourtant, on trouve dans chaque village quelques bons vigneron, passionnés par leur métier et qui continuent à améliorer leurs méthodes et leur production. Leur revenu est satisfaisant, car ils font la vente directe en bouteilles, soit au caveau de dégustation qu'ils ont aménagé de leur mieux, soit sur commandes. Grâce à eux, le vignoble de la Côte ne sera pas rayé de la carte. La même absence collective de réactions s'observe dans le retard apporté à établir des règlements communaux de boisement, en dépit des dangers que les plantations de conifères font courir au terroir viticole (56) et les hésitations à promulguer des plans d'occupation des sols. Ils sont seulement à l'étude depuis 1973 dans le cadre du Plan d'Aménagement Rural, alors que la dispersion anarchique des villas empêche toute restructuration foncière et s'effectue à l'emplacement des meilleurs crus.

Nous avons souligné la dialectique subtile qui s'établit entre la taille des exploitations et le progrès agricole. Nous en découvrons une autre entre proximité et éloignement de la ville : pour être bénéfique, l'influence de la ville ne doit être ni trop lointaine ni étouffante. Car dans les conditions sous lesquelles s'est effectuée la confrontation de la société traditionnelle à l'économie moderne, le dernier mot reste à l'homme et la facilité se révèle aussi négative que la misère. Elle émousse la capacité de réaction, la volonté d'adaptation et le sens du collectif. C'est le drame des anciens "bons pays", le vignoble et la plaine. Nous retrouvons là les enseignements de la décadence des dynasties de cotonniers.

CONCLUSION DES CHAPITRES II, III, IV: L'INITIATIVE LOCALE A LA BASE DE LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE.

La reconstruction de l'économie est donc surtout une reconversion industrielle. Nous n'avons pas parlé du tertiaire, car sa croissance joue un simple rôle d'accompagnement, tant sur le plan des services élémentaires avec l'apparition des grandes surfaces que sur celui des services aux entreprises (57). En fait, ce secteur reste peu développé, très dépendant de l'extérieur. En dépit de l'attrait de sites comme les gorges de la Loire, d'ensembles de monuments comme à Charlieu ou de restaurants réputés comme les frères Troisgros à Roanne, l'équipement hôtelier répond simplement aux besoins de la fonction d'étape (58).

Le renouveau indéniable de l'économie depuis la crise de 1965 est essentiellement le fruit des initiatives d'une troisième génération de chefs d'entreprise du terroir, mais l'industrie reste marquée par la prédominance des activités à faibles exigences en technologie et en capitaux. L'élite d'agriculteurs modernes qui s'est dégagée du paysannat n'est pas assez nombreuse pour que la montagne puisse apparaître comme une zone progressive, alors que la plaine s'enlise dans l'embouche traditionnelle. Cependant le chiffre d'affaires du secteur privé a augmenté d'un tiers en francs constants entre 1966 et 1972. Mais une grande part des résultats de la croissance échappe à la région, à cause du contrôle grandissant des capitaux extérieurs sur l'industrie et surtout sur les circuits financiers et commerciaux, qui étaient restés largement autonomes. Certes le niveau de vie s'est élevé, le cadre de vie s'est amélioré, mais les différences de structure qui existaient avant la crise de 1965 par rapport aux régions métropolitaines se sont accrues.

NOTES CHAPITRE III : B' et C

MODALITES ET INEGALITES SPATIALES DU DEVELOPPEMENT

- (1) Sur l'impréparation de la paysannerie à la mutation et sur les facteurs qui conditionnent la diffusion de l'innovation, voir :
Jean-Pierre HOUSSEL (15), Les comportements dans le passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne en pays développé, p.169-170 et 172-175.
- (2) C'est l'un d'eux qui rédige la présentation de cet enseignement, dans la série d'articles consacrés par la revue Paysans, à la formation professionnelle agricole. Voir Jean MOUILLERE, Le jeune rural dans les cours post-scolaires agricoles publics, in PAYSANS, n° 12, juin-juillet 1958.
- (3) Jean-Pierre HOUSSEL, Géographie d'une élection professionnelle : les élections à la Chambre d'Agriculture de la Loire dans l'arrondissement de Montbrison du 7/2/1967, in R.G.L., vol XIV, 1969, n° 1, p. 75-83, princ. p.79.
- (4) Jean BOICHARD (3), Systèmes agricoles et structures d'exploitation en France, p.121.
- (5) Il s'agit des représentants de l'Inspection Régionale d'Agronomie. La réforme Pisani a en effet séparé ce qui concerne les "hommes" (enseignement et vulgarisation) de ce qui concerne les "techniques". Ce domaine est confié aux Directions Départementales de l'Agriculture (D.D.A.), qui rassemblent ce qui était autrefois séparé entre les Directions des Services Agricoles (D.S.A.), le Génie Rural et les Eaux et Forêts.
- (6) Le Conseil de Direction du S.U.A.D. est formé de six membres de la Chambre d'Agriculture, de deux représentants de la F.D.S.E.A., d'un du C.D.J.A. et de trois pour le Crédit, la Coopération et la Mutualité. Son budget dans la Loire est alimenté pour 45% par la Chambre d'Agriculture, pour 5% par auto-financement, pour 10% par le Conseil Général et pour 40% par des taxes sur le blé, la betterave à sucre, les oléagineux et les alcools, qui transitent par le Fonds National de Développement Agricole et par l'Association Nationale pour le Développement de l'Agriculture (A.N.D.A.). Le S.U.A.D. rémunère les conseillers agricoles au service des comités de petite région et subventionne les services (élevage., gestion ...) et les groupements.
- (7) En dehors bien sûr des cas d'obligation, comme les jeunes agriculteurs qui veulent bénéficier des prêts d'installation.
- (8) M. JOLLIVET, Les agriculteurs des Combrailles et la modernisation, in ECONOMIE RURALE, oct-déc. 1966, p.23.
- (9) Le plus marquant fut l'abbé Duperrey, qui devint en 1938 directeur du petit séminaire de Montbrison, puis évêque de Montpellier. Il écrivit en 1937 "La Question Sociale". Il fut sur Charlieu l'animateur des cercles Ozanam et soutint l'action de l'abbé Colin, curé de Boyer, qui jusqu'à sa mort en 1958 fut un remarquable animateur de la J.A.C.
- (10) Michel BARNAUD (135), Le Charollais, p.41-42
- (11) Jean-Pierre HOUSSEL (153), Ville moyenne et Développement de l'agriculture, l'exemple de Roanne, in R.G.L., 1970, n° 4, p.394.
- (12) Les archives des C.E.T.A. de la Loire se trouvent au Lycée Agricole de Chervé-Roanne.
- (13) Pierre Chazal et René DUMONT, La nécessaire révolution fourragère, l'exemple des monts du Lyonnais, Journal de la France Agricole, 1964.
- (14) Evelyne BROWNE et Janine FORY (Mme), La programmation linéaire au service de l'agriculture dans les monts du Lyonnais, Pré-mémoire de Géographie Rurale, I.E.R. Lyon, 1972, 68 p. + annexes.

- [15] Jean-Pierre HOUSSEL (453), Ville moyenne et développement de l'agriculture, l'exemple de Roanne, p.398-9 et 405-6.
- [16] Jean-Michel BREUIL, Aspects nouveaux de la vie rurale sur le versant oriental des Monts du Forez : le rôle des hommes et l'évolution des mentalités, Mémoire de maîtrise, I.E.R. Lyon, 1972, 126 p.
- [17] Charles MIGNON⁽¹²⁴⁾, L'agriculture à temps partiel dans le département du Puy-de-Dôme, REVUE D'Auvergne, tome 85, n° 1, p.1-42.
- [18] André FEL et Jean MIEGE, Transformation et urbanisation des campagnes en Allemagne Fédérale, Annales de Géographie, sep-oct.72.
- [19] Lucien RIVOIRE⁽¹²⁵⁾, La propriété rurale dans les monts de Tarare, Mémoire de Maîtrise, I.E.R., juin 1966, La propriété des résidences secondaires, p.78-106, 109 p.
- [20] MINISTERE DE L'AGRICULTURE, SERVICE DES FORÊTS, Inventaire Forestier National Département de la Loire, 40 p. dact. et 1 carte, sans date (1973 ?)
 - Saône-et-Loire, 45 p. dact. et 1 carte, sans date (1973 ?)
 - du Rhône, Inventaire simplifié, 11 p., 1966
 CENTRE REGIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE, RHONE-ALPES, Orientations régionales de production, Loire, dact., 69 p., mai 1971
 Rhône, dact., 20 p., juillet 1970
 J. SORNAY, Les forêts départementales du Rhône, ETUDES RHODANIENNES, 1934, p.115-161.
- [21] O.N.F., CENTRE DE GESTION DE SAINT-ETIENNE, notice sur la forêt départementale de Lespinasse, 3 p. dact., juin 1969.
- [22] J. PAQUET⁽¹²²⁾, La forêt dans la montagne beaujolaise, D.E.S., mémoire principal, I.E.R., fe.1949, princ. historique tome 2, p.1-51.
- [23] COMITE DE DEVELOPPEMENT DES MONTS DU BEAUJOLAIS, Les Monts du Beaujolais, recueil de cartes, sans date (1969 ?), princ. cartes p.9, 11 et 43.
- [24] Une commission dans chaque commune établit le statut forestier qui délimite les zones où il est interdit de boiser. Ainsi à Saint-Nizier d'Azergues, le statut établi dès 1962 classe en trois catégories les zones où le reboisement est autorisé. Dans la première (parcelles au bord d'une route ou à moins de 500 m. d'un bon chemin), le boisement est autorisé en douglas seulement. Dans la seconde (parcelles situées entre 500 et 1800 m. d'un chemin carrossable), douglas et autres résineux peuvent être plantés sur les bons sols. Au delà de 1800 m., le choix est libre parmi les résineux d'altitude et la plantation doit s'effectuer de préférence sur les sols pauvres. Un intervalle de 8 m. si la plantation est au sud d'une parcelle cultivée, de 4 m. si elle est au nord, doit être observé. Les boisements qui ne respectent pas le règlement seront détruits dans les six mois. Voir à ce sujet Françoise CROUZET, Saint-Nizier d'Azergues, D.E.S., mémoire annexe, I.E.R., 52 p., p.25.
- [25] OFFICE NATIONAL DES FORETS, CENTRE DE GESTION DE SAINT-ETIENNE, documents photocopiés pour la tournée des élèves techniciens supérieurs de l'Ecole des Barres, 15 juin 1970.
- [26] Françoise CROUZET⁽¹⁰⁸⁾, Saint-Nizier d'Azergues, p.34-37.
- [27] G. ALLAIRE, Problèmes agricoles et luttes paysannes dans la Loire, GEODOC 1, Institut de Géographie de Toulouse, 1974.
- [28] Claudius PIOT, éditoriaux du 20.-4-74 et du 11-5-74, in PAYSANS DE LA LOIRE.
- [29] PAYSANS DE LA LOIRE, 8/3/1975, p.2-3.
- [30] COMITE DE DEVELOPPEMENT DES MONTS DU BEAUJOLAIS (47.), tome 2, p.15-17 C.
- [31] Le groupement de développement du Forez, a son siège au château de Gouttelas, sur le terroir de Marcoux. Ce château de la Renaissance, restauré par une équipe de lyonnais et de ruraux, est devenu un centre d'animation régionale.

- (32) G. DREVON, L'action fourragère à Saint-Martin-la-Sauveté, pré-mémoire de géographie rurale, 30 p. dact., I.E.R. 1974.
- (33) Le Comité de Développement réunit toutes les organisations agricoles de la petite région (Chambre d'Agriculture, S.U.A.D., syndicats, crédit, coopération, mutualité) Celui des Monts du Beaujolais repose sur une Assemblée Générale de 35 membres, qui élit un président, assisté d'un bureau et de deux commissions spécialisées (montagne, élevage). Il s'appuie sur quatre techniciens mis à sa disposition par le S.U.A.D. : un directeur et trois spécialistes... (production animale, production végétale, économie et gestion) et sur les organismes départementaux du Ministère de l'Agriculture.
- (34) COMITE DE DEVELOPPEMENT DES MONTS DU BEAUJOLAIS (47), tome 2.
- (35) Roger DAILLE (8), Enquêtes et pastorale, p. 106-107.
- (36) Ce hameau familial s'est fortement développé à la fin du XIX^e siècle. Un agriculteur du village fit alors construire deux fermes pour ses enfants et une petite maison pour sa retraite. C'est ainsi que quatre des sept maisons habitées, à la veille de la guerre avaient appartenu à la même famille.
- (37) Voir les publications du Herd-Book charolais, 8, rue de Lourdes, Nevers, en particulier la revue "CHAROLAIS" et les articles déjà cités de J. BOICHARD() et de M. SIVIGNON (135).
- (38) Daniel RODINSON (56), Les exploitations agricoles de la Plaine roannaise, C.G.E.A.L., avril 1967, p.8.
- (39) Daniel RODINSON (58), p.9-14.
- (40) La définition des types de production de charolais est la suivante :
- | | | | |
|-----------------|-----------------------------|------------------------------|---------------|
| veau | : 2 1/2-4 mois d'âge moyen, | 100 à 200 kilos de poids vif | |
| broutard | : 6 -9 | " | , 280 à 300 " |
| baby beef | : 14 - 15 | " | , 450 à 500 " |
| maigre | : 18 | " | , 400 " |
| châtrou et | 24 - 36 | " | , 550 " |
| génisse maigre: | | | |
| gras | : 30-36 mois et plus. | | |
- (41) Comme le Herd-Book était fermé depuis 1920, le livre B a été ouvert en 1959 pour permettre son élargissement aux vaches présentant les caractères de la race et à leurs produits féminins nés d'un taureau inscrit. Dans la pratique, il sert de marchepied au livre A.
- (42) Il faut tenir compte des difficultés suscitées par les pays importateurs, par le biais en particulier d'un contrôle vétérinaire très sévère.
- (43) Chambre des Experts agricoles de l'Allier et des départements limitrophes.
- (44) Michel SIVIGNON (135), p.359
- (45) Conférence organisée par le C.N.J.A. à Montrond-les-Bains en 1966.
- (46) D.D.A. DE LA LOIRE, SERVICE STATISTIQUES, Structure du cheptel bovin du département de la Loire.
- (47) Il s'agit d'une technique utilisée dans les Dombes depuis 1870 et mise au point en 1950. Elle consiste en l'aménagement de planches de culture larges de 60 mètres, bombées de 30 cm. et séparées par un fossé en V, qui arrive au-dessous de la semelle de labour imperméable. Les labours se font perpendiculairement à l'axe du fossé. Le profilage est peu coûteux pour le cultivateur, qui peut le faire lui-même, avec une pelle montée sur son tracteur.
- (48) Il s'agit de taux préférentiels auprès du Crédit Agricole de 8% pour le crédit d'embranchement et de 4,5% pour les bâtiments d'élevage, ainsi que de la prime de 150 f. par tête et de 60 f. par veau élevé, au titre de la relance bovine, à condition que l'agriculteur adhère à un groupement de producteurs.

- (49) Sur la commercialisation des productions bovines dans la Loire et en Saône-et-Loire, voir :
 Jean BARTHOLIN et Annie DUFOUR, La production de viande bovine, approche socio-économique dans le département de la Loire, Mémoire de fin d'études de l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (I.S.A.R.A.), sept.73, 93 p. dact.
 + 25 p. annexes, 3ème partie
 Marie-Thérèse CHASSERY, La commercialisation des productions bovines en Saône-et-Loire, Mémoire de maîtrise de géographie, I.E.R., 1970, 70 p.
 Le déroulement du marché de Saint-Christophe et ses aspects folkloriques, qui ont souvent été décrits, ne seront pas exposés ici.
- (50) Le prix de la pension par bovin est de 2,50 à 4 f. l'été et de 2,50 à 3,50 l'hiver, nourri au foin.
- (51) Jean-Pierre HOUSSEL (153), Ville moyenne et agriculture : l'exemple de Roanne, p. 397-407.
- (52) Sur les confins nord de la partie de Sologne bourbonnaise intégrée au Roannais : J.P. DIRY, La vie rurale dans le sud de la Sologne bourbonnaise, REVUE D'Auvergne, 1971, n° 1, p.77-108.
- (53) Le régisseur est un exploitant agricole qui s'occupe de quelques domaines et touche un pourcentage sur le revenu. Le fermier général, dont c'est l'occupation essentielle, paie une location au propriétaire pour un grand nombre de domaines.
- (54) Bernard BUSSELIER (128), Le vignoble de la Côte Roannaise, Mémoire de maîtrise, Université de Clermont-Ferrand, sept. 1971, 2ème partie, forces et faiblesses du vignoble, p.29-72.
- (55) Les vignes à l'abandon deviennent de véritables "sanctuaires à parasites", qui contaminent les vignes entretenues, sans qu'il y ait possibilité d'intervention.
- (56) La réglementation des boisements date de 1964 à Saint-Alban, Saint-Haon-le-Vieux et Ambierle et de 1969 à Renaison, Saint-André d'Apchon et Villemontais.
- (57) Jean-Marie NARBOUX (119), Le tertiaire industriel à Roanne, 1971, chap.II, Les services aux entreprises dans l'agglomération de Roanne, p.62-82.
- (58) CONNAISSANCE DE LA LOIRE (145), 15 fe.1975, n° 36, Document : tourisme, p.9-124.

Chapitre III - LES FREINS AU DEVELOPPEMENT

Le tableau socio-économique que nous avons tracé à la veille de la crise de 1965 (1) doit certes être corrigé, en tenant compte de la croissance intervenue depuis. Mais les grandes lignes restent vraies si l'on considère le décalage qui persiste avec les zones métropolitaines. L'enclavement, la régression de l'autonomie, la stagnation de la population, l'accentuation des disparités internes ne se sont pas atténués bien au contraire. Et dans la mesure où les aires déprimées ne sont pas condamnées par ce qui est parfois appelé le colonialisme intérieur, on peut se demander si la région pourrait se sauver elle-même. En effet la difficulté à concevoir et à prendre en mains le développement sur le plan collectif, où les hiérarchies et les mentalités de la société agro-manufacturière restent vivaces, contraste avec l'évolution positive des comportements constatés dans le renouveau de l'économie, où ils touchent l'individu et au mieux un groupe restreint.

A - SIGNES ET MECANISMES DU DECALAGE AVEC LES AIRES METROPOLITAINES

Les signes des déséquilibres structurels sont en même temps les mécanismes du décalage croissant. Les plus évidents sont l'enclavement; la dépendance grandissante envers les centres de décision extérieurs et envers l'Etat, qui remet en cause l'influence de Roanne sur sa région; la diminution de la population en quantité et en qualité due à l'infériorité du niveau et du cadre de vie; enfin, la sensibilité à la conjoncture qui devrait être atténuée par la prépondérance d'activités peu sophistiquées.

1 - L'ENCLAVEMENT

La croissance de Roanne a été étroitement liée à l'équipement de son carrefour, situé sur un axe de circulation essentiel entre Paris et Lyon par le Bourbonnais. Depuis les grands travaux entrepris au lendemain de la seconde guerre mondiale, cette voie est délaissée au profit de la voie de Bourgogne. Celle-ci a bénéficié de l'autoroute A 6 et, pour le rail, de l'électrification, en attendant la construction de la nouvelle voie ferrée de 440 km. qui, grâce au turbotrain à grande vitesse, mettra Lyon à deux heures de Paris. La comparaison des trafics est éloquent. Pour le rail, l'écart est de 1 à 7 ou 8. Le débit journalier en voyageurs a été en 1963 de 20.000 pour le secteur le moins fréquenté de la ligne Lyon-Dijon, contre 2.600 entre Roanne et Saint-Germain-des-Fossés. Pour les marchandises, le trafic a été de 22 et 24.000 tonnes dans chaque sens, pour le secteur le moins fréquenté entre Lyon et Dijon, au lieu de 4.000 tonnes de Roanne à Saint-Germain-des-Fossés et de 2.500 tonnes dans le sens inverse (2). Pour la route, la circulation moyenne quotidienne a été en 1972 de 7.500 véhicules sur la R.N.7 entre Roanne et Lapalisse, au lieu de 11.000 sur la R.N.6 et de 7.000 sur l'autoroute entre Mâcon et Lyon (3). Roanne n'est plus située que sur des axes secondaires et les projets dont le financement est prévu ne laissent pas envisager de modifications fondamentales.

L'impératif actuel est que Roanne soit branchée sur le grand axe séquano-rhodanien, d'autant plus que les relations avec Paris et Lyon conditionnent son activité, alors que les liaisons avec Saint-Etienne sont surtout d'ordre administratif. Or la distance avec Paris et l'obstacle de la montagne avec Lyon créent des ruptures qui se sont accentuées au cours des dix dernières années. Ainsi la grande banlieue lyonnaise s'est étendue à l'ouest jusqu'à l'Arbresle et s'arrête maintenant au pied de la montagne. Dès 1963, le trafic ferroviaire était de 4800 voyageurs par jour pour le secteur l'Arbresle-Lyon, soit juste un peu moins qu'entre Saint-Etienne et Lyon, au lieu de 2400 entre Roanne et Tarare. La circulation routière sur la R.N.7 a été en 1960 de 2000 véhicules par jour à l'ouest de Saint-Symphorien-de-Lay (Neaux) et de 3700 à

Tassin-la-Demi-Lune, à l'entrée de Lyon (5). En 1972, les chiffres respectifs ont été de 4450 et de 13.000 (3), soit un accroissement de 110% dans le premier cas et de 250% dans le second.

Est-il utile de rappeler que des relations rapides et de bonne qualité avec l'extérieur sont une condition de développement économique ? Le Roannais souffre donc d'un enclavement à deux degrés : son éloignement des grands axes de circulation et les relations difficiles avec la métropole voisine. Nous étudierons la situation actuelle (6) et la situation prévisible pour chaque mode de relations : la voie d'eau, le rail, la route, dont l'importance semble avoir été sous-estimée et, enfin, ces moyens actuellement essentiels, car ils permettent une transmission rapide des ordres et des idées, que sont l'avion et les télé-communications.

a) le canal : le retrait d'un vieux serviteur

Tableau 1 - Le déclin du trafic sur le canal de Roanne à Digoin

tonnes	total	arrivages	dont		expéditions
			houille	mchd. div.	
1958	297.000				
1963	225.000				
1964	197.000	190.000	110.000	80.000	7.000
1969	138.000	135.000	85.000	50.000	3.000
1970	92.000	88.500	51.000	37.500	3.500
1971	80.000	80.000	55.000	25.000	-
1972	56.800	54.800	32.000	22.800	1.200
1973	59.600	58.400	42.000	16.400	1.200
1974	53.400	50.700	37.500	13.200	2.700

Source : Direction de la Navigation, bureau de Roanne.

Jusqu'à la construction du pont ferroviaire en 1866, la voie d'eau a été l'instrument moteur de l'équipement du carrefour roannais. Elle est à l'origine de la fonction de redistribution et a favorisé l'industrie, en apportant à bon compte la houille de Blanzay et les pondéreux. Ce double rôle ne pouvait que décliner.

Les canaux qui aboutissent à Digoin sont vieux, lents, peu profonds et ne peuvent porter que des bateaux de 300 tonnes, tonnage encore réduit par l'envasement sur l'appendice qui se termine à Roanne. Les travaux d'amélioration ne s'imposent guère pour desservir une région où l'utilisation des pondéreux est faible; aussi, là encore, la priorité a été donnée à l'axe rhodanien,

D'autre part, la voie d'eau oblige à des ruptures de charge qu'évitent le rail et la route. Les ports de Roanne ont été peu à peu désemparés de leur fonction de transit : pour les eaux minérales de Saint-Galmier et de Vichy, avant la première guerre mondiale; pour les pyrites de Saint-Bel, entre les deux guerres; pour les briques et les tuiles depuis une vingtaine d'années, si bien que les expéditions sont négligeables. Les trafics aux arrivages cessent les uns après les autres. Pour la pâte à papier, Navarre avait accoté le rail, comme les négociants en fers et métaux l'ont fait en 1888; le ciment vient par route depuis la construction d'usines proches. Reste la houille de Blanzay, mais la diminution du trafic a suivi le plan de fermeture progressive. La prolongation de l'extraction au delà du terme prévu de 1973 n'a que peu d'incidences, car les industriels ont été conduits à utiliser le fuel ou le gaz comme combustible. Le seul poste à se maintenir, celui des produits agricoles et alimentaires, est d'importance secondaire. La société Comastock de Clermont-Ferrand a repris les silos du port et envisageait d'accroître les arrivées de la Limagne et de l'Allier. Pour le moment, un seul trafic prend corps, celui des graines de tournesol qui forment l'unique matière des expéditions.

Le trafic des ports de Roanne se confond avec celui du canal. Il n'est plus aujourd'hui que de 50.000 tonnes, six fois moins qu'en 1958, ou il ne représentait déjà plus que le niveau-plancher observé entre 1898 et 1938. Les pouvoirs publics ont tiré les conclusions de ce déclin qui paraît irréversible, en achevant en 1973 l'enquête, qui est la première étape de la procédure pour la radiation de la nomenclature des voies navigables. Pourtant les autorités régionales défendent le canal. Certes, les reclassements qui peuvent s'opérer entre les divers modes de circulation sont imprévisibles. Surtout, sont mis en avant les projets de modernisation du canal latéral à la Loire et du canal du Centre, qui feraient de Châlon un grand carrefour au contact du canal Rhin-Rhône. Si l'ensemble de ces projets sortait un jour des cartons, encore faudrait-il que soit portée au gérant international la liaison de Roanne à Digoin. Cela certes donnerait à Roanne une vocation pour l'industrie lourde, mais est-ce que la communauté nationale consentirait ces sacrifices ? Il y a sans doute des cartes plus urgentes et moins problématiques à jouer pour désenclaver la région.

b) des axes ferroviaires secondaires

La voie ferrée Paris-Lyon par Moulins, Saint-Germain-des-Fossés, Roanne et Saint-Etienne ne joue plus qu'un rôle effacé dans les relations entre la capitale et l'axe rhodanien. Certes le trajet entre Roanne et Paris a été réduit à 4 heures en liaison rapide, mais le changement à Saint-Germain-des-Fossés est devenu obligatoire, depuis la suppression de la rame directe du Bourbonnais. Entre Roanne et Lyon, il fallait autant de temps qu'il y a quarante ans, jusqu'aux récentes améliorations sur les tronçons de Lyon-Brignais et

Lyon-Bordeaux. D'abord certains trains ont à nouveau emprunté la voie par Tarare, alors qu'entre 1965 et 1972, ils faisaient le crochet par Saint-Etienne. Surtout, depuis 1973, ont été mis en service les turbotrans R.T.G. (rames à turbine à gaz) à raison de quatre liaisons quotidiennes dans chaque sens sur Nantes et de deux sur Bordeaux. Leur principale utilité pour la région est de multiplier les liaisons rapides directes sur Lyon, d'autant plus que les turbotrans sont accessibles en seconde classe. Le temps de parcours est tombé à 1 h.15 pour les 99 km. du parcours au lieu de 1 h.30 pour les express et de 1 h.40 pour les automoteurs omnibus, qui assurent de leur côté dix liaisons quotidiennes. Mais on voit qu'à cause du profil de la ligne et de l'état de la voie, la vitesse ne dépasse pas 80 km. à l'heure, alors qu'elle est de 120 à 130 en plaine. Entre Roanne et Saint-Etienne, il existe douze liaisons quotidiennes dans chaque sens, dont six omnibus et le trajet dure de 1 heure à 1 heure 30, mais la ligne est moins fréquentée : 1400 voyages par jour au lieu de 2500 entre Roanne et Lyon par Tarare en 1963. L'amélioration des relations directes avec Lyon se traduit par le redressement du trafic des gares de Roanne et du Coteau, passé de 264.000 voyages (7) en 1967, à 244.000 en 1970 et 265.000 en 1974. Au contraire, il a baissé constamment à Saint-Etienne - Châteaureux : 760.000 en 1967, 705.000 en 1970 et 650.000 en 1974. Il se relèvera si la liaison cadencée avec Lyon, à l'image du Métrolor, est mise en route.

La fonction de transit est réduite à peu de choses pour les marchandises, d'autant plus que la ligne Roanne-Lyon par Tarare n'assure le trafic que sur les sections Roanne-Amplepuis et Tarare-Lyon. Les 400.000 tonnes embarquées et débarquées dans les gares de Roanne et du Coteau sont essentiellement liées à l'activité industrielle. Les hydrocarbures étaient en progrès constant aux arrivages, ainsi que les produits métallurgiques (grues Potain de Loirecord, chars de l'Arsenal) aux expéditions.

.../...

Tableau 2 - Evolution du trafic marchandises par wagons des gares de Roanne et du Coteau

arrivages	1963	1973	expéditions	1963	1974-74
Total	265.000 t.	280.000 t.	total	105.000 t.	105.000 t.
dont			dont		
hydrocarbures	28%	33%	tissus	25%	12%
prod. sidérur.	13	13	prod. métall.	20	17
cellulose	19	19,5	mat ^l . militaire	15	3%
argile, mat.	5	5	divers	40	3%
houille constr.	5	//			
fibres textiles	//	4,5			
engrais	//	7			
divers	20	17			

Source : Connaissance de la Loire.

c) Un réseau routier vieilli et surchargé

Laissé à l'écart par la voie d'eau, maintenu à son niveau antérieur par la voie ferrée, le carrefour roannais allait-il prendre sa revanche avec le moyen de communication le plus dynamique : la route ? (8) Or on constate ici à quelques aménagements près, le maintien des vieux équipements, alors que le trafic augmente en moyenne de 5% par an, ce qui conduit à la saturation des relations internes et au détournement du trafic de transit au profit d'axes plus favorisés (voir figures 55 et 56).

- le carrefour délaissé.

La R.N.7, pièce essentielle de la fonction d'étape, est délaissée en fait, sinon en droit. Elle l'est comme axe méridien entre Paris et le sud, depuis la construction de l'autoroute A.6. Elle vient de l'être pour les relations transversales entre Genève et l'Atlantique, par les décisions prises sur le plan national qui lui préfèrent la liaison Lyon-Clermont-Ferrand au sud et la liaison Mâcon-Moulins au nord. La réalisation de la première a débuté au cours du 6ème plan. Elle emprunte provisoirement au départ l'autoroute Lyon-Givors-Saint-Etienne, qui vient d'être prolongée jusqu'à la zone industrielle d'Andrézieux-Bouthéon. Les travaux doivent être achevés au 7ème plan. La construction de l'autoroute Clermont-Paris, par Moulins ou Montluçon, dont la réalisation doit commencer à la fin du même plan, marque la préférence donnée à l'axe de l'Allier sur l'axe ligérien, qui continue d'être négligé.

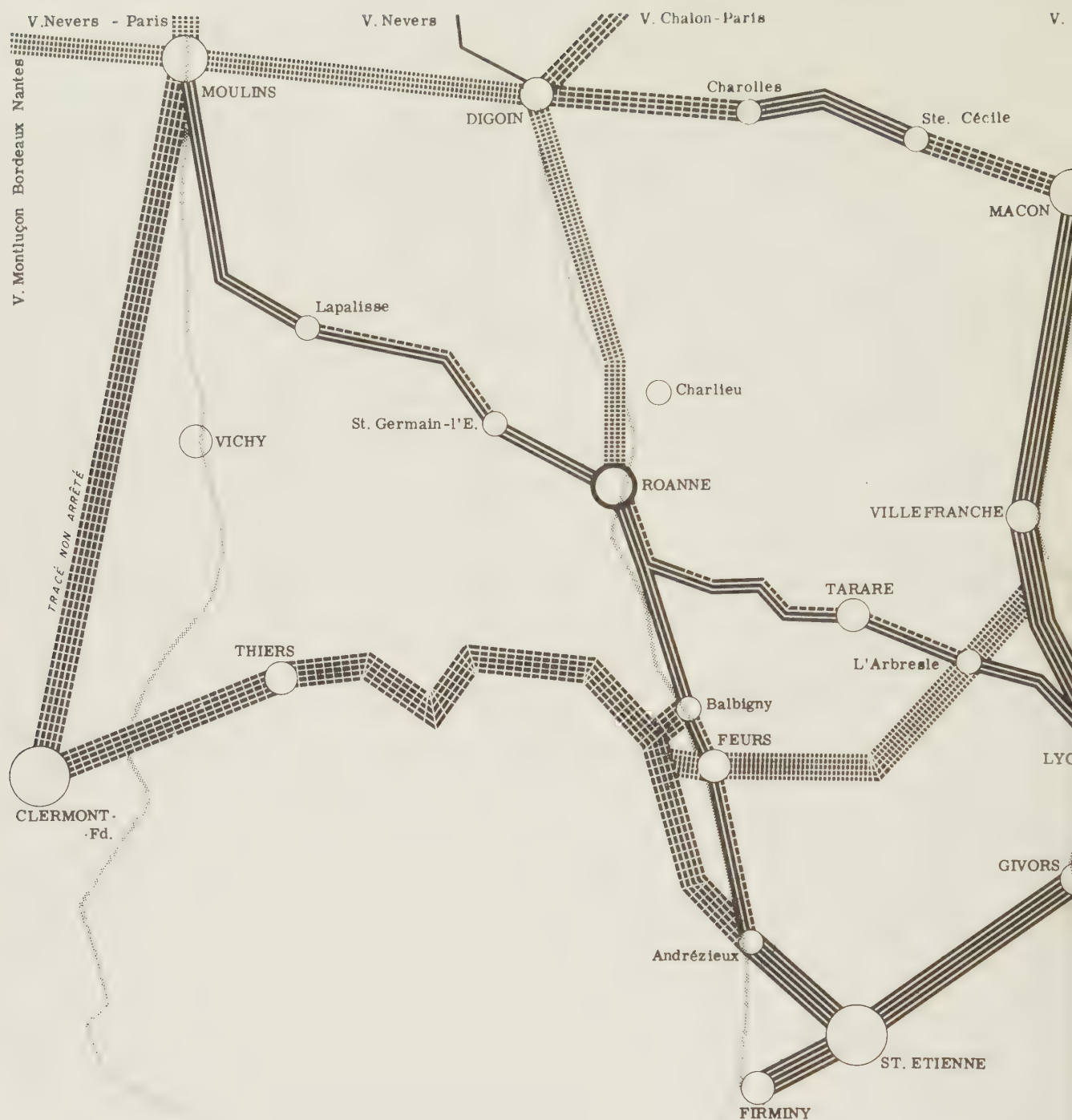


Fig. Schéma des grandes liaisons ROUTIERES EXISTANTES et PROGRAMMEES

	EXISTANT	7e PLAN	PREVISION plus lointaine
route ORDINAIRE	—	- - -	...
route à GRANDE CIRCULATION	==	- - -	...
route à 3 VOIES	===	- - -	...
VOIE EXPRESS	===	- - -	...
AUTOROUTE	===	- - -	...



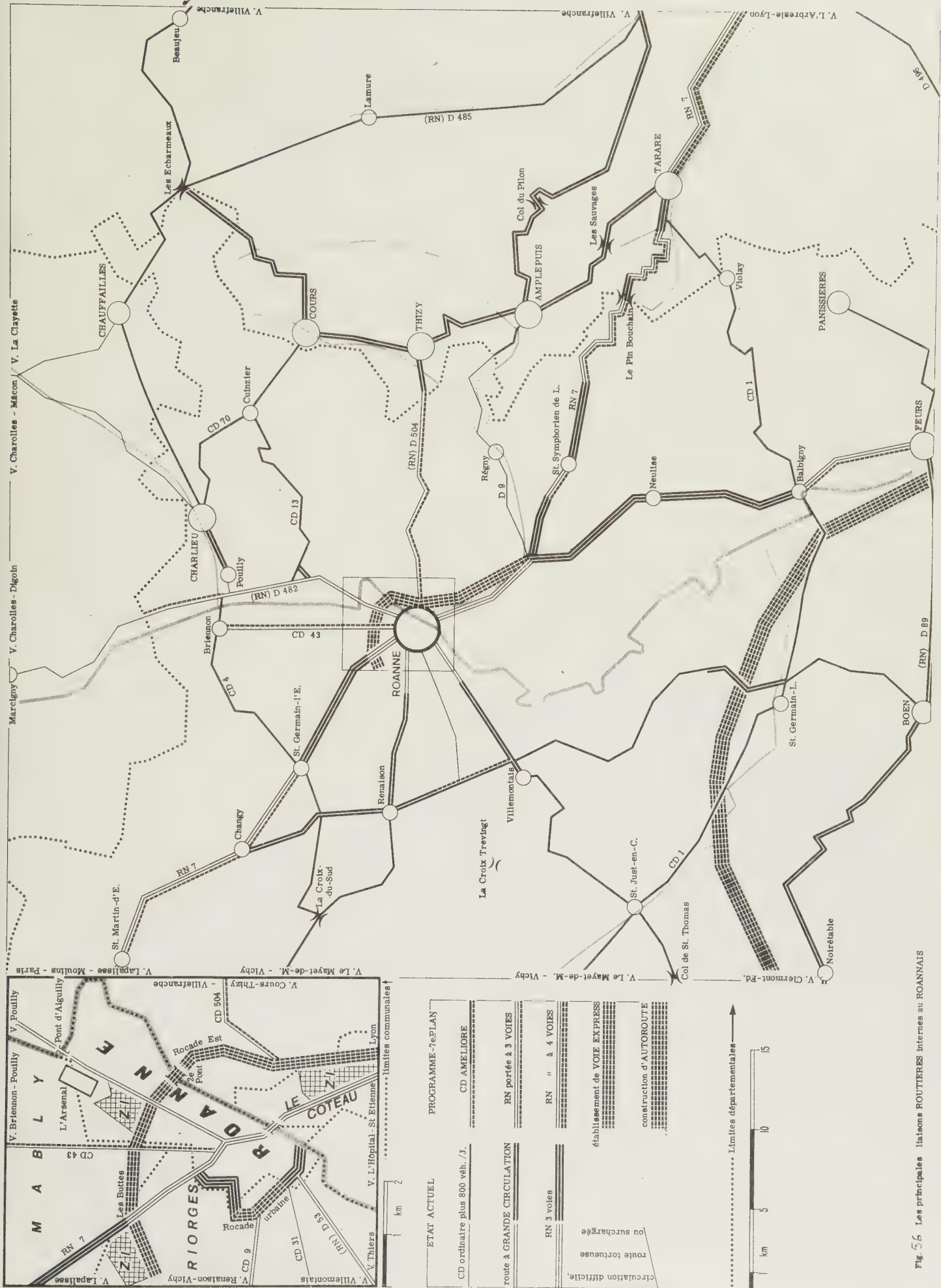


Fig. 56 Les principales liaisons ROUTIERES internes au ROANNAIS

Les relations avec Saint-Etienne sont aisées depuis que la R.N.82 y a été portée à trois voies, à travers le seuil de Neulise, au cours du 5ème plan. Un échangeur doit la raccorder près de Balbigny à l'autoroute de Clermont. Mais à travers la plaine du Forez, la circulation est difficile en attendant la fin des travaux qui l'élargissent à trois voies; et il restera les encombrements dans la traversée des petites villes. Pour faciliter le branchement sur l'axe rhodanien au nord, les deux Conseils Généraux de la Loire et de la Saône-et-Loire se sont entendus sur le principe du raccordement de Roanne aux voies express qui relieront Digoin à Mâcon et Chalon et se continueront à l'ouest sur Moulins, Montluçon, Nantes et Bordeaux. Mais en la matière, la Loire est plus pressée de voir aboutir les choses que la Saône-et-Loire. L'amélioration du C.D.43 de Roanne à Briennon, sur la rive gauche de la Loire, doit constituer la première étape. Elle est programmée au 7ème plan et permettra de désengorger le C.D.482. Sur un tracé sinueux, établi sur le rebord de la plaine inondable, celui-ci écoule 7.500 véhicules par jour au pont d'Aiguilly, car il relie l'agglomération de Roanne à sa principale zone d'ortoir, établie autour de Charlieu. Ainsi, on remédiera en premier lieu aux relations entre Roanne et son voisinage immédiat

- les difficultés de circulation à l'intérieur de la région.

La montagne manufacturière constitue, en dehors de la ville-centre, le secteur le plus actif et le plus peuplé du Roannais. C'est encore vrai pour la demi-montagne et la montagne, si on les compare à la plaine. Mais dès qu'on la quitte, le tracé devient sinueux, les pentes fortes, le paramètre de visibilité atteint à peine 0,35 : on ne peut guère dépasser 60 km/heure, compte non tenu du brouillard et du verglas à la mauvaise saison. Les routes départementales, anciennes et nouvelles (8), ont conservé une chaussée étroite, qui épouse les accidents du relief. Leur revêtement est bon le plus souvent, mais il faut les élargir et les calibrer. Cela a été fait il y a une dizaine d'années pour certains secteurs de la route de Thiers par Villemontais et Saint-Just-en-Chevalet et dernièrement entre Charlieu et Cours. Le C.D.8, qui longe la grande faille de la Côte, de Boën-sur-Lignon à Changy va être porté aux normes des routes à grande circulation. Il en bénéficie déjà au nord jusqu'à Saint-Alban-les-Eaux et, au sud, de Saint-Germain-Laval à Amions. Il faudra attendre le 7ème plan pour voir se réaliser les travaux indispensables entre Roanne et le pays de Thizy. Le département de la Loire jusqu'ici s'est fait tirer l'oreille, alors que le département du Rhône a consacré de gros efforts aux liaisons entre Thizy, Cours, Amplepuis et Villefranche, Tarare, Lyon, par les routes des cols des Echarmeaux, du Pilon et des Sauvages. C'est tout un secteur périphérique qui se trouve gêné dans ses relations préférentielles avec Roanne. Le problème se pose dans les mêmes termes pour le triangle Charlieu - Chauffailles - La Clayette.

Le même retard dans la programmation et dans l'exécution des plans s'observe au niveau de l'agglomération roannaise. La seule oeuvre d'envergure a été entre 1965 et 1970 l'élargissement à quatre voies du pont du Coteau et la percée de la nationale 7 à l'intérieur de la ville, à la faveur d'une ancienne zone marécageuse, laissée en jardins et en dépôts. Mais le trafic de transit continue de traverser l'agglomération et aboutit à l'unique pont sur la Loire, qui est une véritable barrière, attestée par une batterie de cinq jeux de feux tricolores. Aussi toute une série de services comme les banques, les agences immobilières, des commerces de luxe se sont installés au Coteau depuis une dizaine d'années, pour être plus aisément à la portée de ses habitants et de ceux de la zone rurale de rive droite. La R.N.7 dans la traversée de la localité est l'un des points noirs de la route en France : le trafic plafonne à 15.000 véhicules/jour depuis 1972, avec des pointes saisonnières à 25.000, et elle reste coupée par le passage-à-niveau de la ligne Roanne-Lyon via Tarare. Pour détourner le trafic de transit, la rocade a été programmée au 6ème plan, mais l'essentiel reste à faire au cours du 7ème. C'est une voie express qui s'embranche sur la R.N.7 aux Buttes de Mably, contourne l'agglomération par le nord, doit franchir la Loire sur un second pont, longe la zone industrielle du Coteau, avant de rejoindre la vieille route. Quant à la rocade urbaine qui ceinture Roanne par le sud, de la voie ferrée à la Loire, elle a gagné le surnom de "rocade en pointillés", car si elle s'achève sur le finage de Roanne, elle n'est pas commencée au centre sur celui de Riorges, où la municipalité refuse des dépenses disproportionnées aux ressources de la commune. Le schéma d'aménagement urbain proposé en 1974 prévoit la réalisation ultérieure d'une rocade nord, des Buttes à la Loire, une pénétrante sud le long du fleuve et le prolongement de la rocade urbaine sur la rive droite jusqu'à la rocade est (10). Face aux "réalisations spectaculaires" de l'agglomération stéphanoise (autoroutes Givors-Firminy et Saint-Etienne - Clermont ouverte jusqu'à Andrézieux, rocade urbaine et voies périphériques), l'agglomération de Roanne apparaît comme le parent pauvre. Les crédits globaux consommés au cours du 6ème plan jusqu'en 1974 inclus, ont été pour les autoroutes de 126 millions pour l'agglomération stéphanoise, contre 2 pour l'agglomération roannaise. Avec les routes nationales et les tranches urbaines du Fonds Spécial d'Investissements Routiers, la part de l'arrondissement de Saint-Etienne est environ de 131 millions, contre 24 à celui de Roanne et 22,5 à celui de Montbrison, soit respectivement 73, 14 et 13% (12). Pourtant il aurait été de l'intérêt commun des deux plus grandes agglomérations du département d'être jointes par une autoroute, qui aurait constitué un premier pas vers l'axe ligérien (11).

d) L'avion et les télécommunications.

Sans parvenir à réduire l'enclavement, les liaisons rapides les plus modernes peuvent ne pas l'accentuer, si elles sont à même de remplir leur rôle spécifique. Le gros problème est de régler les équipements sur les besoins.

A cause de la proximité des aérodromes de Saint-Etienne - Bouthéon (50.000 passagers par an) et surtout de Lyon-Satolas, l'avion à Roanne ne peut jouer qu'un rôle strictement régional, pour les liaisons directes avec Paris et les voyages d'affaires par avions privés. La Cie Air-Alpes affrêtait quotidiennement deux navettes dans chaque sens pour Paris en 1973, où elle a transporté 6650 passagers, soit un coefficient de remplissage de 50%. Il n'y a plus maintenant qu'une navette aller et retour. On a compté en 1973 830 vols pour l'aviation d'affaires. L'aérodrome de Roanne-Renaissiance dispose d'une piste de 1200 mètres et d'un bon équipement, mais il n'assure pas le décollage sans visibilité. Les dépenses d'infrastructure et le déficit d'exploitation sont pris en charge par tiers par la ville de Roanne, la Chambre de Commerce et le département. Comme on ne peut pas allonger la piste actuelle, un site a été réservé près de Briennon, dans le cadre du plan aéronautique national, fondé sur les perspectives de trafic en 1985.

Pour le téléphone, on assiste actuellement à une rapide accélération des investissements, qui permet une augmentation annuelle du trafic de 10%. Dans la circonscription de Roanne, la moyenne quotidienne des communications a été de 19.000 en 1974, dont 73% à l'automatique, contre 17.100 en 1973, dont 65% à l'automatique. La priorité est donnée à l'automatisation. Elle est réalisée pour l'ensemble de la circonscription de Roanne, à l'exception du groupement de Charlieu, qui en bénéficiera à la fin de 1976, et des centres locaux de Saint-Germain-Laval et Saint-Just-en-Chevalet, dont ce sera le tour au cours du premier semestre 1977. Dans les groupements périphériques, l'automatisation vient d'être réalisée dans ceux de Tarare, Thizy et Vichy, mais ne l'est pas encore dans ceux de Paray-le-Monial, Beaujeu, L'Arbresle, Le Bois d'Oingt, Feurs et Lapalisse. Il faut remarquer à ce sujet que la circonscription de Roanne ne couvre pas tout l'arrondissement et à fortiori, toute la zone d'influence. Or il faut acquitter 3 unités de base lorsqu'on téléphone de Roanne à Thizy, Bussières, Balbigny, Marcigny, La Clayette ou Chauffailles, au lieu d'une, sans limitation de temps, à l'intérieur de la circonscription. L'ouverture en septembre 75 du Grand Centre Interurbain (G.C.I.) de Saint-Etienne a débloqué les relations avec l'ensemble du territoire national. La capacité est accrue grâce aux relais hertziens qui viennent suppléer les câbles souterrains. C'est d'autant plus important que les principales entreprises commencent à transmettre des informations à des terminaux d'ordinateurs.

Il y a un peu plus d'un demi-siècle, Roanne était choisie pour abriter la plus grande usine d'armement destinée au front de la Grande Guerre. C'est que les relations avec la capitale et les théâtres d'opérations étaient bonnes. On voit la dégradation intervenue depuis. La Région Roannaise et le Beaujolais textile n'ont plus le poids économique ni politique qui leur permette d'obtenir les investissements publics décisifs. Leur ambition, en dépit des qualités du carrefour roannais, n'est plus d'être traversés par un grand axe de circulation. Les équipements actuels et programmés, s'ils témoignent de progrès récents, les laissent en dehors de la zone de desserrement des métropoles lyonnaise et parisienne, avec lesquelles ils entretenaient des relations privilégiées. Enfin, les courants naturels qui portent vers Roanne les secteurs périphériques de sa zone d'influence sont contrariés par les limites administratives, quand les décisions sont prises dans le cadre départemental, ce qui est le cas des routes non prioritaires et, pour partie, des télécommunications.

2 - LA DEVITALISATION DES RELATIONS INTERNES A LA REGION.

Pourtant, Roanne semble conserver son attraction antérieure sur une zone d'influence aux limites inchangées. Mais est-ce toujours du même type de services qu'il s'agit ? Alors que la Région Roannaise perd peu à peu cette autonomie étonnante qu'elle avait conservée face aux métropoles parisienne et lyonnaise, Roanne a tendance à concentrer les fonctions urbaines détenues précédemment par les petites villes. D'autre part, les secteurs situés dans les départements périphériques risquent de lui échapper, car ils cessent d'être desservis par ses établissements publics, en matière d'enseignement et de santé (13).

a) la pérennité apparente de l'attraction roannaise

Les limites de la zone où domine l'influence de Roanne, sont fixées par le relief et par l'attraction concurrente des centres régionaux et sous-régionaux qui l'entourent : Vichy, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Lyon, Tarare, Villefranche. Au nord, il s'agit des petites villes de Digoin et de Paray-le-Monial, autour desquelles se regroupe "l'espace inorganisé devenu marginal" des pays de la Loire (14). Ce qui caractérisait l'influence de Roanne est la polarisation quasi exclusive qu'elle exerçait. Cela reste vrai dans certains domaines facilement observables (voir figure 1).

On se rappelle que le Roannais a fourni 6920 des 11.136 personnes originaires de la métropole établies dans l'agglomération entre 1962 et 1968 (15). Le "Pays Roannais", dont le titre traduit le sentiment d'appartenance commune, tire à 45.000 exemplaires, dont 34.000 pour ses éditions de Roanne

et de Charlieu. C'est l'un des premiers hebdomadaires régionaux de France, après un confrère du Nord et un autre de l'Ouest. Il touche près de deux personnes sur trois et comme c'est le seul journal à entrer dans beaucoup de foyers, il est le support obligé de la publicité et des petites annonces. Quant au trafic routier, un comptage effectué un jour de semaine normal de 1968 aux sorties de Roanne, montre que sur les 11.300 voitures légères appartenant à des résidents de l'agglomération et de sa zone d'attraction, 10.000 environ, soit 88% assuraient un déplacement de l'un à l'autre, alors que les échanges avec les départements limitrophes n'en concernaient que 1.200 et ceux avec le reste de la France, seulement 150. La zone d'attraction de Roanne fait figure de vase clos.

Les cartes qui figurent l'extension de ces différents critères se recoupent de façon étonnante. L'aire de diffusion des éditions de Roanne et de Charlieu du "Pays Roannais" trace les limites extrêmes de la zone d'attraction. Elle monte jusqu'à une ligne Matour-Le Donjon, à peu près équidistante de Paray-le-Monial au nord, de La Clayette et de Marcigny au sud. A l'est, elle s'arrête à la chaîne des Mollières et à la ligne de faite des monts de Tarare. Elle descend au sud jusqu'à une ligne Feurs, Boën-sur-Lignon, Noirétable et déborde à l'ouest la grande faille du Forez, jusqu'à une droite tracée de Viscontat, à 12 km. à l'est de Thiers, à Lapalisse. On retrouve les mêmes limites pour l'édition de Roanne de "l'Essor", hebdomadaire catholique, qui tire à 6.000 exemplaires. En dépit de la diminution des départs de la gare routière, à cause de la diffusion de l'automobile, la toile d'araignée des services réguliers d'autocars permet en outre de préciser le degré d'intensité des relations (fig.57). On note la barrière que constituent la chaîne des Mollières et la ligne de faite du plateau de Neulise, alors que des tentacules pénètrent à l'intérieur de la Montagne et de la Sologne bourbonnaise.

Ces limites sont confirmées aujourd'hui quand un service d'ordre majeur se crée. L'aire d'achalandage de l'hypermarché Record en 1974, établie à partir du domicile des clients ayant payé par chèque, se calque à peu de choses près sur la zone de diffusion du Pays Roannais. L'agglomération avec 56,35% fait à peu près jeu égal avec la zone d'attraction (43,65%). A l'intérieur de celle-ci, on note la prépondérance du Haut-Beaujolais et de l'est du plateau de Neulise, d'où sont originaires un tiers des clients. Puis on trouve, à peu près sur le même plan, avec chacun le quart environ, le secteur compris entre la R.N.7 au nord de Roanne et une ligne Roanne-Charolles, soit la région de Charlieu, la Sologne bourbonnaise et le Brionnais et le secteur compris entre cette section de la R.N.7 et la route ^{de} Thiers par Villemontais, soit la

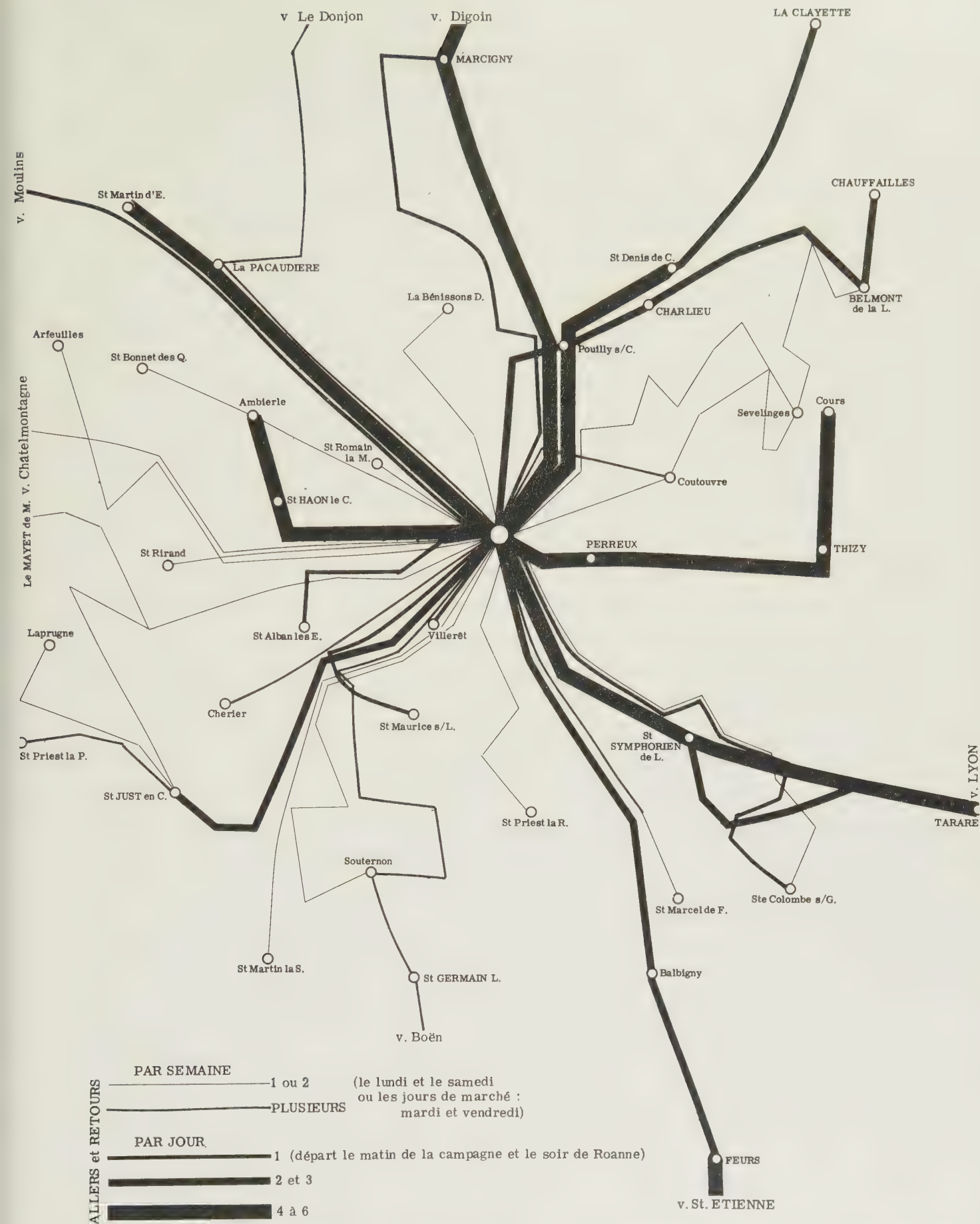


Fig. LES SERVICES REGULIERS D'AUTOCARS AU DEPART DE ROANNE (SERVICE D'ETE 1974)

1 5 km

plaine de Roanne, la Côte, la Montagne bourbonnaise, le nord et le centre des Monts de la Madeleine. Le sud des Monts de la Madeleine, y compris Saint-Just-en-Chevalet, et l'ouest du plateau de Neulise jusqu'à la R.N.82 n'en apportent que 6,5%. On retrouve enfin la faiblesse du "hors zone", avec moins de 15%.

La zone d'attraction de Roanne frappe par sa permanence: la toile d'araignée des services réguliers d'autocars a reconstitué le réseau ferroviaire régional (fig.16). Elle frappe par la vigueur de ses limites : les zones de recouvrement avec les aires d'influence voisines sont peu étendues et de faible rapport. Elle frappe enfin par sa cohésion interne, qui confine à l'exclusivité, au vase clos. Mais les services que diffuse la ville -centre émanent-ils toujours de centres de décision qui lui sont propres ?

b) la dépendance croissante envers les centres de décision extérieurs

La présence de centres autonomes, qui polarisent un territoire petit ou moyen et mettent en défaut la pyramide régulière de la hiérarchie urbaine, était caractéristique de l'ouest de la région lyonnaise. Comme Roanne, Saint-Chamond et Tarare avaient profité de la dissection du relief, pour se créer leur petite région à partir des relations de travail qu'elles commandaient (16). L'originalité de la région de Roanne tenait à sa taille et à sa position, en bordure de régions soumises à l'envahissante attraction parisienne, soit à partir de relais comme Nevers, Moulins et Bourges, soit de centres régionaux qui en relèvent directement comme Dijon et Clermont-Ferrand. Cette vigoureuse autonomie tenait à une forte base rurale, organisée autour de centres secondaires aux fonctions équilibrées, qui servaient de relais à l'attraction roannaise. C'est que les grandes maisons de textile, qui n'avaient pas vraiment abandonné le système de la fabrique, avec son cortège de travail à façon, d'intermédiaires et de genre de vie mixte, maintenaient la cohésion des activités industrielles, agricole, commerciale et financière. Cette autonomie ne devait pas résister à leur agonie au cours de la crise de 1965. La concurrence et l'uniformisation des genres de vie imposent partout des lois communes et les archaïsmes et le décalage qui subsistent ne se manifestent plus que par les types de mise en valeur caractéristiques de la "province".

- l'affaiblissement du commandement industriel.

Les entreprises locales avaient conservé leur indépendance, en dépit de leur taille modeste et de structures périmées, parce que la préférence impériale et le protectionnisme les maintenaient en marge des normes. Aujourd'hui, le tissage et les industries annexes sont pour l'essentiel intégrés à de grands groupes capitalistes. Mais les affaires liées à des initiatives et à des capitaux autochtones représentent toujours 80% de l'emploi, à peine moins qu'en 1964 : 88,5% (voir tableau 8, p.118). Or le textile rénové et les industries

spontanées qui ont pris le relais, sont largement tournés vers l'extérieur, lequel, dans les conditions du centralisme français, est essentiellement parisien. C'est vrai pour leur financement, car le système bancaire, dominé par les grandes banques, les organismes publics comme le Crédit National ou professionnels, est centralisé dans la capitale. C'est vrai pour les services aux entreprises, même si leur utilisation reste timide. Les entreprises de l'agglomération roannaise ont recours à l'extérieur dans la proportion de 90%, dont 65% à Paris, pour la publicité; de 53%, dont 31% à Paris pour l'import-export; de 47% pour la gestion et de 30% pour l'informatique (17). Enfin, il faut sortir de chez soi pour vendre. On sait qu'une des causes de l'effondrement des vieilles dynasties de la cotonne a été leur aveuglement à continuer d'attendre le négociant à l'usine, comme cela se faisait au début du siècle. Les emplois créés dans l'agglomération parisienne en bureaux, dépôts.. n'ont jamais été recensés, mais leur nombre est sans nul doute étonnant. Les Ets Biolay d'Amplepuis ont depuis 1970 un centre permanent d'exposition à la tour Maine-Montparnasse. Le record est sans doute détenu par le tissage de soierie Lorton : il occupe 30 personnes à Charlieu et 11 à Paris pour la vente directe aux décorateurs de la ville, de la province et de l'étranger. Il paraîtrait incongru d'organiser une foire spécialisée à Roanne, comme Carpi l'a fait pour la bonneterie, avant de la transférer à Bologne, et comme Vigevano continue de le faire pour la chaussure (18). La foire commerciale de Roanne, qui se tient en octobre est le rendez-vous banal des démonstrateurs d'électro-ménager et autres représentants en vins. Certaines bonneteries commencent à ouvrir des magasins publics de vente qui pratiquent des prix inférieurs à ceux du commerce de détail. Si leur réputation dépasse la région, le "shopping" pourrait être un élément d'une vocation touristique potentielle.

Dans les cas-limites, l'entreprise ne fait partie du complexe local que comme pôle attractif de migrations quotidiennes et fixateur de population. Quand elle est la seule ressource d'un bourg, elle se trouve gênée par l'insuffisante diversification des activités et elle multiplie les relations directes avec ses lointains clients et prestataires de services. On pense bien sûr aux entreprises intégrées ou décentralisées, qui dépendent d'un siège social le plus souvent parisien, comme Jalla-Boussac à Régnv, la teinturerie de la Nouvelle Texunion de Saint-Jean-la-Bussière ou la mine d'uranium de Saint-Priest-Laprugne. Mais c'est l'évolution que suit l'industrie spontanée, quand elle prend une dimension nationale et que se pose le problème du passage du stade de la moyenne entreprise familiale à celui de la grande entreprise. Ce vient d'être le cas des deux "locomotives" de la métallurgie, Potain et les A.R.C.T.

On a vu que Potain était à l'étroit à La Clayette. Ses nouvelles usines, à la recherche de la main d'oeuvre, ont été construites, après l'installation de Loirecord à Charlieu, à Moulins et sur l'axe rhodanien. Le siège administratif a été transféré en 1971 à Lyon-Ecully, ce qui a entraîné le déplacement d'une centaine de personnes. La maison-mère de La Clayette est devenue un établissement comme les autres, obéissant à des préoccupations "délocalisées", qui fixeront le destin de la petite ville. La "dérégionalisation" est encore plus frappante pour les A.R.C.T., firme bel et bien roannaise, qui ne peut tirer argument de l'isolement d'un bourg de montagne. Or, d'un jour à l'autre, la société familiale va être transformée en un holding coté en bourse. Les Crouzet, qui détenaient les deux tiers du capital, le tiers restant étant aux mains d'actionnaires étrangers, ont vendu le tiers de leurs actions à la Sofinex, filiale du Crédit Lyonnais, et à diverses compagnies d'assurances. La raison invoquée est la réalisation d'une opération de succession "à froid", car Henri Crouzet, qui atteint l'âge de la retraite, n'a pas d'héritier direct. Il y a eu certainement aussi la nécessité d'élargir la base financière, au moment où la saturation du marché des machines à texturer les fibres synthétiques conduit l'entreprise à diversifier sa production en amont, en installant un département de matériel de filature. Certes la famille Crouzet a pris la précaution de limiter à 35% la participation de Sofinex; elle reste majoritaire et conserve les postes-clés. Mais pour combien de temps ? Et, coïncidence troublante, la mise en place de la nouvelle société va de pair avec la construction d'une usine au Brésil, qui doit compter 800 ouvriers. L'intersyndicale craint qu'elle serve un jour, non seulement à approvisionner le pays-hôte comme le dit la direction, mais le continent américain tout entier; elle entrerait alors en concurrence avec l'usine-mère (19). L'attachement à la région d'origine est, on le sait, beaucoup mieux garanti par le patronat local, quelles que soient ses faiblesses, que par un conseil d'administration de financiers qui raisonnent en termes de rentabilité.

- la stagnation relative du tertiaire privé.

L'autonomie du Roannais reposait en outre sur la capacité de la ville-centre à satisfaire les besoins en services de ses habitants, du reste peu exigeants. Un aspect, particulièrement remarquable, était la compensation des flux monétaires saisonniers entre l'emboche et la cotonne, qui avait permis à la Banque Régionale du Centre de contrôler 40% du mouvement des capitaux. Mais l'entrée en lice du Crédit Agricole d'une part, l'intégration aux groupes nationaux de ce qui reste du textile traditionnel d'autre part, ne lui ont plus permis de faire cavalier seul. En 1968, elle a été absorbée par la Banque Nationale de Paris et les dix agences les plus excentriques ne dépendent plus

de la succursale de Roanne, mais ont été rattachées à celles de Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Vichy, Nevers, Chalon -sur-Saône.

Les études faites vers 1965 ont montré que le niveau de l'équipement commercial et des services aux personnes (santé, droit...) était à Roanne comparable, sinon supérieur à celui des autres villes moyennes de la région Rhône-Alpes. Il le reste dans les rubriques d'alors. Rénovations et extensions ont été réalisées. Il faut maintenant beaucoup de bonne volonté pour trouver dans le centre un magasin défraîchi. Bien des négoce de gros se sont installés sur les zones industrielles pour pouvoir s'étendre. Deux nouvelles cliniques privées, une maternité et un centre de repos, se sont édifiés.

Mais l'initiative locale a été quasiment absente face aux besoins nouveaux ou aux formules nouvelles imaginées pour satisfaire des besoins permanents. C'est le cas de la presse quotidienne régionale. Le Progrès de Lyon, le Dauphiné Libéré de Grenoble, la Dépêche et l'Espoir de Saint-Etienne, réunis en pool au sein de l'Agence A.I.G.L.E.S. ont pris la place vacante. Le tirage de l'édition de Roanne, commune aux 4 titres pour les pages locales est de 23.000 exemplaires, et on estime que "Centre-Dimanche", particulièrement recherché...pour le tiercé, a sur l'agglomération une vente double de celle du "Pays Roannais". C'est aussi le cas pour les formes modernes du commerce de détail. Les grands magasins, Les Dames de France et Prisunic, établis avant la Grande Guerre ou entre les deux guerres, sont longtemps restés seuls. Ce vide va être comblé, tardivement d'ailleurs, par des initiatives extérieures. Les études de marché se révèlent encourageantes, grâce au double salaire et à l'épargne disponible témoignée par le montant des dépôts à la Caisse d'Epargne. D'abord ouvrent deux supermarchés situés au coeur de la ville : SUMA monté par les Docks Lyonnais en 1967 et le Super-Casino en 1970. En 1972 s'établit au nord de l'agglomération, sur la route de Paris, l'hypermarché Record, avec 7.000 m² de surface de vente consacrés en majorité au non alimentaire et un parking de 2.000 places. Il est complété par une cafeteria, un bowling, une agence postale et vingt boutiques louées par des commerçants locaux, pour réaliser un Centre Commercial. Il emploie 200 personnes, y compris les secteurs-fabrications de la boulangerie, de la pâtisserie et de la charcuterie. La progression est conforme aux prévisions et le place dans les six premiers des 101 points de vente de sa catégorie, avec une croissance qui se situe entre 25 et 30% pour le premier semestre 1975. Enfin, les dépôts-ventes se sont multipliés dans les locaux industriels disponibles et aux sorties de l'agglomération.

Le chiffre d'affaires du grand commerce est estimé en 1974 à 160 millions toutes taxes comprises, dont la moitié pour Record. On peut rapprocher

ce nombre des 160 millions pour le commerce alimentaire et 40 millions pour les commerces textiles et divers, donnés par la Banque de France pour l'arrondissement en 1972. Même si la sous-estimation du chiffre d'affaires des détaillants est patente, on voit que la place était bonne à prendre. L'agglomération a d'ailleurs souvent servi de tremplin. C'est ainsi que Record a été le premier hypermarché lancé par un commerçant viennois, qui avait réussi dans les supermarchés alimentaires, établis dans la région Rhône-Alpes, à l'enseigne de Forum ou du Capitole. Le Record de Roanne a été suivi d'un second à Chasse, d'un 3ème à Sallanches, d'un 4ème à Bourges; le dernier né a été ouvert en mai 75 à Vaulx-en-Velin. La société s'appelle d'ailleurs "Société Roannaise des Grands Magasins", mais le siège social a été transféré à Lyon-Ecully dès la création du 3ème hyper (20). On relève cependant quelques initiatives locales : la boucherie de Saint-Vincent-de-Boisset, qui fut chronologiquement la première "grande surface", le magasin de meubles Perrin à la sortie est de la R.N.7 et la Société Riorgoise d'Alimentation qui regroupe 4 commerçants indépendants et exploite deux supermarchés Unico. Mais on peut évaluer du quart au tiers la part du commerce de détail ainsi contrôlé par les firmes extérieures, le plus souvent rhône-alpines. Non seulement elles ont pénétré un domaine jusqu'à là sauvegardé, mais elles ne font pas travailler les grossistes de la place, quand elles ont leur propre chaîne d'achat.

Alors que le manque de dynamisme ouvre la Région à des influences extérieures, celle-ci est trop étroite pour quelques firmes en pleine expansion. On est surpris de trouver dans cette catégorie le très traditionnel "Pays Roannais". Si "le Pays Beaujolais" n'a qu'un millier de lecteurs dans les environs de Villefranche et n'est conservé que pour les annonces légales, "Le Pays d'entre Loire et Rhône" tire à 8.000 exemplaires et est aussi lu dans les cantons de Tarare, Lamure, Monsols, Le Bois d'Oingt, Saint-Laurent-de-Chamousset que "le Pays Roannais" dans son aire de diffusion. On se rappelle que l'entreprise Grangette et Passager réalise pour le préfabriqué, l'essentiel de son activité autour de Clermont-Ferrand et le long de l'axe rhodanien, qui fixent trois des quatre centres de travaux. Enfin, dans le domaine notoirement insuffisant des services aux entreprises, deux maisons autochtones ont acquis des positions très solides : il s'agit d'une affaire de matériel de bureau et, plus inattendu encore, d'une firme d'informatique. La société Roche-Informatique a été fondée en 1961 par un expert-comptable de Roanne, qui a suivi les cours de l'Institut de Contrôle de Gestion de Paris. Les débuts furent difficiles, car il fallut persuader les utilisateurs éventuels, peu nombreux et peu motivés compte tenu de la taille et des habitudes des entreprises, des avantages d'une technique révolutionnaire. Cependant dès 1968, l'affaire emploie une trentaine de personnes formées sur place, sauf les cinq analystes que l'on

a fait venir de firmes concurrentes. Aujourd'hui, l'effectif est de 45 et l'appareil utilisé est un I.B.M. 360-370, à bandes et à disques. L'élimination des bandes perforées facilite les relations avec la clientèle lointaine. Or, depuis 1968, la croissance repose sur elle et la moitié du chiffre d'affaires est faite actuellement en dehors de l'agglomération. La prospection s'étend aux régions Rhône-Alpes, Auvergne et Bourgogne, spécialement en direction de certaines professions auxquelles on propose des systèmes d'analyse adaptés : administrateurs de biens, grossistes, comptables, fabricants d'articles vestimentaires dépendant de la mode, production en série... Des travaux sont même effectués pour un négociant de Toulouse et de grands groupes nationaux.

Le dynamisme de ces firmes rappelle celui de l'industrie spontanée. Mais leur petit nombre ne compense pas le déficit de la "balance des services". L'obligation où elles se trouvent de recourir à l'extérieur témoigne de la dilution de la Région dans un ensemble plus vaste, pour les spécialités les plus évoluées. Et on peut toujours craindre le glissement futur des sièges sociaux vers le centre de plus grande activité.

investissements

c) la départementalisation des ~~services~~ publics et l'attraction des secteurs périphériques vers les centres administratifs.

Lorsque la ville-centre joue de moins en moins un rôle spécifique pour les relations industrielles ou les services privés, les usagers sont tentés de l'abandonner pour un autre centre qui leur offre des commodités semblables ou supérieures. Cette évolution logique peut être entravée ou favorisée par la fréquentation des services publics. Jusqu'à une date récente, la zone d'influence de Roanne coïncidait avec l'aire de recrutement de ses lycées et du Centre Hospitalier. On profitait de conduire un enfant à l'internat ou d'aller rendre visite à un malade, pour faire ses courses ou aller consulter un spécialiste. Mais la tendance actuelle est de planifier les équipements à l'intérieur du département et d'imposer par des mesures dissuasives le respect des cartes de desserte prévues par l'administration.

La proportion des élèves non originaires de l'agglomération a été longtemps très élevée, car il n'existait que le lycée de Charlieu et quelques cours complémentaires. Pour le second cycle, elle était estimée au tiers des effectifs. Pour le premier cycle, une statistique de 1964 portant sur les 3.800 élèves des établissements publics et privés montre qu'un millier viennent de l'extérieur, dont 145 de Saône-et-Loire et 100 du Rhône. La vocation régionale du Centre Hospitalier de Roanne est nettement affirmée. L'origine géographique est connue en 1963 pour 8.843 malades sur 10.243 entrées. La moitié viennent de l'agglomération, 30% du reste de l'arrondissement et 20%

des cantons périphériques du Rhône (1371, dont 887 pour le canton de Thizy), de Saône-et-Loire (998, dont 373 et 281 pour les cantons de Marcigny et de Chauffailles) et de l'Allier (140) (21). En 1969 encore, le taux de fréquentation du Centre Hospitalier rapporté à la population de chaque canton, met Thizy en 4ème position (58,4 ‰), immédiatement derrière Roanne (69,2), Saint-Haon-le-Chatel (63,8) et Perreux (60,8). Amplepuis est au 9ème rang (44,4 ‰), devant Charlieu, Marcigny (42,9) et Chauffailles (40 ‰), qui précèdent Néronde et Saint-Germain-Laval (22).

La multiplication des C.E.G. et des C.E.S. soulage les effectifs du premier cycle. Il en a été construit à Roanne (Lucien Sampaix), Riorgues, Le Coteau, Régnay, Marcigny, La Clayette, Chauffailles, Charlieu, Thizy, Balbigny, Saint-Germain-Laval, Saint-Just-en-Chevalet, Le Mayet-de-Montagne et La Pacaudière. Un autre est prévu au 8ème plan à Renaison. Deux nouveaux C.E.T. ont été établis dans l'agglomération (Lucien Sampaix et Le Coteau) et une section technique à Saint-Germain-Laval (23). Cela n'a guère d'incidences sur l'attraction régionale de Roanne, car le premier cycle fait maintenant partie des services banaux. La rigidité de la carte scolaire établie pour le second cycle porte davantage à conséquence. Elle fait obligation aux élèves de l'Allier, d'aller au lycée de Vichy, à ceux de la Saône-et-Loire de fréquenter ceux de Digoïn ou de Charolles. Les élèves du canton de Thizy et d'Amplepuis ont été rattachés au lycée de Tarare, mais les difficultés de circulation au col des Sauvages ont fait renoncer à l'obligation. La fréquentation du Centre Hospitalier de Roanne est gênée pour les malades de l'Allier par la difficulté de se faire rembourser à leur Caisse Primaire de Sécurité Sociale. Il y a sans doute en être de même pour les cantons de Saône-et-Loire, quand la modernisation et l'agrandissement de l'hôpital de Paray-le-Monial, prévu pour 400 lits et 80.000 habitants seront achevés. Le mauvais entretien des chemins départementaux situés aux confins, à cause du peu d'intérêt que leur témoignent les Conseils Généraux, est un handicap supplémentaire.

Ainsi le secteur du Mayet-de-Montagne et les cantons de Saône-et-Loire qui font partie de l'espace économique roannais, passent progressivement sous l'influence respective de Vichy et du complexe administratif qui se constitue sur Digoïn et Paray-le-Monial. Alors que Charolles est dépouillée peu à peu, Digoïn a été dotée de la Cité Scolaire et Paray devient un pôle médical, avec l'hôpital, les deux cliniques et une trentaine de praticiens. Elle attire toujours près de 2.500 élèves, avec un enseignement privé très important et l'ouverture d'un C.E.S. et d'un C.E.T. Elle est en outre siège de subdivision de l'E.D.F., des Eaux et Forêts et des Ponts et Chaussées. En revanche le mouvement centrifuge de départementalisation est peu prononcé pour le canton de Thizy, en raison de la proximité et des contraintes du relief. Ainsi,

la circonscription ASSEDIC de Roanne a été amputée en 1969 des cantons de Saône-et-Loire, mais conserve ceux de Thizy et d'Amplepuis. Il en fut de même en 1974 pour le district de football du Roannais !

Ce démembrement a pu se produire parce que Roanne n'a pas été dotée des équipements d'un centre régional. Autour de 1960, les directions d'arrondissement de l'E.D.F. et de la S.N.C.F. ont été regroupées à Saint-Etienne. On ne trouve pas d'échelon d'enseignement supérieur, bien que les classes terminales des seuls établissements de la ville dépassent le niveau des 500 élèves. Peut-on considérer comme un premier pas, la mise en place en octobre 75, par la Chambre de Commerce et l'Université de Saint-Etienne, de la capacité en droit, qui intéresse aussi les salariés et fonctionnaires désireux de formation continue ? En revanche, l'approbation, le 8 octobre 1971, du plan-directeur garantit le statut du Centre Hospitalier Régional accordé en 1961 à l'hôpital. Ce plan prévoit 110 millions de travaux échelonnés sur une dizaine d'années et le sauvera de la banalisation à laquelle l'aurait condamnée la saturation. En effet, conçu pour 709 lits, il en abritait 876, dont beaucoup ne correspondaient plus aux normes (24). En 1968, déjà, il comptait plus de 14.800 hospitalisés et 710 agents.

Pour renforcer la cohésion de la Région, apparaît de temps en temps dans certains milieux d'affaires le vœu que Roanne devienne la préfecture d'un département nouveau, calqué sur sa zone d'influence. Cette revendication est fort irréaliste, quand on connaît l'inertie des cadres administratifs nationaux et suffirait-elle à pallier les causes profondes du déclin du dynamisme de la ville ? Il faut dire aussi que Roanne demeure une sous-préfecture privilégiée. Elle dispose de sa propre caisse primaire d'Allocations Familiales et de Sécurité Sociale, de ses propres Chambres de Commerce et des Métiers. Elle est le siège, pour l'arrondissement et un nombre variable de cantons limitrophes, de fédérations de syndicats, d'organismes semi-publics et professionnels, sans parler des groupements sportifs et culturels. Elle vient d'être dotée de nouveaux équipements publics de caractère économique : un abattoir moderne, terminé en 1968, qui a reçu l'agrément pour l'exportation dans la C.E.E. et où se font les abattages pour tout l'arrondissement, à l'exception du secteur de Charlieu, et l'un des 138 magasins-entrepôts des douanes existant en France, qui permet le dédouanement sur place, qui fonctionne depuis mars 73 (26). Pour garantir le respect des solidarités économiques, la solution serait à chercher dans une circonscription de planification, analogue au comprensorio italien : celui de Prato chevauche les limites de plusieurs provinces pour retrouver celles de la zone d'attraction (25).

Les solidarités humaines du Roannais sont bien apparues à la hiérarchie catholique, quand fut étudié le découpage de l'archidiocèse de Lyon,

devenu trop lourd à administrer. En 1970, quand furent érigés les diocèses de Vienne et de Saint-Etienne, la création de celui de Roanne échoua à cause de l'opposition des curés du Brionnais, désireux de rester attachés à Autun. Cependant le Roannais forme le ressort de l'archidiaconé de Roanne, doté depuis 1970 d'un évêque auxiliaire résident. Il n'est pas le seul exemple de divorce entre les régions établies au contact des réalités vécues et le carcan des circonscriptions administratives !

d) Roanne, centre dominateur d'une région dominée.

En dépit du déclin de son rayonnement, Roanne n'en reste pas moins la "grande ville" aux yeux des habitants du Roannais. Cela vient de la faiblesse persistante, surtout pour l'offre d'emplois, des centres régionaux environnants. D'autre part, la prise de contrôle par des firmes extérieures des secteurs délaissés par l'initiative locale prolonge l'attraction de la ville, sans que l'usager soit conscient du phénomène de dépendance. Aussi la population continue-t-elle à s'y regrouper : entre 1968 et 1975, la part de la zone de croissance de l'agglomération dans ^{la population de} l'arrondissement est passée de 58,5 à 62%. Son rôle comme foyer d'appel de la main d'oeuvre industrielle a progressé, si ce n'est en quantité (27), du moins qualitativement. Les migrations pendulaires se sont étendues aux districts textiles les plus touchés par la crise et, des petites villes, sont venus beaucoup de techniciens et de cadres moyens. Enfin l'agglomération continue de rassembler plus des trois quarts des salariés du secteur tertiaire privé de la circonscription ASSEDIC et ce pourcentage serait plus fort si on tenait compte de la fonction publique.

L'attraction de Roanne n'a pas été compensée en effet par le développement des petites villes-relais. Charlieu en a été longtemps le type achevé. Sans remonter à la fin du XIX^e Siècle, où elle possédait sa banque privée, son journal, ses grossistes, elle est restée longtemps un centre aux fonctions équilibrées, qui rayonnait sur une vingtaine de communes de son canton et des cantons voisins de Belmont et de Semur-en-Brionnais. Elle était à la fois centre industriel grâce à ses maisons de soierie; centre agricole grâce au marché du samedi; centre commercial pour les achats quotidiens comme l'alimentation, mais aussi courants comme le vêtement, la quincaillerie, les livres; centre intellectuel avec le lycée et le petit séminaire. Aujourd'hui, elle ne conserve son attraction que pour les services courants qui ont, bien sûr, évolué : le C.E.S., le bureau du Crédit Agricole, magasins et ateliers d'électro-ménager et de machines agricoles ont fait leur apparition. Mais on va chaque semaine en automobile "faire le plein" aux grandes surfaces de Roanne. Le petit séminaire a fermé. L'existence du lycée est menacée. Les jeunes se plaignent de l'absence de loisirs. Certes la métallurgie a remplacé la soierie

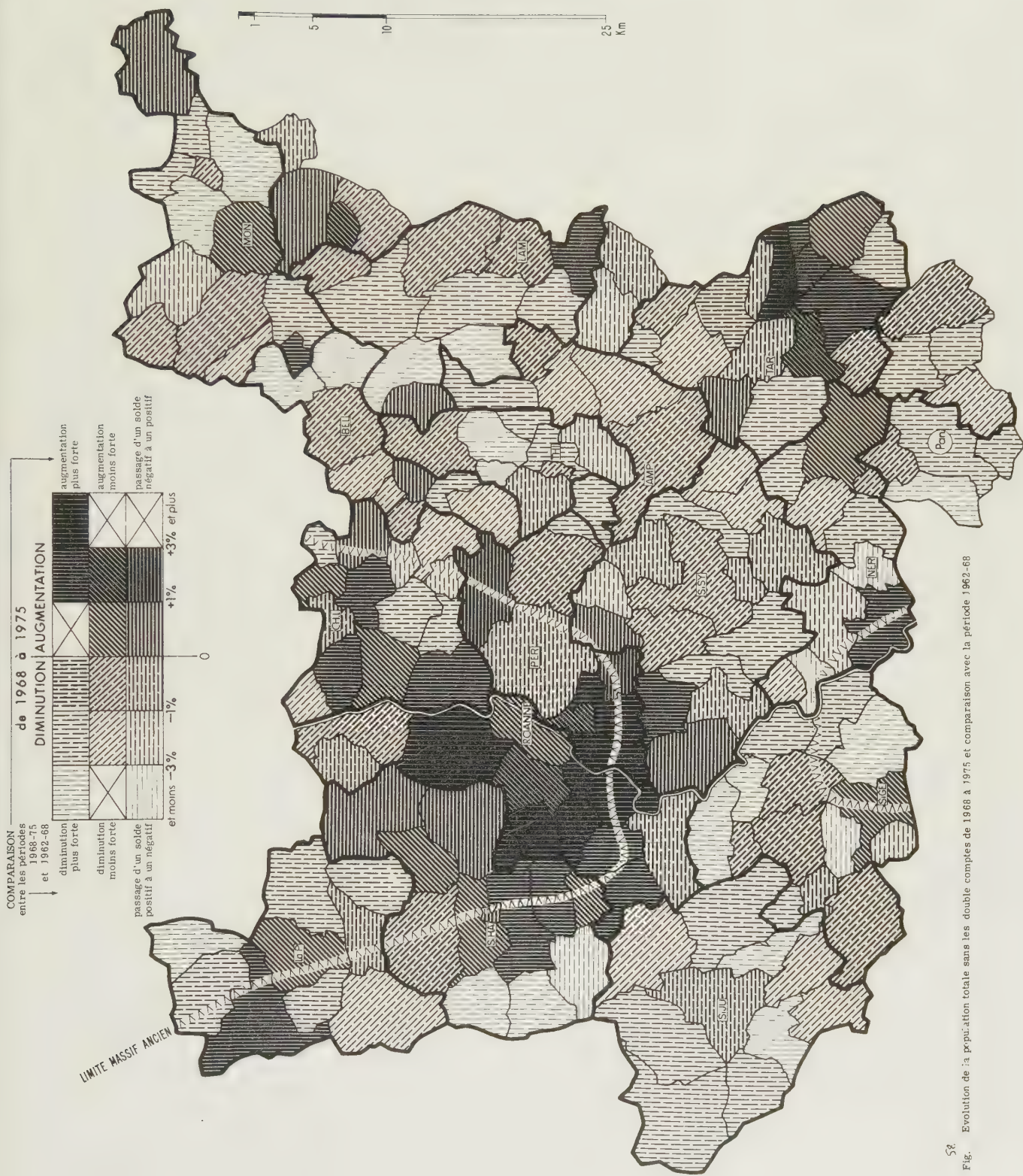
comme foyer d'appel de main d'oeuvre, mais Loirecord n'est pas une entreprise autochtone. La régression du pouvoir de décision industrielle est l'une des explications de l'affaiblissement du niveau des services. La seconde est la diminution de la base rurale : la population des communes rurales du canton de Charlieu est tombée de 12.000 à 7.000 entre 1882 et 1968. Charlieu et Pouilly en ont peu profité, puisque la leur n'est passée que de 7.600 à 8.000.

Les petites villes-relais qui se trouvaient le long de la R.N.7 comme La Pacaudière et Saint-Symphorien-de-Lay, au pied de la Côte comme Ambierle, Renaison et Saint-André d'Apchon, ou dans la montagne comme Saint-Just-en-Chevalet sont réduites aujourd'hui au rang de bourgs-centres, qui n'ont qu'un choix incomplet de services courants. C'est ainsi que les habitants de Saint-Just-en-Chevalet ne trouvent qu'en partie sur place satisfaction pour leurs achats en vêtements et en électro-ménager et doivent "descendre" à Roanne pour les livres, la photo, la radio et la télévision. Les artisans vont s'y fournir en pièces de rechange et les commerçants ont recours aux grossistes et aux entreprises d'aménagement de magasins (28). La régression est encore plus forte à Saint-Haon-le-Châtel, qui a perdu ses juridictions à la chute de l'Ancien Régime et à Perreux, à cause de la proximité de l'agglomération: ces chefs-lieux de canton sont réduits à l'état de "bourgs de poche". Les vieilles rues offrent le spectacle désolant de l'indigence et de l'abandon, à cause des nombreuses devantures fermées ou défraîchies. On trouve beaucoup plus de magasins remis à neuf dans les bourgs qui ont connu un renouveau grâce à l'industrie spontanée, comme Saint-Martin d'Estreaux, Violay et Saint-Just-la-Pendue. Les salaires des ouvriers y ont apporté ou ramené animation et prospérité. Mais les traditions demeurent et les villages industriels ne sont pas forcément les mieux placés pour desservir un "canton rural". Il y a concurrence plus que complémentarité entre l'ancien et le nouveau réseau de bourgs-centres, si bien que toute la bande centrale de l'arrondissement parcourue par la Nationale 7 est englobée dans la zone d'influence immédiate de Roanne. Au sud de la ligne de faite du plateau de Neulise, les bourgs-centres de Balbigny et de Saint-Germain-Laval se rattachent aux petites villes de Feurs et de Boën-sur-Lignon et, par là, à la région stéphanoise (voir fig.1).

A la périphérie nord et est du Roannais, les petites villes restent nombreuses et actives, mais continuent-elles à remplir leur rôle de relais, indispensable au rayonnement de l'agglomération ? Marcigny demeure le chef-lieu agricole du Brionnais et du sud-est de la Sologne Bourbonnaise, mais la population diminue rapidement et les échanges s'organisent sur le plan national autour du marché de Saint-Christophe. Le remarquable dynamisme des services à La Clayette, où l'on trouve supérettes, grossistes, concessionnaires survivra-t-il à l'arrêt de l'extension de l'établissement Potain ? Le commerce

local a toujours été vivant à Cours et le développement des entreprises autochtones maintient des relations étroites avec la ville-centre. Thizy apparaît au contraire de plus en plus comme une cité-dortoir, une annexe, alors qu'Amplepuis affirme une personnalité frondeuse : ici, comme à La Clayette, la situation et les liaisons ferroviaires directes facilitent les relations avec Lyon. Ainsi, l'influence de Roanne, quasi exclusive, voire étouffante au centre tend à se restreindre à la périphérie.

Le Roannais, qui pouvait encore passer il y a une dizaine d'années, pour le type de la petite région autonome (29) voit se dérégler les liens qui unissaient à la ville-centre, campagne et petites villes. L'indigence des centres régionaux situés au nord et à l'ouest dans la vaste zone de bocages sous-peuplés consacrés à l'élevage charolais, la rigueur des obstacles naturels qui limitent à l'ouest l'aire de desserrement de la métropole lyonnaise maintiennent le jeu des flux traditionnels. Mais la prépondérance de Roanne n'est plus en partie que le support d'initiatives extérieures et elle n'empêche ni la constitution de pôles autonomes à partir des réussites de l'industrie spontanée, ni l'abandon des secteurs périphériques à l'attraction lyonnaise ou à celle des centres administratifs. La sauvegarde de la cohésion du Roannais paraît devoir passer par la modernisation des fonctions et des équipements de l'Agglomération et par l'intégration de celle-ci à la hiérarchie urbaine de la région Rhône-Alpes. Mais les pesanteurs de la "province", les lourdeurs du centralisme parisien, l'absence de choix véritable en faveur de Lyon, la relativité du souci de localisation dans les décisions prises par les grands groupes capitalistes rendent, au moins dans le cadre des structures économiques actuelles de la France, cette hypothèse bien improbable.



52
Fig. Evolution de la population totale sans les double comptes de 1968 à 1975 et comparaison avec la période 1962-68

3 - LES ENSEIGNEMENTS DU RECENSEMENT DE 1975 : STAGNATION DE LA POPULATION ET ACCENTUATION DES DESEQUILIBRES INTERNES.

L'évolution démographique récente renforce ces craintes. Les résultats provisoires du recensement de la population de 1975 pour les départements de la Loire et du Rhône montrent que l'agglomération de Roanne redevient le seul pôle d'attraction d'une région qui continue à perdre sa substance au profit des zones métropolitaines (30) (voir fig.58).

a) une population stable à proximité de métropoles en expansion.

Les zones métropolitaines voient leur population croître plus vite que la moyenne nationale. Cette augmentation porte principalement sur la périphérie des métropoles, sur les villes-relais, mais aussi sur l'ensemble des territoires de l'aire de desserrement. Ainsi, alors que la région Rhône-Alpes a connu de 1968 à 1975 un taux moyen annuel d'accroissement de 0,8% égal à celui de la France, le département du Rhône qui, à l'exception des Monts du Beaujolais et du Lyonnais, est inclus dans l'aire de desserrement de Lyon, enregistre un taux de 1,5%. Ce taux atteint 5% pour l'unité urbaine INSEE de Lyon, en dehors de Lyon et de Villeurbanne. Il est de 2,4% pour l'agglomération grenobloise. Il dépasse 2% pour les villes moyennes atteintes par le desserrement de Lyon, comme Bourg-en-Bresse, ou incluses dans la zone métropolitaine de l'avant-pays alpin qui se développe de Grenoble à Genève : il est de 2,2% à Chambéry et de 3,3% à Annecy. Il en va de même pour les villes plus petites : on trouve 3% à Villefranche, 2,2% à Thonon et même 2% à Givors, en dépit de structures industrielles anciennes. Les cantons à population rurale dominante qui entourent l'agglomération lyonnaise bénéficient eux aussi de taux élevés et en progression : 2,7% au lieu de 1,6% entre 62 et 68 pour Anse, 1,7% au lieu de 1 pour Mornant, 1,6% au lieu de 0,6 pour L'Arbresle et le Bois d'Oingt.

Bien différente apparaît l'évolution du Roannais et du Beaujolais Textile. Pour l'ensemble, le taux d'accroissement annuel tombe à 0,2%, ce qui, compte tenu de l'accroissement naturel, laisse apparaître un solde migratoire négatif. Et ce ne sont pas les résultats non encore disponibles des cantons de Saône-et-Loire et des communes de l'Allier qui amélioreront le bilan. Pour l'agglomération de Roanne, le taux d'accroissement est de 1%, ce qui la place au dernier rang des villes moyennes de la région Rhône-Alpes. Ces taux restent à peu près semblables à ceux observés depuis la stabilisation de la population à partir de 1946. Mais le dernier recensement fait apparaître une modification de la dynamique de la distribution interne. En fait, elle a commencé, pour la montagne manufacturière, avec la crise textile de 1965, dont les effets étaient déjà sensibles dans le recensement de 1962 (voir tableaux 4 et 5).

Tableau 4 - Evolution de la population sans doubles comptes de l'arrondissement de Roanne et des cantons d'Amplepuis, Lamure, Monsols, Thizy et Tarare de 1962 à 1975

	1962	1968	1975
arr. de Roanne	152.412	156.579	161.003
cantons du Rhône	56.213	54.794	52.161
total	208.648	211.373	213.564
petites villes (a)			
- arr. de Roanne	26.091	27.070	27.045
- cantons du Rhône	36.046	35.914	35.313
total	62.137	62.984	62.358
agglom. de Roanne			
- les 4 comm. de base	70.627	74.931	79.543
- pop. totale estimée (b)	70.627	76.500	85.000
popul. urbaine (b)	132.764 (64%)	139.500 (66%)	147.300 (70%)
popul. rurale (b)	75.884	72.000	67.600

Source : INSEE, Recensements de 1968 et 1975 (résultats provisoires)

(a) voir tableau 6

(b) voir texte, p. 276 et note 34

Tableau 5 - Comparaison de l'évolution de la population dans le Roannais et le Beaujolais Textile de 1936 à 1975

circonscriptions (a) en % par an	1936-1962	dont 54-62	1962-1975	dont 62-68	et 68-75
ensemble région	0	+ 0,25	+ 0,2	+ 0,23	+ 0,17
populat. rurale	- 0,4	- 0,4	- 0,85	- 0,83	- 0,88
petites villes	+ 0,3	+ 0,4	+ 8	+ 0,2	- 0,15
agglom. de Roanne	+ 1,1	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,6

(a) 1936-1962 : voir tableau annexe 4

1962-1975 : voir tableau précédent

b) l'arrêt de la reprise des petites villes et l'aggravation de l'abandon des campagnes.

On constate depuis lors une accélération de l'exode rural, l'arrêt de la courte reprise des petites villes et ^{la} concentration croissante de la population à Roanne, bref une situation qui renoue avec celle de la longue période

de déclin comprise entre le maximum de 1896 et 1936. L'examen du recensement de 1975 montre la résorption des zones de croissance extérieures à Roanne, dont l'apparition avait été la grande originalité de l'après-guerre. Celles qui étaient liées à la reprise jusqu'en 1960, puis à la rénovation des zones textiles disparaissent.

Tableau 6 - Evolution de la population sans doubles comptes des petites villes de la Loire et du Rhône de 1962 à 1975

	1962	1968	1975
Loire :			
agglomération de Charlieu (a)	10.338	10.764	11.096
St-Martin d'E.-La Pacaudière	2.386	2.451	2.681
St-Just en Ch.-St-Priest Lap.	2.774	2.800	2.533
Balbigny	1.840	2.023	2.306
St-Germain-Laval	1.569	1.721	1.777
Régny	2.394	2.414	2.133
St-Just-la-Pendue - Violay	4.790	4.777	4.519
Bussières			
	26.091	27.070	27.045
Rhône :			
agglomération de Cours (b)	7.071	6.614	6.255
" Thizy (c)	7.554	7.555	7.337
" Amplepuis (d)	6.426	6.402	6.275
" Tarare (e)	15.014	15.343	15.446
	36.065	35.914	35.313

(a) Charlieu, Chandon, St-Denis-de-Cabanne, St-Nizier et Pouilly-sous-Charlieu

(b) Cours, La Ville, Pont-Trambouze

(c) Thizy, Bourg-de-Thizy, Marnand

(d) Amplepuis, St-Jean-la-Bussière

(e) Tarare, St-Marcel l'Eclairé, Pontcharra, St-Forgeux, Les Olmes

Régny, Thizy, Amplepuis avec Saint-Jean-la-Bussière et les bourgs qui ont profité de l'essor du tergal, comme Saint-Jean-la-Pendue, ont atteint en 1968 un maximum secondaire et leur population recommence à décliner. Le "grand" Tarare n'a gagné que 100 habitants. Les secteurs de Cours et de Panissières enregistrent un taux de diminution annuel proche de 1%. Si l'on s'explique le déclin de la zone de Saint-Just-en-Chevalet, Saint-Priest, à cause du ralentissement de la mine, force est de constater le rétrécissement des zones de Saint-Germain-Laval et de Balbigny à la seule commune-centre, ainsi que le piétinement de celle de Charlieu, qui bénéficie pourtant du desserrement de Roanne : or ces trois zones sont maintenant à prépondérance métallurgique. La zone de

Lamure disparaît. La seule à progresser est celle de Saint-Martin d'Estreaux - La Pacaudière (voir tableau 6). Sans doute les résultats de Saône-et-Loire ne modifieront-ils pas sensiblement ce constat, qui ne doit rien aux conséquences de la crise de conjoncture commencée en juillet 1974. Ainsi la croissance indéniable de l'activité industrielle des petites villes ne s'est pas accompagnée d'un accroissement parallèle de leur population. Au fond, ce paradoxe n'en est pas un. L'infériorité des salaires et des conditions de vie reste telle, malgré les progrès récents, que l'atténuation d'un réel surpeuplement est logique.

La résorption des pôles de croissance va de pair avec l'aggravation du dépeuplement des zones d'abandon consécutive à l'accélération de l'exode rural et au vieillissement. Compte ^{non} tenu des secteurs de l'Allier et de la Saône-et-Loire, 17 communes ont perdu en sept ans plus du cinquième de leur population. Le triste record est détenu par Dancé, au nord-ouest du plateau de Neulise, qui ne conserve que 117 de ses 177 habitants, soit -5,7% par an. Les villages de la montagne manufacturière sont fortement touchés : ainsi Mardore, près de Cours, tombe de 601 à 430 hab. (-4,7%) et Cottance, près de Panissières, de 668 à 532 (-3,2%). Le dépeuplement devient la loi des campagnes, situées en dehors des zones de croissance des villes, qui tendent à se restreindre à la seule agglomération roannaise.

c) l'agglomération roannaise, à nouveau unique pôle de croissance.

Celle-ci continue de s'étendre autour des 4 communes de base (31) : Roanne, Le Coteau, Riorges et Mably, dont le territoire commence à être saturé, sauf à Mably. La population propre de Roanne n'a augmenté que de 0,5%. Mais la zone de croissance s'est encore développée : elle est passée de 85.600 hab. en 1962 à 91.200 en 1968 et à près de 100.000 en 1975. Les plus forts accroissements se trouvent dans les communes périphériques : le flambeau est porté par Commelle-Vernay, qui passe de 912 à 1.383 hab., soit + 51,6% et + 6,1% par an. Ils sont encore appréciables le long de la Côte : ainsi Saint-André d'Apchon, à 10 km. du centre, passe de 1154 à 1347, soit + 16,7 et 2,2% par an. Dans ces conditions, il est difficile d'évaluer la population de l'agglomération réelle. Elle ne se confond ni avec celle des 4 communes de base, ni avec celle des 7 communes de l'unité urbaine de l'INSEE, ni avec celle de la zone de croissance, puisque celle-ci englobe des noyaux villageois qui continuent d'avoir leur vie propre. Pour tenter une approximation minimale, nous avons ajouté à la population de l'agglomération stricto-sensu l'accroissement de population intervenu depuis 1962 dans la zone de croissance située à l'extérieur des 4 communes, soit 5.370 hab., ce qui donne près de 85.000 hab.(31). Calculé sur ces bases, le taux de l'accroissement annuel de l'agglomération passe à 1,60% entre 1968 et 1975, ce qui doit refléter la réalité. Mais parallèlement, la population a

diminué de 4.000 habitants dans le reste de l'arrondissement et de 2.200 dans les cinq cantons du Rhône, dont 1200 pour Thizy et Amplepuis, soit de 0,7% environ par an. Or l'accroissement de l'emploi n'a pas été plus fort à Roanne que dans le reste de la circonscription ASSEDIC. Le maintien de l'attraction tient au désir des gens de la campagne et des petites villes de se rapprocher de leur lieu de travail, mais aussi de profiter des avantages de la "grande ville" : salaires supérieurs et équipements plus complets.

Cette attraction, à nouveau sans contrepoids, ne laisse pas d'être inquiétante pour l'avenir même de l'agglomération. En 1968, la population du reste de la zone d'influence était de 132.500. Entre 1968 et 1975, elle a subi une perte de 5.200, soit près de 1.000 par an, avec les secteurs de Saône-et-Loire et de l'Allier. A ce rythme, et les circonstances auraient plutôt tendance à s'aggraver, elle tomberait à 100.000 à la fin du siècle. Or on se rappelle que l'augmentation de population de l'unité urbaine entre 1962 et 1968, soit 4.600 personnes, a été fournie pour les trois quarts par l'excédent migratoire en provenance de la région proche, soit 3.440 personnes. L'agglomération trouvera-t-elle ailleurs, sinon dans un renforcement de l'immigration étrangère qui a déjà fourni un solde positif de 1.240 personnes entre 1962 et 1968, les apports nécessaires au simple maintien de la population ? Toujours entre 1962 et 1968, l'excédent naturel a juste compensé le déficit du solde migratoire avec les métropoles. La rétraction de son "réservoir" naturel est également alarmante pour l'avenir économique de la cité. Son secteur tertiaire vit en grande partie des services destinés à la zone d'influence, et l'esprit d'entreprise des ruraux a été dans une large mesure à l'origine de la croissance industrielle.

Bien que l'on ne connaisse pas encore la répartition du mouvement de population entre le mouvement naturel et le mouvement migratoire, ni la provenance des départs et des arrivées pour la période 1968-1975, on peut penser que le déficit migratoire avec les régions métropolitaines, qui a été supérieur à 2.000 personnes entre 1962 et 1968 s'est au moins maintenu. Nous ne reprenons pas l'analyse des décalages dans les structures socio-économiques et les équipements à la veille de la crise textile de 1965. Toutes les indications que nous avons rassemblées montrent que si la situation s'est améliorée par rapport au passé, le retard s'est plutôt accentué en valeur relative. La conclusion portée sur l'évolution démographique avant la crise de 1965 reste valable : Roanne vide sa région de la population la plus jeune et la plus qualifiée et envoie vers les métropoles beaucoup de ses éléments les plus jeunes et les mieux formés; la population vieillit et son niveau de qualification professionnelle s'éloigne de plus en plus de la moyenne nationale. L'anémie de la Région Roannaise et du Beaujolais Textile continue(1).

4 - LA CRISE ACTUELLE, REVELATEUR DES FAIBLESSES DE LA RECONSTRUCTION DE L'INDUSTRIE.

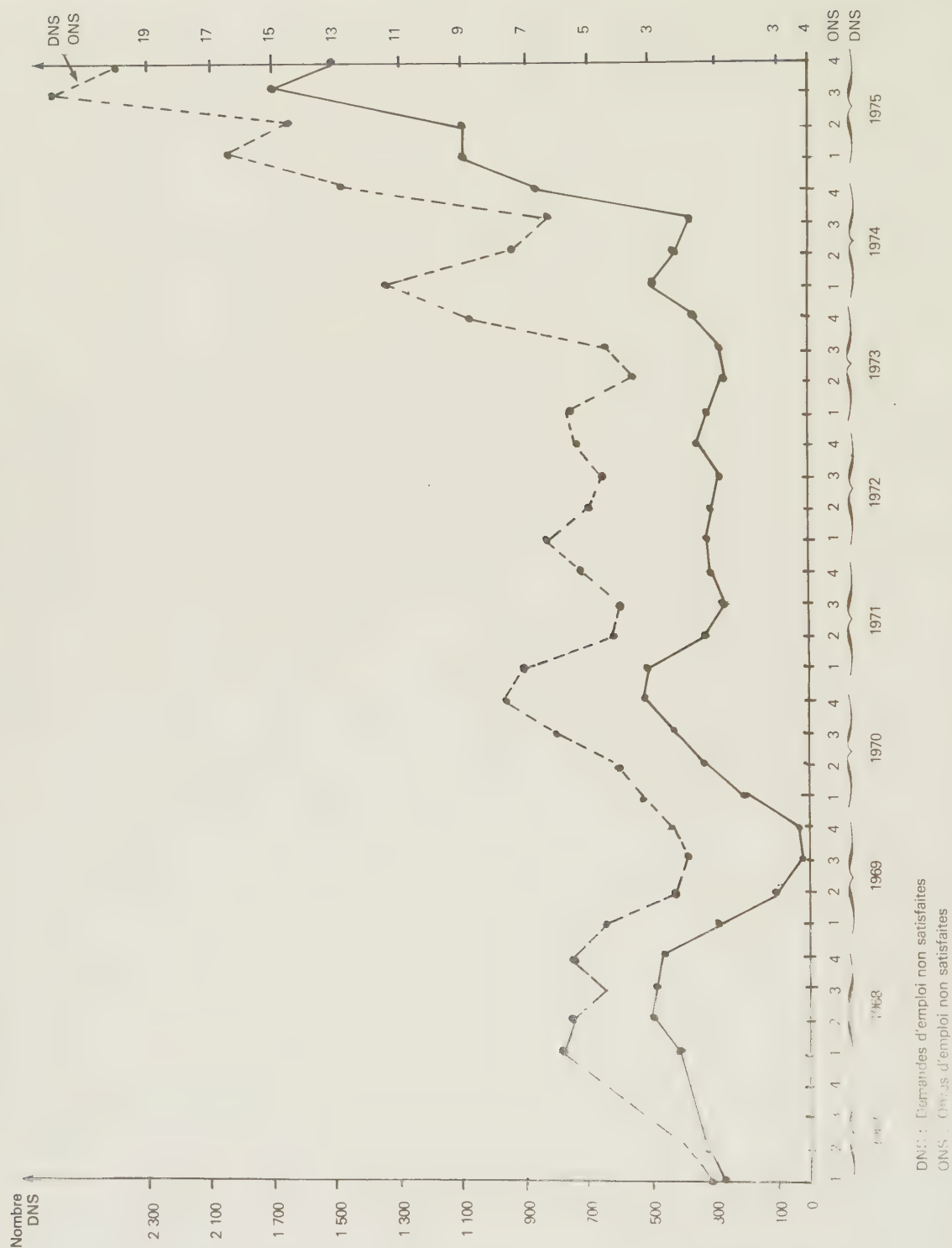
Alors que la crise des années trente avait atteint avec retard la Région de Roanne, la crise actuelle provoquée par les mesures anti-inflationnistes et la hausse du pétrole s'y est fait sentir au même moment et avec la même intensité que dans l'ensemble du pays. Si le chômage touche davantage les industries textiles où la réduction de la demande accélère la restructuration, ce sont les industries plus dynamiques qui souffrent le plus, en particulier les deux groupes "locomotives" de la métallurgie spontanée.

a) la crise de l'emploi

Le chômage avait été pratiquement inconnu dans la région depuis la grande crise des années 30. Même pendant la crise du textile de 1965, le taux des demandeurs d'emploi n'avait jamais dépassé la moyenne nationale (voir livre II, p.3) et la nature des allocataires de l'ASSEDIC en 1967 met en évidence son caractère structurel (32). Il s'agit de travailleurs des industries traditionnelles (les trois quarts proviennent de l'industrie textile et 60% du seul tissage), qui ne peuvent se reconvertir parce qu'ils sont trop âgés : les trois quarts ont plus de 50 ans et 41% entre 60 et 65 ans. Si nous regardons la courbe des demandeurs d'emploi (fig.59), nous nous apercevons que le "clocher" de janvier 1968 lié aux difficultés de la bonneterie et celui d'octobre 1970 lié à la seconde phase technologique de la crise du tissage ont été vite résorbés grâce à la reprise générale de la croissance après 1968 et à la reconstruction de l'industrie locale. Les offres d'emploi équilibrent les demandes, dont le niveau ne dépasse 600 que lors de difficultés particulières, comme la baisse d'activité de la bonneterie en 1972-73, les licenciements opérés à la fabrication du papier chez Navarre et lors de la fermeture du blanchissage Bourlière, qui avait des dépôts dans toute la région (33).

Le relèvement du prix du pétrole à l'automne 1973 qui aggrave la crise conjoncturelle, atteint brutalement la région. Les demandes d'emploi non satisfaites dans l'arrondissement de Roanne grimpent à 1346 en janvier 1974, 1829 en janvier 1975 et 2388 en septembre 1975, quand les jeunes ayant achevé leur scolarité se présentent sur le marché de l'emploi. Entre avril 1973 et avril 1975, leur nombre a triplé alors qu'il n'a qu'un peu plus que doublé en France et le rapport demandes sur offres d'emplois se dégrade plus vite : il passe de 0,75 à 8 pendant cette période, au lieu de 1,5 à 7,5 pour l'ensemble du pays. On pourrait penser que le chômage est moins fort qu'en France car les demandes d'emplois non satisfaites ne touchent que 3,75% des salariés du secteur privé (34) au lieu de 6% en France (35). Il est vrai que les licenciements ont été peu nombreux et ont surtout porté sur la main d'oeuvre intérimaire, souvent

Fig. 59 - ÉVOLUTION DES DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES DE 1967 A 1975



recrutée à l'extérieur. Mais cette situation privilégiée n'est qu'apparente. En effet le pourcentage des allocataires de l'ASSEDIC pour la circonscription de Roanne est pratiquement le même que dans l'ensemble du pays : 27,8 pour 1000 salariés au lieu de 28,7 au 31 juillet 1975 (36). Il est plus faible pour les allocataires simples (19,1 au lieu de 23,6), mais plus fort pour les personnes licenciées âgées de plus de 60 ans qui bénéficient de la Garantie de Ressources (8,75 au lieu de 5,1). Parallèlement, les chômeurs partiels sont nombreux : l'ASSEDIC en a enregistré 5600 en mars 1975 dans l'arrondissement, soit un pour 8 travailleurs, mais ce chiffre officiel est inférieur à la réalité. On a des précisions pour les entreprises industrielles les plus importantes, grâce à l'enquête effectuée en février 1975 par l'Union Patronale du Roannais. Elle porte sur 61 entreprises qui emploient 43% des salariés, soit 15.761. Les réductions d'effectifs portent sur 13 entreprises et 700 salariés, soit 4,4%. On compte 50.000 journées entièrement chômées pour les mois de novembre, décembre 1974, janvier et février 1975, soit une perte d'activité de 2,50%. Enfin 7.000 salariés, soit 42,5%, dans 22 entreprises ont été ou pourraient être touchés par une réduction d'horaire. Les horaires ont été ramenés à 40 heures dans 11 entreprises et sont tombés entre 36 et 28 heures dans 11 autres, ce qui concerne 4.500 salariés (37). Les répercussions ont donc été sévères dans les grandes entreprises. Sans doute certaines d'entre elles ont été touchées de plein fouet par la crise, mais c'est un trait déjà noté au cours de la crise de 1965 que le patron d'une entreprise familiale fait le maximum pour éviter les répercussions sociales des difficultés économiques, dans le logique d'une conception "paternaliste" de ses responsabilités. Les licenciements ou menaces de licenciements sont essentiellement le fait des industries spontanées parvenues au stade capitaliste comme Potain et les A.R.C.T., qui ont entraîné leurs sous-traitants exclusifs, Gevarm, Orgex, Grangette et Passager. La pratique des périodes chômées concerne les grands groupes nationaux comme Rhône-Poulenc-Textile pour "France-Rayonne", fermée complètement une quinzaine par semestre, et l'usine Jalla du groupe Boussac à Régnny, qui a fermé pendant un mois à partir du 14 septembre 1975, avant de ramener l'horaire à 24 heures.

La Région de Roanne a donc été atteinte en même temps et au moins au même degré que le reste du pays par la crise de l'emploi. La répartition des chômeurs confirme l'alignement sur la situation générale. Comme partout, les jeunes sont les plus touchés : au 30 mai 1975, les moins de 25 ans forment 37% des demandeurs d'emploi dans l'arrondissement de Roanne, contre 36,3% pour les 18 à 24 ans en France ; au 30 octobre, ils en forment la moitié. L'ampleur du chômage diminue avec l'âge : 50% ont moins de 25 ans, 21,5% de 25 à 39 ans, 12,5% de 40 à 59 ans et 6% plus de 60 ans. Les catégories qui ont bénéficié d'une formation professionnelle (ouvriers et employés qualifiés, techniciens et cadres) sont fortement atteintes : elles constituent 41% des demandeurs

d'emploi. Ce pourcentage est particulièrement élevé pour une région où la qualification de l'emploi est faible. L'importance du groupe des ouvriers qualifiés pour les hommes (28,5%) et des employées qualifiées pour les femmes (24,5%) montre que la crise a encore aggravé la distorsion entre la formation dispensée dans les établissements techniques et le marché de l'emploi. Il y a aussi plus de femmes (51%) que d'hommes parmi les demandeurs d'emploi (34). C'est un fait nouveau, car depuis 1972 la bonneterie et la confection cessent d'éponger la main d'oeuvre disponible. Enfin, le chômage sévit dans toutes les branches professionnelles, particulièrement dans celles qui viennent de se renouveler et se développer : ainsi au 31/8/75, 9% des allocataires simples de la circonscription ASSEDIC proviennent du bâtiment, 10% de la métallurgie, 28,5% des industries diverses, 22% du secteur tertiaire, ce qui recouvre en fait les salariés des agences de travail temporaire, alors que le tissage n'en fournit que 16%, la bonneterie et la confection 14,5% (36). C'est la situation de 1967 renversée.

b) la remise en cause du boom de l'industrie spontanée.

L'opinion est moins déconcertée que pendant la crise de 1965, car elle a conscience qu'il s'agit d'un mouvement général. Mais les difficultés qui frappent les entreprises qui avaient été les plus florissantes dans les branches nouvelles suscitent de vives inquiétudes pour l'avenir.

Tableau 7 - L'évolution de l'emploi du secteur privé dans l'arrondissement de Roanne du 31.12.1972 au 31.12.1974

évolution nb. salariés	du 31.12.72 au 31.12.74		du 31.12.73 au 31.12.74	
	val. absolue	val. relative	val. absolue	val. relative
métallurgie	+ 333	+ 6%	- 156	- 2,50%
bâtiment	- 210	- 5	- 315	- 7,30
tissage-transformat.	- 405	- 7	- 201	- 3,5
bonneterie	- 844	- 10,7	- 133	- 1,3
habillement	- 314	- 9,3	- 250	- 7,6
ind. diverses	+ 6	+ 0,1	- 47	- 0,1
décentralisation (Michelin)	- 351	-	- 25	-
m. d'ouv. intérimaire	- 47	- 4	- 14	- 1,4
services	- 179	- 1,1	-	-
total	- 1010	- 2,14	- 1124	- 2,18

Source : ASSEDIC de la Région Roannaise, Statistiques des établissements affiliés et des effectifs au 31 décembre 1973 et au 31 décembre 1974.

La récession dans l'industrie textile a commencé la première, mais reste limitée. La production des tissus plats de coton qui était remontée à 61% du volume de 1963 en 1973 a diminué de 5% en 1974 et de 20% en cours du premier semestre de 1975 (39). Cependant si le mouvement devait s'amplifier, la division teinture fil et tissus chaîne-trame de l'usine Gillet-Thaon de Roanne, qui connaît de fortes réductions d'horaire, serait menacée. La production des tissus bouclés se maintient. Les petites et moyennes entreprises familiales profitent des difficultés inhérentes aux désordres de gestion communs à l'ensemble du groupe Boussac, que connaît l'usine Jalla de Régnay, mais son existence n'est pas menacée (40). La voile de Tarare a connu une phase critique à cause de la concurrence des voiles rustiques importés, mais les exportations reprennent à l'automne 1975. La conjoncture défavorable entraîne la fermeture de petites usines vieillies qui subsistaient, comme l'annexe de Neulise d'une fabrique de couvertures de Cours (17 salariés) et l'arrêt de tisseurs à domicile comme les deux derniers qui restaient à Lay.

La bonneterie voit alterner le cycle des bonnes et mauvaises saisons dans un climat plus lourd. Les grandes entreprises sont les plus touchées à cause du poids des frais généraux. Ainsi le chiffre d'affaires de Piéron a diminué de 18% en 1974, alors que celui des autres entreprises restait stationnaire en francs constants (41). La situation est sensiblement la même dans la confection. Les difficultés de Mavest tiennent à des raisons particulières : la disparition du patron-fondateur. Dans l'ensemble, la diminution assez importante des effectifs résulte d'un effort accru de productivité et touche pour moitié le personnel à domicile.

Les restrictions de crédit ou les effets directs de la hausse du pétrole, voire les deux à la fois, ont directement atteint la demande en biens intermédiaires et en biens d'équipement. Ainsi la métallurgie et les industries pour le bâtiment qui constituent les secteurs-clés des industries nouvelles, et en premier lieu les groupes les plus dynamiques très liés aux marchés internationaux, ont été frappés de plein fouet par la crise.

Les A.R.C.T. préparaient, nous l'avons vu, une diversification de leur production, pour répondre à la saturation prévisible du marché des machines à texturer les fibres synthétiques. La hausse du prix du pétrole, précédée d'ailleurs d'une spéculation sur le cuprolactam qui sert à la fabrication des polyesters, a entraîné un renchérissement de la matière première et précipité de ce fait le ralentissement de la demande. Dès 1974, les exportations et, parallèlement, le chiffre d'affaires baissent de 27% (41). Les sous-traitants exclusifs comme Manceaux et la T.I.R. doivent fermer leurs portes. Il y a 25 licenciements à l'annexe de Charlieu, la S.M.C. A Roanne, sans préjudice des

périodes de chômage technique et des réductions d'horaire, le personnel a diminué de 180 unités, à la suite de 77 mises en pré-retraite, des départs volontaires et des mutations. Cela a permis jusqu'à présent de surseoir aux 150 licenciements prévus. Dès juillet 1973, le blocage de la construction en Allemagne Fédérale, à la suite de rigoureuses mesures anti-inflationnistes : restriction du crédit à 50% de la valeur, hausse du taux des prêts de 9 à 14%, taxe de 11% sur les investissements immobiliers, frappe le groupe Potain, qui y exportait la moitié de sa production. A Loirecord, on passe de 190 grues pesant 2700 tonnes en juin 1973 à 150 grues pour 1800 tonnes par mois, au cours du 1er semestre 1974. De 1973 à 1974, le chiffre d'affaires a diminué de 22% et les exportations de 40% (41). Les horaires sont ramenés à 40 heures et on évite les licenciements, mais la chute d'activité se répercute chez les sous-traitants et à l'usine de Charolles de la société Cadillon, qui a été contrainte de s'intégrer au groupe Potain. On connaît par les difficultés de Poclain le marasme de la pelle hydraulique, ressenti à l'usine International Harvester de Chauffailles et par le groupe Gevarm qui continuait la sous-traitance pour les pelles Yumbo. Comme il a été également frappé dans ses fabrications propres, l'atelier de Saint-Etienne (34 personnes) a fermé et les pouvoirs publics ont dû intervenir pour éviter 20 licenciements à Saint-Germain-Laval. Enfin la sortie de la Monika, voiture de luxe que voulait lancer le directeur de la C.F.M.F. à Balbigny, devra attendre des jours meilleurs, mais les 60 salariés de l'atelier de mise au point ont perdu leur emploi. Les petites entreprises ont, dans l'ensemble, mieux résisté, car les patrons ont arraché, en courant la France et l'étranger, quelques marchés qui se sont ajoutés au maintien de la sous-traitance de l'Arsenal. Certains ont même changé d'activité, comme ces coursiauds qui montent les charpentes métalliques dans un rayon de 200 km. Mais aucune entreprise de la branche n'a échappé aux réductions d'horaire.

Le marasme du bâtiment s'est traduit par des licenciements et la faillite d'une entreprise de 40 personnes. Il se répercute chez les fournisseurs. L'ascension fulgurante de la menuiserie normalisée est interrompue. L'entreprise Giraud du groupe G.I.M.M. a dû licencier 50 personnes à la nouvelle usine de Pont-Trambouze. Les stocks s'accumulent chez Porcher. D'autre part, la flambée du cours des tourteaux et la réduction du revenu des éleveurs a contraint Orgex à licencier 50 personnes, première césure ici encore d'une brillante croissance. A Rhône-Poulenc-Textile, on ne travaille plus qu'en deux postes au lieu de trois : en effet la production de la fibranne chute de 125 à 85 tonnes par jour, en dépit de l'accroissement des exportations vers l'Allemagne et l'usage du non-tissé n'était pas suffisamment assuré pour résister à la contraction générale. Evidemment, la compensation ne pouvait provenir des décentralisations, déjà si difficiles à obtenir en phase favorable. Une firme belgo-hollandaise qui devait créer 200 emplois sur la zone industrielle du Co-teau a renoncé à s'implanter. En revanche, après une période creuse, Michelin

s'est remis à embaucher. Il est le seul à le faire avec l'Arsenal, qui continue de recruter une cinquantaine de personnes par an. Le marasme de l'industrie textile est tel qu'il se répercute sur le secteur tertiaire, obligé de procéder à des réductions de personnel, alors que la crise de 1965 n'avait pas arrêté son expansion.

Par leur dynamisme, les industries spontanées et, en premier lieu la métallurgie, étaient devenues le groupe moteur de l'économie régionale. On se rend compte maintenant de l'extrême sensibilité à la conjoncture internationale de ces firmes, devenues étrangères à la région tant pour la matière première et les débouchés et dont les organes de décision se rapprochent progressivement de ceux des grands groupes capitalistes. Pour la première fois depuis la pénétration de la révolution industrielle, le rythme de l'économie régionale épouse le rythme général des affaires, au lieu d'aller à contre-courant des cycles mondiaux. La grande période de développement de 1870 à 1890 correspond à une phase de dépression. Les trois quarts de siècle de stagnation recouvrent indifféremment des phases de croissance et de dépression. Si la crise des industries traditionnelles est générale en France dans les années 1955-1970, la reprise s'opère en dehors des zones métropolitaines, par l'intégration des entreprises locales aux grands groupes capitalistes et grâce aux décentralisations (42). Il est exceptionnel qu'elle soit le fruit d'initiatives locales. Ici, comme dans le Choletais (43), un type particulier de décalage par rapport aux conditions socio-économiques d'ensemble avait préservé une classe moyenne de travailleurs indépendants et une population relativement dense. A la faveur de la croissance, l'esprit d'initiative resté vivace a permis la mise au travail d'une main d'oeuvre encore abondante et peu exigeante, à des coûts relatifs comparés très favorables. Mais la nouvelle génération d'industries spontanées qui en est résultée évolue comme des kystes rattachés aux structures capitalistes dominantes, plaqués sur un milieu dont le développement global a été retardé. La région reste à l'écart des grands axes de communications; elle n'a pas conservé son autonomie; elle perd les éléments les plus jeunes et les plus qualifiés de sa population. On peut se demander si les atouts qui lui ont permis de reprendre partiellement son destin en mains ne se trouvent pas aujourd'hui épuisés et si, à l'issue de la crise actuelle, elle ne se trouvera pas plongée dans l'anonymat de la "province traditionnelle".

NOTES Chapitre III - A

LES FREINS AU DEVELOPPEMENT

- (1) voir ci-dessous 1ère partie, chapitre III, D, p. 233-310.
- (2) SNCF, DIRECTION GENERALE, ETUDES GENERALES, STATISTIQUES
Trafic voyageurs 1963 (carte)
Trafic marchandises 1966 (carte)
- (3) MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'EQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DU
TOURISME, Recensement de la circulation sur les routes nationales et les auto-
routes, cartographie I.G.N., 1972
- (4) Il est assuré par trois lignes : Roanne-Lyon et Nevers-Lozanne -Lyon par
Saint-Germain au Mont-d'Or, et L'Arbresle-Lyon (Saint-Paul).
- (5) A.E.S.D.A.R. (61), Eléments pour le dossier de la liaison routière Roanne-
Lyon, 6 p. dact.+ 2 annexes, mai 1970
- (6) CONNAISSANCE DE LA LOIRE, (45), n°spécial de mai, La Loire en... (titre VII,
transports et communications), princ. 1973 n° 33, p.73-82 et 1974 n° 37, p.
63-72
et CRESAL (61), Les transports de marchandises au départ et à l'arrivée dans
l'agglomération de Roanne, 79 p. dact., oct.70
- (7) Le voyage correspond à un simple parcours. Les nombres donnés sont approchés,
car ils sont élaborés à partir des billets vendus dans les gares et des abon-
nements hebdomadaires de 12 coupons.
- (8) Il convient de préciser la terminologie adoptée par le Ministère de l'Equipe-
ment. Les liaisons prioritaires retenues au schéma directeur de 1971 sont les
voies rapides (autoroutes confiées à des sociétés privées et voies express, sur
lesquelles un petit nombre de croisements à niveau est admis) et les *routes à
grande circulation* qui doivent obéir à des normes de calibrage et de visibi-
lité, que l'on s'efforce de réaliser par les renforcements coordonnés d'iti-
néraires. Les nationales (R.N.) non retenues au schéma directeur de 1971,
c'est-à-dire toutes celles de la région sauf la R.N.7 et la R.N.82, ont été
au 1.1.1973 déclassées en départementales (C.D.). Le département a obtenu à
cette occasion le droit de contracter des emprunts pour les améliorer et re-
çoit une participation annuelle de l'Etat pour leur entretien. Certaines rou-
tes départementales et voies municipales peuvent avoir les caractères techni-
ques des routes à grande circulation.
- (9) L'enquête de circulation effectuée en 1968, un jour de semaine normal, donne
la distribution du trafic sur la R.N.7. Sur 3.500 véhicules :

- les échanges à courte distance entre l'agglomération de Roanne et son environnement sont estimés à un millier de véhicules;
- les échanges ayant pour origine et destination les agglomérations de Lyon et de Roanne représentent 150 poids lourds et 332 voitures légères, soit environ 500 personnes, dont 40% sont des résidents de l'agglomération de Roanne. La moitié de ces déplacements a pour motif "affaires ou travail";
- les relations à longue distance, c'est-à-dire celles dont le parcours est plus long que le trajet Lyon-Roanne, représentent 1200 véhicules légers et 750 poids lourds.

In A.E.S.D.A.R. (61), Eléments pour le dossier....., p.4.

- [10] A.E.S.D.A.R. (61), Schéma d'aménagement de l'ensemble urbain roannais, 99 pages et planches cartographiques, sans date, p.50-57.
- [11] François TOMAS , Les efforts de désenclavement, in INSTITUT GEOGRAPHIQUE DE L'UNIVERSITE DE SAINT-ETIENNE, Fiches pédagogiques sur le département de la Loire, 1970, p.14-16.
- [12] Compte-rendu de l'exécution du Plan, année 1974, Transports et communications, tableaux p. 67,68, 69, in CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), n° 38, 15 Sept. 1975. Certains crédits n'ont pu être répartis entre les circonscriptions administratives, faute de renseignements suffisants, mais représentent de petites sommes. Il en a été de même pour la voirie départementale, qui a représenté 58,5 millions.
- [13] C.R.E.S.A.L. (61), Relations internes et externes de la Région de Roanne, études pour l'établissement du S.D.A.U. de Roanne, oct. 1970, 255 p. dact. et cartes hors texte.
- Daniel ROSETTA (124), La zone d'influence de Roanne, mémoire de maîtrise de géographie, I.E.R., juin 1967.
- [14] Claude CRETIN (144), De Charlieu à Bourbon-Lancy : étude à propos d'une série de petites villes, in Université de Saint-Etienne, LES VILLES DU MASSIF CENTRAL, 1971, p. 148.
- [15] voir livre I, p. 292.
- [16] J. LABASSE et M. LAFERRERE, La région lyonnaise, collection La France de demain, Paris, 1960, 190 p., p. 8.
- [17] A.E.S.D.A.R. (61), Schéma d'aménagement....., p. 10.
- [18] J.P. HOUSSEL (46), Essor des villes manufacturières de l'habillement et industrialisation spontanée dans "l'Italie du milieu", R.G.L., 1972, n° 4, p. 361-383.
- [19] Marie-Pierre BOULIGAUD et Roland DENIS, Les ARCT dans la crise, avec interview

de Henri CROUZET, in LE PAYS ROANNAIS, 14 Mars 1975.

- (20) Record est une enseigne qui appartient à une chaîne d'achat non alimentaire, le G.A.G.M.I. (Groupement d'Achats des Grands Magasins Indépendants), dont le siège est à Paris, auquel adhèrent entre autres Rallye, Casino et, un moment, Carrefour.
- (21) C.R.E.S.A.L. (51), La Région Roannaise, 4ème étude, Les équipements collectifs : besoins de l'agglomération roannaise, janvier 1965, p. 21 et 33.
- (22) C.R.E.S.A.L. (61), cité note 13, p. 130.
- (23) C.E.G. : Collège d'Enseignement Général ; C.E.S. : Collège d'Enseignement Secondaire; C.E.T. : Collège d'Enseignement Technique.
- (24) L'ESSOR, Hôpital de Roanne : agrandissement approuvé, 7.1.1972.
- (25) J.P. HOUSSEL (16), p.363
- (26) L'abattoir a traité 5.600 tonnes de viande, dont 1.200 tonnes de porc destinées à l'usine de salaisons de Perreux, contre 3.800 tonnes en 1969. L'entrepôt des douanes a traité 4.000 tonnes en 1974, également réparties entre les entrées et les sorties.
- (27) Entre 1963 et 1973, la part des salariés du secteur secondaire de l'agglomération par rapport à l'ensemble de la circonscription ASSÉDIC est passée de 57% à 54,4%. La réalité est sans doute plus nuancée, car il faut tenir compte de l'augmentation des effectifs à l'Arsenal, de l'apparition du personnel temporaire recensé dans les services et principalement utilisé dans l'agglomération, ainsi que de la forte diminution des ouvrières à domicile dans la bonneterie et la confection, qui rend compte du léger repli de la population active féminine.
- (28) Voit note (13), C.R.E.S.A.L. (61), p.10.
- (29) Jean LABASSE (156), Quelques aspects de la vie d'échanges en pays roannais, ANNALES DE GEOGRAPHIE, mai-juin 1954, p. 193-218.
- (30) I.N.S.E.E., Direction Régionale de Lyon, Résultats provisoires du recensement de la population de 1975, départements du Rhône et de la Loire, juillet 1975. Seuls sont fournis les chiffres de la population totale et de la population totale sans doubles comptes.
- (31) Devant la difficulté de conserver le critère des 2.000 habitants et les limites communales pour apprécier la population urbaine, on a cherché à définir les limites des agglomérations. Pour les petites villes, elles sont fixées au bas du tableau 6. Pour Roanne, on distingue :
- l'agglomération stricto-sensu, qui comprend les quatre communes de base (Roanne, Riorges, Le Coteau, Mably)

- l'unité urbaine de l'INSEE étendue à Villereest, Pouilly-les-Nonains et Saint-Léger,
- l'aire du S.D.A.U., étendue à 8 autres communes
- la zone de croissance, définie ci-dessous.

On rappelle qu'on étend la zone de croissance à toutes les communes jointives, situées autour d'une agglomération, dont la population augmente entre deux recensements consécutifs et n'appartenant pas à d'autres zones de croissance concurrentes (voir fig. 29 A et 58).

La population de la zone de croissance de Roanne entre 1968 et 1975 est passée de 85.600 à 91.229 entre 62 et 68 (+ 5629) et de 91.229 à 99.888 entre 68 et 75 (+8659). Si on retire l'augmentation de population de l'agglomération : 4204 de 62 à 68 et 4713 de 68 à 75, il reste un accroissement propre à la zone de croissance de 1425 hab. entre 62 et 68 et de 3946 entre 68 et 75, soit 5.371 hab., population que nous considérons comme urbaine. La population estimée de l'agglomération réelle en 1975 est donc de 79.543 hab. (pop. de l'aggl. en 1975) + 5.371 = 84.911, soit 85.000 environ. Ce chiffre est un minimum car l'augmentation de la population due à l'expansion roannaise a commencé à la périphérie avant 1962 ; elle concerne aussi des communes rurales plus lointaines dont elle a atténué le déclin, ainsi que les petites agglomérations de Charlieu et Thizy.

(62)

- [32] ASSEDIC DE ROANNE, Etude sur les allocataires de l'ASSEDIC de la Région Roannaise en 1967, mai 1971, 16 p. dact.
- [33] 85 seulement des 250 salariés ont été conservés par l'entreprise parisienne de location de linge aux collectivités qui a repris l'affaire. Son rayon d'action est encore plus important que celui de la vieille maison roannaise, à l'intérieur de la Loire et dans les départements limitrophes.
- [34] Statistiques de l'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DE ROANNE. Il est difficile d'expliquer la faiblesse relative du nombre d'inscriptions de demandeurs d'emploi dans l'arrondissement, car l'existence de l'Agence paraît maintenant connue de tous.
- [35] LE NOUVEL OBSERVATEUR, Faits et chiffres 1975, le chômage, p. 43-45.
- [36] ASSEDIC DE ROANNE, Allocataires au 31.8.1975, 3 p. dact.
- [37] LE PAYS ROANNAIS, la situation de l'emploi dans notre région, 25.4.1975.
- [38] En fait, le pourcentage des plus de 60 ans dont l'emploi a été supprimé est plus important, car beaucoup ont été mis en pré-retraite et bénéficient alors de la Garantie de Ressources qui leur assure 70% de leur traitement d'activité. Au 31.8.75, ils forment 30% des allocataires de l'ASSEDIC.

- (39) CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), Conjoncture départementale, L'industrie, analyse par branche, n° 36, p. 149 et n° 39, p. 183.
- (40) LE PAYS ROANNAIS, A Régný, une inquiétude grandissante, 3.10.75.
- (41) CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), Tableau des chiffres d'affaires 1973-1974, n° 38, p. 84 - 132.
- (42) voir par exemple René-Edouard DUBOIS, La zone urbaine de Bourges : une nouvelle zone d'appui de la capitale, in NOROIS, janvier-mars 1975, n° 85, p. 97 - 111.
- (28)
- (43) Jean RENARD, Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la Région Nantaise, 340 p., déc. 1975.

B - LE POIDS DU PASSE -

"Pour décoller, il faut en avoir l'idée, la volonté, les moyens. La volonté pourra s'inventer des moyens. Les moyens ne suppléeront pas la volonté" écrit Alain Peyrefitte de la Chine de Mao (1). Pour notre région, il ne s'agit pas de décollage, mais de sortir du décalage. Le développement autonome à partir d'une société "rurale", qui est chose rare dans notre pays, doit être coordonné et complété de l'intérieur. Il doit être soutenu par l'Etat, afin que l'aide publique soit adaptée qualitativement et quantitativement aux besoins spécifiques. On connaît les moyens. Existe-t-il la volonté ? Elle passe, trouve-t-on encore dans le livre précité qui analyse les thèses maoïstes, par "le sentiment collectif (qui) est la moitié de la croissance, parce qu'elle ne va pas sans ambitions".

Or le sentiment collectif avant la crise de 1965 est dominé par le mythe de l'équilibre ville-campagnes qui, justement est refus du progrès technique au nom d'un idéal nostalgique de retour au passé. On pouvait penser qu'il ne survivrait pas à la disparition de la bourgeoisie cotonnière ni à l'évolution de l'Eglise qui se détourne d'un ordre patriarcal et corporatif. L'inquiétude et la volonté de rompre avec le passé ont été sensibles dans le déroulement des élections municipales de 1971, justement dans les campagnes et les petites villes que ce mythe prétendait protéger et qui se trouvent menacées dans leur existence. Cependant la reconstruction de l'économie locale, l'effet d'entraînement de la croissance nationale et l'amélioration des équipements ont eu un effet apaisant. Les structures de la vieille civilisation agrarienne et manufacturière vont refaire surface. On pense, compte tenu des adaptations nécessaires à notre région, à l'analyse de Janine Renucci sur le divorce constaté en Corse entre les mutations économiques et sociales et la permanence des comportements collectifs : "alors que les hiérarchies qu'avait engendrées la société rurale ont disparu, l'autorité de ses cadres survit avec la mentalité qui en faisait la vigueur" (2). Nous verrons d'abord la force conservée par les mentalités et les cadres de la période antérieure à la crise, puis les manifestations du vieux mythe passéiste que l'on peut retrouver dans bien des attitudes face aux problèmes de développement.

1 - *LA PERMANENCE DE LA CULTURE MENTALE ET DES CADRES ANTERIEURS A LA CRISE*

L'attention de l'observateur est aujourd'hui attirée par "l'urbanisation de la société rurale, c'est-à-dire l'action de la ville sur les campagnes, mais aussi l'invention d'un mode de vie en voie de devenir universel et de réaliser l'unité de l'homme social" (3). Dans la région, la symbiose du rural et

de l'urbain a été faite précocement par l'intermédiaire du système manufacturier et le type de société qui en est résulté a fini par se poser en idéal, au moment même de la concurrence triomphante de la machine. Aujourd'hui, la société agro-manufacturière continue d'imposer sa *culture*, si on entend par là "l'ensemble des comportements et des attitudes, des valeurs et des règles apprises et organisées en système spécifique, un mode de vie propre constitué par des connaissances, une éthique, des manières de pensée, des institutions et des techniques relativement originales". C'est le "milieu rural", c'est-à-dire la campagne et les villes dans leur aspect de villes de terroir, qui donne le ton. En effet le brassage des hommes et des idées s'opère beaucoup plus lentement que l'ouverture de l'économie et la régression de l'autonomie depuis la crise de 1965. Et les cadres qui exercent le pouvoir réel continuent de refléter les intérêts ou les idées qui dominaient la vieille société.

1 - la société rurale continue de donner le ton

Ce n'est pas que les gardiens fidèles du passé manquent d'occasions pour crier leur incompréhension face au monde actuel et ils vous renvoient au spectacle de la rue ! On y voit autant qu'ailleurs jeans et cheveux longs, motos pétaradantes et gadgets. Les écrans viennent d'être envahis de films pornographiques et les relations sexuelles avant le mariage ne posent vraiment de problèmes qu'aux parents. Mais l'adoption des modes et des mœurs parisiennes, propagées par les médias et qui arrivent ici avec un certain retard, coïncide avec la permanence d'archaïsmes dans l'environnement qui sont sensibles au nouveau venu. Que l'on se rappelle l'étonnement des étudiants grenoblois venus étudier la place des institutions communales à Roanne ! (4).

Le folklore est de tous les jours, mais il passe inaperçu. L'achat du "Pays Roannais" par le touriste de passage serait à signaler dans les guides ! Il n'y a pas longtemps qu'il aurait trouvé en première page "le coin du chasseur", qui venait de reléguer à l'intérieur "la chronique horticole". En dépit de l'utilisation de rotatives toutes neuves, la présentation est vieillote à souhait, pour ne pas parler des idées développées par l'éditorialiste. Dans les petites annonces, le lecteur a l'embarras du choix en présence d'un éventail très large de porcelets, génisses pleines ou chiots donnés contre bons soins, sans parler à l'occasion d'authentiques meubles de ferme. La nature n'est jamais très loin et on peut retenir au coquetier des canards sauvages, dont les oeufs ont été couvés par une cane domestique. Le contact avec la terre est un besoin atavique dans la population d'origine rurale proche. Les jardins ouvriers, très nombreux autour de Roanne et dans les petites villes textiles y répondent autant qu'à un besoin économique. L'autoconsommation fait un retour en force

avec le congélateur et les gens de la ville courent la campagne comme au bon temps des restrictions pour ramener une moitié d'agneau et ramasser autant de mousserons qu'ils en trouvent. Le temps des comices n'est pas révolu : une remise de médaille à un cantonnier ou de prix à un boeuf primé est prétexte à des flots d'éloquence : tour à tour maire ou responsable agricole, conseiller général, parlementaire, sous-préfet louent le dévouement au bien public ou la place irremplaçable de la race charollaise , "l'un des plus beaux fleurons de notre région", "dans la qualité de la vie".

L'argent étant la mesure de toutes choses, la presse rapporte la somme versée par la famille à une oeuvre de bienfaisance en souvenir du disparu. Sur le plan culturel, l'indifférence et le conformisme sont choses très fréquentes. La municipalité de Roanne subventionne de meilleur gré les tournées des boulevardiers que les "Amis du Théâtre Populaire", qui proposent des pièces modernes. Elle est fidèle en cela à sa devancière, qui avait fait porter au-dessus du rideau du théâtre les noms de Corneille, Molière, Hugo, Sardou. Comme toujours en milieu traditionaliste, érudits et artistes novateurs, à l'exemple de Joseph Déchelette de la famille des tisseurs, dont les collections sont à l'origine du musée, et du peintre Jean Puy, fils d'un patron de tannerie, ne manquent pas. Ils "montent" à Paris ou exercent ici quelque profession, humble ou en vue, connus seulement de quelques amis. Si à Roanne, le patron ne manque pas de se faire photographier avec ses catherinettes, on peut encore trouver crucifix et images pieuses dans les usines des bourgs. Les premiers temps de l'industrie spontanée sont fertiles en débrouillardises techniques, mais aussi en combines, dignes des boniments des colporteurs de jadis, et qui ont la vie dure. Un coin pour les livraisons occultes était réservé dans la camionnette du bonnetier qui emmenait après la Libération les rugbymen gagner le titre de champion de France aux quatre coins de l'hexagone, mais l'an dernier une affaire importantes d'articles bon marché était condamnée pour 5 millions de ventes sans factures !

Tout cela émeut ou prête à sourire, mais on dépasse vite le pittoresque. Certains legs de la mentalité d'hier comportent des traits positifs comme ceux évoqués pour rendre compte du renouvellement de l'industrie et de l'agriculture : la puissance de travail, l'esprit de risques et d'entreprise, l'ingéniosité, l'habitude de l'entr'aide. Mais d'autres sont des freins à la mise en oeuvre d'une économie et d'une société nouvelles, capables d'associer le progrès technique aux valeurs originelles de la vieille culture. Car le "milieu rural", c'est aussi l'individualisme, le repli sur le groupe, la pression sociale, le mépris de la culture, la sacralisation d'objets techniques, comme dans le cas de la propriété foncière ou du tracteur considéré comme symbole du modernisme.

Mais le refus^{de} l'association, le goût du secret, la routine, l'absence de pré-occupation de productivité et de gestion sont sanctionnés sévèrement par l'échec économique, quand rien ne vient les contrebalancer : l'usine ferme et l'exploitation agricole est condamnée à rester traditionnelle. Aussi ces traits se réfugient-ils dans le comportement social. On se bornera ici à quelques exemples.

L'individualisme porte à chercher des solutions personnelles et à se détourner de la dimension collective. Dans les villages et les petites villes, dans les petites et moyennes entreprises, les licenciements entraînent rarement des actions communes et chacun cherche à se recaser de son côté. On demande spontanément protection et secours aux groupes qui encadrent l'existence : famille, "village", commune, "pays", département. C'est ainsi qu'un sondage effectué en 1970 par la Caisse d'Allocations Familiales de Roanne a révélé que 2% seulement des familles consultées se disaient favorables à la crèche collective, que 25% l'étaient à la mini-crèche, alors que 65% préféraient le placement dans une famille (5). On voit bien l'attachement à la pratique de l'enfant gardé au sein de la famille patriarcale, même quand on vit dans des conditions tout à fait différentes. Au reste, pour une ville qui a un taux-record de travail féminin, les premières solutions d'envergure pour la garde des enfants n'ont été examinées par le Conseil Municipal qu'à partir de juin 1975.

On a pris l'habitude de résoudre les problèmes entre soi, au sein de collectivités qui conservent une vigueur exceptionnelle. "Au village d'Orval, dans la commune de Grandris, le dimanche après-midi, hommes et garçons sont assis sur des troncs d'arbres un verre à la main. Femmes et jeunes filles restent à l'intérieur de la ferme. Aucune animation, tout est silencieux et calme. On croit rentrer dans un monde sans relations étroites avec la vie moderne. L'impression vaut avec moins de vigueur pour le bourg lui-même" (6). Au niveau supérieur on sait la force de l'autonomie longtemps conservée par la Région Roannaise. On ne demande rien à l'extérieur car on n'en attend rien. Il faut une crise comme celle de 1965 pour que l'on fasse appel aux pouvoirs publics : jusque là l'arrondissement de Roanne apparaît aux yeux de la préfecture comme "une région sans problèmes". On n'est pas intéressé par ce qui vient d'ailleurs. Les expériences tentées ici ou là, en France comme à l'étranger, ne retiennent pas attention. Ce désintérêt s'étend à toute forme d'expression. Voyant un fusil de fantasia, un intellectuel roannais de vieille souche dira pour tout commentaire : "on n'en voit pas de semblable chez nous". Rappelons-nous les fenêtres de la Maison dans le poème de Louis Mercier, "Dédaigneuses de voir un si vaste horizon".

Dans chacune de ces collectivités, personne n'est ignoré. La vie anonyme est redoutée et, en ville, on s'efforce de retrouver le groupe, dans une de ces multiples sociétés dont la vitalité est certaine. A Roanne, on en compte plusieurs centaines, ce qui constitue une sorte de record. L'envers du groupe

d'interconnaissance est que "l'individu n'a pas à s'exprimer ou à se dévoiler aux autres qui le connaissent sous tous ses aspects. Il a tendance à rester fidèle à lui-même, à l'image que les autres se forment de lui. La manifestation ou l'expression de sentiments ou d'opinions personnels ne sont pas encouragés" (7), souligne Henri Mendras dans son analyse de la société paysanne. En écho, Chantal Deroche observe, dans ces confins septentrionaux du Haut-Beaujolais que constituent les cantons de Chauffailles et de Belmont : "la réussite n'est rien, la faire accepter est un grand art" (8). Le souci du qu'en dira-t-on passe autant par une grande dignité de la vie familiale que par l'attention portée à la toilette. Les visiteurs sont frappés par la mise soignée des Roannais. C'est devenu un lieu commun que de signaler le taux-record de salons de coiffure pour femmes par tête d'habitant, fait inattendu pour une ville à prépondérance ouvrière.

La volonté de ne pas se distinguer et l'importance portée à l'économique laissent en retard la participation sociale. Elle n'est d'ailleurs pas sollicitée par les cadres, en dehors de rites comme les banquets de classes, rites auxquels on peut adjoindre au moins en certains cas, les élections. L'habitude de voter au conseil municipal pour les représentants d'un certain nombre de familles, à peu près toujours les mêmes n'a pas disparu de toutes les communes rurales. Les cantons de Saône-et-Loire continuent "de ne pas voter politique. La majorité de la population reste attachée aux notables et vote notable. Le député, radical de gauche, obtient le même pourcentage de voix que les référendums de De Gaulle et que Giscard d'Estaing" (9). Il n'y a pas que là que les élections restent marquées "par un formalisme puissant". Et le candidat une fois devenu "l' élu du peuple", à quelque échelon que ce soit, se considère comme le représentant exclusif de ses électeurs. "Seuls les élus ont en mains tous les éléments qui leur permettent la recherche minutieuse de l'intérêt général" écrivait dernièrement le sénateur-maire de Roanne (10). On voit qu'on est loin de la conception de l' élu associant la population à son action, animateur de sa circonscription, catalyseur d'initiatives en fonction des problèmes nouveaux. D'ailleurs, toute campagne d'informations en dehors des cadres établis paraît outrecuidante. Or l'acuité des problèmes comme le chômage, la restructuration de sociétés industrielles, l'élaboration du programme routier pour le 7ème plan, les conséquences de la construction éventuelle du barrage de Villerest a provoqué en 1975 une activité inhabituelle des syndicats, des partis d'opposition et d'associations souvent nouvelles, dirigées par des gens non originaires de la région. Symptomatique est la réaction de défense d'un représentant des valeurs anciennes, le correspondant pour le Roannais de l'hebdomadaire catholique, l'Essor : "Je vous mets en garde... Ne devenez jamais un notable. Je veux dire par là : maire, conseiller général ou municipal, sénateur, député, patron, ou même pape ou évêque... En devenant notable, vous vous transformez

fatalement en bonhomme qui n'y comprendra rien. Pour parler net : un imbécile... On ne peut plus compter sur vous maintenant. Vous dormez. Et si jamais, d'aventure, vous vous mêlez d'entreprendre, c'est bien évidemment le contraire qu'il aurait fallu faire... Je voudrais dire merci et bonne année aux notables" (11).

2 - Le faible brassage des hommes et des idées

La pesanteur de la vieille culture n'a pas de quoi surprendre dans un milieu qui a vécu plus en vase clos encore que par le passé, pendant les trois quarts de siècle de stagnation. Le faible brassage des hommes et des idées qui caractérisait cette période n'a pas été sensiblement modifié depuis la crise du textile.

a) une fréquence exceptionnelle d'autochtones

Les Roannais aiment prendre la comparaison entre le bassin hydrologique de la Loire dans la plaine du Roannais et le bassin économique et de peuplement : comme les eaux descendent des monts de la Madeleine et du Beaujolais, les produits et les hommes viennent se concentrer à Roanne. Pendant la période manufacturière, on faisait venir d'autres régions des ouvriers de spécialités peu pratiquées sur place : peigneurs de chanvre, papetiers d'Auvergne, maçons du Limousin... Mais les relations étaient assurées avec l'extérieur par les montagnards de l'ouest qui portaient comme scieurs de long ou journaliers pour la moisson et ceux de l'est qui allaient colporter les tissus à la mauvaise saison. Ces migrations temporaires ont cessé avec le développement du tissage mécanique. Roanne devient le seul pôle d'attraction, mis à part quelques mouvements internes qui se terminent à la fin du siècle, en direction de la plaine et de la Côte où s'achève la mise en valeur et des petites villes textiles du Haut-Beaujolais. Certes depuis le maximum de 1866, la région ne retient plus tous ses enfants, qui partent vers les grandes villes, surtout Lyon et Paris. Mais ces migrations, limitées en nombre, n'ont pas pris la forme de migrations à attaches et les liens se sont distendus avec le pays d'origine. En dehors de périodes exceptionnelles comme les débuts de l'Arsenal, les apports de l'extérieur sont limités à une population de techniciens et de fonctionnaires, pour lesquels Roanne constitue une étape au cours de la carrière. Cette population transitoire est d'autant plus réduite que les natifs du Roannais sont attachés à leur région et cherchent à s'y installer ou à s'y faire muter, une fois les études terminées.

L'exceptionnelle fréquence des autochtones est confirmée par une enquête du Centre de Transfusion Sanguine de Roanne, qui contrôle la partie nord du département, établie en 1966 sur 2000 donneurs : 1600 d'entre eux environ,

soit 80% ont leurs deux parents nés dans l'arrondissement et les cantons limitrophes intégrés à la zone d'influence de Roanne. L'âge moyen des donneurs étant de 35 ans et la distance entre les deux générations pouvant être estimée à 25 ans, on peut donc considérer à partir de cet échantillon pris au hasard que le peuplement ne s'est pas modifié de façon appréciable depuis le début du siècle (12). Ce qui a été rappelé plus haut laisse à penser à une stabilité séculaire de la population. Le fait est confirmé par la similitude des patronymes relevés dans les registres paroissiaux avec les patronymes actuels, aussi bien à Roanne qu'à la campagne. La proximité territoriale restait le facteur prédominant des unions matrimoniales à la génération des parents des donneurs. L'endogamie était très forte dans les secteurs les plus isolés, il y a un siècle. A Belmont, de 1866 à 1870, les dispenses de consanguinité ont concerné 12% des mariages, dont 80% dans le cas d'alliance entre parents aux deuxième et troisième degrés. Un mariage exogène dans un hameau provoquait des batailles rangées. Certes la consanguinité est pratiquement inexistante aujourd'hui : à Belmont, on n'a relevé qu'un cas sur 120 mariages célébrés à l'église entre 1955 et 1965. Mais la longue pratique de l'endogamie explique la prolifération des homonymes dans une même commune, d'où l'usage des surnoms à la campagne. A Belmont, on compte 35 familles Dubuis et 21 familles Duperron (8).

La situation d'ensemble ne s'est guère modifiée. Entre 1962 et 1968, d'après le sondage au cinquième, 39% des 11.136 personnes originaires de la France métropolitaine, arrivées dans l'agglomération de Roanne, ne provenaient pas de la zone d'influence. Or c'est le centre régional qui attire les personnes originaires du reste de la France, plus que les petites villes et les villages. Les résultats déballés du recensement de 1975 confirmeront certainement l'idée que le fait nouveau depuis 1965 est l'importance croissante de l'immigration étrangère et sa distribution plus égale à travers tout le territoire. Mais cela ne peut entraîner la confrontation de "cultures" différentes, car les étrangers nouvellement arrivés s'intègrent difficilement à la population locale.

b) un conservatoire des modes de pensée traditionnels

- la presse

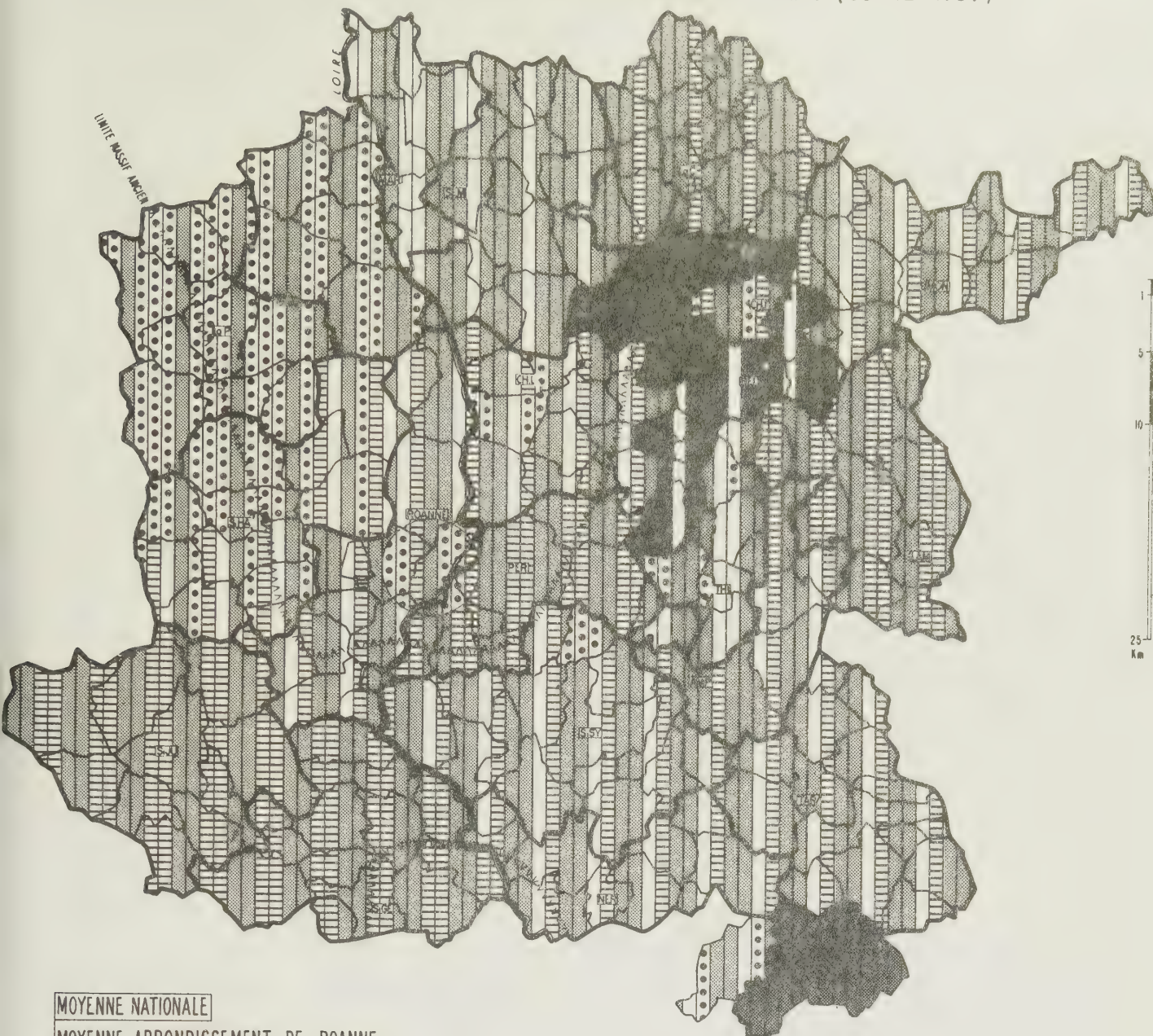
La comparaison avec l'agglomération de Grenoble montre assez combien les possibilités de contacts entre gens différents sont limitées. La presse régionale, la plus lue, n'est pas l'élément d'ouverture qu'elle pourrait être. Les quotidiens du groupe du Progrès de Lyon ont une rédaction locale commune. Celle-ci est étroitement dépendante des impératifs de la publicité : satisfaire le plus grand nombre pour obtenir de gros tirages, ce qui implique de privilégier les nouvelles qui ne portent pas à conséquence, comme le sport ou les festivités locales. La marge de liberté des directeurs d'agence est en outre limitée

par le contrôle qu'exercent sur eux les personnalités politiques locales, qui avaient des intérêts dans les journaux départementaux qui ont été intégrés : il en va ainsi pour "l'Espoir" dans la Loire, et "l'Echo-La Liberté" dans le Rhône. Les hebdomadaires ne se font pas faute d'utiliser leur indépendance réelle, mais c'est pour témoigner hautement de leur fidélité à... Louis Mercier. Voici comment le rédacteur en chef du "Pays" exprimait en 1968 le rôle qu'il assigne à son journal : "rester le bastion du bon sens, être un élément de pondération et de réflexion et se garder de précéder "le progrès"; donner l'essentiel de tout en respectant l'importance réelle, en fonction de la région, des intérêts matériels et moraux des lecteurs". Ces intérêts se résument en deux formules : "la France d'abord" et "pour Dieu, la famille, la patrie", ce qui implique sur le plan politique "l'ostracisme au communisme, l'hostilité au régime gaulliste, l'ouverture sans approbation aux autres tendances".

- la force conservée par la démocratie chrétienne

On discute de l'influence qu'ont ces grandes intentions sur le comportement des lecteurs, car ceux-ci négligent les premières pages où elles s'incarnent, pour porter leur attention sur les nouvelles locales et les petites annonces. Il n'en reste pas moins que la région, sans être le conservatoire des formes de pensée réactionnaires que l'on pourrait supposer, car leurs adeptes sont moins nombreux que les moyens de diffusion dont ils disposent, réagit avec retard aux grands courants qui traversent l'opinion française. Le résultat des élections présidentielles, au premier tour du 5 décembre 1969 est symptomatique (voir figure 60). La gauche obtient cinq points de moins que son pourcentage national (27,7 au lieu de 32,2%). Elle est pratiquement absente de la montagne tant agricole que manufacturière, là où il n'y a pas d'usine importante. Les scrutins législatifs montrent que sauf à Roanne et dans la partie bourbonnaise, le courant social-démocrate l'emporte sur le parti communiste. Le fait saillant est l'importance conservée par la démocratie chrétienne, dont le candidat, Lecanuet, recueille moitié plus de suffrages que sa moyenne nationale (15,8%). Elle arrive en tête dans trois cantons ruraux des "Monts du Levant", Saint-Laurent-de-Chamousset, Belmont et, en dehors du chef-lieu, Chauffailles. Elle conserve des positions relativement aussi fortes en ville (20% des voix à Roanne, 25% à Tarare et à Chauffailles, 30% à Cours et à Amplepuis, 35% à Thizy, Bourg-de-Thizy) qu'à la campagne. Il est à noter que dans ces fiefs, l'extrême droite, alors représentée par Tixier-Vignancourt, est en position confortable : il rassemble 8% des voix dans le canton de Saint-Laurent-de-Chamousset. La "marée" gaulliste a laissé ce réduit relativement indifférent : le Président de la République, en dépit de la faiblesse de la gauche, ne réalise un pourcentage supérieur à sa moyenne nationale que dans quatre cantons ruraux : Saint-Just-en-Chevalet, Saint-Germain-Laval, Perreux en dehors du Coteau, Lamure-sur-Azergues.

Fig_60 RESULTATS DU PREMIER TOUR DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES (05-12-1969)



	MOYENNE NATIONALE	MOYENNE ARRONDISSEMENT DE ROANNE
1970	68,3	68,3
1975	68,3	68,3
1980	68,3	68,3
1985	68,3	68,3
1990	68,3	68,3
1995	68,3	68,3
2000	68,3	68,3
2005	68,3	68,3
2010	68,3	68,3
2015	68,3	68,3
2020	68,3	68,3

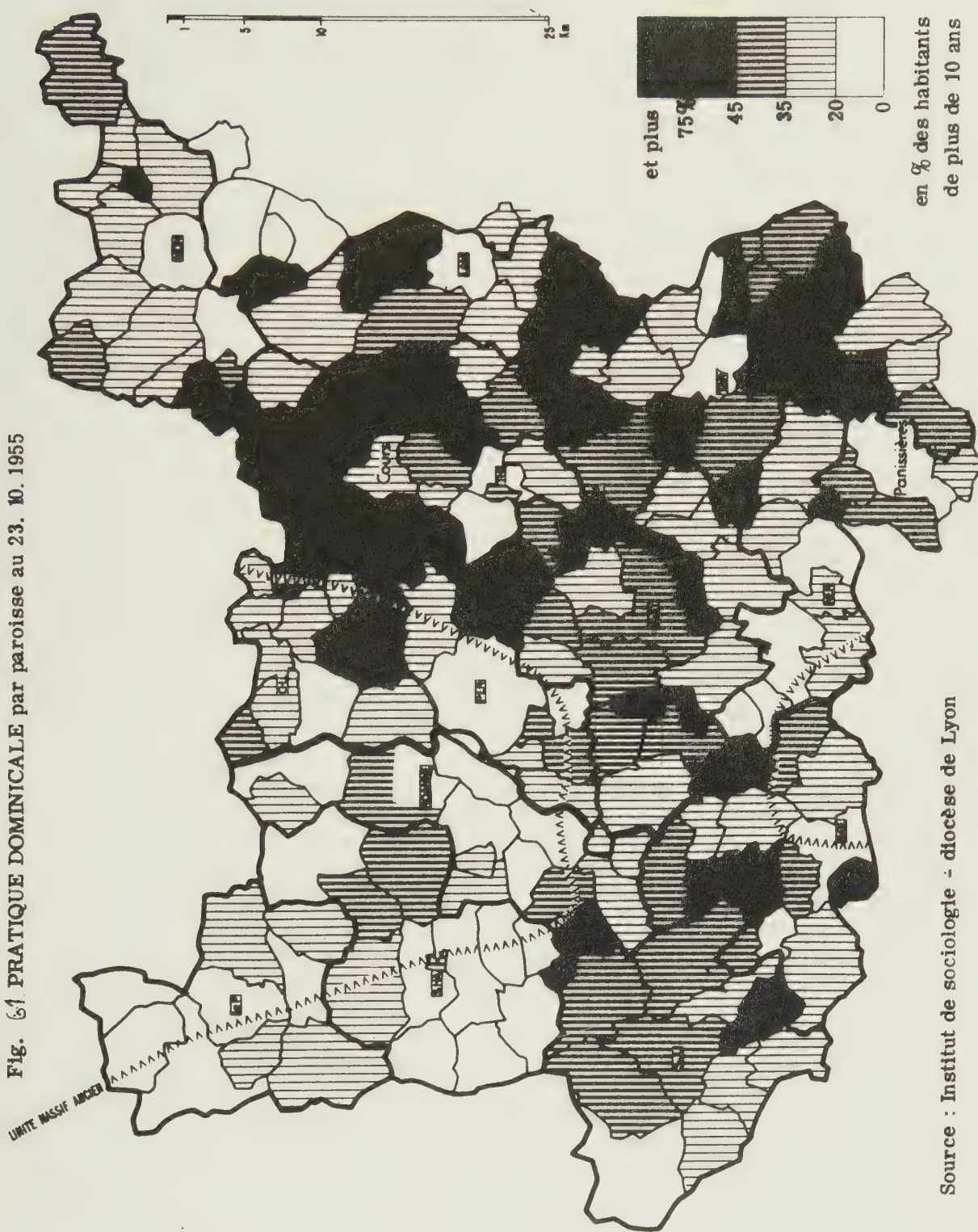
DE GAULLE	<u>38,7</u> - 43,6 %	<u>43,7</u> - 50,6 %		
MITTERRAND	<u>27,3</u> - 32,2 %	<u>32,3</u> - 37,2 %	37,3 - 40,2 %	
LECANUET	<u>15,8</u> 18,7 - 23,6 %	<u>23,7</u> - 30 %	30,1 - 34 % ----- LECANUET >	34,1 - 38,6 % DE GAULLE
DIVERS			EN GRIS TRES FONCE	

- un pays de chrétienté

La force de la démocratie chrétienne est à mettre en relations bien sûr avec l'influence temporelle conservée par l'Eglise jusqu'au tournant du Concile de Vatican II, dans ce pays de chrétienté (voir figure 61). Le taux des messalisants dans la population de plus de 10 ans, lors de la consultation du 23.10.1955, dépasse couramment 35% dans les monts de la Madeleine et le plateau de Neulise, 50% dans les monts du Beaujolais, à l'exception de la vallée de l'Azergues, et les monts de Tarare. Dans l'agglomération de Roanne, le taux reste assez élevé : 21,6% rapporté à la population totale, soit 2,5% de plus qu'à Lyon. La quasi unanimité des enfants en âge de catéchisme est atteinte. Le décrochage des jeunes est lent : 65% de pratique de 10 à 14 ans, 23,6 pour les jeunes gens et 32,4 pour les jeunes filles entre 15 et 19 ans. La pratique féminine est vigoureuse : 25% et le dimorphisme sexuel peu accentué : la pratique est inférieure d'un tiers chez les hommes. L'attachement des classes moyennes reste fort, avec des différences entre les cadres supérieurs et les professions libérales où il est élevé, les employés et les cadres moyens où il est moyen, les artisans et petits commerçants où il est médiocre, comme chez les industriels et négociants. Les tranches d'âges pratiquantes (moins de 25 ans et plus de 55 ans) sont autochtones. La désaffection touche celles où les migrants sont nombreux, soit qu'ils viennent de secteurs déchristianisés comme la partie bourbonnaise, soit qu'ils aient cessé de pratiquer lors de leur arrivée en ville, ce qui se produit plus fréquemment parmi les ouvrières, dont le niveau de formation est plus élevé. Aussi constate-t-on dans la population active un taux juste supérieur à celui de Lyon : 12,9 au lieu de 12%, mais beaucoup plus faible qu'à Saint-Etienne : 19%. De cette analyse, le père Daille conclut : "Roanne semble garder un fond de tradition solide, mais elle paraît inapte à maintenir la pratique chez ceux qu'elle reçoit" (13).

La catholicisme traditionnel imprègne profondément la vie des fidèles. Cela se traduit par la forte vitalité religieuse, témoignée par les manifestations de la piété individuelle et collective et par le grand nombre de vocations dont beaucoup de missionnaires : bien des paroisses peuvent se prévaloir d'un évêque ou d'un fondateur d'ordres. Et des associations confessionnelles encadrent les activités culturelles et de loisirs. Or ce catholicisme traditionnel a longtemps été un catholicisme intransigeant, ennemi du libéralisme, qui veut s'appuyer sur les masses populaires contre la bourgeoisie anticléricale. Soutenu par l'aristocratie terrienne et manufacturière, où on retrouve des familles d'industriels comme les Déchelette et des propriétaires fonciers comme les de Saint-Victor de Ronno ou les de Broglie de Saint-Just-en-Chevalet, il reste très puissant dans l'entre-deux-guerres, où l'action des "abbés démocrates" facilite à la Libération le triomphe du M.R.P. L'important,

Fig. 61 PRATIQUE DOMINICALE par paroisse au 23. 10. 1955



Source : Institut de sociologie - diocèse de Lyon

pour notre étude, est la vitalité conservée il y a encore une quinzaine d'années par ce "ghetto" chrétien, auquel s'opposait un pôle confessionnel tout aussi bien structuré et tout aussi vigoureux. Ce double héritage marque encore les générations âgées. Il faisait régner un état d'esprit, où l'analyse politique ne pesait pas lourd en face de convictions tenues comme vérités et où l'examen concret des situations régionales paraissait superflu en face de la défense des choix fondamentaux, d'autant plus que sur ce point on communiait dans le même regret du passé !

c) la relativisation récente des oppositions entre pôles confessionnel et laïc.

Comme partout ailleurs, la fréquentation religieuse a diminué. L'encadrement par les pôles confessionnel et laïc s'est relativisé. La guerre des écoles n'est plus qu'un combat d'arrières-gardes. L'enseignement privé ne reçoit plus que 20% des élèves et il tend à être fréquenté plus pour des motifs socio-pédagogiques que religieux (14). Dans la plupart des petites communes, la société sportive du curé et celle de l'instituteur ont fusionné. Mais il est difficile de comprendre la région et d'y agir, sans tenir compte de l'importance qu'y conserve le "fait chrétien". Le clergé s'est dans sa grande majorité fait l'artisan de la réconciliation de l'Eglise et du Monde, dans l'esprit de la Constitution pastorale conciliaire "Gaudium et Spes". Les fidèles plus ou moins désorientés ont dans l'ensemble suivi les prêtres avec confiance. Jean-Marie Mayeur avait déjà noté que les idées sociales du catholicisme intransigeant pouvaient rejoindre des perspectives hardies (15). Le pas a été franchi, jusqu'à l'adoption des schémas marxistes, par la plupart des militants ouvriers et paysans de la jeune génération, avec la fougue idéaliste qui caractérise les militants chrétiens quand ils découvrent le temporel. Certaines réactions particulières comme la force du courant non-violent et la fréquence des cas d'insoumission et d'objection de conscience, plus sans doute par respect de l'autre que par antimilitarisme forcené, sont caractéristiques de ces milieux, qui n'en ont d'ailleurs pas le monopole. Toutes ces démarches vont dans le sens de l'intégration du milieu rural et du milieu urbain, "de l'invention d'un mode de vie en voie de devenir universel et de réaliser l'unité de l'homme social", suivant l'expression déjà citée de Placide Rambaud, pourvu que les nouvelles structures soient faites pour l'homme. Cet idéal commun est capable de rassembler les adversaires d'hier, mais un grand souci d'ouverture et de compréhension réciproque reste nécessaire. L'existence des ghettos a été suffisamment longue pour que les mots n'aient pas le même sens. L'agriculteur de Saint-Marcel d'Urfé et l'ouvrier des ARCT vivent-ils d'ailleurs à la même époque ? L'origine sociale différente fait que la participation à l'économie n'est pas envisagée de la

même façon dans un syndicat ouvrier et en milieu chrétien, où sont prépondérants les travailleurs indépendants et les salariés de fraîche date, qui pensent toujours tenir leur destin entre les mains. Michel Barnaud, animateur à la Chambre d'Agriculture, qui a mené des actions de développement dans les cantons de Chauffailles et de La Clayette a constaté qu'il existe une disponibilité : "des initiatives isolées semblent mobiliser rapidement la population locale, à condition que ces initiatives lui permettent de retrouver ses racines". Et il poursuit : "des activités développant trop la stratégie du rapport de force inquiètent, font craindre l'embrigadement et amènent des réactions de défense en faveur des courants traditionnels" (16), que ceux-ci sont prêts à exploiter. Grâce à sa bonne connaissance du milieu, la droite libérale excelle à récupérer les valeurs nouvelles. C'est pourquoi on peut trouver chez le même individu un comportement syndical hardi et un comportement politique traditionnel. La fidélité à des hommes en qui il a confiance ici et là explique ces contradictions, qui ne surprennent pas chez un rural, pour lequel comptent avant tout les relations personnelles. Mais il y a de fortes chances pour que le porte-parole du monde des villes qui, comme lui, croit à la participation, à la nécessaire réglementation du droit de propriété, au contrôle des marchés, à la légitimité d'une juste rémunération du travail... le catalogue comme "réactionnaire" ou ne parvienne pas à dialoguer avec lui. Comme on le voit, les difficultés ne manquent pas pour associer le monde traditionnel, chrétien, rural et le monde moderne, laïc et des villes, dans une volonté commune de développement régional.

§ - une certaine pérennité des responsables locaux

C'aurait pu être la tâche des cadres issus des secteurs de production dynamiques ou conscients des insuffisances de la gestion antérieure. Mais les instances économiques sont maintenant dirigées par les chefs d'entreprises qui, dès avant la crise de 1965, étaient associés à la bourgeoisie cotonnière déclinante. Si le renouvellement des conseils municipaux a été effectif à la suite des élections de 1971, il a été beaucoup moins sensible au niveau des maires, conseillers généraux et parlementaires. Le pouvoir reste détenu par un petit nombre d'hommes souvent âgés, dont les conceptions n'ont guère changé et qui ne cherchent pas à associer l'opinion dans leurs relations avec l'administration.

a) le maintien de l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle roannaise sur les instances économiques.

On se rappelle qu'avant la crise de 1965, à la faveur de la croissance permanente depuis la Libération, la bourgeoisie industrielle s'était fait reconnaître sous l'autorité de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Roanne, toujours présidée par un cotonnier, la charge d'assurer le destin économique de la

région. Elle n'avait mis aucune hâte à accueillir de nouvelles implantations industrielles et paraissait s'enfermer dans la défense véhémence du canal,

alors que les équipements modernes allaient à d'autres régions. Ses positions malthusiennes lui sont reprochées avec véhémence pendant la crise. Le maire de Roanne prend la maîtrise des zones industrielles situées sur le terrain de sa commune et le rapport de la C.F.D.T. sur "la situation économique de la région de Roanne" en mai 1966 fait pour la première fois l'analyse en terme de décalage (17). Et pourtant, bien que sa composition soit à peine modifiée, la Chambre de Commerce va redevenir très vite l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des collectivités locales, alors que les démarches des syndicats sont considérées avec suspicion.

- points forts et points faibles du syndicalisme ouvrier

Le syndicalisme ouvrier souffre d'un certain nombre de faiblesses inhérentes aux structures socio-économiques. Le tissage du coton qui avait été le fer de lance du socialisme à la fin du XIXème siècle ne se prête plus à un militantisme offensif, en raison de son déclin continu. La bonneterie a un faible pourcentage de syndiqués, en raison de la nature de la main d'oeuvre à peu près exclusivement féminine. Il est difficile pour les épouses qui travaillent de se charger des tâches de déléguées. "Il faut aussi compter, constate un secrétaire de fédération, avec la pesée du patron-homme qui parle avec des femmes et avec leur manque de pratique syndicale. Elles n'ont pas conscience de ce qu'elles pourraient représenter en s'organisant et la fréquence des réactions passionnelles rend difficile de les faire aboutir sur quelque chose". La relance du syndicalisme dans les années 60 va venir des A.R.C.T. : l'existence d'une entreprise en rapide croissance va cristalliser la tradition de combat ouvrier qui ne pouvait plus se manifester en dehors de l'Arsenal, mais celui-ci constitue, en raison de son statut spécial un monde clos. Les A.R.C.T. vont être la bête noire du patronat, qui va se servir d'eux comme d'un épouvantail pour décourager l'implantation d'industries extérieures. On parle de grèves longues pour des motifs futiles, d'un climat semblable à celui de la Loire-Atlantique, d'une atmosphère de lutte des classes, alors que dans les régions industrielles modernes, les conflits obéissent à des disciplines, à des règles du jeu qui évitent toute envenimation. Des A.R.C.T., le syndicalisme s'étend au secteur privé de la métallurgie roannaise, où le taux des syndiqués est de 70 à 85% pour les horaires. L'arrondissement de Roanne bénéficie d'une convention plus favorable que celle du département : on ne se contente pas d'y fixer les minima et on y traite des salaires réels.

Les A.R.C.T. ont été à la pointe des événements de mai 1968. Les ouvriers ont placé des piquets de grève à la porte des établissements métallurgiques du bassin stéphanois, des bonneteries roannaises et des petites usines

dispersées dans la région et en ont occupé quelques-unes. Le patronat a jugé ainsi la situation : "la grève a été extrêmement dure pendant dix jours. On a compté 28.000 grévistes volontaires et forcés sur 37.000 actifs dans l'agglomération. Les éléments moteurs ont été les ouvriers de la métallurgie et les fonctionnaires de l'enseignement, qui ont apporté une aide très importante à l'organisation du Comité Intersyndical de Grève, doté d'une organisation extrêmement structurée" (18). A la suite, le syndicalisme s'est développé dans la bonneterie, mais les sections^{ne} se sont maintenues en général que dans les établissements entre 30 et 70 salariés, où l'ambiance n'est pas trop "familiale" ni la charge trop dure pour les responsables. Pour la première fois dans beaucoup de maisons, les délégués du personnel ont été élus et les comités d'entreprise obligatoires au-dessus de 50 ouvriers ont été mis en place. Mais la plupart n'ont qu'une existence formelle : ils se contentent de gérer les oeuvres sociales, faute de posséder les moyens financiers et de pouvoir vérifier les comptes. La syndicalisation est peu importante dans le bâtiment. D'une façon générale, pour l'ensemble des branches, le taux diminue et l'influence de la C.F.D.T., qui est prépondérante dans les petites villes textiles, grandit, quand on s'éloigne de Roanne. Ainsi dans la métallurgie, il y a 50% d'ouvriers syndiqués à Balbigny et à Saint-Germain-Laval. Alors que la C.G.T. détient 7 des 8 délégués du personnel aux A.R.C.T., C.G.T. et C.F.D.T. sont à égalité chez Gévarm à Saint-Germain-Laval et chez Loirecord à Charlieu.

La représentativité et la combativité des syndicats ouvriers sont revenues au moins au niveau moyen que l'on observe en France. Leurs interventions lors de fermetures d'usines, de menaces de licenciements ou de difficultés économiques générales, que ce soit la marche sur Lyon organisée dans les petites villes textiles du Haut-Beaujolais en 1967, ou les manifestations des fédérations du Roannais sont plus tolérées que sollicitées. Certes leur vocation est contestataire, mais ils sont aussi représentatifs. Or leur participation aux organismes de gestion et d'aménagement est souvent réduite à la portion congrue. C'est ainsi qu'au conseil d'administration de l'Association pour l'Etablissement du S.D.A.U. de l'agglomération roannaise, il n'a été prévu pour eux qu'un siège avec rotation annuelle, siège qu'ils n'ont pas occupé, contre 4 aux organisations patronales. La situation est fort voisine pour la F.D.S.E.A. et les associations plus turbulentes encore comme la Fédération Laitière. L'interlocuteur officiel demeure en fait Pierre Collet, bien qu'il ne soit plus président de la Chambre d'Agriculture de la Loire et qu'il ait adhéré à la Fédération Française de l'Agriculture (F.F.A.), qui groupe les éléments conservateurs, en contradiction avec l'évolution du syndicalisme agricole du département. Il est vrai qu'il conserve la présidence de nombreuses associations locales, le prestige de l'honorariat /de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, de la présidence

et sa liste a été élue dans l'arrondissement aux élections à la Chambre d'Agriculture de février 1974 (19). Le député U.D.R. de Roanne l'a fait nommer conseiller agricole de son parti.

- un syndicalisme patronal peu ouvert aux courants nouveaux.

La personnalité économique la plus représentative reste sans conteste le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie (C.C.I.). C'est depuis le renouvellement de 1974, Jacques Demurger, patron d'une fabrique d'outillage, qui connut sa phase de grande développement juste après la Libération, avant l'essor de la métallurgie spontanée. Il a été président de l'Union Patronale et du Groupe de Travail Roannais du Comité d'Expansion de la Loire. Il est actuellement membre du Comité Economique et Social au Conseil Régional Rhône-Alpes. L'Assemblée Générale de la C.C.I. est formée de 24 membres : 12 pour l'industrie, dont 3 représentent les entreprises de moins de 50 salariés, 8 pour le commerce, dont 6 pour les établissements de moins de 10 salariés et 4 pour les services, répartis à part égale au-dessus et au-dessous de 10 salariés. Les élections consulaires sont préparées par l'Union Patronale, échelon local du Centre National du Patronat Français, qui rassemble la totalité des patrons du Roannais et est fortement structurée (19). Elle présente en accord avec les commerçants importants une liste dite du "Comité d'Entente", qui l'a emporté partout au renouvellement de février 1974, sauf dans les sous-catégories commerces et services de moins de 10 salariés, où les listes du C.I.D.U.N.A.T.I. ont été élues. La composition de la majorité de la C.C.I. reflète le visage que se donne la bourgeoisie industrielle et commerçante. Elle a pris acte de la crise de 1965 dans la mesure où les différentes branches de l'industrie sont assez bien représentées suivant leur importance relative, avec 3 délégués pour la métallurgie, le bâtiment et le tissage, 2 pour la ~~bonneterie~~ ^{bonneterie}, 1 pour les industries agro-alimentaires. Dans la mesure aussi où on ne trouve plus d'"héritiers", mais des chefs d'entreprise pour lesquels le management n'a pas de secrets. Cependant elle reste fidèle à son passé. La consécration ne peut s'acquérir que dans la ville-centre, dont sont originaires 15 des 16 membres, alors que le reste de l'arrondissement fournit 40% des salariés. Ensuite, elle se reconnaît dans des "valeurs sûres", dans les représentants des vieilles maisons déjà bien assises avant la guerre, comme Piéron et Demurger pour l'industrie, Bonnet-Blanchet pour le commerce, auxquelles on accepte d'associer les réussites si brillantes qu'elles sont devenues de respectables fleurons : les A.R.C.T., Roche-Informatique et Orgex. La firme de Saint-Martin d'Estreaux fournit le seul représentant non roannais, mais ce n'est pas un self-made man, un inconnu, puisqu'il a fait ses études au lycée. Au fond on a choisi les maisons les mieux côtoyées, qui peuvent honorablement remplacer les grandes familles du textile, dont il faut bien prendre acte de la disparition. Encore le tissage conserve-t-il une place de choix : il y a le directeur général des "Tissages Roannais", un patron de tissa-

soit trois représentants et même quatre alors que la bonneterie n'en a que deux, car on retrouve un Déchelette, reconverti comme concessionnaire automobile, élu dans la catégorie des services.

Le visage que se donne la bourgeoisie se reconnaît tout autant dans ceux qu'elle exclut. Il y a d'abord les petits commerçants, inquiets de la diminution de la population dans les communes rurales et de l'implantation des grandes surfaces dans les villes. En 1958 et en 1974, ils choisissent les groupements corporatistes qui les protègent de la société globale : l'U.D.C.A., puis le C.I.D.-U.N.A.T.I. La majorité leur mène la vie dure : elle ne les associe pas au bureau et en 1958, la C.C.I. a bloqué la subvention à l'Union des Commerçants de Roanne. Parmi les industriels, le jeune patronat de l'industrie spontanée et les représentants des établissements intégrés ou décentralisés sont sous-représentés, sinon ignorés. Le Centre des Jeunes Patrons (C.J.P.) qui a joué un rôle important de formation professionnelle, devenu le Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise (C.J.D.), avait pourtant tracé la voie en portant à sa présidence annuelle beaucoup de nouveaux-venus, et même des self-made-men, comme ce fils de menuisier de Pradines qui a créé une entreprise de menuiserie industrialisée à Roanne. Il a donné aussi l'exemple de l'ouverture sur d'autres milieux, organisant des rencontres avec des syndicalistes et des universitaires. Mais la plupart de ses membres, ou bien se consacrent à leurs affaires ou bien ont été absorbés par le milieu. Si le C.J.D. continue par moments à trancher, cela tient à la personnalité de l'un de ses animateurs. Centralien, mais qui ne dédaignait pas les relations avec les "kagneux", il commence sa carrière chez Peugeot. Supportant mal de ne pouvoir réaliser ses idées, il reprend une petite affaire de mécanique à Roanne dont il est originaire, en 1965, et il est élu maire de Saint-André d'Apchon en 1971. Chrétien de conviction, militant de tempérament, entraînant, plein d'idées, ayant le sens du travail en groupe, il sait se faire accepter, bien qu'il ne fasse pas mystère de son adhésion au Parti Socialiste. Sous son impulsion, le C.J.D. et la J.C.E. défendent à l'assemblée générale du S.D.A.U. une politique d'ouverture de la région, de développement qualitatif de l'agglomération et de concertation avec la population. Ils ont déposé des propositions pour le dossier "ville moyenne" (20) et sont à l'origine du G.I.E. conclu entre seize entreprises de mécanique de Roanne et de la région pour soumissionner en association de gros marchés de sous-traitance.

La réalité de l'influence n'en reste pas moins à cette bourgeoisie industrielle roannaise, formée de la deuxième génération de patrons, celle des affaires créées entre les deux guerres et qui ont connu leur essor après la Libération. Elle est l'expression, selon des analystes marxistes, "d'un capitalisme industriel moyen d'une ville développée hors des axes de développement monopoliste" (21). Si elle a su adopter les techniques nouvelles, elle reste

attachée au conformisme des cotonniers. Elle offre l'image d'un patronat précautionneux qui veille sur sa richesse, volontiers distant et satisfait, peu apte à sortir de son milieu. Avec elle, Roanne sera la ville des initiatives contrôlées, sinon de la passivité, face aux mutations qui mettent en cause la place occupée dans l'espace économique par la région, dont elle tient à honneur de défendre les intérêts.

b) le renouvellement des collectivités locales limité à la base.

Comme elle a mis en évidence les archaïsmes de l'industrie, la crise de 1965 va révéler le retard de bien des équipements.

L'opinion se rend compte que si les personnes d'un certain âge acceptent le manque de confort, il est aussi vital, pour une collectivité qui désire garder ses jeunes et attirer des cadres, de pouvoir offrir un environnement adapté à notre temps que des entreprises dynamiques. Cette prise de conscience se révèle aux élections municipales de 1971, mais faute d'expérience et du souci de dépasser le plan local, l'élan constaté se brise vite au niveau du canton et de la région, où les hommes en place vont conserver aisément leur autorité.

- la volonté d'ouverture révélée par les élections municipales de Mars 1971.

Les élections municipales de 1965, qui se déroulent au moment où la crise éclate et avant que ses effets n'en soient perçus, témoignent d'une grande stabilité. Sur les 116 communes de l'arrondissement de Roanne, 33 mairies ont changé de titulaire, mais les deux tiers de ces changements ne remettent pas en cause la gestion antérieure : un maire âgé ou malade ne se représente pas et est remplacé par un conseiller plus jeune. Il n'y a que 11 communes où l'équipe sortante n'a pas été reconduite et dans la moitié des cas, il ne s'agit guère plus que de querelles de clocher (22).

Si l'on regarde le nombre de centimes additionnels (23) pour le budget primitif de 1971 (fig. 62), on constate d'abord l'opposition classique entre ville et campagne. Elle s'explique par la faiblesse du principal fictif dans les villages, où les patentes sont faibles et ont tendance à diminuer, au même titre que les autres contributions, au rythme de la diminution de la population. En ville, le nombre de centimes est en général inférieur à 50.000, alors que dans les petites communes, il se situe entre 75 et 100.000. Et pourtant, à l'exception du Brionnais, où la densité est faible et où la cote des terres est élevée, le produit par habitant est supérieur à la moyenne, en dépit d'un faible taux d'imposition, à Roanne et dans les communes bien pourvues en industrie, comme Mably, La Clayette, Sévelinges, Saint-Martin-d'Estreaux. On note aussi des inégalités entre petites régions. Le nombre de centimes est peu élevé dans

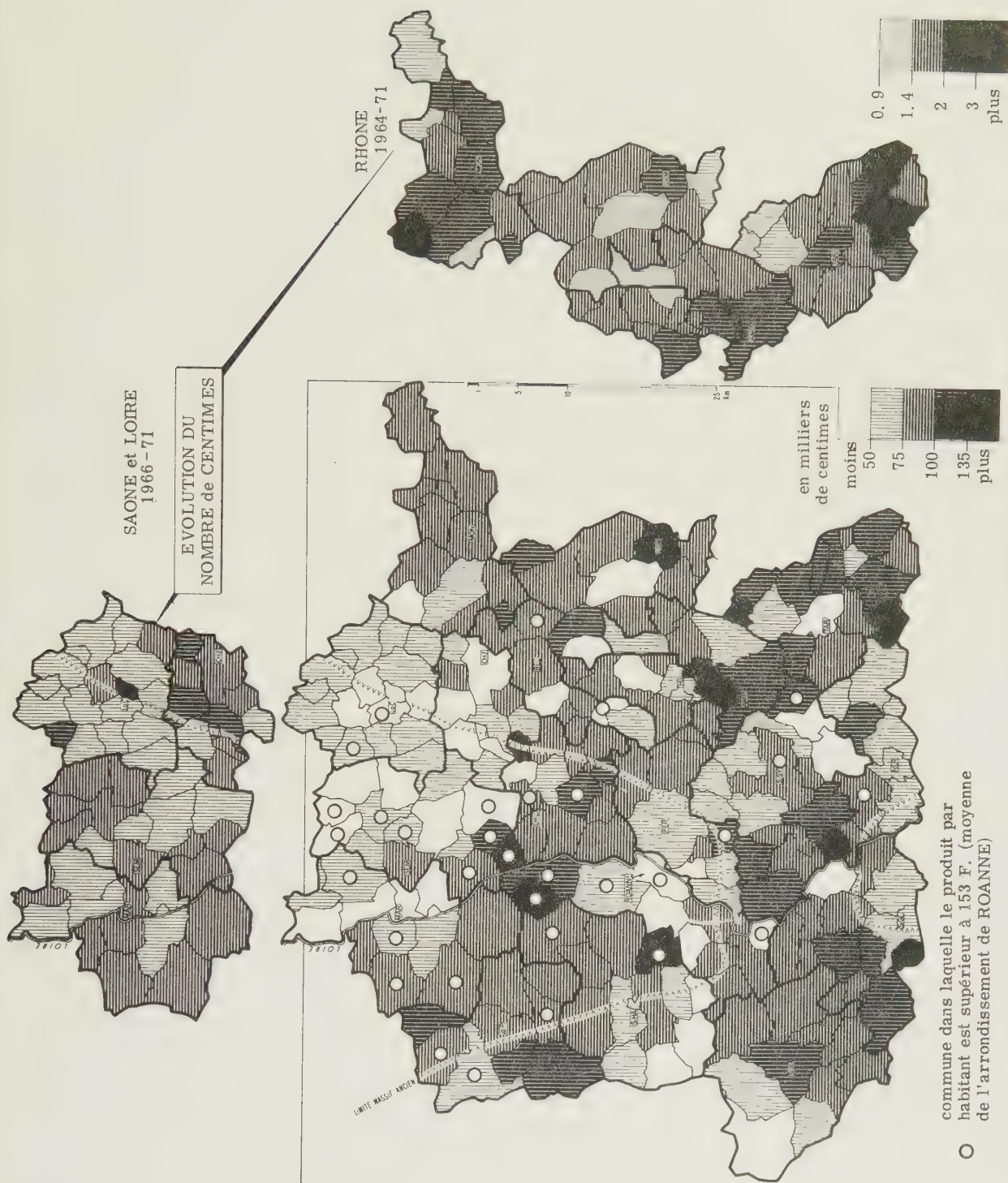


Fig. 62 NOMBRE de CENTIMES au budget primitif de 1971 (Moyenne de l'arrondissement de Roanne 68.225)

le Brionnais, les environs de Roanne, le nord des monts de la Madeleine. Il est moyen à fort au sud des monts de la Madeleine, à l'ouest et au centre du plateau de Neulise, dans le Beaujolais Textile, dans la partie bourbonnaise de la plaine. Il est très inégal à l'est du plateau de Neulise. Il est difficile de donner des explications qui tiennent à l'économie. On sent plutôt s'affirmer des consciences régionales. Ici on prend son parti de la dépopulation ou de la crise; là on ne l'accepte pas; ailleurs, la décision varie d'une commune à l'autre. Cette répartition est confirmée par l'évolution du nombre de centimes, qu'il a été possible d'opérer pour le Rhône et la Saône-et-Loire (voir cartons fig.62), entre le début et la fin du mandat des municipalités élues en 1965. Confrontées à la crise, elles ont été poussées à une gestion plus hardie. En dehors du Brionnais, l'augmentation a été le plus souvent supérieure à celle du coût de la vie (25%). Elle est nette dans la montagne manufacturière, surtout dans les petites villes, où le nombre de centimes fait plus que doubler à Amplepuis, Bourg-de-Thizy et Tarare. Cette évolution est paradoxale, car elle fait peser une charge plus lourde sur des collectivités affaiblies. Elle révèle un changement de conceptions.

Ce changement s'affirme avec vigueur, lors de la campagne pour les élections municipales de 1971, dans les communes rurales. Sauf exceptions, elles avaient été tenues à l'écart de la modernisation commencée dans l'agglomération de Roanne, à Tarare et dans certaines petites villes textiles dès les années 1955-1960 (24). Partout des candidats nouveaux se manifestent. Ils font état de leur jeune âge, critiquent la gestion passée, proposent un programme d'équipements et ne cherchent pas à cacher que les impôts augmenteront. On peut prendre l'exemple de la profession de foi suivante pour une commune limitrophe de Roanne.

"La liste nouvelle s'intitule : vers l'avenir. Elle est née de la volonté d'un certain nombre ^{de jeunes} d'engager la commune dans la voie de l'expansion, pour réaliser les équipements collectifs qui, malgré les promesses faites il y a six ans, restent à l'état de projets. Elle est animée par M. G.C., chirurgien-dentiste à Roanne.

"La liste sortante, implantée depuis longtemps dans le village, espère que sa gestion très prudente du budget municipal incitera les électeurs à lui confier un nouveau mandat.

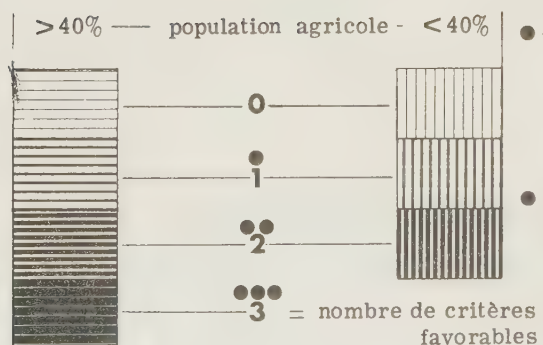
"La liste nouvelle estime que les retards pris depuis 6 ans pour mettre en oeuvre des investissements indispensables : réseaux d'égouts, adductions d'eau par exemple, exigent des changements. Elle se propose en outre de rénover les méthodes actuelles de gestion des affaires communales en y associant largement la population".

On en trouverait beaucoup du même genre et leur étude systématique ne serait pas sans intérêt (25). Tout cela est bien nouveau, dans des campagnes où l'âpreté des consultations portait auparavant sur des intérêts particuliers ou sur l'hostilité des clans confessionnel et laïc.

Il est difficile de trouver des clivages socio-politiques. A Villerêt la liste sortante comprend 5 retraités, 4 artisans et commerçants, 3 agriculteurs, 3 ouvriers, 3 cadres moyens et la liste nouvelle 3 agriculteurs, 3 membres des professions libérales et cadres supérieurs, 3 artisans, 3 ouvriers, 3 employés et 2 représentants. Toutes les deux sont des listes d'union, mais la première comprend des personnes plus âgées, habitant depuis longtemps la commune et assez réticentes à s'ouvrir aux "nouveaux-venus", parfois qualifiés d'étrangers. Les conflits proprement politiques apparaîtront plus tard, quand se poseront les problèmes qui mettent au cause le droit de propriété, comme les plans d'aménagement, et des reclassements s'opèreront. Pour le moment la question porte sur l'acceptation ou le refus du monde moderne. C'est au fond un conflit de générations. La difficulté du dialogue explique que, contrairement à la coutume, la municipalité sortante refuse souvent la constitution d'une liste élargie, ce qui entraîne la présentation de listes différentes.

Les "nouveaux" sont entrés en grand nombre, mais le choix des électeurs a souvent réduit l'éventail offert. Nous avons tenté de représenter cartographiquement le degré d'ouverture des nouveaux conseils, en tenant compte des critères suivants : l'âge, la présence de femmes et celle de non-agriculteurs dans les communes où la population agricole constitue plus de 40% de la population totale (fig. 63). On retrouve une distribution très proche de celle observée pour la fiscalité communale. Il y a les secteurs traditionnels où l'on retrouve le Brionnais, les environs de Roanne, le centre du plateau de Neulise, et les secteurs progressifs, où l'on retrouve la partie bourbonnaise, le sud des monts de la Madeleine et la montagne manufacturière. On est surpris par l'ampleur du rajeunissement. Dans les cinq cantons du Rhône, la moyenne d'âge des conseillers est supérieure à 50 ans dans 4 communes seulement sur 53. Dans les cantons de Saint-Just-en-Chevalet et de Saint-Symphorien-de-Lay, on ne compte plus respectivement que 38 conseillers sur 122 et 52 sur 204 nés avant 1921, soit 30 et 24%. Par contre, on ne fait pas encore confiance aux femmes ! Elles ne sont présentes que dans une commune sur 3,7 dans les cantons de Saône-et-Loire, une sur 2,5 dans les cantons du Rhône, une sur 1,9 dans l'arrondissement de Roanne. Encore sont-elles en petit nombre : une seule le plus souvent. Et les villes ne sont pas mieux partagées que la campagne : la commune la plus féministe est Cours qui en a élu 4. Elles ne représentent que 3,7% des conseillers municipaux dans la Saône-et-Loire, 5,7% dans le Rhône et la Loire. On n'en

Fig. Indice physiologique du degré d'ouverture des conseils municipaux



● critère "AGE" FAVORABLE SI ...

moyenne d'âge des conseillers municipaux <45ans et âge du maire <60 ans

● critère "FEMMES" FAVORABLE SI ...

présence de femmes dans le conseil municipal (suivant le nombre d'habitants de la commune)

1 femme (→ 2 000 hab.) 2 (2-5 000) 3 (5-10 000)
4 (10-20 000) 5 (+ 40 000)

● critère "NON AGRICOLES" FAVORABLE SI ...

présence de conseillers non agricoles dans les communes de plus de 40% de population agricole

3 conseillers non agricoles / 11 conseillers ou 4/13 quand population agricole >75%
4/11 ou 5/13 ————— 60 à 75 %
5/11 ou 6/13 ————— 40 à 60 %

trouve pratiquement pas dans certains cantons : deux seulement dans les cantons de Saint-Just-en-Chevalet, Saint-Germain-Laval et Chauffailles, de 4 à 10 dans 15 cantons sur 19 ! Le canton de Roanne n'en compte que 9 ! A Saint-Martin d'Estreux, la seule femme élue en 1965 n'a pas été admise sur la liste sortante réélue en entier au premier tour, sauf un siège où les électeurs l'ont portée au second tour ! La Clayette, Charlieu et leurs environs, la vallée de la Trambouze, la côte Roannaise et des communes isolées comme Saint-Martin-la-Sauveté font exception à cet ostracisme et, le plus souvent, c'est le signe d'une volonté réfléchie. La monopolisation des conseils par les agriculteurs est un autre signe d'archaïsme qui subsiste dans le Brionnais, où ils occupent les trois quarts des sièges et 12 mairies sur 14 dans le canton de Semur. On retrouve une situation voisine dans le canton de Monsols, où ils disposent de 68% des sièges et de 7 mairies sur 10 et dans celui de Saint-Just-en-Chevalet, avec 68% des sièges et une seule mairie qui ne revienne pas à un agriculteur, commerçant ou artisan du pays. En règle générale, les groupes professionnels apparus ou implantés récemment, surtout en ce qui concerne les ouvriers, sont sous-représentés. Cependant le brassage entre anciens et nouveaux résidents s'est assez bien fait dans les communes-dortoirs qui entourent Roanne et Tarare.

Dans l'agglomération de Roanne et un certain nombre de petites villes où la rupture avec la gestion traditionnelle s'était faite à partir de 1955, les équipes en place ont été réélues : c'est pourquoi l'ouverture des conseils municipaux paraît maintenant marquer le pas. A Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne et Saint-Nizier, les maires élus en 1971 ont 74, 74 et 69 ans et n'ont pas pu mener leur mandat à terme et, à Pouilly-sur-Charlieu, 10 conseillers sur 21 ont plus de 50 ans. Dans l'agglomération de Roanne, les quatre maires ont entre 59 et 69 ans et, si le maire de Roanne a rajeuni sa liste, la majorité des conseillers ont plus de 50 ans au Coteau, à Riorges et Mably. La moyenne bourgeoisie des commerçants, artisans, cadres moyens tient une large place dans ces assemblées. En dehors de l'arrondissement de Roanne, on ne note pas cette différence entre communes urbaines et communes rurales. C'est encore dans le Beaujolais Textile que l'évolution a été la plus nette. Elle avait déjà commencé à des degrés divers à Thizy, Amplepuis et Tarare. Seule la première cité ne connaît pas de changement ; il concerne le style dans la seconde et est d'ordre politique à Tarare, où une municipalité socialiste remplace la municipalité U.D.R. Dans les deux communes qui avaient été tenues à l'écart, les équipes sortantes ne se sont pas représentées. A Cours, l'élection a été préparée par un Groupement d'Action Municipale (G.A.M.), qui a mobilisé toutes les forces vives (26). Dans les cinq communes, l'âge moyen des conseillers municipaux se situe entre 42 et 45 ans et, sauf à Thizy, l'âge des maires est compris entre 42 et 52 ans.

Cependant, en dehors d'un Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (S.I. V.O.M.) à incidences limitées, il n'y a pas de liaisons entre elles.

Surtout il est grave pour le devenir de ce mouvement spontané d'ouverture à la modernité et de participation des couches nouvelles, qui s'est manifesté souvent là où on s'y attendait le moins, dans bien des secteurs isolés réputés traditionnels, que le centre régional n'en ait pas pris la tête.

- la reconduction de fait des cadres politiques.

Cet effort des collectivités pour prendre leur destin en mains va assez rapidement s'enliser. On vient de voir que le renouvellement des édiles à la base n'avait pas évité la persistance d'archaïsmes dans leur recrutement. Il n'a pas empêché la plupart du temps aux anciens dirigeants de rester en place, soit qu'ils aient conservé la majorité, soit que par manque d'expérience les nouveaux n'aient pas pris les rênes. Il ne manque pas de communes où ils aient demandé au maire sortant devenu minoritaire de continuer à exercer son mandat ! Certes l'âge n'est pas un critère absolu de facilité d'adaptation, mais le rajeunissement se trouve singulièrement limité si on regarde l'âge des maires : pour l'ensemble des communes, 38% ont plus de 60 ans, 27% entre 50 et 60 ans, 28% entre 40 et 50 ans et 7%, soit seize seulement, moins de 40 ans. Beaucoup de municipalités rurales restent démunies, devant la complexité des dossiers ou par manque d'imagination, en dehors des opérations classiques d'entretien des bâtiments publics ou de chemins ruraux. Il n'y a qu'un petit nombre de communes classées en zone de montagne à savoir profiter des subventions ou des crédits particuliers accordés par la Rénovation Rurale. D'un exercice à l'autre, on retrouve toujours les mêmes noms dans l'arrondissement de Roanne : Chérier, dans le canton de Saint-Just-en-Chevalet, où le maire, instituteur, s'intéresse aux classes-nature; Saint-Martin-la-Sauveté et Violay, qui symbolisent -et ce n'est pas un hasard- l'une la rénovation de l'agriculture, l'autre, l'industrie spontanée. Finalement, le nouveau style de gestion ne s'est imposé que dans un nombre limité de cas, surtout dans les cantons du Rhône, où on a noté un changement significatif dans 22 communes sur 53 et dans quelques communes-dortoirs autour de Roanne. Mais une fois les retards rattrapés, les équipes se trouvent confrontées aux problèmes d'aménagement, quasi insolubles dans le cadre de la législation actuelle, à cause de la faiblesse des ressources et des tentations de spéculation privée sur le foncier.

La lassitude joue et il ne semble pas que, dans une conjoncture normale, un semblable réveil de l'opinion soit à nouveau possible. La grande faiblesse est qu'il s'est effectué strictement dans le cadre local, sans coordination d'un lieu à l'autre, sans qu'une volonté commune ni une stratégie ne se soient dégagées à l'échelon de la petite région et bien moins encore de la

Région Roannaise et du Beaujolais Textile. Il y a de fortes chances que l'existence même de ce mouvement ait échappé aux pouvoirs publics et aux cadres en place. Ceux-ci vont en effet retrouver sans difficultés leurs positions comme conseillers généraux et parlementaires.

La stabilité est grande dans les conseils généraux. Au renouvellement de 1970, 7 conseillers sortants modérés sont réélus au premier tour, un autre remplace un démissionnaire. Il n'y a que deux changements : à Chauffailles, le maire socialiste remplace un modéré et à Roanne, le nouveau député, Alain Terrenoire, remplace le maire centriste, Paul Pillet. Au renouvellement de 1973, celui-ci retrouve un siège dans le nouveau canton de Roanne. Les 9 conseillers sortants modérés sont réélus au premier tour et un autre remplace un démissionnaire. Au moment de leur dernière élection, 17 sur 20 ont la soixantaine ou plus.

Aux élections législatives, la circonscription de Charolles-Digoin reste au maire d'Anzy-le-Duc, radical de gauche, maître des requêtes au Conseil d'Etat et propriétaire foncier, et celle de Charlieu-Le Coteau-Feurs à un officier en retraite, U.D.R. La circonscription de Tarare-Thizy est perdue en 1967 par son frère, Joseph Rivière, ancien M.R.P. passé U.D.R., alors maire de Tarare, pour revenir au maire socialiste actuel de cette ville, le docteur Vinson ; en 1968, elle fait retour à la majorité. En 1967, Alain Terrenoire, petit-fils de Francisque Gay, qui était originaire de Roanne, ravit le siège au sortant, Paul Pillet, et est alors le plus jeune député de France. Il a fait campagne sur l'avantage qu'il y aurait de bénéficier du soutien de l'appareil de l'Etat pour sortir de la crise et il est réélu en 1968 et en 1973. Paul Pillet conserve de haute lutte la mairie en 1971, retrouve un siège de conseiller général en 1973 et de sénateur en 1975. Nulle part la gauche ne constitue vraiment un danger. Les remous provoqués par la crise ont été vite apaisés.

Les problèmes économiques locaux ne tiennent pas habituellement grand place dans les campagnes électorales, sauf en 1967 dans les secteurs les plus touchés. Pour le Conseil Général, les sortants ne tiennent pas de réunions et rappellent leurs services antérieurs. Les promesses sont d'ordre général : des routes, des écoles, des mesures en faveur des jeunes et des personnes âgées... et les professions de foi des autres candidats sont interchangeable sur ce point. Le tableau reste vrai dans ses grandes lignes pour les élections législatives. En 1967, le candidat de l'Union de la Gauche Démocrate et Socialiste pour la circonscription de Charlieu fait partager son émotion sur l'arrêt du bruit des métiers qui ne battent plus dans les maisons ! Mais le choix de l'itinéraire Lyon-Feurs-Clermont pour l'autoroute passe pratiquement inaperçu. La question et celle des infériorités structurelles ne sont évoquées avec précision que par un candidat dans la circonscription de Roanne en 1968 et

en 1973 (27). Le formalisme revient au galop. C'est au niveau des élections présidentielles que le débat d'idées est le plus profond et le plus suivi, car il est mené sur le plan national.

c) les affaires publiques réservées à une poignée d'hommes.

Face aux transformations économiques à l'intérieur et à l'extérieur de la région, face à la confrontation de la société traditionnelle à la civilisation technicienne, l'apparition de l'industrie spontanée et de pôles de développement au sein de l'agriculture paysanne, la volonté de participation aux affaires publiques apparue à la base, ont été des réactions positives. Encore faut-il que ces "signes du temps" soient perceptibles aux responsables régionaux. Or les représentants des collectivités locales sont guettés par la déformation du *"notable"*. Le vocable a fini par désigner des hommes généralement âgés, d'un milieu social supérieur à la moyenne, et, pour cela, attachés aux traditions. "Représentatifs" de leurs compatriotes dont ils sont les porte-parole, ils finissent par trouver superflu de les associer aux décisions qu'ils prennent en leur nom. Ce faisant, ils se trouvent plus ou moins éloignés des réalités. Dans l'exercice des fonctions publiques, le "notable" est confronté aux représentants de l'administration. Le risque pour eux est d'être *"technocrates"*. Ceux-ci sont sûrs de leurs plans, même s'ils font bon marché des conditions matérielles et mentales dans lesquelles se déroule la vie de tous les jours, et ils sont peu enclins à favoriser des innovations qui risqueraient de déranger les normes. Dans leur dialogue, notables et technocrates finissent par être complices.

- le cercle restreint des personnes "compétentes et responsables"

On a vu que les représentants des intérêts économiques reflètent le point de vue des affaires roannaises "moyennes", caractéristiques du développement régional jusqu'à la crise. Les cadres politiques sont des modérés, issus des classes moyennes, volontiers apolitiques, qui font appel au bon sens et se prévalent de la défense de l'intérêt général. Personne ne nie d'ailleurs leur honnêteté, leur dévouement ni leur compétence administrative.

Si les mandats économiques et politiques sont rarement cumulés par les mêmes personnes, leurs titulaires proviennent de milieux proches et ont été façonnés par la même culture agro-manufacturière à résonnance chrétienne d'hier. Les usages imposent vite leurs règles et si quelque "jeune turc" parvient à forcer la porte, il comprend vite qu'il faut respecter les usages de ces "vieilles dames" que sont les assemblées départementales et les compagnies consulaires. Quand il est public, le débat avec les représentants de l'Etat obéit à un scénario bien rodé : les responsables locaux attaquent vigoureusement la dégradation de la situation et font état de l'exaspération de leurs mandants; les représentants de l'Etat montrent l'ampleur de l'oeuvre réalisée, relativisent les critiques, font état de quelques concessions et tout se termine par des applaudissements nourris. En fait, le pouvoir réel, la négociation avec les pouvoirs publics à Paris auprès des ministres et sur place auprès des préfets, des sous-préfets et des directeurs de services, appartient à quelques hommes que désignent leurs fonctions ou une personnalité particulièrement tranchée : les parlementaires, quelques maires et conseillers généraux (parmi lesquels le maire de Roanne, également parlementaire sauf accident, pèse d'un grand poids) les présidents des compagnies consulaires. Ces quelques hommes succombent souvent, comme c'est la règle, sous le poids de charges multiples, dues au cumul des mandats.

- une opinion peu sollicitée

Le débat est accepté avec certains cercles représentant la bourgeoisie, comme le Rotary Club et la Jeune Chambre Economique, considérés comme des cellules de réflexion et des pépinières de cadres. Mais là encore, les échanges sont souvent formels. Hors de ce milieu étroit, l'opinion est peu sollicitée. Les commissions extra-municipales n'existent que dans quelques communes rurales et à Cours. Les bulletins communaux et les "bulletins trimestriels de statistiques et d'informations économiques de Connaissance de la Loire et Connaissance du Roannais reflètent dans leurs commentaires le point de vue officiel. Il arrive que des groupes de travail soient constitués officiellement. Celui qui devait élaborer le P.A.R. pour le M.A.L.T., soit les quatre cantons du nord-ouest des monts du Beaujolais, a été largement ouvert et ses conclusions ont été consignées dans un dossier volumineux (28), ce qui n'a pas empêché l'administration de refaire sa propre enquête auprès des collectivités locales. L'Assemblée Générale de l'Association pour l'établissement du S.D.A.U. de Roanne forte de 80 membres : représentants de l'administration, des collectivités locales et des compagnies consulaires rassemblait les personnalités habituelles. On ne lui accord qu'un rôle

qu'un seul organisme d'études. Son président rappelle qu'elle se refuse à toutes incitations auprès des maires et responsables des collectivités locales (29). Le schéma directeur préparé par l'équipe de permanents n'a pas été présenté à des commissions de quartiers avant d'être publié (30).

- une opinion peu informée

Peu sollicitée, l'opinion est en fait mal informée. Ce n'est pas que les bulletins de conjoncture manquent. Ceux de la Chambre de Commerce et de l'Agence Nationale pour l'Emploi sont publiés par la presse régionale et ceux de l'administration départementale par "Connaissance de la Loire". Mais ils livrent des chiffres ou des faits bruts qui demanderaient à être regroupés, expliqués. Les bulletins des municipalités à parution irrégulière, sauf "Roanne, présent, futur" qui paraît chaque trimestre depuis 1974, donnent le point de vue officiel. Il y a bien longtemps qu'on n'a pas lu de controverses dans la presse, qui se borne à publier les "communiqués" des partis, syndicats et associations. Les grands problèmes économiques et sociaux de la région finissent par ne plus être abordés au fond et dans toutes leurs dimensions.

Il y a plus grave : la difficulté pour l'"honnête citoyen" qui n'a pas accès aux sources officielles de s'informer. On peut donner l'exemple de trois affaires récentes particulièrement importantes. La première est la prise de participation des organismes financiers parisiens dans le capital des A.R.C.T. La seule source de renseignements est constituée par les communiqués des syndicats, eux-mêmes pas toujours complètement informés. La seconde a été la non-exécution du 6ème plan, en ce qui concerne la voie express de détournement de Roanne. L'opinion ne fut tenue au courant de la modification du projet primitif et de l'exécution d'une autoroute... à péage au cours du 7ème plan, annoncée par le préfet, lors de la réunion de l'assemblée générale de la C.C.I. du 27 octobre 1975, que par quelques lignes du volumineux compte-rendu de celle-ci parue dans la presse (31). A l'invitation des responsables, le ministre des transports venu à Roanne le 12 décembre reprit le plan de 1971, qui prévoit le partage des dépenses entre l'Etat pour 55% et les collectivités locales, à part égale entre les municipalités concernées et le Conseil Général de la Loire. Cependant, seuls les milieux avertis connaissent les modalités de la convention et la décision de l'Assemblée Départementale lors de sa session de janvier 1976. En effet les hebdomadaires locaux ont repris dans le numéro du 16 janvier le compte-rendu de l'édition roannaise du "Progrès". Mais celle-ci reprenait le texte du journaliste de l'agence de Saint-Etienne, qui peu préoccupé par cette question, se borne à signaler le montant des dépenses routières votées pour l'année ! La troisième affaire finit par avoir un très grand retentissement. Elle concerne la construction d'un barrage à niveau mobile à Villereest. Il est destiné à retenir l'eau pendant la saison froide dans les gorges de la Loire, qui seront noyées jusqu'à Balbigny, afin de la restituer pendant la

saison chaude. Il y avait longtemps que l'on parlait de ce projet, mais l'idée s'était accréditée d'un beau plan d'eau fixe qui favoriserait le tourisme. Tout ce qui fut accessible pendant longtemps, sur le projet inscrit au 6ème plan, est contenu dans le rapport du Directeur des Voies Navigables, Directeur du Cabinet du Ministre de l'Equipement, devant le Conseil Général de la Loire à la session de printemps de 1972 (32). Or il ne permettait pas de répondre à toutes les questions que se posaient les habitants et, en premier lieu, les responsables des collectivités locales tenus de donner leur assentiment. La divulgation de l'information et l'ouverture d'enquêtes supplémentaires doivent beaucoup à la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature (F.R.A.P.N.A.), qui constitua ses propres dossiers (33).

Le système hiérarchique des notables pouvait encore convenir à une société rurale, dont le caractère dominant est la stabilité. Il aurait dû disparaître ou s'infléchir au moment de la crise de 1965, où la société traditionnelle a été confrontée à l'économie moderne.

Notre Région n'a sans doute pas le monopole de semblables conditions de vie publique et il est sur ce point des métropoles qui pourraient rivaliser avec la "province"...La situation atteinte aujourd'hui pourrait évoluer rapidement car l'existence d'un décalage entre des situations de déséquilibre ou de crise et leur prise de conscience au niveau de l'opinion a été maintes fois observée. La constitution d'associations à compétence régionale comme le Centre d'Informations et de Recherches du Roannais (34) ou spécialisée comme le Comité de Défense des Gorges de la Loire, la publication de reportages sur des questions d'actualité dans le "Pays Roannais" depuis quelques années, la multiplication des communiqués dans la presse locale sont sans doute des signes annonciateurs d'une nouvelle phase d'association de la population aux décisions qui fixent son destin.

2 - L'EMPREINTE DU PASSE SUR LES POUVOIRS LOCAUX.

Les idées reçues ont résisté aux crises nationale et régionale, à la Libération comme à la crise textile de 1965. Les élus restent à l'image de la civilisation ruralo-manufacturière qui s'est consolidée pendant les trois quarts de siècle de stagnation. Or ils ont la charge de conduire le développement, c'est-à-dire selon François Perroux, "la combinaison des changements mentaux et sociaux qui rendent la population apte à faire croître...son produit réel". Et eux seuls en ont les moyens, parce que d'une part ils constituent la seule force représentative reconnue par la société globale et que, d'autre part, leur fonction d'intermédiaire entre les pouvoirs publics et les habitants fait d'eux les mieux placés pour avoir une vision synthétique de la situation. Or leur conception du devenir régional ne s'est pas modifiée fondamentalement. Certes, ils s'efforcent d'obtenir les équipements collectifs considérés aujourd'hui comme indispensables, ainsi que l'implantation d'industries qui permettent de maintenir le nombre d'emplois. Mais ils se réfèrent plus au passé qu'ils ne recherchent une politique de développement conforme aux évolutions constatées sur le plan national et nourrie des expériences tentées hors de la région. De même, ils restent attachés aux cadres administratifs en place, même s'ils ne sont plus adaptés aux réalités. Finalement, ils sont prisonniers du système hiérarchique des notables, qui est le reflet des structures sociales anciennes.

1 - L'absence de référence au monde moderne.

Une fois la prise de conscience réalisée, la machine administrative ne tourne pas plus mal ici qu'ailleurs. Le problème serait plutôt qu'on domine mal la situation présente qui apparaît comme normale, et même satisfaisante si on se réfère au passé. L'écart entre les besoins ressentis et les besoins réels est particulièrement sensible en ce qui concerne les mesures spécifiques à prendre pour éliminer les causes du décalage par rapport aux aires métropolitaines et pour certains aspects de la politique sociale, essentiellement envers les jeunes.

a) une administration qui n'est pas sans mérite.

Nous avons vu que, plus ou moins tôt, les municipalités s'étaient attaquées à la modernisation des équipements collectifs et s'en étaient donné les moyens. Depuis une dizaine d'années, on se préoccupe de l'assainissement dans les villages, où l'adduction d'eau des écarts (35) est en bonne voie et leur électrification pratiquement terminée. Dans les villes, la mise en place des écoles et des stades est menée à bien pour desservir sans retard les quartiers nouveaux. A Roanne, le parc des logements s'est accru de 70% depuis 1954. 5.464 ont été édifiés entre 1954 et 1965 et 5768 de 1966 à 1973, soit

respectivement 500 et 820 en moyenne par an. 40% l'ont été par l'Office Municipal d'H.L.M., ce qui constitue l'un des taux les plus élevés de France. Parallèlement, les 4 lycées ont été agrandis; 6 groupes scolaires, 5 écoles maternelles et 9 restaurants scolaires ont été ouverts; 3 nouveaux stades, une dizaine de gymnases, une piscine d'hiver et une piscine d'été construits. Le réseau d'égouts est achevé en 1973 et l'augmentation de la consommation d'eau sera assurée par le barrage sur le Rouchain qui a une capacité de 6 millions de m³, établi près du vieux barrage sur la Tâche, à Renaison, qui a une capacité de 3 millions de m³.

La Chambre de Commerce a des services d'accueil aux entreprises et de formation professionnelle. Elle poursuit en même temps que la Ville de Roanne la réalisation des zones industrielles. Les zones actuelles occupent 226 ha. et le S.D.A.U. a retenu 200 ha. supplémentaires pour couvrir les besoins à l'horizon 2000. La municipalité a engagé l'opération de rénovation du secteur de l'Hôtel de Ville, premier élément de l'aménagement d'un centre destiné à répondre au développement des fonctions de service et d'animation. Les projets étudiés à l'occasion de l'élaboration des plans nationaux ou des mesures spéciales envisagées par le gouvernement ne manquent pas. Le dernier en date est le dossier d'agglomération, qui prévoit les équipements en matière de circulation et de transport dans les dix ans à venir (36).

b) l'absence d'une politique systématique de réduction des décalages.

Mais cette gestion honnête qui tient compte de l'élévation du niveau de vie, de la modernisation des techniques et de la croissance économique ne prend pas à bras le corps le problème dominant, celui de l'aggravation des déséquilibres avec les aires métropolitaines. On peut même se demander si ses principales composantes : l'enclavement et la réduction des inégalités qualitatives de l'emploi sont ressenties comme étant les problèmes majeurs.

Le désenclavement passe aujourd'hui par de bonnes liaisons routières, au moins une desserte par voie express. On ne reviendra pas sur l'allure aberrante de la carte des autoroutes qui entourent la région sans la pénétrer, alors que l'aménagement de la R.N.7, qui continue de faire la preuve de son utilité, n'est pas terminé. Le secteur entre le Pin Bouchin et Tarare subsistera vraisemblablement comme goulot d'étranglement entre Roanne et Lyon pendant le 7ème plan. Si l'on s'interroge sur l'attitude des pouvoirs publics, on se rappelle que l'attention de la Chambre de Commerce a été polarisée par le canal jusqu'à ces dernières années et que la décision prise en 1968, de détourner à partir de Lyon l'autoroute Suisse-Océan de son tracé primitif par Tarare, Roanne, Moulins, Montluçon, au profit de l'itinéraire par Clermont-Ferrand est passée inaperçue. Quand bien même les élus auraient été personnellement conscients

de la gravité de la non **exécution** de l'aménagement de la R.N.7. au cours du 6ème plan, ce qui a motivé une rencontre avec le ministre des transports en juin 1975 et sa venue à Roanne en novembre, jamais ils n'ont alerté l'opinion à ce sujet (37).

Aussi capitale est la résorption des déséquilibres de la structure socio-professionnelle qui entraînent une infériorisation sur les plans technologique et culturel. Tant que l'écémage de la main d'oeuvre par les départs se fera juste au-dessus du niveau de l'ouvrier spécialisé, les industries à technologie poussée et les services autres que banaux pourront difficilement s'établir dans la région. Il y a également un lien entre la structure socio-professionnelle et le climat "culturel", donc les perspectives de développement. C'est ce qu'a bien montré l'analyse de la Jeune Chambre Economique et du Centre des Jeunes Dirigeants à l'occasion de réflexions sur le plan de "Roanne, ville moyenne" (38). "En effet, y lit-on, l'offre d'emplois de niveau élevé et l'arrivée à Roanne de personnels qualifiés de secteurs variés peuvent entraîner certaines transformations, caractéristiques d'une classe moyenne plus nombreuse :

- présence d'équipements de niveau supérieur en matière de services aux particuliers, d'activités culturelles qui ne peuvent pas subsister à Roanne actuellement, mais qui deviendraient viables en raison de l'accroissement d'un public;

- initiatives d'animation et de participation qui, traditionnellement, émanent davantage des membres de la classe moyenne ;

- enrichissement collectif par apport d'hommes recrutés à l'échelle nationale".

On comprend que le document cité propose la recherche d'une "stratégie de développement qualitatif". La politique menée actuellement reste uniquement quantitative. On s'efforce d'attirer des décentralisations par l'aménagement de zones industrielles et par des aides consenties par les collectivités. Les résultats ont été bien modestes puisqu'entre 1970 et 1974, 750 emplois ont été créés en moyenne par an dans la circonscription ASSEDIC, soit un taux annuel de 1,57% au lieu de 9,40% pour la France et de 14,10% pour la Savoie. L'examen des zones industrielles réalisées ou en cours de réalisation sur l'agglomération de Roanne conduit certains à penser que les réticences d'hier n'ont pas complètement disparu. Ils mettent en avant une surface totale relativement faible -226 hectares correspondant à 7000 emplois, à raison de 35 emplois en moyenne par ha.-; la dispersion des zones -la plus vaste dépasse à peine 50 ha. ce qui ne permet pas d'accueillir un établissement de grande taille-; et le coût des terrains qui était en 1972 de 25 à 30 francs le m2, selon la taille, T.V.A. comprise, soit un prix plus élevé que dans les zones de reconversion houillère ou dans les communes où les collectivités consentent des sacrifices supérieurs.

De toutes façons, les réticences ne s'expriment plus ouvertement et, s'il en subsiste, elles tiennent plutôt aux habitudes acquises qui empêchent de "voir grand" : attachement aux petites unités, à l'équilibre ville-campagne. L'agglomération s'est donc lancée dans la chasse aux usines, mais les zones industrielles sont surtout occupées par des entreprises locales qui se desserrent. Celles-ci recherchent le plus souvent des lots de petite dimension, destinés dans bien des cas à des activités d'entrepôt qui fournissent peu d'emplois. C'est ce que montre la statistique suivante des demandes déposées en 1972 (39).

Lots de	Nombre de demandes	Superficies	SECTEUR SECONDAIRE		SECTEUR TERTIAIRE	
			Desserrement	Création	Desserrement	Création
- de 5.000 m ²	16	41.500 m ²	22.500	3.000	13.000	3.000
5.000 à 10.000	11	82.000 m ²	55.000		20.000	7.000
10.000 à 100.000	12	310.000 m ²	110.000	110.000	50.000	40.000
	39	433.500 m ²	187.500	113.000	83.000	50.000

Les engagements liés aux aides de développement régional ont porté sur 1.384 postes dans l'arrondissement, pour les années 1972 et 1973. La seule décentralisation importante avec 600 emplois prévus, a été celle de Michelin, qui a profité également de conditions favorables de la part de la municipalité de Roanne. En dépit de leur importance, la modestie des résultats obtenus à la faveur des aides de la zone II n'est pas pour nous étonner (40). Pourtant les cantons d'Amplepuis, Thizy et Tarare en ont bénéficié du 1.1.1971 jusqu'à la fin de ce régime au 31.12.1975 ; elle a été étendue du 1.1.1972 au 30.6.1974 aux cantons de Belmont, Charlieu, Perreux, Roanne, Saint-Germain-Laval et Saint-Just-en-Chevalet et prolongée pour les cantons de Belmont, Saint-Just-en-Chevalet et Roanne plus Le Coteau, jusqu'au 31.12.1975. Finalement, ces aides ont orienté les investissements vers les cantons primés au détriment des cantons non classés : c'est ainsi que pendant cette période, le canton de Saint-Symphorien-de-Lay n'a bénéficié d'aucune implantation extérieure. Par ailleurs, les emplois créés ne modifient pas la structure socio-professionnelle et on peut se demander si l'attraction exercée par Michelin, en accélérant l'exode rural, ne contrarie pas le développement de l'industrie spontanée. L'indifférence des pouvoirs publics envers celle-ci est assez surprenante. Aucune mesure spécifique en sa faveur n'a été étudiée, alors que les aides de la zone II lui sont peu adaptées. Elles excluent les industries agro-alimentaires et impliquent un seuil d'emplois nouveaux en cas d'extension, que les entreprises de ce type atteignent difficilement, au moins à leurs débuts. En fait, la politique quantitative classique ne peut pas résoudre les difficultés propres à la "province". C'est ce que montre l'exemple de Tarare, où elle fut menée

avec dynamisme. Les implantations nouvelles se bornent pour l'essentiel au desserrement de deux entreprises textiles locales. La municipalité qui escomptait un développement rapide de la ville, s'est lancée dans un programme hardi de logements et de viabilité sur le plateau de La Plata. Mais le rythme d'occupation a été si lent que la commune s'est retrouvée en 1971 l'une des plus endettées du département, ce qui a coûté sa place au maire !

De même que l'on parlait encore de canal quand il fallait penser autoroute, l'attention reste accaparée par les usines, alors que l'emploi n'augmente plus aujourd'hui que dans le secteur tertiaire. Les déclarations qui préconisent la décentralisation de services privés et publics sont encore rares. Et pourtant, les ministres ne se font pas faute de détacher dans leur circonscription quelque échelon des grandes administrations parisiennes. Le rôle joué à Thizy et à Néronde par l'extension des collèges techniques du bâtiment montre qu'il y a là une chance de reconversion pour les bourgs et les petites villes textiles. Une infrastructure urbaine même vieillie, dans un cadre de demi-montagne encore fortement humanisée, à proximité de la métropole lyonnaise, constitue un milieu favorable à l'implantation de services d'enseignement et de santé, attachés à l'enfance et aux personnes déficientes et qui n'exigent pas un personnel de haut niveau scientifique : maisons de repos, maisons d'enfants, instituts médico-pédagogiques, classes-nature... et aussi de collèges professionnels, de centres de formation permanente ou de formation des personnels sociaux. Mais l'opinion n'a pas encore saisi que ce pourrait être une vocation nouvelle. A Thizy, les collèges vivent à l'écart. On parle toujours des "gars du centre", conservant ainsi l'ancienne appellation de centre d'apprentissage. Les commerçants en alimentation ne répondent pas aux appels d'offres de l'intendant et ce marché considérable leur échappe. Lorsque pour agrandir, on installe les ateliers dans des usines textiles abandonnées, les gens maugréent. Cette réaction n'est pas propre à la ville. Quand on évoque le problème général, les responsables font grise mine. Ils reprochent à ces établissements de ne pas apporter de patente, à moins qu'ils se défendent que leur région ne soit bonne qu'à recevoir les éclopés !

Le tourisme diffus est une utilisation de l'espace rural qui ne fait que commencer (41). Il semble pourtant bien adapté, autant à une clientèle cultivée, sensible à la sobriété des paysages et au raffinement des témoignages du passé qu'au maintien de nombreux exploitants attachés à l'authenticité paysanne et à la recherche de ressources complémentaires. Un effort de formation, à l'image de celui entrepris par la commission de Tourisme Rural de la Loire, serait nécessaire. L'établissement de pôles d'attraction a été un objectif du Plan d'Aménagement Rural pour les cantons de Monsols, Amplepuis, Lamure et

Thizy (M.A.L.T.), qui a prévu l'aménagement du massif du Saint-Rigaux et le plan d'eau de Cublize. Il s'agit d'une retenue de 40 ha., à 439 m. d'altitude, établie à la faveur d'un étranglement de la vallée du Reins. Le maître d'oeuvre est le S.I.V.O.M. Reins-Trambouze, qui en est au stade de l'acquisition des terrains, et la gestion sera confiée à une société d'intérêts collectifs agricoles (S.I.C.A.). Les installations prévues, outre les aires de jeux, les plages et les bases nautiques, comportent un camping de 200 à 300 places, un caravanning de 150 à 200 places et, éventuellement, un centre de rencontres. Dans les monts du Couchant, c'est la neige qui a fixé les petites stations de la Loge des Gardes et des Noës.

Ailleurs, il reste beaucoup à faire pour mettre en valeur les curiosités naturelles et les témoignages du passé. Sans parler des gorges de la Loire, dont l'exploitation ne pourra être envisagée qu'après la solution des problèmes afférents au barrage de Villereest, l'ensemble monumental de Charlieu et les églises romanes du Brionnais restent largement ignorés. Et pour les quelques interventions des Monuments Historiques, combien de chefs d'oeuvre en péril, comme la très belle église romane de Saint-Martin-la-Plaine, ancienne paroisse rattachée à Semur-en-Brionnais ! Ici, le dégagement du donjon a été entrepris par le Foyer Rural, réduit à peu près aux seules possibilités de ses membres. Les bourgs médiévaux ne manquent pas, mais leur restauration n'est pas envisagée. Roanne et Le Coteau possèdent de très beaux hôtels et auberges des XVIII^e et XIX^e siècles, mais ils souffrent de remaniements utilitaires, quand ils ne sont pas détruits pour faire place à des immeubles modernes. La bibliothèque de Roanne a une collection très riche de livres des débuts de l'imprimerie, dont des incunables, qui dorment dans des caisses. Enfin l'héritage de l'industrie textile du XIX^e siècle - usines bâties comme des maisons ou des églises, machines à vapeur, turbines à eau, matériel, dont l'essentiel continue d'être utilisé jusqu'en 1965 - n'a pas fait l'objet de mesures de préservation et disparaît rapidement sous le pic des démolisseurs ou la masse des ferrailleurs.

On retrouve ici l'aspect culturel. Au delà d'une utilisation touristique, l'attachement au passé entre dans la structuration de la personnalité et n'est pas étranger à la prise en charge des problèmes de développement. Des centres régionaux, comme la Communauté Urbaine du Creusot, qui a créé un Musée de l'Homme et de l'Industrie chargé d'une animation éclatée, ou Angoulême, qui en fait l'axe de son plan "ville moyenne", se sont rendu compte de l'importance fondamentale du fait culturel. C'est dans ce sens que le groupe de travail J.C.E. - C.J.D. a proposé d'orienter ce plan à Roanne (42). Il préconise en effet, outre le développement des moyens de promotion industrielle et tertiaire, la création d'un Centre pour la Formation et la Promotion,

inspiré par le Centre d'Education Permanente et d'Animation Sociale et Culturelle de la ville neuve de Grenoble-Echirolles. Il serait au service d'une organisation concertée de la formation continue à partir du 1^{er} patronal. Celle-ci, en effet, est difficile à mettre en place isolément dans le cadre des petites et moyennes entreprises qui dominent la place. Utilisé aussi pour la coordination des activités des sociétés locales, ce centre pourrait être un relais efficace pour l'information sur les problèmes de la ville et de la région. Cette perspective n'a pas été retenue par la municipalité sauf au niveau d'une étude. Son plan est composé d'un programme classique de percées, parkings, espaces verts, voies piétonnières et travaux de voirie.

c) enfants et jeunes, points faibles des préoccupations sociales.

La référence au passé continue d'inspirer les préoccupations sociales. Les Bureaux d'Aide Sociale fonctionnent dans chaque commune et la Région peut servir de modèle pour l'action en faveur des personnes âgées. Il existait un dense réseau d'hospices souvent tenus par des religieuses. Ils s'humanisent grâce à la suppression progressive des salles communes, et sont doublés par les résidences-foyers, où chaque couple ou personne seule dispose des services collectifs et d'un petit appartement indépendant, meublé à sa convenance. Mais on considère que tout ce qui concerne l'enfant en dehors de l'école reste du ressort des familles, bien que les mœurs et les besoins se soient modifiés et que la part qu'y prenaient les organisations confessionnelles et laïques se soit fortement réduite.

On a déjà noté le paradoxe que constitue l'absence d'un réseau public de garderies dans l'une des villes de France où le taux d'activité féminine (43,8%) est le plus élevé. Selon les statistiques de la Caisse d'Allocations Familiales, 28,3% des femmes chargées de famille de l'agglomération exercent une activité à temps complet et 5% à temps partiel. 40% des enfants de 0 à 3 ans, soit 1500 environ, ont leur mère qui travaille au dehors. Ce pourcentage tombe entre 25 et 27% aux autres catégories d'âges, car les femmes abandonnent généralement leur emploi au second enfant (43). Alors qu'à Troyes, autre grande place de la bonneterie, la ville a mis en place en douze ans, six crèches collectives fréquentées par 230 enfants et un système de crèches familiales, fréquentées par 160 enfants. Il faut attendre l'automne 1975 pour que la municipalité de Roanne définisse une série de mesures. Elle décide, à l'automne 1975, l'installation de mini-crèches qui peuvent recevoir 12 à 15 enfants dans des appartements ou pavillons acquis à cet effet et dont le coût de fonctionnement est bien inférieur à celui de la crèche classique (44). Parallèlement, elle verse des subventions aux familles qui utilisent les services de gardiennes agréées, ce qui représente la légalisation de la pratique courante de la garde à domicile.

Au Coteau, la question des crèches est alors mise à l'étude, mais ne l'est pas encore à Mably ni à Riorges. Pour les garderies et les loisirs des 12.000 enfants de 5 à 14 ans, il n'existe que trois centres sociaux de la Caisse d'Allocations Familiales et les permanences assurées dans certaines écoles maternelles et par les instituteurs le mercredi. Le nombre des centres sociaux est insuffisant, et ils sont surtout fréquentés par les milieux aisés, ce qui amène à souhaiter la formule des clubs de rue et l'aménagement d'espaces de jeu. Les inⁿombrables sociétés, surtout sportives, dont les dépenses sont en partie couvertes par des subventions, reçoivent un grand nombre d'enfants et leurs dirigeants déplorent d'avoir à faire plus de garderie que d'initiation (45).

La situation est la même en ce qui concerne les adolescents et les jeunes. Le problème social se pose avec acuité dans les quartiers de grands ensembles et pour ceux qui n'ont pas reçu une scolarisation régulière ou continué des études après 14 ans : on en comptait encore un sur trois en 1968. S'il n'existe pas à Roanne de véritables bandes organisées, qui mettent en cause la sécurité des gens comme dans la banlieue parisienne, mais plutôt de petits groupes épisodiques qui commettent des actes de vandalisme ou provoquent des bagarres dans les bals, le nombre des délits mineurs est particulièrement élevé, puisque 40% des délinquants présentés en 1972 devant le Juge des Enfants de Saint-Etienne étaient originaires de l'agglomération. Le journal égrenne chaque semaine la liste des vols avec effraction, parfois avec la complicité de majeurs, vols d'automobiles et de cyclomoteurs, vols à la tire. On constate aussi la turbulence caractérisée par le grand nombre d'irréductibles, c'est-à-dire de jeunes résistant à toutes les mesures d'éducation qui leur sont proposées et un nombre assez élevé -une dizaine- de "communautés", généralement installées dans des fermes délaissées des environs, dont elles remettent les terres en valeur (46).

A Roanne, l'effort officiel a porté sur deux ou trois maisons de quartiers subventionnées, sur une maison des jeunes qui a fermé en 1972 quand, au moment des vacances, les "bandes" ont remplacé la jeunesse scolaire, et sur un Foyer de Jeunes Travailleurs, provisoirement fermé et qui rouvrira suivant une formule proche de l'hôtel. Dans pas mal de petites villes et de communes rurales, des bénévoles ont mis sur pied des clubs de jeunes. La municipalité leur a fourni un bâtiment et des aides matérielles, mais ne consent pas à verser de subventions de fonctionnement. Aussi ces clubs connaissent une activité en dents de scie et finissent par disparaître, quand l'équipe de départ se dissocie ou ne se renouvelle plus. Les responsables sont conscients du manque d'activités créatrices et culturelles, mais considèrent un peu celles-ci comme un luxe, comme une activité qui doit passer après les autres (47).

2 - l'esprit de clocher.

Choisis et exerçant leur mandat à l'intérieur des cadres administratifs : la commune, l'arrondissement, le département, les élus continuent à les considérer comme les circonscriptions privilégiées d'intervention, même si souvent la vie réelle fait bon marché de limites tracées il y aura bientôt deux siècles, dans un pays d'économie traditionnelle. Il faut dire que leurs mandants tiennent encore beaucoup à la commune qui, bourg manufacturier ou village agricole, a conservé une grande autonomie jusqu'à la crise de 1955, au point que des villages ont été érigés en communes dans les années quarante : ainsi Chausseterre, détachée de Saint-Marcel d'Urfé, dans le canton de Saint-Just-en-Chevalet et Saint-Edmond, détachée de Saint-Maurice-les-Châteauneuf, dans le canton de Chauffailles. Le cadre de droit du département s'est imposé par les habitudes et les obligations de déplacements qu'il a créées, alors que la Région de Roanne, cadre de fait, apparaissait comme la trame si naturelle des relations qu'on n'avait pas conscience des solidarités qui s'y nouaient. Aussi ne va-t-il pas de soi de la considérer comme cadre intermédiaire de planification et de concertation ^{adapté} aux dimensions et aux confrontations de notre temps.

a) le refus des fusions de communes.

La région connaît la même situation que le pays dans son ensemble : la commune n'a plus la taille suffisante pour être une unité de gestion satisfaisante. Dans l'arrondissement de Roanne, une commune sur 3 a moins de 350 habitants et une sur 2 moins de 500. 33 communes sur 116 disposaient en 1971 d'un budget inférieur à 10 millions de francs anciens, soit le revenu annuel d'un ménage aisé, et 6 communes sur 10 disposaient de moins de 20 millions, soit le prix d'un appartement en ville ! La commune rurale ou de banlieue n'est plus une unité économique, car beaucoup de ses habitants tirent leur revenu de l'extérieur. La population qui subsiste à la campagne flotte dans des finages trop vastes, alors que l'habitat chevauche les limites communales dans les agglomérations urbaines, où la ville-centre qui a les ressources manque de terrains.

Mais les habitants restent attachés à cette cellule de base et les édiles ne prétendent pas partager le pouvoir avec leurs voisins. La loi du 16.7.71 sur les regroupements est pratiquement restée lettre morte. Entre communes rurales, il n'y a eu qu'un cas près de Roanne, la fusion de Saint-Maurice-sur-Loire (213 habitants) avec Saint-Jean-le-Puy (508 habitants), qui s'en était détachée au début du siècle. Cours qui avait proposé la fusion aux villages de sa zone d'influence : La Ville, Mardore, Pont-Trambouze, Sévelinges, Le Cergne, n'a recueilli l'accord que de la première. Pour le "grand Roanne", dont l'administration avait souhaité la constitution, aucune tractation sérieuse n'a été engagée, devant le refus des maires du Coteau, de Riorges et de Mably.

Dans la commune suburbaine de Villereest, un referendum a désavoué le conseil municipal qui avait engagé les pourparlers. Il y a eu semblable échec pour Tarare. Quant à Thizy et Bourg-de-Thizy, villes jumelles qui s'interpénètrent, mais qu'opposent de vieilles rivalités entre la petite capitale bourgeoise et la cité ouvrière et paysanne, le seul mot déclenche les passions et on a pensé sérieusement faire garder le tombeau d'un thyzerot, apôtre de la fusion, qui a été enterré à sa demande au cimetière de Bourg-de-Thizy. Bien souvent la commission des élus n'a rien fait pour favoriser les choses, comme dans la Loire, où elle a refusé la demande de Bussièrès et de Sainte-Agathe-en-Donzy, qui avaient accepté le mariage de raison pour profiter des bonifications de subventions. La forme la moins contraignante du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (S.I.V.O.M.) a fait davantage d'adeptes. Ici encore, le Beaujolais Textile montre l'exemple avec le S.I.V.O.M. du Haut-Beaujolais pour le canton de Monsols et le S.I.V.O.M. Reins-Trambouze, qui groupe toutes les communes du canton de Thizy et d'Amplepuis, sauf La Chapelle-de-Mardore. Dans l'arrondissement de Roanne, trois se sont constitués : celui des Bois Noirs et des Monts de la Madeleine qui regroupe Saint-Priest-Laprugne, Chausseterre et La Tuilière ; celui du canton de Saint-Symphorien-de-Lay et le dernier en date, celui de la Côte Roannaise, pour 11 des 13 communes du canton de Saint-Haon-le-Châtel. Leur fonctionnement est lourd, mais ils présentent l'avantage d'un exécutif commun (48). Souvent, ils se bornent à la construction d'une usine d'incinération des ordures ménagères. Leur signification n'est réelle que lorsqu'ils servent de support à l'exécution d'un P.A.R., ce qui est le cas du M.A.L.T.^{et} de la Côte Roannaise.

b) les réticences envers les plans d'aménagement.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur la nécessité des plans d'aménagement pour conduire de façon logique et efficace les étapes du développement d'un secteur spatial, qu'il soit rural ou urbain, surtout à la suite d'une mutation économique, qui rend extrêmement fragiles les équilibres anciens. Et pourtant le plan d'aménagement est certainement la procédure la plus étrangère à la mentalité traditionnelle. En effet, il oblige à une rupture avec le passé et à une vision prospective à long terme. Pluricommunal, il ne peut être exécuté que par une volonté commune, qui conduit à un abandon partiel de souveraineté. Rompant avec le laisser-faire il oblige au respect des disciplines, en particulier sur le plan foncier

La plupart des communes de la Région de Roanne restent à l'écart de toute action globale d'aménagement et, à Roanne, son élaboration n'a été entreprise que sous la pression de la législation. Le plan d'urbanisme a été prov

d'Aménagement de l'Ensemble Urbain de Roanne a été demandé par le Préfet de Région, lors d'une réunion tenue à Roanne le 4 Mars 1969. Le schéma publié par l'équipe technique, après consultation de l'Association pour l'Etude du Schéma Directeur de l'Agglomération de Roanne (A.E.S.D.A.R.) (49), a été contesté le jour de sa présentation officielle en janvier 1974. En juin 1976, il ne semble pas qu'un projet définitif ait été adopté et, en tout cas, les P.O.S. ne sont pas publiés. D'ailleurs la volonté de ne pas être lié par un texte est sous-jacente à toutes les directives énoncées. Elles sont conçues non pas "pour imposer un modèle rigide et définitif, mais pour inciter les décisions partielles à s'ordonner entre elles en respectant les chances d'avenir". Certains regrettent que sur bien des points, ce schéma ne fasse qu'entériner des situations existantes et ^{qu'}en quelque sorte, il ne se dégage pas assez de contraintes léguées par le développement spontané. Quoiqu'il en soit, le préalable à toute exécution du schéma est un minimum de gestion commune, que l'on voit mal se dégager dans les conditions actuelles, puisque l'ensemble de l'agglomération ne dispose pas de S.I.V.O.M. (50).

Le Beaujolais Textile est comme à l'habitude mieux placé. Tarare et Amplepuis ont disposé assez tôt de plans d'urbanisme. Un P.O.S. est à l'étude à Cours. Mais il ne semble pas que le Plan d'Aménagement Rural (P.A.R.) du M.A.L.T. aille au delà de recommandations générales et de réalisations ponctuelles et débouche sur la délimitation de zones. C'est finalement dans la Côte Roannaise que l'expérience est poussée le plus loin. Le P.A.R. a été présenté en octobre 1975 et le S.I.V.O.M. créé le 18.5.1974 le dote d'un exécutif. Il a été établi à l'initiative des communes et la population a participé aux réunions des commissions. Il groupe les trois communes de montagne du canton de Saint-Haon, les communes de la Côte, d'Ambierle à Saint-Alban-les-Eaux et une commune de plaine, Saint-Germain-l'Espinasse, qui possédait déjà un plan d'urbanisme. Cet esprit de décision s'explique sans doute par la gravité des problèmes posés par la proximité de Roanne. Le grand nombre des paysans-ouvriers a dévitalisé l'économie locale et la multiplication récente des résidences principales de gens qui travaillent dans l'agglomération rognent ce qui subsiste du vignoble et réduit les villages au rôle de banlieues-dortoirs. Le plan prévoit la relance du commerce et de l'artisanat locaux, le développement du tourisme et l'implantation de petites et moyennes entreprises. Le maintien d'une "coupure verte" qui fasse écran avec l'agglomération roannaise et la préservation du vignoble obligent à un zonage strict (51). Le P.A.R. débouche sur l'approbation des P.O.S. particulièrement délicats à établir dans les communes rurales, puisque la valeur vénale d'une parcelle peut varier.....

de un à dix selon son classement. L'étude est déjà très poussée à Saint-André d'Apchon, où la municipalité^a recherché des possibilités de péréquation. Mais elle se heurte soit au peu d'empressement de l'administration pour la mise en pratique de la loi de 1937 sur la taxe d'urbanisation (52), soit au manque de moyens financiers pour la constitution de réserves foncières, sur lesquelles les propriétaires dont les terres se trouvent en zone agricole pourraient obtenir des parcelles constructibles. La réussite du P.A.R. est liée au maintien de la cohésion du S.I.V.O. M. sur cette question, car les municipalités planificatrices risquent de voir les constructions nouvelles s'établir sur le finage des communes laxistes et de faire les frais de l'opération. De bons observateurs pressentent que les élections municipales de 1977 se feront sur l'acceptation ou le refus des P.O.S.. Cette préoccupation restera bien étrangère à la plus grande partie de la région, qui en ignore pratiquement les termes. En effet, le plus souvent, les efforts concertés d'aménagement sont au point mort. C'est le cas de Charlieu, dont l'agglomération qui s'allonge de Saint-Denis-de-Cabanne à Pouilly dépasse pourtant 10.000 habitants. On a parlé d'un "plan d'aménagement de la basse vallée du Sornin", mais l'urbanisation gênée d'ailleurs par l'imbrication des limites administratives, qui réduisent la ville-centre à un petit territoire, n'obéit à aucune conception d'ensemble.

c) l'absence de prise de conscience des solidarités régionales.

L'aménagement de l'espace à l'échelon de base, celui du pays et de la ville moyenne est donc en retard. Mais il ne suffirait pas, car il doit s'harmoniser avec un projet d'ensemble pour la Région de Roanne. Or on ne la considère toujours pas comme une unité d'aménagement, quoique avec 2.500 km², 220.000 habitants et une économie diversifiée, elle soit adaptée aux normes de notre temps, surtout si sont prises en compte les solidarités structurelles qui l'unissent au reste du Beaujolais Textile. Cette conception ne procède en rien d'un quelconque particularisme, mais de la recherche de relations équilibrées, qui ménagent au dynamisme de la métropole lyonnaise, des points d'appui solides et cohérents à l'intérieur de la "province" comprise dans sa zone d'influence.

La reconnaissance du Roannais comme unité socio-économique ne va pas sans difficultés, car elle répond à une situation nouvelle. Pendant les belles années de la fin du XIX^e siècle et les périodes prospères de ce siècle, la cohésion du Roannais n'avait pas été défendue, car Roanne construisait sa région grâce à un certain nombre de mécanismes internes, la fabrique, la banque, le réseau local de chemin de fer puis de cars, qui reproduisaient en réduction ceux qui ont constitué la région lyonnaise. Maintenant que son dynamisme est en recul, les relations internes se dévitalisent. Mais les pragmatiques qui façonnent son devenir ont tendance à chercher les solutions aux difficultés

nées du décalage, dans les recours aux forces économiques dominantes qui rayonnent des métropoles et dans le recours à l'Etat. Si cette indifférence à l'échelon régional vécu peut s'expliquer pour le secteur privé, le correctif devrait venir des pouvoirs publics.

Ceux-ci continuent de faire du département une unité économique et une unité de programmation. C'est à l'intérieur de ce cadre qu'élus et fonctionnaires se rencontrent, donc se connaissent, étudient les problèmes et effectuent les marchandages au moment de l'attribution des crédits. De plus en plus, la carte de l'utilisation des services publics qui se multiplient et se diversifient se calque sur la carte administrative et nous avons vu l'effet négatif que l'équipement des secteurs limitrophes de l'arrondissement de Roanne avait sur le rayonnement de la ville. La limite administrative devient une barrière et on ignore ce qui se passe de l'autre côté. Le canton de Chauffailles, qui a connu les mêmes problèmes de reconversion que les cantons voisins de Belmont et de Charlieu, n'a pas bénéficié des avantages de la zone II, parce qu'il était situé en Saône-et-Loire. Les confins finissent par devenir des esquisses de marches-frontières. Les axes de grande circulation s'y rétrécissent en goulots d'étranglement. C'est le cas de la route de Roanne à Villefranche, dont l'élargissement se fait attendre dans le département de la Loire et cela risque d'être le cas de la R.N.7 dans le département du Rhône, entre le col du Pin Bouchin et Tarare. Les routes d'intérêt local sont mal reliées entre elles. Les utilisateurs de services publics situés dans le département limitrophe ont du mal à obtenir les avantages auxquels ils ont droit : il en fut ainsi jusqu'à une date récente, pour les subventions aux transports scolaires des enfants du canton de Belmont, assignés à fréquenter le C.E.S. de Chauffailles.

L'entité départementale finit même par dissimuler l'existence de la région vécue et de ses problèmes spécifiques. C'est le cas dans le département de la Loire, où le seuil de Neulise sépare deux parties qui ont peu de relations entre elles : le "nord" et le "sud". Il était à peu près inévitable que le sud, de par le poids économique de la région stéphanoise et de par l'influence de ses représentants qui ont toujours su atteindre une audience nationale, de Pinay à Claudius Petit hier à Neuwirth et Durafour aujourd'hui, en vint à imposer sa suprématie. Le plus curieux est qu'inconsciemment, les représentants du nord finissent par trouver cette prépondérance conforme à l'intérêt général. Ainsi, l'ancien maire du Coteau, président de la Délégation Permanente et premier vice-président du Conseil Général jusqu'à sa mort en 1975, qui fut un gestionnaire compétent et tenace, répond à un de ses confrères qui regrettait que l'itinéraire Lyon-Saint-Etienne-Clermont-Ferrand eût été préféré pour l'autoroute au tracé de la R.N.7 : "ce dont nous devons nous réjouir, c'est que cette autoroute passe chez nous, et elle aurait pu passer ailleurs" (53).

Le risque d'absorption était plus grand pour le Haut-Beaujolais, unité structurelle qui n'est pas perçue comme une unité vécue, puisqu'il est partagé entre les zones d'influence de Roanne et de Lyon, soit directement, soit par l'intermédiaire de Villefranche et de Tarare. D'ailleurs il ne forme qu'une petite partie du Rhône, ne regroupant que 4% de la population et l'administration tend à faire prévaloir l'appellation d'"Ouest Lyonnais". Pourtant, si on voit rarement évoquées les solidarités avec la Région Roannaise, la recherche de solutions adaptées apparaît plus nettement que dans la Loire. Des démarches communes au moment des crises ; la participation de la population à l'élaboration du P.A.R. du M.A.L.T. ; le souci d'attirer les grands axes de circulation pour qu'ils desservent le débouché des vallées du Reins et de la Trambouze, témoigné par exemple par le projet de tunnel routier sous les Sauvages, présenté par le Docteur Vinson, député de 1967 à 1968, rendent compte de cette volonté. Cette prise de conscience locale rejoint celle de l'ensemble des parties "rurales" du département, inquiètes du poids énorme de l'agglomération lyonnaise. La population de la seule unité urbaine forme les trois quarts de la population du département et sa croissance de 1962 à 1968 a été supérieure à celle de l'ensemble du département. Pour empêcher qu'elle ne fixe l'essentiel des investissements, le Conseil Général a envisagé en 1972 la discussion de deux budgets distincts. Dans le même esprit, le Comité d'Expansion du département du Rhône, présidé par l'ancien maire et député de Tarare, Joseph Rivière, consacrait son activité à la réalisation de plans d'aménagement "ruraux". Mais la coalition de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la Ville de Lyon a entraîné sa dissolution en juillet 1975.

Cependant, les cantons textiles ne se sont pas dotés d'une organisation commune avec la Région Roannaise, qui aurait pu être un comité d'expansion. La solidarité d'intérêts est-elle même perçue ? C'est à Cours qu'elle l'est le mieux et ce n'est pas surprenant. Les contraintes du relief continuent d'orienter sur Roanne transports lourds et déplacements des personnes. D'autre part le dynamisme de l'industrie spontanée et une politique hardie d'équipements menée par la municipalité élue en 1971 n'ont pas empêché le déclin continu de la population (54). Les responsables font l'expérience que, en dépit de la pollution, de l'encombrement de la circulation et de l'anonymat des grands ensembles, l'"infernale" métropole est plus attirante que la petite ville entourée de verdure, donc que le niveau de vie prime la qualité de la vie et que la question se pose en terme de confrontation de la "province" et de la métropole. Mais comment organiser son morceau de "province", quand la ville-centre défend mal sa cause et que la force des choses fait de plus en plus basculer "l'Ouest Lyonnais" dans l'orbite de la métropole ? Dès 1971, la

Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarare décide de fusionner avec celle de Lyon. Faute d'être desservie par une voie express, les cantons de Thizy et d'Amplepuis cherchent à être reliés plus aisément à Lyon, grâce à l'amélioration du C.D.13 par le col du Pilon. La mise à quatre voies de la R.N.7 de Lyon à Tarare modifiera rapidement les choses, dès que la conjoncture redeviendra favorable. La zone de desserrement de Lyon qui s'arrête aujourd'hui à l'Arbresle va pouvoir annexer la région de Tarare, qui ne sera plus qu'à une demi-heure du tunnel de Fourvière. Les chances de reprise d'un développement autonome sont d'autant plus minces que Roanne, maintenue dans son isolement par l'étranglement de la route jusqu'au Pin Bouchin s'enfoncera dans la "province".

La nouvelle collectivité territoriale qu'est devenue la région est théoriquement le cadre, où les ensembles homogènes, séparés par des limites départementales artificielles, peuvent se reconstituer. On pourrait envisager que l'entité Roannais-Beaujolais Textile, fût, au même titre que les vallées internes des Alpes du Nord (55), le Vivarais..., un partenaire "provincial" des métropoles dans la perspective d'un développement harmonieux de la Région Rhône-Alpes. Mais ce n'est pas leur promotion en tant que conseillers régionaux qui va modifier les conceptions des responsables et les conduire à rechercher un aménagement fondé sur la distinction et la complémentarité des types d'espaces.

3 - les notables prisonniers de leur propre système.

Certes on a pu noter des sursauts dans la représentation issue du suffrage universel. Autour de 1955, des municipalités préoccupées de moderniser le cadre de vie ont été mises en place dans les villes les plus importantes. Après la crise, une réaction profonde se fait jour dans les secteurs les plus archaïques, qui ont été les plus malmenés par l'évolution économique.

Ces sursauts pouvaient difficilement aboutir parce que les responsables n'ont pas pu, su ou voulu associer l'opinion à la conduite des affaires. Comme on n'a pas donné aux habitants les moyens d'être informés réellement et de participer, ceux-ci se retrouvent dans la situation des membres d'une société rurale, où les décisions sont apportées de l'extérieur. Faute d'être invités et initiés à prendre du recul et à opérer un jugement sûr par rapport à leur situation, ils s'en accommodent le plus souvent en se réfugiant dans l'égocentrisme et la passivité ou bien ils se "défoulent" par des bouderies ou des flambées de violence qui ne sont pas constructives. Ces comportements se constatent d'ailleurs bien au delà de la Région : le vignoble languedocien ressemble fort en la matière à nos pays d'embouche !

Si bien disposé que soit le notable au départ, il est conduit par la logique même du système à s'enfermer dans son isolement et à ne pas remettre en cause les fondements de l'économie et de la société traditionnelles. Ceux qui au début ont réagi contre une gestion avare de moyens et sans perspectives à long terme, ont dû pour s'imposer, expliquer, traiter les électeurs en responsables. Mais la multiplicité et la complexité de leurs tâches amènent les élus à négliger l'information et la concertation. Par ailleurs toute recherche de la croissance bouleverse des équilibres, accroît les inégalités, remet en cause les routines et risque de leur aliéner des fractions de l'électorat.

Aussi les responsables régionaux ont-ils le souci d'atténuer les répercussions des difficultés économiques plutôt que de s'attaquer à leurs causes. Après la crise de 1965, ils sont intervenus pour le classement de la région en zone II. A chaque période de chômage, ils sollicitent l'embauche de travailleurs masculins à l'Arsenal, la mise à la retraite anticipée de travailleurs âgés avec garantie de ressources. Leur préoccupation dominante est de rassurer. Cela les conduit à refuser toute analyse globale, qui ne peut que conduire à la mise en évidence des archaïsmes et des déséquilibres croissants. Si une telle analyse est présentée, ils la qualifient de pessimiste. Faute de résoudre les problèmes au fond, les élus sont amenés à multiplier les interventions de détail pour obtenir investissements ou subventions, quitte à développer une mentalité d'assisté. Ils passent autant de temps à faire savoir qu'à obtenir et sont parfois tentés par les opérations de prestige, qui masquent l'insuffisance des réalisations courantes. Enfin, ils sont tentés de se comporter comme les "assistantes sociales" de leurs électeurs. Leurs interventions vont alors du menu service, dans le cas du conseiller général qui profite des sessions pour ramener les cartes grises des bureaux de la préfecture, à la mesure personnalisée obtenue du pouvoir.

Un jour cependant, la réalité se révèle : les usines ^{qui} ferment, les "villages" à l'abandon, une autoroute détournée de son itinéraire initial, les crédits affectés à une autre région, un projet imposé par l'administration. Les élus se trouvent placés devant des choix qui ont été faits à leur place, imposés par des coalitions puissantes d'intérêt. Le pouvoir leur échappe, mais comme ils le soutiennent, ils en sont solidaires. Ils ont alors une réaction de défense résignée, qui s'accompagne souvent d'une analyse pertinente et fort lucide des causes et de la gravité de la situation, mais on se garde bien de trop insister de peur d'indisposer (56). La bourgeoisie de la cotaine a accepté sa défaite. Les responsables peuvent aussi accepter la défaite de leur région.

NOTES CHAPITRE III B, Le poids du passé

- (1) Alain PEYREFITTE, Quand la Chine s'éveillera, Le Livre de Poche, 1975, t.II, p. 148
- (2) Janine RENUCCI (30), Corse traditionnelle et Corse nouvelle, Audin, Lyon 1974, 454 p., p. 292
- (3) Placide RAMBAUD (28), Société rurale et urbanisation, Le Seuil, 1969, introduction p. 7-17
- (4) voir livre I p. 298
- (5) L'ESSOR, 12.12.1975, Pas de crèches collectives, mais d'autres formes d'aide aux familles
- (6) Françoise CROUZET, Saint-Nizier d'Azergues, 52 p. 1966, mémoire annexe de D.E.S., I.E.R. Lyon
- (7) Henri MENDRAS (23), La fin des paysans, Armand Colin, Collection U 2, 1970, 306 p., introduction, p. 15
- (8) Chantal DEROCHE (109), Etude des cantons de Belmont-de-la Loire et de Chauffailles, D.E.S., mémoire principal 1962, I.E.R.
- (9) Michel BARNAUD (135), Le Charollais, p. 42
- (10) ROANNE, PRESENT, FUTUR, ⁽⁶⁸⁾ n° 6, 3° et 4° trim. 1975, p. 35
- (11) Pierre JOVIN, Chronique : les Notables, in ⁽⁷⁰⁾ l'ESSOR, 26.12.1975
- (12) R. KHERUMIAN, A. SILBERMANN et J. BROISIN, Groupes sanguins A B O et Rh (D) dans la région de Roanne, in TRANSFUSION, tome IX, n° 2, 1966, p.115-121. En dépit du fort pourcentage d'autochtones, la répartition des groupes sanguins est peu différente de celle constatée en France.
- (13) Roger DAILLE, La pratique religieuse dans l'agglomération de Roanne, Institut de Sociologie, Facultés Catholiques de Lyon, 24 p. dact., 1956
- (14) CONNAISSANCE DU ROANNAIS, La rentrée scolaire 1973 dans l'arrondissement de Roanne, 3ème trimestre 1973, p. 28-31.
Le pourcentage d'élèves dans l'enseignement libre (20%) est le même dans l'enseignement pré-élémentaire et primaire, car beaucoup d'écoles de village ferment, que dans l'enseignement secondaire où il ne peut pas suivre le rythme de développement de la scolarisation.
- (15) Jean-Marie MAYEUR, chroniques "l'Histoire" dans "Le Monde". Voir par exemple : l'Eglise dans le monde moderne, Le Monde, 11-12 janvier 1976, p. 15
- (16) Michel BARNAUD (135), p. 43-45
- (17) voir livre I, p. 303-307
- (18) C.C.I. DE ROANNE, ⁽⁵⁹⁾ compte-rendu de la réunion de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Rhône-Loire, 4.7.1968, annexe I, séance du 8.7.68
- (19) Créée en 1940, l'Union Patronale du Roannais, précédemment dénommée "Comité interprofessionnel de l'industrie de Roanne et la Région", est l'organisme patronal représentatif de l'ensemble de l'industrie de la Région roannaise.
Elle regroupe les syndicats et groupements patronaux professionnels structurés sur le plan local, ainsi que les entreprises qui ne disposent pas d'une organisation professionnelle locale, soit actuellement : 13 syndicats ou groupements professionnels couvrant les principales branches d'activité (Maille, Textile, Métallurgie, Bâtiment, Blanchisseurs-teinturiers Tuiles et briques, etc) ; 31 entreprises professionnellement isolées et adhérant à titre individuel.
Elle est dirigée par un Comité Directeur de 14 membres, dont le président est secrétaire de la C.C.I. Elle assure la représentation patronale au sein des organismes socio-économiques de la Région roannaise.

Outre les élections à la C.C.I., elle organise et présente les listes patronales aux élections du Tribunal de Commerce, aux ~~conseils de prud'hommes~~, désigne les représentants patronaux siégeant au nom du C.N.P.F. dans les conseils d'administration des organismes de Sécurité Sociale, de l'A.S.S. E.D.I.C., de la C.I.R.R.E.S., etc; au total 102 représentants patronaux siègent dans différents organismes.

Elle intervient ès-qualité, auprès des pouvoirs publics, des établissements et organismes publics ou semi-publics, des collectivités locales ou départementales sur tous les problèmes concernant l'industrie et présentant un caractère interprofessionnel et local. Elle assure les liaisons interpatronales avec les instances patronales régionales (U.P.R.A.) ou nationales (C.N.P.F. - F.A.R.). Elle coordonne enfin et met en oeuvre les activités patronales locales. Ont été ainsi créés sous son égide : le Comité Interprofessionnel du Logement de Roanne et la Région (C.I.L.R.), l'Association interprofessionnelle interentreprise de service médical et de service social, le Centre Interprofessionnel de Productivité (C.I. PRO) et plus récemment, l'Association Roannaise de Formation Permanente (A.R.F.O.P.)

LE PAYS ROANNAIS, 25.4.75, l'Union Patronale du Roannais et la situation de l'emploi dans notre région.

(20) JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE ET CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS, Dossier ville moyenne Roanne, juil. 1975, 21 p. dact.

(21) CENTRE DE RECHERCHE DE L'INDUSTRIE D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE (140) La place de l'institution communale..., p. 52

(22) Pour la composition des conseils municipaux et les finances communales, la documentation nous a été fournie par les services des sous-préfectures de Charolles, Roanne, Villefranche-sur-Saône, conformément aux questionnaires soumis à Messieurs les Sous-Préfets.

SOUS-PREFECTURE DE ROANNE, Situation financière des communes d'après les budgets primitifs pour l'année 1971, statistiques par cantons, 12 p. dact.

Claude CRETIN, La fiscalité communale dans la Loire, carte 8 et notice 14 p. , déc. 1973, C.I.E.R. STRUCTURES REGIONALES UNIVERSITE DE SAINT-ETIENNE.

(23) Jusqu'à la récente réforme des finances communales, le budget de fonctionnement est alimenté principalement par les *centimes additionnels*. Leur *valeur ou principal fictif* résulte de l'évaluation des capacités contributives des habitants par les "quatre vieilles" : contribution foncière des propriétés non bâties, bâties, contribution mobilière et patente. Le *centime* vaut 1 pour 100 du principal. Le conseil municipal vote le *nombre* des centimes selon ses besoins.

(24) Voir livre I, p. 307-310

(25) Voir LE PAYS ROANNAIS des 12, 19 et 26 mars 1971

(26) Jean-Pierre HOUSSEL, Cours, la rénovation d'une petite ville textile du Haut-Beaujolais; R.G.L. 1975, n° 3, p. 293-298

(27) LA VOIX SOCIALISTE DU ROANNAIS, juin 1968 et LE POING ET LA ROSE, supplément à Combat Socialiste n° 13, 8 p., L'avenir de la Région Roannaise, p. 2-3

(28) M.A.L.T. (47), Propositions pour le plan d'aménagement rural du nord-ouest du département du Rhône, 7 cahiers, mai 1972.

(29) C.J.D. SECTION DE ROANNE, Note d'information sur l'Association pour l'Etablissement du S.D.A.U. de l'Agglomération Roannaise, 16 nov. 1970, 5 p. dact.

(30) A.E.S.D.A.R. (61), Schéma d'aménagement de l'ensemble urbain roannais, 3 cartes plus document, 99 p., sans date (1974).

- (31) LE PAYS ROANNAIS, 31 oct. 1975, Assemblée Plénière de la C.C.I. de Roanne :
"le Préfet de la Loire est intervenu longuement pour confirmer les décisions de réalisation...de la déviation Est de Roanne et de son caractère d'autoroute de détournement à péage"
(44)
- (32) DEPARTEMENT DE LA LOIRE, RAPPORTS AU CONSEIL GENERAL, session du 7.3. et du 15.5 1972, 223 p., p. 26 et ss.
- (33) Le retentissement de cette information apparaît dans les délibérations des conseils municipaux sur l'enquête d'utilité publique et les prises de position de différentes associations. Voir LE PAYS ROANNAIS du 30.1 .1976
- (34) Le CENTRE D'INFORMATIONS ET DE RECHERCHES DU ROANNAIS a publié deux cahiers :
(63) La situation actuelle du Roannais, nov. 74, 35 p. dact.
(64) Les jeunes dans le Roannais : réalités, problèmes, besoins, Juin 75
50 p. dact.
- (35) Jean-Pierre HOUSSEL, L'approvisionnement en eau dans le département de la Loire, in R.G.L., n° 3, 1972, p. 327-330
- (36) voir par exemple L'ESSOR du 20/2/76.
- (37) LE PAYS ROANNAIS, Le dossier routier du Roannais présenté et commenté par le C.I.R.R., 12/12/75.
- (38) JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE ET CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS, Dossier ville moyenne de Roanne, synthèse des travaux, 21 p. dact., sans date (Juil.75), p.4
- (39) C.C.I. DE ROANNE, Rôle accueil des entreprises, in Séance du 14/12/1972, p.5
- (40) voir livre II, p.32
- (41) voir livre II, p.197 et 200
- (42) J.C.E et C.J.D., voir note (38), p.6-11
- (43) La situation des familles et les aides de la Caisse d'Allocations Familiales. p. 3-9, in C.I.R.R., Les Jeunes dans le Roannais.
- (44) La mini-crèche, une expérience à tenter, in LE PAYS ROANNAIS, 31/10/1975.
- (45) Petite enfance et enfance dans l'agglomération roannaise, p.19-22, in C.I.R.R., Les Jeunes dans le Roannais
- (46) Délinquance et turbulence dans le Roannais, p. 10-18, in C.I.R.R., Les Jeunes dans le Roannais.
- (47) Les activités socio-culturelles dans le Roannais, p.33-36, in C.I.R.R., Les Jeunes dans le Roannais.
- (48) CONNAISSANCE DU ROANNAIS (453), Les fusions et regroupements des communes, n° 5, 3ème trim. 1972, p.33-35
- (49) A.E.S.D.A.R.(64) Schéma d'aménagement de l'ensemble urbain Roannais, 99 p. + 3 cartes (schéma de l'état actuel, schéma de l'étape 1985, schéma 2000), sans date (1974)
- (50) Roland DENIS, Le schéma d'aménagement de l'ensemble urbain roannais, in LE PAYS ROANNAIS, 28/2/75
- (51) Roland DENIS, Le P.A.R. de la Côte Roannaise est né officiellement, in LE PAYS ROANNAIS, 31/10/75
- (52) Le Code Général des Impôts, permet aux communes ayant dressé un plan d'aménagement de lever une taxe sur la valeur vénale des propriétés non bâties. Mais cette disposition qui date de 1937 n'a été appliquée que dans 24 communes. Elle ne figure plus dans le Code des Impôts de 1976. La taxe d'urbanisation préparée par Edgar Pisani et instituée par la Loi des Finances de 1970 n'est pas mise en application.

- (53) DEPARTEMENT DE LA LOIRE, Sessions du Conseil Général du 7 mars et du 15 mai 1972, 223 p., p.183
- (54) Jean-Pierre HOUSSEL, Cours : la rénovation d'une petite ville textile du Haut-Beaujolais, in R.G.L., N° 3, 1975, p.293-298.
- (55) C'est dans cet esprit que Louis Chabert examine la décision du Département de la ~~Savoie~~ de réserver une zone industrielle de 760 ha. au confluent de l'Arc et de l'Isère. Il craint une descente des industries des vallées internes, qui ne ferait que renforcer la concentration industrielle dans le ~~Sillon~~ Alpin.
- Louis CHABERT, La Savoie à la recherche de sa politique industrielle. Arc-Isère : alibi ou dernière chance ? in LA VIE NOUVELLE, 24/1/1975
- (56) Révélatrice de cette attitude est la réponse du Président de la C.C.I. de Roanne au préfet de la Loire, qui venait de déclarer officiellement pour la première fois le caractère autoroutier à péage de la déviation est de Roanne : "le Président a remercié Monsieur le Préfet de la Loire pour ses intervention en faveur du désenclavement routier de la région et l'a prié de transmettre également les vifs remerciements de la C.C.I. à Monsieur Pinay pour la part active qu'il prend dans ce domaine". Assemblée pléinière de la C.C.I. de Roanne, in LE PAYS ROANNAIS, 31/10/1975

CONCLUSION

La géographie régionale s'oriente aujourd'hui vers l'observation et l'explication de la transformation des espaces, face à la mutation que la France a connue depuis qu'elle s'est délibérément tournée vers la civilisation industrielle et technicienne, dans les années 1955. Sur la plus grande partie du territoire non-métropolisé, la mutation bouscule une économie et une société restées largement traditionnelles. C'est le cas du Roannais et du Beaujolais textile, mais la crise de mutation, sensible ailleurs dès 1960, n'éclate ici qu'en 1965 et la reconstruction de l'économie est due pour l'essentiel à des mutations locales. Ce comportement original est lié à un type particulier de répartition des activités entre la ville et la campagne. Le Roannais et le Beaujolais textile se distinguent autant des campagnes agricoles que des vastes conurbations développées à l'époque de la révolution industrielle.

Cet "équilibre" entre la ville et la campagne s'est forgé au cours de la longue histoire du travail industriel. Il est apparu à l'époque moderne, selon le système manufacturier, comme dans la plupart des campagnes pauvres. Mais grâce à une adaptation continue il s'est maintenu à l'échelle de la région, alors qu'ailleurs il a été balayé ou s'est contracté à une ville, lors de la mécanisation. Il a conservé beaucoup de ses traits originels à cause d'une situation en marge des grands foyers économiques. C'est à la fois un fait de conditions naturelles, pour ce bassin entouré de montagnes, et le fait de la volonté des hommes. Les descendants du patronat cotonnier, qui avait atteint aux dimensions de la grande industrie, ont refusé à la fin du XIX^e siècle la voie du progrès technique et de la concentration. L'absence de dynamisme de l'économie nationale allait laisser trois quarts de siècle de survie à leurs affaires. Le maintien de conditions archaïques laisse subsister un réservoir de main d'oeuvre docile, une classe moyenne pléthorique de marchands de produits agricoles, de contremaîtres et de représentants, prompts à saisir toutes les occasions favorables pour manifester leur esprit d'entreprise et leur ingéniosité. C'est ainsi que seront assurée la substitution progressive de la bonneterie au tissage et l'éclosion de la troisième génération d'industries spontanées au moment de la crise de 1965.

L'originalité de ces conditions socio-historiques rend particulièrement significatives les similitudes dans les mécanismes de la confrontation à l'économie moderne, constatées ici et dans bien d'autres régions de l'espace non-métropolisé. L'écroulement des résistances que les survivances de l'économie ancienne opposaient à la pression de l'économie moderne s'est traduit par l'accentuation des déséquilibres internes entre zones de croissance et zones d'abandon. Dans ce domaine, aux lois économiques générales, se superpose l'inégale disposition à adopter le progrès. La réaction des agents de production, positive ici avec effet d'entraînement, limitée à quelques individus dans les zones d'indifférence, quasi absente dans bien des secteurs prospères hier, bouleverse la hiérarchie des espaces. Au même lieu, le dynamisme affecte différemment les divers secteurs, industriel, agricole et des services, et même le secteur industriel qui a ses branches progressives et ses branches figées. A cela s'ajoute la représentation que les collectivités se font de leur situation présente et de leur avenir, qui transparaît dans la composition et les décisions des conseils municipaux. Il n'y a pas toujours concordance entre le dynamisme économique et le degré d'ouverture des collectivités et cela rend encore un peu plus complexe notre carte.

Cependant, ce n'est pas puzzle indéchiffrable. Certes, il ne faut plus rechercher de pays homogènes, mais des stades d'évolution, qui traduisent l'aptitude à tirer parti des potentialités du milieu naturel et du milieu humain. Il y a les campagnes en voie d'abandon, où l'agriculture paysanne et le genre de vie mixte n'ont pas été relayés par des activités nouvelles, où la population diminue et vieillit. Dans les hautes vallées montagnardes, desservies par l'isolement qui entrave la pénétration des innovations et par l'exigüité des terroirs cultivables et la petite taille des exploitations, les densités diminuent au point de ne plus permettre le maintien d'entreprises viables, comme dans la vallée de l'Azergues. Ces campagnes inhospitalières sont parfois des campagnes "fatalistes", où l'on n'a plus le courage d'entreprendre et où les collectivités conservent les habitudes du passé, mais la correspondance est loin d'être totale. C'est certainement dans le Beaujolais textile que le réveil de l'opinion, à la suite de la crise de 1965, a été le plus marqué. Par contre, les pays d'embouche de la plaine sont sans doute les plus sclérosés, et par leur agriculture figée et par la force qu'y conservent les traditions. C'est le cas des villages autour de Roanne. Le Brionnais occupe bien souvent sur nos cartes la dernière place.

Aux bons pays sclérosés, font pendant les centres déçus. Ce sont des chefs-lieux de canton, marchés ruraux et relais routiers, comme La Pacaudière

et Saint-Symphorien-de-Lay, ou les petites capitales d'un âge textile dépassé, comme Thizy. Face au déclin des anciennes activités compensé en partie par des décentralisations, on ne trouve pas d'initiatives autochtones adaptées aux conditions nouvelles. Un réflexe de fierté bourgeoise empêche de faire le bilan de la situation. Cette évasion du réel est un mal qui vient de loin : Thizy a refusé le chemin de fer il y a un siècle. La volonté de moderniser le cadre de vie n'a pas bousculé partout des habitudes administratives prudentes ni les querelles de clocher.

Personne n'aurait accordé beaucoup de chances aux pôles de croissance qui se sont révélés depuis la Libération et qui apparaissaient comme les annexes des centres aujourd'hui somnolents. La hiérarchie de ces doublés s'est renversée : Cours a devancé Thizy, Saint-Martin d'Estreaux a fait de même avec La Pacaudière, comme Saint-Just-la-Pendue avec Saint-Symphorien-de-Lay. Violay et Saint-Martin-la-Sauveté ne paraissaient pas devoir se distinguer des villages voisins et on n'aurait pas imaginé l'écart qui existe actuellement entre Belmont et Chauffailles. On a déjà insisté sur la localisation à la frange du coeur textile, englué dans sa "monomanie", de ces activités qui s'adaptent, se reconvertissent ou éclosent et se propagent par imitation. La volonté de s'en sortir, l'âpreté à la tâche n'avaient vraiment jamais disparu, tandis que la faculté d'assimiler les apports extérieurs renoue avec le temps des colporteurs. L'esprit d'association qui caractérise l'agriculture, a pénétré certaines industries, comme la menuiserie normalisée et le bâtiment. Les zones nouvelles qui se constituent à la faveur du processus d'imitation ne sont pas sans rappeler les aires homogènes de la première révolution industrielle. L'établissement loin de la Clayette de la plupart des établissements et services de la firme Potain met en cause la capacité des régions qui ne sont pas particulièrement favorisées, à conserver les activités auxquelles elles ont donné naissance. Sans doute est-ce particulièrement difficile pour des groupes de cette ampleur. Le maintien des jeunes, la présence de services aux entreprises, la nécessité d'évoluer vers des productions de plus en plus élaborées rendent indispensables la modernisation de l'environnement et la promotion des hommes. Des localités comme Cours et Saint-Martin-la-Sauveté en ont pris conscience. En un mot les *foyers de croissance* le demeureront s'ils deviennent des *foyers de développement*. Peuvent-ils compter sur l'assistance des points d'ancrage de la hiérarchie urbaine ?

Roanne, centre régional, donne l'image d'une cité qui a su tirer son épingle du jeu et où les transformations, déjà préparées avant la crise de 1965, n'ont pas eu la brutalité qu'elles ont connues ailleurs. La permanence de l'esprit d'entreprise, qui s'est porté de la cotonne sur la maille puis

sur la métallurgie, lui a permis de surmonter les difficultés de la conversion. La croissance des services, tant publics que privés, a consolidé son influence. La modernisation des équipements et la construction de nouveaux quartiers ont rajeuni son visage. Tout cela permet à Roanne d'être satisfaite d'elle-même. Mais ne l'est-elle pas à bon compte ? "Ville des initiatives contrôlées", n'est-elle pas restée trop fidèle à son passé, à des industries légères de main d'oeuvre à faible valeur ajoutée, à des services banaux et à l'ambiance d'une ville de province ? Le parallélisme vaut pour Tarare, centre régional à son rang. L'industrie du voile s'est modernisée, mais reste la seule activité. Le chiffre de la population stagne et la volonté de modernisation trouve ses limites dans la relativité de la croissance économique. Que dire des autres petites villes, des villes-relais comme Charlieu et Amplepuis, qui oscillent entre la régression et l'ouverture de perspectives nouvelles ?

La capacité d'adaptation au progrès est donc très différente d'un lieu à l'autre. Aussi ingénieuse qu'elle soit, elle a ses limites. Les activités nouvelles ont les caractères fondamentaux des activités traditionnelles. Le petit nombre des décentralisations, en dépit des avantages de la zone II est un autre signe de l'existence d'infériorités structurelles, responsables de l'aggravation des déséquilibres avec les métropoles. Ceux-ci ne peuvent être compensés que par une *transformation qualitative du milieu*, dont les deux grands axes sont la réduction de l'enclavement, grâce à la pénétration des moyens de communications les plus modernes et la diversification de la structure socio-professionnelle. L'implantation d'industries à technologie avancée et de services autres que banaux entraînerait l'augmentation de la proportion de techniciens et de cadres dans la population active et un enrichissement du milieu culturel. Ces mesures relèvent de l'orientation de la politique économique nationale et de décisions prises au plus haut niveau. L'attitude de la population locale n'est cependant pas indifférente, car elle doit manifester vis à vis des pouvoirs publics une claire vision des exigences de son avenir et la volonté de faire de la région vécue une *unité d'aménagement*, afin de renforcer les solidarités anciennes par une répartition harmonieuse des équipements. Le regard porté sur les dix années qui ont suivi la crise de 1965 a montré que l'esprit de la civilisation ruralo-manufacturière a survécu à l'effondrement des structures socio-économiques dont elle était l'expression. Or, appuyée sur une culture individualiste, sur le recours aux groupes naturels et sur la référence au passé, elle prédisposait mal les responsables locaux à l'évaluation des véritables enjeux et des rapports de force qui se sont établis, comme au souci de faire partager à l'opinion la connaissance des problèmes locaux.

343

A cause des résistances souvent inconscientes, occultes, laissées par la civilisation traditionnelle et les entraves que sont l'enclavement et l'insuffisante diversification de la population active, l'extension de la civilisation mécanicienne qui submerge le vieux monde reste sélective, incomplète. Si les techniques qui permettent de dominer toujours davantage les facteurs naturels sont plus ou moins efficaces et coûteuses selon les lieux, l'ingéniosité des individus et la capacité des groupes d'accepter des situations que n'accepteraient pas d'autres groupes plus favorisés font écran aux déterminismes nouveaux. Au moment où les techniques aggravent les handicaps de la moyenne montagne par rapport à la plaine, c'est toujours dans le premier milieu qu'éclosent de façon privilégiée les expériences, et souvent les réussites de l'industrie spontanée, de la modernisation de l'agriculture et de l'association des habitants aux décisions qui conditionnent leur destin. Spécialement dans les périodes de transition de l'économie traditionnelle à l'économie moderne, le dernier mot reste à l'homme. Les *comportements*, qui freinent, déforment ou inspirent l'action finissent par former un facteur indépendant. Ils prennent en compte l'ensemble des facteurs géographiques et spécialement la plus ou moins forte pression démographique et la répartition par âges; les structures sociales, le degré d'instruction, la diversification de la structure socio-professionnelle dont dépend l'efficacité technique; la culture enfin, qui sous-tend la conception de la vie sociale et qui favorise ou entrave l'ouverture aux pionniers et à la promotion collective. L'aptitude de l'agent économique à accueillir le progrès dépend de ses capacités et de son histoire, mais aussi du soutien que lui apporte son groupe et de l'environnement que construit la collectivité dans laquelle il est inséré.

La complexité et l'extrême sensibilité des facteurs humains expliquent les inégalités spatiales du développement. Elles expliquent aussi la mobilité des situations d'un lieu à l'autre et, dans un même lieu, d'un secteur de production et d'un producteur à l'autre. Face au bouleversement des hiérarchies, on serait tenté d'établir en règle générale la correspondance entre facilité et stagnation, difficultés et progrès, quand les handicaps du milieu ne sont pas trop forts. La conception que le groupe se fait de sa propre situation et des moyens pour l'améliorer peut se modifier elle aussi rapidement de façon fondamentale, d'autant plus qu'il y a toujours un décalage dans le temps entre les transformations économiques et sociales et leur perception par le public.

Le cadre régional est particulièrement adapté pour la compréhension globale de l'évolution, car il permet de saisir les interactions entre les faits. On a reproché à la géographie régionale d'être "impressionniste", de juxtaposer les considérations de cas particuliers, sans se préoccuper d'une idée directrice. Or la brutalité de la confrontation de l'économie traditionnelle à l'économie moderne, plus ou moins tôt à partir de 1955, impose le *thème de la mutation*. La nécessité de tenir compte de l'homme dans tous ses aspects et des cercles concentriques de son environnement commande à la géographie régionale d'être "*sociétale*". Son champ d'observation s'ouvre bien au delà du recensement de la population et des activités. Dans la quête de l'explication au niveau de l'individu et des groupes, elle met en oeuvre des méthodes qui rejoignent celles de l'historien. Mais l'historien porte des jugements sur des situations passées, qui ne mettent pas en cause des contemporains ni des idéologies qui engagent l'avenir. Le géographe doit s'efforcer de confronter la réalité d'aujourd'hui à un idéal de société afin de dégager les "vrais problèmes", de mesurer "les rapports entre les tendances au développement et leurs antagonismes" (Pierre George).

Dans sa vision évolutive, la géographie doit se fonder sur un *idéal de société*. Or en dehors des intérêts à courte vue et des militantismes absolus, un consensus se fait jour pour une croissance qui n'accroisse pas les inégalités et n'aliène pas l'homme. La société "post-industrielle" ou "post-moderne" doit réconcilier les valeurs de la société rurale avec l'efficacité mécanicienne. "C'est en partie au géographe" écrit Paul Claval, "qu'incombe la charge de dire jusqu'où on peut relâcher les tensions que crée le système actuel, sans compromettre des résultats qu'on ne veut pas abandonner". La géographie doit, ensuite, rendre compte de la *réalité d'aujourd'hui*. Dans le stock du passé, elle cherche à dégager ce qui conditionne l'homme et, pour le présent, elle a recours à l'enquête directe et à l'examen de ce qui traduit ses préoccupations, dans la presse locale et les compte-rendus des organisations. Cherchant à analyser avec précision et exactitude les situations et à favoriser les comparaisons, elle fait une large place au quantitatif, mais utilise autant que possible des méthodes simples, afin que le chiffre ne devienne pas une valeur en soi. Le géographe n'"invente" rien et chacun retrouve dans ses écrits les faits familiers. Mais il les replace dans leur histoire et leur milieu et rassemble des données difficilement accessibles. Il fait ressortir l'originalité de ce qui paraît normal, parce qu'on y est habitué ou résigné. Il contribue à faire connaître les solutions originales dont on peut s'inspirer ainsi qu'à déceler les obstacles au progrès. Afin que ses écrits soient accessibles à tous, il se détourneⁿ de l'encyclopédisme et de l'hermétisme.

Le cadre spatial le mieux adapté à ce type de recherche est une unité fondée sur une solidarité d'intérêts et suffisamment homogène pour se distinguer des régions qui l'encadrent. Elle doit être assez étendue pour que les traits particuliers enrichissent la connaissance globale sans prendre une place sans rapport avec leur importance réelle. Elle offre une base solide à l'action régionale. Le Roannais et le Beaujolais textile, par leur superficie et leur population, 3500 km² et 275.000 habitants, sont sans doute dans les normes moyennes de telles *unités d'aménagement*, entre lesquelles se partage la France non-métropolisée. La couverture du pays par des études menées dans ce cadre suivant la même problématique serait sans doute une contribution importante à l'information, à la réflexion et à l'action. Ces études doivent être menées pendant une période suffisamment longue, pour parvenir à la familiarité avec les lieux et à l'appréciation du stade atteint dans l'évolution, et être par la suite tenues à jour.

De la confrontation de la réalité d'aujourd'hui avec l'idéal à atteindre, se dégagent les *vrais problèmes*. Ils sont spécifiques à chaque région et évoluent avec le temps. Dans le Roannais et le Beaujolais textile, il s'agissait avant 1955 de faire prendre conscience du décalage et de déceler les faux-semblants de la prospérité. Aujourd'hui, les freins au développement apparaissent au nombre de quatre, étroitement imbriqués entre eux : l'enclavement; les déséquilibres de la structure socio-professionnelle; la disharmonie et la dévitalisation des relations internes; la permanence de la culture ruralo-manufacturière et le fonctionnement du système représentatif enfin, car à partir du moment où les intéressés deviennent capables de discerner ce qui est dépendant de leur volonté de ce qui ne l'est pas, les solutions vraies s'imposent d'elles-mêmes.

La géographie régionale, évolutive et sociétale, est tout naturellement *applicable*. Peut-être la géographie appliquée a-t-elle péché, en voulant être immédiatement utile. Présenter l'optique propre au géographe pour tirer une prospective de la confrontation de différentes courbes, établir des plans d'aménagement et la zonation des équipements sont certes des démarches nécessaires, mais qui sans une connaissance intime du milieu, risquent d'être surimposées à la réalité vivante. D'autre part, toute action d'aménagement répond à une commande des pouvoirs publics. Sa finalité et ses modalités résultent de rapports de force qui ont orienté la décision politique. L'aménageur peut certes proposer les solutions techniques les plus judicieuses, mais ne peut pas modifier l'économie du projet. La priorité ne serait-elle pas à une action de formation, qui permette à la collectivité locale d'être en connaissance de cause juge et actrice de son avenir ? A notre avis, la géographie applicable doit précéder la géographie appliquée, au même titre que toute connaissance

désintéressée, mais soucieuse de l'homme et à la disposition de ceux qui se préoccupent de développement, doit précéder la décision et l'action.

Pour ce qui tient à la marge d'action de leurs habitants dans la confrontation à l'économie moderne, le Roannais et le Beaujolais textile révèlent autant d'inadéquations que d'ingéniosités. Leur devenir paraît sombre dans la mesure où l'évolution se fait dans une économie qui avantage les zones les plus favorisées. Le passage réussi d'une civilisation à l'autre qui aboutirait à réaliser "l'unité" de l'homme social" aurait une signification profonde. En effet, la croissance économique, c'est-à-dire en clair l'industrialisation, a pratiquement partout pris corps en marge des sociétés rurales et leur est restée étrangère. La région de Roanne et le Beaujolais textile, qui continuent d'être une région industrielle dans des structures rurales, pourraient être un laboratoire de la société "post-moderne".

A N N E X E S .

E T

T A B L E S

EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA REGION DE ROANNE et du BEAUJOLAIS TEXTILE
de 1806 à 1968

	population totale	agglomér. de Roanne (a)	autres villes (b)	population urbaine	en %	population rurale	en %
1806	196.203	7.270	14.913	22.183	11,5	174.020	88,5
1846	254.244	12.959	28.418	41.377	16,3	212.867	83,7
1866	308.225	21.394	47.040	68.434	22,2	<u>239.791</u>	77,8
1896	<u>313.236</u>	39.637	<u>59.115</u>	98.752	31,5	214.484	68,5
1911	293.059	44.276	59.108	103.384	35,2	190.275	74,8
1921	262.591	48.316	50.241	98.557	37,6	164.034	62,4
1936	249.910	55.378	53.143	108.521	43,4	141.389	56,6
1954	246.665	66.297	55.762	122.059	49,5	124.506	50,5
1962	251.304	73.380	57.856	131.236	52,1	120.068	47,9
1968	253.454	<u>77.926</u>	58.663	<u>136.589</u>	54	116.865	46

Un chiffre souligné signale un maximum.

(a) commune de Roanne seule en 1806 et 1846; Roanne plus Le Cat en 1866; les mêmes plus Rârgny en 1896 et 1911; les mêmes plus Morly en 1921 et en 1936; à partir de 1954, les mêmes plus Villaret, Saint-Léger et Pouilly-la-Vinasse, qui forment l'unité urbaine de Roanne, définition INSEE 1968

(b) Pour le département de la Loire, Charlieu et Païssières seules en 1806 et 1846; plus Saint-Symphorien-de-Lay en 1866 remplacée par Pouilly-sous-Charlieu à partir de 1896 et à partir de 1954, on a ajouté Régnv ainsi que Chardon et Saint-Nizier-sous-Charlieu, qui font partie des unités urbaines de Charlieu et de Pouilly de l'INSEE.

Pour la Saône-et-Loire, Chauffailles et Marcigny en 1806 et 1846, plus La Clayette à partir de 1866 et Baudemont, comprise dans l'unité urbaine INSEE de La Clayette à partir de 1954.

Pour le Rhône, canton de Tarare, Tarare seule en 1806, Tarare et Pontcharra de 1846 à 1936, plus Saint-Forgeux comprise dans l'unité urbaine INSEE de Pontcharra, à partir de 1954.

Pour les cantons de Thizy et d'Amplepuis, Thizy plus la moitié de la population de Bourg-de-Thizy, Cours et Amplepuis en 1806 et 1846, plus la population agglomérée de ces trois communes en 1866. De 1896 à 1936 la population totale des 4 communes plus Pont-Trambouze (créée en 1871); depuis 1954, les mêmes plus Marnand, qui fait partie de l'unité urbaine INSEE de Thizy.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE TISSUS DE COTON DANS LA REGION DE ROANNE-THIZY

année	Tissus plats	Tissus éponge	Tissus lourds	TOTAL
1950	8.200 T. *	700 T. *	1.150 T.	10.150
1951			1.350	11.000
1952			1.450	12.700
1953			1.400	13.600
1954	11.500 *		1.300	13.900
1955	9.000 *	1.500 *	1.350	11.700
1956			1.600	13.000
1957	10.500 *		1.700	13.450
1958			1.700	13.700
1959			1.800	14.900
1960	11.500 *	2.500 *	1.900	16.000
1961	10.350	2.650	2.000	14.000
1962	10.150	3.100	2.100	15.300
1963	10.450	3.700	2.150	16.300
1964	9.950	3.850	2.200	16.000
1965	9.000	3.900	1.800	14.700
1966	9.300	4.050	2.150	15.500
1967	6.300 *	4.100	2.200	12.600
1968	4.500	4.600	2.400	11.500
1969	4.150	4.550	2.500	11.200
1970	3.350	4.100	2.600	10.000
1971	3.100		2.650	9.700
1972	3.400	4.700 *	2.600	10.700
évaluation				

statistiques communiquées par le Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne-Thizy fournissent la distinction entre les tissus plats (vichy et croisé pour chemise, essentiellement) et tissus bouclés qu'à partir de 1961. Etablies selon les années suivant critères différents, elles ont été confrontées aux séries publiées annuellement par Revue de l'Industrie Cotonnière dans son numéro de mai, qui donnent la production totale de la région Roanne-Thizy jusqu'en 1964, de l'ensemble de la région Rhône-Alpes à la suite. Les chiffres ici présentés tiennent compte des renseignements fournis par la principale firme de tissu-éponge et par l'entreprise spécialisée dans les tissus "lourds" pour vêtement de travail, qui n'adhère pas au Syndicat.

EVOLUTION DE LA BONNETERIE ROANNAISE

(source : Chambre Syndicale de la Bonneterie de Roanne et de la Région)

TABLEAU 1. Chiffre d'affaires, exportation, personnel

global toutes taxes compris (a)	Chiffre d'affaires				Personnel				Salaires			
	dont zone franc	%	dont étran- ger (a)	%	Total	cadres ETAM (b)	ouvr. usine	ouvr. domicile	Global (a)	dont Cadres ETAM %	dont ouvr. domic. %	salaire horaire moyen (a)
0,190												
0,22												
0,43					5.350	550	1920	2780	0,080		23%	
1,24					6.650	650	2500	3500	0,21		26	
1,72					6.600	715	2575	3320	0,31		26	
3,54					6.100	560	2460	2860	0,45		21,5	
4												
12					8.000	4.000		4000	1,25			108
13					7.600	3.800		3800	1,5		15	125
15,5	1,5	10%	0,25	1,7%	9.800	1000	4800	4000	1,8	23,3%	14,2	129
17		9		2	9.900	"	5100	3800	2		13	133
19,5		8,5		3	9.800	"	5300	3500	2,3		12,1	151
23		10		2,5	10.200	"	5700	"	2,7		13,3	159
22		10		4	9.700	"	"	3000	2,9		12	174
24		10		4	9.800	"	5800	"	3,25		11	186
25,5	2,750	11	2	8	9.900	1200	"	2900	3,7	26%	10	200
28	2,150	8,5	2,850	10	10.350	"	6200	2950	4,4		9,8	207
33,3	2,3	7	4,4	12	11.400	1350	7000	3050	4,7		9,7	217
420	25	6	54	13	12.500	1550	7800	3150	5,7		9,5	2,6
482	42,5	8,7	55	11,5	12.400	1600	7850	2950	70		8,6	2,81
458	35	7,7	60	13	12.550	"	8000	2950	70		7,8	2,81
492	30	6	62	12,5	12.900	"	8330	3000	80		8,2	3,12
462	18	4	55,6	12	11.850	1575	7825	2450	81		7,6	3,51
471	8,7	2	54	11	11.700	1850	7650	2200	87	30%	6,4	3,99
572	5	0,9	52,6	9	12.000	1800	8050	2150	103	"	7	4,35
596	3,5	0,6	55,7	9,2	11.475	1675	7850	1850	103	"	6	-
677	3,3	0,45	58	8,5	11.800	1750	8000	1700	121	"	5,8	-
817	3,6	0,41	88	10,7	11.600	1870	8350	1700	145	28,2	5,4	-

a) en milliards d'anciens francs jusqu'en 1962; en millions de francs ensuite

a') en francs anciens jusqu'en 1962

b) E.T.A.M. = employés, techniciens, agents de maîtrise

TABLEAU 2. Matières premières et productions

351

	Matières premières (tonnes)						Productions (Millions de pièces)- (ton			
	Total	Laine	Coton	artifi- cielles	synthé- tiques	diverses	survête- ments	layette	sous vêtem.	tis
1952	3.500	71,5%	17%	7%	0,1%	4,4%	5	2	3	
1953	4.200						5	1,5	2,7	
1954	4.550	70,3	15,5	9,2	2	3	7	2	4	
1955	6.000						8	2,5	4,5	
1956	6.400						8	2,5	6	
1957	7.000	70,5	17	5	3	4,5	8	2,6	6	
1958	6.550						8,2	2,85	7,7	
1959	7.300	68,4	17	4,8	5,2	4,6	11	3	8	
1960	7.150	60	21	6,5	10,5	2	11	3,5	8	
1961	7.600						11,5	3,5	10	
1962	8.000	53	15	8	21,5	2,5	15	3,75	10	
1963	9.100						18,50	3,5	10	
1964	9.100	44,7	15,3	6,5	30	5,5	17,8	4,1	9,9	
1965	8.100						16	3,6	9,7	
1966	8.500						17	3,75	9,7	
1967	7.000						16,3	3,6	9,9	
1968	7.800	24,5	15	8,2	51,3	2	14,2	3,7	10,9	1.
1969	9.000						15,8	3,65	9,3	1.
1970	8.200						16,1	3,3	7,3	1.
1971	9.000						16,2	4,3	6,2	1.
1972	9.400	12,7	9,5	5	70,5	1,3	18,5	4,8	5,4	2.

Années	d'après consom. filés polyesters (a)	dont hors tergal	Exportation		consom.intre v.polyester (a)	surface en millions m2	
			tergal	terg.-lin		polyesters	tergal-lin
1960	1.330 T.	-	230 T.	-	1.100 T.	26 M m2	-
1964	2.670	-	510	-	2.160	51	-
1965	2.430	-	610	-	1.870	47	-
1966	2.950	-	575	-	2.375	57	-
1967	2.750	-	680	-	2.070	53	-
1968	2.850	-	820	-	2.030	52	4,4 M m2
1969	3.700	450 T.	1030	-	2.500	67	8
1970	3.100	300	1090	340 T.	2.000 (?)	53	12
1971	3.500	430	1300	300	2.000 (?)	59	16
1972	3.600	600	1400	430	2.000 (?)	58	22
1973	4.150	850	1740	380	2.000 (?)	66	27

Source : Chambre Syndicale des Fabricants de Voile et de Marquise "tergal", Tarare

(a) Le tonnage est calculé à partir de la consommation de polyesters. L'expansion du voile tergal-lin, dans lequel le polyester forme le tiers de la matière première, ne permet pas de connaître avec certitude le tonnage fabriqué. C'est pourquoi, à partir de 1970, on ne peut donner qu'une approximation de la consommation intérieure.

Annexe 5 - Evolution de l'emploi dans la circonscription ASSEDIC (a) de Roanne depuis 1964

Années	tissage et ennobl	bonne et confection	ind. semi lourdes (b)	métall.	autres ind.	bâtiment	total ind. ASSEDIC	tertiaire ASSEDIC (c)	total ASSEDIC
1964	14.335	14.330	2.225	4.575	4.785	4.315	44.650	5.805	50.455
1965	13.820	14.685	2.150	4.475	4.965	4.315	44.150	5.780	49.930
1966	12.980	14.100	2.030	4.630	4.970	4.445	44.150	5.950	50.100
1967	11.480	14.330	1.910	4.860	4.910	4.550	42.000	6.510	48.510
1968	10.865	14.155	1.890	5.135	5.210	4.490	41.750	9.060	50.810
1969	10.730	14.550	1.890	5.545	5.465	4.765	42.950	9.765	52.715
1970	9.900	14.280	1.725	5.710	5.620	4.615	41.850	10.035	51.885
1971	9.645	15.820	1.380	6.160	5.975	4.670	42.650	10.850	53.500
1972	9.770	15.100	1.440	6.315	6.145	4.715	43.500	11.500	55.000
1973	9.390	14.470	1.885	6.760	6.380	4.800	43.250	12.000	55.250

(a) arrondissement de Roanne + cantons de Thizy et d'Amplepuis

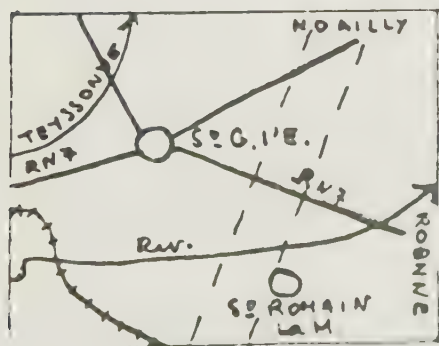
(b) fibranne, fabrication du papier, tanneries et tuileries

(c) élargissement du champ d'application à partir de 1968 ; dans les dernières années, les chiffres sont gonflés par les salariés des entreprises temporaires.

Pl. 6 - LES PAYSAGES AGRAIRES DE LA PLAINE DE ROANNE

Photographie aérienne Saint-Germain-Lespinnasse

Institut Géographique National. Mission Roanne-Villefranche 28-29-30-29
n° 209, 1960



On constate l'opposition des structures agraires entre les grandes parcelles massives, entourées de haies, des domaines, et les quartiers de champs ouverts qui correspondent à la petite propriété paysanne.

Les grandes parcelles encloses sont le plus souvent en prairie (teinte foncée homogène), mais on trouve aussi des labours (teintes plus claires variables selon le degré de maturité).

Les grandes parcelles sont disposées autour du parc d'un château, qui appartient à un grand propriétaire d'origine aristocratique; ainsi les La Tour du Pin, sur la route de Noally, près du bourg. Les terres sont de plus en plus aujourd'hui, soit exploitées directement, soit rachetées par la bourgeoisie roannaise. Les grandes parcelles se trouvent aussi sur certains terroirs qui ne peuvent être occupés que par la prairie permanente, comme le plateau au nord-ouest de la rivière. Il est exploité par de petits propriétaires, dont on voit les maisons dispersées au milieu des terres.

Les quartiers de champs ouverts correspondent à la petite propriété, mais aussi aux terroirs qui se prêtent le mieux à la culture, comme l'inter-fléuve entre la Teyssonne et la rivière de Noailly. Le versant argileux exposé au sud de la vallée de la Teyssonne, où l'on trouve des petites parcelles orientées dans le sens de la pente, était cultivé en vignes. La bande marneuse large d'un kilomètre, qui donne des terres lourdes et riches souvent en prairies est occupée aussi bien par de grandes parcelles encloses que par des lanières ouvertes.

On distingue difficilement la trace d'anciens fossés de drainage, ainsi aux Gayets (nord-est de la carte).

Pl. 7 - ASPECTS NOUVEAUX DU COEUR TEXTILE.

1 - L'extension de l'usine Jalla à Régný.

Bâtiments récents, aveugles et bas, construits en bordure du Rhins.

Au centre, bâtiments anciens, "maison" et toits en shed.
A gauche, la cité ouvrière.

2 - L'usine Proplastex à Coublanc.

Un rare exemple de reconversion : une unité de transformation des matières plastiques montée par le tissage Van de Walle de Chauffailles.

Des bâtiments modernes, construits en pleine campagne, le long d'une pente qu'il a fallu écorner.





1 - La gare routière. Les cars attendent l'heure de la sortie ...



2 - La pause dans une bonneterie
au Coteau. Elle est obligatoire
pour les ouvrières de moins de
16 ans.



La finition à domicile. La femme apporte
dans une poussette les ballots de pièces
qu'elle vient de retirer de l'usine.



Le théâtre

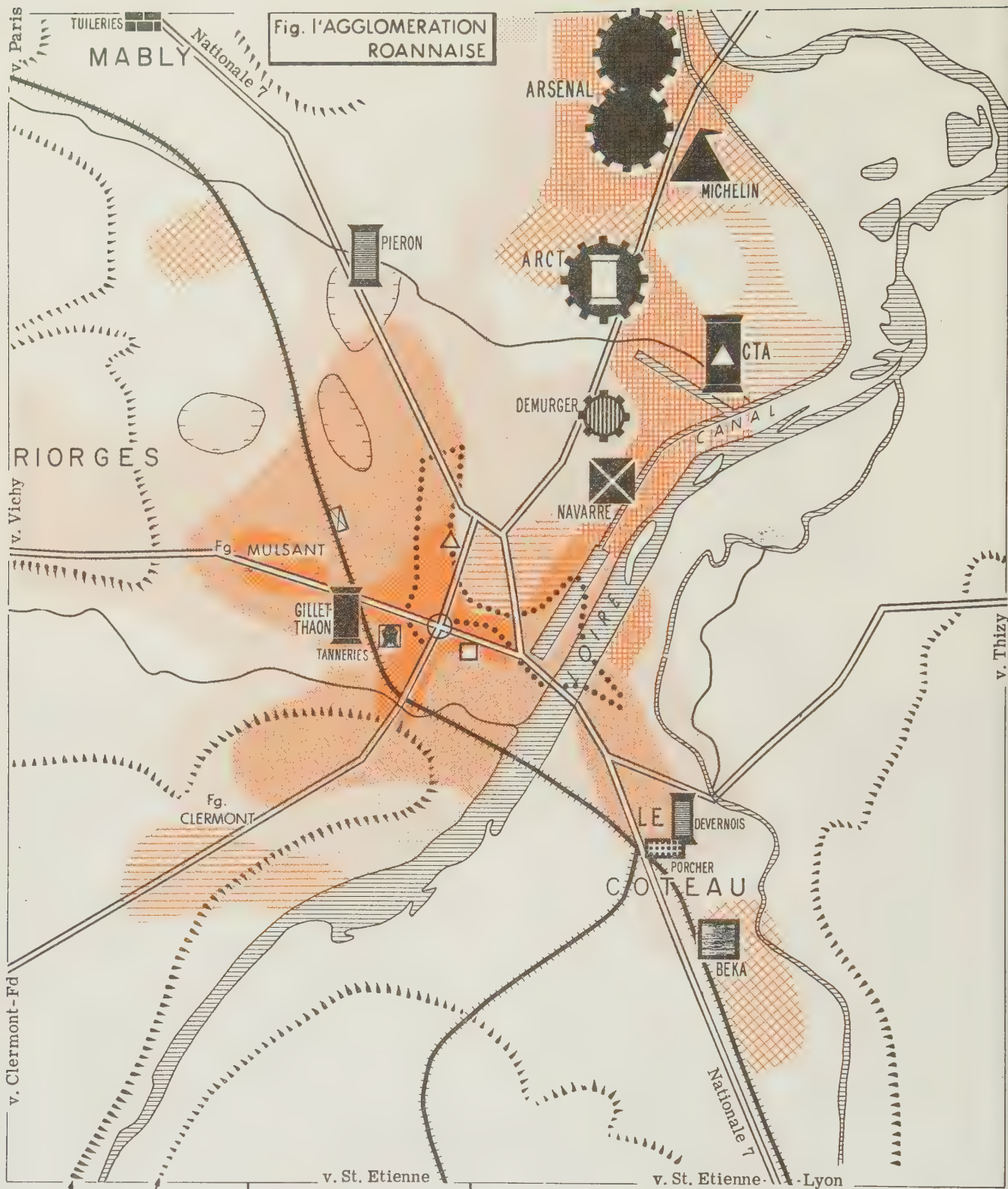
Le temple de la culture



Le quartier de la Nouvelle R.N.7

Néon, grands ensembles, grande surface.

Fig. l'AGGLOMERATION ROANNAISE



rebord de la terrasse

ancien marais

- △ Château
- Hôtel de ville
- "Le Carrefour" centre de la ville
- ⊠ gare ferroviaire et routière

limites de la ville à la fin du XVIIIe s.

500m 1000 1500

TISSU URBAIN

- forte densité de commerces et de services
- habitat dense
- bonneteries intercalées
- limites agglomération
- Z I anciennes
- rénovation urbaine
- zones industrielles
- habitation

I N D U S T R I E S

PRINCIPAUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN DEHORS AGGLOMERATION-XIX^s.

INDUSTRIES SEMI-LOURDES: tuileries-briqueteries (Mably: 200 SALARIES)
textiles artificiels (CTA: 750) papier (Navarre: 700) sanitaire (Porcher: 250)
METALLURGIE: l'Arsenal: 3000 SALARIES ARCT: 1500 Demurger: 500
CHIMIE: caoutchouc (Michelin: 500 SALARIES)
TEXTILE: bonneterie (Pieron: 500 SALARIES - Devernois: 300)
DIVERS: bois-meubles (Beka: 600 SALARIES)

INDUSTRIES SEMI-LOURDES DANS AGGLOMERATION ANCIENNE

TEXTILE: blanchiment, teinturerie, apprêts (Gillet-Thaon: 400 SALARIES)
TANNERIES: 150 SALARIES

- | METALLURGIE | TEXTILE | CHIMIE | BATIMENT | DIVERS |
|-------------|---------|--------|----------|--------|
| ⊠ | ⊠ | △ | □ | □ |

BIBLIOGRAPHIE CLASSÉE

Nous n'avons voulu retenir ici que les ouvrages que nous avons réellement utilisés. Il ne s'agit donc pas d'une bibliographie exhaustive sur la région ni de la totalité des livres, articles, notes ou rapports que nous avons consultés.

Un certain nombre d'articles et d'ouvrages que nous n'avons utilisés qu'à quelques occasions ou qui traitent de sujets très spécialisés sont indiqués en notes et ne figurent pas dans cette bibliographie.

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A.E.S.D.A.R.	Association pour l'Etude du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'Agglomération de Roanne
A.G.	Annales de Géographie
C.C.I.	Chambre de Commerce et d'Industrie
C.G.E.A.L.	Centre de Gestion des Exploitations agricoles de la Loire
C.H.E.S.	Centre d'Histoire Economique et Sociale de la Région Lyonnaise
C.R.E.S.A.L.	Centre de Recherches Sociologiques Appliquées de la Loire
Et. Rhod.	Etudes Rhodaniennes
I.E.R.	Institut d'Etudes Rhodaniennes, 74, rue Pasteur, Lyon
R.G.L.	Revue de Géographie de Lyon

OUVRAGES D'INTERET GENERAL

Sont recensés ici les principaux ouvrages, livres et articles, dont la lecture a influencé notre recherche, l'organisation de notre travail, et dont on a retenu les aspects comparatifs sur les problèmes de la région.

- 1 - BEAUJEU-GARNIER J. - La géographie : méthodes et perspectives. Masson, Paris, 1971
- 2 - BOICHARD J. - La vie rurale entre Loire et Allier. Annales de Besançon, 1971, 328 p.
- 3 - ——— - Systèmes agricoles et structures d'exploitation en France, ANNALES LITTERAIRES DE L'UNIVERSITE DE BESANCON, Travaux de géographie fondamentale, Les Belles Lettres, Paris, 1974, 201 p., p.89-163.
- 4 - BONNAMOUR J. - Géographie rurale, méthodes et perspectives, Masson, Paris, 1973, 168 p.
- 5 - BRUNET R. - Les phénomènes de discontinuité en géographie, CNRS, 1968, 119 p
- 6 - CLAVAL P. - Régions, nations, grands espaces. M. Th. Genin, Paris, 1968, 837 p.
- 7 - ——— - Principes de géographie sociale, M. Th. Genin, Paris 1973
- 8 - DAILLE R. - Enquêtes et pastorale. Le Chalet, Lyon, 1962, 205 p.
- 9 - DERRUAU M. - La Grande Limagne auvergnate et bourbonnaise, thèse Grenoble, 1949, 545 p.
- 10 - FAUCHER D. - La vie rurale vue par un géographe, Institut de Géographie de la Faculté des Lettres, Toulouse, 1962, 316 p.
- 11 - FEL A. - Les hautes terres du Massif Central, ^{Publ.} de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Clermont-Ferrand, thèse, 1962, 340 p.
- 12 - FLATRES P. - La géographie rurale, p. 189-194, COMITE NATIONAL FRANCAIS DE GEOGRAPHIE, Recherches géographiques en France, 1972, 239 p.
- 13 - FREMONT A. - L'élevage en Normandie, Publ. de la Fac. des Lettres et Sciences Humaines de Caen, thèse, 1967, 2 vol. 626 et 309 p.
- 13bis - GEORGE P. - Les méthodes de la géographie, P.U.F. 128 p.
- 14 - GERVAIS M., WEIL J., SERVOLIN C - Une France sans paysans, Le Seuil, Paris, 1966, 128 p.
- 15 - HOUSSEL J.P. - Les comportements dans le passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne en pays développé. L'ESPACE GEOGRAPHIQUE, n° 3, 1972, p. 167-176
- 16 - ——— - Essor des villes manufacturières de l'habillement et industrialisation spontanée dans l'"Italie du milieu". R.G.L., vol. 47, n° 4, 1972, p. 361-383
- 17 - LABASSE J. - Les capitaux et la région, thèse, Paris, 1955, 533 p.
- 18 - LABASSE J. et LAFERRERE M. - La région lyonnaise. La France de demain, P.U.F., 1960, 160 p.
- 19 - LAFERRERE M. - Lyon, ville industrielle, thèse. P.U.F., 1960, 548 p.
- 20 - LAZZAROTTI R. - L'exemple de la bonneterie troyenne. La Renaissance, Troyes, 1972, 38 p.
- 21 - LE LANNOU M. - Le déménagement du territoire. Le Seuil, 1967, 249 p.
- 22 - ——— - Géographie de la Bretagne. Plichon, Rennes, 1950, 2 tomes

- 23 - MENDRAS H. - La fin des paysans. U 2, Armand Colin, 1970, 306 p.
- 24 - MIGNON Ch. - L'agriculture à temps partiel dans le Puy-de-Dôme. REVUE D'Auvergne, t. 85, p. 1-42
- 25 - MUSCARA C. - La geografia dello sviluppo. Studi e ricerche di science sociali, n° 43, Ed. di Comunità, Milan, 1967, 277 p.
- 26 - PERROUX F. - L'économie du XX° siècle. P.U.F., Paris, 1964, 692 p.
- 27 - PRODI R. - Modello di sviluppo de un settore in rapida crescita, l'industria della ceramica per l'edilizia. Franco Angeli, Milan, 1966, 135 p.
- 28 - RAMBAUD P. - Société rurale et urbanisation. Seuil, Paris, 1969, 317 p.
- 29 - RENARD J. - Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise. Thèse, Le Cercle d'Or, Les Sables d'Olonne, 1969, 432 p.
- 30 - RENUCCI J. - Corse traditionnelle et Corse nouvelle. Thèse, Audin, Lyon, 1974, 454 p.
- 31 - ROCHEFORT R. - Travail et travailleurs en Sicile. Thèse, Paris, P.U.F., 1961, 364 p.
- 32 - ——— - Géographie sociale et Sciences humaines. Bull. de l'Association des géographes français, n° 314-315, mai-juin 1963, p. 18-32
- 33 - SIMON E. - Réveil national et culture populaire en Scandinavie. Thèse, P.U.F. 1960, 766 p.
- 34 - VANT A. - Le rôle fonctionnel du centre de Saint-Etienne. R.G.L., 1971, vol. 46, n° 4, p. 371-410

DOCUMENTS STATISTIQUES ET ADMINISTRATIFS

FRESSE LOCALE ET SPECIALISEE

Mme G. VEYRET (+) et R. LEBEAU (sous la direction de)

- 35 - ATLAS RHÔNE-ALPES. 75 cartes, 2 vol. parus, 1973 et 1975.

I.N.S.E.E. - Recensements généraux de la population

- 36 - 1962, Loire, Rhône, Saône-et-Loire, fascicules jaunes
- 37 - 1968 —————, fascicules oranges

La Direction Régionale de Lyon publie la revue bimestrielle, POINTS D'APPUI, n° 1, ju - juil. 1971

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Le Service Régional de la Statistique Agricole publie le Bulletin de Statistiques Agricoles Régionales Rhône-Alpes, trimestriel

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE de la LOIRE, du RHÔNE, de SAÔNE - ET LOIRE - Recensement agricole de 1970-1971, fascicules départementaux.

- 38 - Inventaire par communes, cantons, régions agricoles, 1972
- 39 - Principaux résultats de structure, 1972
- 40 - Enquête communale, 1973
- 41 - D.D.A. DE LA LOIRE - Où en est l'agriculture de la Loire ? déc. 1966, 78 p.
- 42 - D.S.A. DE SAÔNE-ET-LOIRE - La prairie charolaise et son exploitation, 1955
- 43 - D.D.A. DU RHÔNE - Plan d'aménagement rural M.A.L.T., déc. 74, 55 p.

PREFECTURE DE LA LOIRE -

- 44 - Procès-verbaux des Sessions et Rapports au Conseil Général

- 45 - Connaissance de la Loire; bulletin trimestriel de statistiques et d'informations économiques. n° 1, 1er trim. 1966

Publié depuis 1969, le chiffre d'affaires des entreprises de plus de 5 millions de francs.

- 46 - Connaissance du Roannais, bulletin trimestriel de statistiques et d'informations économiques, n° 1, 3ème trim. 1971

COMITE REGIONAL POUR L'AMENAGEMENT ET L'EXPANSION ECONOMIQUE DE LA REGION RHONE-ALPES -

- 47 - D.D.A. DU RHÔNE - Propositions pour le plan d'aménagement rural du nord-ouest du département du Rhône (M.A.L.T.)
tome 1, le parti et le programme d'aménagement, 4 vol, 1,2,3,4, 178 p.
mai 1972
tome 2, analyses et diagnostics, 4 vol, 5,6,7,8, 81 p., mai 1972

COMITE D'EXPANSION DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE, GROUPE DE TRAVAIL ROANNAIS

et CAILLOT R. - La Région Roannaise

- 48 - 1ère partie, Découverte des Structures de Base, déc. 58, 40 p. et 23 c.

- 49 - 2ème partie, Analyse des Structures de Base, déc. 61, 48 p. et 23 c.

et C.R.E.S.A.L.

- 50 - 3ème partie, Besoins objectifs de logements dans l'agglomération roannaise, ja. 75, 31 p.

- 51 - 4ème partie, Les équipements collectifs, besoins de l'agglomération roannaise, ja. 75, 40 p.

- 52 - 5ème partie, Problèmes d'aménagement de Charlieu et de sa zone d'attraction, 1966, 75 p.

- 53 - Enquête sur les établissements de soierie de la Région de Charlieu, fev. 1964

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA LOIRE

- 54 - Inventaire des exploitations agricoles du canton de ... ; sur les bases de l'enquête au dixième de 1963-64, complétée par un échantillon de même valeur.

CENTRE DE GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE LA LOIRE

- 55 - Résultats de gestion de l'exercice 19.. , annuel, depuis 1963

- 56 - RODINSON M. - Essai de comptabilité du secteur agricole, exercice 1965, 16 p., 12 tableaux, ss. date

- 57 - ——— - Recherches sur l'avenir des exploitations agricoles du plateau de Neulise en 1965, déc. 1965, 33 p. et tableaux

- 58 - ——— - Les exploitations agricoles de la Plaine de Roanne, 1967, 33 p. et annexes

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROANNE

- 59 - Compte-rendu des travaux

A.E.S.D.A.R.

- 60 - Livre blanc de l'agglomération roannaise, 97 p., sans date (1973)

- 61 - Schéma d'Aménagement de l'ensemble urbain roannais, texte 99 p. 3 cartes; sans date (1974), bibliographie des études réalisées par ou pour l'A.E.S.D.A.R.

A.S.S.E.D.I.C. DE LA REGION ROANNAISE

- 62 - Statistique annuelle des établissements affiliés, depuis 1962

CENTRE D'INFORMATION ET DE RECHERCHE DU ROANNAIS

63 - Situation Actuelle du Roannais, nov. 74, 35 p.

64 - Les jeunes dans le Roannais, réalités, problèmes, besoins, juin 75, 50 p.

UNION REGIONALE DU ROANNAIS C.F.D.T.

65 - Situation économique de la Région Roannaise, mai 66, 27 p.

BULLETINS MUNICIPAUX

Leur parution est le plus souvent irrégulière et très espacée et n'intéresse pas toutes les communes

66 - JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE - Tarare en marche, 1966

67 - BULLETIN OFFICIEL MUNICIPAL DE TARARE, n° 1, 1er trim. 68

68 - ROANNE PRESENT ET FUTUR, trimestriel, n° 1, 4ème trim. 72

PRESSE LOCALE

69 - LE DAUPHINE LIBERE, L'ESPOIR, LA TRIBUNE, LE PROGRES, quotidien, pages locales communes.

70 - L'ESSOR DU ROANNAIS, hebdomadaire

71 - PAYSANS DE LA LOIRE, hebdomadaire

72 - LE PAYS ROANNAIS, hebdomadaire

PRESSE SPECIALISEE

Outre la presse d'entreprise à parution irrégulière,

73 - LA VOIX DES METAUX DU ROANNAIS, mensuel du syndicat C.G.T. des A.R.C.T.

74 - REVUE INDUSTRIELLE COTONNIERE, devenue en 1967 REVUE DE L'INDUSTRIE FRANCAISE DU COTON ET DES FIBRES ARTIFICIELLES, mensuel, statistiques annuelles dans le n° de mai

75 - TEXUNION INFORMATION, trimestriel, n° 1, nov. 70

FONDEMENTS HISTORIQUES

PREFECTURE DE LA LOIRE

Archives Départementales de la Loire, série M

76 - ANNUAIRE STATISTIQUE DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE, 1809

77 - DUPLESSY J. - Essai statistique sur le département de la Loire, 1818

78 - PEYRET A. - Statistique industrielle du département de la Loire, 1834

79 - ANNUAIRE ADMINISTRATIF, commercial, industriel et statistique du département de la Loire, de 1843 à 1896

80 - ALMANACH DU DEPARTEMENT DE SAONE-ET-LOIRE, Chalon, puis Mâcon, de l'an XIII jusqu'en 1939

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS

81 - ENQUÊTE AGRICOLE DE 1866, 2ème série, Enquêtes départementales, 27ème circonscription, Imprimerie Nationale, 1872

Rapports du président, département de la Loire, p. 63-125
----- du Rhône, p. 126-185

Procès-verbaux des séances de la commission départementale et dépositions, département de la Loire, p. 383-498

82 - ALMANACH HISTORIQUE et politique de la Ville de Lyon et du département du Rhône. chez Ballanche, Halles de la Grenette, de l'an XI à 1832

- 83 - ALMANACH DU SUD-EST
- 84 - ARDOUIN-DUMAZET - Voyage en France, 7ème série, la région lyonnaise, Berger-Levrault, 1896, 340 p.
- 85 - BARRET H. - Histoire du travail dans l'ancienne généralité de Lyon, Dumas, Saint-Etienne, 1939.
- 86 - BILLET H. - Beaujolais, Forez, Dombes, Thizy et les environs, 4 vol. de 1894 à 1906, 257, 356, 128 et 146 p.
- 87 - BRISSON - Mémoire historique et économique sur le Beaujolais, 1774, 280 p.
- 88 - DECHELETTE Ch. - L'industrie cotonnière à Roanne, thèse droit, Souchier, Roanne, 1910, 176 p.
- 89 - DUMOULIN M. - Histoire de l'industrie textile de la Région Roannaise du XV^e siècle à 1889.
- 90 - FAYARD J. - Les fileurs, tisserands et similaires de la Généralité de Lyon sous l'Ancien Régime, le Mouvement Economique et Social dans la région lyonnaise, t.II, Lyon 1905, p. 125-195.
- 91 - FAURE Pétrus - Histoire du mouvement ouvrier dans le département de la Loire, Dumas, Saint-Etienne, 1956, 503 p.
- 92 - F.M.D. - Monographie des communes de l'arrondissement de Roanne, Roanne 1904, 260 p.
- 93 - - Monographie des communes du Charolais et du Brionnais, Charlieu, 1904, 2 t.
- 93bis - FOURNIAL E. - Les villes et l'économie d'échanges en Forez aux XIII^e et XIV^e siècles, Les Presses du Palais Royal, Paris, 1967.
- 94 - GAGNON - Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789
- 95 - ILLUSTRATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (L') - Le département de la Loire, 8-10-1927.
- 96 - LAMBERT D'HERBIGNY - Mémoire sur le gouvernement de Lyon, 1892, Revue d'Histoire de Lyon, tome 1, 1902, 122 p.
- 97 - LOUVET - Histoire du Beaujolais, 1670, publiée par L. Galle et G. Guigue, Lyon, 1903, 2 tomes, 461 et 498 p.
- 98 - OGIER Th. - La France par cantons
arr^t Montbrison
arr^t Roanne
arr^t Villefranche, 604 p., 1866
- 99 - PARISET E. - Histoire de la fabrique lyonnaise, Lyon 1905
- 100 - ROLLAND DE LA PLATIERE J.M. - Mémoire sur les articles qui se fabriquent en Beaujolais, 1784.
- 101 - ROCHETTE (R. DE LA) - Voyage dans le Haut-Beaujolais ou Recherches historiques sur la ville et le canton de Thizy, 1848, 234 p.
- 102 - SAVARY DES BRUSLONS J. - Dictionnaire universel du Commerce, 2 tomes, 1723
- 103 - SOCIETE D'EMULATION DE COURS - Cours et sa région, Lesoeur, Cours, 1926.
- 104 - SUBRIN L. - Historique de la teinture à Roanne, p. 1-7, Introduction de E. SERRE - La Teinture du coton, Paris, H. Dunod et E. Pinat, 1911, 291 p.
- 105 - TROLIEUR DE LA VAUPIERRE J.G. - Histoire du Beaujolais, 1760, publiée par L. Galle et G. Guigue, Société des Bibliophiles Lyonnais, Lyon, 1920, 449 p.

OUVRAGES D'INTERET REGIONAL

Diplômes d'Etudes Supérieures et mémoires de maîtrise dactylographiés déposés à l'Institut des Etudes Rhodaniennes, Lyon

- 106 - CHRISTOPHE J. - L'industrie textile dans la Région de Roanne, 1949
- 107 - CRETIN C. - Montagny, 1965, 154 p.
- 108 - CROUZET F. - Saint-Nizier d'Azergues, mém. annexe, 1966, 52 p.
- 109 - DEROCHE C. - Etude des cantons de Belmont et de Chauffailles, 1962
- 110 - DUPERRAY A.M. - La population ouvrière d'Amplepuis, mém. ann., 1962, 34 p.
- 111 - EBERSOLT J. - La vallée de l'Azergues, 1929, 149 p.
- 112 - GERBE E. - Le climat des monts du Beaujolais, 1967
- 113 - HOSATTE E. - Les industries métallurgiques à Roanne, 1970, 126 p.
- 114 - JOURDAN P. - L'industrie textile dans les vallées du Reins, de la Trambouze et du Gand, 1955, 58 p.
- 115 - LESOURD Ch. - L'adaptation d'une ville à la vie industrielle, étude de Roanne, 1940, 97 p.
- 116 - MAHUSSIER R. - La bonneterie roannaise, 1960, 95 p.
- 117 - MARSAULT M. - L'emploi industriel dans la région de Roanne, 1966
- 118 - MOLLIE J. - L'évolution du tissage de la soie dans la région Rhône-Alpes de 1955 à 1968
- 119 - NARBOUX J.M. - Le tertiaire industriel à Roanne, 1971
- 120 - PAQUET J. - La forêt dans la montagne beaujolaise, 1949, 2 t., 115 p.
38 planches
- 121 - PLASSON H. - Tarare et sa fabrique de voiles d'ameublement, 1970
- 122 - REBOTIER M. - Enquête sur le tissage des soieries à domicile dans la région lyonnaise, mém. ann., 1955, 22 p.
- 123 - RIVOIRE L. - La propriété rurale dans les monts de Tarare, 1966, 109 p.
- 124 - ROSETTA D. - La zone d'influence de Roanne, 1967, 140 p.
- 125 - SANDILLON M. - Les étrangers dans l'agglomération de Roanne, 1969
- 126 - TILLIER D. - Le Rhône sous-développé, 1967, 108 p.
- 127 - WAZ J. - Géographie sociale de Roanne, 1962, 76 p.

Déposé à l'Institut de Géographie de Clermont-Ferrand

- 128 - BUSSELIER B. - Le vignoble de la Côte Roannaise, 1971, 83 p.

Déposé au Centre d'Histoire Economique et Sociale, Lyon

- 129 - ALBOUT C. - Démographie et industrialisation dans le canton de Tarare
 - 130 - ALLIER C. - La croissance du tissage roannais de 1860 à 1914, 93 p.
 - 131 - BORIE M. J. - La C.G.T.U. dans le textile roannais entre les deux guerres, 1971, 159 p.
 - 132 - LESPINASSE J. Ch. - Etude d'une société rurale : Saint-Alban-les-Eaux, 143 p.
 - 133 - MARTINON J.F. - Le mouvement ouvrier à Roanne entre 1888 et 1904, 1972, 200 p.
 - 134 - VINCENT-BARDOLLET C. - La vie agricole en Brionnais de 1850 à 1893, 1967, 123 p.
-

- 135 - BARNAUD M. - Le Charollais, pour que ses habitants construisent et maîtrisent leur avenir, 1974, 69 p.
- 136 - BONNET G. - Recueil de données statistiques climatologiques relatives au département de la Loire, Chambre d'Agriculture, 1968, 47 p.
- 137 - BORDAS H. - Tarare, R.G.L., 1930, p. 40-49
- 138 - BOURGEON M.L. - Répartition des métiers de tissage de la soie au service de la fabrique lyonnaise, Et. Rhod. 1938, n° 4, p.215-234
- 139 - CENTRE DEPARTEMENTAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE DE LA LOIRE - Le socle ancien dans les Monts du Lyonnais, DOCUMENTS DE SCIENCES NATURELLES, 1965, Saint-Etienne, p.28-38
- 140 - CENTRE DE RECHERCHE DE L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE - La place de l'institution communale dans l'organisation de la domination politique de classe en milieu urbain : le cas de Roanne, C.N.R.S., juillet 1972, 221 p.
- 141 - CHOLLEY A. - Recherches morphologiques en Charollais-Brionnais, PUBLICATION DE L'ASSOCIATION DES GEOGRAPHES FRANCAIS, p. 102-108
- 142 - ——— - Notes de géographie beaujolaise, A.G., 1929, p.26-46
- 143 - CRETIN C. - Roanne, une ville moyenne, CENTRE D'ETUDES FOREZIENNES, La vie urbaine dans la Loire et ses abords, 1969, p. 135-187
- 144 - ——— - De Charlieu à Bourbon-Lancy, étude à propos d'une série de petites villes, UNIVERSITE DE SAINT-ETIENNE. Les villes du Massif Central, 1971, p. 147-181
- 145 - DIRY J.P. - La vie rurale dans le sud de la Sologne bourbonnaise, Revue d'Auvergne, 1971, p. 75-108
- 146 - ESTIENNE P. - Recherches sur le climat du Massif Central français, thèse, Paris, 1965
- 147 - GALLOIS L. - Mornais et Charollais, A.G., 1934, p. 418-449
- 148 - GALLOIS L. - Beaujolais et Lyonnais, A.G., 1935, p. 487
- 149 - GARRIER G. - Paysans du Beaujolais et du Lyonnais 1800-1970, thèse Presses Universitaires de Grenoble, 1973, 2 tomes, 214 et 246 p.
- 150 - GIBERT A. - Présentation géographique, p. 1-50
VISAGES DU LYONNAIS, 1952
- 151 - GIGNOUX C.J. - L'Arsenal de Roanne et l'état industriel de guerre, thèse droit 1920, 130 p.
- 152 - GRÜNER M.L. - Description géologique de la Loire, Annuaire de la Loire, 1857
- 153 - HOUSSEL J.P. - Ville moyenne et développement de l'agriculture régionale : l'exemple de Roanne, R.G.L. 1970, n° 4, p. 391-408
- 154 - ——— - Les petites villes textiles du Haut Beaujolais, de la tradition manufacturière à l'économie moderne, R.G.L. 1971, n° 2, p. 123-197
- 155 - ——— - Pouvoir et développement dans une région en marge de l'aire de desserrement des métropoles : l'exemple de la région de Roanne et du Beaujolais Textile, UNIVERSITE DE SAINT-ETIENNE, La région et la vie régionale, 294 p., p. 69-90
- 156 - LABASSE J. - Quelques aspects de la vie d'échanges en pays roannais, A.G. , mai-juin 1954, p. 193-218
- 157 - LACOUTURE M. - L'activité agricole dans les hauts bassins de la Besbre et du Sichon, REVUE D'AUVERGNE, t.77, 1963, p.149-162
- 158 - LUGNIER R. - Saint-Germain-Laval en Forez, André Martel, Givors, 1959, 146 p.

- 159 - MERCIER L. - Le Poème de la Maison, Paris, Calmann-Lévy, 1908, 31ème édition aux Editions du Sud-Est, Lyon, 1951, 216 p.
- 160 - ——— - Hélène Sorbiers, Paris, Calmann-Lévy, 1911, Editions du Sud-Est, Lyon, 1952, 216 p.
- 161 - ——— - Les contes de Jean-Pierre, Lyon, Lardanchet, 1928, 207 p.
- 162 - PETERLONGO J.M. - Les terrains cristallins des Monts du Lyonnais, thèse, Annales de la Faculté des Sciences de Clermont-Ferrand, 1960
- 163 - ROUX Cl. - Etudes agronomiques sur les Monts du Lyonnais, Annales de la Société linnéenne de Lyon, Lyon, 1901
- 164 - SIVIGNON M. - Elevage et embouche en Charollais-Brionnais, R.G.L. 1960, p. 357-379
- 165 - SOCIETE DE GEOGRAPHIE DE LYON - Lyon et la région lyonnaise, 1894
- 166 - TOMAS F. - Quelques traits de la géographie et de l'histoire agraires de la plaine du Forez, R.G.L., 1963
- 167 - ——— - Le relief et les sols de la plaine du Forez, Centre d'Etudes Foréziennes, thèses et mémoires, n° 3, 1971, 117 p.
- 168 - VALETTE R. - Saint-Symphorien-sur-Coise, UNIVERSITE DE SAINT-ETIENNE, les Villes du Massif Central, 1971, p. 204-224
- 169 - VELU H. - Villefranche-en-Beaujolais, A.G. 1938, p. 1-85

TOME II

TABLE DES FIGURES

DEUXIEME PARTIE

	Pages
g. 32 - Evolution comparée de l'emploi dans la région ASSEDIC de Roanne et dans la région Rhône-Alpes de 1964 à 1972.....	3
33 - Diagramme de la production de tissus de coton dans la région de Roanne-Thizy depuis 1950.....	13
34 - Les voix communistes dans la 6ème circonscription de la Loire (carte).....	21
35 - Evolution du rapport emplois sur dépôts dans le ressort des bureaux et succursales de la Banque de France à Thizy, Tarare, Villefranche et Roanne de 1965 à 1973.....	26
36 - Le tissage traditionnel en face de la grande crise (carte).....	45
37 - La concentration du tissage du voile dans la fabrique de Tarare après la crise de 1967 (cartes).....	50
38 - Bonneterie et habillement dans le Roannais (carte).....	58
39 - La métallurgie spontanée en juillet 1973 (carte)..... Les précurseurs : situation en 1955 (carton).....	71
40 - Evolution du chiffre d'affaires de Potain de 1954 à 1973.....	77
41 - Les salariés du bâtiment en 1973 et l'évolution depuis 1966 (carte)..	103
42 - Industries spontanées et décentralisations (carte).....	121
43 - La densité de population agricole en 1970 (carte).....	131
44 - Les petites régions agricoles (carte).....	133
45 - Les foyers d'innovation agricole (carte).....	143
46 - La taille des exploitations agricoles (cartes).....	150
47 - Les modes de faire-valoir (carte).....	152
48 - L'extension de la race charolaise (carte).....	166
49 - Les aires de ramassage du lait (carte).....	170
50 - La pénétration de la race hollandaise (carte).....	174
51 - Périodes d'adoption des principales transformations.....	181
52 - Implantation de la J. A. C. F. en 1945 dans la Fédération de Roanne (carte).....	190
53 - Surface boisée et régions forestières (carte).....	203
54 - Evolution de l'habitat dans un secteur d'abandon : le hameau de Lespinasse.....	222
55 - Schéma des grandes liaisons routières existantes et programmées (carte).....	252
56 - Les principales liaisons routières internes du Roannais (carte).....	253

Pages

Fig. 57 - Les services réguliers d'autocars au départ de Roanne (carte).....	260
58 - Evolution de la population de 1968 à 1975 et comparaison avec la période 1962-1968 (carte).....	272
59 - Evolution des demandes d'emploi non satisfaites de 1967 à 1975.....	278 bis
60 - Résultats du premier tour des élections présidentielles du 5.12.1969 (carte).....	297
61 - Pratique dominicale par paroisse au 23.10.1955 (carte).....	299
62 - Le nombre de centimes additionnels au budget de 1971 et son évolution (carte).....	307
63 - Indice physionomique du degré d'ouverture des conseils municipaux élus en 1971 (carte).....	310
64 - Tarare (plan).....	359
65 - L'agglomération roannaise (plan).....	360

TABLE DES MATIERES

DEUXIEME PARTIE

LA CONFRONTATION A L'ECONOMIE MODERNE

CHAPITRE I - LA CRISE DE 1965 : EFFONDREMENT OU NOUVEAU DEPART

A - L'écroulement d'un monde.....	1
I - Une crise longue de l'emploi industriel.....	1
II - Une crise de confiance.....	5
III - Une crise complexe.....	7
1 - Les difficultés conjoncturelles.....	7
2 - De la récession aux crises d'adaptation.....	8
a) La bonneterie.....	8
b) La disparition des artisans-tisseurs de voile tergal...	9
c) Le cas des industries diverses anciennes et des services nationalisés.....	10
3 - De la récession à la crise de structure : le tissage traditionnel.....	11
a) Liquidation du passé et mutation technologique.....	11
b) L'heure de vérité de la cotonne et de la soierie.....	12
IV - La disparition de l'héritage manufacturier.....	17
1 - La fin de la fabrique.....	17
2 - La disparition du genre de vie mixte et la désertion des campagnes manufacturières.....	19

B - Ampleur et limites des transformations	22
I - La mise en place d'un nouvel outil de production	22
1 - la reprise des affaires et des investissements	22
2 - une industrie plus diversifiée à valeur ajoutée accrue ...	27
II - Des structures qui n'ont pas fondamentalement changé	29
1 - la prépondérance conservée par l'industrie	29
2 - la prépondérance conservée par les industries de biens de consommation	30
3 - l'apport essentiel des entreprises locales au rétablissement de l'emploi	35
Notes chapitre I	39
 CHAPITRE II - L'INITIATIVE LOCALE A LA BASE DE LA RECONSTRUCTION DE L'INDUSTRIE.....	43
A - La reconstruction de l'industrie textile	43
I - La mutation technologique de la cotonne et des industries annexes assurée par les groupes extérieurs	43
1 - la prépondérance des "Tissages Roannais" dans les tissus "plats"	43
2 - la transformation	46
3 - les industries annexes de la soierie et la production des fibres artificielles	47
II - Le rôle prépondérant des entrepreneurs locaux dans l'adapta- tion du reste du tissage	48
1 - la poursuite de l'adaptation du tissage rénové	48
a) la stabilité du coton-éponge	48
b) la fabrique de Tarare à l'âge industriel	49
- le voile tergal : expansion dans la diversification et part croissante des exportations, 49 - la transformation nouveaux marchés et conversion, 51 -	
2 - la laine à Cours : l'adaptation spontanée d'une industrie traditionnelle	51
3 - cette soierie qui ne veut pas mourir	55
III - La maille et l'habillement à l'âge de la maturité ? ...	57
1 - les bonnetiers-confectionneurs entre la tradition et le progrès	57
2 - l'essor d'un secteur nouveau : la maille au mètre	61
3 - l'habillement ou la modernisation d'une conversion limitée	62
B - L'essor de la métallurgie	65
I - Le "décollage" dans les années 55	66
1 - monolithisme textile et étouffement des atouts jusqu'en 1939	67
2 - 1939-1955 : la consolidation de ce qui existe	67
a) une activité pour l'Arsenal en temps de paix : la construc- tion en série des blindés	67

b) le développement de la fabrique d'outillage Demurger	68 bis
c) l'impact limité, mais réel, des premiers établissements	69
3 - la croissance à la japonaise des entreprises-locomotives à partir de 1955	70
a) les A.R.C.T.	70
-une position de monopole, 70 - une influence sur la région qui repose moins sur les approvisionnements que sur les salariés directs, 73 bis -	
b) Potain	75
-un paysan qui devient industriel, 75 - la conquête d'une position de monopole (1955-1970), 76 - l'obligatoire éclatement : une croissance devenue trop forte pour le bourg d'origine, 78 -	
II - La constitution de régions métallurgiques	81
1 - la région nord : la monoindustrie du matériel pour le bâtiment	81
a) l'industrialisation d'une région fortement agricole	81
-"une main d'œuvre en or", 81 - le matériel de bâtiment, une activité qui se prête à l'esprit d'entreprise, 83 -	
b) les anciens de Potain : des constructeurs à l'origine de centres secondaires	84
c) les sous-traitants de Loirecord et la structure en nébuleuse	86
2 - l'agglomération de Roanne et les centres isolés : une plus grande diversité	88
a) l'agglomération roannaise et ses satellites : un complexe qui s'élabore ?	88
b) trois centres autonomes	92
Notes du chapitre II, A et B	94
C - Le développement des industries diverses et la percée des industries spontanées	97
I - Permanence et inertie des industries diverses anciennes ...	98
1 - les industries pondéreuses : tannerie et céramique	98
2 - les industries de petite transformation	101
II - Le renforcement du bâtiment	102
1 - une industrie de dimension nationale dans le secteur industrialisé	104
2 - le monopole des grandes entreprises roannaises sur le gros oeuvre et la percée des entreprises artisanales en dehors de l'agglomération	105
III - L'apparition de nouvelles industries, un fait spécifiquement rural	107
1 - les industries agricoles et alimentaires	107
2 - le développement des scieries en montagne et l'essor inattendu de la menuiserie du bâtiment	109

IV - Les créations exogènes	112
1 - la mine d'uranium de Saint-Priest-Laprugne	113
2 - les décentralisations	115
V - La percée de l'industrie spontanée	117
1 - un renouvellement sensible du milieu industriel	118
a) une poussée d'emblée très forte	118
b) l'atténuation des déséquilibres de l'emploi suivant les sexes	120
c) l'atténuation des déséquilibres dans la répartition spatiale	120
2 - des industries ubiquistes	123
a) une dispersion déconcertante	123
b) les transports routiers auxiliaires de la décentralisation	124
c) l'espace rural n'est pas maudit	125
Notes du chapitre II, C	127
CHAPITRE III - Une rénovation moins marquée de l'agriculture	129
A - LA PRÉPONDERANCE DE L'AGRICULTURE DE TYPE TRADITIONNEL	
T - Remarques méthodologiques sur l'utilisation des données statistiques	129
1 - le cadre géographique	130
2 - ce que l'on peut demander aux statistiques	134
II - La tonalité dominante : des agriculteurs plus proches du paysan que de l'entrepreneur	135
1 - une agriculture de la "France moyenne"	136
2 - plaine et montagne, zones d'indifférence	137
a) la dualité des structures	137
b) la montagne tenue à l'écart de l'agriculture progressive	139
c) la plaine fossilisée par l'élevage charolais	140
3 - le poids des forces traditionnelles	142
a) les limites de l'influence professionnelle à long terme de la J.A.C.	142
b) un fief du Sud-Est	145
III - Une incontestable évolution	146
1 - l'évolution des structures foncières	146
a) le faible accroissement de la surface moyenne	148
b) la concentration au profit des exploitations viables depuis 1964	155
2 - l'augmentation du capital d'exploitation et l'installation dans l'économie de marché	158
a) l'essor du Crédit Agricole	158
b) les enseignements des comptabilités d'exploitation ..	159
3 - le progrès technique	161
a) motorisation, mécanisation et utilisation des engrais	161
b) la simplification du système agricole et l'évolution vers la monoculture de l'herbe	162
c) l'intensification de l'élevage	167

Notes du chapitre III A.....	176
B - Les modalités de développement.....	181
I - La généralisation du progrès de base et l'action des cours post-scolaires agricoles (1955-1965).....	182
II - Le passage à l'agriculture d'entreprise limité à une minorité..	185
1 - Les conditions nouvelles du développement.....	186
-Le seuil de l'intensification laitière, 186 - une vulgarisa- tion de plus en plus personnalisée, mais de moins en moins générale, 186 -	
2 - Le rôle de la J. A. C. instrument de promotion collective....	188
-La J. A. C. instrument d'acculturation, 188 - la réussite professionnelle des anciens de la J. A. C., 193 - les belles années des C. E. T. A. (vers 1955-1970), 194 -	
3 - De la vulgarisation de groupe à la recherche d'un système agricole personnalisé.....	195
III - La terre réduite à ses seules ressources.....	200
1 - La diffusion de la résidence secondaire, envers du tourisme paysan.....	201
2 - Une forêt riche de potentialité, mais mal intégrée à l'agri- culture dans les hauts massifs.....	202
-La décomposition de l'économie traditionnelle et l'extension récente de la futaie de résineux dans les monts du Beaujolais 204 - l'exploitation gênée par la prédominance de la petite propriété foraine, 207 - le cas des Monts de la Madeleine, 209 -	
3 - Du malaise actuel à l'avenir compromis.....	209
1 - Un syndicalisme agricole dur.....	210
2 - La perspective d'une brutale déprise humaine.....	211
C - Les inégalités spatiales de développement.....	213
I - Le rôle décisif de la promotion collective dans l'inégal déve- loppement en montagne.....	213
1 - La disparition d'un système agricole accompli.....	213
2 - La gamme des transitions.....	214
-Le développement communautaire au sein des petites exploi- tations : Saint-Martin-La-Sauveté, 215 - le dégagement d'ex- ploitations viables grâce à la promotion collective : le bas- sin d'Amplepuis, 217 - le dégagement tardif d'exploitations viables grâce à une technique nouvelle : l'est du plateau de Neulise, 219 - les secteurs d'abandon, 220 -	
II - Le maintien de l'élevage charolais traditionnel et la conserva- tion des nuances entre pays dans la plaine.....	223
1 - Un système extensif qui se perpétue.....	224
-L'éleveur "moyen", 224 - l'aristocratie des éleveurs-nais- seurs de reproducteurs et des emboucheurs, 225 - évoluer ou disparaître, 227 - une rente de situation, la proximité du marché de Saint-Christophe-En-Brionnais, 229 -	
2 - Une division en pays toujours sensible.....	232
-La plaine de Roanne, 232 - la Sologne Bourbonnaise, 234 - le Brionnais, 236 - la Côte Roannaise : le déclin d'un vigno- ble, 238 -	

Conclusion du chapitre II et III	241
Notes du chapitre III, B et C	242
CHAPITRE IV - LES FREINS AU DEVELOPPEMENT	246
A - Signes et mécanismes du décalage avec les zones métropolitaines	247
I - L'enclavement	247
1 - le canal : le retrait d'un vieux serviteur	248
2 - des axes ferroviaires secondaires	249
3 - un réseau routier vieilli et surchargé	251
a) le carrefour délaissé	251
b) les difficultés de circulation à l'intérieur de la région	255
4 - l'avion et les télécommunications	257
II - La dévitalisation des relations internes à la région ..	258
1 - la pérennité apparente de l'agglomération roannaise ..	258
2 - la dépendance croissante envers les centres de décisions extérieurs	261
a) l'affaiblissement du commandement industriel	261
b) la stagnation relative du tertiaire privé	263
3 - la départementalisation des investissements publics et l'attraction des secteurs périphériques vers les centres administratifs	266
4 - Roanne, centre dominateur d'une région dominée	269
III - Les enseignements du recensement de 1975 : stagnation de la population et accentuation des déséquilibres internes	273
1 - une population stable à proximité de métropoles en expansion	273
2 - l'arrêt de la reprise des petites villes et l'aggravation de l'abandon des campagnes	274
3 - l'agglomération roannaise, à nouveau unique pôle de croissance	276
IV - La crise actuelle, révélateur des faiblesses de la reconstruction de l'industrie	278
1 - la crise de l'emploi	278
2 - la remise en cause du boom de l'industrie spontanée ..	280
Notes chapitre III A	284
B - Le poids du passé	289
I - La permanence de la culture mentale et des cadres antérieurs à la crise	289
1 - la société rurale continue de donner le ton	290
2 - le faible brassage des hommes et des idées	294
a) une fréquence exceptionnelle d'autochtones	294

b) Un conservatoire des modes de pensée traditionnels.....	295
-La presse, 295 - la force conservée par la démocratie chrétienne, 296 - un pays de chrétienté, 298 -	
c) La relativisation récente des oppositions entre les pôles confessionnels et laïc.....	300
3 - Une certaine pérennité des responsables locaux.....	301
a) Le maintien de l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle roannaise sur les instances économiques.....	301
-Points forts et points faibles du syndicalisme ouvrier.....	302
-Un syndicalisme patronal peu ouvert aux éléments nouveaux...	304
b) Le renouvellement des collectivités locales limité à la base.....	306
-La volonté d'ouverture révélée par les élections municipales de 1971, 306 - la reconduction de fait des cadres politiques, 312 -	
c) Les affaires publiques réservées à une poignée d'hommes.....	314
-Le cercle restreint des personnes "compétentes et responsables", 314 - une opinion peu sollicitée, 315 - une opinion peu informée, 316 -	
II - L'empreinte du passé sur les pouvoirs locaux.....	318
1 - L'absence de référence au monde moderne.....	318
a) Une administration qui n'est pas sans mérite.....	318
b) L'absence d'une politique systématique de réduction du décalage.....	319
c) Enfants et jeunes, point faible des préoccupations sociales.	324
2 - L'esprit de clocher.....	326
a) Le refus des fusions de communes.....	326
b) Les réticences envers les plans d'aménagement.....	327
c) L'absence de prise de conscience des solidarités régionales.	329
3 - Les notables prisonniers de leur propre système.....	332
Notes du chapitre III B.....	335
CONCLUSION.....	339

ANNEXES ET TABLES

HORS TEXTE.....	
A - Tableaux statistiques.....	348
B - Planches photographiques.....	354
C - Cartes.....	359
BIBLIOGRAPHIE CLASSEE.....	362
TABLE DES FIGURES.....	371
TABLE DES MATIERES.....	373

